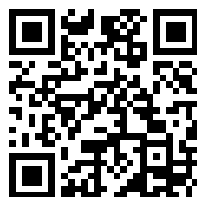

This is a reproduction of a library book that was digitized by Google as part of an ongoing effort to preserve the information in books and make it universally accessible.

GoogleTM books

<https://books.google.com>





A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>





THE OHIO STATE
UNIVERSITY
LIBRARIES

SOCIÉTÉ
DES
ARCHIVES HISTORIQUES
DU POITOU



Recueil de Documents

CONCERNANT

LA COMMUNE ET LA VILLE DE POITIERS

Tome II : de 1328 à 1380

PAR

E. AUDOUIN

PROFESSEUR A LA FACULTÉ DES LETTRES DE POITIERS

avec une introduction par **P. BOISSONNADE**

DOYEN DE LA FACULTÉ DES LETTRES DE POITIERS



SOCIÉTÉ DES ARCHIVES HISTORIQUES DU POITOU

(ARCHIVES DE LA VIENNE, POITIERS)

1928

— 222 —

— 222 —

— 222 —

— 222 —

— 222 —

— 222 —

— 222 —

— 222 —

LISTE DES MEMBRES

DE LA SOCIÉTÉ DES ARCHIVES HISTORIQUES DU POITOU

ANNÉE 1925

AUBOURG (le R. P. dom), abbaye de Solesmes, par Sablé (Sarthe).
AUDOUIN (Edouard), professeur à la Faculté des Lettres, 12, rue
du Jardin des Plantes, Poitiers.

AYMER DE LA CHEVALERIE (C^{te} Jehan), château de la Planche, par
Vivonne (Vienne).

BEAUCHAMP (Pierre ROBERT DE), 72, rue Carnot, Poitiers.

BEAUCHET-FILLEAU (Paul), à Chef-Boutonne (Deux-Sèvres).

BEAUMONT (C^{te} BONNIN DE LA BONNINIÈRE DE), 26, avenue Victor
Hugo, Paris-16^e.

BÉGUIN (Maurice), archiviste des Deux-Sèvres, 10, place St-Jean,
Niort.

BERRENGER (Henri de), archiviste de la Creuse, place Bonnyaud,
Guéret.

BOISSONNADE (Prosper), doyen de la Faculté des Lettres, 18, rue
de l'Est, Poitiers.

CATHELINEAU (Léonce), 14, rue Saint-Gelais, Niort.

CÉLIER (C^{te} Léonce), archiviste aux Archives nationales, 30, rue
St-Joseph, le Chesnay (Seine-et-Oise).

CHAPEAU (abbé), curé de Chaunay (Vienne).

CHAUVET (Gustave), notaire honoraire, 30, rue du Jardin-des-
Plantes, Poitiers.

CHEVALLIER--RUFIGNY (Colonel), 4 rue du Lycée, Poitiers.

CHEVRIER (Edmond), 24, rue de la Marne, Poitiers.

CORDEROY DU TIERS (Jacques), avocat à la Cour d'appel, 13, rue
Soufflot, Paris-5^e.

CRESSAC (V^{te} DE), 1 *bis*, boulevard de Verdun, Poitiers.

DELIQUET (commandant Théodore), 12, rue Le Cesve, Poitiers.

DESMAREST (Pierre) notaire, 10, rue du Lycée, Poitiers.

- DEZ (Gaston), professeur au Lycée, 35, rue des Feuillants, Poitiers.
- DUBOIS (Auguste), professeur à la Faculté de Droit, 3, rue de la Boivre, Poitiers.
- DUBREUIL (Firmin), instituteur honoraire, à Pamproux (Deux-Sèvres).
- EYGUN (François), archiviste paléographe, 11, rue des Ecossais, Poitiers.
- FORT (C^{te} GALBAUD DU), château du Verger, par Richelieu (Indre-et-Loire).
- GARAUD (Marcel), professeur à la Faculté de Droit, 8, rue des Grandes-Ecoles, Poitiers.
- GINOT (Emile), conservateur de la Bibliothèque municipale, 16, rue de la Tranchée, Poitiers.
- GRANDMAISON (Louis LOIZEAU DE), ancien archiviste de l'Indre-et-Loire, 13, rue Emile-Zola, Tours.
- GRIMAUD (Marcel), banquier, 44, rue du Louvre, Paris-1^{er}.
- GRIMOUARD (V^{te} Henri DE), château de Brassioux, par Vouneuil-sur-Vienne (Vienne), et 17, rue Monseigneur Augouard, Poitiers.
- HIPAUT (Octave), principal clerc de notaire, 11, rue du Palais, Saint-Maixent (Deux-Sèvres).
- HORRIG DE LA MOTTE-SAINT-GENIS (M^{re}), château de Goursac, par Chasseneuil (Charente).
- HUGUES (Pierre), substitut, 2 *bis*, rue St-Maur, Saintes.
- JOANNIS (capitaine Jean DE), 9, rue St-Georges, Angers.
- LA BOUILLERIE (V^{te} Henri DE), château de Messemé, par Loudun.
- LA LANDE-LAVAU-SAINT-ÉTIENNE (V^{te} DE), château de Neuvillars, par Saint-Bonnet-Briance (Haute-Vienne).
- LA MARQUE (baron DE), château de la Baron, par Vendœuvre, (Vienne).
- LA MARTINIÈRE (Jules MAGNET DE), archiviste du Morbihan, 29, rue Thiers, Vannes.
- LANAUZE-MOLINES (baron DE), château de Lescaut, par Montignac-de-Lauzun (Lot-et-Garonne).
- LA TOUCHE (Raymond DE), chemin Haut-des-Sables, Poitiers.
- LE CAMUS (comte Edouard), 17 *bis*, rue du Pont-Neuf, Poitiers.
- LECOINTRE (commandant C^{te}), 17, rue du Pont-Neuf, Poitiers.
- LEVIEIL (André), professeur au Lycée, 13, rue Bernard-d'Agescy, Niort.
- LOIRETTE (Gabriel), archiviste de la Haute-Garonne, 12, rue Deville, Toulouse.

- LUSIGNAN (C^{te} DE COUHÉ DE), 13, rue de la Marne, Poitiers,
MASCUREAU (M^{re} DE), 43, rue de la Marne, Poitiers.
MONSABERT (le R. P. dom GOISLARD DE), curé de Croutelle, par
Poitiers.
MONTARDY (Jean DE), 2, rue Piorry, Poitiers.
MONTARDY (Joseph DE), château de Blanchecoudre, par Bressuire.
MONTENON (colonel Louis GEAY DE), 12 *bis*, rue Emile-Faguet,
Poitiers.
MORANVILLÉ (Henri), bibliothécaire honoraire à la Bibliothèque
nationale, 112, boulevard Pereire, Paris-17^e.
MURARD (C^{te} Louis DE), château du Bierson, par Marçay (Vienne).
PENIN DE LA RAUDIÈRE (Pierre), inspecteur des finances, 161, bou-
levard Haussmann, Paris-8^e.
PIERREDON (C^{te} Michel DE), château de la Roche, par Gençay
(Vienne).
PLATTARD (Jean), professeur à la Faculté des Lettres, 49 *bis*, bou-
levard Pont-Achard, Poitiers.
POULIOT (Maurice), 6, rue Saint-Denis, Poitiers.
RAISON (Edouard), conservateur honoraire des hypothèques, 16,
rue Ganne, Parthenay,
RAMBAUD (Pierre), pharmacien en chef honoraire de l'Hôtel-
Dieu, 14, rue d'Alsace-Lorraine, Poitiers.
RAVEAU (Paul), 22, rue Saint-Hilaire, Poitiers.
REAU (C^{te} Henri DU), 9, rue Saint-Louis, Poitiers.
RICAUMONT (baron DE), chef d'escadron en retraite, 4, rue Rif-
fault, Poitiers.
SAINT-SAUD (C^{te} D'ARLOT DE), 25, cours Pasteur, Bordeaux ; château
de Clisson, par Bressuire ; château de la Valouze, par la
Roche-Chalais (Dordogne).
SALVINI (Joseph), archiviste de la Vienne, 12, rue d'Alsace-Lor-
raine, Poitiers.
SAUZÉ DE LHOUMEAU (Charles), ancien magistrat, château de Fer-
rières, par Bouillé-Loretz (Deux-Sèvres) ; et 49, rue du
Docteur-Blanche. Paris-16^e.
TOURNEUR-AUMONT (Jean), professeur à la Faculté des Lettres, 8,
rue de la Chanterie, Poitiers.
VIGUÉ (chanoine Paul), professeur au Séminaire Saint-Sulpice,
6, rue du Regard, Paris-6^e.
VINCENT (Dr Jean-B.), médecin principal de la Marine en retraite,
3, rue Cloche-Perse, Poitiers.

Correspondant étranger :

M. C.-E. LART, 2, Whitehall, Court, S.-W., London, Angle-
terre.

Bureau :

MM.

SALVINI, président ;

EYGUN, secrétaire ;

DELIQUET, trésorier ;

GINOT

POULIOT

RAMBAUD

RAVEAU

} membres du Comité.

EXTRAIT

des Procès-Verbaux des Séances de la Société des Archives historiques du Poitou, 1926-1928.

La Société s'est réunie les 14 janvier, 29 avril et 4 novembre 1926, 13 janvier, 5 mai, 11 juillet et 24 novembre 1927, 19 janvier 1928.

Ont été admis les membres suivants : le R. P. dom Aubourg (14 janvier 1926), MM. le comte de Beaumont, Corderoy du Tiers (24 novembre 1927), le comte Le Camus et le baron de Lanauze (19 janvier 1928).

La Société a eu à déplorer le décès de trois de ses membres : MM. Eugène Lelong, Alfred Hérault et Camille de La Ménardièrre, décédés les 6 décembre 1925, 4 juillet 1926 et 17 décembre 1927.

Le 13 janvier 1927, l'article 3 des statuts a été complété par la clause suivante : « Cette cotisation peut être rachetée par le versement en une fois d'une somme de 400 francs ».

La Société a reçu en don de M. le Commandant Deliquet : un extrait manuscrit, en ce qui concerne le Poitou, du *Recueil de documents relatifs à l'histoire des monnaies frappées par les rois de France* [de 1179 à 1380] par F. de Sauley (1879).

La table récapitulative des tomes 31 à 40 a été imprimée pour être encartée à la fin du tome 40. Elle sera adressée à tous les possesseurs de ce dernier volume.

RECUEIL DE DOCUMENTS

CONCERNANT

LA COMMUNE ET LA VILLE DE POITIERS

INTRODUCTION

Par **P. BOISSONNADE**

*Doyen de la Faculté des Lettres de Poitiers
Correspondant de l'Institut*

LA VILLE ET LA COMMUNE DE POITIERS

PENDANT LA PREMIÈRE PÉRIODE DE LA GUERRE DE CENT ANS
ET SOUS LES PREMIERS VALOIS (1328-1380)

Le tome second du Recueil de documents concernant la ville et la commune de Poitiers, dû à la science précise et impeccable de M. Audouin, et dont l'appareil des notes si riche double le prix, n'embrasse qu'une période de 52 ans. Elle semble courte en regard des trois siècles et demi que couvrent les documents publiés dans le précédent volume. Mais le demi-siècle qui s'étend de l'avènement de Philippe VI à la mort de Charles V est l'un des plus dramatiques, non seulement de l'histoire de France, mais encore de celle de Poitiers. Le sort de l'unité française, dont le Poitou fait partie intégrante, et celui de sa capitale, ainsi que l'évolution des institutions communales, s'y décident, dans la crise terrible déchaînée par la guerre de Cent Ans, conflit de deux dynasties rivales, Valois et Plantagenets, où deux grands États sont en guerre.

De ces événements, le côté dramatique et l'enchaînement historique apparaissent en général fort peu dans les documents du recueil, mais on en saisit le contre-coup sur l'organisation et l'existence d'une grande commune. La vie politique et administrative, les institutions financières et militaires, le développement économique et social de la collectivité communale poitevine, apparaissent, avec leurs variations, à travers les textes en apparence secs et froids, mais de plus en plus nombreux, que les archives ont conservés.

I

*Rapports de la Commune de Poitiers et du Pouvoir Central
de 1328 à 1380*

Au moment où les Valois succèdent aux Capétiens, la commune de Poitiers, pourvue des franchises que lui ont accordées à tour de rôle les comtes-ducs, les rois angevins et les rois de France de la dynastie capétienne (1077-1222) (1), possède une large autonomie administrative, sans indépendance politique. Elle offre le spectacle d'un essor économique et social remarquable. Un siècle de paix lui a valu une prospérité matérielle hors de pair (2). Mais ses rapports avec le pouvoir central, depuis l'époque de Philippe le Bel surtout, sont devenus plus difficiles. L'administration royale s'efforce à étendre son emprise, à restreindre les privilèges communaux, à multiplier les charges fiscales et militaires imposées à la commune.

On constate à l'époque des premiers Valois une nouvelle poussée de la centralisation monarchique et une aggravation des exigences de la royauté. De 1328 à 1356, le gouvernement royal exagère maladroitement le régime tyrannique des derniers Capétiens. Il multiplie ses empiétements sur les pouvoirs municipaux ; il lasse de sa fiscalité la bourgeoisie communale. Il se montre incapable, malgré ses mesures militaires, d'assurer la défense nationale contre les Anglais dans l'Ouest. Dès 1328, c'est la guerre de Flandre qui s'engage, mettant déjà en présence Philippe VI et Edouard III, d'une manière indirecte. Puis, de 1337 à 1339, les hostilités se déclarent, à la fois en Aquitaine et sur les frontières de Picardie (3). L'orage se rapproche peu à peu du Poitou dont les côtes sont menacées par la flotte anglaise, tandis que sur la Charente, les forces ennemies se rassemblent en Saintonge (1340-1345) (4). Néanmoins, rien n'est prévu pour conjurer le péril. Les murailles de Poitiers, négligées, sont incapables de résister à un coup de force, et pourtant le fils de Philippe VI, le duc de Normandie, est passé dans la capi-

(1) *Arch. hist. Poitou*, XLIV, Introd. p. xxxi et sq.

(2) *Ibid.* p. XLVII et sq.

(3) *Ibid.* p. XLII.

(4) *Rec.* n° 342. *Recueil* ci-dessous n°s 282 et suiv., 321, 337. *Chroniques de Froissart*, éd. K. de Lettenhove, XVIII, 84.

tale du Poitou en septembre 1345 (1). Une année plus tard, c'est le coup de tonnerre du 4 octobre 1346. Le comte de Derby, lieutenant du roi d'Angleterre, parti le 14 septembre de la Réole avec 1.000 hommes d'armes, a traversé rapidement l'Angoumois, où il a pris Aubeterre et Châteauneuf (12-21-sept.). Il a enlevé, dans la Saintonge septentrionale, St-Jeand'Angély (29 septembre). Il envahit ensuite le Poitou, où il investit Lusignan (le 30 sept.), qu'il prend le 1^{er} octobre. Poitiers n'a pour garnison que six hommes d'armes, parmi lesquels Herbert Berland et Aimery de Rochechouart, seigneur de Mortemer. Les Anglais pénètrent dans la ville par la chaussée du moulin Cornet, vers le Pont Joubert, le 4 octobre ; ils la livrent pendant 8 jours au pillage et à l'incendie ; ils y massacrent 600 personnes, brûlent le Palais des comtes et le quartier de la Regratterie et emmènent le 12, lors de leur retraite, un immense butin (2). C'est ainsi que l'imprévoyance de la royauté avait amené une catastrophe, dont la commune de Poitiers devait se ressentir longtemps, et où le prestige des Valois subit une atteinte que le désastre de Crécy devait aggraver encore (1346).

L'autorité royale restait cependant intacte et il fallut un nouveau désastre pour l'affaiblir de telle sorte, qu'elle dut relâcher les liens dont elle continuait à enserrer la capitale du Poitou. Au moment où la province, dégagée des garnisons anglaises par la reprise de Lusignan (mai 1351), commençait à respirer, se préparait la nouvelle expédition anglaise qui aboutit à l'une des plus grandes défaites de notre histoire, celle de Maupertuis (19 septembre 1356), survenue presque aux portes de Poitiers. Le roi de France prisonnier, l'armée féodale détruite et discréditée, le Poitou de nouveau envahi, tels en étaient les résultats. Peu s'en fallut que Poitiers ne tombât encore aux mains des vainqueurs. Les bourgeois eurent le temps de fermer leurs portes, laissant les Anglais massacrer sous leurs yeux les bandes de fuyards. Pendant la nuit, l'arrivée de Mathieu de Roye avec 10 lances, ainsi que celle de Jean de Hangest, capitaine général du Dauphin, les mit à l'abri d'une surprise semblable à celle de 1346 (3). Le maire interdit les jeux et les fêtes, prescrivit des habits de deuil. Le lendemain, de même que les jours

(1) Arch. h. Poitou, XIII, 296.

(2) Arch. h. Poitou, XIII, p. xxvi, 356. — *Recueil* ci-dessous. n° 363. — *Armorial des maires de Poitiers*, B. Nat. Mss fr. n° 20.084. — *Coll. Fonteneau*, XXXIII. — *Froissart*, éd. Luce, IV, 14.

(3) *Froissart*, éd. Luce, V, 35, 53, 65. — B. N. Mss. Fr. 20.084.

suivants, il fit recueillir par les moines et les habitants les corps des morts de la bataille, qu'on ramena par charretées, et qu'on ensevelit dans les cimetières, l'église et les chapelles des couvents des Jacobins et des Cordeliers (1). Trois listes ont conservé les noms des 59 chevaliers et des 40 écuyers qui eurent leur sépulture aux Jacobins, et parmi lesquels figuraient Pierre de Bourbon, le maréchal Jean de Clermont, Jean I^{er} de Rochechouart, Aymar de la Rochefoucauld, Jean de Chambes, seigneur de Vilhonneur, ainsi que Vasselot, seigneur d'Annemarie, fils d'Isabelle de Lusignan (2). Quatre ans plus tard, le Poitou était cédé à Edouard III, après de nouvelles incursions anglaises, pendant lesquelles furent détruits aux portes de Poitiers, les bâtiments de l'abbaye St Cyprien et du prieuré de Ligugé (3). Le traité de Londres (1359), puis celui de Brétigny (8 mai 1360), ayant transféré au roi d'Angleterre la province, Jean en informa ses sujets et notamment les bourgeois de Poitiers (12 août 1361) (4). Le commissaire anglais, Jean Chandos, se rendait de Vincennes (11 août) à Tours, puis à Châtellerault, où il rencontrait les commissaires du roi de France (7 septembre). Les 22 et 28 sept. 1361, il prenait possession de la capitale du Poitou (5).

Le conflit entre les Plantagenets et les Valois est devenu au XIV^e siècle une véritable guerre nationale. A partir de 1356, Valois et Plantagenets font assaut de prévenances à l'égard de la commune de Poitiers, afin de la rallier à leur cause, dans ce différend où se joue, non plus l'avenir de deux puissances féodales comme au XII^e siècle, mais celui de deux Etats nationaux. La domination anglaise, bien qu'elle eût usé des plus grands ménagements à l'égard de ses nouveaux sujets et qu'elle eût rallié la noblesse, une partie des fonctionnaires et de la riche bourgeoisie poitevine, s'effondra au bout de moins de 12 ans. En 1369, Edouard III et Charles V entraient de nouveau en lutte. Dès le mois d'août 1370, le clergé, le peuple et la fraction française de la bourgeoisie s'agitaient à Poitiers, où un complot dirigé par Jean Boschet échouait (6). Le meilleur des capitaines anglais, Chandos, était tué au pont de Lussac. Duguesclin, accompagné des ducs de Berry et de

(1) *Recueil ci-dessous*, n^{os} 408 et sq., p. 164-175.

(2) *Chronique de Valenciennes*, dans *Froissart*, éd. Kervyn, V. 50.

(3) Bouchet, *Ann. d'Aquitaine*, éd. 1844, p. 209.

(4) *Rec. ci-dessous*, p. 190.

(5) Procès verbal de la délivrance, *Rec. Ibid.*, p. 192 et sq.

(6) *Mélanges hist.* III, 352 (coll. Doc. inéd.).

Bourbon, accourait à la fin de juillet 1372, averti par un agent secret de l'absence de la garnison anglaise et des dispositions favorables de la population. Le 6 août, il était aux portes de Poitiers ; une discussions orageuse s'engageait à l'échevinage entre partisans et adversaires des Anglais ; le maire anglophile y était menacé de mort. Le samedi 7 août, les princes et le connétable faisaient une entrée triomphale à Poitiers, et le lendemain la garnison anglaise assaillie par les hommes d'armes et le peuple, capitulait (1). Le chef-lieu du Poitou rentrait pour toujours dans l'unité française.

Pendant cette période si troublée, s'était maintenue, à travers bien des vicissitudes, la conception générale sur laquelle étaient fondés les rapports entre la commune et le pouvoir royal. Cette conception est celle de la monarchie féodale, qui met en œuvre des principes du système vassalique, amalgamés avec ceux de la tradition ecclésiastique et romaine d'autorité. En vertu des premiers, le roi considère la commune de Poitiers comme une partie de son domaine, dont il peut disposer sans l'aveu de ses vassaux ou sujets. C'est ce que montrent les clauses du traité de Brétigny et le procès-verbal de livraison de la ville de Poitiers au commissaire du roi d'Angleterre, Chandos, par l'entremise des commissaires de la couronne de France, Louis d'Harcourt, vicomte de Châtellerault, Guichard d'Angles, sénéchal de Saintonge, Guy d'Azay, sénéchal de Poitou, et le maréchal Boucicaut (2). Les commissaires anglais se présentent à la porte Saint-Lazare ; ils y font donner lecture des lettres du roi Jean « aux maire, jurés et habitants de Poitiers » portant cession de tout le Poitou et de sa capitale au roi d'Angleterre. Les prélats, les gens d'église, le maire et les notables, après cette lecture, sont invités à se conformer aux ordres du suzerain. Le maire livre aussitôt les clefs au principal mandataire du roi Jean, Boucicaut, qui de son côté les remet au commissaire d'Edouard III, Chandos, en lui disant : « Sire, vécy les clefs « de la cité, lesquelles je vous baille en vous livrant la dite « cité et ville, et vous en baille saisine et aussi du chastel ». Ensuite, Boucicaut, suivant le cérémonial féodal, livre successivement au commissaire anglais la porte Saint-Lazare, le château, et finalement toute la ville qu'il parcourt avec son

(1) *Froissart*, éd. Luce, VIII, 60, 62, 304-305. — *Chron. des quatre prem. Valois*, 237. — *Chr. de Duguesclin*, par Cuvelier, II, vers 20.843-21.242. — *Chr. du duc de Bourbon*, 90. — *Arch. hist. Poitou*, XIX, 170.

(2) *Rec. ci-dessous*, p. 195 (22 sept. 1361).

escorte, jusqu'à la porte de la Tranchée, dont les clefs sont aussi remises (1).

La commune, dont le territoire et une partie de l'ensemble des fiefs ou terres diverses constituent le domaine royal, forme ainsi une personne morale ou féodale, une vraie seigneurie « vassale immédiate du roi » (2). Le roi, Valois ou Plantagenet, lui concède, en qualité de suzerain, un certain nombre de prérogatives, les unes d'ordre matériel, les autres d'ordre moral. Parmi les premières, se trouvent la cession du domaine urbain, source de revenus particuliers, et l'octroi de divers droits d'ordre économique. Parmi les autres, figurent les libertés civiles et administratives ou politiques, comprises sous le nom de *privileges* ou *franchises*. Les premiers Valois à leur avènement confirment ces privilèges, établis par les chartes de Philippe-Auguste en 1204 et en 1222. Ainsi font le roi Jean, par mandements du 26 février et du 2 mars 1350-51 (3), et le Prince Noir le 5 mars 1363-64, lors de sa visite à Poitiers (4). Ils sont bientôt, sous l'empire des circonstances, obligés d'étendre le champ de ces privilèges, lorsque le conflit anglo-français arrive à l'état aigu. C'est pourquoi le 17 octobre 1369, le Prince Noir, par lettres datées de Cognac, accroît les franchises de la commune de Poitiers (5), et Charles V agit de même en décembre 1372 (6). Comme tout vassal, la commune, par l'organe de son maire, ou de son procureur, ou de ses notables, est tenue au serment d'*homage* et de *fidélité* qui accompagne toute investiture de fief ; le suzerain peut seul l'en délier. En conséquence, on voit en 1344, le 12 novembre, le maire et les échevins de Poitiers prêter ce serment au lieutenant de Philippe VI, Jean, évêque de Beauvais, après l'avoir prêté avant 1342 par procureur au roi lui-même (7). Ce serment est dû, en effet, à chaque avènement royal et à chaque mutation de représentant du suzerain. C'est l'acte indispensable qui légitime l'*investiture*, c'est-à-dire la confirmation des privilèges (8). En 1364, quand Poitiers est cédé à Edouard III, Jean le Bon doit relever ses

(1) *Ibid.* p. 199.

(2) Giry, *Etabl. de Rouen*, I, p. 410.

(3) *Arch. Munic.*, A 41 — *Recueil ci-dessous*, p. 128, n° 376-377 (26 février 1351). — Lettres du roi, 8 février 1354, rappelant celles du 22 mars 1329, *Recueil*, n° 394.

(4) *Arch. Mun.*, A 17. — Thibaudreau, *Hist. Poitou*, II, 435. — *Rec. ci-dessous*, p. 210.

(5) *Arch. Mun.*, A 18. — *Ordon. des rois*, XV, 275. — *Rec.* p. 242.

(6) *Rec.* p. 246.

(7) *Arch. Mun.*, C 9. — *Rec.* p. 108.

(8) Giry, *op. cit.*, 411.

vassaux, les *communiers*, du serment de fidélité et les requérir de prêter hommage au roi d'Angleterre (1). Le 22 sept., le maire, au nom de la commune, se déclare prêt à accomplir le devoir d'obéissance du vassal, et aussitôt Chandos, au nom d'Edouard III, promet de confirmer les privilèges et libertés de la ville. Boucicaut, commissaire du roi de France, commande au maire d'obéir au commissaire du nouveau suzerain. Le maire et le représentant du châtelain répondent que « si feront volontiers ». Puis Chandos fait « proclamer » dans la ville, que clercs, nobles, bourgeois, se rendent à « la grant salle du Palais, le 23 septembre à prime », pour la prestation du serment. Celle-ci a lieu à l'heure fixée : le maire, 13 échevins, et 13 pairs prêtent serment sur les saints Evangiles ; puis, défilent les autres assistants notables. Enfin, Chandos commet le doyen de la cathédrale Saint-Pierre, et un clerc, M^e Jean Rivau, pour recevoir le serment de tous les autres habitants dans chacune des dites paroisses de la ville « et pour mettre leurs noms par écrit ». La cérémonie terminée, il remet, en signe d'investiture, les clefs de la ville au maire (2).

Le roi, suzerain de la commune, peut transférer partie de ses droits à un des membres de sa famille, qui reçoit ainsi la ville en apanage. Cette coutume se perpétue à l'époque des Valois, comme à celle des Capétiens, entourée toutefois de restrictions qui laissent au souverain les droits politiques essentiels. Une première fois en 1344, le fils aîné de Philippe VI, Jean, duc de Normandie, a été investi du comté de Poitou et de Poitiers, comme apanagiste (3). Jean le Bon, devenu roi, concédait à son tour le Poitou en apanage à son troisième fils, Jean, avant le 8 juin 1356 et dès le 30 mai au moins (4). Mais, le traité de Brétigny ayant transféré la province à Edouard III, Jean perdit son apanage poitevin, et reçut en échange le Berry érigé en duché-pairie (octobre 1360). Peu après la cession officielle de Poitiers et du comté au roi d'Angleterre (septembre 1361), Edouard III constituait à son tour le Poitou en apanage au profit de son fils, le Prince Noir, auquel était conféré le titre de « prince d'Aquitaine » (5). Il enjoignit par des lettres, qu'apportèrent aux habitants de Poitiers ses commissaires Thomas de Beauchamp, comte de Warwick, et Jean Chandos, de reconnaître le nouvel apana-

(1) Mandement, 13 août 1361, *Rec.* p. 190.

(2) Procès-Verbal de délivrance, 22-23 sept. 1361, *Rec.*, p. 195 et sq.

(3) Janvier ou février 1344, *Rec.*, p. 108.

(4) *Recueil*, p. 179, n. 1. — Giry, 368 (dit à tort, juin 1357).

(5) *Ibid.*, p. 204.

giste (19 juillet 1362) (1). Peu après, au mois d'août, le prince d'Aquitaine se rendait dans la capitale du Poitou, accompagné de Chandos, et prenait possession de son apanage ; il y reçut du 13 au 20 septembre les hommages de ses vassaux, et notamment celui des bourgeois de Poitiers (2). Au moment de la rupture entre la France et l'Angleterre, Poitiers et le Poitou changent pour la quatrième fois d'apanagiste. Charles V investit de nouveau le duc de Berry (novembre 1369) de la province et de sa capitale, dont le duc prend possession effective le 7 août 1372. A cette époque, Jean prend le titre de comte de Poitou, de Saintonge et d'Angoumois, ainsi que celui de duc de Berry et d'Auvergne, qu'il gardera pendant près d'un demi-siècle (3). Ainsi, pendant une période de 52 ans, Poitiers n'est resté que 22 années sous la suzeraineté directe du roi, et la commune s'est trouvée pendant 30 ans placée sous l'autorité de princes apanagés.

D'ailleurs, la concession de l'apanage, si elle entraînait l'abandon de diverses parties de l'autorité royale à l'apanagiste, laissait pour la majeure part intacte la suzeraineté du roi, dont les ordonnances législatives avaient force de loi dans l'apanage, et dont les prérogatives souveraines en matière judiciaire, financière et militaire ne subissaient point de diminution grave. Le comte de Poitou devenait seulement à l'égard de la commune l'exécuteur des ordres du suzerain dominant, et pour le surplus, il détenait la part de souveraineté qui lui était conférée, au nom du prince.

Qu'elle s'exerce directement, par l'organe du roi lui-même ou des corps qui l'entourent, Grand Conseil, Chambre des Comptes, Parlement, ou par l'entremise du prince apanagiste pourvu du titre comital, l'autorité royale présente un amalgame curieux des rouages de la monarchie féodale et de ceux de la monarchie moderne centralisatrice, qui s'élabore confusément. C'est en vertu des principes de la première que le service onéreux du conseil est *requis* de la commune de Poitiers, sous les Valois, comme sous les derniers Capétiens, en vue de fins nouvelles, d'ordre fiscal ou politique. De 1302 à 1326, à quatre reprises, les bourgeois de Poitiers avaient dû déléguer des députés aux Etats-Généraux. Sous les premiers Valois, ils sont appelés deux fois à fournir le même service. Le 15 octobre 1357, le Dauphin Charles, Régent, les invite à nommer deux députés aux Etats-Géné-

(1) *Ibid.*, p. 204. — Lettres d'Edouard III conférant à son fils le titre de prince d'Aquitaine, 19 juillet 1362, *Rymer, Fœdera*, VI, 333.

(2) J. Delpit, *Doc. fr. cons. en Angleterre*, p. 108.

(3) *Recueil ci-dessous*, p. 244. — P. Anselme, *Hist. Généal.*, III, 61.

raux fameux qui se réunirent le 7 novembre à Paris et que la tentative de réforme d'Etienne Marcel a rendus célèbres (1). Le 21 avril 1359, nouvelle convocation ; les bourgeois de Poitiers sont requis d'envoyer trois ou quatre députés à Paris pour examiner le traité de Londres, qui démembreait la France ; les Etats, réunis le 25 mai, repoussèrent, à la suggestion du Régent, cette honteuse convention (2). On ne connaît rien, au surplus, ni sur la composition de la députation poitevine, ni sur son rôle à ces deux assemblées fameuses.

Ce ne sont pas d'ailleurs les bourgeois de la commune qui sont appelés normalement à coopérer, à titre de conseillers, à l'exercice de l'autorité royale en matière politique, administrative ou judiciaire. Ce sont les Conseils du roi qui remplissent cette fonction permanente, mais nos documents ne nous donnent sur ce point aucun renseignement. Le Parlement apparaît cependant quelquefois dans l'exercice de sa juridiction d'appel, par exemple pendant le long procès intenté par la commune à un gentilhomme, G. Oudart, exécuteur négligent de libéralités testamentaires (3). Le roi exerce à l'égard de la commune ses droits de justice fort étendus, en matière civile et criminelle. C'est seulement par les lettres patentes de 1369 (octobre) et d'août 1372 que les royaumes rivaux d'Angleterre et de France se dessaisissent en faveur de la commune d'une part notable de leurs prérogatives en matière civile et criminelle, ne retenant pour elles que les procès des personnes privilégiées, les cas de lèse-majesté, de fausse monnaie, de falsification du scel royal, ainsi que l'exécution par leurs officiers des condamnations à mort (4).

La haute police appartient également au roi, qui l'exerce, du reste, en prenant sous sa sauvegarde spéciale les bourgeois de Poitiers, leurs familles et leurs biens, pour les garantir de toute insolence (7 août 1372) (5).

Lorsque le Poitou est constitué en apanage, un nouvel organe apparaît au-dessous de ceux qui représentent à Paris la haute administration royale. C'est le *conseil du comte apanagé*, qui intervient dans la rédaction des mandements et décisions du prince de sang royal, notifiés à la commune de Poitiers. On a la preuve de l'existence de ce Conseil dès l'époque de la constitution de l'apanage de Jean le Bon, frère du Dauphin Charles. Un clerc, Jean Rivau, est dès 1357, qua-

(1) Arch. Mun., I, 5, liasse 23 ; L. 282. — *Recueil*, p. 182.

(2) Ibid. *Recueil*, p. 187.

(3) Septembre 1340, mars 1341, *Rec. ci-dessous*, n^{os} 341, 349.

(4) *Ordonn. des rois*, XV, 275 et sq.

(5) Voir ci-dessous ; *Chronique des quatre premiers Valois*, 237.

lifié *conseiller* du comte de Poitou ; un autre personnage, Jean de Crusy, porte en 1359 le même titre. Lorsque Chandos prend possession de Poitiers et du comté (24 septembre 1361), son premier soin est de nommer les membres du Conseil d'Edouard III en Poitou, à savoir le doyen de la cathédrale S'-Pierre, Jean de Revelone et M^r Jean Rivau, confirmé ainsi dans ses fonctions antérieures (1) ; ces conseillers prêtent serment. On sait quelle était en octobre 1369 la composition du conseil du prince Noir, en Poitou. Il comprenait, outre l'évêque de Bath, chancelier d'Aquitaine, le maire de Bordeaux, un Anglais, Arnold Savage, l'écolâtre de Saintes, Arnaud Ruphi, et deux Poitevins, Guillaume de Vezançay, abbé de S'-Maixent, et M^r Jean Rivau (2). Le conseil du duc de Berry, comte de Poitou, de 1372 à 1380, possède parmi ses membres des gentilshommes, Jean III, vicomte de Sancerre, le vicomte de Châtellerault, Louis d'Harcourt, les sires de Cousant, de Marzé, de Nantoillet, de Nanteuil, qui reçoivent chacun de 1.200 à 600 l. de gages, outre André de Montjean, Guillaume de Torsay, seigneur de la Mothe-Saint-Héraye, Pierre Ayquelin, cardinal de Montaigu, évêque-duc de Laon, l'abbé de Nouaillé, l'official de Poitiers. Jean Taveau, le premier chapelain du duc, chanoine de Poitiers, trésorier de St-Hilaire et futur évêque de Luçon, Etienne de Loypeau, Jean de Londres enfin, trésorier du chapitre de Ménigoute. Il suit le duc dans ses déplacements à Poitiers, à Niort, à Châtellerault (3). Nos documents ne nous apprennent à peu près rien sur ses attributions et son fonctionnement. Encore moins, nous renseignent-ils sur le rôle des *secrétaires* ou du secrétaire du comte, tel qu'Ascelin de Maches (4).

Le souverain délègue de plus en plus certaines de ses attributions, d'ordre politique ou militaire, à de hauts personnages qui, à ce titre, exercent une certaine autorité sur la commune. Ce sont les *capitaines-généraux et lieutenants du roi*, dont la fonction, encore récente et irrégulière sous les derniers Capétiens, apparaît de plus en plus fréquemment, d'une façon presque permanente, sous les premiers Valois. Ils se recrutent dans le haut clergé et parmi les grands dignitaires militaires, aussi bien que parmi les princes du sang royal. Parmi eux figurent Jean I^{er} de Marigny, évêque de Beauvais, ancien garde des sceaux, futur archevêque de Rouen, qualifié dès 1344 *lieutenant du roi et du duc de Nor-*

(1) *Rec.* p. 180, n. 4, 184, 202, 203.

(2) *Ibid.*, p. 243.

(3) *Rec.* p. 245, n. 3, 248, 262, 263, 265, 277, n. 1.

(4) Document de 1359, *Rec.* p. 184.

mandie en Poitou, Saintonge et Limousin. Puis, c'est Jacques de Bourbon (déc. 1346-avril 1347), le futur connétable, pourvu de la même charge en Poitou, Saintonge, Touraine et lieux voisins. Il a comme successeur son beau-frère Guy VIII, comte de Forez, futur connétable de France (juillet-novembre 1347), remplacé lui-même par Guy de Nesle, maréchal de France (janvier 1351), dont le mandat s'étend, non seulement au Poitou et à la Saintonge mais encore au Limousin, à l'Angoumois et au Périgord « par deça Dordogne ». Un grand seigneur d'origine castillane, Charles d'Espagne ou de la Cerda, cousin germain de Philippe VI, devenu, par la faveur de Jean le Bon, comte d'Angoulême et connétable, est pourvu ensuite de la lieutenance générale en Poitou de 1351 au commencement de 1352. Après lui, c'est un maréchal de France, le célèbre Arnoul d'Audrehem, qui se voit attribuer la lieutenance du roi entre Loire et Garonne (1353-juin 1353). A son tour, un autre maréchal, Jean de Clermont, seigneur de Chantilly, l'une des futures victimes de la bataille de Maupertuis, exerce la lieutenance générale « ès pays entre Loire et Dordogne, Poitou, Saintonge, Limousin, Auvergne » (8 août 1354-octobre 1355). En juin 1356, c'est le fils lui-même du roi, Jean, futur duc de Berry, qui joint à son titre de comte de Poitou, celui de lieutenant général en Poitou, Saintonge, Limousin et Berry. La lieutenance du roi est peu après partagée, probablement sous les ordres du comte, entre le fameux Boucicaut, maréchal de France, depuis la bataille de septembre 1356, pourvu aussi de la charge de capitaine de Lusignan (1351), et Guillaume VII l'Archevêque, seigneur de Parthenay (22 mai 1358), dont le ressort s'étend sur le Poitou, la Saintonge et la Touraine. Boucicaut, demeuré seul, remet comme commissaire royal les places du Poitou à Jean Chandos, qui à son tour est pourvu des fonctions de capitaine général du roi d'Angleterre en France et de commissaire d'Edouard III en Poitou (1^{er} juillet 1361).

Ces grands personnages sont investis des attributions les plus variées, surtout d'ordre administratif et militaire. Aidés de « leur conseil », que mentionne un document de 1347, ils sont chargés, comme en 1344, de recevoir le serment de fidélité prêté au roi et à son fils, le comte de Poitiers, par le maire et les échevins de Poitiers. Ils donnent au besoin à ces derniers des lettres de *vidimus* pour leur tenir lieu de l'original perdu de leurs privilèges (7 janvier 1353). Ils commandent les troupes royales et donnent des ordres au sénéchal de Poitou, au maire et aux bourgeois de Poitiers, pour orga-

niser la défense de la ville, régler le guet et la garde des remparts, former la milice (1347), lever les deniers des péages et barrages destinés à assurer la réfection des fortifications (1347, 1352, 1353). Ils mettent en réquisition les maîtres des forêts pour aider la commune (1353). Ils interviennent pour faire payer à la ville par le Receveur du roi les subsides institués pour cet objet, aides et sols pour livre (1353, 1355). Ils ordonnent de réquisitionner les matériaux et les moyens de transport requis pour les murs de Poitiers (1355). Leur autorité s'étend non seulement sur les sénéchaux de Poitou, d'Anjou, de Saintonge, de Limousin, sur le bailli de Touraine et sur leurs lieutenants, mais encore sur les divers agents royaux, maîtres des forêts, receveurs, prévôt de Poitiers, sergents, aussi bien que sur les bourgeois et habitants de la commune et de la châtellenie (1).

Les *capitaines-généraux du roi* ont des fonctions plus limitées, de caractère surtout militaire, qui leur permettent d'exercer un certain pouvoir sur la commune (2). Ils portent le titre de *souverains capitaines* ou *capitaines souverains pour le Roi* en Poitou et Saintonge. Parmi eux, on voit figurer, en mai 1338, Jean de Mauquenchy, seigneur de Blainville en Normandie, chevalier du roi (3), ancien sénéchal d'Agenais ; puis un Saintongeais, Savary III, de Vivonne, seigneur de Thors (juillet-août 1338) ; ensuite, un Dauphinois, Aubert de Sassenage (janvier 1339). En novembre 1340, c'est un Poitevin, Jean I^{er} Larchevêque, seigneur de Parthenay, pourvu en outre de la défense spéciale des côtes du Bas-Poitou, vers Talmont. De 1349 à 1351, la fonction est exercée par Guy de Nesle, seigneur de Melle, à la fois capitaine général en Saintonge et lieutenant du roi en Poitou, de même que par Pierre Flote, dit Floton de Revel. Celui-ci, nommé capitaine général seulement en Poitou (10 juin 1348), exerce sa charge jusqu'en 1350, de concert avec un autre *capitaine général*, qualifié aussi lieutenant du roi, Jean de Lisle Ogier (1349 et partie de 1350), qui semble pour la gestion financière subordonné à Floton. Enfin, après la bataille de Poitiers, c'est à un Picard, Jean de Hangest, qu'est dévolue un moment la capitainerie générale en Poitou et Saintonge.

Les capitaines généraux convoquent le maire et les bourgeois de Poitiers à l'armée pour le service du ban et de l'ar-

(1) *Rec.* n^{os} 357, 364, 366, 372, 375, 385, 386, 387, 392, 399, 401, 402, 403, pp. 108 n. 1, 117 n. 1, 119 n. 2, 127 n. 1, 141 n. 1, 149 n. 1, 155 n. 1, 156, 179 n. 1, 183 n. 2.

(2) GUÉRIN, liste de ces capitaines, *Arch. hist. Poitou*, XIII, p. xvi.

(3) Omis par GUÉRIN, *Rec.* n^o 328, p. 67, n. 1.

rière-ban. Ils peuvent imposer à la ville des tailles, prélevées pour cet objet, réclamer les hommes et les chevaux dus au roi, confisquer au besoin les biens des récalcitrants. Ils donnent des ordres aux commissaires spéciaux chargés de la levée des subsides de toute sorte. Ils ont sous leurs ordres le prévôt de Poitiers et les agents royaux chargés de la justice ; ils protègent, s'il y a lieu contre leurs excès, les bourgeois de la ville et de la châellenie. Ils mandatent parfois les sommes levées pour la solde des gens d'armes par les Receveurs et le maire (1).

Des agents royaux, de caractère non permanent, interviennent aussi, mais surtout dans le domaine financier, auprès de la commune et de sa châellenie. Ils portent le nom de *commissaires du roi* ou *députés du roi pour la levée des subsides*. De 1337 à 1340, c'est un clerc, Pierre de Brizoles, futur membre de la Chambre des Enquêtes et conseiller royal, qui, ayant reçu « la commission de lever le subside en la sénéchaussée de Poitiers pour la guerre », prend les dispositions nécessaires en vue de la perception, avec le maire et le prévôt. Il se fait représenter les rôles et surveille l'acquittement des taxes du ban, de l'arrière-ban, du 50^e et autres subsides (1338). D'autres commissaires du roi viennent s'occuper à Poitiers et dans la châellenie, « sans molester les bourgeois » de prélever les taxes extraordinaires imposées pour les monnaies et les contrats usuraires. En 1345, l'abbé de Vendôme, qualifié « *commissaire du roy sur le fait de la guerre et le subside des hommes d'armes* », prend, de concert avec le maire, les mesures nécessaires pour assurer la levée de cette taxe. Trente ans après, c'est un riche bourgeois de Poitiers, Pierre Regnault, qui de 1375 à 1378, est chargé, en qualité de commissaire du roi, de surveiller la perception des taxes sur les nouveaux acquêts (2). Des fonctions financières plus régulières sont aussi dévolues aux Trésoriers généraux de France, comme Denis Gillier que ses services lors de la reprise de Poitiers sur les Anglais firent élever à cette haute charge, ou encore Colas Mengin, nommé trésorier général du duc de Berry, après une carrière moins élevée, où il recevait, en 1374, 150 l. de gages (3).

(1) Arch. hist. Poitou, XIII ; 397, 412. — Recueil ci-dessous, n^{os} 328, 330, 342, 372 ; p. 67, n. 1 ; 71, n. 1 ; 89, n. 1 ; 126, n. 1 ; 164, n. 5. — Arch. Dép. Deux-Sèvres, C. 56 (mandement du 18 avril 1350).

(2) Recueil, n^{os} 321, 323, 360, 361 ; p. 52, n. 1. — Bull. Soc. Ant. Ouest, 1870, 337.

(3) Rec., p. 260, 268, n. 2.

Quelquefois enfin, des attributions temporaires de caractère général mal défini sont conférées à des secrétaires de personnages princiers ou à leurs conseillers. En 1359 par exemple, Jean de Crusy, membre du conseil du comte de Poitou, et Ascelin de Maches, secrétaire de ce grand seigneur, portent le titre « de *généraux députés en comté de Poitiers et ressort* » ; en cette qualité, ils sont chargés d'arbitrer un différend entre le maire et le châtelain de la capitale de la province (1).

La royauté, soit directement, soit par l'entremise de ses représentants apanagistes, en même temps qu'elle multiplie le nombre de ses agents supérieurs, chargés de surveiller et de régenter le pouvoir municipal, accroît les cadres et la puissance de ses agents régionaux, les uns empruntés à l'ancienne organisation féodale, comme les sénéchaux et les prévôts, les autres institués à mesure que les exigences de la centralisation monarchique le requièrent. Ce sont les sénéchaux qui représentent le degré le plus élevé de cette hiérarchie régionale, et qui ont avec l'autorité communale les rapports les plus fréquents. Ce sont avant tout des fonctionnaires de caractère militaire, qui portent le titre de *chevaliers*, mais qui ont aussi parfois une formation d'administrateurs, et qui exercent ou ont exercé les fonctions de maîtres des requêtes de l'hôtel du roi. Ils restent en général un nombre restreint d'années en charge. Ils viennent les uns du Languedoc, comme Pierre de Rabastens (1331), les autres du Limousin, comme Jourdain de Loubert (mai ou nov. 1333-1340), Itier de Magnac (1340-41), ou de l'Anjou, comme Payen de Maillé (avril 1340-1341), parfois de Touraine, comme Guy d'Azay, auparavant châtelain de la Rocheposay (juin 1361), ou du pays Chartrain, comme Regnaut de Gouillons (1352, 1357), ou même quelquefois de Poitou et de Saintonge, comme Guy de Mortemer (1350), et Guichard d'Ars (1350-1352). Sous la domination anglaise, cette importante charge est dévolue par Chandos et le Prince Noir à Guillaume de Felton (septembre 1361, mars 1367), puis à un Normand, Baudouin de Fréville (mai 1367). Chandos l'exerce lui-même dans la période de crise (2^e moitié de 1369), jusqu'à sa mort (2 janvier 1370). Un autre Anglais, Thomas de Percy, le remplace jusqu'à l'entrée des Français à Poitiers (7 août 1372). En août 1372, le vicomte d'Aunay, Jean de la Personne, est nommé sénéchal par Jean de Berry (août 1372-1373), et il a pour successeurs Alain de Beaumont (5 juillet

(1) *Rec.* p. 180 n. 5, 184.

1373), puis un maréchal d'Auvergne, Hugues de Froideville (1376-1^{er} sept. 1378), qui gère encore la sénéchaussée en 1380 et jusqu'en 1383 (1).

Les sénéchaux administrent en général à la fois le Poitou et le Limousin, adjoignant parfois à leur titre celui de *gouverneur* des mêmes provinces, comme Jourdain de Loubert, ou même la fonction de *capitaine souverain* « ès parties de Saintonge, Poitou, Limousin, Bourg et Blaye », comme le même personnage et son rival Itier de Magnac (1340-1344) (2). Parfois, le pouvoir royal ne sait lui-même se soustraire aux rivalités de ces agents. De 1340 à 1344, Itier de Magnac et Jourdain de Loubert se disputent, s'enlèvent et se reprennent la charge, sans que l'on connaisse les raisons de l'attitude vacillante du gouvernement central, le roi mandant, tantôt d'obéir à l'un, tantôt de reconnaître l'autre.

Les sénéchaux astreints à prêter serment au roi ou à son mandataire (3), exercent avant tout des fonctions militaires. Ils commandent les gens d'armes de leur ressort ; sous leurs ordres sont placés le châtelain de Poitiers, aussi bien que le maire et les sergents fournis par la commune, de même que par la châtellenie, qui dépend de celle-ci. Ils prennent une part effective aux opérations de guerre. Le sénéchal Regnault des Gouillons est fait prisonnier à la bataille de Maupertuis (1356) et ses services lui valent d'être nommé par le Dauphin capitaine de Paris (1358). Guillaume de Felton est tué à Vittoria pendant l'expédition d'Espagne, où il mène les contingents d'Aquitaine (mars 1367). Le sénéchal Chandos, héros de tant de batailles, périt au pont de Lussac le 2 janvier 1370. Thomas de Percy, le défenseur malheureux de Poitiers en 1372, est pris devant Soubise en 1373. Hugues de Froideville, accompagné de 5 chevaliers et de 4 écuyers, a dirigé en août 1375 le siège de Lusignan, avant d'être promu sénéchal de Poitiers (4). En vertu de ses pouvoirs militaires, le sénéchal règle le service de guet et de garde en cas de conflit entre le maire et le châtelain de Poitiers (5). Il contraint les assujettis au service de ban et d'arrière-ban. Il enquête sur l'état des fortifications de la capitale du Poi-

(1) *Rec.*, p. 23, n. 2 ; 41, n. 1 ; n° 308 ; p. 100, n. 1 ; 130, n. 2 ; 148 ; 187, n. 1 ; 193 n. 6, 202, 240, n. 2 ; 242, n. 1 ; 257, n. 3 ; 259, n. 1 ; 268, n. 4 ; 286, n. 1.

(2) *Rec.*, p. 41 n. 1, 85 n. 2, 91, 105 n. 1.

(3) *Ex. sept.* 1361, *Rec.* p. 200.

(4) Voir ci-dessous et de plus *Rec.* 286, n. 1 ; 148. — FROISSART, VIII, 21-25. — *Recueil.* 256, 268 n. 4, 286.

(5) 30 octobre 1340, 16 mai 1342, *Rec.* n°s 342 et 351. — Sentence de 1356, *Arch. Mun.*, E. 12, liasse 12 ; *idem* 1367, *Rec.* p. 240.

lou et contrôle les travaux entrepris par la commune pour cet objet (1). Il surveille la levée des subsides octroyés par le roi aux bourgeois pour le service de la défense ainsi que celle des taxes imposées pour l'entretien des troupes (2).

Après la fonction militaire, c'est la fonction judiciaire qui demeure encore l'attribution principale du sénéchal. Elle lui permet d'intervenir efficacement dans la vie de la commune. Il a sous ses ordres le personnel régional de la justice et de la chancellerie royale, les gardes du scel aux contrats (3), le lieutenant de la sénéchaussée, le procureur du roi, les commissaires enquêteurs, le prévôt, les sergents. Devant lui, aux assises ou grands jours du Poitou et d'Aquitaine, tenues au palais comtal, au printemps et à la Saint Martin (novembre), comparaissent les justiciables, bourgeois de la commune en procès avec l'évêque, avec les gentilshommes débiteurs de la ville, et avec de simples roturiers. A ces assises chaque bailliage du Poitou, tel que celui de Thouarsais, a son jour réservé. Le sénéchal, entouré de son conseil, statue, soit souverainement, soit sous réserve d'appel au Parlement. Il règle les différends entre les justices urbaines, telles que celles de Saint-Pierre-le-Puellier (1340) ou de Saint-Hilaire-le-Grand, et la justice du prévôt ou de la commune. Il règle la procédure, fait lancer les assignations par les sergents et procéder à l'exécution des jugements qui intéressent la commune. Au besoin il décerne les contraintes contre les débiteurs récalcitrants de cette dernière. Il fait assigner en Parlement, au nom du roi, ceux qui invoquent, en vertu de leurs privilèges, cette juridiction dans leurs procès avec les bourgeois.

On le voit également intervenir dans l'administration municipale d'une manière abusive, puisque le roi le rappelle à l'occasion au respect et à l'observation des privilèges de la commune (26 février 1350). En vertu des prérogatives que le roi lui délègue, il est appelé à enquêter sur les actes de l'échevinage relatifs à la vie économique, tel que la levée des taxes sur les vins, la concession et la translation des foires, l'autorisation d'établir de nouveaux ateliers sur le Clain ou ses dérivations (4). Parfois, il se heurte dans

(1) Ex. en 1341, *Rec.* n° 343, 347.

(2) *Ibid.* Mandem. du roi, novembre 1340, *Rec.* p. 90 ; 1329, *ibid.* n° 282 ; 1354, n° 395 ; 1373, p. 258 ; 1352, n. 134.

(3) *Rec.* n° 308.

(4) *Rec. p.* 289 (mai 1367) ; n° 319 (déc. 1336) ; n° 344 (nov. 1340). — *Arch. hist. Poitou*, XI, 393 (1331). — *Recueil*, n° 281 (1329) ; 307 (1336) ; 285 (1330) ; 320 (1337) ; 309 (1336) ; 302 (1334) ; 350 (1341) ;

l'exercice de ses attributions judiciaires aux prétentions rivales d'un sénéchal voisin, tel que celui d'Anjou, ou d'un autre agent royal, tel que le lieutenant des maréchaux (1367), ce dernier s'ingérant dans la juridiction civile au lieu de se borner à la juridiction militaire. Parfois enfin, quand il s'agit de causes relatives aux personnages exempts de la juridiction normale, la commune relève du tribunal du bailli des exemptions de Touraine, Anjou, Maine et Poitou (1).

Dans sa tâche, variée et accablante, le sénéchal est aidé par des fonctionnaires, dont le nombre va croissant. Son bras droit est le *lieutenant du sénéchal*. Cette charge apparaît à la fin du XIII^e siècle ; elle devient permanente au XIV^e. C'est le sénéchal qui nomme et révoque son lieutenant, comme on le voit en 1340 et en 1362. Bien que, parfois, cet agent porte le titre de chevalier, il est manifeste qu'il appartient à la catégorie des clercs légistes, chevaliers ès-lois, sauf exception, comme en 1380, pour Guillaume de Torsay. Ce n'est donc pas un homme d'épée. Il prend volontiers le nom de *lieutenant de noble et puissant messire le sénéchal de Poitou et de Limousin* (1353). Ces fonctions sont exercées depuis 1336 d'abord par Guillaume du Portal (1336-40), révoqué en 1340 et remplacé par Ameil de Lezay (1340), puis rétabli en 1342. Il a pour successeur un échevin de Poitiers, Guillaume Langlois (1348-1350), que le sénéchal Guichard d'Ars prive de son office ; il lui est restitué par Regnault de Gouillons (fin (1252), qui enlève à Pierre Quentin, auquel Guichard avait conféré la lieutenance (1350-1352). En 1361 (sept.) Jean Chandos désigne comme lieutenant M^r Raclet, de même qu'en 1380, Hugues de Froideville se fait assister de Guillaume de Torsay, seigneur de la Mothe-Saint-Héraye. Les mandements royaux sont adressés au lieutenant à défaut du sénéchal, et les attributions de celui-ci peuvent être déléguées à celui-là, du consentement de son supérieur. Le lieutenant est donc qualifié pour donner, à la requête de la commune, les assignations, autoriser les procédures, juger les procès, contraindre les bourgeois et les gens de la banlieue à l'exécution de leurs obligations militaires ou fiscales, bref pour aider le sénéchal à remplir l'ensemble de ses fonctions.

De plus, le sénéchal peut désigner spécialement, pour enquêter sur diverses affaires ou pour les régler, des *commis-*

p. 209 (1363) ; n^{os} 391 (1353) ; 370 (1348) ; 368 (1348) ; 389 (1353) ; p. 180 (17 sept. 1357).

(1) *Recueil*, n^o 302 (1334), p. 275 (1377).

saires particuliers, choisis parmi les divers fonctionnaires placés sous ses ordres, lieutenants, prévôts, receveurs, clerks gardes du scel royal, ou parmi les notables « sages en droit ou maîtres ès lois », en nombre variable, depuis un seul jusqu'à trois ou quatre. Il recourt même aux officiaux de la cathédrale, à l'abbé de la Celle, à des chanoines, à des bourgeois, voire à des chevaliers, tels que Herbert Berland (1). Les commissaires procèdent à des informations dans les procès entre la commune et ses compétiteurs ; ils assignent les parties aux assises du sénéchal ; ils sont parfois investis du droit d'arbitrer les différends, de vérifier l'état des fortifications de la ville, d'assurer la rentrée des taxes spéciales imposées pour cet objet, ainsi que celles qui sont destinées à l'entretien des gens d'armes ; ils ont mission de répartir enfin des *taillées* qui ont la même destination (2).

Un haut fonctionnaire régional, le *procureur du roi*, dont la charge a été établie pour aider le sénéchal, et qui est choisi parmi les hommes de loi, est rarement mentionné dans nos documents. Deux seulement sont nommés. Jean Bonnet, qualifié *procureur du roi* en la sénéchaussée de Poitiers dès 1331, exerçait encore en février 1348. En 1361, Chandos confie, au nom du roi d'Angleterre, à H. Baugis la même fonction. Deux fois seulement, le procureur du roi apparaît dans l'exercice de quelques-unes de ses attributions. En 1340, il intente un procès aux chanoines de Saint-Pierre-le-Puellier au sujet de l'exercice de leur justice dans le *bourg* ou quartier de la ville voisin de leur église. Le sénéchal donne d'ailleurs tort à son subordonné (3). Un an auparavant, le procureur est chargé par le roi, de procéder, d'accord avec le maire, à la visite des fortifications de Poitiers (4). Plus rares encore sont les mentions relatives au *substitut* du procureur du roi, dont l'un, Aubourc, est nommé dans nos textes (1341), et à l'avocat du roi qui parfois, comme Coindé, exerce gratuitement (5).

Beaucoup plus connu est dans les rapports du pouvoir central avec la commune le rôle du représentant de la chan-

(1) *Recueil*, n^{os} 308, 313, 315, 326, 329, 339, 351, 354, 378, 388 ; F. 42, n. 1 ; 109, n. 1 ; 130, n. 1 ; 144, 203, 311.

(2) Exemple Itier Barbe « clerc, commissaire des enquêtes du sénéchal » (1340), p. 93.

(3) *Rec.* n^{os} 344 (1340), 339, 347, 381, 383, p. 229, 258, 286, 203.

(4) *Recueil*, n^{os} 344, 345, 347, p. 94.

(5) *Recueil*, p. 97, n. 3.

cellerie et de la justice, à savoir le *garde du scel aux contrats*. Généralement, la charge ne comporte qu'un titulaire, quelquefois deux, comme en 1336. C'est le sénéchal qui nomme et révoque le garde du scel ; ce dernier cas se produit en 1336 également. Qualifié du nom de *garde du scel royal ès ville et châtellenie de Poitiers*, parfois même du titre de garde du scel royal, *clerc du gouverneur du Poitou et du Limousin, portant le scel des sénéchaussées*, ce qui semblerait indiquer un pouvoir en ce cas bien plus étendu, c'est toujours un clerc, quelquefois un chanoine. On peut reconstituer la liste à peu près complète de ces officiers. Depuis 1329, on voit se succéder dans cette charge Hélié Foucauld (1326-29), clerc, successeur de deux chanoines investis successivement de la même fonction. Puis viennent Pierre Beaujeu (1329), Pierre Gaboreau (1330), titulaire pour quelques mois, Eon Favre, échevin (1330-1333), Jean Barré, qui exerce près de 28 ans (1333-1361) et qui a été plusieurs fois maire de Poitiers ; Aymar de Beaupuy, clerc, remplaçant momentanément de Barré en 1339, 1340, 1342 ; Jean de la Barre, qui est pourvu de la fonction en même temps que Barré en 1360, et ensuite à lui seul en 1363 et 1364, après le garde du scel Bonin, nommé par Chandos (21 septembre 1361). Puis on voit se succéder Guyon Grassin (1365-1367), qui remplace Guillaume Gaboreau (1364) ; Pierre Blanchard (1367-68) ; Pierre Beaujeu (sept. 1368) ; Guillaume Gaboreau (1370-1371) d'abord seul puis avec Gastineau en 1371 ; et de nouveau seul en 1375-76 ; enfin Jean Gastineau, prêtre, chanoine de Sainte-Radegonde (1375-1379) et futur Receveur général des décimes ecclésiastiques (1390). Clercs et légistes, non engagés dans la hiérarchie religieuse, alternent donc avec les ecclésiastiques dans cette importante charge, dont la principale fonction est de donner l'authenticité aux actes privés ou contrats. Le clerc y appose le scel aux armes du roi de France, et quand la province passe aux Anglais, celui du Prince Noir. Ce dernier portait un écu écartelé de France et d'Angleterre, chargé en chef d'un lambel à trois pendants. Les rapports du garde du scel avec la commune sont continus. Celle-ci le charge parfois de missions de confiance, telles que les réquisitions de saisies sur des particuliers condamnés en justice civile, ou la conclusion d'accords entre la commune et les plaideurs. Bon nombre de gardes du scel sont ou deviennent procureurs, échevins, maires de la commune, tellement sont étroits les liens qui les unissent à la bourgeoisie communale, sans qu'ils cessent d'être d'autre part les subordonnés du sénéchal et les représentants du

pouvoir central dans la sphère strictement limitée de leurs fonctions (1)

Les pouvoirs d'un agent royal, *le prévôt*, autrefois très étendus au XII^e et au XIII^e siècle, semblent au contraire en voie de décroissance au XIV^e. Il n'est pas souvent nommé dans nos documents, et sa fonction, au moins en une circonstance, est réunie à celle du garde du scel dans la personne de J. Bonin, qualifié en 1357 *garde de la prévôté de Poitiers et du scel royal*. En 1361, Chandos maintient dans cette charge le précédent prévôt, Regnaud Pouloiller. Les attributions du prévôt, qui sont surtout d'ordre administratif et judiciaire, s'exercent dans un ressort qui comprend une partie de la ville de Poitiers et de la châtelainie ou banlieue. Elles se trouvent fort amoindries, orsque en 1369 et 1372 l'autorité du maire et de la commune est étendue à toute l'enceinte urbaine. D'ailleurs, déjà le prévôt est devenu avant tout un agent d'exécution aux ordres du sénéchal, du lieutenant et des commissaires mandatés par celui-ci. C'est ainsi qu'il surveille la levée des subsides imposés aux hommes ou sujets directs du roi dans la ville et la banlieue ; qu'il prélève les droits fixés sur les objets mis en vente dans les marchés et foires et perçoit une partie des amendes, de compte à demi avec les agents de la commune ; qu'il exerce une partie de la police locale dans les bourgs de l'enceinte et dans la banlieue dépendant du prince ; qu'il assure l'exécution des obligations militaires imposées aux hommes de la même zone ou encore dans la zone réservée à la commune ; qu'il intervient dans l'exécution des sentences. Parfois même le sénéchal le délègue pour juger des différends entre la commune et les particuliers. A ce titre, il commande à des agents subalternes, les *sergents du roi en la prévôté*, au nombre de 4 en 1347 (2).

Enfin, au dernier degré, parmi les fonctionnaires placés sous les ordres du sénéchal et souvent en rapports avec la commune, se trouvent les *sergents du roi*, qui exécutent les ordres du chef de l'administration royale, civile et militaire, dans toute la sénéchaussée. Leur nombre total n'est pas connu ; un mandement est adressé au nom de « noble et puissant messire le sénéchal de Poitou et de Limousin » à

(1) *Recueil*, n^{os} 308, 355, p. 1, n. 1 ; 10, n. 6 ; 17, n. 4 ; 31, n. 1 ; 53 n. 4 ; 95, n. 2 ; 106, n. 1 ; 203 ; 225, n. 1 ; 232, n. 1 ; 237, n. 9 ; 307, n. 13. — Cf. RÉDET, Liste des gardes du scel à Poitiers, *Mss Soc. Ant. Ouest*, n^o 245 (*Arch. Dép.*).

(2) *Recueil*, p. 11, n^o 284 ; p. 19, n. 5 ; n^o 329 (1338) ; n^{os} 297, 322, 339, 346 ; p. 178, n. 3, 203, 242, n. 2.

13 sergents royaux et à tous autres. En 1337, un autre acte en nomme 4 ; en 1341, 5 sont désignés, 6 et 2 dans d'autres pièces. On voit un sergent du roi cumuler sa fonction avec celle de prévôt de l'abbaye de Fontaine-le-Comte, placée sous la sauvegarde royale. Un autre est en même temps fermier des 6 d. pour livre en 1355. Les sergents royaux exercent les attributions de la police royale, sur l'ordre du sénéchal et du prévôt, dans l'enceinte communale et dans la banlieue. Ils procèdent, sur leur ordre et à la requête du maire, aux assignations et aux significations, ou aux exécutions de jugements à la demande du maire, homologuée par leurs chefs. Ils entrent en rapports avec les sergents des juridictions seigneuriales. Ils font exécuter les ordres du roi, du Parlement et du sénéchal par les bourgeois eux-mêmes, s'il y a lieu (1).

C'est par l'entremise de ces divers fonctionnaires, groupés sous la haute direction du sénéchal, subordonné lui-même aux agents supérieurs du pouvoir central, que s'exercent les prérogatives réservées au roi dans l'ordre administratif et judiciaire et auxquelles la commune doit se conformer. D'autres obligations, d'ordre militaire et fiscal, sont imposées aux bourgeois par le roi, en vertu de ses droits de suzerain ; il en fait assurer l'exécution, soit par ses agents spéciaux, lieutenants généraux, capitaines souverains, châtelains, trésoriers, receveurs, fermiers d'impôts, soit par le concours forcé du maire et des représentants de la commune. Le devoir du service d'*ost* et de *chevauchée* qu'imposaient à la commune les chartes de 1214 et de 1222, de même que celui du service de *ban* et d'*arrière-ban*, étaient devenus de plus en plus lourds, à mesure que les expéditions lointaines se multipliaient, dépassant les limites de la province, et que des guerres longues et coûteuses s'engageaient, pendant lesquelles les contingents devaient suffire à leur équipement et à leur entretien, du moins pendant les 40 premiers jours. La ville était tenue de fournir un nombre déterminé de soldats ou *sergents*. Pour la commune seule le chiffre avait été de 40 en 1324 ; pour les hommes dépendant de l'abbaye de Montierneuf, il s'était élevé à 30 ; il avait atteint à 20 pour ceux du chapitre de Saint-Hilaire, à 4 pour ceux du prieur de la Celle ; à 2 pour ceux du prieur de Vouneuil. En 1337, ces effectifs sont dépassés ou équivalents (2). Les expéditions pour lesquelles le service est requis, peu nom-

(1) *Recueil*, n^{os} 320, 350, 388 ; p. 97 n. 3, 161 n. 3 ; 187.

(2) *Recueil*, p. 54 et suiv.

breuses au XIII^e siècle, après 1242, deviennent de plus en plus fréquentes sous les premiers Valois. C'est d'abord la guerre de Flandre, pendant laquelle se livre la bataille de Cassel (23 août 1328), qui motive un premier appel à la commune. Celle-ci invoque en vain le privilège d'après lequel elle ne doit le service qu'au sud de la Loire. Le roi (1329) promet que le service ne sera exigé qu'en cas de péril imminent (1). Promesses illusoires. La commune n'en est pas moins forcée de se racheter. Avec les bourgeois, doivent marcher les hommes des bourgs compris dans la ville ainsi que ceux de la châtellenie de Poitiers, sujets des nobles et des corps ecclésiastiques, ainsi que les gentilshommes et les clercs eux-mêmes, ces derniers d'ailleurs autorisés à payer des remplaçants. En fait, presque toujours, l'obligation réelle du service militaire se transforme en prestation pécuniaire de remplacement ou de rachat. Mais le principe de l'obligation d'*ost* et de *chevauchée* subsiste. En 1334, 1336, 1337, le sénéchal convoque les hommes de la commune et de la châtellenie (qui formaient la *secte* ou *suite* du maire), notamment pour l'arrière-ban d'Amiens (2). En 1338, le capitaine souverain pour le roi, Jean de Blainville, et le prévôt somment le maire de se rendre à Pons pour le 20 mai, jour de l'Ascension, avec sa suite, en raison de la guerre de Guienne, pour laquelle « nobles, gens d'église, villes doivent le service d'hommes et de chevaux » (3). En 1340, nouvelle semonce du capitaine général, seigneur de Parthenay, ayant pour objet la défense des côtes du Bas-Poitou, vers Talmont (4). En 1342, c'est à Arras que le sénéchal convoque les bourgeois, avocats, clercs, nobles et tous autres (16 mai), en même temps que le sire de Parthenay exige le service d'arrière-ban du côté du littoral. En 1345, nouvelle convocation faite par l'abbé de Vendôme, commissaire du roi (5).

La commune se plaint de ces exigences réitérées. Le roi se borne tantôt à prescrire une information qui traîne en longueur (6) ou à ordonner de ne pas molester les bourgeois, tantôt à offrir à ceux-ci l'option entre le service effectif et une contribution en argent pour l'entretien des sergents ou hommes d'armes, entretien calculé à raison de

(1) *Recueil*, p. 7.

(2) *Rec.*, n° 328 (1^{er} mai 1338).

(3) *Rec.*, p. 67.

(4) *Rec.*, n° 342.

(5) *Rec.*, n° 351, 361.

(6) Mand. royal 30 octobre 1340, *ibid.* n° 342.

68 l. 5 s. par homme d'armes et par semestre, ou de 6 s. par jour et par sergent. D'ailleurs, les assujettis opposent la force d'inertie. En 1342, il faut menacer ceux qui sont pourvus d'un office de la perte de leur charge, s'ils ne servent ou ne financent (1). L'un d'eux, le maire Guillaume du Pont « compose » ainsi pour 100 s. (2). D'autres fois, comme en mai 1342, les bourgeois invoquent quelque vice de forme, dans la notification ou la proclamation du ban, tel que l'omission d'un mandement exprès du roi (3). A l'occasion, c'est la légalité de la semonce, par exemple pour l'arrière-ban en 1338 et 1342, qui est contestée par les bourgeois (4). En d'autres cas, la commune allègue que le délai de convocation a été trop court, pour se dispenser de répondre à l'appel, comme en 1338, ou bien elle prétend avoir financé pour être dispensée (5). Le service militaire est donc esquivé. En 1338, Savary de Vivonne se plaint au prévôt de Poitiers de ce que bon nombre de nobles, de « bourgeois et autres riches » ne se sont pas rendus à l'armée, ou bien l'ont quittée sans permission, encourant ainsi la confiscation des biens (6). Il y a pire encore. C'est que les nobles et les bourgeois riches de la commune et de la châtellenie s'exemptent de l'ost et n'envoient dans leur contingent « que des laboureurs sans armes et non valables » (7). La répugnance de la bourgeoisie communale pour le service actif est la marque de la décadence croissante de l'esprit militaire. Elle explique la surprise de septembre 1346. La royauté elle-même ne se soucie guère de réagir, préférant extorquer, à cette occasion, des subsides à la commune. Elle finit par ne plus exiger aucune participation des bourgeois aux expéditions, auxquelles ne prennent plus part que les hommes d'armes et les mercenaires soldés. On ne trouve plus aucune mention du service d'ost effectif requis de la commune, après 1345. Même en 1356, lors de la bataille de Maupertuis, même en 1374-75, lors des sièges des châteaux de Lusignan et de Gençay, pas de trace des contingents des bourgeois de Poitiers. La commune fournit seulement des subsides en argent pour construire les bastilles destinées à bloquer ces

(1) Ex. juillet 1345, 1329, 1337. — De même (16 mai 1342), *Rec.* n° 352.

(2) *Ibid.* n° 354.

(3) *Rec.* n° 353.

(4) *Recueil*, n°s 329 (acte des réponses du maire au prévôt, 20 mai 1338) ; 282 (1329) ; 353 (28 mai 1342).

(5) *Rec.* n° 329.

(6) *Rec.*, n° 330 (28 juillet 1338).

(7) *Ibidem*, et *Arch. Mun.* E. 4 (1338).

places, de même qu'en 1350 elle avait contribué pour payer la solde des gens d'armes (1).

Comme complément du service d'ost, les capitaines généraux ou lieutenants du roi, investis de l'autorité militaire, exigent aussi illégalement le droit de *réquisition* ou de *prise*. Ce droit, qui consistait à requérir les subsistances, les équipements et le matériel nécessaires aux armées, pouvait s'exercer, en vertu d'un mandement du roi ou de ses représentants, dans certaines limites. Les notables de la commune de Poitiers, des maires et des échevins s'en sont fait exempter en 1374 par le duc de Berry. Mais le commun y reste sujet. Les plaintes sont telles que le duc essaie d'y porter remède, en ordonnant au maire de Poitiers de ne laisser entrer en ville aucun homme d'armes, si ce n'est sur l'ordonnance du prince lui-même, du sénéchal de Poitou ou du maréchal d'Auvergne (en 1373). Il avoue, que sous prétexte de « fourrage, ces hommes d'armes ont pris et prennent à Poitiers et dans la banlieue les vivres et denrées, le blé, l'avoine, les moutons, les porcs, les bœufs, les draps et la drapille, les ustensiles, les meubles, les chevaux et charrettes, au grand grief et dommage des sujets ». C'est pourquoi le duc interdit formellement en 1374 l'exercice de ce droit dans la capitale de son apanage, sauf pour le duc, la duchesse, sa femme, et leurs officiers. Quant à la garnison de Poitiers, il lui est interdit d'en sortir pour réquisitionner céréales ou bétail quelconque, « draps ou habillement », si ce n'est le foin et la paille (2). Cette tentative de réglementation, dont on ignore les effets, montre à quel point l'exercice du droit de prise avait été développé, au préjudice de la commune, pendant cette période troublée.

Une autre obligation légale qui incombe à la commune à l'époque de la guerre de Cent Ans est celle qui consiste à ravitailler la ville et à y donner asile aux habitants de la châtellenie pour leur sûreté (3). Le devoir essentiel des bourgeois est en effet d'assurer la défense de l'enceinte de leur ville et de garder l'accès de leurs portes. C'est l'obligation connue sous le nom de *guet et de garde*. Elle est rigoureusement précisée pendant cette période. Elle est assumée partiellement par un officier du roi, le *châtelain*, auquel incombe la garde du château, placé au confluent de la Boivre

(1) Arch. hist. Poitou, XIX, FROISSART, tome VIII. — Arch. Munic. Poitiers, A. 24. — Recueil, n° 455, (juillet 1373) ; n° 372 (18 avril 1350).

(2) Recueil, p. 256, 257, 262, 263 (août 1373, mars 1374).

(3) Recueil, p. 259, 20 octobre 1373 (mandement du duc de Berry).

et du Clain, près de la porte Saint-Lazare, et qui commande la garnison de cette forteresse. Quelques titulaires de cette fonction sont indiqués par nos documents. Ce sont, Martellet du Mesnil en 1356 ; Walter Spridlington (1361-1370) et W. de Pechelvoysin, nommés par Chandos ; enfin Hue Le Prevost, investi de cette charge par le duc de Berry (1373). Les châtelains prêtent serment ; ils sont placés sous les ordres du sénéchal ; ils assument la police des gens de guerre, de concert avec leur chef et avec le prévôt, comme en 1373. Ils doivent tenir le château en bon état d'entretien et sont autorisés par les capitaines ou lieutenants du roi, comme en 1355, à réquisitionner pour cet objet la main-d'œuvre, les chevaux et les charrettes de la châtellenie. A la suite d'une sentence du sénéchal, ils se sont fait reconnaître le droit, contesté par le maire, de faire contribuer les habitants de 10 paroisses de la banlieue à la garde du château (1). Pour le surplus de l'enceinte, pour la garde des portes et pour la surveillance générale de la ville, les obligations militaires incombent à la commune seule.

Une ordonnance fameuse rédigée par le lieutenant du roi Guy de Forez le 16 juillet 1347, un an après la prise de Poitiers, précise ces obligations. Elle est renouvelée le 8 octobre 1355. Pendant la guerre, il est enjoint aux bourgeois de Poitiers de fermer les portes de l'enceinte, sauf trois, à chacune desquelles dix notables devront se tenir pour contrôler les entrées et les sorties. Obligation est faite à tous les habitants de s'armer et de fournir le service de guet et de garde. Cette charge incombe non seulement aux laïques et aux roturiers, mais encore aux clercs, aux nobles et en général à tous ceux qui ont héritages et fiefs à Poitiers et dans la châtellenie. S'ils n'y ont leur demeure, il leur est permis d'envoyer des suppléants pour acquitter ce service. De même, les habitants de la châtellenie sont tenus d'envoyer en ville un certain nombre de sergents, armés de lances et de pavois, pour coopérer à la garde. De leur côté, les clercs et gens d'église doivent s'armer à leur frais et participer à ce service, soit par eux-mêmes, soit par l'envoi de remplaçants, qui feront le guet et monteront la garde jour et nuit, à tour de rôle. Mêmes prescriptions concernant les autres habitants de Poitiers et des faubourgs. Ils sont tenus de s'armer à leurs dépens. Les riches auront une armure complète ; les moyens une cotte gamboise, une lance, un pavois ou go-

(1) Arch. Mun. E. 10 (1355), E. 12 (1359). *Recueil*, p. 156, 184, 203 ; *Inv. Arch. Mun.*, 312.

dendaël ; les pauvres pourront se contenter d'un *godendaël* (l'arme mise à la mode par les Flamands) ou d'une épée. Il est interdit aux hôteliers, taverniers et tous autres, de recevoir en gage aucunes armures ou armes, à peine d'une amende de 60 s. Le refus de service est puni de la confiscation des biens et des fiefs. Pour prévenir les incendies, injonction est faite à chaque habitant d'avoir « en huis, vaissel d'eau de la contenance minima d'un cottret ». Pendant la nuit, pour éclairer les rues, obligation est faite à chacun de « tenir chandelle ardente devant sa porte » (1). Une sentence du sénéchal, intervenue en 1352 et renouvelée le 17 mars 1359 par les commissaires du comte, en raison de l'étendue de l'enceinte confiée à la garde du maire, restreignit aux habitants des 10 paroisses de Jaunay, Chasseneuil, Biard, Quinçay, Cissé, Vouneuil-sous-Biard, Mignaloux, Dissay, Saint-Georges et Avençon, le service de guet au château, et réserva pour la commune celui que devaient les habitants des autres paroisses de la châtellenie. En 1365, on y astreignit les habitants du Bois Dousset (paroisse de Lavoux), en 1367 ceux des paroisses de Saint-Denis-en-Vaux, de Saint-Romain, de Naintré, de Salennes, de Cernay, qui se prétendaient exempts. Il fallut un ordre du Prince Noir pour exempter de ce service les habitants du Bois-Dousset, qui relevaient de la baronnie épiscopale et du château de Chauvigny (2). En 1373, un mandement du duc de Berry renouvelle l'obligation du guet pour tous les habitants de Poitiers, sauf les nobles, qui servaient à l'armée, et les mendiants, qui n'avaient pas de ressources pour s'armer. Il déclare mal fondées les prétentions à l'exemption formulées par les gens de son hôtel eux-mêmes (3).

Comme corollaire de cette obligation, se trouve celle de mettre en bon état, et au besoin de refaire et de réparer les murs, tours et tourelles de l'enceinte. Tous les habitants de la ville et de la châtellenie sont tenus d'y contribuer. Le roi a le pouvoir et le devoir de contrôler l'état des fortifications de la commune. Pendant le siècle qui précède la guerre de Cent Ans, elles avaient été fort négligées et tombaient partiellement en ruine. Elles sont, dit un mandement royal du 7 novembre 1340 « partie ruineuses, chutes et fondues, les ponts fondus et mal emparés ». Le

Recueil, n°s 366 (16 juillet 1347) ; 404 (8 octobre 1355).

(2) *Ibid.*, p. 184 (17 mars 1359), 239 (24 mai 1367), 255 (14 juillet 1373), 231 (25 août 1365), 240 (31 juillet 1367).

(3) *Recueil*, p. 255 (14 juillet 1373).

sénéchal reçoit l'ordre de faire une enquête sur cette situation, de concert avec le procureur du roi, le maire, le prévôt, 3 clercs commissaires du sénéchal, et 7 sergents (1340-1341). La négligence apportée à l'exécution de ces ordres explique le désastre qui frappa la ville, et le sac qu'elle eut à souffrir de la part des Anglais en 1346. La leçon paraît avoir servi. Depuis cette époque, moyennant la création de fonds spéciaux concédés à la commune pour cet objet, *barrages*, prélèvements sur les aides, taillées (1347, 1351, 1353, 1355, 1373, 1377, 1380), l'enceinte put être sérieusement mise en état et entretenue avec soin. Le roi permit de prendre dans la forêt de Moulière les matériaux nécessaires aux travaux (1351, 1353) et de réquisitionner au besoin, par l'entremise du prévôt et des sergents, les matières, bois, pierres, et le matériel de transport, chevaux et charrettes, en cas de nécessité. Tous les habitants de la ville et de la châtellenie furent astreints à contribuer aussi aux réparations du château. Pour empêcher l'ennemi de s'établir aux environs, on rasa et incendia l'église et les bâtiments de l'abbaye de Fontaine-le-Comte (vers 1359), que les bourgeois et les hommes de la banlieue durent restaurer à leurs frais en 1364. Depuis 1350 et surtout depuis 1373, l'institution d'un impôt permanent ou droit d'entrée (barrage) permit de subvenir d'une manière normale aux dépenses des fortifications. Sous les auspices du duc de Berry, le sénéchal Froideville, en 1380, et son lieutenant Guillaume de Torsay procédèrent à un travail de réfection considérable qui porta principalement sur les tours de l'enceinte, les ponts et les portes à la fois (1).

Le roi a conservé dans le territoire de la commune et dans la banlieue des revenus domaniaux qu'il prélève, soit seul, soit de compte à demi avec l'échevinage. En vertu de son pouvoir souverain, il perçoit seul les produits du monnayage. L'hôtel des Monnaies de Poitiers, un moment fermé par les Anglais, est rouvert par Charles V. La fabrication y est affermée à un entrepreneur ou Maître de la monnaie, notable bourgeois, sous les ordres duquel travaillent des ouvriers (*monétaires*) et que surveillent les officiers royaux, tailleurs, gardes et contrôleurs (2). Au besoin, par ordre royal, le ti-

(1) *Recueil*, n^{os} 343, 345 (7 nov., 26 déc. 1340) ; 347 (16 janv. 1341) ; 364 (8 février 1347) ; 385 (20 juin 1352) ; 375 (19 janv. 1351) ; 387 (7 janv. 1353) ; 392 (20 oct. 1353) ; 399 (31 janv. 1355) ; 401 (14 août 1355) ; 402 (6 oct. 1355) ; p. 211 et 229 (11 mars et 27 août 1364) ; 259 (7 nov. 1373) ; 276, (1377) ; 309 (état des réparations, 1380).

(2) LECOINTRE-DUPONT, *Histoire monét. du Poitou*, M. S. A. Ouest. — Arch. hist. Poitou, XIII, 275.

tre des espèces est arbitrairement abaissé et celui du marc d'argent relevé, comme en mai 1358, de manière à procurer au Trésor, par exemple en déc. 1359, 7950 l. de recette supplémentaire provenant de l'hôtel de Poitiers (1). Le roi ou son représentant, le comte apanagé, prélève aussi sur le marché de la ville des droits de *minage* et de *charnage*, qui frappent la vente des céréales et des viandes. Il en tire en 1380 un produit de 100 l. qu'il aliène d'ailleurs pour neuf ans, en compensation d'une rente arriérée aux chanoines de S'-Pierre-le-Puellier (2). D'ordinaire le Receveur du roi veille à la *criée* (adjudication) de cette recette, dont la perception est en effet octroyée, moyennant caution (*plèges*), à des fermiers. Le prévôt prélève aussi, au nom du roi, une part dans le produit des amendes et confiscations décrétées sur le territoire de la commune. Dans la châtellenie, le domaine royal comprend la forêt de Moulière, dont l'administration appartient aux maîtres des forêts du Poitou et de Saintonge, assistés d'un *verdier* et d'un *lieutenant* de celui-ci, spécialement investis de la surveillance de cette partie de la fortune domaniale du roi (3). A l'occasion, le prince concède une part du droit d'usage à quelque notable bourgeois ou bien à la commune elle-même, en vue d'un travail d'utilité publique. Comme suzerain, et en compensation de la diminution des obligations féodales des terres nobles acquises par des ecclésiastiques ou des roturiers, le roi fait percevoir par des agents spéciaux ou par le Receveur des finances du Poitou des taxes pour *nouveaux acquêts et amortissements*, sauf à en exempter quelque collectivité poitevine, telle que le chapitre Saint-Pierre-le-Puellier (4). De plus, en vertu de ses prérogatives de suzeraineté, il peut exiger en des cas prévus, l'*aide* de ses vassaux, les bourgeois de la commune. C'est pourquoi en juin 1358, ceux-ci sont requis par les commissaires royaux, à savoir le sénéchal, le maréchal Boucicaud, le sire de Parthenay et l'abbé de Saint-Cyprien de fournir leur quote-part de la rançon du roi Jean (5).

Mais depuis la fin du XIII^e siècle, le pouvoir central, aux prises avec les besoins nouveaux que la transformation de l'Etat féodal en Etat moderne tend à multiplier, cherche à

(1) Arch. hist. Poitou, XVII, p. xxviii. — Reg. des comptes de la monnaie de Poitiers (1359), Arch. Nat., Z¹ B, 955.

(2) Recueil, p. 281 (fév. 1380).

(3) Recueil, n^{os} 375 (1351), 396, 397 (1354) ; p. 143 (1353), 234 (1366), (mention du maître des forêts Walter Skidemore).

(4) Recueil, p. 203 (1361) et 285 (1380).

(5) Recueil, p. 183 (3 juin 1358).

se créer de nouvelles ressources et à obliger les communes à prendre leur part des taxes fiscales qu'il imagine sous le nom de *fouages*, ou de *subsides*, et *tailles*, premiers essais informes de notre système d'impôts directs et indirects, aujourd'hui ordinaires et permanents, et alors temporaires et extraordinaires. La bourgeoisie communale de Poitiers avait stipulé dans la charte de 1222 qu'elle ne serait astreinte à aucun de ces impôts ou *tailles*, à moins qu'elle ne les eût librement consentis. Déjà, de 1269 à 1328, des atteintes plus ou moins fréquentes avaient été portées à ce principe. Elles deviennent continuelles sous les deux premiers Valois. Elles sont motivées par les frais des guerres soutenues par eux de tous côtés. Tantôt ce sont des taxes directes prélevées en remplacement du service d'ost, tantôt des taxes indirectes (*aides*) sur les consommations ou ventes, tantôt des *tailles* pour les fortifications. Quelquefois, on les déguise sous le nom d'*emprunts volontaires* ou de *prêts* remboursables, dont le remboursement est en général illusoire. Dès 1328-1329, à l'occasion de la guerre de Flandre, Poitiers et sa châtellenie sont taxées à raison de 400 l., dont 110 l. incombent aux hommes relevant de la prévôté royale, et comme la commune diffère le paiement, le roi prescrit de l'y contraindre (29 avril 1329) « nonobstant privilèges, appels et chicanes ». Elle s'exécute. En 1331, nouvelle expédition vers la Saintonge ; la commune doit promettre 500 l. ; elle en a versé 200, le 8 avril 1331 (1). Peu après, en 1337, dès le début des grandes guerres contre les Anglais, c'est une succession de taxes qui s'abat sur les bourgeois. D'abord, pour la guerre de Guienne, ils sont invités à payer un *subside* de 500 l., dont 140 sont versées en janvier 1338 ; mais, le 2 novembre, la commune ayant négligé de payer le surplus, c'est 400 l. que le fisc lui réclame. Comme en 1328, le prétexte invoqué est l'exemption du service d'ost ; le *subside* total, sans doute avec les intérêts de retard, s'élève au total à 532 l. 10 s., qui ne semblent pas avoir été intégralement payées, dit le maire, à cause « de la faiblesse et pauvreté des gens » (2). Le 7 août 1338 la commune doit traiter pour s'exempter du service d'ost requis par Savary de Vivonne, lieutenant du roi : elle promet de verser 500 l. à la Notre-Dame de septembre (3). Cette fois, c'est sous forme de *prêt* remboursable sur les revenus domaniaux et

(1) *Recueil*, n^{os} 282, 283, 284 ; p. 11, 14.

(2) *Recueil*, n^{os} 321, 322, 323, 327.

(3) *Recueil*, n^{os} 331, 332.

autres de la prévôté que la taxe est déguisée. Le 2 novembre, 100 l. seulement ayant été acquittées, contrainte est décernée pour les 400 l. impayées (1). En mai 1339, Poitiers se voit invité par les commissaires royaux à prendre sa part d'un nouveau subside imposé sur les « bonnes villes de la « sénéchaussée ». Les procureurs des communautés urbaines, assure le roi, « ont donné moult gracieuses et aimables « réponse de moult libéral volenté d'ayder et secourir » l'Etat contre les Anglais. D'ailleurs, « le peuple n'en sera très grevé », assure ce document administratif (2). Les subsides s'accumulent. Poitiers a dû en payer un pour l'arrière ban d'Amiens (1000 l.), un second pour la défense des côtes du Poitou, un troisième à la requête du capitaine du roi, Itier de Magnac. De plus, on lui a réclamé l'impôt du 50°, dont une partie est d'ailleurs demandée pour réparer les fortifications de la ville (3). En 1342, la commune résiste, lorsque le sire de Parthenay requiert, sans l'autorisation du roi, une nouvelle taxe pour le ban, l'arrière ban et le 50° (4), si bien que le roi prescrit cette fois de ne pas « la molester ». Mais trois ans après, l'année de Crécy, sous prétexte de la guerre de Gascogne, c'est un subside de 800 l. qui est exigé de la commune par l'évêque de Beauvais, lieutenant du roi (5).

Pendant la période suivante, le pouvoir royal aux abois ne cesse de solliciter le concours financier de la commune, et l'impose au besoin. En avril 1350, il faut payer 400 l. pour la solde des gens d'armes et le maire les acquitte, à la place du Receveur de l'impôt récent des 12 d. pour livre (6). En octobre 1353, le connétable Charles d'Espagne, ordonne, pour le même motif, la levée d'un impôt de 6 d. pour livre sur la ville et la châtellenie de Poitiers. Il est vrai que, « pour récompenser les bons services et dévouement des bourgeois », il autorise à leur profit sur cette taxe un prélèvement de 700 l. pour les fortifications (7). L'impôt de 6 d. pour livre, c'est-à-dire les *aides* sont, dès lors, semble-t-il, régulièrement exigé au profit du roi, à

(1) *Recueil*, n° 333.

(2) *Recueil*, n° 335, 337 (8 mai, 11 oct. 1339).

(3) *Recueil*, n° 339 (2 juin 1340).

(4) Mandement royal, 7 nov. 1340, *Recueil*, n°s 343, 339 (2 juin 1340) ; p. 85, note.

(5) 28 mai 1342, *Recueil*, n° 353 ; 18 août 1345, n° 362.

(6) *Recueil*, n° 372 (18 avril 1350).

(7) 20 oct. 1353, 8 février 1354, *Recueil*, n°s 392, 393.

titre d'impôt de guerre, sauf, comme en 1355, à en concéder une petite part (400 l.) pour la mise en état de l'enceinte de Poitiers (1). En 1358, la commune vote, à la demande du Dauphin Charles, de nouveaux subsides ou *aides* pour la solde des compagnies de gens d'armes qui sont en Poitou. Le Régent en remercie les bourgeois, en leur donnant l'assurance que cette contribution ne sera pas détournée de son objet (2). Un an auparavant (1357), il avait autorisé la levée d'un *fouage* (impôt par feu) de 12 d. à 1 d. par semaine suivant la fortune, sur la ville et la châellenie, pour continuer les fortifications (3). Les Anglais, qui avaient d'abord usé de ménagements envers leur nouvelle conquête, se voient à leur tour obligés de recourir à de semblables demandes. Dans deux assemblées tenues à Poitiers (fin 1367) et à Angoulême (18 janvier 1368), le Prince Noir exigea un *fouage* de 10 s. par feu, mesure qui devait contribuer à lui aliéner le cœur des bourgeois, autant que de ses autres sujets poitevins (5). L'acte de générosité intéressée d'Edouard III qui, en juin 1369, fit remise de tous impôts aux assujettis, arriva trop tard (5). En 1372, pour se rendre populaire, Charles V s'empressait d'exempter pour dix ans les bourgeois de Poitiers de toutes tailles, aides, subsides, gabelles, impositions (6). Depuis cette époque, pendant huit ans, les exigences fiscales se raréfient. L'administration royale ménage visiblement la bourgeoisie communale. Sans doute, en 1373, la châellenie et la ville de Poitiers sont astreintes à payer un subside de 2000 l. pour la construction d'une bastille édiflée devant Lusignan. Mais en 1374, lorsque le duc de Berry a besoin de 6000 l. pour les sièges de Gençay et de Lusignan, il les emprunte au sire de Parthenay et à Jean Regnault, maire de Poitiers, que Charles V rembourse le 15 septembre (7). Les taxes prélevées sur la ville ne consistent plus que dans l'impôt de 12 d. pour livre sur la vente des bêtes à pied rond et à pied fourché (8) ou dans des impôts, tels que le barrage (1373) et la taillée de 1000 l. (1380), qui sont destinés pour la majeure part aux travaux de for-

(1) Mandements 31 janvier, 6, 10 octobre 1355, *Recueil*, n^{os} 399, 403, 405.

(2) 10 octobre 1358, *Recueil*, p. 183.

(3) *Recueil*, p. 176 (7 mai 1357).

(4) FROISSART, édition Luce, VII, p. xxxv.

(5) FROISSART, éd. Kervyn de Lettenhove, VIII, 59.

(6) 30 décembre 1372, *Recueil*, n^o 446.

(7) *Recueil*, p. 256, 267 (23 juillet 1373, 15 sept. 1374).

(8) *Recueil*, p. 277 (août 1377).

tification de l'enceinte (1) et accessoirement à la solde des troupes.

Le pouvoir royal revendique pour ses agents le droit de notifier les divers impôts exigés de la commune. Le sénéchal et sous ses ordres les Trésoriers de France, tels que Ph. Forget (1330-1331) et Philippe Gillier, ainsi que les Receveurs de la sénéchaussée sont chargés de ce soin. Parfois interviennent des *commissaires royaux*, spécialement délégués à la répartition et à la levée des subsides, comme Gérard de la Villeneuve et Jean Guichart en 1339, l'abbé de Vendôme en 1345 (2). Pour percevoir ces impôts, deux systèmes sont en usage. Le premier est celui de la perception directe, opérée, soit par les soins des officiers royaux ordinaires, Receveurs et leurs agents, soit par ceux de commissaires spécialement désignés à cet effet, comme en octobre 1373, et chargés de verser sans délais les sommes reçues pour le roi à la Recette royale à Poitiers (3), soit encore par les commissaires et collecteurs désignés par le maire, les échevins et les assemblées de paroisse sur le territoire de la commune (4), soit enfin par des fermiers, adjudicataires de la levée. Ainsi en 1355, trois fermiers, bourgeois de Poitiers, se rendent adjudicataires de la perception de l'impôt de 6 d. pour livre (5). En 1377, sur le conseil du trésorier Gillier, le duc de Berry afferme pour un an à Robin Vaillant, plus offrant enchérisseur, la levée de la taxe de 12 d. pour livre sur la vente des bêtes à pied rond ou fourché (6). Les recettes sont versées tantôt à la caisse du Trésorier des guerres, comme en 1358, pour la solde des troupes (7), tantôt à celle du Receveur. Ce dernier est un des hauts fonctionnaires du roi dans la région. Il est choisi parfois parmi les prêtres et clercs, assisté d'un *lieutenant* qu'il désigne lui-même, semble-t-il quelquefois dans sa famille, et de *clercs* en petit nombre (deux, par exemple, en 1337). Son ressort s'étend en général à la fois au Poitou et au Limousin, et aussi en certains cas à la Saintonge. Son titre principal est celui de *Receveur pour le roi en la sénéchaussée*

(1) Pour le barrage, voir ci-dessous ; taille de 1386, *Rec.*, p. 286-289.

(2) Voir ci-dessus (pouvoirs du sénéchal) ; *Recueil*, p. 15 et suiv. — Pour les receveurs, voir ci-dessous.

(3) *Recueil*, p. 258 (14 oct. 1373).

(4) *Recueil*, n° 405 (1355, 10 oct.).

(5) Exemple 1329, 1338, 1380. Voir ci-dessous partie II.

(6) *Recueil*, p. 277 (août 1377).

(7) *Recueil*, p. 183 (10 oct. 1358, Mandement du Dauphin aux bourgeois de Poitiers).

de Poitiers (*receptor pro rege in senescallia Pictavenst*). Nos documents permettent de reconstituer la série presque complète de ces agents. On trouve successivement investis de cette importante charge, Jean de Probolant (1329), Guillaume de Morillon (1331), Regnault Crollebois, official de Poitiers (1334-1348), anobli en juillet 1338 pour ses services, et assisté par Torterue (1334), Guy (1337) et Nicolas Renier, prêtre (1338-1341). Puis apparaît le fameux Philippe Gillier : il commence, comme Receveur du Poitou et du Limousin (nov. 1349-1354), sa prodigieuse fortune, qu'il se poursuit par l'obtention des charges de Trésorier de Dauphiné et de France (1360-67). Il a pour lieutenant son propre fils, Denis Gillier, futur Trésorier de France et conseiller du duc de Berry. Ses successeurs sont Macé Portier (1354), aidé d'un lieutenant, Mahi Hargier ; Jean Le Breton, nommé par Chandos le 21 sept. 1361 et maintenu dans sa charge jusqu'en 1375 par le duc de Berry, qui le nomme son secrétaire (sept. 1377). Enfin, entre 1373 et 1375, la fonction est dévolue à Etienne Daniel, qui a pour lieutenant son propre frère Liénart (1377). Le dernier en date est Jean Merry en 1380. Ces agents reçoivent les sommes provenant des diverses taxes levées au profit du roi par les commissaires locaux, le maire et les bourgeois, les collecteurs et les fermiers, contre lesquels ils peuvent décerner des contraintes en vue du paiement. Ils acquittent aussi les dépenses, sur mandement du roi ou du sénéchal. Ils sont responsables devant ce dernier, de même que les autres agents financiers, et justiciables de la Chambre des Comptes (1).

C'est avec le concours de ces divers agents de l'ordre militaire, administratif, judiciaire et financier que s'exerce l'autorité du pouvoir central à l'égard de la commune. Si l'on excepte la période où la nécessité a contraint l'autorité royale à user de ses prérogatives avec modération (1361-1380), on constate qu'elle tendit à faire sentir en général à la bourgeoisie municipale le poids de plus en plus lourd de sa tutelle. Celle-ci est d'autre part aggravée par le zèle aveugle des agents royaux, que le roi lui-même, comme en 1351, est obligé de rappeler au respect des libertés et des privilèges des habitants de Poitiers (2). Bien des fois, le maire se plaint des empiètements et des excès de pouvoir des offi-

(1) *Recueil*, nos 283, 289, 321, 322, 331, 332, 334, 347 (1341), 381, 392 ; p. 14, n. 1 ; 66, n. 1 ; 138, n. 1 ; 149 ; 161, n. 1 ; 202, 203, 258, 260, 277, 278, n. 1 ; 313, 285, n. 7. — *Arch. hist. Poitou*, XI, 393.

(2) 26 février, 2 mars 1351. *Recueil*, n° 376.

ciers du roi (1), qui usurpent sur la justice municipale, ou qui molestent les hommes de la commune à l'occasion du service militaire, de l'assiette et de la levée des impôts. Tantôt, c'est le roi lui-même qui intervient pour interdire au sénéchal et à ses divers subordonnés les excès de toute espèce. Tantôt c'est le sénéchal qui est forcé de mettre un terme aux usurpations et aux vexations du prévôt, de son lieutenant et des sergents royaux (2). De plus, les officiers royaux, agents tracassiers du pouvoir central, portés sans cesse à exagérer et à étendre abusivement leurs attributions, font preuve d'une avidité sans bornes. En bien des circonstances, le roi doit les contraindre à restituer les amendes injustes ou exagérées qu'ils infligent aux bourgeois, et réprimer jusque parmi les plus élevés dans la hiérarchie la concussion qui sévit. Répression molle d'ailleurs et peu efficace, si l'on remarque qu'un procureur du roi, Bonnet, convaincu d'abus et de corruption, se tire d'affaire en obtenant des lettres de rémission, tandis que le receveur Crollebois, reconnu débiteur du Trésor pour 30.000 l., somme énorme pour le temps (1348), ne paraît pas avoir été autrement inquiété, si ce n'est par la vente de ses biens. En même temps, son émule Philippe Gillier, poursuivi par la Chambre des Comptes pour de nombreuses exactions, obtenait des lettres de grâce au prix de quelques restitutions (1354), continuait son ascension dans la hiérarchie et finalement recevait quittance moyennant un sacrifice de 4.000 l., légère restitution en regard de ses déprédations (3). Improbité, tyrannie, caprice, tels furent trop souvent les traits caractéristiques de cette administration royale, tant qu'elle put se croire dispensée d'user de ménagements à l'égard du pouvoir municipal. Seuls, les événements de la guerre de Cent Ans obligèrent la royauté et ses officiers à changer de système et à accroître, à partir de 1350 et de 1366 surtout, l'autonomie de la commune de Poitiers.

(1) Exemple 1338, 1351, etc.

(2) *Recueil*, n° 331 (1338), p. 177 (1357). — *Arch. hist. Poitou*, XI, 274 (1327).

(3) *Recueil*, p. 92, n. 1 ; 66, n. 1 ; 138, n. 1 ; *Journaux du Trésor*, p. 157.

II

La Commune de Poitiers ; évolution de son régime et de son organisation pendant la période des premiers Valois (1328-1380).

Pendant cette période décisive, l'organisation municipale de Poitiers, restée sur bien des points indéfinie, se fixe et se précise, sous l'empire des circonstances.

D'abord, le ressort de la commune est mieux défini. Les anciens bourgs dont la ville se composait n'apparaissent plus pour la plupart au XIV^e siècle, si l'on excepte quelques-uns sur lesquels se maintiennent des juridictions ecclésiastiques. Avant 1369, la zone la plus étendue qui échappe à l'autorité de la commune est celle de la *prévôté* du roi, qui s'étend sur une partie de la ville et dans la banlieue (*in villa et extra villam*). Si l'on juge de son importance par les subsides qu'elle verse, elle comprenait entre le quart au plus et le sixième au moins de l'enceinte de Poitiers. Elle devait en 1329 fournir 60 sergents (1). En dehors de la ville, une part notable des faubourgs et la châtellenie ressortissaient à la prévôté, c'est-à-dire au domaine du roi. Mais le pouvoir de la prévôté se trouve singulièrement amoindri par les chartes de 1369 et de 1372, en vertu desquelles Edouard III d'abord, Charles V ensuite concèdent à la commune la haute justice sur les habitants de la ville (2). Dès lors, le rôle du prévôt s'efface ; l'unité politique de la commune est légalement reconnue (3). Les seuls *bourgs* qui subsistent encore sont ceux de Saint-Hilaire-le-Grand, de Saint-Hilaire de la Celle, de Saint-Pierre-le-Puellier, de l'abbaye de Sainte-Croix et de Montierneuf, qui conservent certains droits de justice, tels que celui de *voirie* ou basse justice pour Sainte-Croix, ou de juridiction plus élevée, comme Saint-Hilaire-le-Grand et Saint-Pierre-le-Puellier. Les chanoines de ce dernier chapitre ont d'ailleurs pour adversaires les gens du roi, plus que les bourgeois. En 1340, ils ont dû défendre contre le procureur royal leur droit de tenir leurs assises sur une place voisine de l'église (4). Mais l'autorité de la commune, abstraction faite de certains droits de justice et de police, s'étend du point de vue politique, administratif, militaire et financier sur ces bourgs qui tendent, sauf celui de Saint-

(1) *Recueil*, p. 11 (1329), n° 284 ; p. 54, n. 5.

(2) *Recueil*, p. 242 (17 octobre 1369) ; p. 246 (30 déc. 1372).

(3) *Recueil*, n° 346 (1340), p. 11 (1329).

(4) *Recueil*, n° 344 (nov. 1340).

Hilaire-le-Grand, à se confondre, comme le territoire de la prévôté, avec le reste de la commune. Dans la banlieue, l'unification reste au contraire très imparfaite et très limitée. Là, le ressort d'origine féodale ou *châtellenie* comprend 39 paroisses, alors que l'enceinte de la ville en groupe 24. Ces 39 paroisses sont celles de Fontaine-le-Comte, de Vouneuil-sous-Biard, de Quinçay, de Biard, d'Iteuil, de Ligugé, de Migné, de Beaumont, de Chabournay, de Buxerolles, de Saint-Saturnin, de Saint-Julien-l'Ars, de Saint-Benoît, de la Villedieu, de Nouaillé, de la Chapelle-Moulière, de Smarves, de Montamisé, de Mignaloux, de Nieuil-l'Espoir, de Bonnes, de Jardres, de Lavoux, de Bignoux, de Vouneuil-sur-Vienne, de Dissay, de Vendevre, de Neuville, d'Anxaumont, de Sèvres, de Liniers, de Savigny-l'Evescault, de Cissé, de Chasse-neuil, d'Avanton, de Charrais, de Jaulnay, de Saint-Georges et de Pouillé, aujourd'hui réparties entre les cantons nord et sud de Poitiers, de Neuville, de Saint-Georges, de Vouneuil, de Vouillé, de la Villedieu et de Saint-Julien-l'Ars (1). Là, coexistent une foule de juridictions, celles du prévôt royal, de diverses abbayes ou corps ecclésiastiques, Saint-Hilaire de la Celle, Sainte-Croix, Saint-Pierre-le-Puellier, la Trinité, Montierneuf, Fontaine-le-Comte, Saint-Benoît de Quinçay, Bonneval, Bourgueil, le Pin, sans parler des prieurés, des commanderies de Saint-Jean de Jérusalem et de l'évêché de Poitiers (2). De plus, la châtellenie compte des juridictions seigneuriales laïques, en nombre assez considérable, telles que celle du vicomte de Châtellerault. Au total on y constate l'existence de 102 groupements divers. Sur la châtellenie, l'autorité de la commune se borne à des attributions restreintes d'ordre militaire et financier. Les paroisses de cette zone font partie de ce qu'on appelle la *suite* (*secta*) du maire (3), mais elle n'appartiennent pas au territoire sur lequel la commune a étendu son pouvoir politique et administratif, qui reste restreint à l'enceinte.

Les habitants de la commune ou *bourgeois* forment une collectivité pourvue des franchises et privilèges accordés au XIII^e siècle et confirmés à plusieurs reprises de 1329 à 1361. Aucune disposition nouvelle n'intervient pour déterminer les conditions d'accès à la bourgeoisie. Les bourgeois sont placés sous la sauvegarde royale. Charles V, renouvelant les stipulations antérieures, déclare solennellement en décembre

(1) Rôle de 1380, *Recueil*, p. 290 et suiv.

(2) *Recueil*, p. 295 et suiv. (1380), 11 et suiv., 54 et suiv.

(3) Exemples 1329, 1337, 1340, 1380, *Recueil*, p. 10, 55, 67, 290 ; n^{os} 283, 322, 323, 331, 346.

1372, qu'il couvre de sa protection « les bourgeois de Poitiers, comme bons, vrais et loyaux sujets » qui se sont « soumis libéralement » à la couronne, et dont il vante « la bonne et vraie affection ». Il leur assure « sauvegarde pour leurs biens et leurs personnes, protection et conservation de leurs droits ». Il interdit aux officiers royaux « toute injure, oppression, force d'armes à leur égard » ; il défend « de leur méfaire, sous peine de poursuites en justice » (1). Parmi ces franchises, une des plus précieuses, la liberté de tester, est confirmée, non sans que les officiers n'essaient parfois de la limiter. Un curieux procès les montre aux prises avec la bourgeoisie. Un des notables de la commune, Guillaume Alemand, ancien maire, mort avant 1329, avait légué ses biens à un clerc, Guillaume de Taunay, son fils adoptif. Le procureur du roi revendiqua ces biens au nom de l'Etat, sous prétexte qu'Alemand était un enfant adultérin, et qu'un héritage ne pouvait être dévolu que s'il provenait d'un bourgeois issu de légitime mariage. Le légataire répondait qu'un des privilèges des bourgeois consistait dans la liberté de tester et « d'ordonner de leurs biens à volonté ». L'affaire était litigieuse ; elle se régla en 1331-1332 par une transaction ; le légataire obtint entrée en possession des biens, en payant au fisc 300 l. (2). D'autres privilèges ou libertés, notamment celle du commerce, qui comportait la franchise des péages, sont assurées aux bourgeois, comme il ressort de documents de cette période (3). Charles V en ajouta certains autres, non moins précieux, lorsque le 30 décembre 1372 il exempta les bourgeois de Poitiers de « tailles, gabelles, subsides et autres impositions », pendant dix ans, « afin d'attirer les marchands » à Poitiers, « de relever la ville de ses pertes », et de récompenser ses « bons et loyaux sujets » (4).

L'autonomie administrative dont la commune jouissait en vertu des chartes de 1204 et 1222 se maintient en dépit des tentatives réitérées des officiers royaux pendant les trente premières années des Valois. Elle triomphe définitivement, et s'étend même depuis le traité de Brétigny jusqu'à la mort de Charles V.

En principe, l'ensemble du corps des habitants domiciliés et jouissant des droits civils, qualifiés bourgeois, (*cives*), possède la plénitude des prérogatives de toute sorte recon-

(1) *Recueil*, p. 248 (déc. 1372).

(2) *Arch. Mun.* F 26. — *Arch. hist. Poitou*, XI, 388.

(3) Exemple 1392, *Giry*, 408.

(4) *Recueil*, p. 246 (déc. 1372).

nues à la commune. De ce corps, les femmes font aussi partie. L'une d'elles, Clémence Binaud, qui s'intitule « *paroissienne de Saint-Paul, mancionère et bourgeoise de la commune* », prête serment en 1332, comme membre de la communauté, « en la manière accoutumée, et s'oblige à toutes « choses auxquelles les membres de la commune sont assés treints ». Elle participe à la taille levée pour les gages du maire, et constitue à cet effet sur tous ses biens une rente de 5 s. (1). Dans une assemblée tenue vers 1340, figurent parmi les 16 représentants du bourg royal, dépendant du prévôt, cinq femmes, que l'on consulte « touchant le profit du pays » (2). En 1341, dans un règlement fait en l'échevinage pour les bourreliers, une femme comparait et prête serment (3). Mais rares sont les traces d'une activité politique et administrative du *commun*, c'est-à-dire de la commune entière. Il ne semble pas qu'il y ait eu des assemblées générales des bourgeois de caractère politique. Tout au plus peut-on noter des assemblées de paroisses, comme en 1380 pour l'élection des collecteurs et la répartition d'une taille (4). Quelquefois, il est question de réunions ou d'assemblées des bourgeois et notables, comme en février 1348 pour la translation de la foire de la Pierre Levée aux Halles. Mais on ignore quelle était la composition précise de ces assemblées. De même en 1340, lorsque le prévôt donne mandat à 5 commissaires de convoquer diverses personnes des bourgs de la prévôté, de Montierneuf, de Saint-Hilaire et de la Celle « touchant le profit du pays », on ignore si pareilles réunions eurent lieu pour les bourgeois de la commune. Celle qui se tient par l'ordre du prévôt ne comprend pour les 5 bourgs que 45 personnes ; peut-être n'est-ce d'ailleurs qu'une enquête relative à l'état des fortifications (5). En 1352, une assemblée est convoquée en présence de Boucicaut au sujet d'un impôt destiné au même objet ; elle paraît avoir eu pour motif les comptes arriérés des collecteurs et semble comprendre bourgeois, nobles et gens d'église. Vingt et un ans plus tard, c'est une autre assemblée de gens d'église et « habitants de Poitiers », qui vote un subside de 2000 l. destiné à la construction d'une bastide devant le château de Gençay (6). Enfin, en 1380, c'est également une assemblée générale des gens

(1) *Recueil*, n° 290 (6 fév. 1332).

(2) *Recueil*, n° 346 (1340).

(3) *Recueil*, p. 98.

(4) *Arch. hist. Poitou*, XIII, 430-433.

(5) *Recueil*, n° 346 (1340).

(6) *Recueil*, n° 381 (mars 1352), p. 135, 256 (1373).

d'église, maire, bourgeois et commun de Poitiers qui octroie la levée d'une taille de 1000 l. pour l'enceinte de la ville et les dépenses d'ordre militaire engagées par le duc de Berry (1). Mais en dehors de ces réunions extraordinaires, il n'existe pas de document qui atteste la participation permanente et normale de l'ensemble des bourgeois à la vie administrative et politique de la commune.

Le pouvoir politique et administratif s'est concentré entre les mains d'une élite ou d'une oligarchie, d'ailleurs encore assez accessible. C'est celle des *cent* bourgeois qui forment ce qu'on appellera plus tard le *corps de ville*, et qui comprennent les 75 pairs, le maire et les échevins. Lorsque l'ensemble de ce corps se réunit, il prend le nom de *plein cent* (2). Ces réunions se font, tantôt en une salle séparée de l'échevinage, où délibèrent à part les 75 pairs (3), tantôt en séance plénière, et le procès-verbal indique alors la présence du maire et des échevins (4). Le mois et cent délibère sur toutes les affaires municipales, mais ne siège pas comme cour de justice. Nos documents fournissent peu de témoignages de son activité. Son principal rôle consiste dans la surveillance de la gestion de la *confrérie* des cent (5) et dans la participation à l'élection annuelle du maire. Un règlement du 28 juillet 1335 réserve aux 75 pairs le droit de présentation des candidats à la mairie. Les pairs, réunis dans la *chambre des plaids* de l'échevinage, soumettent une liste aux conseillers, jusqu'à ce qu'un accord intervienne, puis délèguent deux d'entre eux pour la soumettre, conjointement avec les délégués des conseillers, à la ratification définitive des échevins (6). Dès cette époque, il apparaît que les 75 sont nommés à vie, mais on ignore quelle était la méthode de recrutement de ce corps étroit ; il est probable, si l'on en juge par la tradition établie au XV^e siècle, qu'il se recrutait par cooptation. De concert avec le maire et les échevins, les pairs maintiennent l'ancienne *confrérie* pieuse, placée sous l'invocation de St-Hilaire, qui avait pour objet d'assurer les services religieux et le luminaire aux obsèques ou aux commémoration des membres défunts (7).

(1) *Recueil*, p. 286 (1380).

(2) Exemples n^{os} 291 (8 mai 1332), 305 (1335) ; n^o 369 (22 mars 1348).

(3) Exemple n^o 305 (1335).

(4) Exemple 22 mars 1348, 8 mai 1332.

(5) *Recueil*, n^o 369.

(6) *Recueil*, n^o 305 (8 juillet 1335).

(7) Ordonnance du 22 mars 1348 concernant le luminaire, *Recueil*, n^o 369.

Le représentant par excellence de la commune et de l'oligarchie des Cent est le maire. Il apparaît au XIV^e siècle, revêtu de pouvoirs plus étendus encore qu'au XIII^e. Il n'est pas, comme dans beaucoup d'autres communes, choisi par le roi sur une liste de 3 candidats, mais élu par le mois et cent, d'après un système dont le règlement du 8 juillet 1335 fixe les modalités, après entente entre les 3 collèges électoraux des 75 pairs, des 12 conseillers et des 12 échevins. Les 12 conseillers avaient revendiqué le droit de présenter les candidats à la mairie, c'est-à-dire de réformer la présentation faite par les 75. La transaction intervenue en 1335 reconnut le droit des 75, mais permit aux conseillers de provoquer une nouvelle délibération, jusqu'à ce qu'un accord intervint sur les noms à présenter au choix du 3^e collège, celui des échevins qui statuent on dernier ressort. Cette élection est fixée au 8 juillet (1). Le maire sortant restait en fonctions jusqu'au 14. Il fut également convenu que les maires pourraient être réélus, mais pour le terme maximum de deux ans. Une réélection ne pouvait leur être imposée, qu'après un intervalle indéterminé. Effectivement, la plupart des maires sont investis de la mairie plus de deux fois. Certains ne l'exercent qu'une fois, comme Gargolleau en 1337-38, Pierre Thibaut en 1338, Robin Flori en 1345, Herbert Guichard en 1356, Simon Mouraut en 1366, Jean de Taunay en 1370, Jean Bigot en 1372. Mais d'autres gèrent la mairie 2 fois ; par exemple Itier Bernard en 1331, après avoir exercé la charge en 1302, Jean Guichard en 1334 (après une première élection en 1324), Robert de Londres en 1333 (après une première magistrature en 1320), Guillaume Langlois en 1343 et 1344. D'autres sont élus 3, 4, 5 fois ou plus, par exemple Jean Garineau, maire en 1367, 1368, 1369 ; Aimeri d'Ayron en 1352, 1353, 1362, 1363, peut-être en 1364 et 1365 ; Guillaume Garreau en 1328, 1329, 1336, 1342, 1348, 1352 (année où il meurt en charge) ; Jean Barré, en 1346, 1347, 1349, 1350, 1351, et enfin en 1361 ; Jamet Guichard en 1377, 1378, 1385, 1386 ; Jean Regnaud en 1371, 1373, 1374. Guillaume Coindé a exercé la mairie pour la sixième fois en 1332. Pierre Regnaud l'exercera 14 fois : après avoir été maire 3 ans de suite (1375-78), il le sera encore 5 ans, de 1381 à 1385 ; puis de nouveau en 1386, 1389, 1402, 1403. Quand un maire meurt en fonctions, comme Jean Gaboreau en 1339, c'est le premier échevin, semble-t-il, qui le remplace ; ainsi fait Guillaume

(1) *Recueil*, n° 305 (8 juillet 1335).

du Pont, jusqu'à l'élection du 8 juillet (1). Le même événement se produit en 1352, lorsque Garreau meurt en charge (2).

D'après les renseignements épars dans divers documents, il semble certain que les maires appartiennent à la partie la plus riche et la plus instruite de la bourgeoisie. Ce sont des légistes, comme Pierre Thibault, qualifié *licencié ès-lois*, Jean Barré, garde du sceau royal, Robert de Londres, le plus illustre avocat du Poitou de ce temps, et son confrère Guillaume du Pont. D'autres font partie de la classe des financiers, des grands marchands et des industriels tels que Simon Mourraud, entrepreneur ou maître de la Monnaie de Poitiers, Jean Regnault, fermier de l'impôt des 6 d. pour livre, et Pierre Regnault, qui doit au négoce d'être devenu le plus riche capitaliste de Poitiers au temps de Charles V. On sait que bon nombre de maires possèdent des immeubles en ville, dans les quartiers riches, et des propriétés à la campagne. Jean de Taunay, qui appartient à une des plus opulentes familles du pays, a une maison rue de l'Erberie. Garreau possède un grand hôtel rue de la Monnaie. Aimeri d'Ayron a le sien rue de la Porte-le-Comte, près du carrefour de la Regratterie. Jean Garineau est propriétaire à Dissais et à Saint-Cyr. Guillaume du Pont est possesseur de biens nobles (*fiefs*). Enfin, quelques dignitaires municipaux sont des officiers royaux, comme G. Coindé, tailleur de la Monnaie, et G. Langois, lieutenant du sénéchal (3).

A la charge de maire sont attachés des droits et des privilèges utiles et honorifiques. Le premier magistrat municipal, volontiers qualifié du nom de « monseigneur le maire » (1332), reçoit à cette date une indemnité de gestion, appelée *taillée*, qui lui est allouée d'abord en nature ou en argent par chacun des membres de la commune, suivant ses facultés, puis exclusivement en deniers sur la caisse municipale. On ne connaît pas d'ailleurs la quotité de ces gages (4). Le 25 mars 1374, il est déclaré exempt du droit vexatoire et onéreux de prise (5). Charles V enfin, en décembre 1372, confère la noblesse aux maires en charge et

(1) *Recueil*, p. 17, 20, 29, 30, 36, 38, 42, 66, 73, 98, 109, 146, 149, 159, 201, 235, 240, 244, 251, 252, 253, 264, 280, 289.

(2) *Ach. dép.* G. 7, liasse 143.

(3) Références précédentes. De plus, *Arch. mun.*, mss 242, f° 41, E 3, l. 4 ; *Arch. Dép.* G 7, l. 143 ; 592, 1110, G. 6, 11. — *Recueil*, n° 365, 354 ; p. 13, 124, 235. — *Arch. hist. Poitou*, XIX, 242.

(4) *Recueil*, n° 290, 291 (1332, février-mai).

(5) *Recueil*, p. 264.

anciens maires de Poitiers. Parmi les bénéficiaires de cette mesure figurent Jean Regnault, bien qu'il eût été partisan des Anglais, Aimeri d'Ayron, Gargoulleau, Simon Mourrault, Jean de Taunay, Jean Bigot (1). C'est depuis cette date que le maire de Poitiers portera le casque, les gantelets et l'épée, comme un gentilhomme, en même temps qu'il en arrivera à revendiquer le titre de premier baron du Poitou (2).

Sa fonction devient de jour en jour plus absorbante. Comme représentant de la commune, il reçoit les mandements du roi, des lieutenants généraux et capitaines, des hauts commissaires et du sénéchal. Il veille à la fois à l'exécution des prescriptions du pouvoir central et au maintien des privilèges de la commune à l'égard de ce pouvoir. Depuis 1369, c'est lui qui est chargé de recevoir, au nom du roi, le serment des bourgeois. Seul, il a le droit de contraindre les hommes de la commune et de la châellenie au service de ban. Il assure, dans la ville, l'exécution des ordonnances relatives au guet et à la garde. Il s'occupe, d'accord avec le sénéchal, de l'entretien des fortifications de l'enceinte. Il participe parfois aux expéditions militaires ; en 1356, le maire Herbert Guichart est pris dans un combat par les Anglais, peu avant la bataille de Maupertuis. C'est sous la présidence du maire que se réunissent et délibèrent le mois et cent, de même que le conseil de l'échevinage. Il a le droit de proposer et il fait exécuter les règlements et ordonnances de toute sorte, d'administration et de police. Il a soin de les faire publier ou proclamer au Marché Vieil et par les rues et carrefours. Il préside le tribunal municipal ; il y veille à l'exercice de la justice civile et criminelle, reconnue à la commune. C'est à son contrôle qu'est soumise la gestion des domaines communaux ; c'est à lui qu'il appartient de répartir les divers impôts, tailles, subsides, et d'en assurer la levée. Il verse aux officiers royaux de finances les recettes qui appartiennent au Trésor royal. Il est responsable sur ses biens de sa gestion financière. En 1373, l'héritier de l'ancien maire Bigot doit abandonner la succession à la commune à laquelle le défunt doit 700 l. (3).

Le rôle des auxiliaires du maire, conseillers et échevins, va aussi se précisant et s'accroissant. Les conseillers, (*consules*, *consultores*), au nombre de 12, forment un collège qui

(1) *Recueil*, p. 251, 254.

(2) *Gmrv*, 401.

(3) Sources citées ci-dessus, not. 1329, 1345, 1357. — *Arch. Munic.*, Mss 242, f^o 49, 58 (1341, 1344). — *Ordon. des rois*, XIV, 275 (1369). — *Recueil*, n^o 327, 355, 388, etc. Voir aussi les références suivantes.

délibère tantôt séparément, comme pour la présentation aux élections du maire en 1335, tantôt en commun avec les échevins, au tribunal de l'échevinage, comme en 1333 (1). Mais depuis 1335, ils fusionnent avec les échevins et ne se distinguent plus de ces derniers, avec lesquels ils siègent le vendredi. Echevins et conseillers réunis forment, depuis cette date, un collège unique, appelé conseil des 25, composé des 13 échevins et des 12 conseillers ; le nom même de ces derniers tend à disparaître. Les échevins, dont le nombre primitif de 12 a été porté à 13 (2), confondus avec les conseillers, ont cessé d'être élus annuellement. Ils sont élus à vie par le mois et cent ou corps de ville. On voit en effet, dans nos documents fragmentaires, reparaître les mêmes noms. Autant qu'on puisse le préciser, ce sont de notables bourgeois, des clercs, comme Hugues de la Roche et l'official Crollebois, des marchands ou financiers, comme B. le Lombart, Jean Regnault et Jean Bonin, des légistes, comme Robert de Londres, Jean de Taunay ; des industriels, comme le potier d'étain Micheau de Nanteuil, le tanneur Philippon Jacques, Philippon le Barbier, des fonctionnaires de la commune, procureurs, receveurs, aumôniers de l'échevinage, voire quelques officiers royaux, comme les Coindé et les Langlois. Les anciens maires en forment l'élément le plus influent ; ils prennent place au premier rang des échevins (3). Ceux-ci continuent à jouir d'une indemnité pour chaque séance de l'échevinage. Un règlement du 8 juillet 1335 en fixe la quotité à trois pains, dits *du chapitre*, distribués le vendredi ou le lendemain, et fabriqués avec le froment acheté à chaque échevin, à raison d'un setier par an et par échevin, le surplus du froment nécessaire devant être pris sur les rentes de la commune (4). De plus à partir de 1374, les échevins sont exemptés du droit de prise pour leurs biens meubles et leurs chevaux ou bétail (5). Enfin, Charles V leur accorde la noblesse héréditaire en décembre 1372 (6).

Les échevins assistent avec le maire aux séances du mois et cent (7). Réunis en conseil ordinaire le vendredi (8), ils

(1) *Bibl. Nat. Mss Fr.*, n. acq. n° 3412, f° 12.

(2) Règlement de 1335 (8 juillet), *Recueil*, n° 305.

(3) *Recueil*, nos 305, 369, p. 17, 26, 159, 161, 162, 163, 201, 30.

(4) *Recueil*, n° 305 (8 juillet 1335).

(5) *Ibid.*, p. 263 (25 mars 1374).

(6) Voir ci-dessus.

(7) Exemples 8 mai 1332, *Recueil*, n° 291 ; 305 (juillet 1335).

(8) *Ibidem*.

élaborent, de concert avec le maire, les ordonnances d'administration et de police. Ils statuent sur la situation et la nomination du personnel des agents de la commune. Ils siègent au tribunal (*chambre des plaids*), présidé par le maire ou son suppléant, et y rendent la justice. Ils infligent des amendes de police, procèdent à l'inspection des ateliers, des marchés et des foires. En cas de nécessité, ils siègent en conseil extraordinaire un autre jour de la semaine, par exemple le mardi. On voit, d'après les documents, que le nombre des échevins présents aux séances est très variable, oscillant de 5 membres et de 9 ou de 11 jusqu'à 17 et 18. Chaque année, lors de la séance d'entrée en fonctions du nouveau maire, ils prêtent le serment prescrit par les chartes (1).

Le maire et les échevins ont parfois recours pour les aider dans leur administration à des bourgeois notables, nommés *commissaires*, *arbitres* ou *prud'hommes*. En 1340, Guillaume de Taunay est ainsi désigné comme *prud'homme répartiteur* d'un subside. Jean Guichart, ancien maire, est commissaire répartiteur du prêt de 500 l. en 1338, en même temps que le roi le charge de surveiller la levée d'un subside sur les bonnes villes de la sénéchaussée de Poitiers. En 1352, deux bourgeois notables, de concert avec un chevalier et l'officiel, reçoivent mission du sénéchal, en vue de faire rendre compte aux collecteurs de la taxe imposée pour les fortifications. En 1380, la commune donne mandat à 3 bourgeois de répartir une taillée de 1.000 l. En 1387, un notable, Jean de Beaupuy, reçoit commission pour vérifier les comptes du Receveur municipal. On recourt surtout aux notables pour représenter la ville dans les procès et les arbitrages. En 1335, cinq bourgeois (*cives*) sont ainsi désignés pour ester en justice au nom de la commune. En 1339, 12 hommes de loi et clercs, outre 6 bourgeois, sont chargés de procuration pour arranger un différend avec le chapitre de Ménigoute (2).

Le nombre et l'importance des agents permanents de la commune vont s'accroissant peu-à-peu. Les plus élevés en dignité sont le *procureur* et le *receveur de la commune*. La charge de *procureur* est conférée, tantôt à un seul titulaire (c'est le cas le plus général), tantôt à plusieurs (jusqu'à 3 en 1339). Ce sont généralement des clercs ou des avocats, tels que Guillaume du Pont-Garin, d'anciens ou de futurs gardes du scel aux contrats, comme Jean de Foix, quelquefois des

(1) *Recueil*, nos 291, 294, 299, 305, p. 201, 279.

(2) *Recueil*, nos 336, 381 ; p. 53, 73, 264, n. 11, 286.

clercs ou secrétaires du maire, comme Jean de la Barre. Ils prennent parfois place parmi les échevins, et arrivent en quelques cas aux fonctions de maires (1). Ils sont, en vertu d'une délibération de 1333, pourvus annuellement de « robes », sur le produit des amendes. Une décision de l'échevinage alloue à l'un deux 15 l. de gages par an. Leur mission est surtout d'ordre administratif et financier. Tenus d'aller « aux plaids aux dépens du commun », ils sont chargés de la défense des intérêts de la commune, de la poursuite de ses procès, de « la montrée » de ses domaines, de la conclusion des baux de ses biens, des transactions relatives à ses rentes, voire même de la levée de certaines taxes municipales ; ils acquittent aussi à l'occasion les redevances féodales dues par la commune (2).

Le *Receveur* exerce parfois sa fonction en même temps que celle de procureur, comme en 1333. En général, cette charge est gérée par un agent municipal distinct (3). Une pièce montre qu'il était nommé par le maire, en vertu de lettres patentes de forme officielle (*per litteras*), pour la durée de la mairie. Ses pouvoirs définis par ces lettres consistent dans la levée de tous droits et émoluments, fruits et arrérages des biens et rentes de la commune. Il doit aller « querir et recevoir les droits de céans ». Il est aussi chargé d'accenser, d'affermir, de livrer même à perpétuité les domaines communaux. Il a mandat pour délivrer quittances et reçus. Ses comptes sont vérifiés à l'occasion par des commissaires, investis d'une désignation municipale (4). Dans certains cas, pour lever un impôt extraordinaire, comme la taillée de 1380, la ville nomme un Receveur spécial qui reçoit une indemnité particulière (5).

Enfin, les cadres des agents de la commune sont complétés par les gardes de l'aumônerie, les clercs de la commune et les sergents. Le *garde* ou administrateur de l'aumônerie municipale est parfois un échevin, et un membre des plus

(1) *Recueil*, n° 289, 299, 304, 312, 384, 371, 379 ; p. 14, 30, 31, 39, 105, 133, 202, 212, 232, 241, 254, 279.

(2) Liste des procureurs de la commune : Du Pont, 1331 ; G. Guillot, 1333, 1339 ; Jean Gaboreau, 1335, 1340, 1349 ; Du Pont, Noël et Chapeau, 1339 ; Guillaume Crollebois, échevin, 1339 ; Jean Noël, 1335, 1338 ; Jean de la Barre (1351), Robin Aubourc (1364), Jean de Foix (1365), Guillaume Gaboreau (1368-72).

(3) Noms des receveurs : G. Guillot, 1331-1335 ; Pierre Chartren, 1387-91 ; Pierre Gripon, 1385-88.

(4) *Recueil*, n° 300 (27 août 1333), p. 235, 264, n° 299 (août 1333).

(5) Jean Bernard en 1380, *Recueil*, p. 288.

grandes familles de la ville, tel que Jean Acton (1). Il gère les biens de l'hôpital de la commune. Le *clerc* de la commune, qui est aussi parfois investi des fonctions de procureur, comme en 1331, et qui porte aussi le nom de garde de l'échevinage, est le secrétaire du maire et des échevins (2). Des *hucheurs*, organisés en corporation et dirigés par un *maître* hucheur, ont charge de proclamer « ès places et carrefours » les ordonnances municipales et d'annoncer les événements qu'on leur donne mandat de notifier (3). Des sergents, en nombre variable, habillés sur le produit des amendes, assurent l'exécution des sentences de l'échevinage, assistent les échevins, le procureur, le receveur dans leurs attributions (4).

La commune, au cours de cette période, parvient à l'aide des embarras du pouvoir royal, à affermir et même à étendre ses prérogatives. Investie de la personnalité civile et administrative, elle possède en premier lieu le droit de sceller ses ordonnances ou actes ; c'est la marque visible de sa souveraineté juridique et politique. En 1332, le grand sceau de la ville représente d'un côté l'enceinte fortifiée, de l'autre une fleur de lys et un cavalier armé d'une massue. Un petit sceau (*ad causas*) est réservé pour les actes judiciaires (5). En vertu de cette personnalité, la commune est apte à acquérir toutes sortes de fiefs, domaines, cens et rentes (6). Elle peut même exercer le droit de patronage pour la collation des bénéfices ecclésiastiques. La veuve d'un bourgeois, Roger Langlois, lègue ainsi à ce corps municipal le pouvoir de présenter le desservant de la chapelle de Saint-Jean-l'Evangéliste en l'église Saint-Porchaire (7).

La plus importante des prérogatives d'ordre politique, celle de la justice, avait été volontairement restreinte par le pouvoir royal, lors de la concession des chartes de 1214 et de 1222. Le roi s'était réservé formellement les cas royaux et la haute justice (8). Ces restrictions plaçaient la commune de Poitiers dans une situation inférieure à celle de villes

(1) Jean Morreil, 1356-60, *Rec.* p. 175, 178, 189 ; Jean Acton (1377), *ibid.* p. 273.

(2) *Recueil*, n°s 280, 379 359. Noms de *clercs* cités par les documents ; Guillaume David, 1329 ; Jean de la Barre, 1351 ; Huguet de Prahecq, 1345.

(3) *Recueil*, n° 322 (1337), p. 60.

(4) *Recueil*, n° 295.

(5) *Recueil*, p. 16, n° 306.

(6) *Recueil*, n° 278 (1329).

(7) *Recueil*, n° 365 (26 février 1347).

(8) Chartes, 1214, art. 1 ; 1222, art. 17 et 22.

moins importantes, telles que Niort et Saint-Jean-d'Angély, qui avaient obtenu au XIV^e siècle une juridiction plus étendue que la sienne, sans parler de celles, comme La Rochelle et Bayonne, auxquelles avait été concédée la plénitude des droits de justice, précieuse garantie de leur autonomie. L'importance politique et militaire de Poitiers, ancienne capitale de l'Aquitaine, avait paru à la royauté exiger un régime moins libéral, garant de l'autorité monarchique. Les Valois l'avaient maintenu ; ils s'étaient bien gardés d'enlever à leur prévôt la juridiction dont il jouissait sur une partie de la ville et de la banlieue. Ils maintenaient avec soin les prérogatives du Parlement et du sénéchal. Ils se bornaient à réprimer les abus et excès de zèle de leurs officiers, surtout du prévôt, qui prétendait connaître de causes enlevées au tribunal de l'échevinage. En ce cas, c'est le sénéchal qui jouait le rôle de juge supérieur, et en dernier ressort intervenait le Parlement (1). Un revêtement fut imposé au pouvoir central par la nécessité de rallier à sa cause la grande commune de l'Ouest, dont Plantagenets et Valois se disputaient l'appui. Au moment du conflit renaissant, pendant la crise ouverte en 1369, le Prince Noir reconnut enfin à la commune de Poitiers tous les droits de haute justice en matière civile et criminelle ; il n'exceptait que les cas de lèse-majesté, les faits des monnaies, les crimes de falsification du scel royal et l'exécution des condamnés à mort. La justice communale s'étendit sur toute la ville, et le prévôt perdit sa juridiction rivale de celle du maire ; la concession donnait en effet à la commune « tout ressort et toute souveraineté » (2). Ce fut le triomphe de l'autonomie communale, et Charles V s'empessa de le confirmer en proclamant par ses lettres de décembre 1372 les droits de haute justice de la ville de Poitiers (3). Les documents ne nous apprennent par malheur à peu près rien, pour cette période, sur le fonctionnement du tribunal municipal ou de l'échevinage que présidait le maire, assisté des échevins, et auquel étaient soumis tous les habitants ou bourgeois de Poitiers. Tout au plus, montrent-ils la cour de justice municipale qui siégeait, semble-t-il, le lundi en *chambre des plaids* dans l'hôtel de l'échevinage, examinant des procès de police économique et prononçant des amendes (4). La juridiction municipale

(1) Exemple 19 juillet 1357, *Recueil*, p. 178 (20 déc. 1336), *ibid.*, n° 319.

(2) Lettres du 17 octobre 1369, *Recueil*, p. 242 ; *Ordon.* XV, 275.

(3) Voir ci-dessus.

(4) *Recueil*, n° 292 (1332), n° 294 (1333).

s'exerce toute l'année, sauf pendant les trois jours des Rogations, où l'abbé du chapitre Notre-Dame-la-Grande en est investi et reçoit du maire les clefs de la ville. Une sentence du lieutenant du sénéchal confirme (vers 1340) cette restriction en faveur du chapitre, et renouvelle l'arrêt rendu à ce sujet en 1318 ainsi que les accords de 1261 et de 1278 (1).

L'autorité de la commune est presque illimitée en matière d'administration locale. Le maire et l'échevinage édictent des ordonnances et règlements relatifs au droit privé, à la police, aux finances, à la voirie, à l'industrie et au commerce. Toutefois, peu de témoignages de leur activité à cet égard ont survécu. Les documents qui nous restent montrent que le maire et les échevins s'occupent de répartir les impôts royaux et municipaux, d'en assurer la levée, de régler les fonctions des agents de la commune, de rédiger, avec le concours des intéressés, les statuts des métiers, de les faire proclamer et exécuter. Ils exercent également la police de la voirie, autorisent la construction des établissements industriels, tels que les tanneries du Pré l'Abbesse. Ils s'occupent de la police des subsistances, notamment de celle de la vente du pain. Ils réglementent certaines industries, telles que la boulangerie, la fabrication des draps, des articles de sellerie, des produits en étain. Ils font faire devant les échevins, délégués à cet effet, des expériences techniques, par exemple dans les moulins. Ils vont inspecter les ateliers, les boutiques, les marchés ; ils peuvent infliger des procès-verbaux et citer les contrevenants devant le tribunal de l'échevinage (2). Cette police, partagée avant 1369 entre la commune et le prévôt (3), tend à être monopolisée depuis cette date par l'échevinage.

Les pouvoirs militaires de la commune ont été au contraire peu à peu restreints par le pouvoir central. La royauté, soucieuse de ne laisser subsister à côté d'elle aucune organisation capable de lui porter ombrage, a laissé volontiers à la bourgeoisie la faculté de se décharger de ses obligations militaires réelles, moyennant le paiement de subsides de guerre. Ainsi tombe peu à peu le service d'ost, auquel au XIII^e siècle les bourgeois s'astreignaient encore. À l'occasion des expéditions de Flandre, de Saintongé, de Guienne, on convoque les habitants de Poitiers, nobles, gens d'église, bour-

(1) *Recueil*, n° 378.

(2) *Recueil*, p. 19, n° 292 (1332), 297 (1333), 348, 359, 374, 390 (1353), p. 207, 279, 280.

(3) *Recueil*, p. 19 ; n° 297.

geois, tantôt à Arras où à Amiens, tantôt à Saintes, tantôt sur les côtes du Bas-Poitou. Les habitants de la châtellenie, paysans et tenanciers, continuent d'être classés dans la suite (*secta*) du maire et de la commune. On conserve jusqu'en 1340 la coutume de dresser les listes de *sergents* que devraient fournir à l'armée les ecclésiastiques, les nobles, les bourgeois, les roturiers de la ville et de la banlieue. Mais cette milice communale n'est plus qu'un mythe ; les rôles des sergents ne sont plus que des rôles d'impôts, chaque particulier ou chaque groupe se bornant à verser une somme d'argent plus ou moins forte, pour solder des mercenaires que le roi se charge de lever. La commune répugne à acquiescer le service réel et le roi s'empresse d'interdire à ses agents de l'exiger, si les taxes de rachat sont acquittées (1). De l'ancienne obligation militaire, subsiste l'autorité dévolue au maire et à la commune sur tous les contingents de la ville et de la banlieue. Les sujets du roi, justiciables du prévôt, ceux des bourgs privilégiés et des seigneurs de la châtellenie, de même que les nobles, les clercs et les bourgeois, continuent à faire partie à cet égard de la suite du maire (*de secta majoris et communitatis*) (2).

Mais dans la réalité, le pouvoir militaire du maire et de la commune ne s'exerce plus que pour garantir la sécurité locale. Il se borne au service de forteresse. De ce point de vue, il est précisé et renforcé, sous la surveillance des lieutenants et capitaines généraux du roi, de manière à établir nettement la sphère d'attributions de la commune et celle de l'agent royal, le capitaine du château. A ce dernier appartient la garde exclusive de la forteresse qui barre à la porte Saint-Lazare la route de Paris à Bordeaux, et où il peut requérir le concours des habitants de 10 paroisses de la châtellenie. Au maire appartiennent le privilège et la charge d'assurer la garde de tout le reste de la ville et de sa vaste enceinte fortifiée. Pour en garantir la sécurité, après le désastre de 1346, en vertu des ordonnances de 1347, 1359, 1373, est constituée une organisation militaire municipale qui a pour principe l'obligation du service armé pour les habitants, même *clercs et nobles*, de la ville et de la châtellenie, à l'intérieur de Poitiers, en vue de la garde des rues, portes, ponts, tours et remparts. Les redevables, tenus de s'armer à leurs frais, furent probablement dès lors formés en compagnies par quartiers ou paroisses, mais on ignore pour cette

(1) *Recueil*, n° 284 (1329), 328 (1338), 351 (1342), 343 (1340).

(2) *Recueil*, p. 54, rôle de 1337, n° 322.

période les détails précis de cette organisation. A plusieurs reprises, le droit de la commune à requérir pour le service de garde des habitants de la châteltenie, sauf ceux de 10 paroisses, fut confirmé par le roi, notamment en 1359, 1365, 1367, 1374 (1).

Le maire et la commune conservent et exercent une autre prérogative importante d'ordre militaire, celle de la garde et de l'entretien des fortifications. Ils s'en étaient fort mal acquittés pendant la période de paix, d'ailleurs avec la connivence des agents royaux, si bien que l'enceinte avant 1340 tombait en ruines. Il fallut la leçon de 1346 pour déterminer un vigoureux effort de redressement et pour rappeler les officiers royaux et les autorités municipales à leur devoir. La royauté prit des mesures énergiques pour faire lever à cet effet des subsides spéciaux sur la ville et la banlieue. Elle les fit payer au besoin « par prise de corps » et contraignit au paiement toutes les classes sociales, même les clercs (2). Le maire et les échevins partagent avec le sénéchal ou ses délégués le droit d'inspection des fortifications, et décident, de concert avec les agents royaux, les travaux de construction ou de réfection à exécuter. Un document de 1380 montre que ces travaux sont à cette époque dirigés par un architecte ou ingénieur, délégué de la ville, Guiart Barbe, sous la haute surveillance du lieutenant du sénéchal, Guillaume de Torsay, qui reçoit une indemnité de 1 l. par jour pendant 15 jours, et une autre plus élevée pour une inspection générale de la ville (15 l. pour 5 jours). L'état des dépenses qui nous a été conservé atteste que depuis la porte Saint-Lazare jusqu'à celle de la Tranchée, les ponts, les tours, les créneaux, les remparts furent l'objet d'une réfection minutieuse, notamment les remparts de Bajon et du Pré-l'Abbesse, de Rochereuil, du pont Saint-Cyprien, les tours Maumussart (près de la Tranchée) et de Pontachard (3). Poitiers devait, grâce à ces soins, traverser le reste de la guerre de Cent Ans sans subir de nouvel assaut.

La commune ne put éviter, dans cette période critique, les charges fiscales que lui imposa la royauté, sous forme de subsides, de prêts, d'aides, de subventions, de taillées (4). Du moins, elle se fit reconnaître trois prérogatives précieuses : le droit de consentir ces impôts nouveaux, celui d'y

(1) Voir ci-dessus.

(2) Voir ci-dessus ; et notamment, *Recueil* nos 399, 403, 405, 343 ; et p. 309.

(3) Voir ci-dessus (1^{re} partie) et *Recueil*, p. 309.

(4) Voir ci-dessus, 1^{re} partie.

soumettre toutes les classes, et enfin celui d'en assurer la répartition et la levée. Le principe du consentement de l'impôt royal est reconnu formellement par le pouvoir en 1329, à la suite de la réclamation du maire. Si la commune renonce provisoirement et sous réserve aux exemptions que lui assurent ses privilèges, c'est avec la condition qu'elle « consentira et concèdera » les subsides requis par les agents du roi, puisqu'il n'y a pour elle de ce chef aucune obligation (1). C'est pourquoi en 1329, comme en 1337, en 1352, en 1357, en 1373, en 1380, des assemblées formées des bourgeois, gens d'église et habitants de Poitiers et des paroisses de la châtellenie délibèrent au sujet de l'octroi des subsides (2). D'autre part, nul impôt royal ne peut être levé subrepticement sur la commune ; il faut que le roi l'ait fait proclamer et notifier (3). De plus, les bourgeois ont soin de faire admettre le principe de l'égale participation de tous à l'impôt royal. En 1329, en 1337, en 1342, en 1345, en 1352, en 1357, comme en 1373 et en 1380, tous les habitants de Poitiers et de la banlieue sont astreints à payer les impôts de guerre et figurent sur les rôles. On y voit mentionnés par exemple en 1329 le vicomte de Châtellerault, possesseur de fiefs dans la châtellenie, l'abbé de Montierneuf, les chapitres Saint-Hilaire et Saint-Pierre, l'abbesse de la Trinité, l'évêque, les prieurs de Vouneuil et de Ligugé, bref 102 groupes ou individus appartenant aux diverses classes sociales, depuis les clercs et les nobles jusqu'aux tenanciers ruraux et aux artisans urbains. Il en est de même en 1337 (4). En 1345, les nobles de la châtellenie ayant refusé de participer au subsidé, le commissaire du roi autorise le maire à user de contrainte à leur égard (5). Cinq ans plus tard, l'abbesse de la Trinité se fait délivrer quittance par le maire pour le versement de sa quote-part (5 s. par semaine, 13 l. par an), représentant l'impôt destiné aux fortifications (6). Les officiers et le personnel de la Monnaie de Poitiers, ayant prétendu s'exempter de cette taxe, le roi ordonne au maire et aux échevins de les y obliger (7). Il en est de même en 1373, en 1374 et en 1380 (8). pour tous les

(1) 24 mai 1329, *Recueil*, n° 283 ; 1345-46, *ibid* n° 362.

(2) Voir ci-dessus et de plus, *Recueil*, p. 260 (1373) et 286 (1380). 287, 288.

(3) *Recueil*, n° 353 (1342).

(4) *Recueil*, p. 11 (1329), n° 322 (1337).

(5) 26 juillet 1345, *Recueil*, n° 360.

(6) *Recueil*, n° 373 (30 août 1350).

(7) *Recueil*, n° 395 (8 février 1354).

(8) Voir ci-dessus 1^{re} partie et *Recueil*, p. 286 et suiv.

privilégiés. Dans le rôle détaillé relatif au subside imposé à cette dernière date, figurent effectivement l'évêque, tous les corps religieux, les gentilshommes, aussi bien que les bourgeois, les artisans et les paysans.

Enfin, le maire et les bourgeois ont le droit de procéder par eux-mêmes à la répartition et à la levée des impôts royaux, du moins à l'égard des redevables qui dépendent directement de la commune. Cette prérogative est reconnue en 1329, lors de la concession du subside pour la guerre de Flandre. Le mandataire royal stipule que l'impôt sera réparti par le maire et les échevins « entre les habitants de « la ville, des faubourgs et de la châtellenie qui font partie « de la *secta* » (1). Les officiers du roi répartissent et lèvent le subside sur les hommes des bourgs privilégiés, de la prévôté et de la banlieue qui ne sont pas sous la juridiction communale (2), mais les agents royaux peuvent confier au maire et aux échevins le soin de procéder à la répartition et à la levée générale. En 1337, le commissaire du roi prescrit que l'impôt octroyé par la commune sera réparti par le maire et deux *prudhommes* dans le territoire communal, tandis que pour la prévôté et hors de la juridiction communale, il devra être réparti et perçu par trois autres *prudhommes*, qui taxeront chaque redevable suivant ses facultés. « Les répartiteurs prêteront serment sur les Evangiles de « bien et loyalement imposer. » C'est le maire qui fait dresser le rôle général des contribuables, mais ce sont les agents du roi qui opèrent la levée en dehors de la juridiction de la commune (3). En 1338, c'est le maire, aidé d'un échevin, « appelé un *bonhomme* de ladite ville », choisi en dehors de la commune, qui répartit le prêt de 500 l. requis des habitants (4). Plus tard en 1380, la répartition de la taillée de 1000 l. est faite, suivant les instructions du sénéchal, de l'évêque et du maire, par les soins de l'abbé de Saint-Hilaire de la Celle, de deux chanoines, l'un de Saint-Hilaire-le-Grand, l'autre de Sainte-Radegonde, avec le concours de 3 bourgeois (5).

Quant à la perception ou levée de ces impôts royaux, elle est assurée, soit par les fermiers, comme dans le cas de la taxe des 6 d. pour livre (6), soit par des *collec-*

(1) *Recueil*, n° 283 (24 mai 1329).

(2) *Recueil*, p. 8.

(3) *Recueil*, n° 321 (12 août 1337).

(4) *Recueil*, n° 331 (7 août 1338).

(5) *Recueil*, p. 286, 287.

(6) Voir ci-dessus, 1^{re} partie.

teurs, quand il s'agit des subsides et taillées, c'est-à-dire des taxes directes. En 1337, le rôle du subside indique les noms des bourgeois, au nombre d'un ou de deux par paroisse, suivant l'importance de celle-ci, choisis, semble-t-il, par les contribuables pour la collecte (1). Des collecteurs sont encore mentionnés en 1352 (2), en 1380. Lors de cette dernière « taillée », le rôle indique la liste complète des collecteurs, bourgeois notables, semble-t-il, des 24 paroisses de la ville ; ils sont au nombre de 3 pour les paroisses les plus riches, et en général de 2 pour les autres. Dans les 39 paroisses de la châtellenie, le nombre des collecteurs varie entre 1 et 4 (2). La recette est faite, soit par le Receveur du roi, soit par un receveur municipal, temporairement désigné à cet effet. En 1380, c'est un échevin, Bernard, qui reçoit 25 l. de gages, outre 7 l. pour ses frais de bureau. Il acquitte ainsi 799 l. pour les dépenses des fortifications de la ville aux divers entrepreneurs, et verse le surplus au sénéchal pour les gens de guerre (3). À l'égard des gens d'église, ce sont deux sergents du duc de Berry qui reçoivent la mission de faire la levée (4). Tous ces agents de perception, commis et sergents du roi, collecteurs municipaux ou ruraux, sont poursuivis, en cas de retard, par les commissaires, délégués du sénéchal, à savoir l'official, 1 chevalier et 2 bourgeois, comme en 1352. Contre eux, de même que contre le maire et les bourgeois, le sénéchal et le receveur, sur l'ordre du roi, peuvent décerner des contraintes, comme en 1340 et 1345. Tous sont justiciables de la Chambre des Comptes de Paris (5). Quant aux contribuables récalcitrants, après un délai de 8 jours, ils sont saisis et emprisonnés, ainsi qu'il arrive en 1337 à 8 tenanciers de Bonillet (7).

La commune, collectivité politique et administrative, possède de son côté des ressources particulières, qui proviennent, soit de ses domaines, soit de ses droits seigneuriaux. Elle administre ses finances domaniales à son gré, sans ingérence et sans contrôle du pouvoir central, qui n'a à cet égard aucun droit de tutelle. Les recettes domaniales de la

(1) *Recueil*, n° 323 (1337).

(2) *Recueil*, n° 381 (mars 1352).

(3) *Recueil*, p. 291 (compte de la taillée, 1380).

(4) *Recueil*, p. 288, 314.

(5) *Ibid.*, p. 302.

(6) *Recueil*, n° 283 (mai 1329), 358 (février 1345), 381 (mars 1352). *Arch. hist. Poitou* XIII-165 (1340).

(7) *Recueil*, n° 322, p. 60.

commune consistent d'abord en *droits seigneuriaux*. Elle est en effet en possession des prérogatives d'une puissance féodale, soit à Poitiers même, sur le territoire situé hors de la prévôté et des bourgs privilégiés, soit dans la banlieue et le comté de Poitou, partout où elle possède la seigneurie foncière, comme dans une partie de la paroisse de Bonneuil, et dans ses domaines du Loudunais, du Mirebalais, de la région de Gençay. Le produit des redevances féodales et droits seigneuriaux est minime, plus honorifique que réel. A Rochemioux (paroisse de St-Secondin), dont le maire, représentant de la commune, est seigneur, à charge de prêter hommage au suzerain le sire de Gençay, auquel il paie 40 l. de vin à chaque mutation, et où il reçoit de son côté l'hommage d'un arrière vassal, le sire de Vitré, ce dernier doit à la ville de Poitiers 6 s. de « *chamberlage* » à chaque mutation : il en est de même d'un autre hobereau qui doit 5 s. (1). Quant aux tenanciers roturiers de cette seigneurie, qualifiés « *hommes couchants et levants du maire et de la commune de Poitiers* », ils sont justiciables du sergent et des assises du maire pour la basse justice (*basse voirie*) jusqu'au taux de 7 s. 6 d. d'amende (2). De plus, ceux de Vitré doivent affener les foins de la commune sur les terres de la seigneurie de Rochemioux. Ils ne possèdent pas le droit d'usage sur le bois de la seigneurie bourgeoise, à moins qu'ils ne paient une redevance en avoine (*avenage*) pour les bêtes qu'ils y mènent (3). La commune jouit également d'une seigneurie en Mirebalais, à Amberre. Elle y est vassale des Roucy, seigneurs de Mirebeau (1364), sans être astreinte à foi et hommage, mais à charge de payer un besant d'or à muance de seigneur et d'acquitter un cens en argent minime de 5 deniers manceaux (le cinquième d'une livre) et une rente de 5 setiers de froment. Elle a en revanche le droit de basse justice, comme à Rochemioux (4). A Poitiers même, elle exerce le droit seigneurial de four banal, dans un immeuble près de la porte de la Tranchée. En certains lieux, par exemple à Mousterre-Silly, elle a droit au revenu de dîmes ecclésiastiques inféodées. Il en est de même au Breuil de Chenay et à Rochemioux (5).

Les revenus domaniaux, qualifiés *deniers patrimoniaux*, les

(1) *Ibid.*, p. 219 (1364), n° 371 (7 nov. 1349, acte d'hommage devant le châtelain de Gençay).

(2) *Ibid.* p. 219.

(3) *Ibid.* p. 219.

(4) *Ibid.* 222, 223.

plus substantiels, sont les cens et les rentes en argent perçus sur les domaines de la commune, soit à Poitiers, soit dans la banlieue et le plat pays. L'échevinage fit dresser en 1364 un état de ces « rentes en deniers » qui devaient être acquittées à la St Jean (24 juin) ou à la Noël (25 décembre) ; il comprend 29 redevables. Le calcul récapitulatif, que nous avons eu la patience de faire, montre qu'à ces deux dates, la recette municipale touchait 39 l. au total. D'autres rentes en argent se payaient en une fois à la Toussaint, et atteignent la somme de près de 65 l. (exactement 60 l. 95 sols). Les deux produits réunis forment un revenu de 104 l. (équivalent à plus de 2.000 fr. en valeur intrinsèque) (1). Les rentes en argent proviennent pour une bonne part du domaine immobilier urbain, sur lequel sont élevées des maisons et des établissements industriels. En 1339, par exemple, la commune perçoit une redevance de 16 s. et d'un chapon sur une maison avec atelier sise à Montierneuf (2). D'autres accensements de même nature sont consentis à des industriels sur les bords du Clain, à Chasseigne, où la commune a acheté les emplacements des moulins, moyennant une rente de 12 setiers de froment assignée aux vendeurs, de même qu'au Pré l'Abbesse et que vers la Boivre et l'étang de la Chaussée. Des rentes en argent sont perçues encore sur des places et des maisons d'habitation dans diverses rues, et varient de 30 s. à 5 s. par an. La commune en perçoit aussi sur des vergers, des vignes ou treilles, jusque dans les douves des fortifications (3). Elle en reçoit sur des maisons situées dans la banlieue, au faubourg Saint-Saturnin (4), ainsi que pour des vignes ou treilles à Tranchepied (près de l'emplacement de la gare actuelle) et à Parigny (5). Pour les domaines ruraux, les rentes en argent n'ont qu'un rôle accessoire.

Comme les seigneurs et les propriétaires fonciers, elle reçoit surtout des rentes en nature. L'état de 1364 indique 34 redevables astreints à verser chaque an à la Saint-Michel une quantité déterminée de setiers de froment, de seigle et d'avoine, auxquels on ajoute des chapons, poules (gelines), poulets. Ces rentes proviennent, soit de terres accensées par baux à long terme ou perpétuels, soit de parcelles et de domaines affermés par baux à courte durée. Les censitaires

(1) Etat de 1364, *Rec.*, p. 214 et suiv.

(2) *Recueil*, n° 388 (2 déc. 1339) (bail par le procureur).

(3) *Recueil*, p. 214-216 (état de 1364) ; n° 279 (1329) ; p. 3.

(4) *Recueil*, p. 218 (1364).

(5) *Recueil*, p. 218-216.

de la première catégorie sont de beaucoup les plus nombreux. Ceux de la seconde apparaissent déjà parfois. La terre de Rochemieux par exemple, est affermée pour trois ans, à raison de 30 l. par an. Les domaines de la commune sont disséminés dans tout le Haut-Poitou. On en trouve dans la banlieue, au faubourg Saint-Saturnin, où une terre est accensée pour un demi-setier de froment ; et auprès du *gibet* de la ville, où le cens perçu s'élève à 10 setiers (1). D'autres sont situées à la Forêt (aujourd'hui commune de Saint-Sauvant) et rapportent en 1330 12 l. (2). Ceux de Charrais (commune de Neuville) répartis entre 6 tenanciers fournissent 20 setiers de froment (3). A Ansolesse (commune de Montamisé), divers censitaires doivent par an 7 setiers de blé et deux chapons. A Bonillet (commune de Chasseneuil), les terres de la commune valent 40 setiers de froment et 10 chapons de revenu ; à Forges et au Marchais 6 setiers en tout. A Saint-Georges, à Liniers, à Saint-Cyr, à Sanxay sont dispersés des biens de la commune de Poitiers. Il y en a même au Breuil de Chenay (sur la lisière du département actuel des Deux-Sèvres), pour lesquelles intervient un accord avec le chapitre de Ménigoute auquel est dû l'hommage d'un gant blanc valant 12 d. ; ces terres accensées donnent 1 l. 36 s. de revenu, 16 setiers de froment et 50 s. pour les dîmes inféodées (4).

Au sud de Poitiers, la commune afferme son domaine du Vergnay (commune de Gençay) de 30 l. à 10 l. (5). La seigneurie de Rochemieux (paroisse de Saint-Secondin) fournit 16 setiers, 12 quartes de froment, 13 boisseaux d'avoine, 6 gélines, 2 poussins. L'échevinage y a également la dîme des bêtes et des blés à Vitré, le terrage des blés des terres non moissonnées, et un revenu annuel de 8 à 10 prévendiers (setiers de blé). A Vernon, près de la Villedieu, la commune perçoit une rente de 3 s. et une géline. Toutefois, c'est au nord du Haut-Poitou que sont situés ses revenus fonciers les plus importants après ceux de la région de Gençay. Là en effet à Thurageau (Mirebalais) elle perçoit 49 s. et 17 setiers de froment de revenu pour une terre achetée au seigneur de Dangé au village d'Agrissay. En ce village, une transaction assure aux bourgeois de Poitiers 10 setiers de

(1) *Recueil*, p. 218, 225.

(2) *Recueil*, n° 286.

(3) *Ibid.*, p. 223 (1364), 232.

(4) *Recueil*, n° 336, p. 216, 224.

(5) *Recueil*, p. 215, note 10 (1364).

froment provenant d'une autre rente. La commune reçoit pour l'hébergement du Bouchet, près de Mouterre-Silly, une rente de 100 s. versée par le seigneur de Basses. Sur la terre de Milly, on lui doit par an 4 l. Les seigneurs de Baugay-en-Louduçais lui sont redevables de rentes sur leurs domaines d'Anjou. Enfin, la commune possède en Mirebalais la seigneurie d'Amberre, dont les terres sont accensées à raison de 16 setiers de blé par an en 1351. Cette seigneurie s'accroît des biens d'un débiteur qui avait accensé une partie du domaine pour 8 setiers. Un état de 1364 montre que la commune recevait de plus pour les terres de cette seigneurie en 1364, outre 80 setiers et 12 quarts de froment, 10 setiers d'avoine, 86 s. en argent et de menues sommes en deniers, 7 gélines et 13 poussins, sans compter le tiers de 2 gélines et de 2 poussins, et 18 d. de taillée. Un *suire* (cordonnier) versait 20 s. de rente sur une maison de la commune de Poitiers à Saint-Hilaire de Mirebeau. La *garenne* de la seigneurie était arrentée pour 1 setier (1).

Qu'on ajoute à ces revenus fonciers quelques droits d'usage, notamment ceux dont les bourgeois étaient possesseurs sur les bois de Fontaine-le-Comte, entre Poitiers et Béruges, et que l'abbaye racheta en 1367, moyennant le versement d'une redevance annuelle de 20 setiers de froment (2). Il n'est pas douteux que l'ensemble de ces revenus, partie versée en argent, partie en nature (blés, avoines, volailles), surtout les derniers, représentait des sommes relativement élevées, dont le total est malaisé à établir. Ces rentes se capitalisaient assez haut, puisque le seigneur de Touffou se libère de l'une d'elles, du montant de 10 l., pour 208 l. de capital (3). L'ensemble des revenus communaux en argent, d'origine domaniale urbaine ou rurale, paraît d'après nos calculs approximatifs, atteindre 210 l. à 220 l., qui, suivant la base précédente, auraient représenté un capital supérieur à 42.000 l. au taux de 10 0/0. Il y faudrait joindre les rentes en nature qui forment un ensemble de 240 à 260 setiers de froment, d'une vingtaine de boisseaux d'avoine, et d'une faible quantité de volailles. Le principal élément de ce dernier revenu, le blé, avait une grosse valeur. Le setier de blé en 1362 valait 16 s., ce qui permet de fixer à 200 l. la valeur de cette rente en nature (4). Il est permis d'en conclure que ces

(1) *Recueil*, p. 217 (1364), 218, 234 (1366), n^{os} 298, 307, 311, 406, 407 (1355), p. 162, 222 (1364).

(2) *Ibid.*, p. 219, 238.

(3) *Recueil*, n^o 340 (21 juillet 1340).

derniers revenus devaient dépasser les rentes en argent et que le total des recettes tirées par la commune de ses droits domaniaux divers pouvait atteindre 400 à 500 l. par an. Cette recette eût été appréciable, si elle avait eu un caractère moins précaire. Il est visible que le contrecoup des guerres a dû lui porter une atteinte sensible, puisque le domaine du Vergnay affermé 30 l. en 1310, ne rapporte plus que 10 l. en 1364. D'autre part, les tenanciers paient mal ou point du tout. En 1342, l'un d'eux est condamné à 50 l. d'amende envers la commune, pour un retard de neuf ans dans la livraison d'une terre, promise en échange de 17 ans d'arrérages (1). En 1335 les héritiers des Bauçay doivent 550 l. d'arrérages pour une rente de 40 setiers par an (2). En 1329 et 1353, il faut en venir à la menace d'une intervention des sergents royaux pour contraindre les Berland et d'autres nobles à payer les rentes dues à l'aumônerie municipale (3). Les débiteurs de haut parage, tels que les Oudart et les Bauçay, gentilshommes bien en cour, opposent à la commune les arrêts d'évocation en Parlement et ceux de surséance, pour ne pas payer, si bien qu'un procès engagé en 1336 dure encore en 1348 (4).

En présence de l'accroissement constant des besoins de la collectivité communale pendant cette période troublée, l'échevinage cherche des ressources supplémentaires dans l'aménagement d'anciennes taxes indirectes et dans l'institution de nouvelles impositions. Elle perçoit quelques maigres droits sur les marchés, par exemple 4 l. en 1364 sur la ferme des bancs de la Boucherie (5). Sur chaque charge ou *somme* de pain amenée du dehors à Poitiers pour la vente, la commune requiert 1 denier. La vente du vin est surtout lucrative. Sur chaque pipe (476 litres), depuis 1292, les agents du maire prélèvent 4 deniers. Les vendeurs négligents ou fraudeurs qui ne paient pas la taxe, aussitôt après l'entrée ou la vente du vin, sont sujets à une amende de 60 s., dont 7 s. 8 d. au profit de la commune, le surplus au profit du roi, représenté par le prévôt. Il en coûte 157 s. 6 d. à l'abbé de Fontaine-le-Comte pour avoir fait entrer subrepticement son vin au bourg de Saint-Hilaire (6). Au cours du XIV^e siècle, apparaît une autre taxe, celle qui frappe la vente du

(1) *Recueil*, n^{os} 293, 355 (1333-42).

(2) *Ibid.*, n^o 298.

(3) *Ibid.*, n^{os} 388 et 281 (1329).

(4) *Recueil*, n^{os} 315, 316, 325, 356.

(5) *Recueil*, p. 216.

(6) *Recueil*, n^o 304, et p. 220.

bétail ou bêtes à pied fourché, qui procure à la ville à la mi-carême (probablement à l'occasion de la foire) 10 l. par an (1). Enfin, naissent, sous le nom de droits de *barrage*, les premiers octrois dont la ville va amplifier le rendement pendant cinq siècles, et qui sont concédés (*octroyés*) par le roi ou le prince apanagiste, en vue de fournir les ressources nécessaires aux travaux des fortifications. En 1347, un premier *barrage* ou *péage* est accordé à la ville pour trois ans par le lieutenant du roi ; il est renouvelé pour 3 autres années en 1352 et pour 2 ans en 1357. Le duc de Berry le rétablit en 1373 pour un an sous le nom de *barrage* ou de *soquet*, après délibération de tous les habitants, bourgeois, nobles, gens d'église. Le droit est d'abord affermé. Comme les fermiers ne paient pas, le duc en confie la perception au maire, au procureur du roi et à un chanoine de Sainte-Radegonde. L'octroi est désormais définitivement établi, et son premier tarif est fixé avec l'assentiment du duc en 1375. Il frappe de taxes variables non spécifiées toutes les céréales et légumes, le bétail de toute espèce, le poisson frais, sec ou salé, le sel, les huiles et les graisses. Le foin paie 6 d. par charretée, 1 d. par somme ; la paille 2 d. par charretée ; le bois de chauffage 4 d. par charretée et le charbon de bois 6 d. ; la somme de bûches 5 d. Les bois d'ouvrage sont taxés à raison de 10 à 4 d. par charretée ou somme. La charretée de chaux paie également. La mercerie et l'épicerie acquittent 2 d. par charge de colporteur. Les filés de laine, de chanvre et de lin sont taxés à raison de 6 d. par livre. La caisse de lainages et de toiles acquitte 6 d. par livre et le fardeau de robes et tissus fins de 20 s. à 5 s. Quant aux soieries, elles paient aussi, mais le tarif n'indique pas la taxe. Les articles de sellerie acquittent 6 d. par livre ; ceux de tannerie 6 d., de même que ceux de ferronnerie. La verrerie, la poterie, la céramique ne sont pas épargnées. La poêlerie, la poterie de cuivre et d'étain, les articles d'armurerie acquittent 6 d. par livre, et cette taxe s'applique à tous les articles non dénommés. La perception est adjugée à des fermiers qui versent la recette à la fin de chaque semaine. Le produit du *barrage* paraît avoir été affermé en 1373 pour 600 l. à 3 adjudicataires qui avaient donné comme garantie tous leurs biens, mais qui se déclarèrent incapables de tenir leurs engagements (2). Telle fut l'ori-

(1) *Ibid.*, p. 217.

(2) *Recueil*, nos 364 (1347) ; 385 (juin 1352) ; p. 179 (juillet 1357) ; 259 (nov. 1373), 260, 269 (janv. 1375), 276 (juillet 1377).

gine de la plus lucrative des nouvelles ressources du budget communal. Mais elle ne semble pas avoir suffi longtemps à conjurer la pénurie dont ce budget souffrait et qui resta à l'état chronique.

III

L'état social et économique de la Commune de Poitiers pendant la première moitié de la guerre de Cent Ans.

Des documents de sèche apparence contenus dans ce recueil, on peut extraire des renseignements très dispersés qui permettent de tracer une esquisse de l'état social et économique de la commune pendant cette période.

La physionomie de la ville a peu changé. C'est toujours la cité, ample pour l'étendue, aux rues étroites et sinueuses, coupée de venelles, de ruelles, aux maisons à pignons et à auvents, souvent accompagnées de jardins ou mêmes de terres en culture. Çà et là les hôtels des gentilshommes, des prélats, des bourgeois. Partout des églises et des chapelles, avec leurs cimetières, des abbayes avec leurs murs et leurs enclos. La ville est divisée au point de vue administratif, comme au point de vue religieux, en 24 paroisses, très inégales d'étendue et d'aspect, dépendant les unes des juridictions ecclésiastiques, les autres de la prévôté royale, la plupart de la commune, qui depuis 1369 étend sur toutes son autorité, de l'aveu du roi. Dans le bourg Saint-Hilaire, ce sont les paroisses de Saint-Hilaire-le-Grand, de Saint-Pierre-l'Oustau, de Sainte-Triaise, toutes trois habitées par une population riche ou aisée, et la petite paroisse de N.-D. la Chandelière. Dans la ville proprement dite, se trouvent les paroisses de Saint-Hilaire de la Celle, dont la population aisée voisine avec la population pauvre des paroisses de Saint-Sulpicien et de Notre-Dame-l'Ancienne, près de la place Saint-Pierre-le-Puellier. Auprès de là, on rencontre la paroisse peu aisée de la Résurrection, voisine de l'abbaye de la Trinité. Au centre se pressent les paroisses riches, Saint-Porchaire, surtout Saint-Didier, la première de toutes, Notre-Dame-la-Grande, Notre-Dame-la-Petite, Saint-Cybard, Saint-Savin, Saint-Michel, Saint-Etienne, Saint-Paul, Sainte-Opportune. Dans les bourgs Sainte-Croix et Montierneuf, on trouve deux paroisses de population aisée, Saint-Jean-de-Mon-

neuf et Sainte-Radegonde. Dans les bas quartiers, se groupe une population pauvre, celle des paroisses Saint-Germain, Saint-Hilaire-entre-les-Eglises près de la cathédrale, Saint-Palayne (ou Pélage), actuellement rue d'Argent, Saint-Austrégésille (Saint-Oustrille), près de l'église et sur la place Sainte-Croix (1). Le cœur de la ville est formé par l'ensemble de rues, dont les principales sont les rues de l'Aguillerie (rue Gambetta), de l'Annonerie, de la Regratterie, des Vieilles-Boucheries, centres du commerce, la Grand'Rue qui descend vers l'étang de Montierneuf (rue de la Prévôté et rue de la Chaîne actuelles), les rues de la Barre, de Paille, de la Tranchée (2). L'enceinte réparée est redevenue formidable après 1360 et surtout après 1380. Les documents en énumèrent les portes et les tours, ainsi que les ponts, qui enjambent le Clain ou la Boivre : porte Saint-Lazare, près du pont de la Chalaistre (sur la Boivre), au bout de la rue de la Chaussée (de l'étang de Montierneuf) et en avant du Château : porte et pont de Rochereuil, tours et porte Bajon, en face la rue des Pouples, à côté de la tour des Moulins, qui donne accès au gué des Gallois ; pont Joubert, à l'issue de la Grand'Rue actuelle ; tours des Meuniers et des Moulins du Château ; tours, porte et pont Saint-Cyprien ; tour de Mau-musart près de la porte de la Tranchée ; tours des étangs de Saint-Hilaire (Pontachard) avec une muraille neuve sur le marais (3). A l'intérieur, d'autres portes donnent accès au bourg Sainte-Croix et à celui de la cathédrale Saint-Pierre, derrière Sainte-Radegonde ; la porte le Comte conduit au Palais (4). Dans la banlieue, on aperçoit, du haut des remparts, le gibet, non loin de la porte de la Tranchée, les vergers, les vignes, les champs, les bois qui forment autour de la ville une ceinture verdoyante, parsemée des villages des paroisses de la châtellenie (5).

Au premier rang des classes de la société poitevine, apparaît le clergé. D'après le rôle de la taillée de 1380, il ne comprend pas moins de 137 membres, abbés et dignitaires des abbayes et des chapitres, chanoines, archiprêtres, curés des paroisses, chapelains, non compris les membres inférieurs nombreux de ce corps, qui sont exempts de la taxe. En tête, l'évêque, qui marche de pair avec le représentant du roi, le

(1) *Recueil*, p. 290 (1380, compte de la taillée), 215.

(2) *Ibid.*, et p. 215, 231.

(3) Compte de 1380, *Recueil*, p. 310. — Détails sur l'enceinte dans les études Rédet (*M. S. A. O.*, 1859).

(4) *Recueil*, p. 215, 313.

(5) *Recueil*, p. 225.

sénéchal, s'il ne le dépasse. Puis, les dignitaires des chapitres : Saint-Hilaire-le-Grand, avec son trésorier, son chantre, son sous-chantre, son chapelain général, son maître-école, son prieur des cloîtres, son infirmier ; Saint-Hilaire de la Celle, avec son abbé ; Saint-Pierre-le-Puellier, avec son trésorier ; Notre-Dame-la-Grande, avec son abbé, son chantre et son aumônier ; Saint-Pierre, avec son doyen, son prévôt, son chantre et son sous-chantre, son sous-doyen, son chévecier, et son prieur. Puis viennent les abbayes urbaines : Saint-Cyprien et son abbé, avec ses officiers, chambrier, sacristain, infirmier, maître de l'œuvre, cellerier, pitancier, aumônier ; Montierneuf et son abbé, escorté aussi du chantre, du pitancier, de l'aumônier, de l'infirmier, du sacristain, du prévôt ; la Trinité, son abbesse et ses officières, la prieure, la celletière, la chevecière ; Sainte-Croix, enfin, avec un cortège analogue, où l'on remarque de plus une réfectorière. Dans l'enceinte de la commune ou dans sa banlieue, d'autres abbayes se trouvent représentées, en rapports fréquents avec la bourgeoisie. Ce sont celle de Saint-Benoît de Quinçay, où l'abbé est accompagné de son chantre, de son infirmier, de son célerier, de son sacristain, de son chambrier ; de même que celles de Fontaine-le-Comte, du Pin, de Bonnevaux, de la Réau (Saint-Martin-l'Ars), voire celles de Luçon, de Fontevrault, de Saint-Denis, de Marmoutiers et de Saint-Jouin de Marnes. Une foule de prieurs dépendent de ces abbayes, dans la ville, celui de Barbaste, subordonné de Saint-Jouin, et ceux de Saint-Porchaire, de Saint-Nicolas et de Saint-Paul ; dans la banlieue et au loin, ceux de Saint-Julien-l'Ars, des Roches, de Smarves, de Nieuil-l'Espoir, de Pouillé, d'Amberre, dépendants de la Trinité ; ceux encore de Vouneuil-sous-Biard et de Saint-Just de Chauvigny, dépendants de Saint-Cyprien ; de Mézeaux (près de Ligugé), dépendant de Fontaine-le-Comte ; de la Vayolle (Nieuil), dépendant de Grandmont ; de la Chapelle-Moulière, dépendant de Montierneuf ; sans compter ceux de Jaunay, de Croutelle, de Ligugé, de Saint-Denis-en-Vaux, de Naintré, de Saint-Romain-sur-Vienne, de Saint-Flour (près de Châtellerault), de Cernay (près de Lençloître). Dans le clergé séculier, émergent les 24 curés des paroisses de Poitiers, les 37 curés des paroisses de la banlieue, les 6 chapelains, desservants des chapelles de la ville. Au-dessous existe un nombre inconnu de prêtres et de membres subalternes du corps ecclésiastique. Le chiffre des moines échappe aussi à toute appréciation. Enfin, au clergé se rattachent les membres de l'ordre religieux militaire de Saint-Jean de Jérusalem, qui a

placé à Poitiers la direction d'une de ses grandes provinces, celle du grand prieuré d'Aquitaine, dont l'hôtel se trouvait dans la Grand'Rue, au n° 159, et dont dépendent dans la banlieue les commandeurs de la Villedieu et de Saint-Georges, celui-ci suzerain du seigneur d'Avanton, et le bailli de Jaunay (1).

L'influence du corps ecclésiastique ne dépend pas uniquement de son pouvoir religieux. Elle provient pour une large part de sa richesse territoriale. Il détient nombre de fiefs, de seigneuries, de domaines, d'immeubles urbains et ruraux, dans la ville et la banlieue. Ainsi, l'abbaye de Saint-Benoît a des rentes sur des maisons à Poitiers, notamment au carrefour de la Barre et de la rue qui descend à la porte Saint-Cyprien. L'abbé de Bonnevaux est possesseur d'un hôtel derrière celui des Trois-Piliers ou Piliers de Gautier, qui appartient à l'abbaye de Luçon. L'abbaye de Fontaine-le-Comte est propriétaire d'un autre immeuble au bourg Saint-Hilaire, près de la porte de la Tranchée. Le logis de Barbaste appartient à Saint-Jouin de Marnes. L'abbaye de la Réau a une maison près de Sainte-Croix. Quant aux abbayes et chapitres urbains, ils comptent parmi les plus opulents propriétaires de la ville, notamment dans les bourgs groupés autour d'eux. Ils détiennent des maisons d'habitation et des immeubles à usage industriel ; ils perçoivent une foule de cens et de rentes foncières ou seigneuriales ; ils ont des tenanciers et des vassaux. L'abbaye de Sainte-Croix, par exemple, a des terres entre la fontaine au Pape et le Clain, une grande prairie, le Pré l'Abbesse, avec le droit de basse voirie jusqu'à 7 s. et demi d'amende, des fours et des moulins. Dans la banlieue, nombre de vassaux et de tenanciers dépendent de l'évêque, des chapitres, des abbayes, qui ont aussi des terres et des bâtiments d'exploitation (*granges*). Les rôles de 1329, de 1337, de 1380 énumèrent leurs *hommes* ou sujets. Sans parler de l'évêque, haut baron de Chauvigny, de Dissay, d'Avanton, de Chasseneuil, suzerain de diverses paroisses de la châtellenie, qui lui doivent guet et garde, Saint-Hilaire-le-Grand, la Celle, Saint-Pierre-le-Puellier, Montierneuf, la Trinité, Sainte-Croix, outre les abbayes voisines ou étrangères à la châtellenie, et les prieurs, ont un grand nombre de domaines, de tenanciers et de sujets (*hommes*). L'abbesse de la Trinité, par exemple, a la seigneurie de Saint-Julien-l'Ars, des Roches-Prémarie, de Smarves, et y exerce la haute justice. Saint-Pierre-le-Puellier est propriétaire de

(1) *Recueil*, p. 62, 295, etc.

tout un domaine à la Grange, près du Porteau (1). Les autres collectivités religieuses ne sont pas moins riches, ou le sont même davantage, bien que la guerre en ait éprouvé quelques-unes, telles que Fontaine-le-Comte, qui reçoivent des dédommagements (1).

Le corps ecclésiastique est pourvu de privilèges que la commune, comme les gens du roi, doivent respecter. L'évêque a sa *cour* (tribunal), dite « de l'évêché et de la chapelle du palais », qui a un auditeur, pourvu d'un sceau spécial où figure saint Pierre, les clefs en main (2). Le doyen et le chapitre Saint-Hilaire font reconnaître leurs prérogatives judiciaires dans les limites de leur bourg ; en 1352, ils obligent le sénéchal à faire remettre en liberté un particulier accusé de crime, que les gens du roi se sont avisés d'y arrêter (3). Non seulement Sainte-Croix a sa basse justice, à l'encontre « de toute personne qui mesfait » en son bourg, mais encore elle est sous la sauvegarde du roi et du mandataire de celui-ci, le bailli des exemptions de Touraine, qui intervient contre un sergent royal trop zélé, coupable d'avoir saisi le temporel de l'abbaye (sept. 1376) (4). Les commandeurs, prieurs et frères du grand prieuré d'Aquitaine sont aussi sous la sauvegarde du roi (1377). Au chapitre Saint-Pierre-le-Puellier est confirmé l'exercice de la justice qu'il fait rendre en ses assises sur une place voisine de l'église, près de la rue de la Celle, aussi bien que dans la banlieue, à la Grange du Porteau (5). Malgré sa résistance, le maire a dû enfin se dessaisir de sa juridiction pendant les trois jours des Rogations, en faveur du chapitre de Notre-Dame (6). Astreints au service du guet et de garde, les ecclésiastiques sont autorisés à se faire remplacer (7). Ils doivent en principe le service d'ost, mais, comme les autres membres de la commune, ils ont obtenu de s'en racheter en payant l'entretien d'un nombre déterminé de sergents mercenaires : 20 à 30 pour Montierneuf par exemple, 20 pour Saint-Hilaire, 6 pour le prieur de Ligugé. Toutefois, les taxes qu'on leur demande sont réduites à 1 ou 2 livres par sergent, alors que pour bien d'autres catégories de laïques elles s'élèvent à 3,

(1) *Recueil*, n° 322, p. 11, 55, 92, 265, 274, 302.

(2) *Ibid.* p. 3.

(3) *Ibid.* n° 382 (31 mars 1352).

(4) *Recueil*, p. 274, 276.

(5) *Ibid.* p. 93, n° 344 (nov. 1340).

(6) *Ibid.* n° 378.

(7) Voir ci-dessus (1347).

4, 5 livres (1). Enfin, en matière fiscale, ils sont bénéficiaires d'avantages, d'exemptions, de ménagements particuliers. La générosité du prince continue à s'exercer en leur faveur. Les uns obtiennent à leur profit la perception des droits de minage et charnage (2). D'autres, tels que l'abbé de Fontaine-le-Comte, font rétablir aux frais du roi et de la ville les bâtiments de leur abbaye et reçoivent une rente sur le domaine, de même que le prieur de Croutelle (3). Le duc de Berry les protège contre l'exercice du droit de prise (4). Ils ne sont astreints à payer les taxes spéciales de guerre, comme en 1352, 1373, 1380, que si elles ont été consenties par eux, et dans la mesure où l'évêque l'autorise. En 1380 notamment, sur l'ordre de son chef, le clergé ne consent à acquitter que 400 l. sur la taillée de 1000 l. ; un certain nombre de clercs (115) déclinent toute participation à l'impôt ; d'autres ne veulent solder que le quart ou la moitié de la taxe (5). Le corps ecclésiastique, en présence des difficultés financières où la commune se débat, tend à se murer dans son égoïsme (6). D'ailleurs, les gens d'église sont associés à l'exercice de l'administration royale, comme membres du conseil du roi ou du comte, comme auxiliaires du sénéchal, du receveur, des autres officiers royaux, et leur autorité en est accrue au regard de la commune.

Au contraire, celle de la noblesse ne se manifeste d'aucune manière dans nos documents. Elle y passe à peu près inaperçue. Tout au plus, voit-on dans la banlieue s'exercer l'action d'un petit nombre de gentilshommes, tels que le vicomte de Châtellerault, qui y ont des tenanciers (7). Les membres de l'aristocratie sont surtout des agents militaires du roi, et c'est ce pouvoir qu'ils exercent par délégation à l'égard de la commune. On entrevoit qu'un certain nombre réside à Poitiers dans la suite des lieutenants et des capitaines du roi, des châtelains ou encore dans l'hôtel du duc de Berry. Les rôles des subsides, par exemple en 1340, mentionnent quelques nobles qui ont résidence dans la commune (8). Les plus en vue sont le sire de Vivonne, qui y acquiert en 1338 l'hôtel de Forges (9), et le fameux sénéchal

(1) *Ibid*, p. 11, 55.

(2) Voir ci-dessus ; *ibid*. p. 281.

(3) *Recueil*, p. 211, 229, 306 n. 21.

(4) Voir ci-dessus.

(5) *Ibid*, p. 302 et suiv.

(6) Ci-dessus, 1^{re} partie.

(7) *Ibid*, p. 12.

(8) *Ibid*, voir ci-dessus, et n° 346.

(9) *Ibid*, n° 384 (1352).

Guichard d'Angle, qui possède un pied-à-terre au bourg Saint-Hilaire. Quelques-uns sont issus de l'ancienne bourgeoisie, tels les Berland, anoblis en 1321 et qui fournissent une lignée estimée de chevaliers (1), ou Hugues Gorraud, héritier d'une riche famille d'échevins (2). Les premiers en leur hôtel des Halles reçoivent Boucicaut et Chandos (3). Nombreux et influents sont les fonctionnaires ou officiers du roi, qui gravitent autour du sénéchal, de son lieutenant, du procureur du roi, du prévôt, du receveur et du trésorier, du tailleur et du contrôleur de la monnaie. Certains sont propriétaires de leur office. Beaucoup possèdent des biens en ville ou dans la banlieue, comme Aymar de Beaupuy, Jean Barré, gardes du sceau. Jean Rivaud, conseiller du comte, détient un immeuble, paroisse Saint-Didier, rue de l'Aguillerie. Le lieutenant du sénéchal, G. Langlois en possède un autre, près des cloîtres Notre-Dame (4). Quelques-uns amassent de véritables fortunes, par exemple le receveur Crollebois, et surtout les Gillier. Ces derniers, dont la dynastie a pour fondateur un simple hôtelier poitevin, originaire de Lussac, s'élèvent en deux générations, à force de malversations et d'habileté, jusqu'aux plus hautes charges de finances, deviennent Receveurs et Trésoriers du roi, arrivent avec Denis Gillier, le second de la famille, à la mairie de Poitiers jouissent de la faveur des premiers Valois et du duc de Berry, et devenus seigneurs de Puygarreau, grands propriétaires urbains et ruraux (5), laissent des descendants qui estimeront les du Plessis de Richelieu de bien petite noblesse en regard de la leur. Volontiers ces officiers royaux, même étrangers, s'acclimatent dans la bonne ville qu'ils administrent. Tel ce châtelain anglais, W. Spridlington, qui convole en justes noces avec la veuve d'un notable, Colette Le Boulanger (6).

De la masse des habitants roturiers (*cives*), qualifiés tous bourgeois, émerge aussi la riche bourgeoisie des membres de l'échevinage, du haut commerce, du patronat industriel, des propriétaires fonciers, groupés sous le nom de notables ou de *prud'hommes*. Les officiers du roi ont des égards pour eux ; ils prennent leurs avis. Les plus influents de ces notables deviennent membres du mois et cent. Depuis Charles V, ils entreront dans un corps nobiliaire spécial, la *noblesse*

(1) *Ibid*, p. 122.

(2) *Ibid*, p. 21 n. 5 (1333).

(3) *Ibid*, p. 203 (1361).

(4) *Ibid*, ci-dessus 1^{re} partie et p. 53, 211.

(5) *Recueil*, p. 138, 260.

(6) *Arch. hist.* Poitou XIX, 5-6.

de cloche, et se confondront peu à peu avec la vieille noblesse. Les documents fournissent quelques données sur certains d'entre eux et sur leur fortune. Un maire, Herbert Guichard, par exemple, pris par les Anglais, est taxé 500 écus pour sa rançon (1356). Généralement cette fortune repose sur la possession d'immeubles urbains et de biens ruraux. Le procureur de la commune, Crollebois a une maison, près de la Porte le Comte, paroisse St-Didier ; la fille de l'ancien échevin Guillaume de Neuville détient deux maisons, rue de l'Annonerie, outre l'hébergement des Forges, qu'elle apporte en dot à son mari le chevalier Herbert Pouvreau. Les échevins Guillaume de Verneuil et Micheau de Nanteuil sont également détenteurs de logis dans la même rue ; le maire Jean Garineau a un hôtel rue St-Paul ; Jehan Guichard possède une maison et un verger à Montierneuf ; Robert de Londres, plusieurs immeubles, paroisse Notre-Dame ; Pierre Larcher, un hôtel à la porte le Comte. On voit par l'énumération des cens dus à la commune, nombre de bourgeois en possession de maisons et de places, paroisses de la Celle, Notre-Dame, St-Didier, à la Regratterie, au carrefour St-Paul et ailleurs. Ils sont aussi souvent propriétaires de biens fonds dans les faubourgs, la banlieue et le plat pays. Les Acton, ancêtres d'une dynastie de maires, ont deux maisons et des terres à Cissé, près de Neuville ; l'échevin Choisi des domaines dans la châellenie ; les héritiers de Robert de Londres ont affermé l'hébergement du Vergnay (1). Des industriels riches prennent place dans cette élite bourgeoise, tels le potier d'étain Micheau de Nanteuil et le tanneur Philipon Jacques, qui prête 600 l. au duc de Berry (2). Certains semblent s'être enrichis par la ferme des impôts, par exemple le maire Jean Regnaut, fermier des 6 d. pour livre, souple et versatile personnage, qui a servi avec le même zèle le Prince Noir et le duc de Berry, tandis que son adversaire, chef du parti français, J. Boschet a été mis à mort et a perdu ses biens, pour avoir conspiré contre les ennemis de son pays (3). Le plus en vue de cette élite opulente est le marchand Pierre Regnault, le Crésus de cette période, qui peut avancer au duc de Berry 615 l. en 1373 et qui tant de fois a été élevé à la mairie de Poitiers (4).

(1) *Arch. h. Poitou* XVII, XXXIX. *Recueil*, p. 21 n. 6, 22, 57, 215, 240, 273.

(2) *Inv. Arch. Mun.* p. 312 et ci-dessus.

(3) *Mélanges hist.* III p. 352 (coll. *Doc. inéd.*) — *Arch. hist. Poitou* XIX, 121, 125. *Mss Fr. Bibl. Nat.* 20.084 (armorial des maires). — *Recueil*, p. 159.

(4) *Arch. hist. Poitou* XXI, 73. — *Recueil*, p. 264 n. 9.

La masse de la population se compose des membres de la petite bourgeoisie et du peuple, d'ailleurs pourvus de l'ensemble des droits reconnus aux membres de la commune (*cives*). Ce sont d'abord les petits fonctionnaires, tels que les sergents du roi ou de la commune logés en ville ou aux faubourgs. A cette classe appartiennent également les maîtres et les compagnons des métiers de toute sorte, ainsi que les jardiniers, les manouvriers, les vigneron, qui forment une fraction importante de la population urbaine. On consulte les petits bourgeois dans les cas importants, surtout quand il s'agit, comme en 1339, en 1340, en 1352, en 1375, en 1380, de prendre des mesures pour mettre la ville en sûreté, pour consentir l'octroi de taxes, pour en assurer la répartition et la levée. Parmi les plus aisés, on choisit les collecteurs de chaque paroisse. L'échevinage convoque les plus notables d'entre eux, pour arrêter les statuts des métiers, les règlements de police industrielle et commerciale. Cette population se groupe souvent par métiers, dans des rues spéciales, l'Aguillerie, la Peignerie, la Regratterie, l'Annonerie, les Vieilles-Boucheries, la Sellerie, ou bien s'entasse dans les bas-quartiers, en de vieilles maisons sordides à torchis. Mais des vergers, des jardins, des champs, des espaces libres ou places subsistent néanmoins dans cette ville « *esparse* », comme l'appelle Jehan le Bel. Dans les faubourgs et la banlieue vit une autre population de petits artisans et surtout de petits tenanciers, souvent groupés en petites sociétés de travail familiales, sous le nom de *comparsonniers* (1). Quelques traits de leur existence se manifestent à travers la sécheresse des pièces officielles. La taverne est fréquente ; le vin suscite des rixes parfois mortelles ; Poitiers a, comme Paris, un roi des ribauds (2). Le peuple aime les fêtes ; il fréquente, au grand chagrin de Sainte-Croix, à la promenade du Pré l'Abbesse et y assiste volontiers aux tournois, où les chevaliers se donnent en spectacle dans les lices (3).

Dans ce milieu, toutes les classes ont conservé l'esprit religieux. C'est ce qu'attestent l'achèvement de la cathédrale inaugurée le 18 octobre 1379 (4), ainsi que la fondation de nouveaux monastères, tels que celui des Augustins (1345) sur le Marché Vieil, dû à Herbert Berland, et que celui des

(1) *Recueil*, n° 278, 292, 297, 323 (1337), 323, 346 (1340), 348, 361, 362, p. 11, 12 (1329). *Chronique de Jean le Bel*, 11, 123.

(2) *Ledain, Maires de Poitiers*, 278.

(3) *Recueil*, p. 265 (avril 1374), 266.

(4) *Coll. Fonteneau XXXIII* ; Auber, *Hist. de la cath. de Poitiers*, II 122.

Carmes, créé par Jean Chandos (1364) (1). A côté des curés et de la foule de prêtres et de moines qui assurent le service des 24 paroisses, se pressent les religieux et les moniales dans les anciens monastères d'hommes et de femmes de la ville et de la châtellenie. Les chapelles se multiplient ; il en existe à l'église Saint-Paul, à Sainte-Radegonde, à Montierneuf, dans les dépendances de l'abbaye de Saint-Cyprien, à Notre-Dame de Fougères, celle-ci instituée en 1380, à Saint-Porchaire, sous le vocable de Saint-Jean l'Évangéliste ; cette dernière fondée en 1347 par la veuve d'un échevin. Toutes sont desservies par un personnel spécial de chapelains (2). De même, l'esprit de charité reste très puissant. Non seulement les monastères et les chapitres, Saint-Cyprien, Montierneuf, Notre-Dame-la-Grande, Saint-Benoît de Quincy, ont leurs aumôneries, gérées par des titulaires spéciaux, mais encore il existe d'autres institutions semblables, telles que celle des Lépreux ou de la porte Saint-Lazare, rue de la Chaussée. L'aumônerie municipale, dirigée par un administrateur ou *garde*, au nom de l'échevinage, et dont les biens sont affermés ou surveillés par le procureur de la commune, acquiert de nouvelles rentes à Poitiers (1376), à Vouillé et à Jaulnay (1333) (3).

La période singulièrement troublée qui comprend la première partie de la guerre de Cent Ans ne pouvait manquer d'avoir de fâcheuses conséquences pour la prospérité économique de la commune et pour le sort de sa population laborieuse. Celle-ci se composait pour la majeure part d'artisans et de petits commerçants. Mais, comme dans la plupart des centres urbains de ce temps, elle comptait aussi un certain nombre de jardiniers, de laboureurs et surtout de vigneron. Jehan le Bel signale ces derniers parmi les victimes du massacre de septembre 1346 (4). Effectivement, les documents signalent dans l'intérieur et dans les faubourgs de Poitiers, des prairies le long du Clain, des vergers et des jardins, des treilles et des vignes. On en trouve dans l'enclos de Sainte-Croix, à Montierneuf, dans la paroisse Saint-Paul, près des prieurés de Saint-Porchaire et de Saint-Nicolas, ainsi qu'auprès des vieilles Arènes, et à l'intérieur, ainsi qu'aux environs des arcs de Parigny, de Chilvert et des grot-

(1) *Recueil*, p. 122 n. 1, *Fonteneau*, XXXIII ; *Bibl. Nat Mss Fr.* 20.084.

(2) *Recueil*, p. 119, 291, 298, 306, 807.

(3) *Recueil*, n^{os} 280 (1329), 287 (1330), 301 (1333), p. 175, 189, 272, 273 (1376), 295, 302, 303. — *Mém. Ant. Ouest*, 1911, 153.

(4) Cité ci-dessus.

tes de Tranchepied (1). Non loin de Rochereuil, se trouve un verger, au nom printanier de verger « aux tarins ». Un hôtel noble, celui des Forges, au cœur de la ville, renferme même une garenne ou *fuye*, non loin de treilles (2). Toutefois, ce sont les gens de métier qui l'emportent sur les agriculteurs. Pour les besoins de l'alimentation, existent de nombreux moulins. On en trouve un à la chaussée de l'étang de Montierneuf, un autre au faubourg Saint-Saturnin. La commune est propriétaire des deux moulins de Chasseigne, réduits à un vers 1316, puis rétablis avant 1383 en leur nombre primitif, et qui sont tenus à cens au profit des abbayes de Montierneuf et de Sainte-Croix. Près de là, cette dernière communauté possède les moulins des Quatre-Roues et celui du Pré l'Abbesse, tandis que le chapitre est propriétaire des moulins de Cornet et du Château. En 1355, un riche notable, G. Rossignol, en fait construire un autre sur le Clain (3). Les meuniers ont donné leur nom à une partie des créneaux de l'enceinte.

Non moins actif est le rôle des fermiers, tenanciers des fours banaux, tels que ceux qui appartiennent au chapitre Notre-Dame-la-Grande, dans la paroisse de ce nom, et à la commune, près de la Tranchée (4). Les boulangers forment déjà un métier distinct, sous leur nom qui a prévalu, ou sous celui plus archaïque de *fourniers*. Ils fournissent la population de diverses variétés de pain (5). Ces professions sont réglementées par la commune qui fixe la quotité de la mouture, la rémunération des fourniers et des meuniers banaux (6), ainsi que le poids et le prix du pain. En 1362 et 1379, l'échevinage, après avoir consulté les boulangers, édicte des ordonnances qui règlent la vente légale des diverses espèces de cet aliment, suivant la valeur du setier de blé. Elles distinguent la fouace cuite en ville, du poids de 19 et de 9 onces (l'once vaut 30 gr.), taxée 4 d. et 2 d. ; le grand pain de froment dit de ménage, du poids de 200 onces (6 kg.), pour lequel on ne peut exiger que 3 s. 4 d. ; le grand pain de méteil à 192 onces de poids (4kg. 860 gr.), taxé 32 d. ; celui de 24 onces (620 gr.) qu'on doit vendre 4 d. ; le pain blanc (*choine*) bien cuit et salé, du poids de 28 et de 14 onces vendu 4 et 2 d., dans le cas où le setier

(1) *Recueil*, p. 189, 214, 216, 266, 272, 274.

(2) *Ibid.*, p. 21 (1333), 312 (1380).

(3) *Ibid.* n°s 279, 389, p. 4, 214, 216, 274, 275, 310, 311, 314.

(4) *Ibid.* p. 212, 214 (1364) ; n° 346 (1340).

(5) *Recueil*, n° 292, p. 207 (1362), 280 (1379).

(6) Boissonnade. *Org. du travail en Poitou*, I, 111 et sq., 130 et sq.

de blé vaut 16 s. ; enfin le reboutet de fouace de 31 onces (930 gr.), à vendre 4 d. Le 7 novembre 1370, époque où le setier est passé de 16 s. à 36 s., on porte à 6 d. au lieu de 4 d. le prix du pain de 21 onces dont le poids est diminué de 7 onces ; de même pour le pain sans sel, dont le poids est inférieur de 1 once au pain blanc salé. Quant au pain de qualité courante (pain sa fleur), il doit peser 32 onces et être vendu 6 d., suivant la hausse du prix du froment ; le *reboutet* de même poids est taxé au même prix. En 1377, deux échevins, après avoir fait moudre un setier de froment pour savoir le rendement du blé en farine et en pain, estiment que le setier doit donner sept pains valant 7 sous (c'est-à-dire sept *souldées*). Ils fixent au poids de 14 onces (420 gr.) la livre de pain, et le pain de 4 livres au prix de 2 d. « Les fourniers banaux de leur côté sont tenus de le faire bel et prendre gain suffisant, outre le prix du sel et du bois ». Le 9 février 1379, le setier de froment valant 5 sous, les échevins taxent encore le prix du pain : le blanc salé et bien cuit, du poids de 22 onces (660 gr.), doit être vendu 2 d. ; le pain sans sel de 11 onces (330 gr.), 2 d. ; le pain sa fleur pesant 18 onces (540 gr.), 2 d., de même que la fouace de 38 onces, tandis que le grand pain de ménage de 13 livres et demie de poids, est taxé au prix de 5 d., en diminution de 8 fois sur la taxe de 1362, alors que le prix du setier n'avait baissé que de 6 fois (1). Les boulangers ou fourniers apparaissent parfois parmi les notables, chargés de la collecte des impôts, par exemple en 1337 dans les paroisses Saint-Savin et Saint-Grégoire. En 1340, celui du four Notre-Dame est consulté par le prévôt et figure parmi les seize personnes que cet agent convoque pour le territoire urbain de la prévôté, de même que 2 autres fourniers sont convoqués parmi les 14 notables du bourg Montierneuf (2).

Plus puissante encore est la corporation des bouchers, dont le centre pour la vente est la Vieille Boucherie ; l'un d'eux en tient les étaux, à cens de la ville. Ils cumulent parfois leur profession avec celle de tanneur (3). Les poissonniers forment deux corporations, dont l'une vend le poisson frais et l'autre le poisson salé. Toutes deux, réglementées par l'échevinage, tiennent leurs assises au Marché Vieil, où

(1) Arch. Mun. Mss 242 f° 37. — *Recueil*, p. 207 (16 déc. 1362), 208 243 (7 nov. 1370) ; 280 (7 déc. 1377, 9 février 1379).

(2) *Recueil*, nos 323, 346.

(3) *Recueil*, n° 384 et p. 264, n. 14. — Boissonnade, I, 168 et sq.

le maire fait publier en carême les statuts qui les concernent (1).

Les industries textiles sont activement pratiquées à Poitiers et y semblent parvenues à un degré de développement assez considérable pour que le travail y soit divisé. Des foulons y apprêtent les lainages en des moulins à drap, dont un est construit au Pré l'Abbesse en 1374, à charge d'un cens de 60 s. au profit de l'abbesse de Ste-Croix. En 1382, la même dignitaire loue un emplacement sur la chaussée des moulins des Quatre-Roues, à charge pour le preneur de bâtir un moulin à draps à deux roues, au devoir de 100 s. de rente par an. Les fabricants de lainages ou *drapiers en gros draps* forment un métier juré, que l'on convoque à l'échevinage, pour réglementer la fabrication et élire les *jurés* chargés de visiter les laines cardées avant le tissage et les draps tissés avant le foulage, ainsi que de vérifier au chef de la pièce tissée l'apposition de la croix vermeille, marque du fabricant. Le 28 octobre 1377, le maire commet 4 jurés qui prêtent serment « de bien faire et léaument » l'inspection et la visite (2). Parmi les notables des bourgs de Montierneuf, de St.-Hilaire le Grand et de la Celle figurent des texiers et des couturiers (1341), et au nombre des contribuables de 1337, d'autres couturiers et couturières (3).

Le travail des cuirs et des peaux est fort actif. En 1354, sur les bords du Clain, un riche bourgeois, Rossignol, fait édifier un moulin à tan. Cet industriel est également propriétaire de tanneries au Pré l'Abbesse et met ses peaux à sécher sur les terres de l'abbaye, malgré les religieuses de Ste-Croix ; il élargit ou cure le canal, et la commune le soutient dans ses améliorations. Ses établissements passent à un autre riche bourgeois, Philipon Jacques. D'autres tanneries existent le long de la rivière, notamment au bourg de Montierneuf (4). La mise en œuvre des cuirs apparaît dans la banlieue, où l'on rencontre à Bonneuil-Matours, d'après un rôle de 1329, deux cordonniers (*suires*) et un sellier (*cellier*), parmi les sujets du vicomte de Châtellerault. Ce travail est bien plus répandu dans la ville (5). Deux cordonniers en

(1) Arch. Mun. Mss 242, f° 49. — *Recueil*, n° 359 (22 fév. 1345). — Boissonnade, I, 193 et sq.

(2) *Recueil*, p. 266, 274 (avril 1374), 275 (janvier 1382), 274 (mai 1377), 279 (28 oct. 1377).

(3) *Ibid.*, n° 346 (1340) et 323 (1337).

(4) *Recueil*, n° 390 (avril 1353), 398 (mai 1354), p. 145, 155, 216 (1364) ; n° 338 (1339).

(5) *Ibid.*, p. 12

1340 figurent au nombre des 5 notables du bourg de la Celle, consultés par le prévôt (1) ; un vacher (cordonnier en cuir de vaches est l'un des collecteurs du bourg Saint-Hilaire en 1337. L'art de savetier est exercé à part (2). Les bourreliers en janvier 1341 sont érigés en métier juré ; quatre d'entre eux, parmi lesquels une femme, prêtent serment sur l'Evangile d'observer les statuts. Cinq jurés sont chargés, 2 dans la commune et 3 en dehors, d'inspecter le travail, de saisir les « fourrures non conformes » et de traduire les délinquants devant l'échevinage qui prononce les amendes (3). En 1351, c'est le tour des selliers ; les échevins règlent alors l'exercice du métier de sellerie. En 1364, on voit mentionné un gantier (4). Le nom d'une rue, celui de la Peignerie, de la paroisse de Notre-Dame, rappelle qu'on pratique à Poitiers le travail du bois et de la corne (5).

De l'ancienne industrie métallurgique, jadis si florissante, subsistent divers vestiges. Devant l'église St-Michel, ainsi qu'à la Cucille Blanche et à Montbernage, on rencontre des forges. Sur le Clain, a été construit un moulin à émoudre les couteaux, vers 1380, au Pré l'Abbesse. Il est aussi question de maréchaux. La rue de l'Aiguillerie (rue Gambetta actuelle), souvent mentionnée, est le quartier des *aiguilliers*, fabricants d'aiguilles et d'aiguillettes. La vaisselle d'étain, recherchée de la bourgeoisie et du peuple, est travaillée par une importante corporation, celle des *picherers* ou potiers, dont les statuts sont rédigés par les échevins. Ils sont alors au nombre de 6 maîtres (*patrons*) et de 4 *valets* (compagnons du métier) (avril 1335). L'un des maîtres, Micheau de Nanteuil, est un des riches bourgeois de la ville ; un autre paraît d'origine toulousaine, et un troisième d'extraction anglaise. Ils fabriquent des pintes, des pots, des gobelets, de grands vases à deux anses (*estomayes*). Il leur est interdit de mettre plus de 10 livres de plomb par 100 livres d'étain ; il leur est enjoint de faire en pur métal certaines œuvres soignées (*opus quadratum*), de ne livrer leurs produits pour la plupart que de pur étain et finis, à peine de destruction de leur marchandise par le feu et d'une amende de 60 s. Les orfèvres n'apparaissent pas dans nos documents, mais il est question des doreurs (*doriders*) (6). Enfin, parmi les autres artisans,

(1) *Ibid.*, n° 346 (1340).

(2) *Ibid.*, n° 323 (1337).

(3) *Ibid.*, n° 348 (23 janv. 1341).

(4) *Ibid.*, n° 374 (11 janv. 1351) ; p. 214 (1364).

(5) *Arch. Dép. Vienne*, G. 1104 (1351).

(6) *Recueil*, p. 214, 215, 275, n° 297 (avril 1333), 294 (mars 1333).

on peut signaler un barbier, propriétaire de vignes dans la ville (1).

Le commerce urbain, très varié, a surtout pour objet l'approvisionnement de la population en objets de première nécessité. En première ligne, viennent les produits d'alimentation. Le blé se vend dans la rue de l'Annonerie, quartier de bourgeoisie (*Nonerie*), où se trouvent la halle spéciale du *minage* et l'hôtel de l'abbaye du Pin, qui garde l'étalon officiel du boisseau (rues du Moulin-à-Vent et de la Regratterie) (2). Outre le froment, se négocient sur ce marché, le seigle, le méteil, l'avoine, la baillarge, l'orge, la jarousse et les vesces. De brusques variations, dues aux récoltes et aux événements politiques, portent le prix du setier jusqu'à 16 et 24 ou 36 s. (1362, 1369, 1370), pour le ramener d'autres fois à 5 s., comme en 1379. La boulangerie urbaine a pour concurrente la boulangerie foraine ; du dehors, notamment de Villiers (canton de Neuville), viennent des pains de ménage de 32 onces, ou de 16 onces, que l'échevinage taxe en 1362 au prix de 4 et de 2 d. ; ainsi que de la fouace de 20 onces, qui se vend aussi 4 d.. Mais, pour avantager les boulangers urbains, la fouace importée doit peser une once de plus (3). La police municipale saisit impitoyablement le pain dont le poids est inférieur et le tribunal des échevins frappe d'amende les boulangers délinquants (4). Ailleurs, se vend la viande en public aux bancs de la boucherie. L'approvisionnement en bétail porte sur le bœuf et les vaches, les moutons, les brebis (*ouailles*), la chèvre, le porc et la « poulaille » (5). La poissonnerie du Marché Vieil est fournie de poisson frais, sec ou salé. Dans les boutiques et les rues, notamment dans celle de l'*Erberie*, se vendent les légumes dits de *potage*, amenés de la banlieue, fèves, pois blancs et pois chiches, ainsi que les fromages (6). Le sel, venu du Bas-Poitou ou de Saintonge, est débité au setier, au marché ou halle de la *Saunerie*, qui a donné son nom à une rue (7). Le vin, annoncé par les crieurs (*hucheurs*) se trouve au détail chez les taverniers des propriétaires, après que l'échevinage a perçu les droits d'entrée et autorisé la

(1) *Ibid.*, p. 140 (1352).

(2) *Ibid.*, p. 140, 214, et volume antérieur des *Documents*.

(3) *Recueil*, p. 207 (déc. 1362), 208, 243 (1370), 280 (1377-1379), 279 (1375).

(4) *Ibid.*, n° 292 (juillet 1332).

(5) *Ibid.*, 216, 269.

(6) *Ibid.*, 269.

(7) *Ibid.*, 216, 269.

vente, à l'issue des vendanges. Le prévôt et le maire frappent d'amende les délinquants, et peuvent saisir les vins déchargés en ville par les non domiciliés, sans autorisation ou déclaration. On importe du dehors les huiles apportées à dos d'animal, ainsi que les graisses. Des bêtes de charge, chevaux, ânes, mulets, sont amenés au marché, et d'autres élevés en ville, ce qui donne lieu à un commerce actif de foin et de paille, qui sont introduits à dos de bête ou par des charrettes (1).

Pour le chauffage, on tire des forêts voisines le charbon de bois et le bois à « ardoir » (brûler), transportés par charrois, tandis que les bûches viennent par « sommes », à dos d'animaux. Quant aux matériaux de construction ou d'ouvrage, ils sont représentés par les bois carrés ou plats et les cercles dont le transport présente les mêmes caractères, ainsi que par la chaux. Les colporteurs et les merciers introduisent les menues marchandises de mercerie et d'épicerie par balles qu'ils apportent « au col ». Par ballots ou fardeaux sont déchargées les laines filées, les fils de chanvre et de lin, dont le filage occupe les campagnes. Poitiers reçoit du dehors les tissus fins ou même grossiers, les sergés, les toiles, les coussins, les tapis, et surtout les étoffes de prix, draps d'or et d'argent, ainsi que les soieries diverses notamment les *camocas*, velours et satins. Du dehors aussi, proviennent en partie les articles d'habillement, *jacques* et *jupons*. Du plat pays, la tannerie urbaine fait venir les cuirs non ouvrés, et le commerce local s'approvisionne aussi de peaux de bœufs tannées, de cordouans et de basanes, apprêtés en dehors de la ville. Pareillement, il importe les produits nécessaires à l'équipement ou à l'économie domestique, selles, bâts, brides, ferronnerie, tuiles et carreaux ainsi que la poterie (2). La verrerie vient à dos d'homme. Le marché urbain reçoit du dehors une bonne part de la poterie d'étain. Une visite de police faite en 1335 montre que des *pichierers* de la Rochelle, d'Angers et de Tours viennent étaler leurs produits à Poitiers, notamment à la foire de la mi-carême. L'échevinage et la prévôté veillent également à la loyauté des articles vendus par les potiers urbains et forains, procèdent à des saisies et prononcent des amendes. Enfin, le commerce des armes est florissant ; les arbalètes et les glaives figurent en effet parmi les produits importés (3).

(1) *Ibid.*, p. 36 (1334) 269

(2) *Recueil*, p. 270.

(3) *Recueil*, p. 270 (1375), n° 294 (25 mars 1335).

Le trafic ordinaire se fait, soit en boutique, soit dans les marchés tenus tous les jours, soit dans les marchés hebdomadaires, tels que ceux du Minage et de la Saunerie. Le grand mouvement des échanges, qui attire les marchands du pays et de l'étranger, est limité aux époques des grandes foires. La principale au XIV^e siècle est celle de la mi-carême, organisée par les Berland en 1188, et pourvue de privilèges par Richard Cœur-de-Lion. Des magasins et des étalages y sont loués aux commerçants qui y viennent vendre les lainages anglais, flamands et français, les soieries italiennes et levantines, les épices et autres produits. Les propriétaires des Halles en tiraient de gros revenus, puisque, au moment de la prise de Poitiers en 1346, le dommage qui leur est infligé n'est pas inférieur à 6.000 l. (plusieurs millions en valeur relative actuelle). Leurs privilèges ont été confirmés par les Valois, notamment en 1360 ; les Berland avaient jusque là soutenu fidèlement la cause française. La seconde foire dont la commune jouissait, celle d'octobre, s'était tenue jusqu'en 1348 en dehors de la ville, sur le plateau situé près de la route de Limoges, à la Pierre Levée. Elle durait trois à sept jours, après la Saint Denis. Elle offrait l'inconvénient d'être exposée aux entreprises des bandes en temps de guerre, se trouvant hors de l'enceinte, et ne présentait aucun aménagement commode. « Les gens, « observaient les lettres patentes du roi, ne trouvent où habiter, ne recueillir denrées en temps de pluie ». C'est pourquoi Philippe VI décida le transfert de cette foire aux Halles, où les Berland s'offraient à assurer « l'ostellage » aux marchands, moyennant un droit, et à charge d'entretenir les logements et les étaux. Le roi en retirait aussi une taxe qui donnait en bonnes années 60 l. Les deux foires de la mi-carême ou de *mars* et d'*octobre* se trouvèrent ainsi dotées d'un local commode. Les Berland se firent confirmer les privilèges qui leur avaient été accordés, se rallièrent au Prince Noir, qui ratifia leurs droits en 1362, puis à Charles V et au duc de Berry qui les firent bénéficier de la même faveur en 1372 (1). Mais on ignore si les foires maintinrent, au milieu de cette période critique, leur activité séculaire. Ce qui semblerait indiquer l'existence d'un ralentissement ou d'une crise des affaires, c'est la hausse du taux de l'intérêt. Les rentes, qui d'ordinaire au XIII^e siècle se vendaient à

(1) Arch. hist. Poitou, XI, 215 ; Recueil I, n° 23 ; II, n° 367 (1347), 368 (février 1348), 370 (août), 391 (oct. 1353) ; p. 188 (6 mars 1360) ; 209 (23 nov. 1363) ; 244 (25 août 1372).

raison de dix fois leur valeur en capital, coûtent 12 fois cette valeur dès 1332 (1). D'autre part les variations monétaires déséquilibrent les transactions. Dans une même année, en 1359 à Poitiers, la valeur du marc d'argent en trois mois passa de 15 à 20 l., 25 l., 30 l., pour retomber finalement à 11 l. 50 s. (2).

La première période de la guerre de Cent Ans se poursuit et se termine pour le Poitou et pour Poitiers sous les plus sombres auspices. Un siècle et demi de paix et d'ordre avait donné auparavant à la province et à sa capitale une prospérité depuis longtemps inconnue. On connaît le sobre tableau où Froissart a décrit la région et son chef-lieu : « Le pays, dit-il, estoit rempli de vivres, et les grandes pleines de tous biens, de bleds, de foins et d'aveines, et les celliers pleins de bon vins ». Quant à Poitiers, ajoute-t-il, c'était pour le temps « une ville riche et puis sante », d'où les Anglais repartirent chargés « d'or et d'argent, de draps, de pennes (fourrures) et de jéviaulx (joyaux) » (3). Le sac de 1346 laissa la ville en partie dépeuplée. « Plus de 600 hommes, vigneron, bouchers, gens de mestier, assure le chroniqueur Jean le Bel, furent égor-gés ». Le pillage n'épargna ni les maisons ni les églises. L'incendie ravagea les quartiers les plus riches (4). Depuis le début des hostilités, la prospérité économique avait donc languï. Elle reçut par le contrecoup des événements postérieurs à 1346 une atteinte tellement profonde que, depuis cette époque, commence la lamentation continuelle de l'échevinage « sur la faiblesse et la povreté » des bourgeois et du peuple de la commune de Poitiers. Le règne de Charles V et le gouvernement du duc de Berry devaient seuls marquer une halte de près de 40 ans dans cette décadence économique.

(1) *Ibid.*, p. 16 n. 3.

(2) *Recueil*, p. 226, note 15.

(3) *Chron. de Froissart*, éd. Kervyn de Lettenhove, V, 116, 112.

(4) *Chronique de Jean le Bel*, II, 213 ; *Arch. Dép. Vienne* (actes capit. chap. Notre-Dame) ; *Bibl. Nat. Mss fr.* 20, 184 *Armorial des Maires*.

RECUEIL DE DOCUMENTS

Concernant la Commune et la Ville de Poitiers

CCLXXVIII

Jacques, Jean et Mathieu Affroy vendent à la commune de Poitiers la rente de 12 setiers de froment due par feu Guillaume Alemant.

7 janvier 1329 n. st.

Original, Arch. mun. F 26.

Universis presentes litteras inspecturis, Helias Fulcaudi¹, clericus, gerens sigillum regium apud Pictavis constitutum et auditor curie domini episcopi, decani et capituli Pictavensium, salutem in Domino. Noveritis quod, in utraque dictarum curiarum in jure personaliter constituti, Jaquetus Affredi², cle-

1. Elie Foucaud fut garde du sceau royal à Poitiers de 1325 à 1329. Voy. *Arch. hist. du Poitou*, t. XI, p. 290, 323 ; Rédet, *Liste des gardes du scel à Poitiers*, Arch. de la Vienne, Man. de la Soc. des Ant. de l'Ouest, n° 245 ; Arch. de la Vienne, S. Cyprien, l. 40. Il avait succédé à Guillaume Lescuyer, chanoine de Saint-Pierre-le-Puellier et de Notre-Dame-la-Grande, qui avait exercé ces fonctions de 1321 à 1324 (voy. Arch. de la Vienne G 1140, G 1139 (*Armigeri*), G 1189) et avait été remplacé d'octobre 1323 à juillet 1324 par Jean de Ferrière, chanoine de Notre-Dame-la-Grande (voy. Arch. de la Vienne G 1143, G 1189, S. Cyprien, l. 17). Il eut pour successeur Pierre Beaujeu avant le 24 mai 1329. Voy. ci-dessous n° CCLXXXIII. — 2. Jacques ou Jacquet Affroy était le plus jeune des quatre frères qui, en 1316, avaient cédé à Guillaume Alemant les emplacements de deux moulins sur le Clain à Chassaigne, moyennant une rente de douze setiers de froment. Voy. le tome I de notre Recueil (*Arch. hist. du Poitou*, t. XLIV), p. 339 et suiv. Pierre Affroy, dont il n'est plus question ici, était sans doute décédé dans l'intervalle (voy. Beauchet-Filleau, *Dictionnaire des familles de l'ancien Poitou*, t. I, p. 15) et un partage avait attribué à Jacques la rente de douze setiers de froment qui, d'après l'acte du 21 février 1316, était due aux quatre frères : c'est pourquoi il est qualifié ici de vendeur principal, tandis que ses deux

ricus, ut principalis venditor pro se et suis ad perpetuitatem, et Johannes et Matheus Affredi, clerici, fratres dicti Jaqueti, cives Pictavenses, tamquam fidejussores, sponsores et greantatores ac principales debitores et eorum quilibet insolidum absque beneficio divisionis se perpetuo constituentes et solemniter incedentes pro se et suis in omnibus et singulis in presentibus contentis et dependentibus et sequendis ex eisdem et quolibet eorundem, pro dicto Jaqueto principali venditore et suis, ubi, quando et quocienscumque dictum principalem venditorem aut suos deficere contigerit in eisdem vel altero eorumdem amodo in futurum, confessi sunt omnes et singuli prenominati et eorum quilibet insolidum pro se et suis, videlicet dictus Jaquetus principalis venditor se, nomine quo supra, ad perpetuitatem vendidisse et concessisse et adhuc vendit et concedit ad perpetuitatem pro se et suis, presentibus et futuris, majori³ et communie Pictavensibus, presentibus, et ementibus ad opus eorundem ad perpetuitatem, precio quinquaginta librarum monete currentis, eidem numeratarum et solutarum et de quibus idem principalis venditor pro se et suis a dictis emptoribus se tenuit et adhuc tenet plenarie et integre pro contento ac eciam pro pagato, duodecim sextaria frumenti ad mensuram Pictavensem annui et perpetui redditus seu firme, debita dicto Jaqueto a Guillelmo Alemanni⁴ defuncto, ut dicebat, ex amodiacione et tradicionem calciatarum, exclusarum, platearum, bouchaudorum, ductus aque et piscature, quas olim habebant, habere poterant et debebant dicti fratres apud Chassaygues, et alias admodiatarum et traditarum dicto defuncto a dictis fratribus, et que duodecim sex-

frères Jean et Mathieu interviennent seulement comme garants. — 3. Les listes des maires de Poitiers ne sont pas d'accord pour l'année 1328-9. Les unes (Bibl. nat., ms. fr. 20.084 et 32.424, Bibl. de Poitiers n° 387, Coll. Fonteneau, t. 82, Thibaudeau, *Histoire du Poitou*, t. VI, p. 281) indiquent Guillaume Garreau ; d'autres (Bibl. de Poitiers, n° 574, Reg. 12, p. 578, Coll. Fonteneau, t. 74, p. 251, Jean Bouchet, *Annales d'Aquitaine*, édition de 1644) portent Jean de Barre. Le manuscrit d'Auzance (Arch. de la Vienne, man. de la Soc. des Ant. de l'Ouest, n° 260) et le manuscrit n° 259 de la même collection, de la même écriture que le manuscrit d'Auzance (voy. *Bull. phil. et hist.*, 1918, p. 147 et suiv.) réunissent les deux noms, entre lesquels il est difficile de se prononcer avec certitude. Ledain, *Les maires de Poitiers, Mém. de la Soc. des Ant. de l'Ouest*, 1897 p. 261, admet que Guillaume Garreau fut maire de Poitiers deux ans de suite, de 1328 à 1330. Il le fut en tous cas en 1329, d'après le témoignage de la plupart des listes et notamment du manuscrit d'Auzance qui cite un acte du jeudi fête de Saint Mathieu 1329 lui attribuant cette qualité ; il paraît avoir été réélu en 1336, 1342 et 1348. — 4. Guillaume Alemant, qui fut élu dix fois maire de Poitiers, en 1301, 1307, 1308, 1309, 1313, 1315, 1322, 1325, 1326 et 1327, était décédé peu après la fin de son dernier mandat municipal, qui avait expiré le 13 juillet 1328. Voy. notre tome I,

taria frumenti et jus ipsorum sunt et pertinent dicto Jaqueto, ut confessi fuerunt dicti fratres, habenda, tenenda, possidenda, explectanda premissa duodecim sextaria frumenti a dictis majore et communia, et de premissis omnibus et singulis venditis suam omnimodam et liberam voluntatem faciendam pacifice et quiete ; quiptantes, cedentes et transferentes perpetuo penitus dictus Jaquetus venditor et ejus fratres predicti et eorum quilibet, tam conjunctim quam divisim, pro se et suis predictis, ex causa predicta, dicto majori et commune et in ipsos majorem et communiam omne jus, omnem accionem, etc. Datum et actum presentibus domino Nicholao Fabri, presbitero, Guilhoto Veri, Johanne Natalis, testibus, die sabbati post Epiphaniam Domini, anno ejusdem millesimo CCC° vicesimo octavo. — Ravardus (*Seing manuel du notaire*)⁶.

CCLXXIX

Jean, Mathieu et Jacques Affroy abandonnent à la commune tous les arrérages de la rente de 12 setiers de froment due par feu Guillaume Alemant et par la commune.

7 janvier 1329 n. st.

Original, Arch. mun. F 26.

Universis presentes litteras inspecturis, Helias Fulcaudi, clericus, gerens sigillum regium apud Pictavis constitutum, salutem in Domino. Noveritis quod, in curia dicti sigilli regii in jure personaliter constituti, Johannes, Matheus et Jaquetus Affroys, clerici, fratres, Pictavenses, confessi fuerunt quod ipsi, non vi, dolo vel metu ad hoc inducti nec in aliquo circumventi, sed sua moti spontanea et libera voluntate, et eorum utilitate inspecta, inspectisque et consideratis curialitatibus et serviciis eisdem fratribus, ut asserunt, diu est, gratanter et fideliter impensis a majore et communia Pictavensibus, in recompensationem premissorum et pro predictis dant et concedunt ipsi et eorum quilibet, tam conjunctim quam divisim, pro se, heredibus successoribusque suis et ab ipsis causam habentibus et habituris, dictis majori et communie, donacio-

p. 156, n. 4. — 5. L'acte porte encore le sceau de l'auditeur de la cour de l'évêque et du chapitre de Poitiers : ovale, en circ jaune, suspendu par une double bande de parchemin, il représente saint Pierre revêtu des habits pontificaux, levant la main droite et tenant une clef de la main gauche, avec cette légende : *Sigillum beati Petri ap(osto)li*.

ne inter vivos facta, pura, perpetua, irrevocabili et omnimode valitura, omnia arreragia in quibus deffunctus Guillelmus Alemanni, tam nomine suo quam nomine dictorum majoris et communie, et dicti major et communia eisdem fratribus tenebantur conjunctim vel divisim, ratione duodecim sextariorum frumenti ad mensuram Pictavensem annui redditus seu firme, site et assignate super exclusis, calciatis, plateis, bochaudis et aquis de Chassaygues, in quibus nunc unum molendinum¹ est constructum, et que condam fuerunt dictorum fratrum in aqua de Clano... Datum et actum presentibus domino Nicholao Fabri, presbitero, Guilhoto Very et Johanne Natalis², testibus, die sabbati post Epiphaniam Domini, anno ejusdem millesimo CCC^o vicesimo octavo. — Ravardus (*Seing manuel du notaire*).

1. Par l'acte du 21 février 1316, reproduit dans notre tome I^{er} (p.339), les frères Affroy avaient cédé à Guillaume Alemant deux emplacements de moulins à Chassaigne, l'un dans la mouvance de l'abbaye de Montierneuf, l'autre relevant à la fois du chapitre de Sainte-Radegonde et de l'abbaye de Sainte-Croix. D'après cet acte de 1329, ces emplacements devenus la propriété de la commune de Poitiers, ne comportaient plus qu'un moulin. Mais divers documents, datant des années 1383 et suiv. (Arch. mun. F 46, F 50, K 1), attestent l'existence à Chassaigne de plusieurs moulins appartenant à la commune, qui versait à l'abbaye de Montierneuf les 50 sous de rente dus à ce sujet, comme le spécifiait l'acte de 1316. Le rôle des cens appartenant à la chévécîère de l'abbaye de Sainte-Croix pour l'année 1380, porte : *Le maire de la commune de Poitiers, sur les molins qui furent Joh. Affrey clerc, sis à Chaceigne, XX s* (Arch. de la Vienne, Sainte-Croix, liasse 25). — 2. Jean Noel, qui figure comme témoin à la fin de cet acte et du précédent, fut un des procureurs de la commune en 1335 et 1338. Voy. ci-dessous n^{os} CCCVI et CCCXXVI.

CCLXXX

Hugues Gastineau¹ de Jaunay vend à Guillaume David², clerc, aumônier de l'échevinage, pour la somme de dix livres une rente d'une cuisse de froment et d'un chapon sur une terre située à Puygremier³.

27 janvier 1329 n. st.

Titre perdu. ANALYSES. A. Reg. 13, p. 350 (BBBBB 61). — B. Man. d'Auzance, fol. 29.

1. *Helie Gastineau* A, *Hugo Gastinelli* B. — 2 Sur Guillaume David, qui fut garde de l'aumônerie de l'échevinage de 1322 au moins à 1331, voy. notre tome I^{er}, n^{os} CCLXV, CCLXVII, CCLXXV, CCLXXVI, et ci-dessous n^{os} CCXXXVII, CCLXXXVIII et CCCI. — 3. Au Puygremier jouste la

CCLXXXI

Philippe VI mande au sénéchal de Poitou de contraindre les débiteurs des rentes léguées à la commune de Poitiers par Guillaume Gabet à payer ces rentes avec leurs arrérages.

22 mars 1329 n. st.

A. Vidimus du 6 novembre 1341, Arch. mun. F34. — B. Vidimus du 7 janvier 1353, *ibid.*

Philippus, Dei gracia Francorum rex, senescallo Pictavensi vel ejus locum tenenti, salutem. Cum alias, ad supplicationem majoris et scabinorum communie Pictavensis, asserencium quod, cum defunctus Guillelmus Gabeti¹, quondam scolasticus Pictavensis, legasset plures redditus erogandos et distribuendos per manus dictorum majoris² et scabinorum in usus pauperum puellarum dicte civitatis et pauperum mansionariorum sustentandorum et reparacionem itinerum civitatis antedicte, et illi qui predictos debent redditus essent nobiles et alias potentes, quod contra eos dicti major et scabini jus predictum non poterant obtinere, maxime cum contra eos non possent experiri nisi in vestris magnis assisiis, ut dicebant, quapropter dominus et consanguineus noster, dominus Karolus³, tunc rex Francie, considerans et attendens quod cause testamentorum et legatorum sunt pie et differri⁴ non debebant, vobis seu predecessori vestro, tunc senescallo Pictavensi⁵ vel

voie par laquelle l'on va de Puygremier au port de Jaunay A. Le hameau de Puygremier est situé sur les communes de Jaunay et de Dissay, c^{on} de Saint-Georges, ar^{ché} de Poitiers. A ajoute à cette analyse : *Et à icelle lettre est ataché ung reg^{istre} non signé, daté du VII de fevrier mil III^e XVII, par lequel apert que ladicte lecture fut trouvée en trezor des letres de l'eschevinage et baillée à Giles Bourgeois, aulmosnier, par M^{re} Herbert de Taunay, lors maire.*

1. Sur ce bienfaiteur de la commune de Poitiers, voy. notre tome I^{er}, p. LXXII, LXXXVIII, 141, 142 n. 2, 145, 147, 149, 169, 170 n. 4, 219, 222, 229, 233 n. 1, 256, 258, 266, 304 n. 12, 348. — 2. *majoris* B, *majorum* A. — 3. Ce mandement du roi Charles IV, relatif au paiement des rentes léguées à la commune de Poitiers par Guillaume Gabet, ne nous est pas parvenu. — 4. *differri* B, *defferri* A. — 5. Pierre Raimond de Rabastens avait peut-être déjà repris possession des fonctions de sénéchal de Poitou, qu'il avait occupées une première fois de 1322 à 1325 : il avait été remplacé de nov. 1325 à 1328 ou 1329 par Renaud de Banchevillier. Voy.

ejus locum tenenti mandavit et commisit quod omnes illos, quos dictos redditus debere cognosceret, ad solvendum eos dictis majori et scabinis una cum arreragiis viriliter et debite compelleret ; si vero dicti debitores ad hoc se opponerent, in dicta causa opposicionis summarie et de plano, extra magnas assisias dicte senescallie, sublatiis frivolis dilacionibus et fraudulentis allegacionibus, procederet et complementum justicie exhiberet, prout in ipsis litteris dicti domini et consanguinei nostri plenius vidimus contineri.

Dicti vero major et scabini insuper nobis graviter sunt con-questi quod vos et predecessor vester in dictarum litterarum exequione nimis tepide processistis et quod propter dictos redditus ad predictos pios usus, ut dicitur, legatos cum tantis personis et in tot diversis jurisdictionibus et districtu habent experiri, quod propter sumptus, labores et difficultatem prosecutionum⁶ hujusmodi et diffugia diversorum debitorum, jus dictorum legatorum prosequi non possunt, ita quod, propter difficultates, sumptus et labores antedictos, dicti redditus legati et eorumdem arreragia de die in diem pereunt paulatim⁷, nisi super hoc per nos provideatur de remedio opportuno.

Nos itaque nolentes quod intencio dicti testatoris, que est ita pia et laudabilis, frustretur et pereat, vobis tenore presencium commictimus et mandamus quatenus⁸ debitores dictorum reddituum et bona ad hoc obligata tenentes, sub quibuscumque jurisdictionibus et districtibus consistent, ad solvendum et reddendum dictis majori et scabinis dictos redditus cum arreragiis inde debitis, convertendos in usus predictos, tam juxta tenorem et continenciam dictarum litterarum dicti domini et consanguinei nostri quam alias, summarie et de plano debite compellatis, dantes autem tenore presencium in mandatis omnibus justiciariis et subditis⁹ nostris ut vobis super hoc et ea tangentibus pareant et intendant.

Datum Parisius die XXII^a Marcii, anno Domini millesimo CCC^{mo} vicesimo octavo.

Guérin, *Arch. hist. du Poitou*, t. XI, p. xvii, 245 note et 308 note. — 6. *prosequicionem* mss ; lire *prosequicionum*. — 7. *paulatine* mss ; lire *paulatim*. — 8. *quatenus* B, *quod* A. — 9. *subdictis* AB. Lire *subditis*.

CCLXXXII

Mandement de Philippe VI ordonnant de faire contribuer au subside pour la guerre de Flandre les villes qui s'en prétendaient exemptes par leurs privilèges.

29 avril 1329

Vidimus du 24 mai 1329, Arch. mun. E 1.

Philippus, Dei gracia Francorum rex, senescallo et receptori Pictavensibus et Lemovicensibus aut eorum loca tenentibus, salutem. Cum, pro nostra guerra proximo preterita Flandrensi¹ in qua nos personaliter accessimus et interfuimus, certum subsidium ab habitatoribus villarum et locorum dictarum senescalliarum ordinatum fuisset sub certa forma per nos exigi et levari, nonnulli burgenses, habitatores seu communitates dictarum senescalliarum, pretextu quorundam privilegiorum per predecessores nostros eis, ut asserunt, super hec concessorum et quibusdam aliis causis et rationibus frivolis, quas ad eorum deffensionem allegant, subsidium pro dicta guerra nobis prestare recusant et huc usque, non sine nostro magno dispendio, distulerunt. Quare, cum intentionis nostre non sit quod aliquis a prestando nobis subsidio, pretextu cujuscumque privilegii, in casu in quo nos ad exercitum nostrum personaliter accedimus, se possit eximere quoquo modo, mandamus vobis et vestrum cuilibet, prout ad eum pertinuerit, quatinus non obstantibus dictis privilegiis et allegationibus, dictos recusantes ad prestandum nobis et solvendum subsidium pro guerra predicta, juxta formam mandati, per nos vobis vel vestrum alteri alias facti super hoc, indilate viriliter compellatis, apellationibus vel cavillationibus non obstantibus quibuscumque. Datum Parisius penultima die Aprilis, anno Domini M° CCC° vicesimo nono.

1. Sur cette expédition de Philippe VI en Flandre, célèbre par la victoire de Cassel (23 août 1328), voy. Pirenne, *Le soulèvement de la Flandre maritime de 1323-1328* ; sur le subside levé à cette occasion, voy. *Bibl. de l'Ecole des Chartes*, t. II, p. 169-176.

CCLXXXIII

Jean de Probolant, receveur pour le roi dans la sénéchaussée de Poitou, déclare que la contribution de 400 livres, accor-

dée par la commune de Poitiers pour la guerre de Flandre, sera répartie par le maire et les échevins entre les habitants de la ville et des faubourgs et ceux des villages environnants qui sont de la suite du maire.

24 mai 1329

Original, Arch. mun. E 1.

Universis presentes litteras inspecturis, Johannes de Probolant, receptor pro illustrissimo principe domino Philippo, rege Francorum, in senescallia Pictavensi, salutem. Litteras dicti domini regis recepimus, formam que sequitur continentes : (*Mandement de Philippe VI du 29 avril 1329*).

Quarum [cum]¹ auctoritate litterarum, et alias ex potestate regia ad nostrum officium pertinente, diceremus et proponeremus quod pro subsidio guerre et exercitus, de quibus mentio habetur in litteris regiis predictis, tradita fuerat nobis certa summa pecunie levanda et exigenda a majore, scabinis et communia Pictavensibus, quam summam ab ipsis exigere nitebamur, dictis majore et scabinis dicentibus et proponentibus ex adverso quod ipsi numquam se obligaverant ad dictam summam reddendam et solvendam nec dictam impositionem, si facta fuerit, concesserant, asserentes insuper quod, si dicta impositio dicte summe facta fuit, quod hoc fuit injuste et contra tenorem privilegiorum suorum et contra usus et consuetudines ipsorum et ville sue, quibus cavetur et est hactenus observatum quod, quotienscumque petitur subsidium vel financia pro guerris seu aliis necessitatibus publicis a civibus Pictavensibus et a villis et territoriis circumvicinis, financia seu acordum ipsius subsidii seu prestationis contributionis concordatur et conceditur per majorem et scabinos predictos et cum ipsis, tam pro communia sua quam pro personis de prepositura Pictavensi, que non sunt de dicta communia, quam pro omnibus aliis civibus Pictavensibus in burgis, justiciis ipsius civitatis et in suburbiis degentibus, quam pro villis et personis de extra civitatem, quas dicti major et scabini asserunt esse de secta sua et impositione et contributione in omnibus rebus et negociis puplicis², et, acordo et financia per

1. Le sens demande l'addition de *cum*, omis dans le manuscrit. --

2. Les hommes des bourgs privilégiés et des villages environnants, qui, pour le service militaire, étaient placés sous le commandement du maire de Poitiers et étaient dits, à cause de cela, de la suite du maire de Poitiers (*de secta sua*), devaient contribuer aussi à certaines charges générales imposées à la commune. Voy. dans notre tome I^{er} les nos CCXXXIV,

ipsos majorem et communiam tam pro se quam aliis supra dictis cum gentibus regiis factis, imponitur et imponi consuevit per ipsos majorem et scabinos de summa dictorum acordi et financie tam super illos de communia sua quam super alios, prout legitime eisdem videbitur faciendum, que impositio per ipsos facta super illos, qui non sunt de dicta communia, levare et explectari consuevit per gentes regias, absque eo quod ipsi major et communia ipsam perficere teneantur, plures litteras, instrumenta et munimenta ad eorum intentionem fundendam pretendentes, pluresque alias excusationes et gravamina, debilitatem ac penuriam patrie allegantes.

Tandem dicti major et scabini, pro se et sua communia et aliis de prepositura, burgis et justiciis ipsius civitatis et in suburbiis degentibus, quam pro villis et personis de extra civitatem in rotulo³, domino regi et nobis pro ipso, non infringendo privilegia sua que, quantum possumus, eisdem reservamus in suo robore duratura, hac vice concesserunt gracie, pro omni subsidio dicti exercitus, quater centum libras mone te currentis Pictavis, imponendas per dictos majorem et scabinos suos, tam super illos dicte communie sue quam super omnes alios in dicto rotulo contentos, prout sibi pro utilitate domini regis et patrie videbitur expedire, hoc acto et expresse in pactum deducto quod certe summe pecunie, ad quas finaverant separatim quidam de contentis in dicto rotulo, quas summas eisdem majori et communie tradidimus in quadam cedula⁴ sub sigillo rectorie nostre, super dictis personis et locis, per ipsos majorem et communiam imponatur, deducetur et accipietur⁵ in solutum, deductionem et solutionem dictarum quater centum librarum. Illud vero, quod per ipsos imponetur super illos de dicta communia, per ipsos levabitur et nobis pro domino rege respondebunt. Quicquid autem per dictos majorem et scabinos imponetur super illos in dicto rotulo contentos, qui non sunt de dicta communia, per manum regiam levabitur et explectabitur, absque eo quod dicti major et scabini et sua communia facere valere, perficere aut supplere teneantur. Quam concessionem nos dictus receptor admimus, retenta voluntate domini nostri regis et dominorum magistrorum camere compotorum suorum Parisiensium super hiis et sine prejudicio cujuscumque partis.

CCXXXVII, CCLXVIII et suiv. — 3. Ce rôle des hommes de la suite du maire et de la commune de Poitiers est sans doute celui que nous avons publié dans notre tome I^{er}, n° CCLXVIII. Il est annexé à ces lettres de Jean de Probolant. — 4. Cette cédula, annexée aux lettres du receveur est reproduite ci-dessous, n° CCLXXXIV. — 5. Lire *imponentur, deducuntur et accipiuntur* : ces verbes ont pour sujet *certe*

In quorum omnium premissorum testimonium, nos vero, receptor antedictus, tam auctoritate antedictarum litterarum quam receptorie nostre nobis commisse et alias, sigillum proprium nostrum et etiam sigillum antedictae receptorie, una cum sigillo regio apud Pictavis constituto, ad requestam et supplicationem nostram presentibus litteris appposito, presentibus litteris duximus apponenda. Nos vero, Petrus Beaujeu⁴, custos sigilli regii antedicti, ad supplicationem predicti receptoris nobis, ut predictur, factam, presentibus litteris in munimen et testimonium premissorum duximus apponendum. Datum die mercurii post dominicam qua cantatur Cantate, anno Domini millesimo CCC^o vicesimo nono.

summe pecunie. — 6. Pierre Beaujeu, qui avait succédé depuis deux ou trois mois à Elie Foucaud comme garde du sceau royal à Poitiers, fut remplacé, entre le 30 mars et le 20 juin 1330, par Pierre Gaboreau, qui ne garda ces fonctions que quelques mois et eut pour successeur Eon Favre. Voy. ci-dessus n^o CCLXXVIII, Arch. de la Vienne, S. Cyprien, l. 17 (mardi après la Nativité de la Sainte Vierge 1329, *Bellijoc*), S. Cyprien, l. 43 (30 mars 1330, *Puleri Iudi*), *ibid.* l. 8 (20 juin 1330, *Gaborelli*).

CCLXXXIV

Liste des personnes faisant partie de la suite du maire, qui avaient promis séparément leur part du subside accordé par la commune.

1329

Pièce annexée aux lettres de Jean de Probolant du 24 mai 1329, Arch. mun. E l.

Isti sunt illi quos nos, Johannes de Probolant, receptor pro domino rege Francorum in senescallia Pictavensi, tradidimus majori et communie Pictavensibus, qui debent esse cum aliis de secta dictorum majoris et communie, et cum ipsis in rebus publicis et aliis exercitiis guerrarum, tam ex gratia speciali quam alias, contribuere consueverunt et facere financiam, per ipsos majorem et communiam concordandam, imponendam et faciendam, et quos eisdem majori et communie permisimus et tradidimus ad imponendum super illos summam, ad quam alias separatim finaverant, cum non possent finire, ut

est hactenus consuetum, sine dictis majore et communia, super illos nomine cujuslibet ipsorum scriptam, per nos levandam¹ et deducendam de summa quater centum librarum, ad quam summam² pro personis subscriptis et aliis contentis in rotulo, de quibus³ fit mentio in litteris annexis presenti rotulo, sigillo nostre receptorie sigillato⁴.

1. Homines qui sunt de prepositura Pictavensi et de extra villam Pictavis, centum decem libras⁵.

2. Homines abbatis Monasterii Novi Pictavensis de burgo et de extra burgum, triginta libras⁶.

3. Homines de burgo Beati Hylarii Majoris, quadraginta libras⁷.

4. Dicti les Vileneaus de Rungeres⁸, pro uno serviente, quatuor libras.

5. Theobaldus Bery et ejus compactionarii, pro uno serviente, quatuor libras.

6. Homines domini regis de Cissec, pro uno serviente, quatuor libras.

1. Les sommes énumérées ci-dessous, dont le total est de 270 livres, n'avaient pas été déjà payées, comme le dit Rédet, *Inventaire des Archives de la ville de Poitiers*, p. 87, mais elles avaient été promises séparément et devaient être levées par les officiers royaux. Elles devaient être déduites de la somme de 400 livres promise par la commune. — 2. Il faut sous-entendre *finaverant* (*major et communia*). — 3. Lire de *quo*. Il s'agit du rôle de 1324 mentionné dans les lettres précédentes. — 4. Ce sceau de la recette, qui est resté adhérent à une double queue de parchemin, porte une fleur de lis ; mais la légende a presque entièrement disparu. — 5. La quote-part des hommes de la Prévôté de Poitiers, c'est-à-dire de ceux des habitants de Poitiers et des faubourgs qui ne faisaient pas partie de la commune et relevaient du prévôt, est environ le quart du subside total. En 1337, elle ne fut que de 80 livres sur 500, c'est-à-dire de moins du sixième. Voy. ci-dessous n° CCCXXII, art. 1. En 1329, les contributions militaires, promises séparément par chacun de ces groupes, ne paraissent pas avoir été uniformément proportionnelles au nombre des sergents que chacun devait fournir. Les articles 4, 5, 6, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 15, 16, 18, indiquent une taxe de 4 livres par sergent ; mais le taux est porté à 5 livres par sergent à l'article 14 ; par contre, il est réduit à 3 livres et demie par sergent à l'article 7, à 2 livres et demie à l'article 17. En 1337, la taxe paraît avoir été uniformément d'une livre et demie par sergent. — 6. Il semble, d'après l'article 78 du rôle de 1324, que les hommes de l'abbé de Montierneuf devaient un contingent de 30 sergents (voy. notre tome I^{er}, p. 379, 380 n. 11). Ils n'auraient donc payé qu'une livre par sergent en 1329. — 7. D'après le rôle de 1337, art. 3, le trésorier et le chapitre de Saint-Hilaire devaient fournir 20 sergents : ils paraissent taxés en 1329 à raison de deux livres par sergent. — 8. Ringère, c^{on} de Quinçay, c^{on} de Vouillé. Les articles 4, 5 et 6 de cette liste, qui correspondent aux articles 5, 6 et 7 du rôle de 1337, paraissent être compris ensemble dans l'article 76 du rôle de 1324. —

7. Homines prioris de Vonnuy⁹, pro duobus servientibus, septem libras.

8. Dicti les Kalendreaus¹⁰ pro se et suis compartionariis, pro uno serviente, quatuor libras.

9. Petrus Paynet de Jaunayo, pro uno serviente, quatuor libras.

10. Petrus Chatet de l'Ayrable¹¹ et ejus compartionarii, pro uno serviente, quatuor libras.

11. Aymericus et Guillelmus Bonet et Petrus Theobaldi, pro uno serviente, quatuor libras.

12. Aymericus Rocher et Philippa Rochere, pro uno serviente, quatuor libras, loco Raginaldi et G. Rochere¹².

13. Petrus Gaufridi de Poez¹³ et ejus compartionarii, pro uno serviente, quatuor libras.

14. Homines de Vonuy¹⁴ et de Boveries¹⁵, Hugo d'Ayron, Johannes Savion, Stephanus Sutor, Gaufridus de Pousat, Guillelmus Pejaut, Nicholaus Maucognut, Guillotus Blanchart cellerius, Stephanus Sutoris et Hugo Davion, pro quatuor servientibus, viginti libras. Illi tamen¹⁶ qui sunt homines vice comitis Castri Ayraudi.

15. Johannes Senescalli de Laymbre¹⁶, pro uno serviente, quatuor libras.

16. Guillelmus Verdoys, Guillelmus de Jasenuyl, Johannes Lye, pro hominibus de l'Espinoy¹⁷, pro uno serviente, quatuor libras.

17. Petrus Girart, Petrus Cosson, Guillelmus Goupil pro Carrace¹⁸, centum solidos.

18. Henricus de Haiis¹⁹, pro uno serviente, quatuor libras.

19. Homines prioris de Legudyaco²⁰, decem libras.

9. Voy. rôle de 1324, art. 92 ; rôle de 1337, art. 8. — 10. Voy. rôle de 1324, art. 44 ; rôle de 1337, art. 9. — 11. L'Erable, c^{ne} de Migné, c^{ne} Nord de Poitiers. Voy. rôle de 1324, art. 47 ; rôle de 1337, art. 11. Les articles 9 et 11, qui se retrouvent dans les articles 10 et 12 du rôle de 1337, ne figuraient pas sur le rôle de 1324. — 12. Voy. rôle de 1324, art. 40 ; rôle de 1337, art. 13. — 13. Puy-Longchard, c^{ne} de Cissé, c^{ne} de Neuville. — 14. Voy. rôle de 1324, art. 70 ; rôle de 1337, art. 15. — 15. Lire *tantum*. Il s'agit seulement des hommes du vicomte de Châtellerault à Bonneuil-Matours et à Boirie, et non de ceux du roi, qui sont mentionnés à part sur le rôle de 1324 (art. 64) et sur celui de 1337 (art. 78) et ne figurent pas sur cette liste. — 16. Limbre, c^{ne} de Migné. Voy. rôle de 1324, art. 52 ; rôle de 1337, art. 16. — 17. L'Epinay, c^{ne} de Béruges, c^{ne} de Vouillé. Voy. rôle de 1324, art. 36 ; rôle de 1337, art. 17. — 18. Charassé, c^{ne} de Montamisé, c^{ne} de Saint-Georges. Voy. rôle de 1324, art. 65 ; rôle de 1337, art. 18. — 19. Voy. rôle de 1324, art. 42 ; rôle de 1337, art. 19. — 20. Les hommes du prieur de Ligugé, qui devaient fournir six sergents d'après le rôle de 1324 (art. 77) et ont payé 9 livres en 1337 (art. 20), à raison d'une livre et demie par sergent, semblent taxés en 1329 au taux d'une livre deux tiers.

CCLXXXV

Philippe VI mande au bailli d'Anjou de laisser au sénéchal de Poitou la connaissance de tous les procès concernant le legs de Guillaume Gabet¹.

7 mars 1330 n. st.

Titre perdu. ANALYSE. Reg. 13, p. 247 (ZZZ IX).

1. Voy. ci-dessus n° CCLXXXI. Les lettres d'amortissement d'octobre 1298, publiées dans notre tome I^{er}, n° CLXXII énumèrent les rentes que la commune de Poitiers avait acquises dans le comté d'Anjou grâce au legs de Guillaume Gabet.

CCLXXXVI

Le maire de Poitiers arrente à Pierre et Paul de la Forêt, fils de Nicolas de la Forêt, à la rente de douze livres tournois, le domaine de la Forêt¹, laissé à la commune pour décharge de la rente de six livres, de 5 cuisses de froment et de 6 cuisses de seigle².

18 mai 1330

Titre perdu. ANALYSES. A. Reg. 13, p. 156 (M VI, 2^o). — B. Man. d'Auzance, fol. 36.

1. Commune de Saint-Sauvant, c^o de Lusignan. — 2. Sur cette rente constituée le 26 octobre 1282 par Nicolas de la Forêt, voy. notre tome I^{er}, n° CXI.

CCLXXXVII

Jean d'Almagne¹, de la paroisse de Jaunay, vend à Guillaume David, aumônier de l'échevinage, pour la somme de huit livres, une rente de quatre setiers de froment et d'un chapon sur deux pièces de terre situées près de Chillac².

27 octobre 1330³

Titre perdu. ANALYSES. A. Reg. 13, p. 351 (BBBBB LXIII). — B. Man. d'Auzance, fol. 29.

1. Jehan d'Almagne A, Johannes de Almagnia B. — 2. en territoire de Chillet A, vers le terrouer de Chillac B. Le Dictionnaire topographique de Rédet n'indique aucun lieu de ce nom dans la paroisse de Jaunay ni aux environs. — 3. en date du samedi avant la feste de Saint Simon et Jude A (sans date d'année), 1330 B.

CCLXXXVIII

Jean Aymeret¹, de la paroisse de Quinçay², et Bertrand Aymeret³, de la paroisse de Cissé⁴, vendent à Guillaume David pour l'aumônerie de l'échevinage⁵ une rente d'une cuisse de froment et de deux chapons que les dits frères assignent sur tous leurs biens⁶.

23 novembre 1330

Titre perdu. ANALYSES. A. Reg. 13, p. 356 (BBBBB LXXIX). — B. Man. d'Auzance, fol. 29 v^o.

1. Jehan Aymeret A, Johannes de Pinier B. — 2. C^{on} de Vouillé. — 3. Bertrand Aymeret A, om. B. — 4. Sissec A, om. B. Cissé, c^{on} de Neuville. — 5. aulmosnier de l'aumosnerie des maire et commun de lad. ville de Poitiers A, pour l'aumosnerie de l'eschevinage B. — 6. pour le pris et somme de huit livres payées une charge de froment mesure de Poitiers et deux chappons, le tout de rente annuelle et perpétuelle A, unam cocciam frumenti et duos capones de rente annuelle que lesd. frères promettent sur tous leurs biens B.

CCLXXXIX

Guillaume de Morillon¹, receveur du roi en la sénéchaussée de Poitou, reconnaît avoir reçu de Guillaume Guillot², receveur du maire de Poitiers, 200 livres sur les 500 livres que Guillaume du Pont³, procureur du maire, avait promises à

1. Guillaume de Morillon figure aussi avec le titre de « receveur le roy en Poitou », sur le jugement en date du 18 septembre 1331, par lequel le sénéchal de Poitou Pierre Raimond de Rabastens délivre les biens de feu Guillaume Alemant à Guillaume de Taunay, son fils adoptif (Arch. hist. du Poitou, t. XI, p. 393). — 2. Guillaume Guillot, échevin de Poitiers, est souvent mentionné comme procureur de la commune en 1333, 1334, 1335 et 1339 (n^{os} CCXGVII, CCXCVIII, CCC, CCCI, CCCII, CCCIV, CCCVI, CCCXXXVI). Une décision de l'échevinage en date du 27 août 1333 fixe à 15 livres ses gages comme procureur et receveur de la commune (n^o CCXCIX). — 3. Guillaume du Pont fut maire de Poitiers du 14 juillet 1330 au 13 juillet 1331 d'après le témoignage de la plupart des listes (Bibl. nat., ms. fr. 20.084, Man. d'Auzance, Bibl. de Poitiers, n^{os} 387 et 574, Coll. Fonteneau, t. 82, Thibaudau, *Histoire du Poitou*, t. VI, p. 281) ; c'est à tort que deux listes assez souvent inexactes (Bibl. nat., ms. fr. 32.124, et Bibl. de Poitiers n^o 386) avancent d'un an la première élection de Guillaume du Pont, qu'elles indiquent pour 1329, au lieu de Guillaume Garreau. C'est donc en qualité de maire que Guillaume du Pont devrait figurer sur cette

Pierre Forget ⁴, *trésorier de France, pour la dernière guerre de Saintes* ⁵.

8 avril 1331

Titre perdu. ANALYSE. Reg. 13, p. 316 (AAAAA CXIII).

pièce : l'inventaire du XVI^e siècle, contenu dans ce registre, est parfois inexact, comme le montre ailleurs la comparaison avec celui que renferme le manuscrit d'Auzance. Il est possible néanmoins que Guillaume du Pont ait été procureur de la commune avant de devenir maire et qu'il ait été chargé de promettre ce subside. Il était avocat et fut en tout cas procureur de la commune en 1339 : voy. ci-dessous n^{os} CCCXXXVI et CCCLIV. Il fut réélu maire en 1340 : voy. ci-dessous n^o CCCXLVII en date du 23 janvier 1341 où il figure comme maire et est appelé « sire Guillaume du Pont Garin ». Il fut continué dans sa charge l'année suivante d'après le témoignage unanime des listes ; il fut réélu en 1351 (n^o CCCLXXIII note). Il vivait encore en 1353 (voy. n^{os} CCCLXIX, CCCLXXXIV, CCCXC). — 4. Pierre Forget était trésorier de France en 1330 (Arch. nat. KK 2, fol. 129 v^o) et mourut avant le 20 oct. 1335 (Arch. nat. JJ 70, n^o 111). Voy. J. Viard, *Journaux du trésor de Philippe VI de Valois*, p. LXXI. — 5. En 1330, Charles, comte d'Alençon, frère de Philippe VI, à la tête d'une grande armée, avait assiégé les Anglais dans le château de Saintes et, après s'être emparé de cette forteresse, l'avait complètement détruite. Voy. Deprez, *Les préliminaires de la Guerre de Cent ans*, p. 77 ; Rymer, *Foedera*, t. IV, p. 483, Lettres de Philippe VI, en date du 13 avril 1331, promettant au roi d'Angleterre une indemnité de 30.000 livres pour la reconstruction du château de Saintes.

CCXC

Clémence Binaud, après avoir prêté serment comme membre de la commune, est déchargée sa vie durant de la taille levée pour les gages du maire, moyennant une rente de 5 sous qu'elle constitue à cet effet sur tous ses biens.

6 février 1332 n. st.

Original, Arch. mun. B 1.

A touz ceux qui verront et ourront cetes presentes letres, le mayre et le commun de Poitiers, salut en Nostre Seigneur. Sachent touz que nous, pour la main et en la main de nostre mayre, havons receu dame Clemence Binaude, parroissienne de Saint Poul ¹, mancionere et bourgoise de nostre commune

1. Saint Paul. Cette ancienne abbaye a continué de servir d'église paroissiale jusqu'à la fin du XVIII^e s. Voy. notre tome I^{er}, p. 11 et

en la fourme et manere acoustumée, et laquelle, en la main de nostre dit mayre, ha fait le serement acoustumé sur ce et les autres chouses levées, si comme il est acoustumé de fere. Et pour ce que le mayre, qui checun an est oulleu² selon les privileges du dit commun, n'a acoustumé à avoir rantes destinées ne ordrenées à l'office du dit mayre pour son salayre et guages, les que³ hont acoustumé à estre donnez et outroiez au dit mayre pour pourter la charge du dit office, l'an a coustume à fere talhées checun an pour les guages du dit mayre sur les jurez du dit commun, la dicte dame Clemence, voulans à soy pourvoier et fere satisfaction pour tout son temps et autrement au dit commun de la dicte talhée, pour reson des guages et salayre du dit mayre, ha donné et outroïé à nostre dit commun cinq sols en deners de annuau et perpetuau rante, assis et assignez sur touz ces biens meubles et immeubles, presens et avenir, juques à tant que les diz cinq sols de rante ele hait ailleurs assis convenablement ou qu'elle hait balhé et païé à nous sexante sols en deners pour acheter la dicte rante³ pour convertir au paiement des guages et salayre du dit mayre, qui pour le temps sera. Pour laquelle rante ou argent dessus noummé, nous voulons et outroions à la dicte dame Clemence, pour nous et nouz successeurs, que la dicte dame Clemence soet et demeuret quipte et delivre de la talhée du mayre tant soulement, tant comme elle vivra et sera dudit commun, sanz ce que aucune talhée pour les stipendes et guages acoustumés à lever pour la talhée annuau du dit mayre li puisset estre impousée, sauve et reservé en toutes autres chouses audiz mayre et commun que la dicte dame Clemence soet tenue et obligée en toutes autres chouses que le diz mayre et commun ou les jurez du dit commun sunt et seront tenu et mesmement selon les establissemens et ordrenances du dit commun faites et à fere selon les necessitez qui leur avendront. En tesmoin de laquelle chouse, nous havons donné à la dicte dame Clemence cetes letres saelées de nostre grant seel⁴. Donné le jundi après la purification Nostre Dame l'an mil CCC trente et un.

suiv. — 2. élu. — 3. Il est à remarquer qu'il fallait alors 60 sous pour acheter une rente de 5 sous, c'est-à-dire 12 fois la valeur annuelle de cette rente, tandis qu'au XIII^e s. une rente était ordinairement achetée 10 fois sa valeur annuelle. Voy. notre tome I^{er}, p. 141 n. 3, 143 n. 5 154 n. 2, 160 n. 3, 180 n. 3 ; cependant, *ibid.*, p. 183 note, nous avons déjà relevé un exemple de capitalisation au denier 12 pour une petite somme. Nous voyons par contre un taux inférieur ci-dessous n° CCXCVI, n. 4. — 4. Ce grand sceau de la commune, en cire verte, sur double queue de parchemin, représente d'un côté un cavalier armé d'une massue, et, de l'autre, une ville fortifiée ; le pourtour est brisé.

CCXCI

Ordonnance de l'échevinage au sujet du salaire du maire.

8 mai 1332

A. Man. Saint-Hilaire, fol. 25. — B. Reg. 12, p. 370. — C. Coll. Fonteneau, t. LXXIV, p. 505.

Fait et ordonné en l'esclavinage le vendredi amprès la Sainte Croix de may, l'an mil trois cens trente et deux, maire Ytier Bernart¹, c'est assavoir que chascun du commun, qui n'a donné, donra, scelon sa faculté, rente ou argent pour l'achepter, à paier la taillée du maire²; et pranda deci en avant le dit maire les rentes en deniers deues en la ville jusques à la sonme de son salaire et les autres rentes données comme dessus, et le demourant, s'il y est, sera converti en prouffit commun. Et à recevoir les promesses des personnes du commun sont ordonnez Rogier Langlois³, Micheau Barrea, Eom Favre⁴, Philippom Le Barbier, Johan⁵... Et, jusques les choses dessus dictes soient acomplies, se impousera la taillée come par devant. Et furent faictes ces chouses à jour de moys, en plain cent, presens⁶.

1. Itier Bernard avait été déjà maire de Poitiers en 1302, d'après le témoignage de la plupart des listes. Il fut réélu en 1331, comme l'attestent ce document, le suivant et le jugement du sénéchal de Poitou en date du 18 septembre 1331, relatif à l'héritage de Guillaume Alemant (*Arch. hist. du Poitou*, t. XI, p. 393). C'est aussi son nom qu'indiquent pour 1331 la plupart des listes, sauf deux (*Bibl. nat.* 32.424 et *Bibl. de Poitiers* n° 386), qui ont avancé d'un an cette élection d'Itier Bernard comme celle du maire précédent Guillaume du Pont. Voy. ci-dessus n° CCLXXXIX, n. 3. Itier Bernard, qui est cité le second sur la liste des échevins dans le règlement du 8 juillet 1335 pour l'élection du maire (ci-dessous n° CCCV), vivait encore le 8 février 1348 (*Arch. hist. du Poitou*, t. XIII, p. 432). — 2. Voy. le document précédent, d'après lequel Clémence Binaud paraît avoir été la première à constituer une rente annuelle et perpétuelle pour le salaire du maire, afin d'être dispensée de payer chaque année la taille levée à cet effet. L'échevinage invite tous les membres de la commune à en faire autant, selon ses moyens. — 3. Roger Langlois était échevin ou conseiller en 1325, ainsi que Michel Barreau. Voy. notre tome I^{er}, p. 384. — 4. Eon Favre (*Eudo Fabri*), clerc, qui figure ici comme un des échevins chargés de recevoir les constitutions de rentes pour le salaire du maire, fut garde du sceau royal à Poitiers de 1330 à 1333. Voy. *Arch. hist. du Poitou*, t. XI, p. 393, *Arch. de la Vienne* H 1 l. 10 et 40, E 2 l. 78. Il eut pour successeur Jean Barré (n° CCCI). — 5. Ce prénom est suivi d'un blanc dans les manuscrits. — 6. La liste des présents a été omise.

CCXCII

Amende infligée à un boulanger.

13 juillet 1332

A. Mah. Saint-Hilaire, fol. 57. — B. Reg. 12, p. 401.

Le lundi avant la saint Ciprien, l'an mil CCC trente et deux, gagia l'amande à monseigneur le mayre Ytier Bernart, Guillemain Gervays; forner, pour ce que le pain, qui avoit esté pris chés lui et apporté en l'esclavignage, fut trouvé de mains de pöys, chascun pain de deux deniers, que les autres pains que l'on avoit pris ailleurs, qui estoient de meisme pris, d'un quarteron. Presens le dit monseigneur le maire, Barthomé Le Lombart¹, Regnault² Langloys, Johan [Bouteiller]³ et plusieurs autres.

1. Barthomé Le Lombart figure déjà sur une liste d'échevins de janvier 1325 et est cité de nouveau en cette qualité sur des documents de 1333 et de 1335. Voy. notre tome I^{er}, p. 384 et ci-dessous n^{os} CCXCIX et CCCV. — 2. Il convient sans doute de corriger ce prénom en Rogier d'après le document précédent. — 3. Boiceller ms. Lire Bouteiller. Jean Bouteiller figure sur le document de janvier 1325 mentionné ci-dessus, ainsi que sur quatre autres reproduits plus loin (n^{os} CCXCIV, CCXCVII, CCXCIX, CCCXLVIII).

CCXCIII

Echange de cens et rentes entre la commune et Jean Larcher.

12 janvier 1333 n. st.¹

Titre perdu. ANALYSE. Reg. 13, p. 271 (XXXX II)².

1. Le lundi avant la saint Hilaire d'hiver. — 2. Les maire et commun de Poictiers d'une part, et Johan Larchier et Johanne de Genis, fille de feu Jehan de Genis et de feu Pernelle Manterelle, firent ensemblement certain eschange, à plain declairez par lad. lecture, qui sont de plusieurs cens et rentes, transportez de l'un à l'autre. Et à icelled. lettre y a une excommangé, par laquelle apert que les maire et commune delad. ville firent excommenier lesd. Johan Larchier et Johanne de Genis pour non avoir païé la somme de quinze solz et sept septiers de froment à la mesure de Poictiers, de rente annuelle, pour raison des arreaiges d'iceulx escheuz de dix sept années. — Voy. ci-dessous n^o CCCLV la réquisition de saisie contre Jean Larcher en date du 8 septembre 1342.

CCXCIV

L'échevinage fait examiner par des commissaires les objets en étain exposés à la foire de la mi-carême et saisit ceux qui ne sont pas de qualité suffisante.

25 mars 1333

A. Man. Saint-Hilaire. fol. 81. — B. Rég. 12, p. 422.

L'an mil CCC XXXIII, le jour de juedi, en la feste de Nostre Dame Chassemars¹, maire mestre Guillaume Coindé², furent veüz et regardés en l'esclavinage de Poitiers par sire Ytier Bernart³, Johan Morin⁴ et Johan Bouteiller, commis à ce du dit monseigneur le maire, l'œuvre d'estaign qui avoit esté prise en la foire de la micaresme⁵ par les gens du prevoust, qui l'avoient [rendu]⁶ à monseigneur le maire et rendu la co-gnoissance, pour ce qu'elle lui appartennoit, que par⁷ les sergens de monseigneur, sur les marchans et personnes qui s'en-suyvet. Et furent presens ad ce faire Lorencin le Dorider, Johan Rabichon, mestre Hugues Dangiers, Tassin le [Picherer]⁸, Charlot le Picherer, qui jurerent aux sains Evngiles Nostre Seigneur de bien et leaulment conseiller les diz commissaires sus le dit œuvre.

Premierement, de mestre Hugues Dangiers, demourant à La Rochelle, deux potz et une pincte, lesquiex lui furent renduz pour ce que l'on trouva que l'œuvre estoit bonne et loial

1. Ce document est un de ceux qui attestent que l'on suivait à Poitiers le style de l'Annonciation et non le style de Pâques (voy. notre tome I^{er}, p. 84 n. 1, 331 n. 10 et *Bibl. de l'Ecole des Chartes*, 1891, p. 231. Le 25 mars était bien un jeudi en 1333 et non en 1334. De plus le maire était Guillaume Coindé du 14 juillet 1332 au 13 juillet 1333, c'était Robert de Londres du 14 juillet 1333 au 13 juillet 1334. — 2. Sur Guillaume Coindé, élu maire en 1316, 1317, 1318, 1319, 1323 et 1332, voy. notre tome I^{er}, p. 331 n. 8, 356, 357 n. 6, 384, *Arch. hist. du Poitou*, t. XIII, p. 135, 275, 283, et ci-dessous n^{os} CCXCV, CXCVIII, CCXCIX, CCCV, CCCXXII art. 63 et 100, CCCXXXVI. — 3. Itier Bernard était maire l'année précédente (n^o CCXCI). — 4. Jean Morin est cité comme échevin dans le règlement du 8 juillet 1335 pour l'élection du maire (n^o CCCV). — 5. Il convient sans doute de lire : [tant] par les gens du prevoust... que par les sergens de monseigneur. Parmi les objets en étain soumis aux commissaires, les uns avaient été pris par les gens du prévôt, les autres par les sergents du maire. — 6. vendu mss. Lire rendu. — 7. pour mss. Lire par. — 8. le porter mss. Lire le Piche-

et marchande. Item de Tassin⁹ le Picherer, demourant en La Rochelle, II potz, et lui furent renduz pour icelle cause. Item de Charlot le Picherer, demourant à Poitiers, un pot et une estomaye¹⁰, et lui furent renduz pour icelle cause. Item, de Micheau de Nanthoil, IIII chieufs¹¹ de potz et pinctes. Et fut trouvé par le serement des diz jurés que les corps estoient suffisamment, mès les [ances]¹² et les couvercles n'estoient pas de suffisant mettal ne de celui dont estoient les corps des dictes pinctes, et pour ce furent retenuz afin d'en faire raison. Item, de Yvonet le Picherer de Poitiers, I pot et I pincte ; et fut trouvé par le serement du dit Yvonet que ilz n'estoient suffisans, ne si marchans comme les autres, et furent aussi retenuz, affin d'en faire ce que raison donra. Item, de celui de Moulechori d'Angers, I pot et I pinte et II gobellés, qui furent aussi retenuz, pour ce qu'ils n'estoient pas bons ne suffisans pour la relation des diz jurés. Item, de Benoist d'Angers, valet mestre Johan Delogres d'Angers, II potz qui furent retenuz, pour ce qu'ilz n'estoient pas suffisans. Toutesvoies ilz estoient les mains mauvaiz de ceulx qui sont retenuz. Item, de Heliot de Thours, un pot qui fut trouvé mains suffisant et pour ce fut retenuz, afin d'en faire raison.

rer. Ce nom est bien écrit ainsi plus loin et n° CCXCVII. — 9. *Cassin* mss. Lire *Tassin*. C'est ainsi que ce nom est écrit plus haut. — 10. Lire *estamaye*, grand vase à deux anses. — 11. Ce mot, variante de *chief* (tête), signifie pièce. — 12. *bances* mss. Lire *ances*, c'est-à-dire anses.

CCXCV

L'échevinage décide que les amendes seront employées à l'achat de vêtements pour le procureur et les sergens de la commune.

25 mars 1333

A. Man. Saint-Hilaire, fol. 25 v°. — B. Reg. 12, p. 370.

Des amandes et deffaux qui doivent estre mises aux robes du procureur et sergens.

Die jovis in festo Annunciacionis beate Marie Virginis, anno Domini millesimo trecentesimo tricesimo tercio, domino Guillelmo¹ Coinde existente majore, in scabinagio consulibus² pre-

1. *dominus Guillelmus* mss. Lire *domino Guillelmo*. — 2. *consulibus*

sentibus, ordinatum fuit quod de cetero deffectus et emende gagiate et gagiande leventur per duos servientes communie per medium et convertantur in empcione vestium procuratoris et servientum³.

désigne les conseillers. Voy. notre tome I^{er}, p. 238 n. 2. — 3. Suivent quelques mots inintelligibles : *nec alias resumi de cetero juribus communem duplicabuntur*.

CCXCVI

Herbert Pouvreau¹ et sa femme, Jeanne Gorraude², pour s'acquitter envers la commune d'une somme de cent quinze livres³, constituent à son profit une rente de douze livres, moitié en deniers, moitié en blé⁴, qu'ils assignent sur leur maison de Poitiers appelée l'hébergement de Forges⁵, et sur deux maisons de la rue de l'Annonerie⁶.

30 mars 1333

Titre perdu. ANALYSES. A. Reg. 13, p. 185 (LL II). — B. Man. d'Auzance, fol. 38 v^o.

1. *Albert Pouvreau chevalier* B. Il est qualifié écuyer sur la transaction du 20 juin 1352 publiée ci-dessous n° CCCLXXXIV. — 2. *Gorraude A, Gorrande B, qui ajoute : damoiselle, petite fille de feu Guillaume de Neuville, citoyen de Poitiers*. Cf. n° CCCLXXXIV. — 3. *pour demeurer quictes envers messeigneurs les maire et commun de la ville de Poitiers de la somme de cent quinze livres restans de la somme de deux cens livres* A. — 4. *vendirent ausd. maire et eschevins la somme de six livres en deniers monnoye courant et six livres en blé, à usage et coutume ancienne, faisant douze livres de rente* A, constituent au maire et eschevins XII l. t. de rente, moitié bled, moitié argent, pour CXV l. t. B. Il est à remarquer que le prix de vente de cette rente de 12 livres, 115 livres, est inférieur à 10 fois sa valeur annuelle, ce qui était le taux ordinaire au XIII^e siècle. Voy. ci-dessus n° CCXC n. 3. Selon l'usage traditionnel en Poitou, la rente constituée par Herbert Pouvreau et sa femme est moitié en argent, moitié en blé. Voy. notre tome I^{er}, p. 121 n. 3. — 5. *que lesd. vendeurs assignerent sur leur maison et herbergement, à cause de lad. Jehanne, assise à Poitiers, appelé herbergement de Forges, et sur les treillés et la fuye estans derrière led. herbergement* A, assise sur leur herbergement de Forges et sur les treilles et fuyes sises au derrière, à Poitiers B. Cet hébergement de Forges, qui, en 1333, appartenait à Herbert Pouvreau du chef de sa femme Jeanne Gorraude, fut vendu quelques années plus tard à Savary de Vivonne, alors qu'il était capitaine en Poitou, en 1338, par Hugues Goriaut, chevalier, lequel était sans doute frère et héritier de Jeanne Gorraude. Voy. Arch. hist. du Poitou, t. XIII, p. 160, et ci-dessous n° CCCLXXXIV. — 6. *item sur deux maisons assises à la Non-*

CCXCVII

Statuts des potiers d'étain.

19 avril 1333

A. Man. Saint-Hilaire, fol. 80 vo. — B. Reg. 12, p. 422. — C. Coll. Fonteneau, t. XXIII, p. 307.

Ordinatio picheriorum d'estaing.

Ordinatum fuit inter Michaellem de Nantholio¹ et Charle-
tum² le Picherer, Yvonetum le Picherer et plures alios piche-
renos³, quod ipsi de cetero non ponent nec mictent in potis
stangni rondis nisi X libras plumbi in centum libris stangni
pro faciendo illud opus, nec facient nec ponent in opere qua-
drato⁴ nisi mitaille⁵, et quod opus sit finitum⁶ et sine plumbo.
Et, si quis in contrarium fecerit, opus erit crematum⁷ et ille,
qui opus fecerit, erit in emanda de LX solidis applicandis
majori, si sit de villa Pictavensi, et, si sit de extra villam, pre-
posito Pictavensi. Et hec juraverunt tenere dicti Michael,

nerie du dit lieu A, et sur leurs maisons en la Nonerie dud. lieu, lesquelles tiennent à present Michea de Nanteuil et Guillaume de Verneuil B. Le grand-père de Jeanne Gorraude habitait rue de l'Annonerie (in Anoneria Pictavensi, Arch. de la Vienne G 1109, in vico Anonerie G 1110), en face de la maison de l'abbaye du Pin, c'est-à-dire vers l'extrémité de la rue du Moulin-à-Vent, près du carrefour de la rue de la Regratterie. La maison de Guillaume de Verneuil et celle des héritiers de feu « Michea Nantoil, assise en la Nonerie de Poitiers » sont mentionnées dans la transaction de 1352 (n° CCCLXXXIV).

1. Micheau de Nanteuil, qui figure ici comme potier d'étain ainsi que dans le document précédent (n° CCXCIV), relatif à l'examen d'objets en étain, était au nombre des échevins, ou du moins des conseillers, dès 1325 (voy. notre tome I^{er}, n° CCLXXI). Il habitait rue de l'Annonerie (voy. ci-dessus n. 6). — 2. Lire *Charlotum*. Ce potier d'étain est appelé *Charlot le Picherer* dans le document précédent (n° CCXCIV) et ci-dessous *Charlotus*. — 3. *picherenos* mss. Lire *pichererios*. Il convient sans doute de corriger, dans le titre de ce document, *picheriorum* en *pichereriorum*. Le Glossaire de Du Cange n'indique pas *pichererii*, forme latinisée du v. franç. *picherer* (fabricant de pichers), mot qui ne se trouve pas d'ailleurs non plus dans le Dictionnaire de Godefroy et qui, après avoir été un nom commun, a formé le nom propre de plusieurs potiers d'étain mentionnés ici. — 4. *quadrata* mss. Lire *quadrato*. — 5. Le Dictionnaire de Godefroy indique ce mot comme signifiant petite monnaie et par suite morceau de métal en général. — 6. *fininum* mss. Lire *finitum*. — 7. *tramatum* A, *terminatum* B, ... C. Lire *crematum*

Charlotus et Yvo, Robinus de Veronier, Guillelmus^s Langloys, Jo. de Luserches, valetus dicti Michaelis, P. de Thouloze, P. de Pouzailhes, valetus dicti Charloti, Enis^s Aureliano, valetus dicti Yvoneti, die lune post Misericordia Domini, anno Domini M^o CCC^o XXXIII^o, presentibus domino Yterio Bernardi, Jo. Morini, Bouteiller^{ro}, Laurencio le Derider et G. Guilloti.

(brûlé). — 8. *Guillelmo* AC, *Guillelmus* B. — 9. Nom altéré. Ajouter [de] devant *Aureliano* (d'Orléans). — 10. Il convient sans doute d'ajouter le prénom de Jean Bouteiller, qui a été omis et devait être écrit en abrégé [Jo.] comme pour Jean Morin.

CCXCVIII

Les exécuteurs testamentaires de Guy de Bauçay adjudgent à la commune de Poitiers les terres sur lesquelles était assise la rente de 40 setiers de froment, vendue à la commune par Jodoïn de Font-Geoffroy, et une somme de 550 livres pour arrérages.

16 mai 1333

Original, Arch. mun. F 154.

A touz ceuls qui orront et verront ces presentes lettres, Hues, sire de Bauçay¹, Johan de Maillé², sire de Clervaux³, chevalers, et frere Guillaume Pepin, de l'ordre des Freres Mineurs, exécuteurs du testament ou derrere volonté doigné de bone memoire monseigneur Guy de Bauçay⁴, chevalier feu,

1. Hugues VI de Bauçay avait succédé à son père Hugues V, comme seigneur de Bauçay (aujourd'hui Baussay, château et village, commune de Monterre-Silly, canton de Loudun), avant le 21 août 1308, date à laquelle il dotait une chapelle à Chinon (*Arch. hist. du Poitou*, t. XIII, p. 25). Il mourut entre le 16 mai 1355 et le 31 août 1357 et fut le dernier représentant de la branche aînée de la famille de Bauçay. Voy. *Arch. hist. du Poitou*, t. XIII, p. 327 note, t. XVII, p. 360 note. — 2. Jean de Maillé, seigneur de Clairvaux, était frère de Payen de Maillé, qui fut sénéchal de Poitou en 1341 et 1342 : ils étaient tous les deux fils de Hardouin V de Maillé et de Jeanne de Bauçay (*Arch. hist. du Poitou*, t. XIII, p. 215, 284). — 3. Clairvaux, c^{ste} de Scorbe-Clairvaux, c^{ste} de Lençloître, arr^t. de Châtellerault. — 4. Guy de Bauçay, qui était commissaire du roi en Poitou en 1317, était mort dans les premiers mois de 1324, peu avant des lettres du roi Charles IV, en date de juin 1324, attestant qu'il était alors décédé (*Arch. hist. du Poitou*, t. XI p. 228). Il est dit plus loin que son décès était antérieur de six ans à un accord conclu trois ans avant le présent acte. La branche de Chéneché, dont il est le

jadis seignour de Cheniché⁵ et de Crassay⁶ en temps qu'il vi-voit, salut en Dieu Nostre Segnour.

Sachent touz que, comme Jodoin de Font Joffroy, valet, et Margarite, sa feme, heussent, en temps ça en arreres⁷, vendu au maire et au commun de Poitiers par titre de perpétuelle vençon, pour certain pris d'argent à eux païé des diz [achateours]⁸, quarante sexters de frement de annuau et perpetuau rante à la mesure de Mirebea, randuz au diz mayre et commun checun an à leur meson à Poitiers au propres despens des diz vendeurs, en checunes huyteves de la feste Saint Michea, laquelle rante les diz vendeurs assistrent et assignerent pour eulz et pour leurs hoirs au diz mayre et commun sur toutes leurs terres, coytivées et non coytivées, estans entre la ville de Charay et la ville de Millé⁹ et la ville de Vilers¹⁰, et sus touz leur autres biens, heritages et courances, tant de la partie du dit Jodoin que de sa dicte femme Margarite ; item, et heust encores ledit Jodoin vendu audiz maire et commun pour certain pris d'argent à luy païé des diz achateours, quatre livres de monie courant de annuau et perpetuau rante en deners, les quïex le dit vendeur disoit que Marquet Salemon et Guillaume, son fil, li devoient de rante sur touz et checuns leur biens, les quïex les diz Marquet et fil avoient et tenoient de luy, si comme il disoit, à Millé et environ en la parroisse de Charay¹¹ ; et encores le dit Jodoin vendit les dictes quatre livres sus touz ses biens meubles et non meubles, presens et avenir, sur l'obligacion des quïex biens ledit vendeur promist randre et paier checun an à Poitiers¹² audiz mayre et commun les dictes quatre livres, si comme les dictes vençons nous avons veu estre plus pleinement contenues en lettres saellées du seel le roy à Poitiers establi, fectes et confectes sus les dictes vençons.

premier représentant connu, aurait été fondée, d'après Guérin (*ibid.*, p. 3 note), non par lui, comme l'admet Beauchet-Filleau (*Dictionnaire généalogique des familles de l'ancien Poitou*, I, art. Bauçay), mais par son père Guy, mort glorieusement en 1270, à la croisade, avec son frère Hugues IV de Bauçay. — 5. Chéneché, canton de Neuville. — 6. Grassay, commune de Benassay, canton de Vouillé. — 7. Cette vente avait eu lieu le 25 janvier 1281. Nous avons publié dans notre tome I^{er}, n° CIII, l'original de l'acte en latin, analysé ici. — 8. Le manuscrit présente ici une lacune, que nous croyons pouvoir combler ainsi. — 9. Milly, commune de Charrais, canton de Neuville. — 10. Villiers, canton de Neuville. — 11. Nous avons publié dans notre tome I^{er}, n° CLV, l'acte du 2 juillet 1293, par lequel Jodoin de Font-Geoffroy avait vendu à la commune de Poitiers la rente de 4 livres, que Marc Salomon (*Marcus Salomonis*, dit ici *Marquet* Salemon) et son fils Guillaume lui devaient à Milly dans la paroisse de Charrais. — 12. L'acte du 2 juillet 1293 porte que le vendeur s'engage à payer cette rente à Mirebeau. —

Et le procureur des diz mayre et commun fust plusours foiz venuz à nous, comme à executeurs dudit feu, disans que ledit feu monseigneur Guy, en temps qu'il vivoit, avoit aquis dudit Jodoin son herbergement de Font Joffroy et les appartenances d'iceli et les autres chouses dessus dictes obligées audiz mayre et commun pour les diz quarante sexters de frement et les dictes quatre livres en deners de rante, et les dictes chouses avoit tenu longuement en temps de sa vie, sanz aucune chouse paier audiz mayre et commun de la dicte rante ; et que les diz mayre et commun estoient en arreres de la dicte rante non païée du temps de la vie du dit monseigneur Guy de vint et six ans, et, depuis la mort de luy, de six années ; et deist le dit procureur que le dit Jodoin, par avant qu'il transportast les dictes chouses en dit monseigneur Guy, estoit demouré ou les diz mayre et commun à fin de compte sus les diz arrerages à douze livres de monoie courant, au paiement des quieux fere il avoit obligé les biens dessus diz, si comme nous avons veu estre contenu en lettres saellées du seel le roy dessus dit ; et deist encore le dit procureur que le dit monseigneur Guy, en temps qu'il vivoit, avoit plusours foiz cogneu et confessé souffisanment li estre tenu par reson des dictes chouses audiz mayre et commun en la dicte rante et ès arrerages d'icelle, et avoit voulu et ordrené en temps de sa vie, mesmement en partage et division qu'il avoit fait entre ses enffans, que ses heritiers asseissent audiz maire et commun la dicte rante et leur feissent satisfaction des arrerages d'icelle, des quelles chouses n'avoit esté rien fait. Pour la quelle chouse il avoit convenu que les diz mayre et commun en heussent mehu plait contre monseigneur Guy de Bauçay¹³, seigneur de Cheniché, et Fouquaut de Bauçay¹⁴, son frere, fils et heritiers du dit feu monseigneur Guy ; le quel plait avoit longuement duré, tant à la court de l'église que à la court de Saumur¹⁵, que davant cer-

13. Il est appelé Goujon de Bauçay sur les lettres de juin 1324 qui suivirent d'assez près la mort de son père (*Arch. hist. du Poitou*, t. XI, p. 228). Guérin l'appelle Guyon ou Goujon (*ibid.*, p. 3 note, t. XIII, p. 277 n. 2). Dans ce document et dans deux autres publiés ci-dessous (n^{os} CCCII et CCCIII), il porte toujours, comme son père, le nom de Guy. — 14. Foucaud de Bauçay était mort, non seulement avant le 23 juin 1339, comme le dit Guérin (*Arch. hist. du Poitou*, t. XI, p. 85 note), mais avant 1333 : on voit plus loin que sa veuve était déjà remariée avec Guillaume Odart. — 15. Les biens sur lesquels étaient assises les rentes en question relevaient du comté d'Anjou, du ressort de Saumur, ainsi que le montrent les lettres d'amortissement données en octobre 1298 par Charles, comte de Valois et d'Anjou, à la commune de Poitiers pour les rentes qu'elle avait acquises dans le comté d'Anjou, lettres publiées dans notre tome I^{er}, n^o CLXXII. —

tains commissaires deputez de par le roy ; en quel plaît les diz maire et commun avoient fait moult grans despens et avoient esté en domage, si comme disoit le dit procureur, en bien trois cenx livres monoie courant ; et, pour ce, nous avoit plusours foiz requis le dit procureur que nous, comme executeurs du dit feu, feissions assire et assigner audiz maire et commun la dicte rante et fere fere satisfaction des diz arrerages et damages juques au summes dessus dictes et des dictes douze livres et que à ce fere condampnessiens et fissions contraindre les diz heritiers du dit feu.

Et pour ce nous baillames jour au dit procureur, à oyr sa plainte et li fere reson sus celle, à Loudun par davant nous ou davant les deux de nous qui seroient presens à Loudun, c'est assavoir au dymenche avant la Penthecouste. Au quel jour et lieu, nous feismes appeler et assavoir au dit monseigneur Guy de Bauçay, fil du dit feu monseigneur Guy et à monseigneur Guillaume Odart¹⁶, chevalier, avans le bail de la fille et heritiere du dit feu Fouquaut de Bauçay, pour reson de sa feme qui fut feme au dit Fouquaut, pour venir oyr audiz jour et lieu la dicte plainte et requeste du dit procureur et les autres plaintes des autres plaintis, et pour fere sus celles tout ce qui au salut et à la decharge de l'ame du dit feu porroit proffiter, au reguard des executeurs qui presens seroient, ou intimation que, venissent ou ne venissent les diz heritiers, nous yroient avant et procederoient en l'execucion du dit testament et à oyr les plaintis et leur fere ce que nous verrions que à fere seroit au salut et decharge de l'ame du dit feu, l'absence d'eux non contraitant.

Au quel jour et lieu, par davant nous, Johan de Maillé et frere Guillaume Pepin, executeurs dessus diz, avans povair d'aler avant en la dicte execucion selon la tenour du dit testament, se apparurent mestre Guillaume Coindé, maire du dit commun, Johan Guichart¹⁷ et Ytier Bernart, bourgeois et ju-

16. Guillaume Odart eut plus tard un procès avec la commune de Poitiers, qui dura de 1336 à 1343 (voy. ci-dessous nos CCCXIII et suiv., CCCXXVI, CCCXLI, CCCXLIX et suiv., CCCCLVI). — 17. Jean Guichard, qui avait été maire de Poitiers en 1324, fut réélu en 1334, ainsi que l'attestent plusieurs documents (voy. notre tome I, p. 373, 374 n. 2, 383 et ci-dessous nos CCCIV et CCCV). Peut-être fut-il continué dans ces fonctions en 1335, comme l'indiquent plusieurs des principales listes (Bibl. nat. 20.084 et 32.424, Man. d'Auzance, Bibl. de Poitiers nos 386, 387, Coll. Fonteneau t. 82) : d'autres (Coll. Fonteneau t. 33 et 74, Bibl. de Poitiers n° 574) portent le nom de Guillaume Jude, qui ne se trouve sur aucun autre document. D'après Guérin (*Arch. hist. du Poitou*, t. XVII, p. 145 note), Jean Guichard serait mort avant le 19 mars 1348 ; mais c'est peut-être lui qui figure encore en tête d'une liste de notables le 30 avril 1353 (ci-dessous n° CCCXC) et qui était

rez du dit commun, et Guillaume Guillot, procureur des diz mayre et commun d'une part, et monseigneur Guy de Bauçay, fil du dit feu monseigneur Guy, en tant comme il li touchet, d'autre. Et fist le dit procureur sa dicte requeste et complainte en la manere que autrefois l'avoit plusours fois fecté, si comme dessus, et ensogna des dictes ventes et obligations par les lettres dessus dictes, les quelles nous feismes lire en presence du dit monseigneur Guy. Les quelles choses fectes, le dit monseigneur Guy dist que autrefois il avoit esté trayté entre les diz mayre et commun d'une part et le dit monseigneur Guy, tant pour soy que pour la feme du dit Fouquaut son frere, avans le bail de la dicte fille, par avant que elle fust mariée ou le dit monseigneur Guillaume Odart, si elle se vouloit tenir au trayté, que les dictes choses estans en la dicte parroisse de Charay et les dictes quatre livres de rante demorront au diz mayre et commun pour l'assiete de la dicte rante et que les diz maire et commun pour touz arrerages et damages et pour les dictes doze livres auroient cinc cens livres tornois une fois paieez. Au quelles choses les diz maire, bourgeois et procureur respondirent que le trayté, qui autrefois s'estoit fait entre eux et le dit monseigneur Guy, estoit tel, que les diz maire et commun prendroient les dictes choses estans en la dicte parroisse de Charay et environ et les dictes quatre livres de rante pour le principau des dictes rantes, si les dictes choses les pouvaient valoir et si les dictes quatre livres y estoient dehues, et, si non, ce qui en deffaudroit, par reguart de bonnes gens sus ce à eslire d'une partie et d'autre, seroit parfait et acompli sus les biens du dit feu, et, combien qu'il fust parlé que, des arrerages et damages et des dictes douze livres, les diz mayre et commun se tandroient pour contemps de cinc cens livres, toutevoies depuis celi trayté estoient cheues trois années des dictes rantes, qui bien valoient sept vins livres. Pour quoy disoient les diz maire, bourgeois et procureur qu'il ne se entendoient pas à tenir à ce qui autrefois avoit esté trayté.

Les quelles choses ainssi dictes, noble home et sage, Ytier de Puy Aymar, escuier, baillif de Tourene, trayta ou les diz mayre, bourgeois et procureur sus les diz arrerages depuis le dit trayté chez ainci et par telle manere que les diz maire et commun auroient pour reson des arrerages depuis le dit trayté chez cinquante livres une fois paiees.

premier échevin en 1361 (n° CCCXXV). — 18. Itier de Puy Aymar avait été sénéchal de la Marche et du Limousin (en sept. 1325) et bailli d'Auvergne (en oct. 1326), avant d'être bailli de Touraine. Voy. *Arch. hist. du Poitou*, t. XI, p. 296, 347, 427 et ci-dessous n° CCCH.

Les quelles chouses ainssi fectes, nous, veu et reguardé les dictes ventes et les lettres fectes sus celles et la quantité des arrerages depuis cheuz et toutes les autres chouses que nous avons pehu considerer en sayne conscience, au salu et à la decharge de l'ame du dit feu, du povair que nous avons comme exécuteurs, avons adjudgé au diz mayre et comun que les dictes terres et chouses assises en la dicte parroisse de Charay et environ et les dictes quatre livres de rante demorront perpetuaument au diz mayre et commun quiptes et delivres de toutes charges, devoirs et obligacions, sanz ce que les diz hoirs y puissent jamès riens demander ne avoir par quelcunque cause que ce soit, enséembleement ou la desme que les diz heriters ou aucun d'eux hont ou puent avoir par dessus, pour les diz quarante sexters de frement de rante à la dicte mesure de Mirebea et les dictes quatre livres o touz les arrerages des dictes quatre livres deuz ; et, si les dictes quatre livres de rante n'y sunt deuz, ce qui en deffaudroit seroit parfait, au reguard des prodes homes à eslire par nous sus ce, sus les biens du dit feu monseigneur Guy au plus près des dictes chouses. Et garront les diz heriters les dictes chouses et quatre livres de rante de tout devoir et homage à seze deners randans checun an à P. de Cherves et de toutes autres chouses de leur fait ou de leur pere ou du dit feu Jodoin de Font Joffroy. Et pour touz les arrerages dessus diz, domages et doze livres dessus diz, avons adjudgé au diz mayre et comun, encontre les diz heriters et sur leur biens, cinc cens cinquante tornois.

Au quix chouses le dit monseigneur Guy de Bauçay, fil du dit feu, present, se consentit et les voucit et acorda en tant comant il li touchet. Et les diz maire, bourgeois et procureur, en tant comme il pouvaient et à eux pouvait appartenir, pour eschiver les plaiz, contens, mises et despens, et pour la bien voilance des diz heriters, à cestes chouses se sunt acordé et consenti et d'icelles se sunt tenu pour contemps.

Et nous, Hues, sire de Bauçay, qui lors n'estoies pas presens à Loudun, avons comme executeur tout ce qui a esté fait par les diz monseigneur Johan de Maillé et frere Guillaume Pepin, noz coexecutors comme dessus, ferme et agreable, et, du povair que nous y avons, adjudgons au diz mayre et comun les dictes chouses adjudgées par noz diz coexecutors et en icelles condampnons les heriters du dit feu.

Et souplions, nous et checun de nous, au dit baillif, commissaire du roy à fere metre à execucion les chouses par nous ou les deux de nous taxées et adjudgées encontre les heriters du dit feu et sus ses biens, que il cestes chouses facet metre à execucion contre les diz heriters et sus leur biens, si comme

dessus est dit, et des dictes chouses par nous à eux adjudgées, si comme dessus, facet joïr les diz maire et commun. Donné à Loudun souz noz propres seaux¹⁹, le dit jour de dymenche avant la Penthecoste, l'an de grace mil III^e trente et troys.

19. Le parchemin est encore muni de trois sceaux pendant sur simple queue de parchemin. Le mieux conservé est celui de Jean de Maillé, de forme ronde, avec un écusson entouré de cctte légende : S. IEHAN : D. MAILLI : SIRE : D. CLERVAVS : CHL. Il ne reste que des fragments des deux autres. Voy. Rédet, *Inventaire des archives de la ville de Poitiers*, p. 132.

CCXCIX

Le conseil des échevins nomme Guillaume Guillot procureur et receveur de la commune aux gages de quinze livres.

27 août 1333

A. Man. Saint-Hilaire, fol. 25 v^o. — B. Reg. 12, p. 370.

Le jour du vendredi emprès la saint Berthomé, l'an mil trois cens trente et trois, assemblez en chambre de conseil sires Robert de Londres¹, maire, maistre Guillaume Coindé, sire Ytier Bernart, sire Guillaume Garrea², Guillaume...³, Guillaume Gargoilhea⁴, Guillaume de Taunay⁵, Eom Favre, Guillaume du Pont⁶, Barthomé Le Lombart, Gervays de Tiffauges⁷, Johan Bouteiller⁸, Guillaume Cahin, Aymeri Doré, Mi-

1. Robert de Londres fut élu maire deux fois, en 1320 et en 1333 ; il mourut en 1341. Voy. notre tome I, p. 304 n. 9, 354, 367 et *Arch. hist. du Poitou*, t. XVII, p. 18, n. 1. — 2. Guillaume Garreau avait été maire de Poitiers en 1329, sinon dès 1328 (voy. ci-dessus n° CCLXXVIII, n.3). — 3. A laisse un blanc. — 4. Guillaume Gargouilleau, qui figure aussi comme échevin sur le règlement du 8 juillet 1335 (n° CCCV), fut élu maire en 1337, ainsi que l'attestent deux documents (n°s CCCXXVII et CCCXXIX) : il vivait encore en 1372 et est cité dans les lettres de Charles V accordant la noblesse héréditaire aux maires, échevins et conseillers de Poitiers (n° CCCCL). — 5. Guillaume de Taunay était fils adoptif de Guillaume Alemant (voy. ci-dessus n° CCLXXXIX n. 1) : cité aussi comme échevin en 1335 (n° CCCV) et en 1348 (n° CCCLXIX), il ne parvint pas à la mairie. — 6. Sur Eon Favre, échevin et garde du sceau royal, voy. ci-dessus n° CCXCI, n. 4 ; sur Guillaume du Pont, maire en 1330, 1340 et 1341, voy. n° CCLXXXIX n. 3. — 7. Gervais de Tiffauges était déjà échevin en 1318 (voy. notre tome I, p. 356, 357 n. 8, 367, 384) et figure encore avec cette qualité sur le règlement de 1335 (n° CCCV). — 8. *Bouceuter* mss. Lire *Bouteiller*. Voy. ci-dessus

clieau de Nanteul⁹, Milon Le Peletier, Robin Flori¹⁰, Guillaume Crolleboys¹¹ et Jöhan Choisi, fut establi Guillaume Guillot¹² procureur et receveur, aux gages de quinze livres, et sera tenüz d'aler hors quierre et recevoir les droitz et les rentes de ceans et aler aux plaitz, s'il y sont aux despens du commun, justques à la Saint Ciprien.

n° CCXCII n. 3. — 9. *Nanteul* mss. Lire *Nanteul*. Voy. ci-dessus n° CCXCVII n. 1. Les deux noms précédents ne se trouvent qu'ici, ainsi que le suivant. — 10. Robin ou Robert Flori, cité aussi comme échevin en 1341 (n° CCCXLVII), fut élu maire en 1345, ainsi que l'atteste l'acte du 18 août 1345 publié plus loin (n° CCCLXII) ; il vivait encore en 1353 (n° CCCXC). — 11. Guillaume Crolleboys, cité aussi comme échevin en 1335 (n° CCCV) et comme un des procureurs de la commune en 1339 (n° CCCXXXVI), habitait à la porte le Comte, située sur la paroisse Saint-Didier (voy. notre tome I, p. 70 n. 3) ; il était décédé avant 1364 (voy. ci-dessous n° CCCCXXXII, art. 9). — 12. Guillaume Guillot était déjà procureur ou du moins receveur de la commune en 1331 (voy. ci-dessus n° CCLXXXIX) ; mais ses pouvoirs étaient renouvelés chaque année et expiraient à la Saint Cyprien (14 juillet), qui marquait le début d'une nouvelle année municipale avec l'entrée en fonctions du nouveau maire.

CCC

Procuracion donnée à Guillaume Guillot, valable seulement jusqu'à la Saint Cyprien suivante.

27 août 1333

Copie annexée à un acte du 27 nov. 1333, Arch. mun. F 28.

Universis presentes litteras inspecturis, major et communia Pictavenses, salutem in Domino. Noveritis [quod] nos dilectum nostrum Guillelmum Guilloti, civem Pictavensem, fecimus, constituimus et ordinavimus, et adhuc facimus, constituimus et ordinamus procuratorem nostrum generaleni ac eciam specialem ad levandum, cöllegendum et recipiendum pro nobis et communia nostra antedicta omnia et singula jura, debita et esmolumenta nostra et nostros redditus et omnes fructus, exitus, proventus et esmolumenta et omnia et singula arreragia omnium reddituum ad reginemi, administracionem seu gubernacionem nostras spectantia quoquo modo, et ad tradendum, concedendum, affirmandum et accensendum ad perpetuitatem aut ad tempus, ad opus, utilitatem et commodum nostrum, omnes res, hereditates et do-

mania ad dictum nostrum regimen et gubernacionem spectantia, si sibi videatur expedire et fuerit faciendum. Damusque dicto procuratori nostro et concedimus plenariam potestatem et mandatum speciale memoriam solucionis de receptis ab ipso dandi et concedendi et, rebus per ipsum nomine nostro traditis, affirmatis, accensatis aut eciam arrendatis, litteras concedendi et eciam condendi. Et promittimus, sub ypoteça rerum communie nostre antedictæ, ratum, gratum atque firmum haberi quicquid super premissis et premissorum quolibet actum, factum fuerit per dictum procuratorem nostrum ac eciam procuratum. Et hec omnibus, quorum interest et interesse potest et debet, notificamus per has presentes litteras, sigillo communie nostre, quo utimur ad ardua sigillatas in testimonium veritatis, presentibus usque ad festum beati Cypriani proximo venturum tantummodo duraturis. Datum die veneris post festum beati Bartholomei apostoli anno Domini M° CCC° tricesimo tercio.

CCCI

Guillaume Guillot, procureur de la commune, baille à rente à Thomasse de Puygacher, veuve de Guillaume de Montcouart, et à son fils, Pierre de Montcouart, tous les biens que possède la commune dans la paroisse de Beaumont.

27 novembre 1333

Original, Arch. mun. F 28.

A touz ceux qui orront et verront cestes présentes, Johan Barré¹, clerc, portans le seel le roy à Poitiers establi, salut en Dieu Nostre Seigneur perdurable. Sachent touz que, en droit personaument establiz, Guillaume Guyllot, citoyen de Poitiers, procureur de sages homes le maire et le comun de Poi-

1. Jean Barré avait succédé depuis peu à Eon Favre dans l'office de garde du sceau royal, qu'il exerça jusqu'en 1361 (voy. Rédet, *Liste des gardes du seel à Poitiers*, Arch. de la Vienne, Man. de la Soc. des Ant. de l'Ouest, n° 245 ; voy. ci-dessous n° CCCLV, 8 sept. 1342 ; n° CCCLXII, 18 août 1345 ; n° CCCLXV, 26 février 1347 ; n° CCCLXXXIV, 20 juin 1352 ; Arch. hist. du Poitou, t. XVI, p. 150, 11 juillet 1338, t. XIII, p. 271, 5 nov. 1340 ; t. XVII, p. 147, 30 avril 1353 ; Arch. de la Vienne, S. Cyprien l. 40, 3 avril 1334, G. 1104 20 avril et 7 mai 1336 ; S. Cyprien l. 43, vendredi avant Pâques 1338 v. st., 1341, 22 juillet et 10 oct. 1358, 17 février et 20 mars 1361, etc.). Il avait été momentanément remplacé par Aymar de Beaupuy en 1339 (acte du 14 août, ci-dessous n° CCCXXVI).

ters, havans entre les autres chouses pouvoir des diz maire et comun de recevoir leur rentes et de bailler et affermer à perpetuance ou à temps, au prouffit des diz maire et comun, les heritages appartenans au gouvernement de la meson des diz maire et comun, sicome il appert par la teneur de la procuracion et pouvoir du dit Guillaume, de laquelle la teneur est cy dessouz escorporée², d'une partie, et Thomasse de Puységacher³, deguerpie feu Guillaume de Moncoart⁴ l'aisné, et Perre de Moncoart, fil du dit feu et de la dicte deguerpie, parrochien de Beamont, d'autre, cognuret et confesseret les dictes parties, et primerement le dit Guillaume Guillot, pour nom de procureur dessus dit et por les diz maire et comun, avoir baihé et admoesoné⁵ aus diz Thomasse et Perrot, son fil, prenans et acceptans, et les diz Thomasse et Perrot avoir pris et accepté pour eux et pour leur heirs et successeurs et pour ceux qui hont et hauront cause d'eux en temps avenir, a annuelle et perpetuelle ferme, moeson ou rente de sept sexters de froment bon, nouvea et recevable, à la mesure de Poitiers, rendables chescun an à leur propre coux et despens à Poitiers à la meson de l'aumonerie des diz maire et comun, en chescune feste de Saint Michel desores mès perpetuellement, c'est assavoir touz et chescuns les biens, heritages estans et assis ou parroichiage de Beamont, movans du dit Perre de Moncoart, sicome il disoit, les quex aquist en temps ça en arreses, sicome dit le dit procureur, feu Perre Le Ucheur⁶, jadis aumoner de la meson des diz maire et comun, à l'œuvre de l'aumonerie des maire et comun dessus diz, et les quex biens heritages Estene Johan, autrement dit Le Propre, valet, tint et souloit tenir depuys, sicome l'en dit, de feu mestre

et en 1342 (acte du 13 juin, n° CCCLIV), par Petrus de Scala en février 1345 (d'après Rédet), par Petrus Gueins en 1349 (Arch. de la Vienne, Fontaine-le-Comte, Vendœuvre, 3 avril, G 1110, 7 oct.), par Arbert Guischard en 1349 (G 1101, 29 sept.), 1350 (G 1110, 12 août) et 1350 (G 1359, 17 mars), par Jean Bonin en 1355 (ci-dessous n° CCCCVI, 17 déc.) et 1357 (G 1110, 2 juin). Il fut élu maire de Poitiers en 1346 d'après le témoignage de quelques listes (Bibl. nat. 20.084 et 32.426, Bibl. de Poitiers n° 574, Thibaudeau, t. VI), tandis que la plupart ne donnent aucun nom pour cette année. Il était en tout cas maire en 1347-8, comme l'atteste un acte du 8 février 1348 publié *Arch. hist. du Poitou*, t. XIII, p. 431. Il fut certainement réélu en 1349 (voy. ci-dessous n° CCCLXXII et CCCLXXIII), en 1350 (voy. n° CCCLXXVIII) et en 1361 (voy. n° CCCXCV). Il mourut avant le 12 juin 1364 (n° CCCXXXIII). — 2. ci-dessus n° CCC. — 3. Puy-Gachet, village, commune de Beaumont, canton de Vouneuil-sur-Vienne, arrondissement de Châtellerault. — 4. Montcouard, village, commune de Beaumont. — 5. « donné à rente ». Cf. ci-dessous *moeson*, synonyme de rente. — 6. Pierre le Hucheur avait été garde de l'aumônerie de la commune de 1311 à 1316 au moins (voy. notre tome I, p. 155 n. 2, 313, 318, 343,

Guillaume David¹, jadis aumoner de la dicte aumonerie, à certaine ferme, moeson ou rente, à havoïr, tenir, posséder et exploiter des diz Thomasse et son fil de ci en avant toutes et chescunes les chouses dessus dictes à la ferme, moeson ou rente dessus dicte, et à faire d'icelles purement, franchement et absolument desores en avant toute sa plenere et liberau volanté, par nom, par titre et par cause de la ferme ou moeson dessus dicte... Et tendrant les diz maire et comun les diz sept sexters de froment, à la dicte mesure de Poitiers, du dit Perrot de Moncoart à quatre deners de franc devoir sans foy, sans homage, sans double, ne sans aucun autre devoir, service, redeance ou costume, rendable chescun an au dit Perrot et aus siens en chescune feste Saint Michel, emprès le paement de la dicte moeson, de l'aumoner qui par le temps sera de la dicte aumonerie, ou du procureur des diz maire et comun, yceux aumoner ou procureur souffizamment et primement sur ce requis, combien que le dit Perrot de Moncoart deïst et soutenist que les dictes chouses amoesonnées movoient et estoient tenues de li à un roussin de service et à foy et à homage, de laquelle chouse les diz maire et comun estoient en deffence. Auquel devoir de quatre deners le dit Perrot vossit que les diz maire et comun tenissent la dicte moeson et s'en tint por paieiz des diz maire et comun, et du dit roussin, foy et homage quip-ta yceux, les leurs et leur dicte meson, sans en faire aucune petition deshores en avant...

Donné ces presentes et du concentement des dictes parties, originelment doublées, presens Bertrant Seiller, citoyen de Poitiers, et Aymeri Gaudon, clerc, le jour du vendredi emprès la sainte Katerine² vierge, l'an de grace mil trois cenx trente et trois. — La teneur de la procuracion du dit Guillaume s'en-suit³...

372 n. 3). — 7. Voy. ci-dessus n° CCLXXX. — 8. Rédet (*Inventaire des Archives de la ville de Poitiers*, p. 108) indique à tort cet acte comme étant du vendredi après la Saint Barthélemy (27 août) : cette date est celle de la procuracion de Guillaume Guillot, reproduite à la suite. — 9. Reproduite ci-dessus n° CCC. — Le parchemin porte encore le sceau royal établi à Poitiers.

CCCII

*Transaction entre la commune de Poitiers et Guy de Bauçay
au sujet du paiement de la somme due à la commune par
ce dernier.*

8 février 1334 n. st.

Original, Arch. mun. F 29.

Sachent tuit que, en droit par davant nous, Itier de Puy Aymar, escuier, baillif de Tourayne et commissaire du roy nostre sire en cete partie, Guillaume Guylot, apparessant procureur pour le maire et le commun de Poitiers, d'une part, et noble home monseigneur Guy de Bauçay, chevalier¹, seigneur de Cheniché, d'autre, pour la cause de la requestre ou demande que le dit procureur des diz mere et commun fe-soit contre le dit chevalier, par vertuz des lettres parmi les queles ses presentes sont anexées² en laquele cause le dit chevalier avoit jour au jour d'uy sur deux deffaus, des quieux le dit procureur requeroit à avoir meuble, acordé fut et jugié de consentement des diz procureur et chevalier, tant sur le principal que sur les deffaus dessus diz, que le dit chevalier rendra et paiera aus diz mere et commun, de la somme contē-nue es dictes lettres à ces presentes anexées, la moitié d'icele somme dedens la feste Saint Michiel pourchainement venant, sauve aus diz mere et commun de demander ou requerre en-contre le dit chevalier ou les autres heritiers de fehu monsei-gneur Common de Bauçay³, jadis seigneur de Cheniché, en demourant de la dicte somme contenue es dictes lettres, con-junctement ou deviseement, en la maniere qu'il verront qu'il sera à fere, le dit terme de la S. Michiel passé. Et en oultre promist le dit chevalier, tant sour les demages que les diz mere et commun avoient faiz et soutenez en la dicte cause tant en principal que en deffaus faiz par le dit chevalier envers les diz mere et commun, depuis la dicte requeste faicte, rendre et paier au procureur d'eux VI livres monoie courant, dedens la miquaresme pourchainement venant. Et avecques ce pro-mist le dit chevalier, par la foy de son corps, sur la paine de cinquante livres à appliquer au roy et à partie par moitié, que il, dedens quinze jours pourchainement venant, se obligera souz le seel roial à Poitiers establi que il accomplira en touz poins toutes et chescunes les chouses dessus dictes. Et le dit procureur se obligera sur la paine dessus dicte que il procu-rera en effet envers les diz mere et commun que il auront fermes et estables les acors dessus diz dedens les XV jours dessus diz. Et sur ce tenir et garder furent jugiées et condem-

1. Il ne porte pas encore le titre de chevalier sur l'acte du 16 mai 1333 (n° CCXCVIII). — 2. Il s'agit sans doute de l'acte du 16 mai 1333, qui n'est plus annexé à cette transaction. — 3. Il est appelé Guy de

pnées les dictes parties par le jugement de nostre court. Donné à Chignon ' le jour du mardi avant les Cendres l'an mil III^e XXXIII.

Bauçay, comme son fils, dans l'acte du 16 mai 1333. — 4. Chinon, Indre-et-Loire. L'orthographe de ce nom de lieu, que nous trouvons ici, *Chignon*, ne paraît pas avoir été signalée jusqu'ici.

CCCIII

Guy de Bauçay s'engage à payer à la commune de Poitiers la somme convenue.

13 février 1334 n. st.

Original, Arch. mun. F 29.

A touz ceus qui orront et verront ces presentes lettres, Johan Barré, clerc, portans le seel real à Poitiers establi, salut. Sachiez que, en droit en la court du dit seel personaument establiz, noble homme monseigneur Guy de Bauçay, chevalier, seigneur de Chiniché, cognut et confessa soy devoir et estre tenuz et obligiez à henorables homes le mayre et le commuin de Poitiers la sonme ou sommes contenue ou contenues es lettres seellées du seel de noble homme Ytier de Puyaymar, escuyer, baillif de Tourayne et commissaire du roy nostre seigneur en ceste partie, parmi lesquelles ces presentes sont annexées, et pour la cause ou causes contenues en celles lettres, lesquelles sommes d'argent le dit chevalier promist par foy de son cors sur ce donnée et sur l'obligacion de touz ses biens meubles et immeubles, presens et avenir, rendre et paier aus diz mayre et commuin ou à leur procureur dedens les termes speciffiez et declairez es dictes lettres, et en oultre de faire tenir, garder et accomplir toutes et checunes les chouses contenues en celles selon la forme et la tenour d'icelles. Et sur ce fut jugiez le dit chevalier de son consentement par le jugement de la court dou dit seel, à la juridiction douquel il soupposa soy et ses heritiers et touz ses biens quant à ceu. En testmoign de ce, nous avons appousé le dit seel à ces presentes, qui furent données le jour du dimenche que l'on chante Invocavit me, l'an mil III^e trente et troys, presens à ceu appelez noble homme monseigneur Guillaume de Bauçay, chevalier, et monseigneur Aymeri Guytart, prestre.

CCCIV

Le procureur de la commune prélève un droit sur des vins que l'abbé de Fontaine-le-Comte avait fait venir à Poitiers.

1334

A. Man. Saint-Hilaire, fol. 61 v^o. — B. Reg. 12, p. 405.

L'an mil CCC trente et quatre¹, maire sire Johan Guischart, fut levé par la main de Guillaume Guilhot, procureur de ceans, CVII s. VI d. pour le droit appartenant au maire et au commun en l'argent de certains vins, que l'abbé de la Fontaine le Conte² avoit fait venir à Poitiers en bourt Saint Ilaire le Grant, en une maison de la dicte abbaye assise près de la porte de la Tranchée, lequel argent fut parti entre Johan Torchapeau, lieutenant du receveur pour le roy en Poitou, et le dit Guillaume Guillot, c'est assavoir à chacun CVII s. VI d. de bone monoie courant, laquelle chouse le dit abbé avoit fait contre les ordonnances³.

1. Entre le 14 juillet 1334 et le 25 mars 1335, l'année commençant le 25 mars en Poitou (voy. ci-dessus n^o CCXCIV) : Jean Guichard succéda le 14 juillet 1334 à Robert de Londres comme maire de Poitiers (voy. n^{os} CCXCVIII et CCCV). — 2. Fontaine-le-Comte, canton Sud de Poitiers. Cf. n^o CCCXXXIX. — 3. Voy. dans notre tome I, n^{os} CXCVI-CXCVIII, trois documents établissant que le sénéchal ou le prévôt et le maire de Poitiers avaient le droit de saisir les vins déchargés à Poitiers par ceux qui n'y étaient pas domiciliés, « comme forfaiz la moitié au roy et l'autre moitié au mayre et à la commune pour l'ancienne coustume et usage de la dicte ville qui est telle, et mesmement comme les roys leur ont confirmé par privileges especiaulx leur ancienne coustume et usages ». Voy. *ibid.*, p. 73, un article de la charte octroyée par Philippe Auguste en 1222 : « Nullus, nisi manens fuerit apud Pictavis, poterit dechargiare vinum in cellario vel in domo apud Pictavis propter illud revendendum... Quod si quis fecerit, medietas mercature erit nostra et altera medietas civium Pictavensium pro forisfacto. »

CCCV

Règlement pour l'élection du maire et pour les séances du conseil des vingt-cinq.

8 juillet 1335

A. Man. Saint-Hilaire, fol. 24. — B. Vidimus donné par le garde du scel aux contrats à Poitiers le 2 juillet 1458, Arch. mun. B 2. — C. Arch.

mun. reg. 11. fol. 7. — D. Reg. 12, p. 369. — E. Coll. Fonteneau, t. XXIII, p. 309 (d'après A).

ÉDITION. a. Giry, *Etablissements de Rouen*, t. II, p. 161.

Le jour du samedi avant la Saint Ciprien, l'an mil trois cens trente et cinq, lequel jour estoit assigné pour la eleccion du mayre, comme contens et debat fust en la eleccion entre les soixante quinze¹, qui sont dessouz en la chambre des plaitz, et les doze, qui sont en la chambre dessus, sur ce que les doze de la dicte chambre dessus² disoient que à eulx appartenoit à nommer le maire et la eleccion d'iceli par le tout, et, icelli nommé et esleu entre eulx, il devoient porter à ceulx de dessus la dicte eleccion, telle comme ilz l'avoient faicte, et que ilz la devoient³ recevoir, ou ce que la personne fust suf-

1. Cette expression désigne les pairs, dont le nombre total était fixé à cent par la constitution primitive des Etablissement de Rouen, mais était réduit à 75 si l'on en déduisait les 13 échevins et les 12 conseillers. Voy. notre tome I, p. LVIII, 74 n. 1, 90 n. 5. — 2. *les XII de la chambre de dessus* BC. Le texte donné par les manuscrits dans ce passage doit évidemment être corrigé : car il attribue aux douze conseillers les deux thèses en présence dans le débat qui s'était élevé entre eux et les 75 pairs. Rédet (*Inventaire des Archives de la ville de Poitiers*, p. 36) leur attribue la première, tandis que c'est plutôt la seconde qui leur appartient. D'après l'analyse qu'il donne de ce document, les 12 conseillers prétendaient qu'ils avaient seuls le droit de nommer le maire, sans que cette élection pût être réformée par les 75 ; les 75 soutenaient de leur côté que, s'ils n'agréaient pas l'élection, ils en pouvaient nommer un autre. D'après cela, il faudrait corriger : 1° *dessus en dessouz* dans la première phrase (*il devoient porter à ceulx de dessus la dicte eleccion*), 2° *dessus en dessouz* dans le passage suivant (*ceulx de la dicte chambre dessus*) et par contre, plus loin, *dessouz en dessus* (*disans que les autres dessouz*). Cette interprétation ne s'accorde pas avec la décision prise par les échevins pour mettre fin au débat, et d'après laquelle la nomination du maire appartenait aux 75. D'après l'analyse de Rédet, les 12 et les 75 auraient été d'accord pour reconnaître que cette nomination appartenait avant tout aux conseillers ; les 75 n'auraient réclamé le droit d'intervenir que dans le cas où ils n'agréaient pas ce choix. Il est peu vraisemblable que le règlement établi en 1335 ait changé si complètement le mode d'élection et que l'on ait enlevé aux conseillers le droit de nommer le maire pour le donner aux 75, alors que ceux-ci ne l'auraient même pas revendiqué. Ce sont bien les 75 qui, déjà avant 1335, nommaient le maire : la discussion portait seulement sur le droit que les conseillers prétendaient avoir de réformer cette élection. Dès lors, les corrections indiquées ci-dessus comme nécessitées par l'interprétation de Rédet ne doivent pas être faites. En revanche, il convient d'en faire une autre pour attribuer aux 75 la prétention qui est la leur, c'est-à-dire celle qui est exposée en premier lieu. Nous proposons : *sur ce que les diz de la chambre dessouz*. Ce mot *diz*, signifiant susdits, a pu être pris pour un nom de nombre et altéré par suite en *doze*, ce qui aura entraîné le changement de *dessouz* en *dessus*. — 3. *devoient* BC, *pourroient* AD a.

fisant ad ce, sans ce qu'ilz y puissent aucune chose⁴ dire au contraire ; ceulx de la dicte chambre dessus disans que les autres dessouz ne devoient mès que le nommer et ycellui nommé leur⁵ rapporter, et s'ilz voyent que la personne soit suffisant et il n'y heust cause ne raison, ilz la doivent recevoir, et, si non, ilz en doivent monstrier et en doivent nommer ung autre. Et si debat y sourdoit, ilz doivent venir devant les XIII qui en doivent ordonner⁶.

Amprès plusieurs altercacions heues sur ce, fut ordonné et declairé par sire Johan Guischart comme⁷ maire, Guillaume Coindé, sire Ytier Bernart, maistre Denis⁸, Johan Morin, Gervais de Tiffauges, Guillaume Gargoilhea, Guillaume Crolleboys, Guillaume de Taunay, Bartholomé Le Lombart, esclavins de ceans, en la maniere qui s'ensuit :

C'est assavoir que, des ores en avant, le Cent se partira en trois parties, ainsi comme il est acostumé, et ceulx de la chambre des plaiz auront à nommer la personne de celui qu'ilz voudront qui sera maire, et, ycellui nommé de leur commun assentement et accort, ilz doyvent porter la dicte nommée à ceulx de dessus, les quex doyvent regarder et considerer entre eulz si la dicte personne est convenable et prouffitable ; et, s'il leur semble que elle soit bonne et prouffitable, ilz doyvent venir devers les treze à leur chambre, c'est assavoir deux de chacune partie, et rapporter leur eleccion ; et les treze doivent confermer la dicte eleccion ; et, ou cas où il sembleroit à ceulx de dessus que la personne ne fust suffisant ou qu'il y heust cause pour quoy il ne deust estre, les autres de la dicte chambre aux plaits en doyvent nommer un autre, et les douze dessus le doivent recevoir s'ilz voyent qu'il face affaire. Et doit

— 4. aucune chose BC, autre chose AD a. — 5. leur BC, a leur AD a. —

6. Tout ce passage depuis : *ilz en doivent monstrier*, ne s'est bien conservé que dans B et C, tandis qu'il est réduit dans AD a à : *ilz leur devoient ordonner*. — 7. B et C omettent *comme*, peut-être avec raison. Sur Jean Guichard, élu maire en 1324 et 1334 et peut-être maintenu dans ces fonctions en 1335, voy. notre tome I, p. 373, 374 n. 2 et ci-dessus n° CCXCVIII. — 8. Maître Denis est cité aussi comme échevin dans le document suivant, que le manuscrit Saint-Hilaire donne (fol. 61) sans date d'année : « *Lorele, deguerpie de feu Pierre Potron, a gagé l'amande à monseigneur le mayre pour ce qu'elle avoit vendu vin l'année passée ou vin nouvel. Fait le vendredi amprès les octaves de l'Assumpcion Nostre Dame, presens Johan Morin, maistre Denis, Gervais de Tiffauges, Barthomé le Lombart, Rogier Langlois, Guillaume Crolleboys et Johan Cou-teller (lire peut-être : Bouteller).* » Ce document doit se placer vers 1335 d'après les noms des échevins qui y sont cités et qui se retrouvent pour la plupart ici comme présents le 8 juillet 1335, à l'exception de Roger

estre faicte et acomplie⁹ la dicte eleccion du consentement de touz¹⁰.

Item, fut ordenné par les XXV, le dit jour, en la dicte chambre, que, d'ores en avant, chacun maire pourra estre esleu deux ans ensuivans, s'il est esleuz, et non plus, sans qu'il puissent dire encontre. Item, que nulz ne pourra estre parforcé à estre maire amprès ce qu'il l'aura esté jusques à deux ans ensuivans¹¹. Item, fut ordenné que, d'ores en avant, les XXV se assembleront tous les vendrediz et auront chacun trois pains de chapitre, s'il y viennent et sont au conseil, conseillant ou non, par la maniere qu'il fut autrefois ordenné, et, s'il ne conseilhoient et le jour du conseil fust remué pour cause, il leur soit rendu au jour ensuivant qu'il conseilleront. Item, fut ordenné que chacun des diz XXV vandra chacun an un sextier de froment pour faire le dit pain, et le demourant du blé sera pris d'icelui des rentes du commun.

Langlois. — 9. *acomplie* BC, *a compliee* A, *accompliee* a. — 10. B s'arrête ici. — 11. Ici s'arrête C.

CCCVI

Procuracion donnée à Amouroux, Guillaume Guillot, Jean Gabereau, Jean du Port et Jean Noel pour agir en justice au nom de la commune.

11 août 1335

Original, Arch. mun. D 7 bis¹.

Universis presentes litteras... et singulis causis et negociis in... contra nos coram quibuscumque... auctoritate seu potestate fungentibus... procuratores et nuncios speciales et generales dillectos... Amouroux... Guillelmum Guilloti², Johannem Guaberelli³, Johannem de Portu⁴, Johannem Natalis (et Jo-

1. Le parchemin est rongé dans le haut et présente au début de nombreuses lacunes. — 2. Sur Guillaume Guillot, voy. n° CCLXXXIX note. — 3. Jean Gabereau, clerc, intervient comme procureur de la commune dans le procès contre la veuve Nicole en 1336 (n°s CCCIX et suiv.), puis en 1337 dans le procès contre Guillaume Odart (n°s CCCXX, CCCXXVI). Il porte encore ce titre en 1333 (n° CCCXXXIV), 1339 (n° CCCXXXVI), 1349 (n° CCCLXX). — 4. Jean du Port figure de nouveau en 1339 sur une liste de procureurs de la commune, ainsi que Jean Noel et Jean

bannem Chapea¹), cives... occupantis et quod litis contestatio non impediatur quin illud quod per unum ipsorum inceptum fuerit per alium seu alios... procuratoribus nostris et eorum cuilibet in solidum plenariam potestatem et speciale mandatum agendi pro nobis nosque defendendi... Nostre autem intencionis non existit quod, propter hujusmodi constitutionem procuratorum, alii procuratores nostri, alias a nobis ad causas nostras constituti, in aliquo revocentur, ymo potius confirmentur. In cujus rei testimonium sigillum nostrum, quo ad ardua utimur², duximus apponendum. Datum et actum in scabinagio nostro die veneris ante Assumptionem Beate Marie Virginis, anno Domini M^o CCC^o tricesimo quinto.

Chapeau (n^o CCCXXXVI). — 5. Mots rayés. — 6. Le parchemin porte encore un fragment de ce sceau de la commune « quo ad ardua utimur » : on y reconnaît d'un côté un cavalier et une fleur de lis, de l'autre une tour crénelée et un édifice à arcades, comme sur le « grant seel » de la commune qu'a conservé le n^o CCXC.

CCCVII

Mandement du sénéchal de Poitou à M^r Jean Favre et à Jean Barré, pour qu'ils remettent aux prochaines assises de Poitiers le procès pendant entre le maire et la veuve de Pierre Salemon¹.

20 avril 1336

Copie du 6 mai 1336, Arch. mun. F 31.

De par le seneschal de Poitou à noz amez mestre J. Favre et Johan Barré, portant le seel royal establi à Poitiers, salut et dileccion. A vous et à checun de vous pour le tout, mandons de par le roy, commandons et commetons, si mester est, ainsi que à ce l'un n'atandet l'autre, que vous, ces lettres veues, remetez et pour cause à noz prochaines assises de Poitiers, au jour du bailliage de Thouarçois, la cause, debat et contans qui pent ou est en esperance de pendre par davanti nous, nostre lieutenant ou commissere à Poitiers, entre le mayre et le commin de Poitiers d'une part et la deguerpie et heritiers feu

1. Pierre Salemon, d'après le témoignage de la sentence du 30 mai 1336 (n^o CCCIX), était fils et héritier de Marquet Salemon : celui-ci n'est autre sans doute que « Guillaume Salmon dit Marquet », fils de Marc Salomon, qui possédait à Milly des terres chargées d'une rente de 4 livres vendue à la commune de Poitiers par Jodoin de Font Geoffroy. Voy. notre tome I, n^{os} CLV et CLXXIX et ci-dessus n^o CCXCVIII. —

P. Salemon ... Donné à Vouzaille² souz nostre propre seel, le samedi après Misericordia Domini, l'an mil CCCXXXVI. — Donnée ceste copie souz le seel au causes dont l'an uset en la court du seel royal à Poitiers, le lundi avant l'Ascencion l'an mil CCC trente et sis. P. Dailhé.

2. Vouzailles, canton de Mirebeau.

CCCVIII

Mandement de Jourdain de Loubert, sénéchal de Poitou, à M^r Jean Favre et à Jean Barré, révoquant l'ajournement accordé le 20 avril précédent.

7 mai 1336

Original, Arch. mun. F 31.

Jorden de Loubers¹, chevalier le roy nostre seignour et son seneschal en Pouyto et en Limosin, à mestre Johan Favre et à Johan Barré, portant le sael du roy, salus. Comme nos heu-sons mondé et commis que l'ons remuetes et pour cause à nos prochennes assises de Pointiers, au jour du bailliage de Thouarçois, la cause et contemps et debat qui pent ou est [en] experance de pendre pour devient nos ou nostre lehu tenant à Pointiers entre le maere et le commun de Pointiers de une part et la deguerpie et heritiers de fehu Pierre Salemon en

1. Jourdain de Loubert avait succédé à Pierre Raimond de Rabastens, comme sénéchal de Poitou, entre le 7 mai et le 6 nov. 1333 et il occupait encore ce poste le 24 mars 1340 (*Arch. hist. du Poitou*, t. XIII, p. xiii, 119, 222). Le 16 avril 1340, Philippe de Valois mandait à tous les justiciers du royaume de ne point obéir à Itier de Maignac, sénéchal de Saintonge, qui se disait capitaine des sénéchaussées de Poitou et de Limousin, au préjudice de Jourdain de Loubert, sénéchal et gouverneur de Poitou et de Limousin (*Arch. mun. de Poitiers* C 8, copie donnée le 5 mai 1340 sous le scel d'Ameil de Lezay, chevalier, lieutenant de Jourdain de Loubert). En 1341, Jourdain de Loubert succéda à Itier de Maignac à la fois comme sénéchal de Saintonge et comme capitaine souverain pour le roi en Poitou, Saintonge et Limousin : il prend ce double titre dans un acte du 15 décembre 1341 (*Arch. nat.* JJ 84, fol. 387). Voy. ci-dessous, n° CCCLIV, des lettres du 13 juin 1342, où il s'intitule « chevalier du roy nostre seigneur, mestre des requestes de son houstel et guouverneur de Poitou et de Lymosin ». Mais Itier de Maignac, qui, en 1342, était sénéchal d'Anjou et du Maine (*Journaux du trésor de Philippe VI de Valois*, n° 1357), avait repris le 8 septembre 1344 les titres de capitaine souverain en Saintonge, Poitou, Limousin et de sénéchal de Saintonge, que Jourdain de Loubert avait réussi à lui enlever en 1341 (*Arch. hist.*

certainne meniere contenue en la letre, à la copie de laquelle cestes presentes sunt annexées, taezée² la verité de une grace que le roy monsseignour a faet au dit maere et commun, sus ceu qui touche lours debtes et arerages de rentes deputés à pious usages, nos le dit mondement et le fet de celui revocons de tout en tout, et volons et donons en commandement à nostre dit lehu tenant, nos commisseres ou à l'un d'eux que il procedant à la journée assigné par nostre dit lehutenant ou commisseres aus dis maere et commun, fenme et heritiers, selonc la forme et la tenour du dit adjournement et de la grace du roy mosseignour, non obstant toutes letres anpetrées de nos au contraire, non faesant mencion de cestes presentes. Doné sous nostre propre sael le mardi avent l'Acencion l'an mil III^e XXXVI.

du Poitou, t. XIII, p. 304). — 2. En vieux français, taizer signifiait « passer sous silence ».

CCCIX

Sentence de Pierre Thibaut, donnant gain de cause au procureur de la commune de Poitiers, qui s'opposait à ce que la veuve Nicole se fit représenter en justice par un procureur avant d'avoir fait l'inventaire des biens de ses enfants.

30 mai 1336

Original, Arch. mun. F 31.

En jour d'uy, pour devant nous, Perre Thibaut¹, clerc, commissere en ceste partie ou certains autres o celle clouse et chescun pour le tout etc. de noble home monseignour le seneschal de Poictou, commissere du roy nostre seignour, establiz en droit Johan Gaberea, clerc, procurour de honorables homes le mayre et le commun de Poitiers, d'une partie, et Perre François², clerc, soi disans procurour de Nichole, deguerpie

1. Pierre Thibaut, commissaire du sénéchal de Poitou dans le procès entre la commune de Poitiers et la veuve de Pierre Salemon, fut élu maire de Poitiers en 1338, ainsi que l'atteste le document du 23 août 1338 publié ci-dessous n° CCCXXXII, ce qui s'accorde d'ailleurs avec les indications que donnent pour cette année la plupart des listes de maires. — 2. Outre Pierre François, la veuve Nicole avait désigné comme ses procureurs Hier de Sale, Hier et Jean Barbier, frères, et Robert de Combor, par un acte passé le 5 mars 1336 devant Jean Barré, garde du sceau royal (Arch. mun. F 31).

et tuteresse ou curateresse de Gilet et Guillaume, ses enfants et de feu Perre Salemont, filz et heriter de feu Marquet Salemont, par une procuracion seellée du seel du roy establi à Poicters, d'autre partie, pour le negoce ou negoces pendanz entre les diz mayre et commun contre la dicte deguerpie, comme tuteresse ou curateresse de ses diz enffans, et les diz enffans, o l'auccent de leur tutour ou curatour, fu dit et propousé de la partie des diz mayre et commun que le dit Perre François, par vertuz de sa dicte procuracion, ne devoit estre recehuz apparestre pour la dicte deguerpie tuteresse ou curateresse de ses diz enffans, pour ce c'est assavoir que contestacion n'estoit pas faite en la dicte cause ne la dicte deguerpie ne puet establir procurour juques à tant qu'ele fust dans la cause pour contestacion et, pour avant qu'ele peust fere ny establir procurour ny proceder en la nunciacion ny en la poursuite ou deffences de [ses diz] pepilles, estoit il mester de reson que la dicte deguerpie eust fait inventaires des biens de ses diz enffans, laquele chose elle n'avoit pas faite... La partie de la dicte deguerpie, ès noms que dessus, disant que si devoit et mesmement qu'il estoit usage et costume de pais que tutour ou curatour puet establir et est recehuz à soy funder par procurour par avant ou par après contestacion de plait, et prendre les fais et la cause, non fait inventaire des biens de sa dicte tuterie ou curaterie... Et nous enqueismes an plusieurs sages, seans en la court, des usages et costume dessus diz, par l'avis des quix ne trouvastes sur les dictes choses usages ni costume, et par tant deismes et par droit que nous ne trouvions point d'usage ny costume ens cas dessus diz, aleguez de la partie du dit soy disant procurour. Et pour ce que de la partie de la dicte deguerpie ne voulut en oultre aucune chose fere ny proposer ny proceder o les diz mayre et commun, au dit mayre et commun, contre la dicte deguerpie et enffans donnastes deffaute, leur jour porte par portes descendant de jour. Donné le vendredi amprès l'Ascencion Nostre Seigneur, l'an mil III^e trente et six.

CCCCX

Sentence du sénéchal Jourdain de Loubert dans l'appel fait par la veuve Nicole contre la sentence de Pierre Thibaut obligeant la dicte Nicole à s'en rapporter aux commissaires désignés par lui.

28 juin 1336

Original, Arch. mun. F 31.

En jour d'uy, pour devant nous, Jordain de Loubert, chevalier du roy nostre seignour et son seneschal en Poictou et en Limosin et commissere du dit seignour en ceste partie, establiz en droit Johan Gaberea, clerc, procurour souffisanment fundé par le maire et le commun de Poicters, d'une part, et Perre François, procurour de Nichole, deguerpie feu Perre Salemont, come tuteresse ou curateresse de ses enfans, d'autre, pour l'ajournement ou assignacion, que la dicte deguerpie en dit nom disoit avoir fait donner au jour d'uy aus diz maire et commun en une cause d'apel, que elle disoit avoir fait de mestre Perre Thibaut, commissere o certains autres o celle clause et checun pour le tout etc., autrefois de nous donnez en negoce ou negoces des diz maire et commun contre la dicte deguerpie en dit nom, à la requeste du procurour de la dicte deguerpie en dit nom, presens le dit procurour des diz maire et commun et consentans à ce, avons osté le dit apel, et est tenu le dit procurour de la dicte deguerpie en dit nom, pour nom de procurour, à l'obéissance de noz diz commisseres et de checun d'eux, autrefois de nous donnez en negoces dessus diz, et l'en avons jugé, fait et acordé que, desores en avant, la dicte deguerpie se pourra apparestre, en noms que dessus, par procurour sans grace roial, ainsi et par telle manere que la dicte Nichole se obligera souffisanment et par lettres souz seel autentique et en son nom, que elle aura et fera avoir fermes et estables touz les procès faiz et à fere en negoce ou negoces dessus diz, et l'avons jugé de par le roy. Donné le jour de venredi apres la feste de la Nativité S. Johan Baptiste. l'an mil III^e trente et six, Et en eustre avons commis à Johan Guichart la taxation de l'amende dou delès de la dicte apellant. Donné comme dessus.

CCCXI

Jean Favre, un des commissaires chargés de juger le différend entre la Commune de Poitiers et la veuve de Pierre Salemon au sujet d'une rente de quatre livres, ordonne la montrée de la terre, sise à Milly, sur laquelle était assise cette rente.

28 juin 1336

Original, Arch. mun. F 30.

Pour devant nous, Johan Favre, clerc, comissere en ceste partie o certains autres o celle clause et checun de vous pour le tout etc. de noble home monseignour le seneschal de Poictou, comissere en ceste partie du roy nostre seignour, establiz en droit Johan Gaberea, clerc, procurour souffisanment fundé de henorables hommes le mayre et le commin de Poitiers, d'une partie, et Perre François, procurour de Nichole, deguerpie feu Perre Salemont, tuteresse ou curateresse de ses enfans, d'autre partie, pour la demande ou demandes, requeste ou requestes autrefois faicte et declairée, sauve à declairer, de la partie des diz mayre et commun contre la dicte deguerpie en dit nom, en la quele ou queles la dicte deguerpie se disoit autrefois avoir appellé de mestre Perre Thibaut, nostre concommissere, à mon dit seignour le seneschal, contre les diz mayre et commin, la quelle appellacion a esté ostée par mon dit monseignour de consentement des parties, et est la dicte deguerpie, en dit nom, c'est assavoir son dit procurour par nom de lie, tournée à l'obéissance du dit mestre Perre et de nous et des autres noz concommisseries, sicome les parties hont confessé et il nous a apparu par memoire de la court de mon dit seignour, parties consentans et sauve au dit procurour de la dicte deguerpie, par nom de procurour, de ucher, requerre et avoir garrou, avons jugé la monstrée ou montrées en la demande ou demandes, requeste ou requestes dessus dictes, donné allouez à faire la dicte monstrée ou montrées et commis à Perre Forner, Garin Grassun, Perre de Brie, Johan de Montigny, Johan Farbea, Michael Paquer, Regner et Richart Luyler, Johan Guitart, sergens du roy, et checun pour le tout ; fait et accordé que les parties se apparestront devant les diz sergens ou l'un d'eux le jour de dymenche avant la Magdalene prochaine à l'eglise de Milli, heure de prime, attendans l'une partie l'autre juques à heure de tierce, si mester est, lequel dymenche nous avons assigné pour fere la dicte monstrée ou montrées¹.

Et en oultre est jour assigné aus parties à Poicters pour devant nous et noz concommisseries ou l'un de nous, au jour du semadi apres huittaves de la dicte feste de la Magdalene, pour proceder et aler avant en oultre en la dicte demande ou demandes, requeste ou requestes, tant comme reson donrra. Fait

1. 21 juillet, Voy. n° CCCXII.

et accordé que des ores mais la dicte deguerpie se pourra apparestre par procurour souffisanment fondé pour procurour, sans grace, en nom dessus dit, ensi qu'elle obligera en son nom lie et ses biens, par lettres souffisans, qu'elle aura et fera avoir ferme et establez touz les procez faiz et à faire en la cause ou causes dessus dictes. Donné, fait et jugé le vendredi apres la Nativité de la Saint Johan Baptiste, l'an mil III^e trente et sis.

CCCXII

Rapport du sergent chargé de procéder à la montrée de la terre sise à Milly.

21 juillet 1336

Original, Arch. mun. F 30.

A noble home, puissant et sage, monseigneur le seneschal de Poictou, commissere du roy nostre seigneur quant à ce, et aus commisseres par vertuz de votre commission donnez, Perre Forner, sergent du roy et le vostre, soy recomande o toute reverence et honeur. Ge vous certifie que, le jour de dymenche avant la Magdalene, furent par devant moy à Milli Johan Gaberea, clerc, procurour de honorables hommes le mayre et le commun de Poicters, d'une part, et Perre François, procurour de Katerine¹, deguerpie feu Perre Salemont, tant en son nom que comme tutesse, curateresse ou loial administeresse de ses enfans, souffisanment fundez de ça et de la aus chouses qui s'ensuivent, d'autre partie, pour cause de la montrée autrefois jugée entre les parties et comise à moy fere, selon la tenour des lettres aus queles cestes presentes sunt annexées. Et fut faicte la dicte montrée, de la partie du dit procurour des diz maire et commin, des terres qui s'ensuivent, sur les quiex et environ les quiex le dit procurour des diz maire et commun mena le dit procurour de la dicte deguerpie es noms que dessus.

C'est assavoir de grant quantité de terres et vignes tenans à celles, ens queles a quatre arbergemens, assis devant le mollen au priour de Milli², le chemin en meilleu qui vait de Milli

1. La veuve de Pierre Salemon est plus souvent appelée Nicole (n^{os} CCCIX, CCCX, CCCXI, CCCXIII). — 2. Le prieuré de Milly dépendait

à Champigny, d'une part, et tenans au chemin de la Boloire, par hon l'on vait de Milli à Mirebea, d'autre, et à la terre Aymeri Rea, d'un chef, et touchans au champ que gaigne Johan Ferré et aus terres au priour de Milli et à la terre Perre Agnès. Item autre quantité de terres et vignes tenans au chemin, par hon l'on vait de Chayray³ à Champaigné⁴, et au chemin de la Bochole, par hon [l'on] vait de Mirebea à Latillé, et au senter de la Garde, par hon [l'on]⁵ vait de Millé à Champaigné et à la ville ou près de la ville de Milli, exepté deux pieces de terre, dont l'une est Aymeri d'Alemaine, contenant huit boyssellées de semence, et l'autre est à Johan Fillea, tenant à celle du dit Aymeri, et content environ deux boyssellées de semence, et une autre piece de terre, quie est aus Fornez, contenant environ une sexterée de semence à la mesure de Mirebea. Item, autres terres en terrouer de la Garde, tenant aus terres aus Thibaus et à la voie Bochole, et une piece de vigne de jousté. Item, un marrea de terre en terrouer du Cortioux, justes les terres aus Papins de Milli d'une part et la terre S. Perre Pueller d'autre. Item, deux cassons⁶ de terre en terrouer de la Fosse, tenans l'une à l'autre et à la voye par hont ceux de Champaigné vant à Vilers. Item, autres vignes et terres tenans au senter de la Garde d'une part et aus terres au gouvernour Charay, et tenans au champ de l'Albe d'autre, et touchans à la voie de la Fosse et la voie des Perreres, par hon l'on vait de Millé à Latillé d'autre, exepté une piece de terre, qui est au priour de Milli, qui bien puet contenir huit boyssellées, touchans au chemin de la Fosse, et une autre piece touchans à celle du dit priour, qui fut au clerc Blanchart, qui bien content IIII boyssellées, et une autre piece où pourroit choir semence sis boyssellées. Mirebeles, qui est à Guillame Fillea et à Johan Girart. Item, autres terres tenans au dit chemin de la Fosse, appellées terrouer Forrea Limosin, tenans aus terres au priour de Milli par troys lieux et à la terre Symon Guillaumin d'Aubié⁷ d'une part, et à la voie des Perreres, par hon l'on vait de Milli à Latillé, exepté jornau à troys areas⁸ devers la dicte voie de la Fosse et la voye des prés, qui sunt Thomasse Blancharde et ses heritiers. Item, autres terres appellées le champ du Colunber, enclous de murs, touchans au chemin du Couaynun, d'une part, et au chemin qui vait de Milli aus Perreres, d'autre, et au champ aus Forrez, d'autre, et à la meson

de l'abbaye de Saint-Cyprien de Poitiers. — 3. Charrais, canton de Neuville. — 4. Champigny-le-Sec, canton de Mirebeau. — 5. Mot omis. — 6. Quart d'un arpent. — 7. Aubiers, hameau, commune de Champigny-le-Sec. — 8. Charrue.

Johan Blanchart, d'autre, et à la terre Guillaume Fillea et Aymeri Casson et Johan Garin.

Les queles terres ainci veues et alé par dessus et avironnées, demanday au dit procurour de la dicte deguerpie, es nom que dessus, s'il tenoit les dictes choses pour monstrées, li qu'ex dist oyl, et l'en jugay de par le roy. Et sauva le dit procurour de la dicte commune de monstrier plus, si mester est, et qu'il ne renuncioit pas par yceste monstree aus autres choses obligées à la rente, de quoy est le debat entre les parties. Et ceu ge certifie par cestes lettres, de mon propre seel seellées. Donné le dit jour de dymenche l'an mil III^e trente et sis.

CCCXIII

La veuve de Pierre Salemont ayant pris pour garants, dans son procès avec la commune, Guillaume Odart, chevalier, et sa femme, ainsi que Guy de Bauçay, chevalier, Guillaume du Portal, lieutenant du sénéchal de Poitou, ajourne les parties au 7 septembre.

3 août 1336

Original, Arch. mun. F 30.

Establiz en droit pour devant nous, Guillaume du Portal¹, lieutenant de noble home monseigneur le seneschal de Poitou, et devant nous Johan Fevre, comissere en ceste partie o certains autres o celle clause et checun pour le tout etc. du dit monseigneur le seneschal, comissere du roy nostre seigneur, Johan Gaberea, clerc, procurour souffisanment fundé de honorables homes le mayre et le comun de Poicters, d'une part, et Perre François, clerc, procurour de Nichole deguerpie feu Pierre Salemont, tutesse ou curateresse des ses enfans, d'autre partie, pour la demande ou requeste que les diz honorables ou leur dit procurour pour nom d'eux, faisoient autrefois contre la dicte Nichole en nom que dessus, de quatre livres de rentes en deners avecques les arrerages de deux ans derrenement passez au temps de l'ajournement, sauve à demander de plus long temps, et à la dicte Nichole, en nom que dessus, de dire qu'il ne seroient à recevoir et, si à recevoir estoient, d'en respondre

1. Guillaume du Portal, lieutenant de Jourdain de Loubert, sénéchal de Poitou jusqu'en 1340, resta son lieutenant après que Jourdain de Loubert eut reçu le titre de gouverneur de Poitou et de Limousin.

ceu que reson seroit ; en laquele dicte demande ou requeste, monstrée fut autrefois jugée et est faicte, sicome les diz procurours ont esté aujour d'uy à accort, a avoé à garreur le procurour de la dicte deguerpie, en nom que dessus, monseignour Guillaume Odart², chevalier, et sa fame et les enfans de feu Fauquaut de Baussay et le tutour ou curatour avans bail, garde ou administracion d'eux, et monseignour Guy de Bauçay, chevalier, ou l'un d'eux, sauvans la dicte Nichole, en nom que dessus, à deffendre la querelle, ou cas que elle ne auroit ses diz garreurs ou l'un d'eux, et sauvans les diz mayre et comun que la dicte deguerpie ne vendroit en lieu ny en temps et que elle n'y devoit estre receue. Et avons jour assigné aus dictes parties, en personnes de leurs diz procurours à Poitiers, pour devant le dit monseignour le seneschal, comissere dessus dit ou pour devant nous et noz concommisseries ou l'un de nous, à la veille de Nostre Dame Septembreche, mesmement au dit procurour de la dicte deguerpie, en nom que dessus, pour avoir ses diz garreurs ou l'un d'eux ou procurour d'eux suffisamment fundé, et pour fere en oultre ce que reson donrra, protestacion fete de nous que, combien que nous aillons avant ensemble, qu'il n'est pas nostre entente que nous et nonz concommisseries ou l'un de nous ne puissions procéder, selon la tenour de nostre comission, ensemble et checun par soy. Fait à Poicters le semadi emprès la S. Perre des Liains, l'an mil III^e trente et sis et après huitteves de la Magdalene.

Voy. CCCXXI, CCCXXVI, CCCXXIX, CCCLIV. — 2. Guillaume Odart, chevalier, seigneur de Preau, avait épousé la veuve de Foucaud de Bauçay. C'est comme tuteur des enfans du premier mariage, héritiers de feu Guy de Bauçay, qu'il fut amené à se porter garant de la rente de quatre livres vendue à la commune par Jodoin de Font-Geoffroy sous l'obligation de tous ses biens, ces biens ayant été acquis par feu Guy de Bauçay. Voy. ci-dessus n^o CCXCVIII. On voit d'ailleurs par les pièces du procès, qu'il eut à ce sujet avec la commune de Poitiers de 1336 à 1348, qu'il chercha autant qu'il put à se soustraire à cet engagement.

CCCXIV

A la demande de la veuve de Pierre Salemont, l'affaire est renvoyée au 21 septembre.

7 septembre 1336

Original, Arch. mun. F 31.

CCCXV

Guillaume Odart, sa femme et Guy de Bauçay ayant fait défaut, Guillaume du Portal les ajourne au 12 octobre.

21 septembre 1336

Original, Arch. mun. F 31.

CCCXVI

Jean Favre, un des commissaires chargés de juger le différend entre la commune et la veuve de Pierre Salemon, remet l'affaire au 19 octobre du consentement des procureurs des parties.

12 octobre 1336

Original, Arch. mun. F 31.

CCCXVII

Guillaume Odart et le procureur de sa femme s'étant portés garants pour la veuve de Pierre Salemon, Guillaume du Portal déclare celle-ci provisoirement hors de cause et ajourne les dits chevalier et procureur au 11 novembre.

19 octobre 1336

Original, Arch. mun. F. 31.

CCCXVIII

Guillaume Odart, n'ayant pas comparu le 11 novembre ni les jours suivants, est de nouveau assigné par Jean Favre pour le 26 novembre.

16 novembre 1336

Original, Arch. mun. F 31.

CCCXIX

Philippe VI mande au sénéchal de Poitou que, Guillaume Odart en ayant appelé à lui d'une sentence prononcée contre lui par Jean Favre en faveur de la commune de Poitiers, le Parlement connaîtra de cette cause d'appel aux prochains jours de la sénéchaussée de Poitou.

20 décembre 1336.

Copie contenue dans le mandement du sénéchal de Poitou du 19 janvier 1337, Arch. mun. F 31.

Philippe, par la grace de Dieu roys de France, au seneschal de Poictou ou à son lieu tenant, salut. Come Guillaume Odart, chevalier, se die avoir appelé à nous ou à nostre court d'un jugié donné par Jehan Favre, vostre lieu tenant et commissere en ceste partie, en cause civile contre luy et pour le mayre et la commune de Poictiers, comme de nul et, si aucun estoit, comme de faux et de mauvais, nous vous adjornons aus jours de vostre seneschaucie de nostre Parlement à Paris pourchainment avenir, pour deffendre le dit jugié et pour aler avant en la dicte cause d'appel, sicome de reson sera. Et intimez à la dicte partie adversse que elle soit au dit jour, se elle cuide qu'il en appartiegne. Et ce pendant, ne souffrez aucune chose attemptatoire ou prejudice du dit appel et du dit appellant. Et, se vous trouvez aucune chose estre attemptée depuys et contre le dit appel, si la ramenez ou faites ramener ou remetre sans delay au premier et deu estat. Et de la reception de ces presentes et du dit adjournement certifiez nostre dite court souffisanment au dit jour. Donné à Paris le XX^e jour de decembre l'an de grace mil CCC trente et six.

CCCXX

Mandement du sénéchal de Poitou, Jourdain de Loubert, chargeant plusieurs sergents du roi de l'exécution des lettres royales du 20 décembre 1336.

19 janvier 1337

Copie donnée par l'un des sergents, Arch. mun. F 31.

Jordain de Loubert, chevalier du roy nostre seignour et son seneschal en Poictou et en Limosin, à Pierre Le Forner, Ga-

rin Grassin, Pierre de Brie et Jehan de Montigné, sergens du roy nostre seignour, salut. Nous avons receu les lettres du roy nostre seignour, contenant la fourme qui s'ensuit : (*Suit le texte des lettres royaux du 20 décembre 1336*).

Pour la vertuz et auctorité des quelles letires, nous vous mandons et comectons et à chescun de vous, l'un n'atendant l'autre, que vous intimez aud. maire et commune, que il soient à Paris aus diz dud. Parlement, se il cuidet que en riens leur appartiegne, selon la fourme et la tenour des dictes lettres. Et, se vous trouvez que led. nostre comissaire ait aucune chose attemptée ou fait attempter aucune chose contre le dit chevalier et depuys encontre led. appel, si la ramenez et faites ramener à estat deu et premier. Doudit adjournement ce que avisé en aurez, certeffiez nostre court souffisamment, afin de en certeffier nostre court de France. Donné à Poitiers souz le seel, du quel nous usons en nostre seneschaucie, le XIX^e jour de janvier l'an mil CCC trente et six.

Donné pour copie souz le seel de moy, Pierre Forner, sergent du roy, le jour de samedi feste de la Conversion S. Pol, en quel jour ge fis la dicte intimacion aus diz maire et commin selon la tenour dessus dicte en la personne de Jehan Gaberea, procurour, qui dist qu'il n'y se consentoit de riens, l'an mil CCC trente et six.

CCCXXI

Lettres de Pierre de Brizoles et de Guillaume du Portal au sujet du subsidie de 500 livres octroyé au roi pour la guerre par le maire de Poitiers.

12 août 1337

Original, Arch. mun. E 2.

A touz ceulz qui verront et orront ces presentes lettres, Pierres de Brizoles¹, clerc et commissere du roy nostre seigneur à imposer le subsidie en la seneschaucie de Poitou, et

1. Pierre de Brizoles figure sur les journaux du trésor comme conseiller du roi, membre de la Chambre des Enquêtes, en 1346, 1347, 1348 (J. Viard, *Journaux du trésor de Philippe VI de Valois*, p. 302, n° 1682, magister Petrus de Brizolis, clericus et consiliarius Regis in dicta camera inquestarum) et de nouveau en 1352 (*Extraits de journaux du trésor*, publiés par Moranvillé, *Bibl. de l'Ecole des Chartes*, t. XLIX, p. 182,

Guillaume du Portal, lieu tenant du seneschal de Poitou et commissere en iceste partie, salut. Sachent tuit que, par vertu de nostre commission, le mayre et les esclavins de la commune de Poitiers ont finé à nous, pour cause du subsidie de ceste presente guerre, en la somme de cinq cens livres monoie courant, pour leur dicte commune et les autres personnes de la ville de Poitiers et des subourbes, qui ne sont pas de la dicte commune, soient en bours ou hors bours de Poitiers et pour plusieurs autres personnes et villages de hors Poitiers, qui sont et hont acoustumé estre de la suyte du dit mayre et commune, en telle manere que le dit subsidie sera imposé par le dit mayre et deux proudomes de la dicte commune et troys de hors commune, c'est assavoir de la dicte commune Amoreux Laubergier et Guillaume de Taunay², et, de la prevosté et de hors commune, Pierre Male Denrée, Pierre Painchaut³ et Aymar de Beau Puy⁴ ou deux de eulz, affin que l'imposicion soit bien et loialment faicte, jusques à la quantité de la dicte somme, et tauxé chascun selon sa faculté. Et nous ont juré les desuz nommez aus sains evvangiles de imposer le dit subsidie bien et loyalment, en la manere que dessus est dit et jusques à la dicte somme. Et n'est mie nostre entente que le mayre puisse demander ne dire que aucun soit de sa suyte, fors tant seulement ceulz que il nous a baillé en un rolle⁵. Et, en tant comme il touche les hommes des villages de la dicte suyte, nous ne voulons pas que ceste presente finance leur puysses faire aucun préjudice, ou temps avenir, et qu'il ne puyssent finer par eulz sans les diz mayre et commune, et la finance estre levée par les commis ou deputez de par le roy nostre seigneur, se autrefois avoit esté fait ou acoustumé. Et n'est pas nostre entencion que le dit mayre parface au roy, fors tant seulement ce qui choirra sur les hommes de sa commune, selon l'imposicion faictes⁶ par les desuz nommez. Et est assavoir que nous avons pris la dicte finance sauf et reservé la bonne volenté et ordonnance du roy nostre seigneur et de noz seigneurs de la Chambre des Comptes, et aussi, audiz maire et commune et à touz

n° 138, magister Petrus de Brisolio). — 2. Guillaume de Taunay était échevin. Voy. ci-dessus, n° CCCV, n. 5. — 3. Ce Pierre Painchaut était sans doute parent de celui qui avait été maire en 1295. Voy. notre tome I, p. 188, n. 5. — 4. Aymar de Beau Puy fut garde du sceau royal en 1339 et en 1342. Voy. ci-dessus n° CCCI, n. 1, et ci-dessous n°s CCCXXXVI et CCCLIV, où il est qualifié de clercq du gouverneur des sénéchaussées de Poitou et de Limousin et portant le seel des dictes sénéchaussées. Il figure sur le rôle des hommes de la suite du maire, annexé à ces lettres de Pierre de Brizoles (n° CCCXXII, art. 50), comme tenu de fournir 20 sous pour un sergent, en raison des biens qu'il possède aux environs de Poitiers. — 5. N° CCCXXII. — 6. Sic. Lire *faicte*.

les autres compris en la dicte finance, en tant comme elle nous puet touchier par la vertuz de nostre dicte commission, toutes leurs libertez, franchises et privileges, et que, ou temps avenir, la dicte finance ne leur puisse tourner à aucun prejudice. Donné à Poitiers le XII^e jour du moys d'aoust, l'an mil CCCXXX et sept.

CCCXXII

Rôle des hommes de la suite du maire, fourni par le maire au receveur du roi en Poitou pour la levée du subside octroyé au roi.

1337

Original, Arch. mun. E 2.

Ceu sunt les homes, ou leur predecesseurs¹, qui sunt de la sieté² de la commune de Poitiers, baillez par le mayre de la dicte commune au receveur de Poitou pour le roy nostre seigneur, pour lever et exploiter sus euls les sommes qui s'ensseguent³ pour cause d'une finance ou promesse faicte au roy nostre seigneur (en la personne de mestre P. de Brizoles, clerc et commissaire du roy nostre seigneur en l'an mil CCC XXXVII⁴), pour sa presente guerre, par le dit mayre, tant pour la dicte commune que pour ceuls de la ville de Poitiers, suburbs, hours et horsbours, qui ne sunt pas du dit commun, que pour ceuls qui sunt contenuz en cest rolle, à la somme de cinc cens livres, ou protestacion et expresse retenue faicte pour le dit mayre, pour li et pour le dit commun, qu'il ne se abraignent à paier les sommes dessouz declairées, mès tant seulement ce qui sus euls chiet de la dicte finance, si comme dessouz est declayré.

1. Les homes de la prevosté de Poitiers, de la ville et dehors, IIII^{xx} l.⁵.

1. Ce rôle de 1337 a été dressé d'après celui de 1324, publié dans notre tome I^{er}, n° CCLXVIII. C'est sans doute en vue de préparer la rédaction de ce nouveau rôle que l'on avait ajouté de seconde main, sur celui de 1324, l'indication de quelques changements de propriétaires pour certains des biens dont la possession entraînait l'obligation de fournir un ou plusieurs sergents. — 2. Les contingents militaires des gens de la prévôté, des bourgs privilégiés et des localités environnantes, qui devaient se joindre à celui de la commune et servir sous les ordres du maire de Poitiers, étaient dits de la *suite* du maire et de la commune (voy. notre tome I, n° CCXXXVII, de *secta majoris et communitatis*, et ci-dessus n° CCLXXXIII, n. 2, et CCLXXXIV). — 3. s'en suivent. — 4. Les mots entre parenthèses ont été ajoutés en tête avec renvoi : ils sont d'une autre encre, mais de la même écriture que le reste. — 5. Cet article con-

2. Les homes de l'abbé du Mousterneuf, du bourc et dehors, XL l.^o.

3. Les homes du tresorer et du chapitre de l'église Saint Hillaire le Grant, XXX l.^o.

4. Les homes du bourc Saint Hillaire de la Celle, C s.^o.

Summe : VII^{xx} XV l.

5. Les Villeneaus de Ringeres, pour I sergent, XXX s.

6. Thibaut Bery et ses parçoners, pour I sergent XXX s.

7. Les homes nostre seigneur le roy de Cissec^o, XXX s.

8. Les homes au prieur de Vouneul^o, LX s.

9. Les Kalandreas^o et leurs parçoners, pour I sergent, XXX s. J. de Beau Puy les chouses.

10. P. Peynec de Jaunay, pour I sergent, XXX s.^o.

11. P. Chatet de l'Ayrable^o et ses parçoners, pour I sergent, XXX s.

12. Aymeri et Guillaume Bonnet et P. Thibaut, pour I sergent, XXX s.

13. Aymeri Rocher et Phelipe Rochere de Chasseneul, en lieu de Regn. et Guillaume Rocher, pour I sergent, XXX s.^o.

14. P. Affrey de Poiz^o et ses parçoners, pour I sergent, XXX s.

15. Les homes du viconte de Chastelleraut à Vouneul et à Boeries^o, C'est assavoir Hugues d'Ayron, J. Savion, Estene Suyre, Joffroy de Pouzat, G. Pejaut, Nicholas Maucognut,

cernant les hommes de la prévôté de Poitiers, c'est-à-dire les habitants de Poitiers et des faubourgs ne faisant pas partie de la commune, correspond à l'article 87 de 1324 ; le contingent qu'ils devaient fournir n'y était pas fixé ; d'après la contribution qui leur est imposée ici, ce contingent devait être d'environ 60 sergents, à raison de 30 sous par sergent, ce qui est le taux ordinaire d'après ce rôle. — 6. En 1324 (art. 78), les hommes de l'abbé de Montierneuf paraissent avoir fourni 30 sergents ; c'est à peu près le nombre auquel correspond ici la contribution de 40 livres, si ce n'est que celle-ci devrait être de 45 livres d'après le taux normal ; mais quelques autres articles paraissent indiquer une réduction exceptionnelle de ce taux ordinaire (art. 4, 46, 60). — 7. Le rôle de 1324 (art. 68) n'indique pas le nombre des sergents que doit fournir le chapitre de Saint-Hilaire : d'après celui-ci, il paraît être de 20. — 8. En 1324 (art. 69), les hommes du prieur de la Celle avaient dû fournir 4 sergents. Voy. ci-dessous l'article 46. — 9. Les trois articles 5, 6 et 7 de ce rôle paraissent correspondre ensemble à l'article 76 du rôle de 1324, relatif aux hommes de Cissé, qui doivent 3 sergents. — 10. Les hommes du prieur de Vouneuil-sous-Liard devaient 2 sergents d'après le rôle de 1324 (art. 92) : c'est le nombre auquel correspond ici la taxe de 60 sous. — 11. Voy. rôle de 1324, art. 44. — 12. On ne trouve rien dans le rôle de 1324 qui corresponde aux articles 10 et 12 de celui-ci. — 13. L'Erable, commune de Migné. Voy. rôle de 1324, art. 47. — 14. Voy. rôle de 1324, art. 40. — 15. Puy-Lonchard, village, commune de Cissé. Voy. rôle de 1324, art. 96. — 16. Boirie, commune de Bonneuil-Matours. Voy. rôle de 1324, art. 70.

Guillot Blanchart celer, Estene Suyre et Hugues Davion, pour IIII sergens, VI l.

16. Joh. Seneschau de Laymbre¹⁷, pour I sergent, XXX s. Aymar de Beau Puy tient les chouses.

17. Guillaume Verdoys, J. de Jazeneul, Joh. Lye, pour les homes de l'Espinoy¹⁸, pour I sergent, XXX s.

18. P. Girart, P. Cosson, Guillaume Guoupil, pour Charracé¹⁹, pour I sergent, XXX s.

19. Henrri des Haies, pour I sergent, XXX s.²⁰.

20. Les homes du prieur de Legugé, IX l.²¹.

21. Phelipes de Mortiers et ses confreres et les autres homes de Mortiers. Phelipon de Tiffauges tient partie des chouses (du dit Phelipes). André Barbant et ses confrères et les autres homes de Montamiser, pour II sergens, LX s.²².

22. Les homes de la commanderie de la baillie d'Auzon à Saint George et à Forges et à Maris et les autres homes des diz lieux, VI l.²³.

23. Les homes de Forges et les sergens de la paroisse Saint George, c'est assavoir : monseigneur Hugues, chevalier, ou ses hoirs, I sergent, pour leur herbergement de Saint George, qui fut feu Aymeri de La Jarrie, XXX s.²⁴.

24. Item, le dit monseigneur Hugues Beuf pour son herbergement de Travazay et les appartenances, pour I sergent, XXX s.²⁵.

25. P. Jolain de Saint George et ses confreres : ses chouses tint P. Hardi de S. George. Maintenant tient J. Le Maire. Pour I sergent, XXX s.²⁶.

26. Les hoirs feu Guillaume de Forges. Ses chouses tint Aymeri de La Chappelle, son fil²⁷. Maintenant tient Monet, juze de Nyeul, pour reson de sa feme. Pour I sergent, XXX s.

27. Lucas de Forges et ses parçoners, II sergens pour la tour de Marueil et pour son herbergement de Forges. Ses chouses tiennent Pierre Muner et Guillaume de Mongamer. LX s.²⁸ (Tient Colin Guichart)²⁹.

28. Naymer de Forges ou ses hoirs, I sergent³⁰.

29. Meron de Forges, fil du dit Naymer, pour Regnaut du

— 17. Limbre, commune de Migné. Voy. rôle de 1324, art. 52. — 18. L'Epinay, commune de Béruges. Voy. rôle de 1324, art. 36. — 19. Charassé, commune de Montamisé. Voy. rôle de 1324, art. 65. — 20. Voy. rôle de 1324, art. 42. — 21. Le rôle de 1324 (art. 77) indique pour le prieuré de Ligugé un contingent de 6 sergens : c'est bien le nombre auquel correspond ici la taxe de 9 livres. — 22. L'article 21 de ce rôle correspond aux articles 1 et 2 du rôle de 1324. — 23. Voy. rôle de 1324, art. 3. — 24. Cf. *ibid.*, art. 4. — 25. Cf. *ibid.*, art. 5. — 26. Voy. rôle de 1324, art. 6. — 27. Voy. *ibid.*, art. 7. — 28. Voy. *ibid.*, art. 8. — 29. Mots ajoutés d'une autre écriture. — 30. Voy. *ibid.*, art. 9. —

Boys, P. Poitevin, Hugues de la Cormaillere et pour Regnaut Rozer ; car il aquist les chouses. Pour IIII sergens, VI l. ³¹.

30. Les Berugeaus, pour I sergent, XXX s.

31. J. de Jaunay, alias Gualer, pour I sergent, XXX s.

32. Gilet de Maris, pour I sergent, XXX s.

33. Montargis, sergent de Mouliere, pour I sergent, XXX s.

34. Les hoirs feu J. de Soule Ville, pour I sergent, XXX s.

35. J. de Marueil, pour I sergent. Martin Le Normant tint les chouses. Maintenant tient Aymeri Froment, XXX s.

36. Ayraut de Mareul, pour I sergent, XXX s., ou ses hoirs.

37. P. de Marueil, parroissien S. George, I sergent, XXX s.

38. Philippes de Mareul ou si hoir, parroissien de Diçay, I sergent. Maintenant tient Symon Butin, mestre de Mouliere. XXX s. ³².

39. Regnaut du Paellé ou si hoir, parroissien de Diçay. Les hoirs J. de la Croiz de Poitiers et Perrot de Boysse tiennent les chouses. Pour I sergent, XXX s. ³³.

40. Yvons li Fouresters, I sergent, XXX s.

41. Li Grasseteau, parroissien de Diçay, I sergent, XXX s.

42. Thibaut Froment, I sergent pour soy. Maintenant tient Aymeri Froment, son fil. XXX s.

43. Johan Suyreau, I sergent. Les hoirs feu P. Choisi ³⁴ de Poitiers tiennent les chouses ou partie. XXX s.

44. P. de la Varene ou si hoir, I sergent. Philipon et Johan de la Varene, ses enfans, tiennent. XXX s.

45. Le juze d'Ayllec, Guillaume Gastinea, monseigneur Guillaume d'Ayron, checun I sergent, et les autres homes d'Ayllec ³⁵. Les hoirs feu P. Choisi tiennent les chouses. IIII l. X s.

46. Les homes de la Ravardere ³⁶ et de Boneullet ³⁷, L s.

47. Les sergens de la ryvere d'Auzance : monseigneur Guillaume de Cherves. Maintenant tient H. de Cherves, son fil. LX s.

48. Thibaut de Chardon Champ, I sergent, XXX s.

31. Voy. *ibid.*, art. 10. Les articles suivants de 30 à 35 reproduisent les articles 11 à 16 du rôle de 1324, dont l'article 17 ne figure pas ici.

— 32. Les articles 36 à 38 correspondent aux articles 18 à 20 de 1324. — 33. Les articles 39 à 53 correspondent aux articles 21 à 35 de 1324. —

34. Pierre Choisi, dont les héritiers figurent ici en son lieu et place, ainsi qu'à l'article 45, était échevin de Poitiers en 1314 (voy. n° CCXXXI) et est encore mentionné comme tel en 1318 (n° CCL) et en 1320 (n° CCLX) : il était décédé entre 1324 et 1337. — 35. Aillé, communes de Saint-Georges et de Dissais. — 36. La Rivardière, commune de Migné. — 37. Bonnillet, commune de Chasseneuil. Par exception, la taxe pour 2 sergents est de 50 sous au lieu de 60. C'est par une réduction analogue qu'à l'article 4 les hommes du bourg de la Celle ne paient que 100 sous

49. Joffroy de Salevert, I sergent, XXX s.
50. G. Seneschau et ses parçoners. Maintenant tient Aymar de Beau Puy les chouses. I sergent, XXX s.
51. Monseigneur P. Aquin ou ses hoirs, LX s.
52. P. Sergent de Pont Royau et ses parçoners, I sergent, XXX s.
53. Jehan de Verneul. Maintenant tient Guillaume de Verneul, son fil. I sergent, XXX s.
54. (Thebaut de Cloistres, pour I sergent ³⁹).
55. Les homes monseigneur Regnaut de Chincé, de la Pere et de Chincé, LX s. ³⁹.
56. Sergens de Chasseneul ; Aymeri Guarner de Chasseneul. Maintenant tient Guillaume Alemant, clerc (l'abbé du Moustier Nuef, P. Cailler ⁴⁰), pour (euz) et pour (leurs autres) parssoners. XXX s.
57. P. Affrey et ses parçoners, I sergent, XXX s. ⁴¹.
58. J. Bertin. Partie des chouses tiennent les hoirs Robert Le Roy. Maintenant fait le devoir G. Salemon. I sergent, XXX s. ⁴².
59. Hilayrete de Chasseneul, I sergent, XXX s. ⁴³.
60. P. Auboin de la Pierre, XL s. ⁴⁴.
61. Regnaut de Cloytres, pour II sergens, LX s. ⁴⁵.
62. Regnaut des Roches, pour II sergens, LX s. ⁴⁶.
63. P. Froger et Guillaume Bone Amour de Chasseneul ; ses chouses tient mestre Guillaume Coindé ; les hoirs Robert Le Roy et les hoirs J. Rousseau de Loubantere, I sergent, XXX s. ⁴⁷.
64. Les homes à l'evesque de Poitiers à Chasseneul et à Avanton, LX s.
65. Les homes Guillaume de Barbaste, de Fontenes près de S. George, XXX s.
66. Cinc homes de Faugeres, homes au segneur d'Auzance et ses homes de Martigné, parroissiens de Meigné et de Chasseneul, LX s.
67. P. Mainguo de Chardonchamp, I sergent XXX s. ⁴⁸.
68. P. et J. Maguort de Chardonchamp, homes au vallet du Ryvau, I sergent, XXX s.

au lieu de 6 livres pour 4 sergents. — 38. Cet article ajouté d'une autre encre ne figure pas dans le rôle de 1324. — 39. Les articles 55 et 56 correspondent aux articles 37 et 38 de 1324. — 40. Les mots entre parenthèses ont été ajoutés sur un grattage. — 41. Voy. rôle de 1324, art. 39. — 42. *Ibid.*, art. 41 et 41 bis. — 43. *Ibid.*, art. 41 bis. — 44. Voy. *ibid.*, art. 43. Le taux de cette contribution pour 2 sergents est exceptionnellement réduit. — 45. Voy. *ibid.*, art. 45. — 46. Voy. *ibid.*, art. 46. — 47. *Ibid.*, art. 57. — 48. Les articles 64 à 67 correspondent aux articles

69. J. de la Ville Dieu et les homes à l'abbasse de la Trenité de Chardonchamp et dessus la Queulle, parroissiens de Meigné. Chapitre S. Pierre Puellier a aquis les chouses au dit mestre J. II sergens, LX s.

70. Les homes de Croucet, LX s.

71. Helion des Rozers et les hoirs Guillaume Bonea des Touches, parroissiens de la Celle. Mestre H. Thomas tient, C s.⁴⁰.

72. Aymeri Chatet de Narnay, Aymeri Maysseau, parroissiens de Vouneul, pour I sergent, XXX s.

73. Le priour de la Celle pour l'arbergement de Mazay, qui fut Joffroy Morin, I sergent, XXX s.

74. G. de la Roche souz Vouneul, I sergent, XXX s.⁵⁰.

75. Le chapitre S. Pierre de Poitiers pour l'arbergement de Bernaguoe, qui fut Lotier le Lonbart, I sergent, XXX s.

76. Item, le dit chapitre pour la meson des Perers, qui fut J. Dyva, I sergent, XXX s.

77. Joffroy Berducil de Laymbre, le dit Bret de Laymbre, parroissien de Meigné, Meron Bon San et les autres homes de Laymbre ; l'abbé du Monster tient les chouses du dit Meron. Pour II sergens, LX s.

78. Les homes nostre segneur le roy de Boeries, parroissiens de Boneul Mathorre et de Vouneul sus Vienne, LX s.⁵¹.

79. Les homes de Moulins, parroissiens de Samarve⁵².

80. Les homes à l'abbasse et au convent de la Trenité de Poitiers de la chastellenie de Poitiers, IIII l. X s.⁵³.

81. Les homes du Breul Mainguo, IIII l. X s.

82. Les homes du Breul l'Abbasse, IIII l. X s.

83. Les homes à l'abbé de la Royau, à Maignaleur, au Breul l'Abbasse et environ, LX s.

84. Les homes de la Millonere et de Bois Baston, XXX s.

85. Les homes de Escuyssec, parroissien de la Celle, LX s.⁵⁴.

86. Les homes de Chasteau-Fromage et de Champot, IIII l. X s.⁵⁵.

87. Les homes de Brenc, homes aus enfans Guillaume de Chauvigné, LX s.⁵⁶.

48 à 51 de 1324. — 49. Les articles 68 à 71 correspondent aux articles 53 à 56 de 1324. Mais l'article 56 de 1324 semblait ne comporter que 2 sergents, tandis que la contribution de 100 sous indiquée ici par l'article 71 indiquerait plutôt une contribution de 4 sergents. Voy. ci-dessus art. 4 et 46. — 50. Les articles 72 à 74 correspondent aux articles 58 à 60 de 1324. — 51. Les articles 75 à 78 correspondent aux articles 61 à 64 de 1324. — 52. Voy. 1324, art. 66. — 53. Voy. *ibid.*, art. 67. — 54. Les articles 81 à 85 correspondent aux articles 71 à 75 de 1324. — 55. Voy. 1324, art. 79. — 56. Voy. *ibid.*, art. 80. — 57. Les arti-

88. Les homes Arnaut Pouvereau de Loubantere et les autres homes de Buxerolles, LX s.

89. Hugues Katelinea de la Daynere et ses confreres, I sergent, XXX s.

90. Michea de Nyeul et les homes de Cerzay, LX s.

91. Les homes de la Tuffaillere et de Boussec et de la Roche pres de Moulere et les autres homes le roy de environ, VI l.

92. Le mestre huchour et les huchours de Poitiers, XXX s. ^{57.}

93. Les homes de Nyeul l'Espaier, LX s.

94. G. de Meignac, I sergent, XXX s.

95. Les homes de la Bordillere, parroissiens de Beruge, LX s. ^{58.}

96. Les homes de Savigné près de Ryves, VI l. ^{59.}

97. Les homes de la Sablonere pres de Vouneul, LX s.

98. Les homes de Breul Bordin, LX s.

99. Les homes de la Garnerie, parroissiens de Cissec, LX s. ^{60.}

100. Les homes monseigneur Guy de Verno à Avanton. Maintenant sunt homes à mestre G. Coindé. LX s.

101. Les homes de Ville Neuve, LX s.

102. Les homes de l'Espine, parroissiens de Beruge, LX s. ^{61.}

Summe : XI^{xx} XVII l. X s.

Summe toute : III^c III^{xx} XII l. X s. ^{61.}

Au dos :

Presentez à monseigneur Guy, lieutenant du recevour, qui les refusa, le jour de semadi après l'Exaltacion S. Croiz ^{62.}, presens Garin Grassin, Giscart Barraut, Perrot de l'Echalée et l'autre clerc du dit recevour, l'an mil III^c trente et sept.

Memoire que Philipom Aubert c'est opposé, sicome il dit, et pour tant baille jour à la Chambre au samedi avant Letare Jerushalem.

J. Mirebea du Bruyl Menguo, Raymont de Berllon, P. Fou-

cles 88 à 92 correspondent aux articles 82 à 86 de 1324. — 58. Les articles 93 à 96 correspondent aux articles 88 à 91 de 1324. — 59. Les articles 97 à 99 correspondent aux articles 93 à 95 de 1324. — 60. Les articles 100 à 102 correspondent aux articles 97 à 99 de 1324. — 61. Le total des sommes indiquées par les articles 5 à 102 est bien de 237 livres 10 sous. En y ajoutant le total partiel des articles 1 à 4 (155 livres), on y trouve, le total général de 392 livres 10 sous, qui ne se rapporte qu'aux contributions des « hommes de la suite du maire » et ne comprend pas la quote-part de la commune : celle-ci fut fixée à 140 livres, comme l'atteste la quittance publiée ci-dessous (n° CCCXXVII). — 62. 20 septembre. — 63. Voy. ci-dessus, art. 45. —

cher, Hugues Richart, J. de Berllon, J. Constantin, P. Guillot, Hugues Guillot, G. Rousseau, homes de Bonoillet, sont recreu jusques à d'uy en VIII jours et doivent venir celli jour pour paier ou pour eux sauver et eux rendre en prison. Item, par semblable maniere, Hugues Roy de Cissecc. Item, monseigneur Hillaire d'Ayron en lieu de monseigneur G. d'Ayron⁶³. Item, les homes de la Tuffaillere, de Boussec et de la Roche⁶⁴, J. et Geff. de Boussec, qui ont les filles de Perrot Gastinea, fil G. Gastinea de Puy Gremier⁶⁵, de Jeh. Tufaillea.

64. Voy. ci-dessus, art. 91. — 65. Voy. ci-dessus, n° CCLXXX.

CCCXXIII

Restant de l'imposition du subside sur les gens de la prévôté de Poitiers et des bourgs, ne faisant pas partie de la commune.

1337

Pièce annexée au rôle précédent, Arch. mun. E 2.

Ceu sunt les resta[n]z de l'imposicion du subside imposé par mestre Pierre de Brizoles, commissaire du roy nostre seigneur, sur les gens de la prevosté de Poyters et des bours de la dicte ville, en tant come touche les personnes qui ne sunt du commin. Faicte la dicte imposicion en l'an M CCC XXXVII.

Premierement, Lorens Le Vacher et ses compaignons, collecteurs en bourc S. Hillaire le Grant, VI livres.

2. Item, Herbert Martin, pour feu Micheau Martin, son pere, et P. Forner, collecteurs de la parroisse S. Greguoire¹, X s.

3. Item, Denis Forner et son compegnon, collecteurs de la parroisse S. Savin², II s. VI d.

4. Item, Arnaut Cayllaut et son compaignon, collecteurs de la parroisse S. Hillaire d'Antregises, VI s. VI d.

5. Item, Guillaume Aygreteau, collecteur de la parroisse S. Micheau³, LX s.

1. L'église Saint-Grégoire, dont il subsiste quelques vestiges rue de Blossac, n° 15, était située dans le bourg de Saint-Hilaire. Voy. notre tome I^{er}, p. 17 n. 13, et p. 114 n. 5. — 2. L'église Saint-Savin était située dans l'ancienne rue Saint-Savin, aujourd'hui rue Piorry. — 3. L'église Saint-Hilaire-d'Entre-Eglises devait son nom à sa situation entre la cathédrale et le baptistère Saint-Jean. — 4. L'église Saint-Michel se trouvait à l'angle de la Grand'Rue et de la rue des Feuillants.

6. Item, André Bourgois et son compegnon, collecteurs de la parroisse S. Porchaire, LXIII s. VI d.

7. Item, Joffroy Bonet et ses compegnons, collecteurs de la parroisse S. Germain, LX s.

8. Item, Guillaume Masson et son compegnon, collecteurs de la parroisse Sainte Opportune^s, XL s.

9. Item, Guillaume Rossigno, collecteur de S. Cibart^e et ses compegnons, XX s.

10. Item Guillaume de la Fourest et ses compegnons, collecteurs de la parroisse S. Pol, VII s. VI d.

11. Item s'enssuyvent les noms de ceux de la parroisse S. Dider qui doyvent la dicte imposition. Premierement, la feme feu Micheau Bareau, XXV s. Item, Johanne la cousturere, XII d. Item, Johan d'Ayron, XIII s. VI d. Item, Philipon Symon savatier, VI d. Item, Colin le Cousturer, VI d. Item, Aymeri d'Ayron, XX s. Item, P. Martin, V s. Item, Pierre de la Croiz, X s. Item, Huguet de Tarssay, XII d. Item, Rollant le Cousturer, III s. Item, G. le Cousturer, III s. Item, la Cayllere, XX s.
Summa : XXV l. II s. X d.

— 5. La rue Sainte-Opportune a conservé le nom de cette ancienne église, dont il reste quelques vestiges au n° 13, en face de la rue des Gaillards. — 6. L'église Saint-Cibard se trouvait au n° 1 de la rue Sylvain-Drault (ancienne rue Saint-Cibard). Elle dépendait de l'abbaye de Montierneuf, ainsi que Saint-Germain, Sainte-Opportune et Saint-Paul. Voy. notre tome I^{er}, p. 11 et suiv. — 7. D'après les sommes indiquées ci-dessus, le total est de 24 livres 12 sous 6 deniers : il y a une erreur de 8 sous 4 deniers dans l'addition. Ces « restans de l'imposition » ne forment qu'une faible portion du subside dû par les gens de la prévôté de Poitiers et des bourgs de la ville ne faisant pas partie de la commune, d'après le rôle qui précède.

CCCXXIV

Mandement de Jourdain de Loubert, sénéchal de Poitou, déléguant ses pouvoirs pour juger le différend entre la Commune de Poitiers et Guillaume Odart.

27 septembre 1337

Original, Arch. mun. F 31.

Jordain de Loubert, chevalier du roy nostre seignour et son seneschal en Poictou et en Limosin, commissaire du dit seignour en ceste partie, à noz amez mestre Aymeri Vender, mestre Johan Chiffen, mestre Yves de Leon, sages en droit, Aymar de Beaupuy, Pierre Gabereau et au prevost de Poitiers, salut.

Come pour vertuz de noz dictez comissions, assignacions pendent et soient donnez adjournemens à ceste pourchaine veille Saint Michiel, pour devant nous, nostre lieu tenant ou commissaire, pour le maire et le commun de Poitiers, à noble home monseignour Guillaume Odart, chevalier, et à sa femme, deguerpie feu Foucaut de Bauçay, aians le bail de la fille de lie et du dit feu, pour venir voir adjuger le profit de certains defaus par eux faiz envers les diz maire et commun sur les chouses que enportent noz dictez comissions, et nous et nostre lieu tenant, empoichez de plusieurs ardueux negoces, ne puissons estre à la dicte journée à Poitiers, ny autrement vaquer en propres personnes assidueement à accomplir les chouses contenues en dictez comissions, à determiner, accomplir, delivrer et mettre à fin dehue les dictez assignacions ou adjournemens et aussi toutes et checunes les chouses contenues en noz dictez comissions et selon leur forme et tenour, toutefois que nous ou nostre lieutenant serons absens de la ville de Poitiers, à vous et checun de vous pour le tout, ainci que la condicion de l'occupant ne soit meillour, mès ce que par l'un sera comaincé, par l'autre puisse estre repris et parachevé, comettons nos forez, retenans à nous et nostre court toute cause d'apel et que nous ou nostre lieu tenant, toutefois que nous ou l'un de nous serons presens en la ville de Poitiers, puissions cognoistre, si mester est, des choses contenues en noz dictez comissions. Et n'est pas nostre entente de revoquer le pover de aucuns commissaires, de nous ou de nostre court pour vertuz des dictez comissions ou aucunes de elles donnez. Donnans en commandement à touz les subgez du roy que à vous et checun de vous, sur ce diligenment obeissent et entendent. Donné le semadi avant la dicte feste Saint Michiel l'an de grace mil CCC trente et sept.

CCCXXV

Lettres de Philippe VI ordonnant de surseoir, pour cause de guerre, à tout procès concernant Guillaume Odart, appelé à prendre part à la défense du royaume.

10 décembre 1337

Vidimus contenu dans des lettres de Guillaume du Portal, du 14 décembre 1337. Arch. mun. F 31.

Philippe, par la grace de Dieu roys de France, à touz les justicers de nostre reaume, aus quix cestes presentes lettres

vendront, salut. Come, pour ayder à garder et deffendre nostre henour, la corōne de France et nostre reaume, nous avons fait nostre semonce de gens d'armes, nous volons et vous mandons et à checun de vous, sicome à li appartendra, que toutes les causes commaincées ou à commaincer, les debtez, possessions et autres biens de nostre amé Guillaume Odart, chevalier, sire de Preaux¹, qui se doit appareiller pour aler en nostre dicte semonse du jour de la date de ces présentes lettres, vous tenez et faictez tenir en estat juques à un moys apres ce qu'il pourra estre revenuz en son païs des parties où il sera alez pour la dicte cause, et entredeux ne faictez ou souffrez à fere aucune chouse contre lui ny ses pleges ou autrement en quelque manere que ce soit pour li obligez et, si aucune chose estoit fete ou atemptée, si le faictez ramener au premer estat et dehu et amander à nous, sicome reson sera et qu'il appartendra. Et si, entre deux, il veust pledoier par procureur, recevez li, tant en demandant come en deffendant. Donnē à Maubisson lez Pontoise², le X jour deccembre l'an de grace mil IIIe trente et sept.

1. Aujourd'hui Preau, hameau, commune de Loudun. Cet ancien fief relevait du château de Loudun. C'est sans doute le même Guillaume Odart, seigneur de Preaux, qui était en 1349 capitaine du roi et garde de la terre de Marans. Voy. *Arch. hist. du Poitou*, t. XVII, p. 71. --
2. Maubuisson, Seine-et-Oise.

CCCXXVI

Guillaume du Portal, lieutenant du sénéchal de Poitou maintient au maître de Poitiers le droit de requérir contre Guillaume Odart, nonobstant la grâce d'état obtenue par le dit chevalier.

14 décembre 1337.

Original, Arch. mun. F 31.

Sachent touz que, come en jour d'uy, pour devant nous, Guillaume du Portal, lieu tenant de noble home monseignour le seneschal de Poictou, procedans en ceste partie pour vertuz de mandemens et comissions du roy nostre seignour, Johan Gaberea, clerc, procureur souffisanment fundé dou maire et du commin de Poicters, nous requeist que nous li donessons deffautes contre monseignour Guillaume Odart, chevalier, et

sa feme, avans le bail de la fille de lie et de feu Foucaut de Bauçay, son premier seignour, ès adjournemens que les diz maire et commun avoient fait autrefois donner au jour d'uy et pour vertuz des dictes comissions pour devant monseignour le seneschal, son lieu tenant ou commissaire, aus diz chevaler et sa feme ès diz noms sur deffaut et o jugié, si mester estoit, pour venir voir adjuger aus diz maire et commun les profiz qu'il voudroient requerre contre les diz chevaler et feme ès diz noms de certains deffaus, qu'il disoient avoir contr'eux et ès noms que dessus, de mon dit seignour, son lieu tenant ou commissaire, sur les chouses que enportent les dictes commissions et autrement pour proceder et aler avant selon le contenu ès dictez comissions et o intimacion que, venissant ou non, l'on procederoit à adjuger aus diz maire et commun le profit ou profiz des diz deffaus et autrement à aler avant selon les tenours des dictez comissions ; et enseignoit le dit procureur des diz adjournemens donnez de vive voix en court. Lors Denis¹... exhiba pour nom du dit chevaler et bailla à nous, afin que nous ne donessons les diz deffaus ny autrement procedessons avant sur les choses contenues ès dictez comissions, unes lettres ou grace d'estat, au dit chevaler données du roy nostre seignour contenant la forme qui s'ensuit : (*Lettres de Philippe VI du 10 décembre 1337*².)

Lesquelles lectres exhibées et lehues et faitez assavoir par nous au dit procureur des diz maire et commun, dist le dit procureur pour nom de procureur que nous li devions donner deffaus et reputer le dit chevaler et sa feme ès diz noms pour contumaz et deffaillans es adjournemens dessus diz et li fere en oultre reson selon la tenour des diz adjournemens et des dictes commissions, non contrestant les dictes lectres ou grace d'estat, pour ce que les dictez lectres ou grace ne s'entendoient mès que au dit chevaler en son nom solement et non pas à li ny à la dicte feme en nom du dit bail de la dicte fille, et pour ce aussi que il n'estoit pas cogneu ne il n'apparessoit que le dit chevaler fust alé en guerre en la dicte semonce, ains estoit vraisemblable qu'il fust au païs, quar l'an se retornoit de la dicte semonce, et pour plusieurs autres causes qu'il declara sauve à les declairer. Et nous, requis le dit Denis s'il voloit autre chouse ne riens plus dire ny faire pour les diz chevaler et sa feme, ès noms du dit bail ny autrement, li qu'ex dist que non, mès que la dicte grace s'entendoit à tout, sauvames et sauvons au dit maire et commun et leur procureur à demander, requerre et avoir ces profiz, comme il doivent de reson, ès

1. Le manuscrit laisse un blanc après ce nom qui aurait eu besoin d'être complété. — 2. Ci-dessus n° CCCXXV.

diz adjornemens contre les diz chevalier et sa feme, comme bail avans dessusdiz. Donné le mercredi l'endemain de la S. Martin d'yver³, l'an mil CCC trente et sept.

3. La Saint Martin d'hiver est ordinairement le 11 novembre. Mais cette pièce, qui renferme des lettres de Philippe VI du 10 décembre 1337, doit nécessairement être postérieure à cette date. Or il existe une autre fête de Saint Martin le 13 décembre : c'est d'elle sans doute qu'il est question ici.

CCCXXVII

Quittance de la somme de 140 livres, imposée à la commune de Poitiers pour la guerre et versée au receveur du roi par le maire, Guillaume Gargouilleau.

14 janvier 1338 n. st.

Original, Arch. mun. E 2.

Sachent tuit que nous, Regnaut Croleboys¹, receveur dou roy nostre seigneur en Poictou et en Xanctonge, havons heu et recehu dou maire et dou commun de Poictiers, par la main Guillaume Guargoillea² maire dou dit commun, sept vins livres tournois monoie courant, pour la partie de la finance qui sur les diz maire et commun ha esté impousée d'une finance faicte ou maistre Pierre de Brizolles, clerc dou roy nostre seigneur et ou Guillaume dou Portal, lieu tenant de monseigneur le seneschal de Poictou, commissaires dou roy nostre seigneur establiz à recevoir et acorder la dicte finance pour cause de ceste presente guerre, des quelles VII^{xx} livres, impousées sur les diz maire et commun pour lour partie de la dicte finance³, nous nous tenons pour païé et en quiptons

1. Regnaut Crollebois était déjà receveur de la sénéchaussée de Sainctonge en janvier 1334 (*Arch. hist. du Poitou*, t. XIII, p. 105). Le 22 juillet 1336, Philippe VI lui octroyait des lettres d'anoblissement en considération de ses bons services (*ibid.*, p. 131). Mais, en 1348, on constata, en vérifiant ses comptes, qu'il redevait au Trésor 30.000 livres et l'on saisit ses biens qui furent vendus (*Journaux du Trésor de Philippe VI de Valois*, p. 157). — 2. Ce document et un autre du 20 mai 1338 (n° CCCXXIX) attestent que Guillaume Gargouilleau fut maire de Poitiers du 14 juillet 1337 au 13 juillet 1338. Voy. ci-dessus n° CCXCIX note. — 3. Si l'on ajoute cette somme de 140 livres versée par la commune, à celle de 392 livres 10 sous que devaient fournir les hommes de la suite du maire, d'après le rôle publié ci-dessus (n° CCCXXII),

les diz maire et commun pour nom dou roy nostre seigneur. En tesmoing de verité, nous havons donné ces presentes lettres seellées de nostre propre seel ¹. Donné à Poitiers le XIII jour de janvier l'an mil CCC trente et sept.

on trouve un total de 532 livres 10 sous, alors que le subside promis par le maire pour l'ensemble n'était que de 500 livres. Voy. ci-dessous n° CCCXXIX, note. — 4. Ce petit sceau de cire rouge porte les mots : S. R... CROLLEBOIS.

CCCXXVIII

Mandement de Jean de Blainville, souverain capitaine en Poitou, ordonnant au prévôt de Poitiers de réclamer aux nobles, aux gens d'église et aux villes le service qu'ils doivent au roi.

1^{er} mai 1338

Copie incluse dans un acte notarié du 20 mai 1338, Arch. mun. E 3.

[Johan] de Blainville ¹, chevalier et conceiller du roy nostre seigneur et souverain capitaine député de par le dit seigneur ès parties de Poitou et de Xanctonge [et ès lieux voisins d'il-leuc] ², au prevost de Poitiers ou à son lieu tenant, salut. Nous vous envoions cinq lettres, les quelles sont adroicées à cinq gentilz [hommes³... aus] quieux nous vous mandons de par le roy nostre seigneur et prions de par nous au plus adcertes comme nous povons, qu'il vieignent par devers nous ⁴... de gens d'armes qu'il porront, au besoign du roy nostre seigneur pour cause de sa guerre et qu'il soient au plus loing ¹... Si vous mandons au plus estraictement comme nous povons et sur laquelle vous vous povez meffaire envers le dit roy ¹... tantost ces lettres veues, sanz nul delay, aus gentilz homes aus quieux elles se adroicent, par certains et propres messagers ¹... enquerez au plus diligenment que vous porrez, se nous avons aucuns nobles de vostre prevosté leissé et oblié, aus quieux ¹...

1. Jean de Mauquenchy dit Mouton, seigneur de Blainville (Seine-Inférieure), était sénéchal d'Agenais en 1331 (Arch. hist. du Poitou, t. XI, p. 381). Guérin ne le mentionne pas dans sa liste des capitaines souverains en Poitou (*ibid.*, t. XIII, p. xvi) : le premier qu'il indique est Savari III de Vivonne (voy. ci-dessous n° CCCXXX). Son petit-fils Jean de Mauquenchy IV^e du nom, seigneur de Blainville, fut nommé maréchal de France le 20 juin 1368 après la mort de Boucicaut. Voy. P. Anselme, *Histoire généalogique de la maison de France*, t. VI, p. 758. — 2. Mots illisibles que nous pensons pouvoir restituer. — 3. Lacune d'un ou deux mots illisibles. — 4. Lacune de 3 ou 4 mots illisibles.

que vous trouverez que nous ne avons mandé et à chascun d'eux vous enjoignez et à paine de quanque il se puet meffaire envers le dit [roy nostre seigneur, qu'il vieg]net par devers nous en armes et en chevaux, aus mieux arroiez et acconpaignez que il porront, et qu'il soient [par devers nous au prochain jour de l'Ascencion, et, le dit jour passé, en cas qu'il vous apperra aucuns des gentilz homes aus quiex nous escrivons⁵... noms par devers nous, ou des autres, aus quiex nous n'avons mie escript, que vous anjoindrez de venir à nous ... venir par devers nous ou près de venir sans fraude, nous vous mandons et comectons que touz leurs biens vous metez à la main [du roy nostre seigneur] et souz icelle les faictes exploicter realment et de fait, et metez les meubles hors de leurs hostels, par telle manere qu'il ne s'en puissent joir et que vous nous en sachez respondre, et se chevaux ou hernoys vous y trouvez, si les nous envoieiz à Pons, ou la où nous serons, et se aucuns des diz gentilz homes, de ceux à qui nous escrivons ou les autres, se vuellent excuser de vellece, inpotence ou maladie, si leur anjoignez comme dessus qu'il envoient par devers nous pour eux gens tiex et si suffisanz, chascun selon sa faculté, des quiex l'on se puet ayder au besoign dessus dit.

Et neantmoins vous'enformez et enquerez diligenment des gens, evesques, abbés, prieurs et autres persones d'église ou religieux ou autres personnes non nobles, villes ou autres colleges et lieux qui aucun service doyvent au dit roy nostre seigneur, et à yceux et à chascun d'eux anjoignez, à paine de perdre tout ce qu'il tiennent du dit roy nostre seigneur, qu'il paient les diz services en la manere qu'il les doyvent et soient par devers nous au dit jour de l'Ascencion ou envoient en l'estat et si suffisanment comme il y sont tenuz. Et de toutes les chouses dessus dictes et des commandemenz que vous ferez audiz gentilz homes et à touz autres, levez bons instrumens et nous rescrivez au plus bref comme vous porrez, et tout ce que fait en haurez et les responces que feront les diz gentilz homes, aus quiex nous escrivons, nous envoieiz, et les chouses dessus dictes faictes et accomplissez par telle manere que vous n'en soiez repris de negligence et que les besoignes du dit roy nostre seigneur par vostre deffaut n'en puissent estre endomagées. Quar s'il avenoit, nous ne nous en prendrions que à vous et vous en punirions par telle manere que les autres y prendroient exemple. Et en oultre vous mandons et commandons que vous enjoignez, en la manere que dessus, à Guillemot Claret et Symon Claret, qu'il soient au dit jour et lieu par

— 5. Lacune de plusieurs mots illisibles.

devant nous en armes et en chevaux et au plus de compaignie et mieux arroiez qu'il porront. Mandons et commandons à touz les subgez et sommis du roy nostre seigneur que, en faisant et accomplissant les chouses dessus dictes, vous obeissent diligenment. Donné à Pons le premier jour de may l'an mil CCC trente et huit.

XCCCXIX

Acte dressé par un notaire des réponses faites par le maire de Poitiers du prévôt, qui le sommait, au nom de Jean de Blainville, de se trouver en armes avec sa suite, à Pons, à l'Ascension prochaine.

20 mai 1338

Original, Arch. mun. E 3.

Apparesset à touz par la teneur de cesti present public instrument que, l'an de grace mil CCC trente et huit, le XX^e jour du moys de may, regnant tres excellent et redoutable prince monseigneur Philippes, par la grace de Dieu roys de France, à heure de prime ou environ, en la meson au sage home Guillaume Garguillea, maire de Poitiers, demeure à Poitiers, sage home Geffroy du Chillea, prevost de Poitiers, fist lire en presence du dit [maire] ¹... et des tesmoings ci dessouz subscripiz, unes lettres seellées, sicomme il apparessoit de prime face, du seel de noble et puissant home, monseigneur Johan [de Blanville, chevalier et conceiller du roy nostre seigneur ¹] et souverain capitaine du dit seigneur ès parties de Poitou et de Xanctonge et ès lieux voisins d'illeuc, contenant la forme [qui s'ensuit] : (*Mandement de Jean de Blainville du 1^{er} mai 1338*).

Les quelles lettres leues et par vertuz d'icelles, le dit prevost commanda et enjoïnssit au dit maire, de par le roy nostre seigneur, qu'il paiast et feist, que li que son commun, le service qu'il doivent au roy nostre seigneur, sur la paine contenue ès dictes lettres, et neantmoins qu'il fussent à Pons en Poitou devant le dit seigneur souverain capitaine, ou autres pour eux et si suffisans comme il y sont tenuz, au jour de l'Ascencion prochainement venant, sicomme la forme et manere contenue ès dictes lettres le portent.

1. Plusieurs mots illisibles. — 2. Mots illisibles que nous restituons

Aus quieux chouses respondit le dit maire que le dit commandement estoit moult bref et cort, et estoit chouse impossible qu'il peussent estre à la dicte journée au dit lieu par devers le dit seigneur, si en aucune chouse y estoient tenuz, et si le dit mandement conperist temps souffisant et que il fussent tenuz à aucun service. Dist le dit maire qu'il avoient fait finance, tant pour eulz que pour la ville que pour leurs sectes, o mestre Pierre de Brizolles et o le lieu tenant du seneschal de Poitou, commissaires du roy nostre seigneur à ce pour cause de ces presentes guerres. Laquelle finance avoit esté païée, ou poy demeure qu'elle n'est païée pour la feblece et povreté de gens¹. Et encore dist le dit maire que, la dicte finance non contrestant, ceux de Poitiers, qui avoient chevance, avoient esté appellé par devant le dit seigneur de Blanville et fait finances singuleres par le fait de ces presentes guerres comme dessus. Pour quoy disoit le dit maire qu'il ne devoient estre compris en mandement dessus dit.

De et sur les quelles chouses le dit prevost et maire requis-trent à moy, notaire public ci dessous subscript, à eux et à chascun d'eux estre fait un ou plusieurs publicz instrumens. Presens Pierre Paget, Guillaume Theaut, Johan Gaberea² et plusieurs autres tesmoins à ce appelez et requis. Et ge Raoul Roy³, de la cité de Leon, clerc de l'autorité roial, notaire public, à toutes les chouses dessus dictes, et chescune d'icelles, dictes et faictes en la meson dessus dicte, o les tesmoings dessus nommez, fui presens et me suy ci subscript de ma propre main et ay seigné cest present public instrument de mon seignet acoustumé, à ce appellé et requis (*Seing du notaire*).

d'après le début du mandement de Jean de Blainville. — 3. Ce passage montre que le subside de 500 livres, loin d'avoir été dépassé, comme on pourrait le croire, ainsi que nous l'avons remarqué plus haut (n° CCCXXVII, note), n'avait pas été intégralement payé, quelques-unes des sommes inscrites sur le rôle des hommes de la suite du maire (n° CCCXXII) n'ayant pas été effectivement versées. — 4. C'est sans doute le procureur de la commune qui a déjà été mentionné plusieurs fois (voy. n° CCCVI note). — 5. Cette dernière phrase est de la main du notaire Raoul Roy : celui-ci avait déjà signé un acte du 12 septembre 1324 (voy. notre tome I^{er}, n° CCLXII) et il en signe encore un du 23 mai 1351 (ci-dessous n° CCCLXXVIII).

CCCXXX

Mandement de Savary de Vivonne, capitaine souverain pour le roi en Poitou, enjoignant au prévôt de Poitiers de confisquer les biens de tous les nobles, bourgeois et autres riches

qui ne s'étaient pas rendus à l'armée ou en étaient partis sans permission.

28 juillet 1338.

Copie contemporaine, Arch. mun. E 4.

Copie. Savari de Vivone¹, seigneur de Tors, chevalier et conseiller du roy nostre seigneur et chevetayne souverrain de par le dit seigneur ès parties de Poitou et de Xaintonge et ès lieux voisins, au prevost de Poytiers ou à son lieu tenant et à touz les justiciers et sergens du dit seigneur, establiz en la chastellenie et ressort du dit lieu ou à leurs allouez, salut. Comme vous ou aucun de vous, de nostre commandement, heussez fait crier publiument que toutes maneres de gens, nobles et non nobles, venissent au plus efforcéement qu'il peussent, checun selon son estat, pour le besoign du roy nostre seigneur en ceste presente guerre, et vous nous haiez envoié plusieurs gens laboureurs sanz armes, à ce non vallables, en deportant les nobles, bourgeois et autres riches et puissans à ceu, si comme nous sommes acertayné, les quieux nobles, bourgeois et autres riches, savans le cri et le besoign du dit seigneur, en prejudice et mespris du commandement de li et de nous, ne soient venu ne haient obey au cri et commandement dessus diz, nous vous mandons et commandons et à checun de vous, que vous prenez, seisissez et tenez à la main du roy nostre seigneur touz les biens, quieux qu'il soient, de touz les nobles, bourgeois et autres riches, qui au dit besoign ne soient venuz, et les levez et exploitez comme le propre domayne du roy nostre seigneur, sanz ce qu'il s'en puissent joir, en fesant inventayre d'iceux, afin que vous en puissiez et sachez randre compte, toutesfoiz que mester sera et que par nous en serez requis. Et neantmoins adjornez par davant nous à Pons, ou la où nous serons, touz nobles, bourgeois et autres riches de la dicte chastellenie et ressort au jeudi emprés la Saint Pierre d'aoust, à nous respondre sur ce que nous leur saurons demander de par le roy. Et en outre vous mandons et commandons, sur quanque vous povez messere envers le roy nostre seigneur et envers nous, que vous prenez et seisissez et tenez

1. Savary III de Vivonne, seigneur de Thors (Charente-Inférieure), avait succédé comme capitaine souverain pour le roi en Poitou et Saintonge à Jean de Blainville, qui occupait ces fonctions en mai 1338 (voy. ci-dessus n^{os} CCCXXVIII et CCCXXIX). Il était remplacé dès le commencement de 1339 par Aubert de Sassenage (Arch. hist. du Poitou, t. XIII, p. xvii et 250).

à la main du roy nostre seigneur touz les biens d'iceux que vous trouverez qui s'en soient alez de ceste presente guerre sanz nostre congié et licence, et les levez et exploitez au profit du roy nostre seigneur, si comme dit est, et les cors d'iceuls aveques touz leurs chevaus, arnoys et armeures nous amenez et envoieez pris et arrestez, quelle part que nous soions, souz bonne et seure garde. Du quel adjournement et de touz ceux que vous aurez adjornez et de ceux que vous nous aurez envoyez au dit jour, nous faciez relacion en voz propres personnes. Et ce faitez en telle manere que vous n'en soiez repris de negligence depar nous. Car si faute y avoit, nous vous en punirions greffment en corps et en biens. Mandons et commandons à touz les subgez et submis du roy nostre seigneur, requérons touz autres, que à ce fere dehuement à vous et à checun de vous obeissent dilligenment et entendent. Donné à Pons le XXVIII^e jour de juignet l'an mil CCC et XXXVIII.

CCCXXXI

Savary de Vivonne enjoint à tous les justiciers de ne point molester les maire et bourgeois de Poitiers ni les gens de leur suite, en raison du prêt de 500 livres qu'ils avaient gracieusement promis au roi.

7 août 1338

Original, Arch. mun. 12.

Savary de Vivone, seigneur de Tors, chevalier et conseiller du roy nostre seigneur et capitaine souverain pour le dit seigneur ès parties de Poitou et de Xainctonge et ès lieux voisins, au commissaires deputez depar nous en la chastellenie de Poitiers et ressort sur le fait des monoies et contraiz usuriers, et au prevost de Poitiers et à tous les justiciers et sergens de la dicte chastellenie, salut. Le mayre et le commun de Poytiers, tant pour euls que pour les gens de la prevosté, des bours dehors, bours de la dicte ville et pour les autres hors la dicte ville, qui sunt de la siete des diz mayre et commun, nous hont promis gracieusement par maniere de prest en nom du roy monseigneur et pour le besoin des guerres d'iceli seigneur, la somme de cinq cens livres monoie courant, à paier dedans la feste de Nostre Dame de Septembre prochain venant, de la quelle somme nous avons promis à assigner ou fere assigner convenablement les devant diz, à estre

paiez sus les revenues, proffit et esmolemens de la recepte du roy monseigneur en Poitou, les quelles cinq cens livres nous voulons que soient imposées sur les dictes gens par le mayre de Poytiers et Johan Guichart¹, appellé aveques eux un bon homme de la dicte ville qui ne soit pas du dit commun, en metant et imposent sus les personnes, qui pour ces guerres n'ont presté ou aydé au dit seigneur, telle somme des dictes cinq cens livres comme il verront qu'il sera à fere. Ne n'est pas nostre entante que les diz mayre et commun soient tenu à randre et paier au dit seigneur de la dicte somme, fors seulement ce qui par l'ordrenance des diz mayre, Johan Guichart et bon home dessus dit sera imposé sur les gens du dit commun. Le demourant adcertes de la somme des dictes Vc livres imposé par les dessusdiz sus les autres personnes dehors commin, sera levé par les gens du roy monseigneur, par la maniere que autrefois fut ordrené à lever sur certayne finance faicte ou mestre Pierre de Brizoles, commissaire autrefois du roy nostre seigneur. Et, pour ce qu'il nous hont promis ceti prest gracieusement et aussi avons entendu que il hont autrefois aydé le dit seigneur du leur, en fait de ses dictes guerres, assez grossement selon leurs facultez, nous, à vous, commissaires dessus diz, mandons et commandons que les diz mayre et commun et leur sietes, qui au diz mayre et commun se advoeront de sietes et que les diz mayre et commun advoeront en estre, yceuls ne aprochez ne molestez sus le trespacement des ordrenances des monoies juques vous haiez autre mandement du roy nostre seigneur ou de nous sur ce.

Et à vous, prevost et sergens dessus diz, mandons et commandons que les diz mayre et commun et autres gens de leur sietes, qui à eux se advoeront et seront advoé d'eux, yceuls ne molestez pour cause de desobeyssances aucunes faictes par noz mandemens et contre la teneur d'iceux, les quiex desobeyssances nous leur remetons de grace especial. Et aussi vous deffendons, par la tenour de ces presentes lettres, que les diz mayre et commun et sietes par euls advoez, comme dit est, vous ne parforciez de venir en dictes guerres, ne yceuls molestez conjointement ou diviseement, si vous ne avoiez especial mandement du roy nostre seigneur ou de nous, fesans mencion des diz mayre et commun et leur sietes, le quel nous ne entandons pas à fere, si grant et evident besoin ne survenoît pour le dit seigneur. Et s'il en y a aucuns, de quelconque con-

1. Jean Guichard avait été maire de Poitiers en 1324 et en 1334. Voy. ci-dessus n° CCCIV note. En 1339, il fut chargé d'une mission par le roi pour la levée d'un subside sur les bonnes villes de la sénéchaussée

dicion et estat que il soient, qui ne soit du dit commun ou de leur sietes advoé par les diz mayre et commun, comme dit est, yceux adjornez par devant nous, quelque part que nous soions, pour oïr ce que nous leur voudrons dire et demander depar le roy, et neantmoins vendez et esloitez leurs biens pour les desobeyssances que il hont faictes, et baillez largement au receveur du roy nostre seigneur. Et vous, commissaires dessus diz, procédez vigueureusement contre celle maniere de gent par touz les articles contenuz en vostre dicte commission.

Toutevoies, il n'est pas nostre entante que pour ceti prest aucun prejudice soit engendré au privileges et libertez des diz mayre et commun, ains yceuls leur sauvons et reservons en tout et par tout, en tant comme nous pohons et doyons, non contraitant le prest dessus dit (et aussi ne prejudice au roy nostre seigneur¹).

Les chouses dessus dictes faitez et acomplissez si et par telle maniere que par vous n'y hait deffaut. Car si deffaut y avoit, nous en prendrions à vous. Et laysez audiz mayre et commin ces presentes lettres, en prenant par devers vous copie d'icelles. Mandons à touz les subgez du roy nostre seigneur, requerons touz autres que audiz mayre, Johan Guichart et bon home obeyssent et entendent en fesant l'imposicion dessus dicte et en ce qui s'en depent. Donnée à Pons souz nostre seel, le VII^e jour d'aoust l'an mil CCC trente et huyt.

de Poitou (n^{os} CCCXXXV et CCCXXXVII). — 2. Les mots entre parenthèses ont été ajoutés en interligne.

CCCXX

Nicolas Renier, lieutenant du receveur pour le roi en Poitou, en vertu de lettres de Savary de Vivonne, donne quittance à M^r Pierre Thibaut, maire de Poitiers, pour cent livres tournois, versées par lui sur les 500 livres promises et fait assignation de cette somme sur les domaines et rentes de la prévôté de Poitiers pour son remboursement ultérieur.

23 août 1338

Original, Arch. mun. I 2.

Sachent touz que ge, Nicholas Renier¹, prestre, lieu tenant

1. Le nom de ce lieutenant du receveur est écrit tantôt *Renier* comme

de hennorable home Renaut Crolleboys, recevoir pour le roy nostre seignour en Poictou et en Xanctonge, ay recehu et retenu par devers moy les lectres de noble et puissant monseigneur Savari de Vivone, seignour de Tors, chevalier et conseiller du roy nostre seignour et capitaine souverain pour le dit seignour ès parties de Poictou et de Xanctonge et ès lieux voysins, contenans la forme qui s'ensuit :

Savari de Vivonne, sire de Tors, chevalier et conseiller du roy nostre seignour et capitaine souverain pour le dit seignour ès parties de Poictou et de Xanctonge et ès lieux voysins, au recevoir de Poictou ou à son lieutenant, salut. Come le mayre et le commun de Poictiers, tant pour eux et pour les gens de la prevosté et autres gens de la dicte ville, qui ne sont pas du dit commun, bours et hors bours, que pour les autres dehors la dicte ville, qui sont de la siecte des diz maire et commun, nous aient promis à prester gracieusement, en nom du roy nostre seignour et pour le besoin de ceste presente guerre, la some de cinq cens livres monoie courant, les queles nous leur avons promis à assigner et faire assigner sur les rentes, profiz et esmolumens de vostre recepte, en fesant à vous le paiement d'icelles, sicome il est contenu en noz autres lettres qu'il hont de nous sur ce³, nous vous mandons et comandons que la dicte assignacion des dictez cinq cens livres vous leur faictiez en et sur les lieux où il vous requerront en vostre dicte recepte, en fesant et prenant le paiement d'icelles, jousté la forme et la tenour des dictes lettres. Et tout ce qui par l'imposicion cherra sur les dictez gens dehors commun, levez et faictiez lever sur eux, le terme passé, par la maniere qu'il est ordené et contenu en icelles, si par tele maniere qu'il n'y ait defaut et que le roy n'y puisse avoir damage. Donné à Pons souz nostre seel, le VII^e jour d'aoust l'an mil CCC trente et huit.

Pour vertuz des queles lectres, les diz maire et commun, pour eux et pour les autres nomez et contenuz ès dictes lectres, hont païé à moy et ge confesse bien et loiaument avoir heu et recehu d'eux pour la main mestre Pierre Thibaut³, maire du dit commun, cent livres tornois des dictez cinq cens livres promises, et des dictez cent livres me tens pour bien païé et contens, et à celles cent livres paier et rendre leur ay fait et foys assignacion selon la tenour des dictez lectres sur les domaines, rentes, profiz et esmolumens, juridicion et faymidroit de la prevosté de Poic-

ici, tantôt *Renier* comme sur la quittance du 9 nov. 1338 reproduite ci-dessous (n° CCCXXXIV), ainsi que dans la commission du sénéchal, en date du 16 janvier 1341, le chargeant de procéder à une enquête sur l'état des fortifications de Poitiers (n° CCCXLVII). — 2. Ci-dessus n° CCCXXI. — 3. Voy. ci-dessus, n° CCCIX.

tiers. Et donne en commandement au prevost de Poitiers, qui present est et à celi qui tient et leve, tendra et levera les domaines, rentes, profiz et esmolumens de la dicte prevosté, que les dictez cent livres il rendent et paient audiz maire et commun aus termes accostumez, et ge leur promet alouer en leur comptes et paiemens. Et du demorant des dictez cinq cens livres, promet par le roy faire assignacion convenable par le roy selon la tenour des dictez lectres, sitoust comme païés seront.

Donné souz le seel dont ge use en la dicte recepte de Poicto, le XXIII^e jour d'aoust l'an mil CCC XXX et huit.

CCCXXXIII

Contrainte de 400 livres sur les maire et commune de Poitiers pour être payées au roi.

2 novembre 1338

Titre perdu. ANALYSE. Reg. 13, p. 104 (E III¹² XIII).

CCCXXXIV

Quittance délivrée au maire pour cent livres sur les 400 restant à verser.

9 novembre 1338

Original, Arch. mun. I 2.

Sachent touz que ge, Nicholas Renier, prestre, lieu tenant de honorable home Regnaut Croleboys¹, receveur du roy nostre seigneur en Poitou et en Lemousin, confesse avoir heu et receu de honorables homes le mayre et le commun de Poitiers, par la main de Jehan Guabereau, clerc, leur procureur, cent livres monnoie courant, pour partie de III¹² livres, de la somme de V^e livres, autrefois promises à prester par le mayre et commun de Poitiers, tant pour eux que pour les gens de prevosté²... Et pour ce que les diz mayre et commun dient que, pour l'imposicion

1. Regnaut Crollebois porte ordinairement le titre de receveur du roi en Poitou et en Saintonge. Voy. ci-dessus, n^{os} CCCXXVII et CCCXXXII. — 2. Nous omettons une dizaine de lignes reproduisant des

des dictes Ve livres, faicte joust la teneur des lectres du dit capitayne, ne chiet sus les diz mayre et commun que sept vins livres³ ou environ, est reservé à eux à estre paieez du surplus qu'il hont paié sus le demourant de la dicte imposition par les collecteurs ou receveurs d'icelle. Donné souz mon seel du quel ge use en la dicte recepte, le lundi après l'uyteve de la Touz Sains l'an mil CCC trente et huyt.

formules qui se trouvent dans la quittance précédente. — 3. La part de la commune avait été de 140 livres sur le subsidie de 500 livres octroyé précédemment (n° CCCXXVII).

CCCXXXV

Mandement de Philippe VI à M^e Gérard de la Villeneuve et à Jean Guichard pour la levée d'un subsidie sur les bonnes villes de la sénéchaussée de Poitou.

8 mai 1339¹

Copie donnée sous le scel royal à Poitiers le 10 octobre 1341, Bibl. de Poitiers, n° 447. — ÉDITION. *Documents publiés par la Société des Antiquaires de l'Ouest*, 1876, p. 120.

1. Cette commission fut renouvelée le 11 octobre suivant (ci-dessous n° CCCXXXVII).

CCCXXXVI

Accord conclu entre la commune de Poitiers et les chanoines de Ménigoute, seigneurs de Chenay, au sujet des rentes que la commune avait jadis acquises au Breuil de Chenay.

14 août 1339

Original, Arch. mun. F. 32.

A touz ceux qui ces presentes lettres verront et orront, Aymar de Beaupuy, clerc, garde du seel royaul à Poitiers établi, salut perdurable en Dieu Nostre Seigneur. Sachent touz que, comme contens fust entre le maire et la commune de Poitiers ou leur procurour pour nom de procurour, d'une partie, et le

tresourer et chapitre de Manigouste¹ d'autre partie, sur ceu que, comme les diz maire et commun ou leurs davantiers heussent jadis acquis par veray et loiaul titre de fehu Gouffroy Vigier du Bruil de Chenay seze sextiers de froment à la mesure de Poitiers et cinquante et deux soulds en deniers de perpetuelle rente assis et assignez sur la disme et sur touz ses terrages qu'il avoit et pavoit avoir en la parroisse de Chenay et environ et sur touz ses autres biens, estre renduz chascun an en chascune feste de Saint Micheau, et la dicte rente heust promis garantir à uns gans blans de la value de douze deniers de franc service ou devoir sanz homage et sanz aucun autre devoir, rendables à muance de chief seignour à Poitiers du maire dou dit commuin, luy premerement requis, si comme toutes ces chouses nous avons vehu plenerement apparoir par lettres seellées dou dit seel roiaul establi à Poitiers²; et depuis, Jehan et Pierre Vigiers, freres, et Agnès, leur suer, enfans et heritiers dou dit fehu Gouffroy, heussent baillé, octroïé, quipté et assigné aus diz maire et commun perpetuellement pour eux et pour les leurs en paiement, recompensacion et satisfaccion perpetuelle de cent diz et neuf livres huyt soulds huyt deniers, qu'il devoient aus diz maire et commuin de certain fin compte fait sur arrerages de la dicte rente, et en recompensacion, solucion, paiement et satisfaccion des diz seze sextiers de blé, les chouses et rentes dessous declairées à eux dehuz des personnes ci dessous nommées, estre rendu et païé par les diz hommes, lesquex hommes se obligerent et leurs biens vers les diz maire et commun à rendre chascun selon ceu qu'il li appartenoit et qu'il avoit acostumé à rendre en chascunes huyeteves de Touz Sains, c'est assavoir³ :

Colin dit Frere, diz soulds de cense et un denier de cens sur la maison où il demouroit et appartenances d'icelle ; — item, Symon Birot, trente soulds sur deux pieces de terre des quex une est assise joust la terre aus hoirs monseignour Regnaut Vignaut feu chevalier, d'une partie, et joust la petite voie par on l'an vait⁴ de Chaiz à Lezignen, et l'autre est assise joust le pré Huguet de la Fourest, valet, et joust la terre Cotin Moyssart ; — item Guillaume Aymoneau, deux soulds

1. La chapelle collégiale de Ménigoute (Deux-Sèvres) avait été fondée par Jean de Cherchemont, doyen de Poitiers, chancelier de France sous Philippe V et Charles IV, qui l'avait richement dotée. Voy. *Arch. hist. du Poitou*, t. XI, p. 267, 281, 311, 399, t. XIII, p. 79, 337. — 2. Nous avons publié dans notre tome I^{er} (n° XCLV) cet acte en date du 22 février 1280. — 3. Voy. dans notre tome I^{er}, n° CLVII, cet acte en date du 18 février 1294, dont le texte latin est traduit ici en français. — 4. = par où l'on va.

de cense et un denier de cens sur un vergier assis entre ses deux maisons ; — item, Guillaume Aymoneau, fil André Aymoneau, quatre soulds, un chapon et une geline de cense ou ferme et un denier de cens sur une piece de terre assise joust la maison Vincent Danieau et le vergier ou cortil dou dit Aucher ; — item, André de Reigné, huyt soulds sur deux ors ou cortillages des quex l'un touchet à sa maison et l'autre est assis joust la voie par on l'an vait de sa dicte maison à Chaiz ; — item, Jehanne Herissonne, troys soulds sur un cortillage où avoit un perer, assis joust le ort Josselin de Reigné ; — item, Micheau Bonioseau, trente et cinq soulds sur deux pieces de terre, des quex l'une est assise au Vignau, joust la terre Huguet Vigier fehu, et l'autre est assise joust la terre Thomasse Labrete d'une partie et la terre Cotin Moyssart d'autre ; — item, Jehan Aymoneau, diz soulds sur une piece de terre assise au Marchays, joust la terre Pierre Aumosner et la terre André Aymoneau ; — item, Guillaume et Jehan Boniou-seas, freres, trente soulds sur deux pieces de terre, des quex l'une est assise joust la terre Pierre Saboraut et la terre Cotin Chauvin, et l'autre est assise joust la croiz feu Jehan Boniozeau ; — item, Jehan de Melers, quatorze soulds sur deux pieces de terre, des quex l'une est assise joust le pré des diz freres et suer et joust la terre aus hoirs feu Huguet Vigier et l'autre est assise joust la terre Huguet de la Forest et la terre Guillaume Aymoneau ; — item, Pierre et Jehan Massé, trente soulds sur lour arbergement et sur une piece de terre assise davant ycelui arbergement ; — item, diz soulds et onze deniers sur tout le droit que les diz freres et suer avoient, avoir poyoient et devoient en l'ayre ou court desmere du Bruyl de Chenay et sur lour arbergement et appartenances assis au Bruil de Chenay et environ, estre rendus ès dictes huycteves les dis diz soulds et onze deniers dessus diz des dis freres et suer et de leurs hoirs et successeurs aus diz maire et commun.

Et heussent les diz freres et suer, heritiers dou dit feu Gouffroy, cessé et transporté pour eux et pour les lour en diz maire et commun tout le droit, nom, raison, accion, seignorie, propriété, possession et domaine qu'il avoient et poyoient avoir ès dictes rentes, et promis et eux obligiez fere les despens au procurour ou mandement des diz maire et commun en toutes chouses neccessaires des propres biens des diz freres et suer, en venant de Poicters au dit Bruyl de Chenay et tant comme il demouroit illec et en retornant pour demander, recevoir et avoir les dictes rentes baillées et assignées ; et ycelles rentes heussent promis et obligé eux et leurs hoirs et touz

lours biens et qui cause auroient de eux à guarir de touz empeschemens aus diz ganz blans de la value de douze deniers de franc service ou devoir sanz homage et sanz autre devoir, rendables à muance de chief seignour, du maire de la dicte commune, lui sur ceu premerement requis à Poicters comme dit est ; et heussent volu, acordé, fait et consenti les diz heritiers pour eux et pour les leur que les dictes lettres faictes et confectes sur la vente de leur dit pere faicte aus diz maire et commun, quant aus diz cinquante et deux soulds de rente et obligacion d'iceux, heussent perpetuellement force et vertu, si comme toutes cestes chouses plus à plen nous hont apparu par unes lettres dou dit seel royaul seellées.

Et les diz tresorer et chapitre, havans seignorie souveraine ès diz lieux de Chenay et sur les biens obligiez à la dicte rente des heritiers dessus diz, disoient les dictes rentes et les chouses à celles obligées avoir mis à leur main pour faute de homme ; et heussent les diz maire et commun fait donner jour aus diz tresorer et chapitre à la court de monseignour le seneschal de Poictou pour venir declairer leurs causes, pour quoy il mettoient empeschement ès dictes rentes et afin que de celles rentes il hostassent leur dicte main et saisine et laysasant paciblement joïr les diz maire et commun selon les tenours de leurs dictes lettres et leur rendissent ou feissent rendre les fruiz et levées qui souz leur dicte main et saisine en avoient esté pris et levez, mesmement comme il fussent et heussent esté prez de faire et paier aus diz tresorer et chapitre tel devoir comme il appartenoit à fere selon les tenours des dictes lettres, qui requis les en heust ; et les diz tresorer et chapitre deissent au contraire et que les diz maire et commun devoient dechoir de leur dit adjournement et que les diz maire et commun leur devoient fere foy et homage pour cause des dictes rentes par plusieurs causes qu'il declairoient, les diz maire et commun disans au contraire.

A la parfin, Johan Guaberea, clerc, procurour des diz maire et commun d'une partie, et monseignour Guillaume de Fontfroide, chenoigne dou dit lieu de Manigoste et procurour des diz tresorer et chapitre, havans pouvoir especiaul en cest fait et en cest cas de ça et de la de transigier, pacifier e acorder, si comme, par leur procuracions, dont les tenours sont ci dessouz incorporées, nous apparut plenerement, en droit personaulment establiz, du conseil de prodes hommes et par bien de paiz, vehu et regardé les dictes lettres obligatoires et tout le fait d'icelles, et heu conseil et déliberacion à plen sur ceu, hont confessé et confessent et chascun de eux pour tant comme il li appartient, pour noms de procurours des diz

maire et commun et des diz tresorer et chapitre, que il sunt venuz à paiz et à acort de et sur toutes et chascunes les chouses dessus dictes en la maniere qui s'ensuyt.

C'est assavoir que le dit adjournement est pour noiant, et que les diz tresorer et chapitre hont hosté et hostent dès maintenant lour dicte main et saisine de sur les rentes dessus dictes, et hont commandé et commandent aus diz maire et commun que, desores en avant, il levent et exploient les dictes rentes par la maniere que les obligations dessus dictes le portent, et des termes cheuz ès festes de Touz Sains ou huyttees de Touz Sains des anz ou années mil CCC XXX^{te} et six et CCCXXXVII et CCCXXX^{te} et huyt, et hont donné et donnent en commandement aus tenours des dictes chouses obligées et autres à qui il appartient, que sanz contredit desores en avant et des diz troys termes il paient ycelles rentes et ès termes avenir perpetuellement aus diz maire et commun en telle maniere que les diz maire et commun desores mais tendront les dictes rentes des diz tresorer et chapitre, havans la cause, droit et seignorie souveraine par droit primitif et non pas comme havans cause des diz heritiers, à uns gans blanz de la value de douze deniers rendables, à muance de thresorer, du maire de la dicte commune à Poicters.

Item, si riens deffailloit à parfaire des diz cinquante et deux souls, item et des dis diz souls onze deniers, les diz tresorer et chapitre, pour bien de paiz, bandront et assigneront suffisamment aus diz maire et commun les diz cinquante et deux souls et diz souls onze deniers dessus diz ou ceu qui s'en defaudroit, et si aucuns des autres biens obligiez aus rentes, qui par la main des dictes personnes doyvent estre paieez, les diz tresorer et chapitre tiennent, il les ont delessé, quiptent et delessent aus dis maire et commun perpetuellement.

Item, que, de touz fruiz et levées heuz, levez et percehuz puis la dicte main et saisine mise, jusques au terme de Touz Sains l'an mil CCC trente et six, sur les dictes rentes, et de touz couz, mises, damages et despens faiz et soudenuz d'une partie et d'autre par cause des dictes chouses, se sont soumis et sousmettent les diz procurours, chascun pour tant comme il li touchet, à l'ordrenance de maitre Guillaume Coidé et de Pierre de Forest, qui en porront ordrenier si come il lour plaira^e...

En tesmoing des quels chouses, nous, Aymar de Beau Puy, garde dou dit seel royaul, à la supplicacion et requeste des diz procurours... le dit seel royaul à ces presentes avons

5. Suivent des formules que nous omettons.

mis et appousé. Et en plus grant confirmation des chouses dessus dictes, nous diz maire et commun, et nous diz tresorer et chapitre, et chascun de nous, acertainez des dictes chouses souffisanment et rateffians et approvans ycelles, si comme elles sunt dessus dictes et declairées, chascun de nous le seel dont chascun de nous uset en arduex negoces, aveques le dit seel roiaul, avons mis et appousé à ces presentes lettres doublées originaulment.

Donné et fait, presens Gilet Micheau, valet, maistre Guillaume Langloys, Raoul Roy, clers, Jehan Barré et Jehan du Port et plusieurs autres, le XIII^e jour de aoust l'an de grace mil CCC trente et neuf.

Les tenours des procuracions sunt telles : (*Procuracion générale donnée le vendredi fête de S. Vincent 1338, c. à. d. le 22 janvier 1330, par le maire et la commune de Poitiers, à :*)... nostros veros et legitimos procuratores et nuncios speciales et generales, dilectos nostrum magistrum Heliam Seguini, magistrum Johannem Amelii, Johannem Guaberelli, Johannem Grison, Hugonem de Rupe, Guillelmum Croleboys, Nicholaum Bonnaut, Guillelmum de Ponte, Petrum de Lacu, Eudonem Fabri, Jacobum Taillander, magistrum Guillelmum de Cruce, clericos, Guailhardum Sauner, Johannem de Portu, Johannem Natalis, Johannem Chapeau, Guillelmum Guilloti, cives Pictavenses. — (*Procuracion donnée le 14 août 1338 par le trésorier et le chapitre de Saint Jean de Ménigoute à :*)... dominos Theobaldum Maroti, Guillelmum de Fontefrigido, Nicholaum Clementis, Guillelmum Chandeaudi, Guillelmum de Monteto, Petrum Bartholomei, concanicos nostros.

CCCXXXVII

Mandement de Philippe VI à M^e Gérard de la Villeneuve et à Jean Guichard, bourgeois de Poitiers, pour la levée du subside promis par les bonnes villes des sénéchaussées de Poitou et de Limousin.

11 octobre 1339

Copie donnée sous le seel royal à Poitiers le 10 octobre 1341, Arch. mun. I 3.

Philippes, par la grace de Dieu roys de France, à noz amez mestre Gerart de la Villeneuve et Johan Guischart, bourgeois

de Poicters¹, salut. Pour ce que nous anemis le roy d'Angleterre et ses aliez ne cessant en aucune manere de eux efforcier à grever de tout leur povoir nous, nos subgiez et nostre royaume, ainçois continuent tous jours de plus en plus en leur mauvaise conception et voulonté et à present s'efforcent de porter damage à noz diz subgiez et royaume et pour ce sont desja entrez en ycelui², aus quelles chouses il nous convient avec l'aide de Dieu contester et resister de tout nostre povoir. Et à ce nous a convenu, convient et convendra faire fraiz, cous et missions si innombrables et importables que à palnes les porriens soustenir sanz l'aide de nostre puepple, dont moult volentiers les deportissons, se il peust estre bonnement ; nous eussions fait requerre davant nous en nostre presence pluseurs des bonnes villes et habitans de nostre dit royaume³, que à ce nous vosissent faire ayde, les quelles bonnes villes et habitans nous ont fait donner par leurs procuours moult gracieuses et aimables responces et de moult liberal voulenté nous ont promis à aydier et secourre de tout leur povoir et supporter les fraiz, couz et missions dessus dictes. Et, pour la grant affection et voulenté que nous avons à ce que nostre dit puepple soit le plus deporté et mains grevé que l'on porra bonnement, nous eussions eu avis et deliberacion avec nostre conseil, par le quel il sembloit que, se nostre dit puepple nous fasoit un subside simple, tel et semblable comme il nous fut fait en l'an qui commainça à l'Ascencion l'an mil CCC XXXVII⁴, nostre dit puepple n'en seroit pas grevé et nous suffiroit assez, lequel subside nous vosismes estre nous païé ou cas tant seulement où nous en nostre personne irions contre nos anemis en la guerre ou y envoirions nostre très chier et amé filz le duc de Normendie ; mais pour ce que, en ycellui cas, nous puissions estre garnis si comme il appartient, nous vousismes et ordenasmes que le dit subside feust tantost levé par bonnes personnes et loyaulx des dictes bonnes villes ou autres, telles comme le commun du puepple esliroient et que en la main de ycelles ou autres souf-

1. Ce mandement renouvelle une commission adressée le 8 mai 1359 en termes analogues à « *Girart de la Ville neuve et Jehan Guischart* ». Voy. ci-dessus n° CCCXXXV. Jean Guichard avait été maire de Poitiers en 1324 et en 1334 ; voy. ci-dessus n° CCCIV. — 2. C'est le 20 septembre 1330 que le roi d'Angleterre avait commencé « *à chivacher et ardoir sur la terre de Cambresis* », ainsi que l'atteste un document publié par Kervyn de Lettenhove dans son édition de Froissart, t. XVIII, p. 84 ; le 9 octobre, il avait pénétré en France par Mont-Saint-Martin (Aisne, ar. de Saint-Quentin). Voy. *Chronique de Jean le Bel*, t. I, p. 153 et suiv. — 3. Le mandement du 8 mai ajoute ici : « *et mesme ment ceuls de la seneschaussée de Poitou* ». — 4. Sur le subside de

fisans feust gardé et consigné seurement et sauvement, jukes à tant que il peust estre sceu se le cas se offerroit que nous ou nostre dit filz alissions personelment en la guerre, comme dit est, afin que, se nous ou nostre dit filz y alions, le dit subsidie feust envoieé entierement à nostre trésour à Paris, pour convertir ès diz fraiz et mises, et se nous ou nostre dit filz n'y alions, il feust rendu aus personnes qui païé l'auroient. Et comme nous soions à present ès fins de nostre dit royaume avec nostre host le plus efforceement que nous poons pour resister à nos diz anemis, qui desja sont entrez en nostre dit royaume et s'efforcent de tout leur pover de le grever et destruire le plus qu'il poveroent⁵, nous vous mandons et comecetons par ces lettres que, ces lettres veues, vous transportez sanz aucun delay ès seneschaucies de Poictou et de Limosin, ès lieux et villes d'icelle seneschaucie où bon vous semblera et requerez de par nous les habitans et le pueuple d'icelle seneschaucie et des ressors, que aussi comme ont fait les autres bonnes villes de nostre royaume, il nous vueillent à present paier un tel subsidie comme dessus est dit, et vueillent mectre à bon et brief effet la bonne et agreable response et promesse que faicte nous ont, et nous paient le dit subsidie presentement, si comme font et ont fait les autres personnes et pueuple de nostre dit royaume. Et toutes les chouses à ce appartenans, parfaites et accomplissez et faites parfaire et acomplir si briefment et convenablement que nous y appercevons vostre bonne diligence. Et touz les deniers qui seront receuz du dit subsidie, envoieez très hastivement à nostre tresor à Paris pour envoyer par devers nous en nostre host, où nous sommes à present pour la deffencion de nostre dit royaume et de noz subgez. Et nous donnons en mandement par ses lettres à touz nos justicers et subgez, requerons à touz autres que à vous et à vouz depputez, en faisant les chouses dessus dictes et chescune d'elles, obeissent et entendent diligenment. Donné à Paris⁶ le XI^e jour d'octobre l'an de grace mil CCC XXXIX, souz nostre seel novel en l'absence du grant.

1337, voy. ci-dessus nos CCCXXI et suiv. — 5. Tandis qu'Edouard III était venu assiéger Cambrai, Philippe VI avait réuni une forte armée à Péronne et se trouva en présence des Anglais le 20 octobre à Buironfosse (Aisne, ar. de Vervins), sans vouloir engager la bataille. Voy. *Chronique Normande*, p. 41, 249. — 6. Il y a sans doute là une erreur de copie. Philippe VI était alors, comme il est dit plus haut, à la frontière de son royaume, avec toutes les forces qu'il avait pu réunir pour résister aux ennemis.

CCCXXXVIII

Jean Gabereau, procureur de la commune, baille à Jean Partenay dit de Lavauceau une maison et tannerie, au bourg de Montierneuf, à la rente de 16 sous et un chapon.

2 décembre 1339

Titre perdu. ANALYSE, Reg. 13, p. 205 (ZZ I).

CCCXXXIX

Mandement de Guillaume du Portal, lieutenant du sénéchal de Poitou, et de Regnaut Crolebois, receveur pour le roi en Poitou, pour que ceux des gens de la suite du maire, qui sont en retard pour payer les sommes indiquées sur le rôle, soient contraints de le faire sans délai.

2 juin 1340.

Original, Arch. mun. E 5.

Guillaume du Portal, lieu tenant de noble home monseigneur le seneschal de Poitou, et Regnaut Crolebois, receveur pour le roy nostre seigneur ès seneschaucies de Poitou et de Xainctonge, au prevost de Poitiers, Pierre de Brie, Guillemot Theaut, Johan de Montegny, Michea Paquer, Johan Guitart, Richart Luyler, Guillot du Chasteau, Johan de Guoreves, Johan Chapeau, Guillaume de la Sale, Philipon Boetart et Regnaud de Bonneval, sergens le roi, salut. Comme le maire¹ et le commun et habitans de la ville de Poitiers et leur suytes soient tenuz au roy nostre seigneur en certainnes sommes d'argent, tant pour cause de l'arriereban que pour la finance par eux faicte aveques noble home monseigneur Itier, seigneur de Maignac², capitaine pour le dit seigneur en Xainctonge, et il

1. Jean Gaboreau, qui avait été élu maire de Poitiers en 1339, était décédé avant la fin de l'année 1339. Voy. ci-dessous n° CCCLXIX. Il fut remplacé par Guillaume du Pont, qui, déjà maire en 1330, fut réélu en 1340 et en 1341 (voy. n° CCLXXXIX, note). — 2. Itier de Maignac porte les titres de « seneschal de Xanctonge et chevitaine et gouverneur souverain es parties de Xanctonge, Poictou, Limosin, de Boure et de Blayves et es marches et lieux d'environ » sur des lettres de Philippe VI, en date du 6 février 1340, lui donnant des pouvoirs spéciaux pour la

nous hont donné à entendre que plusieurs personnes, qui ne sont pas de leur subjecion et cohercion, hont encores à paier les sommes sur eux taxées et imposées pour les causes dessus dictes, et mesmement les personnes contenues en rolle, au quieux ces presentes sont annexées², les quieux sont de leur suyte, si comme l'on dit, et ainssi le paiement du roi nostre seigneur en est retardé. Pour quoi nous vous mandons et commandons de par le roi nostre seigneur et, si mester est, cometon, et à checun de vous, que les dictes personnes, en dit rolle contenues, ou leurs hoirs ou biens tenans, vous contraignent et parforciez tantost et sanz delay, par toutes les voies et maneres qu'il est acoustumé à fere pour la propre debtes du roy, à randre et paier à nous dit receveur les sommes en dit rolle contenues, si comme elles sont sur checun d'eoux taxées et imposées. Et se aucuns d'iceux se desavoiaient des sietes du dit commun ou se opposoit qu'il ne fust tenuz à ce, la main le roy tenue guarnie de leurs biens juques à la quantité et somme sur lui imposée, donnez leur jour competent à Poitiers pour devant nous ou l'un de nous, à certain et competent jour, pour fere et recevoir sur ce ce qui sera de reson. Et signiffiez au procureur du dit commin qu'il soit au dit jour, s'il cuyde que de riens li appartegnet. Donné souz noz seaus, le II^e jour de jugn l'an mil CCC quarante.

levée des subsides nécessaires au paiement des gens d'armes servant sous ses ordres. Voy. Arch. hist. du Poitou, t. XIII, p. xvii, 165 et suiv. il fut remplacé en 1341 par Jourdain de Loubert (voy. ci-dessus n^o CCCVIII). — 3. Aucun rôle n'est actuellement annexé à ces lettres. Peut-être s'agit-il du rôle de 1337 (n^o CCCXXII), qui, dressé au début de cette guerre, a pu servir de base pour la levée des subsides ultérieurs.

CCCXL

Quittance de la somme de 208 livres 6 sous 8 deniers, reçue de Guy de Monléon, chevalier, seigneur de Touffou, pour le rachat de la rente de 10 livres qu'il avait jadis vendue à la commune de Poitiers.

21 juillet 1340

Original, Arch. mun. F 33.

A touz ceulz qui ces presentes lettres verront et orront, le maire et le commin de Poicters, salut en Dieu Nostre Sei-

gnour perdurable. Sachent touz que, comme autrefois monseignour Guy de Monleon, chevalier, au temps qu'il estoit nommé Jehan de Monleon¹, escuier, seignour de Touffou², eust vendu pour luy et pour les siens à nous et à noz successeurs, pour le priz de cent livres monnoie courant au temps du contrait, avalué de petiz tornois, au dit seignour enterelement paiés, c'est assavoir diz livres de annuelle et perpetuelle rente par tiers en blé, vin et deners, assis et assignés sur son arbergement et appartenances de Touffou et sur touz ses autres biens, et nous eussions donné au dit seignour de Touffou grace de ravoir et retraire la dicte rente dedans certain temps, dedans lequel temps il nous avoit fait offre d'argent et donner adjournement, affin qu'il fust receuz à son dit retrait, nous adecertes adcertainés de la dicte grace suffisamment, avons receu le dit seignour au dit retrait de la dicte rente, et pour le dit retrait confessons avoir heu et receu du dit seignour, par la main de Huguet du Vreger, son clerc et procurour suffisamment fondé, deux cens huit livres six soulds huit deners de la monnoie courant aujour d'uy, lealment avaluée à la bonne monnoie qui couroit au temps du dit contrait fait sur la vençon de la dicte rente, et de la dicte rente et du dit priz et de tous les arrerages d'icelle rente nous tenons, pour nous et pour noz successeurs, pour bien paiés et en quiptons le dit seignour... Donné en jour de nostre moys en nostre esclavignage le jour de samedi avant la feste de la Madaglene l'an de grace mil CCC et quarante. — Jeh. de Fors.

1. Jean dit Guy IV de Monléon était le petit-fils de Guy de Monléon, II^e du nom, seigneur de Touffou, qui avait vendu en 1295 son château de Monléon, à Chauvigny, à Gautier de Bruges, évêque de Poitiers. Voy. Du Chesne, *Histoire généalogique de la maison des Chastelgners*, p. 234, 237. — 2. Commune de Bonnes, Vienne.

CCCXLI

Lettres du roi Philippe VI accordant à Guillaume Odart une remise de son procès à l'année suivante, sous prétexte qu'il est occupé à la guerre.

25 septembre 1340

Copie contemporaine dans un mémoire pour le maire de Poitiers contre Guillaume Odart, Arch. mun. F 31.

Ph. etc. A noz amez et feaux gens qui tendront nostre prochain Parlement à Paris, salut et dilection. Guillame Odart, chevalier, seigneur de Preaux, marechal de nostre bataille, et Alis, sa feme, feme de feu Foucaut de Bauçay, tant pour euls comme aians le bail et mainburnie ou tutele de Johanne de Bauçay, nous ont monsté en complainte disant que, sur certain debat meu entre les diz complaignans, d'une partie, et le sire de Bauçay et Guillame d'Orgeci, exequuteur du testament ou derrere volonté de Guy de Bauçay, chevalier, l'ainsné, d'autre part, par devant Ives de Boneval, commissaire de par nous sur le dit debat, yceux exequuteurs aient empetré un adjournement, que les diz complaignans, le seneschal de Poictou, le maire et le commun de Poitiers et le dit commissaire soient adjornez en nostre pourchain Parlement à Paris, venant au jours de la seneschaucie de Poictou, et, pour les occupacions de noz presentes guerres, es queles le dit Guillame estoit en armes et en chevaux come nostre dit marechal, il ne puisse comparoir en nostre dit Parlement personnelment ny faire ses adjournemens sicome il appartient à fere, et pour ce est en peril de perdre sa cause, sicome il dit, nous a humblement supplié que sur ce li voucissions pourvoir de remede convenable et la dicte cause li octroier estre continuée juques à l'autre Parlement à Paris ensuivant¹. Nous, inclinans à sa supplicacion, vous mandons que la dicte cause vous continuez en estat juques au dit Parlement et entredeux ne facez ne souffrez à fere ne attempter aucune chose contre les dis supplians, mays si aucune chouse y estoit faicte ou attemptée, si la remetez sans delay au premer estat et dehu, non contrestant quescunques lettres subreptices empetrées ou à empetrer au contraire, la quele nous avons octroïé aus diz complaignans de grace espicial. Donné en nos tentes lez le pont de Bovines², le XXV jour de septembre, l'an de grace mil CCC et quarante.

1. Guillaume Odart s'était déjà dérobé à un ajournement analogue devant le Parlement en juin 1339, prétendant être empêché de comparaître par une grave maladie, et un arrêt du Parlement du 23 juin 1339 avait admis cette excuse (Arch. nat. X 1 a, fol. 59). — 2. Philippe VI ayant rassemblé une armée pour secourir Tournai, assiégé par les Anglais, campa à Bouvines (Nord) du 7 au 27 septembre 1340. Voy. *Chronique de Jean le Bel*, t. I, p. 183, 193, *Chronique normande*, n. 254.

CCCXLII

Lettres de Philippe VI au sénéchal de Poitou, le chargeant de s'informer du bien fondé des plaintes du maire de Poitiers au sujet de l'arrière ban exigé par le seigneur de Parthenay.

30 octobre 1340

A. Man. d'Auzance, fol. 47. — B. *Ibid.*, fol. 77 v^o.

Philippes, par la grace de Dieu roy de France, au seneschal de Poictou ou à son lieutenant, salut. Nos feaulx les maire, commun et habitans de la ville de Poitiers et leurs suites se sont à nous complainctz grièvement que le seigneur de Partenay¹, nostre capitaine en Poictou, se efforce de lever et faire lever sur eux un arriere ban semblable à celui d'Amiens, lequel arriere ban ne fust oncques proclamé, notifié ne fait asçavoir à eux par lettres ne par mandement de nous, et ainsi les traite indeuement et en leur grief prejudice et domage, sicomme ils dient. Pour quoy nous vous mandons et mettons que vous enformiez au plus briefment et diligemment que vous pourrez si le dit arriere ban fust proclamé et à eux fait asçavoir ou notifié par mandement ou par nos lettres ou autrement, sicomme il appartient, et la dicte information envoyez fealement enclose sous vostre seel dedans la prochaine feste Saint²... par devers nos amez et feaux les gens des Requestes de nostre hostel, afin de leur pourveoir sur ce, sicomme il leur semblera à faire de raison. Et ces choses pendans jusques au dit jour, ne les molestez ne souffrez de aucuns de nos subjects estre molestez pour cause de l'arriere ban dessus dit. Mandons à tous que en ce faisant diligemment vous obeissent. Donné à Chanteleu³ le penultieme jour d'octobre l'an de grace 1340, sous nostre seel secret en l'absence du grant. — Par le roy, à la relation de Mon. de Han⁴. Caisnot.

1. Jean I Larchevêque, seigneur de Parthenay de 1318 à 1358, avait succédé à son frère aîné Hugues (voy. *Arch. hist. du Poitou*, t. XIII, p. 99 note). Il était en 1340 capitaine du roi en Poitou, chargé spécialement de la défense des frontières de mer vers Talmont (voy. n^{os} CCCXLIII et CCCXLV). — 2. A et B laissent un blanc. — 3. Chanteloup, commune de Saint-Germain-lès-Arpajon, Seine-et-Oise. — 4. Oudart, seigneur de Ham, bailli d'Amiens, était maître des requêtes de l'hôtel. Voy. *Journaux du trésor de Philippe VI de Valois*, n^o 2687.

CCCXLIII

Mandement de Philippe VI au sénéchal de Poitou, lui prescrivant de s'enquérir de l'état des fortifications de la ville de Poitiers, pour la réparation desquelles le maire demande la concession de l'impôt du cinquantième.

7 novembre 1340

Man. d'Auzance, fol. 47.

Philippes, par la grace de Dieu roy de France, au seneschal de Poictou ou à son lieu tenant, salut. Nos feaux le maire et comm[un] et habitans de la ville de Poictiers et leurs suites nous ont donné entendre que, à cause et pour cause de nos guerre[s], ils] ont soustenu de grands fraiz et mises, tant pour cause de tailles et impositions, qui de par nous ont esté faictes en [vertu de nostre] arriere ban d'Amiens, comme pour les capitaines, qui de par nous ont esté en Poictou et en Xaintonge, et aussi pour certain nombre de sergens armez, que ils ont envoyez au mandement de nostre amé et feal le seigneur de Partenay capitaine deputedé de par nous ez frontieres de la mer vers Talmont¹ pour la tuition et defense du pays et aussi pour resister à nos ennemis, mesmement comme, depuis les treves données entre nous et nos dits ennemis², aucuns d'iceux ennemis ayent couru par le pays sur la mer et l'ayent domagié en aucunes parties et encores s'efforcent de jour en jour de le gaster et domagier; supplians humblement les dessus dits que, comme la dite ville de Poictiers soit foible pour cause de ce que partie des forteresses et cloison d'icelle sont ruineuses et partie cheutes et fondues, et aussi les ponts d'icelle ville soient fonduz et moult empiriez, et pour ce ont mestier de grant reparation, lesquelles reparations ne se pourroient nullement faire sans nostre aide; que, pour ce, il nous pleust leur donner le cinquantième, qui de par nous a esté mandé imposer et lever sur eux. Pour quoy nous, eu regart au choses dessus dictes, vous mandons et mettons que, appellé avec vous le dit maire, vous vous informiez bien et diligemment, sommairement et de

1. Vendée. — 2. Une trêve avait été conclue à Esplechin le 25 septembre 1340 entre Edouard III et Philippe VI. Voy. Rymer, *Foedera*,

plain, de l'estat des dites forteresses et ponts, et quelle reparation y faudroit à mettre les en estat dheu pour la tuition et defense de lad. ville et combien les dites reparations pourroient couster. Et aussi vous informez si ils ont envoyé sergens pardevers le dit capitaine, sicomme dessus est dit, et l'information que faicte aurez sur ce nous envoyez au plus tost feablement enclose sous vos seings^a..., afin que, icelle veue, nous puissions sur les choses dessusd. ordonner selon ce que bon nous semblera. Et cependant ne les laissez ou soufrez en aucune maniere estre molestez pour cause du dit cinquantesme, ainçois tenez cecy en suspens jusques au jour de la prochaine feste de la Nativité Nostre Seigneur. Et nous donnons en mandement par la teneur de ces presentes à tous nos justiciers et subjects que, quant à ce, ils vous obeissent et entendent diligemment. Donné à Gidi pres du Loge^c, le VII^e jour de novembre l'an de grace 1340, sous nostre seel secret en l'absence du grand. — Es requestes de l'ostel, par monseigneur l'evesque^d de Paris, Caisnot.

t. V, p. 205 ; *Chronique de Jean le Bel*, t. I, p. 202 et suiv. — 3. Le manuscrit laisse un blanc de plusieurs mots. — 4. Gldy, canton d'Artenay, Loiret. — 5. Le manuscrit porte : *arcevesque*. Lire : *evesque*. Guillaume de Chanac, évêque de Paris du 18 août 1332 au 27 novembre 1342, fut patriarche d'Alexandrie de cette dernière date à sa mort (3 mai 1348). Voy. *Arch. hist. du Poitou*, t. XIII, p. 146 note, *Gallia Christiana*, t. VII, col. 130-132.

CCCXLIV

Sentence du sénéchal de Poitou, Jourdain de Loubert, qui renvoie les chanoines de Saint-Pierre-le-Puellier de l'action intentée contre eux par le procureur du roi parce qu'ils avaient fait tenir leurs assises à Poitiers sur une place voisine de leur église.

16 novembre 1340

A. Copie collationnée du 25 février 1549, sur papier, Arch. de la Vienne G 1745. — B. Copie collationnée du 15 juin 1740, *ibid*.

A tous ceulx qui verront et oyront ces presentes lettres, Jourdain de Loubert, chevallier du roy nostre sire et son seneschal en Poictou et en Limousin, salut. Sachent tous que,

comme Jehan Bonnet¹, procureur du roy nostre sire en la seneschaussée de Poictou, feist ja long temps et grant pieça à demande par davant nous en nous assises de Poictiers encontre honorables hommes le chapitre de Saint Pierre le Puillier de Poictiers, sur ce que le dit procureur disoit encontre lesd. honorables que ilz avoient faict tenir leurs assises en la terre et jurisdiction du roy nostre sire, c'est à sçavoir en une place assise à Poictiers jouxte l'église de Saint Pierre le Puillier² davant dicte, d'une part et jouxte le chemin par où l'on vait de Saint Hillaire de la Celle à Saint Pierre le Grant de Poictiers³, d'autre, laquelle place a esté veue et monstrée par le jugement de la court de ceans, laquelle chose led. procureur disoit qu'ilz avoient faict indeuement et à tort et que faire ne le pouvoient, pour quoy requeroit led. procureur que lesd. honorables en amandassent au roy nostre sire telle amande comme de raison devoit et qu'il fust dict par droict que à tort l'avoient faict et que ilz n'avoient pas droict de le faire ; lesd. honorables confessans bien que ilz avoient faict tenir leurs assises ès dictz lieux et ailleurs en leur terre, en disant et proposant que lesd. lieux font partie de lad. église et pour cloistre de lad. église sont tenuz, et qu'ils ont en leur terre, laquelle ilz tiennent et ont tenue d'ancienneté du roy nostre sire et de ses predecesseurs, jurisdiction et justice, de laquelle ilz ont esté en saisine et en possession par sexante, par quarante et par vint ans, que que soit par tant de temps qu'il leur suffist quant à bonne saisine et possession avoir acquise et que ilz estoient et avoient esté par le temps dessus dict ou tant qui suffisoit, en saisine et possession de tenir et faire tenir en leur terre, en plusieurs lieux, assises par leurs seneschaulx. Et disoient en outre lesd. honorables que puis que ilz tenent leurd. terre et jurisdiction du roy nostre sire, que en lad. église offroit et instituait tresorier tel que comme il luy plaist⁴, qu'ilz peuvent tenir assises

1. Jean Bonnet était déjà procureur du roi en Poitou en septembre 1331 (*Arch. hist. du Poitou*, t. XI, p. 393) et il exerçait encore cette charge le 8 février 1348 (*Arch. hist. du Poitou*, t. XIII, p. 431) ; accusé d'abus de pouvoir et de concussion, il obtint des lettres de rémission le 15 mai 1350 (*Arch. hist. du Poitou*, t. XVII, p. 12 et suiv.). — 2. La rue Saint-Pierre-le-Puellier conserve le souvenir de cette église, qui y était située au n° 4. — 3. Ce chemin n'est autre, sans doute, que la rue du Souci actuelle. Entre le commencement de cette rue, voisin de l'ancienne église de la Celle, et l'ancien emplacement de l'église Saint-Pierre-le-Puellier, la rue s'élargit et forme une petite place, naguère appelée place Saint-Pierre-le-Puellier (de Chergé, *Guide*, p. 82). C'est sans doute cette place dont il est question ici. — 4. La fonction de trésorier de Saint-Pierre-le-Puellier, à la nomination du roi, ne paraît mentionnée dans aucun autre document subsistant. La sentence arbitrale rendue en juillet 1268 par Hugues de Châteauroux, évêque de Poitiers,

ès lieux de leur terre et jurisdiction et en la ville de Poitiers et aultres lieux du roy nostre sire et en la chastellenie de Poitiers selonc la coustume et usaige du pais, qui à eux sont. Pour quoy disoient lesd. honorables qu'ilz avoient droict de le faire et requeroient que par jugement ilz fussent absoulz de lad. demande dud. procureur du roy nostre sire, offrans approuver des choses dessusd. tant que il leur suffiroit. Lesquelles deffences led. procureur leur nie et fut contestation faicte, ont juré de verité, posé et respondu, preuve fut adjugée ausd. honorables approuver tant qui suffiroit, et fut commis par nostre court à faire l'enquête desd. honorables sur lesd. diffences à Itier Barbe, clerc, commissaire des enquêtes de nostred. seneschaussée, lequel commissaire fist et persist lad. enquête et icelle rapporta à nostre court pour jugée et publiée en nostred. court en la presence des parties et copie octroyée à l'une partie et à l'autre, se prendre la vouloit, estoit jour assigné aujourdhuy aud. procureur et honorables de leur consentement pour venir prendre droict prizement selonc lad. enquête, à laquelle enquête veue et diligement regardée par nostred. court et du conseil, advis et deliberation sur icelle o plusieurs sages, aujourdhuy led. procureur du roy nostre sire et le procureur desd. honorables presens et davant nous voulans et requerans que droict leur fust faict sur lesd. choses, liez en lad. enquête, lesd. procureurs mis en jugement, nous avons dict par jugement que lesd. honorables ont suffizamment prouvé leurs deffences dessus dictes contre lad. demande dud. procureur du roy nostre sire et que bien et convenient ilz firent les choses dessusd. et faire le pouvoient, et iceulx avons absoulz par jugement de lad. demande dud. procureur du roy nostre sire.

Donné et fait o led. procureur du roy nostre sire present et o monseigneur Pierre de Ré, procureur desd. honorables suffizamment fondé, en nous assises de Poitiers durant le ressort dud. lieu, le jeudi après la Saint Martin dernier^s, l'an de grace mil troys cens et quarante^s.

au sujet des démêlés qui existaient depuis longtemps entre les religieuses de la Trinité et les chanoines de Saint-Pierre-le-Puellier, stipulait que la cèlerièrre de l'abbaye de la Trinité aurait la garde des clefs du trésor de Saint-Pierre-le-Puellier et que l'abbesse nommerait à sa guise, comme coudre (*custos*) de la collégiale, un clerc sachant lire et chanter, chargé des clefs de cette église et de la sacristie (D. Fonteneau, t. XXVII, p. 181 et suiv.). — 5. Il convient sans doute de corriger ce mot, que portent les deux copies, en *d'iver*. — 6. Ce document du 16 novembre 1340 est suivi, sur les deux copies, d'une sentence datée du 10 juillet 1404, par laquelle Thibaut Portier, seigneur de Sainte-Néomaye, chambellan du roi et sénéchal de Poitou, renvoie éga-

lement les chanoines de la demande formée contre eux, pour avoir fait tenir leur assise « auprès d'une grange estant hors de la ville de Poitiers, appelée la grange de S. Pierre le Puellier... lesquels lieux sont au dedans des fins de la terre dud. chapitre, appelée lad. terre le Deffens le Comte ». Le village actuel de La Grange, située au Nord de Poitiers, près du Porteau, conserve le souvenir de l'ancienne Grange de Saint-Pierre-le-Puellier.

CCCXLV

Mandement de Philippe VI au sénéchal de Poitou, lui enjoignant de se concerter avec le procureur du roi et avec le maire de Poitiers pour l'enquête prescrite le 7 novembre précédent au sujet de l'état des fortifications de la ville.

26 décembre 1340

Vidimus dans une commission du sénéchal de Poitou en date du 16 janvier 1341, Arch. mun. E 6.

Philippe, par la grace de Dieu roys de France. A seneschal de Poictou ou à son lieutenant, salut.

Comme autrefois nous, à la supplicacion du maire, commun, habitans de la ville de Poictiers et de leur suytes, requierans que nous, eu regart à plusours griez fraiz, mises et despens, les quex ils ont soustenu pour cause de nostres presentes guerres en plusours et diverses manieres ; et ausi à ce qu'il avoient envoié certain nombre de sergens armés à leur grant costement sur les fronteres de la mer vers Talemont, au mandement de nostre amé et feaul le seignour de Partenay, lors capitaine establi de pars nous ès parties de Poictou, leur vousissons de nostre benigne grace donner, remettre et quipiter un cinquantiesme, lequel nous avons mandé estre levé sur euls, pour tourner et convertir ès reparacions et clotures, pons et forteresses de la dicte ville, les queles sunt febles, decheuz et ruyneux, si comme il dient, vous eussions mandé et commis que, appellé le dit maire, vous vous enfourmissés si les dictes cloisons, forteresses et pons estoient tels comme dessus est dit, et l'informacion que faicte en ariez, renvoyer¹ feablement enclouse souz vostre seel, afin de leur pourvoir sur ceu, selon ceu qu'il dient estre plus à plain contenu en dictes lettres². Et il se doubtent que en ycelles lettres ne soit pas contenu que la dicte informacion soit faicte appelé nos-

1. Le manuscrit porte : *renvoir*. — 2. Voy. ci-dessus n° CCCXLIII.

tre procurour ; pour quoy il se doubtent que, soupposé que la dicte informacion fust faicte et parfaicte, qu'elle ne fust mise au noiant pour celle cause, requerans que sur ceu lour voullons pourvoir de remede convenable. Nous derechief vous mandons et comectons que la dicte informacion vous, selon le contenu de noz dictes autres lettres, faciés le plus tost que vous pourrez, appelé le dit maire et nostre procurour à ce, en cas toutesvoies que il n'y avoit esté appelé. Et ycelle faicte la nous envoyer feablement enclouse souz vostre seel dedens la quinzaine de la feste de la Chandelour prochainement venant, affin que nous en puissions ordonner, sicomme bon nous semblera. Et ceu pendant ne souffrez les diz maire, commun, habitans et lour suyte estre molesté pour celle cause en aucune maniere, la quelle chouse nous lour avons octroïé de grace espécial. Donné au Bois de Vincennes, le XXVI^e jour de decembre l'an de grace mil CCC quarante.

CCCXLVI

Commission du prévôt de Poitiers à des sergents royaux pour convoquer des personnes de la prévôté de Poitiers, du bourg de Montierneuf, du bourg de Saint-Hilaire-le-Grand et du bourg de la Celle, afin de procéder touchant le profit du pays.

[vers 1340] ¹

Original, Arch. mun. D 8.

Le prevost de Poitiers, commissaire, avecques Aymar de Belpuy ², mestre Jehan Favre et Jehan Barré, de Guillaume du Portal ³, lieutenant du seneschal de Poitou, o celle clause à vous et à chescun de vous pour le tout etc. Vous, Micheau Paquer, Richart Luyler, Philipom Boytart, Thomas de Mous-

1. Ce document, qui ne renferme aucune date, peut être placé approximativement vers 1340, ainsi que l'indique Rédet, *Inventaire des archives de la ville de Poitiers*, p. 68, d'après plusieurs des noms qu'il contient. L'objet de cette convocation n'est pas spécifié d'une manière précise. — 2. Aymar de Beau Puy fut garde du sceau royal en 1339 (n° CCCXXXVI) et en 1342 (n° CCCLIV) ; il fut chargé en 1341, avec Nicolas Rénier, le prévôt de Poitiers et M^e Jean Favre de procéder à une enquête sur l'état des fortifications de Poitiers (n° CCCXLVII). C'est peut-être à cette enquête que se rattache cette convocation. — 3. Sur Guillaume

tereul, Guillaume de Cherezay et Jehan Noaillé, sergens le roy, adjornez par devant nous ou l'un de nous commissaires dessus nomez, en la sale du roy à Poitiers, au prochain mercredi et jeudi avant la Chandeleur et aus autres jours ensuivans à ce necessaires, les personnes contenues on rollet que nous vous trametons souz noz seaux, pour aler avant et proceder sur les chouses à nous comises de monseigneur le seneschal de Poitou ou son lieu tenant, touchans le fait et le prouffit du pays, tant come il sera de reson. De ce que en ferez, nous faites conpectent relacion.

Les noms des personnes qui seront adjornées s'ensuyent :

De la prevosté de Poitiers : Pierre Painchaut⁴, Pierre Cailleteau, Philipom de Thiffauges, Jehan du Palays, Guillaume Giraut, Pierre Belvier, Jehan Mestaier, la deguerpie feu Jehan de Mont Repare, la fame feu Brulé, la Caillere, Jehan le Foasser demourant devant G. Mestarea, la fame feu Naudet et son fil, la Budore et ses enfans, Jehan Granger, mestre Jehan Salevert, le forner du four Nostre Dame la Grant, Guillaume Chayroux.

Le bourc du Mouster Neuf : Pernim Damin, Jehan Aubereau, Raoul de Launay, Hugues Chapeau, Perrot Maupetit, Jehan Floret barber, Pierre de Leschalle procureur, Colin le Flament, Jehan Denys, Perrot Pecheur fourner, Jehan de Tuelle, Guillaume Lorens, Jehan de La Porte cousturier, le mareschaut demeurant devant la meson du dit Jehan.

Le bourc S. Hillaire le Grant : Pierre Arnaut, le seigneur de la Raboyne, Jehan de Bourges, le dit Prestreau, Lorens le Vacher, Perrot du Four, Johan le cousturier demourant devant la meson au subdoien, Pierre Le Mée, Pierre Mineau.

Le bourc de la Celle : Philipom de Chauvigné, le seigneur Philippe Guicharde, Lorens le Texer, Martin Oudin.

La Beraude, les Lymoners, Thomas Tourea cordoanier, Jehan Torea cordoanier.

Tesmoins presens Gilet de Thouars, Robin Flory, Huguet de la Valée, Raoulet Roussea, Symon...⁵, G. de Thauhay, J. Noaillé, Philipom Boitart.

du, Portal, voy. n° CCCXIII, note. — 4. Pierre Painchaut figure sur un acte du 12 août 1337 (n° CCCXXI) comme prud'homme de la prévôté et de hors commune, ainsi qu'Aymar de Beau Puy. Il est à remarquer que cette convocation n'est adressée par le prévôt qu'à des personnes relevant de lui ou appartenant à l'un des bourgs privilégiés. — 5. Mot effacé.

CCCXLVII

Le sénéchal de Poitou charge Aymar de Beaupuy, Nicolas Renier, le prévôt de Poitiers et M^e Jean Favre de procéder, en présence du maire et du procureur du roi, à l'enquête prescrite par le roi sur l'état des fortifications de Poitiers.

16 janvier 1341 n. st.

Original, Arch. mun. E 6.

De par le seneschal de Poictou. A noz amez Aymar de Beau Puy, nostre clerc, monseignour Nicholas Renier, prestre, lieu tenant de honorable homme et saige Regnaut Croulebois, recevour pour le roy nostre seignour en la dicte seneschaucie, le prevost de Poictiers et maistre Johan Favre, clerc, salut. Nous avons receu les lettres dou roy nostre seignour, contenant la forme qui s'ensuit : (*Mandement de Philippe VI du 26 décembre 1340*)¹.

Pour la vertu des quelles lettres, comme nous, empeschez de plusours negoces du roy nostre seignour, ne puissons vaquer à presens à acomplir la tenour d'icelles, nous vous mandons et commectons et à chascun de vous que vous la dicte informacion, de laquelle est faicte mencion en dictes lettres, selon le contenu des autres premieres lettres du roy nostre seignour², des quelles il vous apparra, appelé le dit maire et le procuratour dou roy nostre seignour en Poitou, s'il n'y avoit esté appelé, vous faites au plus tost que vous pourrez et ycelle faicte nous envoieiez ou à nostre lieu tenant feument enclouse souz vous seaux, ou de celui qui fera la dicte informacion, afin de en certeffier le roy nostre seignour, si comme ès dictes lettres est contenu. Et cependant ne souffrez les diz maire, commun, habitanz ne lour suytes estre contraings ny molestez pour la cause contenue ès dictes lettres ny contre la tenour d'icelles.

Et en oultre mandons et commectons à vous Henequin Archambaut, Colin de Gonesse, Thomas Doucet³, Johan Griz, Aymeri Barbotin, Aymeri Veillet, P. Bodet, sergens dou roy nostre seignour et à chascun de vous que vous adjornez à

1. N^o CCCXLV. — 2. N^o CCCXLIII. — 3. Thomas Doucet, prévôt de Fontaine-le-Comte et sergent du roi, notifia cet ajournement à Jean Bonnet, en la personne de Marie sa femme et de Philipom Auborc, clerc, son substitut, ainsi que le certifie un rapport annexé à la commission du sénéchal.

Poitiers par devant nostre lieu tenant ou noz commissaires dessus diz ou l'un de eux en l'absence de nostre dit lieu tenant, honorable homme Johan Bonnet, procurour dou roy nostre seigneur en Poictou, au jeudi enprès la feste Saint Vincent prouchaynement venent, et aus autres jours ensuyvant à ce neccessaires, pour venir acomplir la forme des dictes lettres...

Donné le mardi emprès la S. Hilaire d'yver l'an mil CCC et quarante.

CCCXLVIII

Règlement des bourreliers.

23 janvier 1341 n. st.

A. Man-Saint-Hilaire, fol. 78 v^o. — B. Reg. 12, p. 420. — C. Coll. Fonteneau, t. LXXIV, p. 506.

Item fut fait en l'esclavinage le mardi amprès la Saint-Vincent l'an mil CCC quarante, maire sire Guillaume du Pont Garin¹, par le bourrellier² et Thomas de Plamont, jurez du commun, et Pierre Signez, Regnaut de Celles et Micheau Chieuf d'oustel, qui ne sont pas du commuin. Regneaut Aubereau et Johan Boneau et sa femme, du commun, borrelliers, ont juré aux sains Evvangeles tenir l'ordennance, qu'il mettront en leur euvre nulle forreure qui n'apparroisset, sicomme aux ordennances de ceans est contenu³, et pour ce qu'il a esté trouvé qu'il y avoient mis veilles sangles et veilles forreures par dedens leur euvre non apparroissans, ont gagé les amandes et confessé qu'ilz l'ont fait par plus de soixante foix, pour chascune fois X s., excepté le dit Bonea et sa femme. Et lessa chascun un paronnea en l'esclavinage par exemple. Item, ont juré les dessusdiz qu'ilz ne mettront point de cuyt de mouton en euvre de vache ne en euvre de chevaulx. Et qui le fera, ilz le feront assigner. Et à regarder lesdiz euvres sont establiz Garniz Plus et Regnaut de Celles. Presens à ce mon-

1. Ce document atteste que Guillaume du Pont (dit ici du Pont Garin), qui avait été déjà élu maire de Poitiers en 1330, fut réélu en 1340. Cf. n^o CCLXXXIX, n. 3. — 2. Ce texte est manifestement altéré : il manque un nom propre. — 3. Un règlement de 1265 interdisait aux bourrelliers de mettre en leur œuvre aucune fourrure « qui ne soit apparroissans », c'est-à-dire visible, sous peine d'une amende de 10 sous. Voy.

seigneur le maire, maistre G. Langlois⁴, Johan Bouteiller⁵, Robin Flori⁶, Johan d'Ayron, Gilet de Thouars, Johan Le Barriller l'ainé, Colin Guichart, Johan Gaborea, Gilet Daguson et plusieurs autres.

notre tome I^{er}, n° LIX. — 4. M^e Guillaume Langlois fut élu maire de Poitiers en 1343 et réélu en 1344. Voy. ci-dessous n° CCCLIX. — 5. Jean Bouteiller était déjà échevin en 1325 (voy. notre tome I^{er}, p. 384, et ci-dessus n° CCXCII, note). — 6. Robin ou Robert Flori fut élu maire de Poitiers en 1345 (voy. n° CCXCIX note et CCCLXII).

CCCXLIX¹

Arrêt du Parlement au profit de la commune de Poitiers contre Guillaume Odart.

31 mai 1341

F. Copie incluse dans un mandement d'assignation du 6 novembre 1341, Arch. mun. F 34.

Philippus, Dei gracia Francorum rex, senescallo Pictavensi aut ejus locum tenenti, salutem. Cum Guillelmus Odard, miles, a quodam judicato per Johannem Favre, locum vestrum tenentem, commissarium in hac parte, contra ipsum et pro majore et civitate Pictavensi civiliter lato, ad nos seu nostram curiam appellaverit¹ et adjournamentum super hoc impetraverit ad dies senescallie vestre novissime preteriti Parlamenti et, ad dictos dies, propter infirmitates se fecisset exoniari² dictosque majorem et communitatem ad dies senescallie vestre Parlamenti presentis adjornari fecerit, dictam exoniam suam purgari visurus et ulterius processurus, ut esset rationis, ipsisque partibus seu earum procuratoribus in curia nostra comparentibus, quia procurator dicti militis in dicta appellacionis causa procedere non curavit, curia nostra ordinaverit judicium predictum exequcioni mandari et emendas pro nobis exigi et levare ab appellante predicto ratione dicte appellacionis debite, non prosecute³... in expensis cause appellacionis hujusmodi condempnando, taxatione ipsarum curie nostre reservata, mandamus vobis quatinus dictum judicium, de quo liquebit, prout in eodem videbitis, exequcioni

1. Cet appel remontait au mois de décembre 1336 (voy. n° CCCXIX). — 2. Voy. ci-dessus n° CCCXLI, note. — 3. Lacune d'un mot, le parchemin étant rongé.

debite demandari, appellacione predicta non obstante, dictumque appellantem adjornari faciatis ad dies senescallie vestre futuri proximo Parlamenti, dictas expensas taxari visurum et ulterius processurum, ut fuerit rationis, curiam nostram certificantes ad dictas dies de adjornamento predicto. Datum Parisius in Parlamento nostro, partibus auditis, die ultima Maii, anno Domini millesimo CCC^{mo} quadragesimo primo.

CCCL

Mandement d'assignation donné par le sénéchal de Poitou contre Guillaume Odart.

6 novembre 1341

Original, Arch. mun. F 34.

De par le seneschal de Poictou et de Lymousin¹ et commissaire en ceste partie du roy nostre seigneur à Guillaume de Leon, Pierre de Brie, Guarin Grassin, Pierre du Vergier, Jehan de Montagné, Michea Paquer et Richart Luyler, sergent du roy nostre seigneur et à Jehan La Postoille, sergent à Mirbeau pour monseigneur le conte d'Anjou et du Mayne et aus sergenz du seigneur de Mirbea, salut. Ores et autrefois avons vehu et receu les lettres du roy nostre seigneur contenant la forme qui s'ensuit : (*Lettres royales du 22 mars 1329*²).

Et comme, par vertuz des dictes lettres, les diz maire et commun eussent autrefois trait en cause pour devant nous ou noz commissaires de par nous ou de par nostre predecesseur deputez pour vertuz de la dicte commission, noble homme monseigneur Guillaume Odart, chevalier, et sa fame, avant le bail de la fille de lie et de feu Foucaut de Boçay ; et emprès aucuns herremens faiz en la cause, le dit monseigneur Guillaume se fut appelé en court de France contre les diz maire et commun, en laquelle cause d'appel, parties oyes en Parlement, la court ait octroyé aus diz maire et commun contre le dit monseigneur Guillaume les lettres, desquies la teneur s'en suit : (*Arrêt du Parlement du 31 mai 1341*³).

1. Le sénéchal de Poitou était alors Payen de Maillé, qui avait succédé à Jourdain de Loubert après le 16 avril 1340 : voy. ci-dessus n° CCCVIII, note, et *Arch. hist. du Poitou*, t. XIII, p. 215, sentence rendue le 12 novembre 1341 par « Poingo de Mailly, chevalier du roy nostre seigneur et son seneschal en Poitou et en Limozin ». — 2. N° CCLXXI. — 3. Ci-dessus n° CCCXLIX.

Pour la vertuz des quelles lettres, à nous presentées de par le dit maire et commin, nous vous mandons et à chacun de vous par le tout comectons, que vous adjornez le dit monseigneur Guillaume Odart aus jours de la dicte seneschaucie de Poictou du prochain Parlement, pour veoir taxer les diz despens et pour faire et proceder en oultre sicome il sera de raison ; et en oultre le adjornez et sa famc, avans le bail de la fille de lie et de feu Foucaut de Boçay, si mestier est, en partie d'ajornement, conjunctement ou deviseement, à Poitiers, pour devant nous ou nostre lieu tenant ou commissaire, à certain et compectent jour, dont vous serez requis, pour veoir metre à execucion le dit jugé ou sentence, de laquelle le dit monseigneur Guillaume disoit estre appelé, pour faire, prandre et recevoir en oultre, o les diz mere et commin, selon procès demenez et erremens et sur deffaut, si aucuns en y a, et selon la teneur de nostre dicte commission, tout ce que raison pourra donner. De tout ceu que vous en ferez, nous faictez compectente relacion. Donné souz le seel de nostre seneschaucie, le mardi empres la Touz Sains l'an mil III^e quarante et un ⁴.

CCCLI

Mandement royal au sénéchal de Poitou pour qu'il reçoive à composition ceux qui voudraient être dispensés de se trouver en armes à Arras huit jours avant la Saint Jean Baptiste.

16 mai 1342

Vidimus contenu dans un acte du 13 juin 1342, Arch. mun. E 7.

Philippe, par la grace de Dieu roys de France, au seneschal de Poitou et de Lymosin ou à son lieutenant, salut, et aus deputez en la dicte seneschaucie pour requerre empruns pour cause de nos guerres, salut. Nous avons mandé à vous, senes-

4. A ce mandement d'assignation sont annexés : 1° un rapport adressé le 21 novembre 1341 au sénéchal de Poitou par Jean Chauvin, sergent du seigneur de Mirebeau, certifiant qu'en vertu du dit mandement, il a ajourné « au jours de la seneschaucie de Poictou du Parlement present mons. Guillaume Odart, chevalier, en la personne de Thiffaine feme feu Johan Lovrer, demorans et garde et clavere de l'ostel de la Voste, enquel la feme ducit chevalier gisoit d'enfant » ; 2° des lettres de Paien de Maillé, sénéchal de Poitou et de Limousin, en date du 18 janvier 1342, informant les membres du Parlement de l'ajournement fait par Jean Chauvin.

chal, que vous faciez crier en vostre seneschaucie et ou ressort, par tout là où mestier sera, que touz ceux qui tiennent en fié generalment, sanz aucun en excepter, soient avec nous à Arraz ou là où nous serons vers celles parties, huyt jours avant la feste de la Nativité Saint Jehan Babtiste prochainement venant, pour nous ayder à resister aus enemis de nous et de nostre royaume, les quex se apparillent pour grever nous et nostre dit royaume et nostre puepple. Et pour expecial avons mandé à aucuns nobles de la dicte seneschaucie que il y soient sanz faute. Si vous mandons et comectons que, come aucuns en y ait et plusieurs de ceux que nous n'avons pas mandé par expecial, qui bonement n'y porroient venir, et aucuns qui mieux voudroient composer à aucune some d'argent que y venir, vous, recevez accomposicion et finance convenable ceux qui voudront pour ce composer ou finer, les quieux nous n'aurons mandé par expecial, comme dessus est dit. Mais qu'il paient en present la dicte finance. Et à ceux qui composeront ou fineront, donnez sur ce voz lettres. Et faictes hastivement envoyer à nostre thesaur à Paris tout l'argent des dictes finances, pour les nous envoyer en nostre ost, à paier noz gens d'armes de leur gaiges. Donné à Paris le XVI^e jour de may l'an de grace mil CCC XL et deux.

CCCLII

Mandement royal au sénéchal de Poitou pour que les avocats répondent spécialement à la convocation présente ou finissant pour en être dispensés.

16 mai 1342

Vidimus contenu dans un acte du 13 juin 1342, Arch. mun. E 7.

Philippe, par la grace de Dieu roys de France, au seneschal de Poitou et de Lymosin ou à son lieutenant, ou aus deputez en la dicte seneschaucie pour requerre empruns pour cause de noz guerres, salut. Nous avons mandé par noz autres lettres à vous, seneschal, que vous faciez crier par toute votre seneschaucie et ou ressort, que touz ceux qui tiennent en fié generalment, sanz aucun en excepter, soient avecques nous à Arras ou là où nous serons vers celles parties huyt jours avant la feste de la Nativité Saint Jehan Babtiste prochainement venant, en tel arroy comme il appartient *etc.* Et par ceu que en la dicte seneschaucie et ressort a plusieurs advocaz qui

tiennent en fié et aucuns autres qui sont clers mariez et aucuns autres qui ne sont pas clers et ne tiennent pas en fié, nous vous mandons et comectons et à chescun de vous que vous faciez faire cri et especial commandement que touz advocaz, de quelque condicion ou estat qu'il soient, tenans en fié et touz advocaz clers mariez et touz autres advocaz qui ne sont clers, ja soit ce que il ne tiennent en fié, soient avec nous aus diz jour et lieu pour la cause dessus dicte, sur paine de perdre tout ce qu'il tiennent en fié et sur paine de perdre l'office d'avocat et de quanque il soy povent meffaire envers nous. Et au cas que ceux qui ne y porroient bonement ou n'y voudroient venir, mès voudroient mieux composer et finer à certaine somme d'argent selon leur estat et facultez, et la dicte finance paier à present, recevez le à ce faire et leur en donnez voz lettres. Et faictes tantost apporter l'argent à nostre thesor à Paris pour le nous envoyer en nostre ost à paier les gages de noz gens d'armez. Et mandons à touz noz justicers et subgiz que sur ce vous obeissent et à chescun de vous. Donné à Paris le XVI^e jour de may l'an de grace mil CCC XL et deux.

CCCLIII

Le roi ordonne au sénéchal de Poitou de ne molester en rien la commune et les habitants de Poitiers pour l'arriere ban levé par le seigneur de Parthenay et de suspendre toute levée de deniers pour cet objet.

28 mai 1342.

Man. d'Auzance, fol. 47 v^o.

Philippes, par la grace de Dieu roy de France, au seneschal de Poictou ou à son lieutenant et à tous commissaires deputez de par nous ou nostre court pour ceuillir et lever ban, arriere ban, cinquantiesme ou autre exaction ou imposition quelconque, salut. Comme, sur ce que le maire, commun et habitans de la ville de Poictiers et ceux qui ont accoustumé estre de leur suite, nous requeroient que, eu regart à plusieurs griefz mises et despens qu'ils ont euz et sousienuz en plusieurs et diverses manieres pour cause de nos guerres, nous un cinquantiesme, lequel nous avions mandé estre levé sur iceux, leur vouldissions remettre et quitter pour tourner et convertir ez reparations et clostures, pons et forteresses de lad. ville pour contrestre aus ennemis de nous et de nostre

royaume, lesquels ponts et forteresses sont feubles, decheuz et ruineux et pourroient moult couster à mettre en estat, si comme ils disent¹, et aussi se compleignoient de ce que nostre amé et feal chevalier et conseiller, le seigneur de Partenay, lors capitaine en Poictou pour nous, s'efforçoit de lever et faire lever sur eux un arriere ban semblable à celui d'Amiens, sans ce qu'il eust oncques esté proclamé, notifié ne fait sçavoir à iceux par lettres ne autre mandement quelconque de nous, vous aions faict faire informations², lesquelles ont esté apportées à nostre cour et veues par aucuns de nos clerks et conseillers et toutefois ne peuvent encores avoir esté déclarées à plain jusques à tant que nous ayons ordonné nostre volonté sur ce. Et ils se doubtent que, pendant nostre dicte ordonnance, vous ou aucun de vous ne faciez ou faciez faire aucune execution sur eux pour cause des choses contenues dedans lesd. informations, supplians que sur ce leur veuillions pourveoir de remede gracieux et convenable. Nous, inclinans à leur supplication, vous mandons et à chacun de vous et neantmoins estroictement defendons que lesd. supplians vous ne molestez ou contreignez ne ne souffrez estre contraincts ou molestez par vous ne par autre en aucune maniere pour la cause dessus dicte jusques à la feste Saint Remy prochainement venant ; ainçois si aucune chose avez pris ou levé du leur pour celle cause, si leur rendez et mettez au delivre cependant tantost et sans delay. Car ainsi le voulons nous estre faict et leur avons octroyé de grace special. Donné au Bois de Vincenne le XXVIII^e jour de may l'an de grace 1342. — (Autrefois signée :) Par le roy, à la relation de M^{rs} le seigneur de Han et H. Le Cooh. (Nouvelle :) Par le roy, à la relation de Monseigneur de Malestret. — Corby.

CCCLIV

Guillaume du Pont, avocat, compose à la somme de cent sous pour être exempt de la convocation prescrite par le mandement royal du 16 mai 1342.

13 juin 1342

Original, Arch. mun. E 7.

Sachent touz que nous, Guillame du Portal, lieutenant de monseigneur le guoverneur des seneschaucies de Poitou et

1. Voy. ci-dessus n° CCCXLIII. — 2. Voy. ci-dessus n° CCCXLII.

de Lymosin, avons recehu les lettres du dit monseigneur contenant ceste forme :

Jordain de Loubert, chevalier du roy nostre seigneur, mestre des requestes de son houstel et guouverneur de Poitou et de Lymosin¹, à nostre ami Guillaume du Portal, nostre lieutenant, salut. Nous avons recehu les lettres du roy nostre seigneur contenant la forme qui s'ensuit : (*Mandement royal du 16 mai 1342*²). Item, unes autres lettres contenant la forme qui s'ensuit : (*Autre mandement royal du 16 mai 1342*³). Par la vertu des quelles lettres nous vous mandons et à ce faire commectons que vous, avec vous un prudome, faciez et accomplissiez toutes et chescunes les chouses contenues en dictes lettres, joste la forme et teneur d'icelles. Donnons en commandement à touz noz subgiz que sur ce vous obeissent dilligenment et entendent. Donné à Poitiers le V^e jour de juing l'an mil CCC XL et deux.

Par la vertu des quelles lettres nous avons adjorné et appelé Aymar de Beapuy, clerc du dit monseigneur le guouverneur et portant le seel des dictes seneschaucies. Et est venu Guillaume du Pont⁴, advocat et tenant en fié, lequel, joste la forme contenue ès dictes lettres du roy, a composé et finé o nous pour le roy nossire à la somme de cent sols tournois... En tesmoin de laquelle chouse nous li avons ces lettres seclées du seel des dictes seneschaucies. Donné et fait le XIII^e jour de juing l'an de grace mil CCC quarante et deux.

CCCLV

*Réquisition de saisie contre Jean Larcher, condamné à payer
50 livres au maire de Poitiers.*

8 septembre 1342

Original, Arch. mun. F 35.

A sages hommes et discrez, les sergens, baillis et officiers

1. Le titre de gouverneur de Poitou et de Limousin, que prend ici Jourdain de Loubert, semble être à peu près l'équivalent de celui de capitaine souverain pour le roi en Poitou et en Limousin qu'il porte sur des actes du 15 décembre 1341 et du mois de janvier 1342. Voy. ci-dessus n° CCVIII, note, *Arch. hist. du Poitou*, t. XI, p. 266 note, t. XIII, p. 119 note. — 2. Ci-dessus, n° CCCLI. — 3. N° CCCLII. — 4. Guillaume du Pont fut procureur de la commune et maire de Poitiers en 1330, en 1340 et en 1341 : voy. ci-dessus n° CCLXXXIX, note. Il était donc maire le 13 juin 1342, bien qu'il n'en porte pas ici le titre. Il eut pour successeur Guillaume Garreau le 14 juillet 1342. Voy. n° CCLXXVIII, n. 3.

establiz en la chastellenie et ressort de Mirebeau, tant pour monseigneur le conte d'Anjou et du Maine que pour le seigneur dudit lieu de Mirebea, Jehan Barré, garde du seel royaul établi à Poitiers¹, salut et dilection. Comme le maire et commun de Poitiers aient obtenu pour devant nous, en la court du dit seel et par vertuz de lettres obligatoires d'iceli seel seellées, contre Jehan Larchier et sa femme, une sentence diffinitive, par laquelle les diz mariez et lour biens ont esté jugez et condempnez envers les diz maire et commun en la somme de cinquante livres en deniers, et à faire aus diz maire et commun le gariment, accompliment et parfait de plusieurs chouses, à eux par les diz mariez autrefois baillées et promises à garir pour cause de eschange et pour l'obligacion de lour biens, sicomme nous avons veu plus plenerement estre contenu en certaines lettres, du dit seel royaul seellées, et par la dicte sentence ait esté baillé de droit aus diz mayre et commun des biens des diz mariez autrefois pour ceu mis de bouche en main de court, possession et saisine jusques à la somme des dictes cinquante livres, et dit et declairé que aus dictes cinquante livres paier et fere le dit gariment, accompliment et parfait, les diz mariez seront contrains par prinse, vençon et distraccion de lour biens, sicomme plus plenerement avons veu estre contenu en la dicte sentence ; nous vous requérons de par le roy, prions et supplions de par nous, en ayde de droit, vous et chascun de vous, qui sur ceu serez requis, que vous, en et sur les biens des diz mariez et de chascun d'eux, faictes, parfaictes et accomplissez la dicte exequcion des dictes cinquante livres par prise, vençon et distraccion des diz biens... Et en oultre, si vous en estes requis, contraignez les diz mariez, par prise, vençon et distraccion de biens, à rendre et paier aus diz maire et commun ou à leur dit procurour les arrerages deus du temps passé, de sept sextiers de froment à la mesure de Poitiers et de vint et cinq soulds en deniers de rente, en laquelle les diz mariez et leurs biens lour sont tenuz et obligez pour cause du dit eschange²... Donné le dymenche feste de la Nativité Nostre Dame Virge, l'an de grace mil CCC quarante et deux.

1. Jean Barré, qui fut garde du sceau royal de 1333 à 1361, avait été momentanément remplacé dans ces fonctions par Aymar de Beau Puy en 1339 (n° CCCXXXVI) et en 1342 (n° CCCLIV). Voy. n° CCCI n. 1. —

2. Cet échange avait eu lieu en 1333 : il ne subsiste plus qu'une analyse sommaire de l'acte qui le concernait (n° CCXCIII).

CCCLVI

Accord en Parlement entre le maire de Poitiers et Guillaume Odart.

26 juin 1343

Arch. Nat. X^{1a} 9, fol. 387.

Litteras nostras dilectis et fidelibus gentibus nostrum presens Parlamentum tenentibus misisse recolimus sub hiis verbis :

Philippe par la grace de Dieu roys de France, à noz amez et feaulz les gens tenanz nostre present Parlement à Paris, au seneschal de Poitou et à tous nos autres justiciers ou à leurs lieux tenans, salut. Savoir vous faisons que, à la supplicacion de nostre amé et feal chevalier Guillaume Odart, mareschal de nostre bataille, et de sa femme, nous leur avons octroyé et octroyons de grace especial, et au maire et commun de Poitiers, que, en deux causes d'appel entre eulz pendanz en nostre dit Parlement de deux sentences ou pronunciations interlocutoires données contre yceuls mariés, alans adonquez le ball de la fille feu Foucaut de Bauçay et de la dicte femme, et pour les diz maire et commun, ès queles causes nostre droit n'est en riens comprins, se n'est en tant que amendes y pourroit avoir, ou cas qu'il seroit dit par arrest en nostre dit Parlement mal appellé et bien jugié, sicome il dient, il puissent pacifier et accorder sans amende. Si vous mandons et à chascun de vous que contre nostre dicte grace vous ne molestés les dictes parties, mais les en laissiez joir sans contredit ou cas dessus dit. Donné à Montargis le premier jour de jung l'an de grace M CCC XLIII.

Quarum virtute litterarum curia nostra predictis partibus licenciam pacificandi sine emenda concessit super dictis causis et a dicta curia recedendi de consensu partium predictarum. Die XXVI junii¹.

1. Malgré cet arrêt permettant à Guillaume Odart et sa femme de terminer par un accord sans amende leur contestation avec le maire et la commune de Poitiers, ce procès, qui durait déjà depuis 7 ans, n'en continua pas moins plusieurs années encore : car les registres du Parlement renferment deux arrêts de procédure, du 13 mars et du 10 mai 1348, relatifs à la même affaire (Arch. nat. X^{1a} 12, fol. 94 et 203).

CCCLVII

Jehan, évêque de Beauvais, lieutenant du roi, donne acte du serment de féauté prêté devant lui par le maire et les échevins de Poitiers.

12 novembre 1344

A. Original, Arch. mun. C 9. — B. Man. d'Auzance, fol. 44 v°.

Jehan, par la permission divine evesque de Beauvez¹, lieutenant du roy nostre seigneur et de nostre tres chier seigneur Jehan², son aysné filz, du de Normandie, comte de Poitou, d'Anjou et du Maine et seigneur des conquestes faictes ès parties de Lenguedoc et de Xainctonge, au seneschal de Poitou et à touz aufres justiciers et officiers du royaume de France ou à leurs lieux tenans, salut. Savoir faisons que le maire de la commune de Poicliers avecques vint et quatre autres persoines de ses eschevins nous ont fait, ou nom du dit monseigneur le comte serement de feauté, lequel serement nous avons receu, sauvé le droit du roy nostre seigneur, du dit Monseigneur le comte et d'autrui et sanz prejudice des franchises et libertez des diz maire et commun. Pourquoy nous vous mandons et deffendons que, pour cause de serement non fait, vous ne aucun de vous doresenavant ne molestez ne ne travaillez en corps ne en biens lesdiz maire et eschevins ne leur hommes, et si aucune chouse du leur pour ce estoit prise, saisie ou arrestée, si le leur mettez au delivre sanz delay. Donné à Poitiers le XII^e jour du mois de novembre l'an de grace mil CCC quarante et quatre.

Par monseigneur le lieutenant : J. d'Ailly.

1. Jean I^{er} de Marigni, évêque de Beauvais de 1313 à 1347, puis archevêque de Rouen de 1347 à 1351, avait été chargé de la garde des sceaux du 31 avril au 1^{er} juillet 1329 et du 7 septembre à la Saint Martin (*Journaux du trésor de Philippe VI de Valois*, p. 27, 30 n. 3). Il se signala par la part importante qu'il prit à la guerre contre les Anglais depuis 1342, d'abord sur la Garonne et dans l'Agenais, puis en Saintonge. Voy. *Histoire générale du Languedoc*, nouv. éd., t. IX, p. 542, n. 4 ; *Journaux du trésor*, nos 910, 2751, où l'évêque de Beauvais figure comme étant en 1345 lieutenant du roi en Poitou, Saintonge et Limousin et comme ayant commandé l'armée dans la guerre de Saintes en 1345, du 25 août à la fin d'octobre. Guérin ne l'a pas mentionné au nombre des lieutenants du roi en Poitou et en Saintonge, dont il a dressé la liste *Arch. hist. du Poitou*, t. XIII, p. xiv et suiv. — 2. Jean, fils aîné de Philippe VI, né le 26 avril 1319, avait été déclaré majeur le 17 février 1332 et avait reçu en même temps en apanage le duché de Normandie, les comtés d'Anjou et du Maine ; le Poitou lui avait été donné en accroissement d'apanage en janvier ou février 1344.

CCCLVIII

Mandement de Philippe VI au sénéchal de Poitou et au receveur du Roi en Poitou, défendant de contraindre le maire et la commune de Poitiers à payer plus que leur part sur les subsides de 500 livres et de 1.000 livres, imposés pour la guerre¹.

7 février 1345 n. st.

Titre perdu. ANALYSE. Reg. 13, p. 88 (E xxvii).

1. ... le roy Philippes mande au seneschal et au receveur de Poictou ou à leurs lieutenans que, si appert que lesd. maire et commun de lad. ville de Poictiers ont païé leur porcion de cinq cens livres requis par led. seigneur pour le fait des guerres et aussi de mil livres imposez par Jehan Richart (lire sans doute : Guichart) et Giles de la Villeneuve, commissaires de l'arrière ban dud. seigneur, qu'ilz ne seuffrent iceulx contraindre par maniere aucune paier le parfaict desd. sommes. Cette analyse que contient l'inventaire de 1506 paraît avoir un peu altéré les noms des deux commissaires de l'arrière ban : ce sont sans doute M^e Gérard de la Villeneuve et Jean Guichard, que Philippe VI avait chargés en 1339 de lever un subside sur les bonnes villes de la sénéchaussée de Poitou (nos CCCXXXV et CCCXXXVII).

CCCLIX

Lecture de l'ordonnance sur les poissons.

22 février 1345 n. st.

A. Man. Saint-Hilaire, fol. 69 v^o. — B. Reg. 12, p. 413. — C. Coll. Fonteneau, t. LXXIV, p. 506.

¹⁶ Le mardi amprès Reminiscere, l'an mil CCC quarante et quatre, maire sire Guillaume Langlois¹, fut leue ou Marché Vieil, environ heure de prime, aux poissonners et poissonneres de Poitiers et autres poissonners de dehors illecques [venus]², l'ordonnance sur les poissons³ cy dedans contenue,

1. Guillaume Langlois paraît avoir été élu maire pour la première fois en 1343, d'après le témoignage de la plupart des listes, bien que quelques autres portent le nom de Guillaume Garreau, qui était maire l'année précédente. Ce document atteste en tout cas que Guillaume Langlois fut maire du 14 juillet 1344 au 13 juillet 1345. Il fut lieutenant du sénéchal de Poitou de 1348 à 1350, puis de nouveau en 1353 (voy. n^o CCCLXXXVIII). — 2. Les manuscrits portent : *vehue*. Lire : *venus*. — 3. Voy. dans notre tome I^{er}, p. 258 et suiv., cette ordonnance sur les poissons, promulguée le 12 février 1298 par le sénéchal Jean de Saint-Denis, confirmée en mars 1299 par Philippe le Bel (*ibid.*, n^o CLXXIII).

presens Guillaume Lespicer, Gilet Daguson, Pierre de la Chappelle, Guillaume Oliver, clerc, et plusieurs autres, par Huguet de Prahec, clerc de la dite commune, avecques Yteron d'Iversay, sergent d'icelle. Le vendredi precedent, firent le serement les poissonners de poisson sech, qui sont tenuz en une cedule cy dessus.

CCCLX

Lettres de l'abbé de Vendôme, commissaire du roi sur le fait de la guerre, faisant mention « qu'il avoit fait convenir plusieurs nobles du pais de Poictou et chastellenie de Poictiers pour faire aide aud. seigneur en sad. guerre, que les maire, bourgeois et eschevins de lad. ville lui avoient dit et declairé que aucuns estoient de la suyte [de la] commune¹ de Poictiers, et par ce à luy apartenoit² à les contraindre de aider à lad. ville et en avoient privilege ; oy le dit dire, led. abbé a declairé ne entendre desroger ausd. privileges. »

26 juillet 1345

Titre perdu. ANALYSE. Reg. 13, p. 11 (A XXIX).

1. Le manuscrit porte : *de la suyte et commune*. Lire : *de la suyte de la commune*. Vay. ci-dessus n° CCLXXXIII. — 2. D'après Rédet, *Inventaire des archives de la ville de Poitiers*, p. 309, n° 1938 : « *et que par ce il appartenoit au maire de les contraindre* ». Tel paraît être, sinon le texte exact, du moins le sens de l'analyse que donne le registre 13. L'acte notarié du 18 août 1345 (n° CCCLXII) montre que le maire a usé de contrainte à l'égard de personnes de la banlieue qui étaient de la suite de la commune.

CCCLXI

Commission donnée par l'abbé de Vendôme pour lever sur le bourg de Montierneuf et les autres dépendances de l'abbaye la somme nécessaire à l'entretien d'un homme d'armes pendant six mois, suivant l'offre qu'en ont faite les sujets de cette abbaye.

28 juillet 1345

Copie contemporaine, Arch. mun. I 4.

L'abbé de Vendousme, comissaire du roy nostre seigneur en la seneschaucie de Poictou et de Limousin sur le subside

de hommes d'armes, à Jehan Aubereau et Jehan Denis, du bourc de Monstiernuef de Poicters, salut. Comme les hommes du dit bourc de Monstiernuef de Poicters et les autres de leur suite, subgiez du dit moustier et d'aucuns des membres d'icelli, c'est assavoir de Meigné¹, de Premaleist², du prieur de Saint Nicholas³, du prieur de la Chappelle de Moliere⁴, de l'aumosnier d'icelli moustier, du prieur de la Chappelle de Monstreul Bonin⁵ et du prieur de Jalais⁶, nous aient fait ouffrir et octroier de leur bon gré et volonté aider au roy nostre seigneur pour cause de ses presentes guerres de telle somme d'argent comme povent valoir les gages d'un homme d'armes pour six mois, c'est assavoir pour chascun jour six souls, pour les quix six mois, qui sont comptez pour demi an, vallent vint et six sepmaines et ainsi la somme des diz guages pour le temps et au pris dessus diz monte sexante huit livres cinq souls tournois⁷, lequel aide nous avons receu et accepté agreablement pour le dit seigneur. Pour quoy nous vous mandons et comandons et, si mestier est, comectons de par le roy nostre seigneur que tantoust et sanz delay ladicte somme vous impousez bien et loyaument, aus despens raisonnables du commun, sur vous et les diz hommes, appelé à ce le prevoust moine du dit moustier, c'est assavoir sur chascun selon sa faculté, et que vous deputez et puissez deputer autres en lieu de vous, quant bon vous semblera, des subgiez du dit moustier, à vos perils, qui ès chouses contenues en noz presentes letires aient semblable pover, et la dicte somme, quant elle sera impousée, vous ou voz deputez lievez et cuillez de chascun de vous et des diz hommes et à icelle paier les contraignez par prise et detencion de cors et de biens comme pour les propres debtes du roy nostre seigneur et la gardez de par le roy et en son nom en lieu seur à voz perils en telle maniere que vous li en puissez respondre quant le besoign en sera. Et deffendons à vous et touz autres deputez ou à deputer à prendre, impouser et lever le subside ou aide de la cause contenue en la comission du roy nostre seigneur à nous faicte, que en plus il ne contraignent les diz hommes ou aucun de euls, non contrestant quelconque imposition, aide ou subside

1. Migné, canton Nord de Poitiers. Voy. dans notre tome I^{er} les n^{os} IX, XXI. — 2. Les Roches-Prémery, canton de la Villedieu. — 3. Le prieur de Saint-Nicolas, à Poitiers, dépendait de l'abbaye de Montierneuf depuis 1086 (*Arch. hist. du Poitou*, t. I, p. 14). — 4. La Chapelle-Moulière, canton de Saint-Julien-l'Ars. Le prieur, qui dépendait de l'abbaye de Montierneuf, était seigneur du lieu. — 5. La Chapelle-Montreull, canton de Vouillé. — 6. Commune de Béruges. — 7. Cette somme corespond à une solde journalière de 7 sous 6 deniers tournois,

sur euls ou aucun de euls impousé par nous ou par le maire de Poicters ou autre, mesmement comme les diz hommes nous aient fait affermer et dire qu'il ne sont point de la suite du dit maire et commun de Poicters¹. Et de ce faire et ce qui en despent vous donnons povoir et mandement especial, et mandons à touz les sergens et subgiez du roy nostre seigneur que, en ce faisant, iceuls sergens à voz et à voz deputez aident tant comme à leur office appartendra, et les diz subgiez vous obéissent et entendent diligemment. Donné souz nostre seel le jeudi XXVIII^e jour de juillet l'an de grace mil CCC quarante et cinq.

CCCLXII

Acte notarié constatant que diverses personnes de la banlieue de Poitiers ont consenti à payer leur quote-part du subside de 800 livres imposé par l'évêque de Beauvais, lieutenant du roi, sur les habitants de Poitiers et des environs, pour cause des guerres de Gascogne.

18 août 1345.

Original, Arch. mun. E 8.

Apparoisse à touz manifestement par la teneur de cesti public instrument que, le jour du jeudi emprès la meaoust, XVIII^e jour d'aoust, l'an mil CCC quarante et cinq, environ heure de moidi, à Poictiers, en la meson ou ovroier de sage homme Jehan Guischart, bourgeois de Poicters, reigning très haut et très excellent prunpce monseigneur Philippes, par la grace de Dieu roy de France, en la presence de moy, notaire public et des tesmoins ci dessouz escripz, vindrent sage homme Robert Flori, maire de Poicters, d'une partie, et les personnes ci dessouz escriptes, d'autre, et confesserent les dictes personnes, chescune en droit soy, qu'il devoient au roy nostre seigneur pour service en ses guerres certains sergens de pié en la manere qui s'ensuit :

ce qui est l'équivalent de 6 sous parisis. — 8. Plusieurs documents attestent le contraire. Voy. dans notre tome I^{er} les n^{os} CCXXXII, CCLXVIII art 78, CCLXX, et ci-dessus n^{os} CCLXXXIV art. 2, CCCXXII art. 2.

Premièrement, Reignaut Garner, pour lui et ses parçonnners, un sergent.

2. Pierre Lever, pour li et pour ses parçonnners, un sergent.

3. Micheau de Paris, pour lui et pour ses parçonnners, un sergent.

4. Jehan de Forges, alias de Maris, pour lui et pour ses parçonnners, un sergent.

5. La deguerpie Pierre de Maruil¹, pour li et pour ses parçonnners, un sergent.

6. Philippon de la Court, pour lui et pour ses parçonnners, un sergent.

7. Pierre Cousson², pour lui et pour ses parçonnners, accostumé un sergent.

8. Symon Butin³, pour li et pour ses parçonnners, dist qu'il n'en doit que un sergent.

9. Gilet de Maris⁴, pour li et pour ses parçonnners, un sergent.

10. Jehan du Roset, procureur de monseigneur Guillaume d'Aux, sicomme il dit, un sergent pour li et pour ses parçonnners.

11. Aymeri Froment⁵, pour li et pour ses parçonnners, deux sergens.

12. Jehan Itier, cause havans de Henrri des Haies⁶, un sergent pour li et pour ses parçonnners.

13. Jehan Chalemeau, Guiot de Bellefons, Simon Guionnet, Pierre Bardonneau l'aynné, Pierre Bardonneau le jeune, Jehan Rigordeau, Guillaume Daillé, habitans de Bonuil et de Boerie⁷, pour eux et pour leurs parçonnners, quatre sergens.

14. Aymeri de Beruge, pour li et pour ses parçonnners, un sergent.

15. Estienne Clemens, Guillaume Butaut et Jehan Rebourgeau, habitans de Brent, confesserent qu'il doyvent un sergent pour euls et pour leurs parçonnners.

Et le dit maire present protesta de mostrer que les diz hommes doyvent plus de sergens qu'il ne dient.

Les quelles confessions faictes, le dit Jehan Guischart dist telles parolles :

Les pardessus nommez sont à tel accort que, pour ce que le maire et les gens du commun et les habitans de la ville de Poitiers et les autres de dehors la ville, leur suivans, ont finé avec monseigneur l'evesque de Biauveze, lieu tenant du roy

1. Pierre de Mareuil figurait sur le rôle de 1337 (n° CCCXXII art. 37). — 2. Voy. n°s CCLXXXIV art. 17, CCCXXII art. 18. — 3. Voy. n° CCCXXII art. 38. — 4. Voy. n° CCCXXII art. 32. — 5. Voy. n° CCCXXII art. 35 et 42. — 6. Voy. n°s CCLXXXIV art. 18 et CCCXXII art. 19. — 7. Voy.

nostre seigneur, pour cause de ces presentes guerres de Gascoigne, pour cause de aide ou finance, à la somme de huit cens livres monnoie courent, et que le dit maire dit que les diz hommes et pluseurs autres d'environ Poicters doyvent au roy nostre seigneur pluseurs sergens de pié en ses guerres, touteffoiz que le maire et le commun de Poicters et ceuls de leur suite vont en guerres du roy, et aussy doyvent contribuer en toutes tailles par cause de guerres avec les diz maire et commun, touteffoiz qu'il font subsidie ou aide au roy pour cause de ses guerres, et ont accostumé à paier la dicte taille faicte pour cause de guerres, sur eux impousée par le dit maire, touteffoiz que les cas y sont advenuz, et que le dit maire avoit impousé sur chescun qui doit un sergent par la dicte cause sexante souls^s, et que les pardessus nommez ont esté arresté en la ville de Poicters et leurs biens saisi jucques à tant qu'il aient païé les dictes sommes sur eux imposées par le dit maire, sicomme faire le puet par l'ordennance du dit monseigneur l'evesque et autrement ; et dit que le dit maire ouffre à mostrer que les pardessus nommez et pluseurs autres sont de sa suite et ont accostumé à faire les autres chouses dessus dictes, sicomme le dit maire dit, pour fait de guerres, touteffoiz que le cas y est advenu.

Et dist le dit Jehan Guischart qu'il est ainsi accordé par les diz hommes, sanz prejudice d'une partie ny d'autre, que les pardessus nommez, pour cause de la dicte taille ou imposition et sanz prejudice d'une partie ne d'autre, paieront, chescun en droit soy, pour chescun sergent de pié, sexante souls aus commis ou deputez de par monseigneur l'evesque de Biauvez dessus dit ou aus commis ou deputez de par euls, o protestacion et expresse retenue faicte de par euls que le dit paiement ne leur porte prejudice ny acquiere prouffit au dit maire, ne que, pour le dit paiement, il ne approuvent ny confessent qu'il soient de la suite du dit maire, ne qu'il soient tenuz à paier la dicte taille ou imposition par le dit maire impousée, ne qu'il aient accostumé à paier aus tailles ou impositions faictes pour le dit maire pour cause de guerres, ne qu'il soient tenuz ny aient accostumé à aler comme hommes de la suite du dit maire ès guerres du roy nostre seigneur. Et le dit mai-

n^{os} CCLXXXIV art. 14 et CCCXXII art. 15. — 8. En 1337, le taux normal était de 30 sous par sergent pour un subsidie total de 500 livres ; en 1345, pour un subsidie de 800 livres, le maire impose une contribution de 60 sous par sergent, peut-être parce qu'une partie de ceux qui étaient inscrits sur le rôle des hommes de la suite du maire refusaient de payer leur quote-part, prétendant, comme l'abbaye de Montierneuf dans le document précédent, ne pas être de la suite de la commune.

re, pour lui et pour son commun, dist et protesta du contraire, ouffrans à monstrier toutes et chescunes les chouses dessus dictes par li propousées et protestées, et que les pardessus et autres l'ont cogneu et confessé suffisamment.

Les quelles chouses dictes et protestées, gè, notaire public ci dessouz escript, demanday haute voiz et publiquement aus pardessus nommez si le dit Jehan Guischart avoit dit pour euls et s'il le advohoient de ce qu'il disoit ; les quieux distrent que le dit Jehan Guischart avoit dit pour euls et qu'il l'avoient de ce qu'il avoit dit et qu'il fasoient l'accort dessusdit ou les protestacions et reservacions dessus dictes. Et le dit maire fist protestacion du contraire, disans qu'il ouffroit à monstrier tout ce qu'il avoit dessus dit protesté et propousé, tant par fait, confessions, rolles, registres, lettres anciennes, instrument, que autrement dehu qui suffira. De et sur lesquelles chouses les diz maire et hommes demanderent à moy, notaire public ci dessouz escript, à eux estre faiz publiz instrumens.

Ces chouses furent faictes l'an, mois, jour, heure, lieu, reignant que dessus, presens Jehan Gludereau, Jehan Le Maire, Reignaut Poulailier et pluseurs autres tesmoins à ce appelez et requis, etc.

Et ge, Johan Brunea, clerc de la diocèse de Poictou, de l'autorité real notaire public, à toutes et chescunes les choses dessus dictes et faictes fuy presens avec les diz tesmoins en jour et lieu dessus devisez et les oy et les ay fait escrire, empoichez d'autres negoces, et les ay ramené en forme publique et me suys ci subscris de ma propre main et les ay seigné de mon seignet accostumé, à ceu appellé et requis, et suis certains des interlignes, homme, un sergent, et autrement, ny, et raserez ge, et les approuve. (*Seing manuel du notaire*).

Et nous, Johan Barré, portans le seel real à Poictiers establi, à la relacion du dit notaire et certificacion des dictes chouses, le dit seel real que nous portons à cest present instrument avons mis et appousé en tesmoign de verité, l'an et le jour dessus diz.

CCCLXIII

Prise de Poitiers par le comte de Derby.

4 octobre 1346

Lettre du comte de Derby, Robert d'Avesbury, *De gestis Edwardi tertii*, éd. Maunde Thompson, p. 374.

Et l'endemain de seint Michel¹, nous chivacheasmes vers la citée de Peyters, et geusmes une nuyt devaunt la ville de Lysingham, q'est une forte ville, si qe homme la aloit assailler, et feust gaigné par assaut, et le chastel nous feust rendu, q'est un de plus noblez chastels et de plus fortz qe sont garrez en Fraunce od en Gascoigne. Et nous establoims le chastel et la ville et y lessames bien C hommes d'armes et autrez gentz au pié ovesqe eux. Et chivachasmes devaunt la cité de Peyters et lez requerreismes ; mais ils ne voleient rien faire, car il lor sembla lor ville assetz forte et estoient assetz dez gentz. Si qe homme l'assailla, qe feust le proschein mescreddy après le seint Michel, et feust pris par force et toutz ceaux de la ville fusrent pris ou mortz². Et lez seignurs q'estoient

1. 30 septembre. Henri de Lancastre, comte de Derby, lieutenant du roi d'Angleterre dans le duché d'Aquitaine, était parti le 12 septembre 1346 de la Réole pour cette expédition en Saintonge et en Poitou, à la tête de mille hommes d'armes ; il avait pris le jour même Aubeterre, puis le 21 septembre Châteauneuf-sur-Charente, et, huit jours après, Saint-Jean-d'Angély. — 2. Cf. *Chronique de Jean le Bel*, t. II, p. 123 : « Puis se partirent de là et s'en alerent par devant la cité de Poittyers, laquelle ost moult grande et esparsée ; si l'assiegerrent plainement, de premiere venue, puis s'en alerent reposer pour regarder comment ils pourroient exploittier ; si firent baillier assaut là où elle n'estoit pas tant forte. Or n'avoit-il pas dedens assez de gens pour la deffendre, pour quoy elle fut gaagnie par force et plus de VI^e hommes tuez, vigneronz, bouchiers, gens de mestiers ungz et aultres. La cité fut toute corue et robée, esglises brisées, tout y fut gasté. » L'armorial des maires de Poitiers, du XVII^e s., conservé à la Bibliothèque Nationale (Français 20.084), indique le côté où fut donné l'assaut : « Le comte de Derbi, lieutenant pour le roi d'Angleterre en Guienne, vint assieger Poitiers après avoir ravagé tout le Poitou et le prit du côté du pont à Joubert par le moien d'une chaussée de moulin, appelé le moulin à Cornet. »

Plusieurs documents ont conservé le souvenir des ravages causés par des incendies, lors de la prise de la ville par les Anglais, notamment aux alentours du palais, rue de la Porte le Comte, près du carrefour de la Regratterie (Arch. de la Vienne G 1110). Le 25 avril 1350, le chapitre de Notre-Dame-la-Grande accorde une réduction de la rente due par M^e Guillaume Langlois, « nomine et racione liberorum suorum et defuncte Johanne Odone, nuper uxoris sue, in et super quadam domo cum suis pertinentiis, in qua morabantur et morari consueverant defunctus Petrus Choisi, tempore quo vivebat, et Colinus Choisi, clericus,

dedeinz, une evesque³ et bien IIII barouns⁴, quant ils virent la prise de la ville, s'en alerent d'autre part. Et nous y demur-rasmes bien VIII jours.

civis Pictavensis, ejus nepos, sila Pictavis, in vico de Porta Comitis, in parrochia Sancti Desiderii Pictavensis, inter domum defuncti Petri Gaudon ex una parte et domum quam tenere solebat a dicto magistro Guillelmo, nomine quo supra, Aymericus d'Ayron, clericus, ex altera, que quidem domus, cum multis aliis circumvicinis, in captione ville Pictavensis, per combustionem ignis redacte sunt ad aream ac penitus et omnino destructe... » Le 13 août 1350, «*Colinus Choisi, clericus, civis Pictavensis, confessus fuit quod, cum ab olim idem Colinus et sui predecessores tenuissent a venerabilibus viris abbate et capitulo ecclesie Beate Marie Majoris Pictavensis, ad annuam firmam sexaginta solidorum monete currentis, duas domos, sitas in parrochia ecclesie Sancti Desiderii Pictavensis, unam videlicet ab opposito dicte ecclesie et aliam in quadrevio de la Regraterie, juxta domos Johannis Odoneti, que domus per inimicos Anglicos ignis incendio combuste fuerunt et destructe...* » Cf. Denifle, *La désolation des églises, monastères et hôpitaux en France pendant la guerre de Cent ans*, t. II, p. 29.

3. L'évêque de Poitiers était alors Fort d'Aux, qui avait succédé en 1312 à son oncle le cardinal Arnaud d'Aux, et mourut le 8 août 1357 (*Gallia Christiana*, t. II, col. 1191). — 4. Les lettres de Philippe VI du 16 décembre 1347 (ci-dessous n° CCCLXVII) attestent que Poitiers fut défendu par six hommes d'armes : outre les quatre barons qui purent s'échapper, il y avait deux autres chevaliers, qui furent faits prisonniers, Herbert Berlant, seigneur des Halles de Poitiers et Aimery de Rochecouart, seigneur de Mortemart. Cf. *Arch. hist. du Poitou*, t. XIII, p. xxvi, 356.

CCCLXIV

Jacques de Bourbon¹, lieutenant du roi ès parties de Saintonge, Poitou, Touraine et lieux voisins, permet à la ville de Poitiers de lever un barrage ou péage pendant trois ans pour les réparations de la ville.

8 février 1347 n. st.

Titre perdu, ANALYSE. Reg. 13, p. 69 (C xx).

1. Jacques de Bourbon, 3^e fils de Louis I^{er} duc de Bourbon, comte de la Marche, fut lieutenant du roi en Poitou et Saintonge de décembre 1346 à avril 1347, et eut pour successeur son beau-frère Guy, comte de Forez, dont les provisions sont datées du 18 avril 1347. Cf. *Arch. hist. du Poitou*, t. XIII, p. xv, 340, 348, *Journaux du trésor de Philippe VI de Valois*, n° 3004. Connétable de France après l'assassinat de Charles d'Espagne (janv. 1354), il se démit de son office le 6 mai 1356 en faveur de Gauthier de Brienne, duc d'Athènes. Fait prisonnier à la bataille de Poitiers et blessé mortellement à celle de Brignais, il mourut à Lyon le 6 avril 1361.

CCCLXV

Vidimus d'une clause de testament qui attribue aux maire et échevins de Poitiers le droit de présentation à une chapelle.

26 février 1347 h. st.

A. Man. Saint-Hilaire, fol. 83 v°. — B. Reg. 12, p. 425. — C. Coll. Fonteneau, t. XXIII, p. 311.

Univērsis presentes litteras inspecturis, Johannes Barre, civis Pictavēsis¹, gerens sigillum regium apud Pictavis constitutum, salutem in Domino. Noverint universi nos vidisse, tenuisse, palpasse et diligenter inspexisse ac de verbo ad verbum legisse testamentum seu ultimam voluntatem defuncte² Johanne, filie quondam Morini Marescalli relicteque defuncti Rogerii Anglici, condam civis Pictavēsis³, non cancelatum, non corruptum nec in aliqua sui parte viciatum, signo solito Aymerici de Cintillo, presbiteri, curatoris dicti sigilli, notarii et jurati, ut apparebat prima facie, consignatum, in quo testamento seu ultima voluntate clausula, que sequitur, continetur.

Cujus cappellanie et redditus⁴ eidem a me, ut predicitur, assignati dimitto patronatum et presentacionem prima vice post obitum meum⁵. Quicquid sit, infra annum obitus mei predicti eligant et presentent personam ydoneam, quam ipsam in sua consciencia duxerint eligendam. Et postmodo lege concedo et dimitto patronatum seu presentacionem dicte cappellanie majori seu majoribus et scabinis⁶ communltatis Pictavēsis, qui pro tempore fuerint. Qui major seu majores et scabini seu esclavini, tamquam patroni ipsius cappellanie presentabunt prelato, ad quem spectabit⁷ collacio, personam ydoneam de villa Pictavis oriendam. Que persona sic presentata et ad servicium dicte cappellanie assumpta percipiet et habebit⁸ cum suis pertinenciis redditum antedictum, quamdiu legitime secundum ordinacionem meam presentem servierit in eadem. Qui capellanus, qui pro tempore fuerit,

1. Jean Barré était maire de Poitiers pendant cette année 1346-7 d'après le témoignage de quelques listes. Voir ci-dessus n° CCCI n. 1. — 2. *deffuncti* mss. Lire *deffuncte*. — 3. Roger Langlois avait été échevin. Voir n° CCXCI, n. 3. — 4. *redditum* mss. Lire *redditus*. — 5. Ce sont peut-être les héritiers auxquels la donatrice laissait le droit de présentation pour la première fois après sa mort : le texte paraît altéré. — 6. Les manuscrits portent : *et scabino seu scabinis*. Nous supprimons *scabino seu*. Peut-être conviendrait-il de corriger en : *scabinis seu esclavinis* d'après le passage qui suit : *et scabini seu esclavini*. — 7. *spectabat* mss. Lire *spectabit*. — 8. *percipiebat et habe-*

tenebitur celebrare per se vel per aliam personam ydoneam, in dicta capellania, missam ter in septimana pro salute anime mee, parentum meorum et dilectorum Jo. Vaillent et Rogerii Anglici, maritorum meorum defunctorum ».

In cujus rei testimonium, nos, dictus Johannes Barre, sigillum regium predictum presentibus litteris duximus apponendum. Datum die lune post Cathedram Sancti Petri, anno Domini millesimo CCC° quadragesimo sexto.

bat mss. Lire percipiet et habebit. — 9. Ce document dont le manuscrit Saint-Hilaire n'a conservé qu'un texte altéré, n'indique pas l'église où se trouvait cette chapelle. Ce renseignement est fourni par l'Inventaire de 1506 (registre 13), qui donne p. 213 l'analyse suivante d'un titre aujourd'hui perdu : « Le double d'une présentation faicte par les maire et eschevins de la cité de Poitiers, signée J. Petit, faisant mention que lesd. maire et eschevins ont présenté à Mons. le doien de l'église de Poitiers André Pichereau, clerc de la chapelle de Saint Jehan l'Evangelliste fondée et constituée estre desservie en l'église Saint Porchaire de Poitiers par feu Jehanne Vaillante, qui ordonna la présentation et droit de patronage appartenir ausd. maire et eschevins. »

CCCLXVI

Ordonnance de Guy, comte de Forez, lieutenant du roi en Poitou et en Saintonge, pour la défense de Poitiers pendant la guerre.

16 juillet 1347.

A. Original, Arch. mun. E 9. — B. Confirmation par Jean le Bon du 8 octobre 1355, Arch. mun. E 11 *bis*. — C. Copie de la confirmation du 8 octobre 1355 dans les registres de la Chancellerie de France, JJ 84, n° 458, fol. 237. — ÉDITIONS. a. Thibaudau, *Hist. du Poitou*, t. II, p. 410. — b. *Recueil des Ordonnances*, t. IV, p. 168. — c. Guérin, *Arch. hist. du Poitou*, t. XVII, p. 205 (d'après C).

Gui¹, conte de Fouroys², lieutenant du roy monseigneur ès parties de Poictou³ et de Xanctonge⁴, ès ressors et lieux voy-sins, au seneschal et au capitaine et au maire de Poitiers ou à leurs lieux tenans, salut. Come, par la deliberacion de nös-tre conseil et pour la garde et dell'ense de la ville de Poictiers⁵

1. Gui AB, Guy C. — 2. Fouroys A, Forois BC. Guy (ou Gulgües VIII), comte de Forez, qui avait épousé en 1319 Jeanne fille aînée de Louis I^{er}, duc de Bourbon, succéda à son beau-frère Jacques de Bourbon le 18 avril 1347 comme lieutenant du roi en Poitou et en Saintonge. Il eut pour successeur Guy de Nesle à une date qu'on ne peut préciser entre juillet 1347 et le 4 nov. 1349. Cf. *Arch. hist. du Poitou*, t. XIII, p. xv, 348. — 3. Poictou A, Poitou BC. — 4. Xanctonge A, Xaintonge BC. — 5. Poic-

et du pays environ, nous ayens⁶ ordené⁷ et par ces presentes ordennons que, dores en avant, en la dicte ville de Poitiers, les guerres duranz, il ne aura ne tendra on en la dicte ville que trois portes ouvertes pour venir et yssir, et les autres seront tenues closes et fermées, et ne ouvriront point, se n'estoit en cas de tres grant neccessité.

Item, que, à chascune des dictes trois portes, aura par jour, pour la garder, diz personnes notables et convenables de la dicte ville, et les quelles porront avoir la cognoissance de ceuls qui voudront entrer et yssir.

Item, que touz ceuls qui doivent et sont tenuz d'avoir et faire la garde des portes de la dicte ville, et autres qui doivent host et chevauchie, vendront et seront tenuz de venir à la dicte ville pour la garder, touz armez, et, avecques ce, touz les hommes liges et plains seront contrains à ce. Et se venir ne y veulent, l'en prenra leurs biens et les biens à ce obligiez⁸, pour tourner en la reparacion de la dicte ville et à la garde d'icelle et au paiement des gens d'armes, que, en lieu d'eulz, y seront establi; et nientmoins cherront les rebelles en la poine⁹ de encourre et perdre leur fié envers le seigneur.

Item, que les portes et les autres lieux perilheux de la dicte ville seront par plus grant nombre de genz gardez que il n'ont esté ou temps passé.

Item, que toute maniere de gens d'armes et de pié seront touz le jour armez et yront armez parmi la ville.

Item, que aucun houstellier¹⁰, tavernier ne autre ne sera tenuz ne si hardiz de pranre¹¹ ne recevoir en guaige¹² ne en garde aucunes armeures de ceuls qui seront demourans en la ville pour la garder ne d'autres gens d'armes à cheval ou à pié ne leurs monteures. Et se il avient que euls le facent, il perdront le pris pour lequel il auront pris en guaige les armeures, et en coltre encourront en la poyne de soixante soulds, à convertir en la reparacion de la dicte ville.

Item, que toutes manieres de gens habitans en la ville et suburbs de Poitiers seront contrains à euls armer, chescun¹³ selon son estat, c'est assavoir les riches et les puissans de toutes armeures, les moiens de lance, pavays¹⁴ ou goudendat¹⁵ et de cote gaubeziée¹⁶, et les menuz de godendat ou de espée, si et tellement comme yl porront, selon le regart de leurs voisins.

tiers A, Poitiers BC. — 6. ayens A, aiens BC. — 7. ordené A, ordenné BC. — 8. obligiez AB, obligez C. — 9. poine A, paine B, peinne C. — 10. houstellier A, hostelier BC. — 11. pranre A, prenre BC. — 12. guaige A, gege BC. — 13. chescun A, chuscun BC. — 14. pavays A, pavois BC. — 15. goudendat A, goudandel B, godandat C. — 16. gaubeziée A, gambe-

Item, que le clergié et gens d'église, à leurs despens, auront armeures pour leur corps deffendre et les porteront, se il veulent, et si non, il auront gens à leurs despens, chescun en droit soy, qui, de jour et de nuyt, les portera pour la garde de la ville et, se faire ne le veulent, l'on le fera faire à leurs despens ; et avecques ce, seront tenuz de envoyer au gait de nuyt et de jour, à la garde des portes à leur tour, chascun à son jour.

Item, que chascun habitant de la dicte ville, de quelque condition que il soit, aura et tendra à son huys eaues en vesselz, qui tiegnent un costeret de eaue au moins. Et aussi de nuyt auront¹⁷ et tendront chandeille¹⁸ ardant devant leur porte et à la poyne de soixante souls à convertir ès repparacions dessus dictes.

Item, que toute maniere de gens de Poitiers, qui ont heritaiges et benefices en la ville de Poitiers et ès appartenences d'icelle, seront tenuz de y venir demourer ou d'envoyer pour euls [gens]¹⁹ souffisanz pour la garder ; ou se non, l'on penrra²⁰ de leur temporel, fruiz et revenues, selon la faculté des chouses qu'il y auront, pour tourner en la reparation de la ville et pour les despens des gens d'armes, qui en lieux d'eulz y seront establiz.

Item, que les habitans de chescune parroche²¹ de la chastellenie de Poitiers seront tenuz de envoyer certain nombre de sergens, aus despens des parrochiens²² de chescune parroche²³, pour la garde de la dicte ville, et seront armés de cote, de lance et de pavaiz.

Item, que les murs, tours et tournelles de la dicte ville soient reparez, refaiz et mis en bon estat hastivement, pour la deffension de la dicte ville.

Si vous mandons et fermement enjoignons et commettons, et à chescuin²⁴ de vous, sicome à lui appartendra, que vous faciez publier en la dicte ville de Poitiers et par touz les lieux d'icelle, où il est acoustumé de faire tielz²⁵ criz, nostre presente ordonnance et les choses dessus dictes, et que nulz ne soit si hardiz de faire ne attempter aucune chouse encontre nostre dicte ordonnance et sur poyne de quanque il se povent²⁶ melfere envers le dit seigneur. Et faites et accomplissiez toutes les chouses et chescune d'icelles de point en point, sanz rien y muer ne changier, toute faveur arriere mise. De

zie BC. — 17. *de nuyt auront* AB, *auront de nuyt* C. — 18. *chandeille* A, *chandelle* BC. — 19. Mot omis dans ABC. — 20. *penrra* A, *penra* B, *prenra* C. — 21. *parroche* A, *parroiche* BC. — 22. *parrochiens* AB, *parroichiens* C. — 23. *parroche* AB, *parroiche* C. — 24. *chescuin* A, *chascun* BC. — 25. *tielz* A, *tels* B, *telz* C. — 26. *povent* A, *pevent* BC.

ce faire vous donnons plain pouvoir, auctorité et mandement especial par ces presentes lettres, mandons et commettons à touz justiciers et subgiez du royaume de France que, en faisant les choses dessus dictes, vous obeissent diligemment et entendent. Si gardés que chescuin, en droit soi, face et accomplisse ces choses si et par tele maniere qu'il n'en puisse estre repris de negligence.

En tesmoing de la quelle chouse, nous avons fait mettre nostre seel à ces presentes.

Donné à Poitiers, le XVI^e jour de juillet l'an de grace mil trois cenx quarante et sept.

Par monseigneur le lieu tenant. Franc^z.

27. Ces derniers mots ne se trouvent que sur le repli de l'original. Celui-ci est encore muni de son seau de cire rouge, représentant d'un côté un cavalier, de l'autre un écu entouré de ces mots : *Udonis comitis Forensis*.

CCCLXVII

Philippe VI ordonne que la foire de la Pierre Levée se tienne désormais dans les halles appartenant à Herbert Berland, chevalier.

16 décembre 1347

A. Copie contenue dans un mandement de Guy de Mortemer, sénéchal de Poitou, du 8 février 1348, confirmé par Philippe VI au mois d'août 1348, Arch. Nat. JJ 77, n° 184, fol. 101 v°. — B. Copie collationnée du 11 décembre 1478, Arch. de la Vienne H 2, l. 68. — Editions. a. Rédet, *Mém. de la Soc. des Ant. de l'Ouest*, XII (1848), p. 90 (d'après B). — b. Guérin, *Arch. hist. du Poitou*, t. XIII, p. 430 (d'après A).

Philippe, par la grace de Dieu roys de France, au seneschal de Poictou et de Lymosin ou à son lieutenant, salut. Oye la supplicacion de nostre amé Harbert Bellant¹, chevalier, disant que, quant la ville de Poitiers fut occupée par noz ennemiz, où il estoit li sizeme hommes d'armez² pour contrestre

1. Herbert II Berland, chevalier, avait fondé, par acte du 14 août 1345, le couvent des Augustins de Poitiers, sur le Marché vieil. Cf. *Arch. hist. du Poitou*, t. XIII, p. 296. Son père, Herbert I avait obtenu en juin 1321 des lettres d'anoblissement (*ibid.*, p. 72) et en avril 1323 des lettres de Charles IV confirmant le privilège accordé en 1188 par Richard Cœur de Lion à Geoffroy Berland de louer des magasins aux marchands de draps qui viendraient à Poitiers pour la foire de Carême. Voy. notre tome I, n° XXIII, et *Arch. hist. du Poitou*, t. XI, p. 215. Herbert I était mort en 1326, Herbert II mourut en 1357. — 2. Voy.

à noz diz ennemiz, il fut pris et perdit touz ses meubles, qui bien valoient six mile livres, et avec ce a esté mis à grant et excessive rempçon, dont il li a convenu vendre et engaiger de sa terre, et li convendrait à laissier son estat, se par nous ne li estoit pourveu d'aucun remede. Si nous a humblement supplié que, en remuneracion des dictes pertes et dommaiges, et pour soustenir son dit estat, nous li vueillens octroyer que une foire, appelée la foire de la Pierre Levée³, qui a acoustumé estre tenue par deux jours, sept jours entre deux, c'est assavoir le lundi emprés la feste saint Denis et le lundi ensuiuant après, en lieu forain près de la dicte ville, où les gens qui y viennent marchander ne treuvent où habiter ne recueillir leurs denrées ou temps de pluie, soit dores en avant tenue chascun an, par troiz jours continuels, et commainciez le lundi après la Saint Denis, en son herbergement de Poitiers appelé les Hales, ouquel herbergement la foire de mie quaresme est et a acoustumé estre tenue, et qu'il en puisse pranre et avoir tels proffiz et emolumenz qu'il prant en la dicte foire de mie quaresme, c'est assavoir l'ostellage tant seulement, pour lequel hostellage il li convient soustenir en estat les maisons et estaus, où la dicte foire se tient, et nous touz les autres prouffiz et emolumenz, qui ainsi nous vaudroient bien ou temps avenir, chascun an, soixante livres ou environ, et à present ne nous valent que vint et cinq livres. Pour quoy nous vous mandons et commettons que se, appelé nostre procureur en vostre seneschaucie, il vous appert souffisanment de nostre prouffit et autres choses dessus dictes, vous la dicte foire qui souloit estre par les diz deux jours, sept entre deux, faites crier et tenir par troiz jours continuels et commainciez chascun an le lundi après la feste saint Denis, comme dit est, en la ville de Poitiers, en l'herbergement du dit chevalier, appelé les dictes Hales, en la maniere que dessus est dit ; et en ce cas donnez en voz lettres au dit chevalier, seellées du seel de vostre seneschaucie, lesquelles nous confermerons par les nostres toutes foiz que nous en serons requis. Car ainsi le voulons nous estre fait et l'avons octroïé de grace especial. Donné à Paris, le XVI^e jour de decembre l'an de grace mil CCC quarante et sept.

ci-dessus n^o CCCLXIII n. 4. — 3. La foire de la Pierre Levée était appelée au XIII^e s. *nundine Benedictionis Pictavensis*. Voy. notre tome I, p. 189 note 4.

CCCLXVIII

Mandement de Guy, seigneur de Mortemer, sénéchal de Poitou, concernant la foire de la Pierre Levée.

8 février 1348 n. st.

A. Vidimus dans une confirmation royale du mois d'août 1348, Arch. nat. JJ 77, n° 184, fol. 101 v°. — B. Copie collationnée du 11 déc 1478, Arch. de la Vienne H 2, l. 68. — Edition. Guérin, *Arch. hist. du Poitou*, t. XIII, p. 429.

CCCLXIX

Ordonnance du corps de ville relative au luminaire du Cent.

22 mars 1348 n. st.

A. Man. Saint-Hilaire, fol. 83. — B. Reg. 12, p. 425. — C. Coll. Fonteneau, t. LXXIV, p. 543.

Ordenné fut en plain cent, le vendredi avant l'Ozanne XXII^e jour de mars l'an mil CCC XLVII, que Gaillart Sauner¹, G. de Taunay² et Aymeri d'Ayron³ appelleront⁴ devant eulx touz ceulx qui ont receu et non poié, du temps passé, de la luminaire du cent, des sepultures de ceulx du Cent⁵, et sauront que chascun receveur en a receu, afin de le convertir en cergeres du Cent. Et est jour assigné à cest mardi prouchain, et entre deux yront par dessus ou envoieront chès sire G. du Pont⁶ pour querre et avoir les torches ou le demorant des

1. Gaillard Saunier, échevin, figure en 1339 sur une liste de procureurs de la commune (n° CCCXXXVI). — 2. Guillaume de Taunay est cité comme échevin en 1333 (n° CCXCIX) et en 1335 (n° CCCV). — 3. Aimeri d'Ayron, qui figure sur quelques listes comme ayant été maire de 1352 à 1366, le fut certainement tout au moins en 1362 et 1363. Voy. ci-dessous n°s CCCXXVI et CCCXXI. — 4. Les manuscrits portent *appellerent*. Lire *appelleront*. — 5. Sur la confrérie des pairs de la commune et le règlement relatif aux sépultures, voy. notre tome I^{er}, n°s LXIV et CXXXII. — 6. Guillaume du Pont était maire pendant l'année 1340-1341 et avait remplacé Jean Gaboreau, décédé pendant son année de maire en 1339 ; c'est pourquoi les torches ayant servi pour le service funèbre de ce dernier étaient restées chez lui. Voy. n°s CCLXXXIX. note 3, CCCXLVIII n. 1. L'armorial des maires n° 20.084 de la Bibliothèque nationale porte à l'année 1340 : « Guillaume du Pont, maire 2^e fois. Il devint maire par la mort de Guillaume (lire : Jean) Gaboreau

torches, qui furent du service feu Johan Gaboreau¹, qui mourut à Poitiers mayre l'an mil CCC XXXIX.

arrivée dans le tems qu'il étoit en charge ». — 7. Les listes des maires indiquent Guillaume Gaboreau comme ayant été maire en 1339 ; mais il semble qu'il convient de s'en rapporter plutôt au témoignage de ce document, qui donne à ce maire le prénom de Jean.

CCCLXX

Philippe VI ratifie et confirme le mandement de Guy de Mortemer du 8 février 1348, relatif à la foire de la Pierre Levée.

août 1348

Arch. nat. JJ 77, n° 184, fol. 101 v°. — EDITION. Guérin, *Arch. hist. du Poitou*, t. XIII, p. 429.

CCCLXXI

Guillaume Floret¹, châtelain de Gençay, reconnaît avoir reçu, pour le seigneur de l'Isle et de Gençay², de Jean Gabereau³, procureur des maire et commune de Poitiers, 40 sous tournois pour le devoir de l'hommage de l'hôtel de Roche-mieux⁴.

7 novembre 1349

Titre perdu. ANALYSES. A. Reg. 13, p. 147 (K I). — B. Man. d'Auzance, fol. 26.

1. Floret B, Fleuret A. Guillaume Floret, châtelain de Gençay, était sans doute parent de Jean Floret de Gençay, qui afferma la terre de Rochemieux en 1355. Cf. n° CCCC. — 2. La châtelainie de Gençay était passée au XIII^e s. aux seigneurs de l'Isle-Bouchard par le mariage d'Eustache de Douay, dame de Gençay, avec Barthélemy III de l'Isle-Bouchard. Voy. abbé Gauffreteau, *Notice sur Gençay*, p. 64 et ci-dessous n° CCCCXXXII art. 56. — 3. Jean Gabereau figure déjà comme procureur de la commune de Poitiers en 1335 (n° CCCVI), 1336 (n° CCCIX et suiv.), 1337 (n° CCCXX, CCCXXVI), 1338 (n° CCCXXXIV), 1339 (n° CCCXXXVIII). — 4. Commune de Saint-Secondin, canton de Gençay. Voy. notre tome I^{er}, n° CVI, CXIII, CCL et ci-dessous n° CCCXXIX, art. 50 et suiv.

CCCLXXII

Mandat de paiement de 400 livres, délivré à Jean de l'Isle¹, lieutenant du roi, par Flore de Revel² et par Jean Barré, maire de Poitiers, pour la solde des gens d'armes.

18 avril 1350.

Original, Archives des Deux-Sèvres, C 56³.

1. Jean de l'Isle fut capitaine général en Poitou en 1349 et pendant une partie de l'année 1350. Voy. *Arch. hist. du Poitou*, t. XIII, p. xix.
— 2. Pierre Flote dit Floton de Revel avait été nommé capitaine général en Poitou le 10 juin 1348. Cf. *Arch. hist. du Poitou*, t. XIII, p. 397.
— 3. Cette pièce indiquée par Ledain, *Mém. Soc. Ant. de l'Ouest*, 1897, p. 273, manque malheureusement aujourd'hui.

CCCLXXIII

Quittance délivrée par le maire de Poitiers aux religieuses de la Trinité pour la taxe à laquelle elles étaient imposées à cause des réparations de la ville.

30 août 1350.

Original, Arch. de la Vienne, Trinité I. 10.

Sachent touz que nous Jehan Barré, maire de Poitiers, avons eu et reçu de religieuses dames l'abbasse et convent de la Trinité de Poitiers, par la main de Jehan le claver¹ du dit moustier, trente sous monoie courant, pour six semaines deuz à cause des reparacions de la ville de Poitiers², des quex XXX s. nous nous tenons pour bien contens et en quip-tons lesd. religieuses. En tesmoing de verité, nous avons donné ausd. religieuses cest memorial scellé de nostre seel. Donné et fait le penultime jour d'aoust l'an mil CCC cinquante.

1. = portier. — 2. Cette somme de 30 sous pour six semaines paraît correspondre à une imposition de 5 sous par semaine ou de 13 livres par an. La même liasse renferme 4 autres quittances relatives à la taxe pour les réparations de la ville de Poitiers, délivrées toutes les quatre par Jean de la Barre, clerc, procureur de la commune de Poitiers à l'abbesse de la Trinité, pour autant de versements de 60 sous et datées du 12 et du 21 juin 1351, du 13 juillet 1351 et du 1^{er} février 1352. Cette dernière atteste que le maire de Poitiers, du 14 juillet 1351 au

CCCLXXIV

Ordonnance faite en la maison de l'échevinage touchant le métier de sellerie.

18 janvier 1351.

Titre perdu. ANALYSE. Reg. 13, p. 85 (E XII).

CCCLXXV

Mandement de Guy de Nesle, maréchal de France, lieutenant du roi en Poitou, donnant aux habitants de Poitiers 60 livres de bois à prendre en la forêt de Moulière pour réparer les fortifications de cette ville.

19 janvier 1351 n. st.

Vidimus et confirmation par Jean le Bon, du 8 février 1354, Man. d'Auzance fol. 46 v^o.

Guy de Nesle¹, mareschal de France, lieutenant du roy nostre sire ès parties de Poictou, Xaintonge, Lymousin, Engoulesme et Perigort par deça la Dordogne, aux maistres des forest du roy nostre sire en Poictou et au verdier de la fourest de Moulere ou à leur lieutenant, salut. Sçavoir faisons que nous, à la supplicacion du maire et des habitans de la ville de

13 juillet 1352 fut, non Guillaume Garreau, comme l'indiquent quelques listes, mais Guillaume du Pont : *Sachent touz que je, Jehan de la Barre, procureur de honorables hommes le maire et commun de Poictiers, du consentement de mors. Guillaume du Pont, maire en l'an present, ay receu de religieuse dame ma dame l'abbasse de la Trinité, sur ce que elle peut devoir à cause des gardes et reparacions de la dicte ville, seixante soulds monoie courant, desquiez je me tiens pour content. Donné souz mon seign le premier jour de fevrier l'an mil CCC cinquante et un. (Signé :) J. de Barra.*

1. Guy de Nesle, sire de Mello, maréchal de France depuis 1345, avait été nommé capitaine général en Saintonge le 9 août 1349 et était devenu lieutenant du roi en Poitou, Saintonge, etc., avant le 4 novembre de la même année. Fait prisonnier au début d'avril 1351, dans un combat livré près de Saintes, il avait déjà recouvré sa liberté au mois de juin et exerçait encore sa lieutenance en Poitou en septembre 1351. Il fut tué le 14 août 1352 au combat de Mauron en Bretagne. Cf. *Arch. hist. du Poitou*, t. XVII, p. 49, 74, *Chronique normande* (éd. Molinier),

Poictiers, considerans qu'ils ont frayé et mis grandement pour le faict des presentes guerres et que la ville de Poictiers a besoin de reparations, reedifices et renforcements, leur avons donné et donnons, à convertir ès reparation de la dicte ville, soixante livres de bois à prendre en la dicte forest de Molere. C'est à sçavoir quarente livres au lieu appellé la Tousche le Comte² et vingt livres ès autres lieux de la dicte forest, ou lieu appellé la Croix Paré ou au Partuys du Pré, en lieu moins dommageux au roy nostre sire et plus profitable pour la reparation de la dicte ville. Si vous mandons et commettons et à chacun de vous que vous, sans delay, ces lettres veues, leur delivriez et faictes delivrer le dit bois, afin que la dicte reparation ne soit retardée, laquelle chose nous leur avons octroyé de grace special, non contrestant le don à eux autrefois faict par semblable cause par monseigneur Jacques de Bourbon³, lieutenant du roy nostre sire pour le temps. Donné à Poictiers sous nostre seel le XIX^e jour de janvier l'an de grace 1350.

p. 97, 105, 288, 296. — 2. La Touche-le-Comte, partie méridionale de la forêt de Moulière, commune de Bignoux. — 3. Cf. ci-dessus n° CCCLXIV.

CCCLXXVI

Jean le Bon enjoint au sénéchal de Poitou de respecter les libertés des habitants de Poitiers.

26 février 1351 n. st.

Man, d'Auzance, fol. 46 v^o.

Johannes, Dei gratia Francorum rex, senescallo Pictavensi ceterisque justitiariis nostris vel eorum loca tenentibus, salutem. Mandamus vobis et vestrum cuilibet, prout ad eum pertinuerit, quatenus homines et habitatores ville Pictavis in suis justis possessionibus, libertatibus, franchisiis, immunitatibus et saisinis, in quibus ipsos esse suosque predecessores fuisse pacifice ab antiquo inveneritis, manuteneatis et conservetis, non permittentes contra ipsos aut eorum aliquem aliquas fieri vel inferri indebitas novitates ; quas si factas esse vel fuisse in earum praejudicium inveneritis, ad statum pristinum et debitum reducalis seu reduci faciatis indilate, literis subreptitiis in contrarium, impetratis seu impetrandis,

non obstantibus quibuscumque. Datum Parisius sub sigillo nostro, quo utebatur ante susceptum regimen regni nostri¹, die XXVI februarii anno Domini 1350. J. de Vernone.

CCCLXXVII

Jean le Bon enjoint au sénéchal de Poitou et à tous autres justiciers de respecter les privilèges de la commune de Poitiers.

2 mars 1351 n. st.

A. Copie collationnée du 25 octobre 1574, Arch. mun. A 41. — B. Man. d'Auzance, fol. 80 v^o.

Johannes, Dei gratia Francorum rex, senescallo Pictaven-
si ceterisque justiciariis nostris vel eorum loca tenentibus,
salutem. Mandamus vobis et vestrum cuilibet, prout ad eum
pertinuerit, quatenus majorem et communiam Pictavensem
in suis justis possessionibus, privilegiis, immunitatibus, fran-
chisiis, jurisdictionibus, libertatibus et saisinis, in quibus
ipsos esse suosque predecessores fuisse pacifice ab antiquo
inveneritis, manuteneatis et conservetis, non permittentes
contra ipsos aut eorum aliquem aliquas fieri vel inferri inde-
bitas novitates ; quas si factas esse vel fuisse in eorum pre-
judicium inveneritis, ad statum pristinum et debitum reduca-
tis seu reduci faciatis indilate, licetis subrepticiis in contra-
rium, impetratis seu impetrandis, non obstantibus quibus-
cumque. Datum Parisius secunda die Marcii anno Domini
millesimo CCC^o quinquagesimo. J. Chaillou.

CCCLXXVIII

*Relation d'un débat qui eut lieu entre l'abbé de Notre-Dame-
la-Grande, Jean de Lions, et le maire de Poitiers, Jean Bar-
ré, par devant M^e Pierre Quentin, lieutenant du sénéchal
Guichard d'Ars, au sujet du droit d'avoir les clefs de la ville*

1. Jean le Bon avait succédé à Philippe VI le 22 août 1350.

pendant les rogations, et de la sentence du lieutenant du sénéchal.

23 mai 1351.

A. Original, Arch. de la Vienne G 1086. — B. Copie sur papier, du xvii^e siècle, Arch. de la Vienne G 1097. — C. Coll. Fonteneau, t. XX, p. 589.

Apparoisset à touz manifestement par la tenour de cetui present publique instrument, que, en l'an de grace mil CCC cinquante et un, le jour du lundi avant l'Ascencion Nostre Seignour, XXIII^e jour du mois de may, heure de vespres ou environ, ès mesons de l'audience du roy nostre seignour à Poitiers, reigning très excellent prince monseignour Johan, par la grace de Dieu roy de France, et par devant honnorable homme et sage, mestre Pierre Quantin¹, lieu tenant de noble homme monseignour Guichart d'Ars², sire de Tenay, chevalier du roy nostre seignour et son seneschal en Poitou et en Lemousin, et en la presence de nous, notaires publiques et des tesmoigns dessouz escripts, personnelment establiz honnourables hommes mestre Johan de Lions, abbé de l'eglise seculere Nostre Dame la Grant de Poitiers, monseignour Brun de Pomeret, monseignour Hugues de Cerzé, monseignour Regnaut Biguot, chenoignes de la dicte eglise et plusieurs autres chenoignes, prestres et clerics d'icelle, d'une part, et honnorable home Jehan Barré, maire de la commune de Poitiers, d'autre part. Le dit abbé, pour nom de lui et du chapitre de la dicte eglise, dist au dit lieu tenant que eux et leurs predecesseurs, à cause de la dicte eglise, avoient usé et acoustumé checun an à avoir les clez des portes de la ville de Poitiers, enssemblement ou³ la juridicion, prouffiz et esmolemens que le roy nostre seignour a en la dicte ville, dès le jour du lundi avant l'Ascencion, heure de vespres, juques au mercredi ensseguant à la dicte heure de vespres, et en estoient en seisiné et en possession de les avoir et exploiter paisiblement dès si

1. Pierre Quantin fut lieutenant du sénéchal de Poitou de 1350 à 1352 pendant l'administration de Guichard d'Ars : il avait remplacé Guillaume Langlois, mais ne conserva pas ces fonctions sous le successeur de Guichard d'Ars, Régnauld de Gouillons, qui les restitua à Guillaume Langlois. Cf. nos CCCLIX, CCCLXXXVIII, et *Arch. hist. du Poitou*, t. XVII, p. xxxi, 99. — 2. Guichard d'Ars avait succédé à Guy de Mortemer comme sénéchal de Poitou entre le 8 février 1348 et le 22 juillet 1350. Cf. *Arch. hist. du Poitou*, t. XIII, p. xiv, 429, et t. XVII, p. xxix, 90. Il porte encore ce titre le 17 juin 1352 (dom Fonteneau, t. XI, p. 513) ; il devint bailli de Sens avant le 11 novembre 1352. — 3. ou A,

long temps qu'il n'estoit memoire du contraire ; et, à confor-
ter leur dicte seisine et possession et enssegner plus à plain
de leur droit, exhiberent et feirent lire illeques unes lettres,
sentance ou declaracion, saellées, si comme il disoient, du seel
de monseigneur Johan d'Orour, jadis seneschal de Poitou,
fessant mencion, entre ses autres choses, que autresfoiz s'es-
toit sors debbat entre le procurour du roy et le maire et le
commun de Poitiers, d'une part et le chantre et le chapitre
de la dicte ville, d'autre part, pour reson des dictes clez et
juridicion de la dicte ville, et que, faicte enqueste ou infor-
macion sur ce, les parties oyes, avoit esté adjudgée et par ju-
gement aus diz abbé et chapitre la possession des dictes clez
et osté l'ampechement qui mis leur y avoit esté par les diz
procurour du roy et maire et commun, les quelles lettres se
commaincet ainssi en la première ligne : Sachent touz nous
Johan d'Orour, etc., et ainssi se fenisset en la derrere ligne :
le mardi emprès la translacion Saint Nicholas de may l'an
mil CCC diz et huit⁴.

Les quelles lettres leues, requist ledit abbé au dit lieu te-
nant qu'il leur feist bailler et delivrer les dictes clez des dictes
portes de la ville par ledit maire, qui les avoit en garde, ou
autres pour lui, offrans encore à fere autre informacion de
leur dicte seisine et possession et que ainssi l'avoient usé et
acoustumé, si mestier estoit, et, les dictes clez à eux baillées
et eues par devers eux, offroient à les rebailier en la main et
garde du dit maire ou d'autre personne suffisant, qui les gar-
dast pour nom d'eux durant ledit temps, affin que elles fus-
set en plus sezure garde pour le perilh des guerres, ou ce qu'il
ne leur portast⁵ aucun prejudice en temps avenir, qu'il ne les
peusset garder et retenir par devers eux et en leur garde, s'il
voient que feist à fere, et sanz prejudice des droiz et libertez
de leur dicte eglise.

Les quelles chouses ainssi requises, demanda ledit lieu te-
nant audit maire s'il vouloit riens dire pour quoy les diz abbé
et chapitre ne deussent avoir les dictes clez, le quel dist qu'il
auroit conseil ou⁶ ses compaignons ; et, luy revenu de con-
seiller, dist et respondit ledit maire qu'il n'estoit son entante
en aucune manere de cognoistre au diz abbé et chapitre de
avoir droit à avoir les dictes clez, ne de aprouver les dictes
lettres leues, ne le seel dont elles estoient saellées, ne de co-
gnoistre que aucune possession ledit maire ne ses predeces-

(= avec), *oultre* B. — 4. Nous avons publié ce jugement du sénéchal
Jean d'Orour dans notre tome 1^{er}, n° CCLII. — 5. C'est-à-dire à con-
dition que cela ne leur portât. — 6. avec.

seurs leur eussent fait de leur bailler les dictes clez ne de les avoir par leur main, et que aussi n'estoit il pas son entante de les empecher en celle seisine et possession, comme il avoient usé et acoustumé de avoir les dictes clez, disans qu'il ne leur en bandroit nulles par sa main ne n'y si consentoit autrement.

Les quelles chouses ainssi dictes et proposées de ça et de là, fut dit et ordrené par ledit lieu tenant que les diz abbé et chapitre auroient et prendroient les dictes clez des lieux où elles estoient, et que le dit maire le souffreroit et permettroit sanz prejudice du roy nostre seignour, des diz maire et commune ne de leurs droiz, libertez et privileges, ne sanz ce que, pour la dicte prise ou permission, aucun nouveau droit soit pour ce acquis aus diz abbé et chapitre de prendre ou avoir les dictes clez, si, par avant ceste presente ordrenance, n'avoient droit de les avoir, et aussi sanz prejudice des droiz et libertés des diz abbé et chapitre ne de la dicte eglise, ne aussi que, pour cause de la dicte prise et permission, les diz maire et commun en peussent fere ou avoir aucune demande ou accion contre les diz abbé et chapitre ne leur dicte eglise en temps avenir.

De et sur les quelles chouses et checune d'icelles les diz abbé et chenoignes demanderent à nous, notaires publiques dessouz escripz, à eux estre faiz un ou plusieurs publique ou publiques instrumens.

Ces chouses furent faictes en l'an, jour et lieu et reigning que dessus⁷, presens à ce monseignour Johan d'Amour, monseignour Johan de Sainte Oportune, Ytier Barbe, mestre Pierre Coindé, Johan Giraut, mestre Pierre du Lac, Pierre Bruneau, Berthomé Feoper et plusieurs autres tesmoins à ce appelez et requis.

Et je, Jehan Duport, citeien, tabellion publique de l'auctorité du roy nostre seignour, à toutes et checunes les chouses dessus dictes, par la forme et manere que elles furent faictes et dictes, en jour et lieu dessus diz, aveques les tesmoigns dessus nommez, fuy presens et ycelles oy et les ay ramené en ceste publique forme et escript de ma propre main, et cetui present instrument publique ay seigné de mon seignet acoustumé, sur ce prié et requis aveques le seign et subscipcion de Raoul Roy, tabellion de la dicte auctorité roial, ci emprès subscript. (*Seing manuel du notaire.*)

Et je, Raoul Roy⁸, de la cité de Leon, clerc de l'auctorité

7. Le texte de C s'arrête ici. — 8. Voy. n° CCCXXIX, n. 5. Ces dernières lignes sont de la main de Raoul Roy.

real de France, notaire publique, à toutes et chescunes les choses dessus dictes, faictes et dictes en jour et lieu dessus diz, aveques les tesmoigns dessus nommez, fui presens et les oy et me sui ci subscript de ma propre main et ay seigné cest present public instrument, aveques le seignet Johan Duport, tabellion dessus dit de l'auctorité du roy nostre seignour, de mon seignet acoustumé, à œu appellé et requis. (*Seing manuel de Raoul Roy.*)

CCCLXXIX

Jehan de la Barre¹, cleric, procureur des maire et commune de Poitiers, baille à rente perpétuelle toutes les terres de la maison d'Amberre², à la rente de 16 setiers de froment, mesure de Mirebeau, à Jean et Jean Bouchet et autres, Jean Bouchet leur cousin et Nicolas Nobileau³.

17 décembre 1351⁴

Titre perdu. ANALYSES. A. Reg. 13, p. 126 (H IX). — B. Man. d'Auzance, fol. 34.

1. *Jehan de Barra* A, *Johannes de Barra* B. Jean de la Barre porte encore le titre de procureur de la commune sur des actes de 1352, de 1355 et de 1364 (nos CCCLXXXIV, CCCCVI et CCCXXXIII). Il fut garde du sceau royal en 1360, concurremment avec Jean Barré, puis en 1363 et 1364 ; il eut pour successeur Guyon Grassin. Cf. nos CCCXXXI, CCCXXXII, CCCXXXIII, CCCXXXVI, et Rêdet, *Liste des gardes du scel à Poitiers*, Arch. de la Vienne, Man. de la Soc. des Ant. de l'Ouest, n° 245. — 2. Sur ce domaine de la commune de Poitiers à Amberre, canton de Mirebeau, voy. notre tome I^{er}, nos XCVIII, CLVIII, CXCIII, CCXXX, et ci-dessous nos CCCCVI, CCCCVII, CCCXXXII, art. 73-95. *bailla à rente perpétuelle... toutes et chascunes les terres labourables et non labourables et chascunes les appartenances de la maison d'Emberre A, arrentement... de la seigneurie et terres d'Amberre à la reserve de la jurisdiction B.* — 3. *à Jehan Bouchet et autres A, à Jean et Jean Boschet et autres, Jean Boschet leur cousin et Nicolas Nobileau B.* — 4. *L'an mil III^e XLV et XVII^e jour de decembre A, 17 déc. 1351 B.* On peut hésiter, pour la date, entre le témoignage de A et celui de B. Nous croyons devoir préférer le second, parce que Jean de la Barre paraît avoir succédé, comme procureur de la commune, à Jean Gabereau, qui portait encore ce titre en 1349 (n° CCCLXXI).

CCCLXXX

Jean le Bon invite le sénéchal de Poitou à se faire rendre compte de l'emploi des impositions autorisées par son père et par lui pour les fortifications de Poitiers.

4 février 1352 n. st.

Copie insérée dans une commission du sénéchal en date du 17 mai 1352¹, Arch. mun. H 1.

Johannes, Dei gracia Francorum rex, senescallo Pictavensi aut ejus locumtenenti, salutem. Significaverunt nobis graviter conquerendo capitula communitasque et ceteri habitatores civitatis Pictavis, quod, cum carissimus dominus genitor noster, nos et locumtenentes² dicti domini genitoris et nostri eisdem capitulis communitaque et habitatoribus, pro reparacione et fortificacione ipsius civitatis, nemora, imposiciones, taillias et subsidia donassemus, quorum collectores custodesque ipsius civitatis magnam partem in usus alios quam in reparacione sive fortificacione ipsius collocaverunt, pluresque ex habitatoribus dicte civitatis contribuere in dictis tailliis et imposicionibus, ut tenentur, hucusque distulerunt, propter quod dicta civitas, que caput illius patrie esse dicitur et magistra, periculo subjacet et posset ab inimicorum insultibus, sicut alias, faciliter subintrari, nisi breviter de remedio succurratur opportuno. Quocirca, cupientes talibus obviare periculis, vobis commitimus et mandamus quatenus omnes et singulos quos, vocatis evocandis, recepisse, exegisse et levasse de predictis nemoribus, imposicionibus, tailliis et subsidiis inveneritis, ipsos et eorum quemlibet ad reddendum bonum compotum et legitimam rationem de levatis per eos et reliqua prestandum, nec non et illos, qui in dictis tailliis et imposicionibus contribuere hucusque distulerunt, ad contribuendum

1. N° CCCLXXXIII. Bien que ces lettres de Jean le Bon soient antérieures de plus d'un mois à la commission donnée par le sénéchal le 9 mars (n° CCCLXXXI) au sujet des impositions destinées aux fortifications de Poitiers, c'est seulement dans la nouvelle commission adressée par le sénéchal aux mêmes commissaires plus de deux mois plus tard que Guichard d'Ars donne connaissance de ce mandement royal. — 2. Le manuscrit porte en abrégé *locumten*. Nous lisons *locumtenentes*. Il peut être fait allusion à la fois à l'autorisation donnée par Jacques de Bourbon à la ville de Poitiers de lever un barrage pour les réparations (n° CCCLXIV) et au mandement de Guy de Nesle (n° CCCLXXV).

celeriter viriliterque et debite compellatis, quicquid inde receptum fuerit in reparacione et fortificacione converti faciendo. Datum Parisius III^a die Februarii anno Domini millesimo CCC^o L^o primo.

CCCLXXXI

Commission donnée par le sénéchal de Poitou, Guichard d'Ars, à l'official de Poitiers et à plusieurs bourgeois, pour contraindre les collecteurs des impositions destinées aux fortifications de la ville, à rendre compte de leur recette,

9 mars 1352 n. st.

Original, Arch. mun. II 1.

Guichart d'Ars, sire de Taney, chevalier du roy nostre seigneur et [son] ¹ seneschal en Poitou et en Limousin, A noz bien amez honorables hommes et sages, l'official de Poitiers, mestre Jehan Crolleboys et mestre Gui Girart, messire Arbert Berlant [chevalier] ², Jehan Guichart ³ et mestre Guillaume Langlois ⁴, bourgeois de Poitiers, salut et dileccion.

Les habitans de la ville de Poitiers, tant les gens d'iglise que les seculiers, se sont complains à nous griefment en la presence de nobles hommes messire Jehan Richer ⁵ et messire Boussicaut le Meingre ⁶, chevaliers et conseillers du roy nostre seigneur, que, comme, depuis la prinse de la ville de Poitiers, les dictes gens d'iglise et autres habitans de la dicte ville aient fait et impousé sur eux et chascun d'eux plusieurs

1. Ce mot a disparu par suite d'une tache du manuscrit : nous le restituons d'après la formule employée au début de la pièce suivante. — 2. Nous rétablissons ce mot qui a disparu par suite d'une tache. Sur Herbert II Berlant, voy. ci-dessus n^o CCCLXVII n. 1. — 3. Maire en 1324, réélu en 1334, Jean Guichard vivait encore en 1353, peut-être même en 1361. Voy. n^{os} CCXCVIII, CCCIV, CCCV, CCCXC, CCCXXV. — 4. Maire en 1343 et 1344. Cf. n^o CCCLIX. — 5. Jean Richer était déjà conseiller du roi à la fin du règne de Philippe VI. Cf. *Arch. hist. du Poitou*, t. XVII, p. 19, 39. — 6. Jean Le Maingre dit Boucicaut avait accompagné le connétable Charles d'Espagne, envoyé en Poitou en avril 1351 comme lieutenant du roi. Cf. *Chronique normande*, p. 98. Après que Lusignan eut été repris aux Anglais, à la fin de mai 1351, il avait été nommé capitaine de cette place importante. Cf. *Arch. hist. du Poitou*, t. XVII, p. xxiii. Il succéda comme maréchal de France à Jean de Clermont tué à la bataille de Poitiers et fut nommé le 22 mai 1358 lieutenant du roi en Poitou et en Saintonge (*Arch. mun. de Poitiers* C 11). C'est à ce titre qu'il fut chargé en 1361 de remettre à Jean Chandos, commissaire du roi d'Angleterre, les villes et châteaux du Poitou abandonnés par le

tailles et imposicions pour rapariller et fortiffier la dicte ville de forteresses, cloisons, palis et autres reparacions et garnisons d'artillerie neccessaires à la garde, deffense et caucion de la dicte ville, lesquelles tailles et imposicions, faictes et ordennées pour les dictes reparacions et forteresses, certains commissaires et deputez de noz predecesseurs, seneschals et autres, ont levé, cuilli et receu, et toutes les sommes des dictes tailles receues n'ont pas torné ny converti aus dictes reparacions, en que que soit, n'ont pas fait n'y fait faire tant de reparacions et edifices à la cloison de la dicte ville comme monte la quantité de deniers qu'il ont receu et levé des dictes tailles pour ces¹... et nul compte de la recepte qu'il en ont fait n'ont rendu, combien que plusieurs fois en ont esté sommé et requis et touz jours en ont esté delaïans et refusans [pour les] quex chouses les reparacions et forteresses de la dicte ville sont retardées ny en aucune partie de la dicte ville ne sont acomplies, combien que en pluseurs²... et le palis ou partie d'iceli ordonné aus dictes cloisons abatu et mis à terre. Dont pluseurs mals et inconveniens, perils et dommages pourroient venir, que Dieux ne vuille, au roy nostre seigneur, à la dicte ville et à tout le païs, si briefment sur ce n'estoit pourveu de remede convenable. Pour quoy, nous, considerans les chouses dessus dictes, confians à plain de voz sens, loyauté et bonne diligence, vous mandons et comandons et an trois de vous de chascune condicion comectons, que vous, touz ceux que vous pourrez trouver et savoir, qui aucune chouse des dictes tailles et imposicions auront levé et receu, appelez et faites apeller par devant vous ou les trois de vous, et iceux contraignez par toutes voies raisonnables à rendre compte de touz les deniers qu'il en auront [pris], levé et receu, et à rendre et paier ce que le compte les reprendra les contraignez par prinse, vente et distraction de leur biens et par arrest et detencion de cors, ainsi comme il est acostumé à faire par les propres debtes du roy nostre seigneur. Et aussi contraignez et faites contraindre touz ceuls qui des dictes tailles et imposicions faictes pour les dictes reparacions devront, à paier ce qu'il en devront. De ce faire vous donnons plain pouvoir et especial comandement et de tout ce que vous en aurez fait nous certifiez par vos lettres. Mandons à touz les subgiez du roy nostre seigneur que à vous et à chascun de vous sur ces chouses obeissent et entendent diligentment. Donné à Poictiers, souz le seel de la seneschaucie, le IX^e jour de Mars l'an mil CCC cinquante et un.

traité de Brétigny (n° CCCCXXV). Il mourut le 15 mars 1368. Cf. Froissart, éd. S. Luce, t. VII, p. LXXII. — 7. Quelques lettres illisibles. — 8. Quatre ou cinq mots illisibles.

CCCLXXXII

Sentence du sénéchal de Poitou déclarant ne pas vouloir porter préjudice à l'exercice de la juridiction des doyen et chapitre de Saint Hilaire dans les limites de leur bourg et leur restituant un accusé que les gens du roi y avaient arrêté.

31 mars 1352.

Vidimus du 16 mars 1427, Arch. de la Vienne G 639.

Sur ce que le procureur de honnourables hommes le doyen et chappitre de Saint Hillaire le Grant de Poitiers disoit que les gens du roy nostre seigneur avoient prins ung homme appelé Jehan Bonet de Jazeneuil dedans les fins et metes de leur bourg de Saint Hillaire¹ et ouquel ilz ont toute justice haulte, moyenne et basse, et disoit que led. Jehan Bonet prins pour cas de crime en la terre desd. honnourables nous luy devions rendre et restablir afin d'en faire telle punition, si le cas le requeroit, si comme raison donnast, nous, oye lad. requeste, avons dit et declairé aud. procureur qu'il n'est pas nostre entende que aucun prejudice soit fait ou engendré ausd. honnourables qu'ilz ne puissent joir et user de leur dicte justice et juridiction haulte, moienne et basse pour cause de lad. prinse et non obstant celle, ny aucun droit acquis au roy nostre seigneur pour cause de lad. prinse et dud. homme prins, comme dit est, avons baillé restitution au dit procureur. Donné durant les assises de Poitiers le samedi avant l'Osanne, present Jehan du Port, substitut du procureur du roy et Jehan de Poitiers, procureur desd. honnourables, l'an de grace mil IIIc LII².

1. Sur les limites du bourg de Saint-Hilaire, voy. notre tome I, p. 17 n. 3, 29 n. 1, 90 n. 1. Sur la juridiction de ce bourg, cf. *ibid.*, n° LIV. —

2. Le 31 mars 1352, d'après le style de l'Annonciation en usage à Poitiers : ce serait le 16 mars 1353 en style de Pâques.

CCCLXXXIII

Nouvelle commission adressée par le sénéchal aux commissaires désignés par lui le 9 mars précédent.

17 mai 1352.

Original, Arch. mun. II 1.

Guichart d'Ars, sires de Taney, chevalier du roy nostre seigneur et son seneschal en Poictou et Limosin, A noz amez les commissaires autrefois de nous donnez, contenus ès lettres aus quelles ces presentes sont annexées, et à maistre Pierre Daillé et Philippes Gilier¹, salut. Nous avons receu les lettres de nostre dit seigneur, contenant la forme qui s'ensuit : (*Lettres du roi Jean du 4 février 1352.*)

Par vertu des quelles lettres, nous vous mandons, commectons et à deux de vous que les chouses contenues ès dictes lettres et noz autres lettres aus quelles ces presentes sont annexées, vous accomplissiez de point en point selon le contenu d'icelles. Mandons à touz que à vous sur ce obeissent et entendent diligemment. Donnée à Poletiers souz nostre scel le XVII^e jour de may l'an mil CCC cinquante et deux.

CCCLXXXIV

Transaction entre le procureur de la commune, Jean de la Barre, le procureur de Savary de Vivonne et Herbert Pouvreau, au sujet d'une rente de six livres constituée par ce dernier au profit de la ville sur son hôtel de Forges.

20 juin 1352

Original en double expédition, Arch. mun. F 36.

A touz ceulx qui cestes presentes lettres verront, Johan Bar-

1. Philippe Gillier, d'abord simple hôtelier à Lussac, avait été nommé en 1349 receveur de Poitou et de Limousin. En 1354, poursuivi par la Chambre des Comptes pour un grand nombre d'exactions, il obtint des lettres de grâce moyennant certaines restitutions. Cf. *Journaux du trésor de Philippe VI de Valois*, n° 2063 (Philippe Gillier y figure au compte de juillet 1349 comme receptor Pictavensis), *Arch. hist. du Poitou*, t. XVII, p. 91, 96, 165. Il fut ensuite trésorier du Dauphiné et était trésorier de France en 1360 (*Coll. Clairambault*, reg. 53, p. 4025). En janvier 1367, des lettres de Charles V lui donnaient quittance, moyennant 4.000 francs d'or, des sommes qu'il pouvait redevoir au roi et l'absolvaient des malversations qu'il avait pu commettre dans l'exercice de ces charges (*Arch. hist. du Poitou*, t. XVII, p. 341).

ré, portans le seel real establi à Poicters, salut en Dieu Nostre Seigneur. Sachent touz que, pour davant nous en droit personnellement establi, Johan de la Barre, clerc, procureur de honorablez homes le maire et commun de Poicters, avans pouvoir par sa dicte procuracion, de la quele la tenour est dessouz de mont à mont escripte¹, de transiger, pasciscer et acorder, d'une part, et messire Lucas Helion, prestre, procureur de noble home monseigneur Savari de Vivone, chevalier, sires de Tors, avans semblable pouvoir par sa procuracion², de la quele la teneur est dessouz escripte de mont à mont, d'autre, et Harbert Pouverea, escuyer, d'autre, ont cogneu et confessé les dictes parties que, come contens ou controverse fust esmeu entr'eulz sur ce : c'est assavoir que le procureur desdiz honorablez disoit et propousoit que ça en arrières ledit Harbert Pouverea et feue Johanne Gorraude, damoyselle, sa feme, fille de feue Gillete, fille de feu Guillaume de Neufville, jadis bourgeois de Poicters, avoient vendu perpetuellement pour eulz et pour les leurs aus diz honorablez et à leurs successeurs, pour certain priz d'argent à eulz palé, doze livres moitié en blé et moitié en deners, de annuele et perpetuele rente, sicome par lettres royaulz apparroissoit³, de laquele rente fu retrait par lesdiz vendeurs la moitié tant en blé que en deners, et laquele rente lesdiz mariez asseyrent et assignerent à perpetuité en et sur leur arbergement, et appartenances de celui, nommé Forges, assis à Poicters et sur touz et chescuns les autres biens desdiz mariez, quelque part qu'il fussent et coment qu'il soient appelez, assis à Poicters et ailleurs, sicome es dictes lettres est contenu ; et de la dicte rente de six livres fussent choiz plusieurs arrerages de blé et de deners ; et pour tant eust requis ledit procureur desdiz honorablez estre faicte exequution en et sur les biens dessus diz especlaument obligez.

Le procureur dudit noble, auquel les dictes chousses estoient depuis venues⁴, disant ledit noble non estre tenu à paier les

1. La procuracion générale donnée par les maire et commune de Poitiers à Joan de la Barre, qui est insérée à la fin de cet acte, est datée du vendredl après la Saint Cyprien 1351, *die mensis nostr'*. Les cent pairs se réunissaient une fois par mois, le vendredl. Voy. notre tome 1^{er}, p. 90 n. 5, et ci-dessus n^{os} CCXCI et CCCLXIX. — 2. La procuracion de Savary de Vivonne, en date du 18 avril 1352, qui fait suite à la précédente, établit comme ses procureurs généraux monseigneur Harbert Berlant, chevalier, mestre Guillaume Langlois, mestre G. du Pont, Savari Boylayve, Joh. Gluderoa, Guillaume Porcea, monseigneur Lucas Helion, prestre, Johan Berlant et chascun d'eulz. — 3. Nous ne possédons plus que l'analyse de cet acte du 30 mars 1333 (n^o CCXCVI). — 4. Savary de Vivonne avait acquis l'hébergement de Forges en 1338 pendant qu'il était capitaine souverain pour le roi en Poitou et cette acquisition avait été ratifiée par Philippe VI de Valois en août 1339. Cf. *Arch. hist. du*

dictes six livres de rente et arrerages, d'icelles par plusieurs raisons qu'il declaroit ; à la parfin, que il ont transigé, pacifié et acordé, transigent, pacifient et acordent entr'eulz en la forme et manere qui s'ensuyt : c'est assavoir que, pour les dictes six livres de rente en blé et en deners et pour touz les diz arreragez, le procureur du dit noble baillet, lesset, assoist et assignet ausdiz maire et commun et à leurs successeurs, diz et sept livres en deners de rente, et ledit Harbert vint sous en deners de rente, en la manere et sur les personnes et chouses qui s'ensuyvent :

Premièrement, le procureur dudit noble, sur un banc à boucher assis en la Boucherie de Poicters⁵, que tient Philipom Jaques, quatre livres⁶ ; — sur certaines vigneux assises à Parigné⁷, que tient Johan Mesnager barber, vint soulz⁸ ; — sur une meson assise en l'Aguillerie⁹ à Poicters, que tient Johan de Limors, cordoaner, trente soulz¹⁰ ; — sur Philipom de Tiffauges, soyssante soulz¹¹ ; — sur la place et meson de Guillaume de Vernuyl et des hoirs feu Michea de Nantoil, assise en la Nonerie de Poicters, quatre livres ; — sur la meson à la Ravarde et autres chouses que tient son gendre et sa fille, assises à Poicters en la Nonerie, trente soulz ; — et sur mesons que souloit tenir Philipom de Tiffauges, assises à Poicters en la parroisse Saint Michea, devant les mesons feu Gervays de Tiffauges, quarante soulz ; — et ledit Arbert paiera par sa main ou fera paier par autres ausdiz maire et commun lesdiz vint soulz de rente, juques à tant qu'il les ait ausdiz maire et commun assis suffisanment, et il seront tenuz de prendre la dicte assiete et assignacion.

Des quelles diz et huit livres de rente, ledit Arbert a promis bailler les lettres au procureur desdiz honnorablez, et fera le procureur dudit noble promettre à Philipom de Tiffauges, à Guillaume de Vernoil et aus hoirs Michea de Nantoil rendre et paier chascun en droit soy, par tant come sur eulz est assis, ausdiz maire et commun, les rentes dessus dictes et ycelles ledit noble et le dit Arbert et chescun d'eulz parferont et feront valoir les dictes somes juques à diz ans pourchainment venanz seulement, et faire ausdiz maire et commun bon et

 Poitou, t. XIII, p. 159.

Poitou, t. XIII, p. 159. — 5. La rue actuelle des Vieilles-Boucheries conserve le souvenir de l'emplacement de cette ancienne Boucherie de Poitiers. — 6. Cette rente de 4 livres figure sur l'état des rentes et domaines de la commune de Poitiers dressé en 1364 (ci-dessous n° CCCCXXXII, art. 23). — 7. Parigny, village détruit, commune de Saint-Benoît. — 8. Cette rente figure sur l'état de 1364, art. 31. — 9. Ancien nom de la rue Gambetta actuelle. Voy. notre tome 1^{er}, p. 110 n. 3. — 10. Voy. état de 1364, art. 5. — 11. Voy. état de 1364, art. 6 et 8.

perpetuel gariment des dictes rentes ainci baillées, vers touz et contre touz, de touz et chascuns empeichemens quiescunques, sur l'obligacion des chouses contenues en lettres obligatoires des diz maire et commun, lesquelles demourent en force et vertuz quant au parfait des diz ans dessus diz et au gariment des dictes sommes. Et porront lesdiz maire et commun venir par exequucion sur les autres biens contenuz en dictes lettres des dictes six livres de rente, quant au dit parfait, durant le temps desdiz diz ans ; et sera creu le procureur desdiz maire et commun du deffaut du parfait et de sa diligence par son serement, sanz autre preuve. A avoir, tenir, posséder, demander, exploicter, requerre, lever et recevoir les dictes diz et huit livres ainci baillées et à faire d'icelles par lesdiz maire et commun leur plaine, franche, delivre, paisible et perpetuele volonté... En tesmoingn des quix chouses ledit seel à ces presentes lettres originaument triplées avons mis et appousé. Donné, fait et jugé presens Pierre de Fourest, Guillaume Chauverea, Guillaume du Pont, mestre Guillaume Langloys, Johan Audrant, Johan Gluderea, Guillaume Gargoillea, Pierre Lebesson, Raoul Roy, Hugues de la Roche, nous, Johan Barré dessus dit et pluseurs autres, le jour de mercredi avant la feste de la Nativité Saint Johan Baptiste l'an de grace mil CCC cinquante et deux.

CCCLXXXV

Arnoul, sire d'Audrehem¹, maréchal de France, lieutenant du Roi, autorise les habitants de Poitiers à lever un droit de barrage pendant trois ans pour en affecter le produit aux réparations et fortifications de la ville².

20 juin 1352

Titre perdu. ANALYSES. A. Reg. 13, p. 61 (C 1). — B. Man. d'Auzance, fol. 26 v^o.

1. Arnoul d'Audrehem, né vers 1305, mort en décembre 1370, était devenu maréchal de France en juin 1351 et exerçait depuis le commencement de l'année 1352 la charge de lieutenant du roi dans les pays entre Loire et Garonne : en juin 1353, il était lieutenant du roi en Normandie. Cf. Em. Molinier, *Etude sur la vie d'Arnoul d'Audrehem*, p. 26, 30, Arch. hist. du Poitou, t. XVII, p. xvii. — 2. Cf. n^{os} CCCLXIV, CCCLXXX, CCCXCIV.

CCCLXXXVI

Arnoul, sire d'Audrehem, lieutenant du Roi, à la requête des maire et échevins de Poitiers, leur donne un vidimus des lettres royaux du 22 mars 1329, pour leur tenir lieu de l'original perdu lors de la prise de la ville.

7 janvier 1353 n. st.

A. Original, Arch. mun. F 34. — B. Copie contenue dans le mandat d'assignation donné par le lieutenant du sénéchal le 13 février 1353, Arch. mun. F 34. — C. Lettres de Jean le Bon du 8 février 1354, Arch. mun. F 34.

Arnoul, sires d'Odenehan, mareschal de France, lieutenant du roy messire ès pais d'entre les riveres de Loyre et de la Dourdonne, aus seneschauls de Poictou, d'Anjou, Xaintonge, au baillif de Touraine ou leurs lieutenanz et à touz autres justiciers, salut. Oye la requeste du maire et eschevins de Poictiers, que le roy messire, que Dieux absouille, leur donna ses lettres directes à vous dit seneschal de Poictou, et d'icelles userent paravant la prise de la ville de Poictiers, sicome par lettres de voz predecesseurs, seellées du seel de la seneschau- cie de Poictou, nous est apparu, duquel user et de la vision des dictes lettres nous sommes informez à plain et des quelles lettres la teneur s'ensuit : (*Lettres royaux du 22 mars 1329* ¹.)

Et comme lesdiz maire et eschevins ou leur procureur nous aient fait foy que l'original des dictes lettres fut perdu en la prise de la ville de Poictiers par fait de guerre², à la quelle nuls ne pouvoit resister, et qu'il des dictes lettres aient usé nous soit apparu par lettres des predecesseurs de vous dit seneschal de Poictou, nous mandons et connectons à vous dit seneschal de Poictou ou à vostre lieutenant, que selon la forme et teneur des dictes lettres du roy messire, que Dieux absouille, ci dessus incorporées, sicome par ledit original, vous procedez et alez avant ès causes et negoces des diz maire et eschevins, non contrestant la perte dudit original des dictes lettres pour la cause dessus dicte, de quoy nous, de grace especial, les relevons pour les causes dessusdictes, et non obstant lettres subreptices empetrées ou à empetrer au contraire non fesans mention de ces presentes.

Et nous mandons à vous, seneschauls, bailliz dessusdiz et

1. Ci-dessus n° CCLXXXI. — 2. 4 octobre 1346 (ci-dessus n° CCCLXIII).

à touz autres justiciers, officiers et subgiz du roy messire, que à vous dit seneschal de Poictou et à voz lieuxtenanz, deputez ou à deputer de par vous sur ce, obeissent et entendent diligement.

Donné à Poitiers souz nostre seignet en l'absence de nostre grant seel, le VII^e jour de janver l'an de Nostre Seigneur mil CCC cinquante et deux.

Arnoul³.

— 3. Signature autographe.

CCCLXXXVII

Arnoul, sire d'Audrehem, lieutenant du Roi, accorde aux habitants de Poitiers cent livres de bois à prendre en la forêt de Moulière pour les réparations de la ville.

7 janvier 1353 n. st.

Confirmation par Jean le Bon du 8 février 1354, Man. d'Auzance, fol. 105 v^o.

Arnoul, sire d'Odenehen, mareschal de France, lieutenant du roy nostre sire es pays d'entre les rivières de Loire et de la Dordogne, au maistre des forests du roy nostre sire en Poictou et en Xaintonge ou à son lieutenant, salut. Sçavoir faisons que nous, à la supplication du maire et habitans de la ville de Poitiers, considerans qu'ils ont frayé et mis grandement et font chacun jour pour le faict de ces presentes guerres et qu'ils ont commencé en lad. ville plusieurs reparations dont il est besoing, lesquelles reparations ils ne peuvent parachever sans l'ayde de mondit seigneur, leur avons donné et octroyé, donnons et octroyons, pour convertir es dictes reparations, cent livres de bois à prendre en la forest de Moliere ou lieu appellé la Tousche le Conte, auprès du bois à eux autrefois livré pour don à eux faict pour semblable cause¹, au moins dommageux du seigneur et plus profitable pour lesd. reparations. Si vous mandons et mettons que vous, sans delay, ces lettres veues, leur bailliez et delivriez lesd. cent livres, afin que lesd. reparations ne soient retardées, laquelle chose nous leur avons octroyé de grace special, non contrestant les dons

1. Cf. ci-dessus n^o CCCLXXV.

à eux autrefois faicts par le roy nostre sire ou ses autres lieutenans pour semblable cause, et mandemens, ordonnances ou defenses au contraire. Donné à Poictiers sous nostre signet en l'absence de nostre grant seel, le 7^e jour de janvier l'an de grace 1352.

CCCLXXXVIII

Mandat d'assignation donné par le lieutenant du sénéchal contre Herbert Berland, chevalier, et plusieurs autres, à la requête du maire de Poitiers.

13 février 1353 n. st.

Original, Arch. mun. F 34.

Guillaume Langlois¹, lieutenant de noble et puissant messire le seneschal de Poitou et de Limosin et commissaire en ceste partie de très noble et puissant messire Arnoul, sires d'Odenehan, mareschal de France, lieutenant du roy nostre sire es pais d'entre les rivières de Loyre et de la Dourdonne, à Huguet de la Vallée, Estiene de Milli, Richart Luyler, Denis Morchoyne, Jehan de l'Escelle, Jehan Boylesve, Nicholas Grant, Jehan Verrer, Guyon de Peruse, Pierre de Plesance, Philipon Loyetart, Pierre de Brie, Guillaume Angelier et à touz les autres sergens du roy nostre sire, salut. Nous avons receu les lettres du dit très noble contenant la forme qui s'ensuit : (*Vidimus donné par Arnoul sire d'Audrehem le 7 janvier 1353².*)

Par la vertu des quelles lettres, nous vous mandons et comectons et à chascun de vous, que vous adjornez par devant ledit monseigneur le seneschal, son lieutenant ou commissai-

1. Guillaume Langlois, déjà lieutenant du sénéchal de Poitou sous Guy de Mortemer en 1348, avait été privé de cet office par Guichard d'Ars, qui l'avait remplacé par Pierre Quentin. Régnauld de Gouillons, qui avait succédé à Guichard d'Ars comme sénéchal de Poitou vers la fin de 1352, lui avait restitué ces fonctions. Cf. *Arch. hist. du Poitou*, t. XVII, p. xxxi, 99. — 2. N° CCCLXXXVI. Ce mandat d'assignation étant fondé sur les lettres de Philippe VI de Valois du 22 mars 1329, vidimées par Arnoul d'Audrehem, en vertu desquelles le sénéchal de Poitou devait contraindre les débiteurs des rentes léguées à la commune par Guillaume Gabet à payer ces rentes avec leurs arrérages, on peut en conclure que Herbert Berland et les autres personnes énumérées ici comme devant être ajournées devant le sénéchal étaient au nombre des débiteurs de ces rentes et étaient en retard pour les payer.

re, à Poitiers, à certain et compectent jour ou jours, dont vous faictez relacion, messire Arbert Bellant, chevalier, tant en son nom comme tuteur de ses enfans, maistre Jehan Lambert, comme tuteur ou curateur des enfans feu Guillaume de Vaux, ou les diz enfans, s'il sont hors de tuterie, Mascé Bernart, Laurens Bellant, Aymeri de la Chese, ledit Tribert, Perrot de Chauvigné, la femme Jehan Singereo et ledit Jehan pour li donner pover et auctorité, et touz autres que le procureur desdiz maire et commun vous requerra, pour venir voier acomplir le contenu desdictes lettres et pour proceder et aler avant ès demandes desdiz maire et eschevins, selon procès demenez et herremens, des quieux il porra apparoir, et faire et recevoir en oultre ce que reson donra...
Donné à Poitiers souz nostre seel en l'absence du seel de la seneschaucie, le XIII^e jour de fevrier l'an mil CCC LII.

CCCLXXXIX

Consentement donné par Régnault de Gouillons, chevalier, sénéchal de Poitou et de Limousin, à la permission accordée par le maire et la commune de Poitiers à Guillaume Rossignol de faire édifier des moulins sur un bras du Clain.

26 avril 1353

A. Confirmation par le roi Jean le Bon de mai 1354, Arch. de la Vienne E 6, l. 5. — B. Copie de la confirmation par Jean le Bon sur les registres de la Chancellerie royale, Arch. nat. JJ 82, n^o 170, fol. 116. — EDITION. Guérin, *Arch. hist. du Poitou*, t. XVII, p. 147.

CCCXC

Le maire et la commune de Poitiers permettent à Guillaume Rossignol de faire édifier des moulins à blé ou à tan sur un bras du Clain traversant sa propriété.

30 avril 1353

A. Confirmation par le roi Jean le Bon de mai 1354, Arch. de la Vienne E 6, l. 5. — B. Copie de la confirmation par Jean le Bon, Arch. nat. JJ 82, n^o 170, fol. 116. — EDITION. a. Guérin, *Arch. hist. du Poitou*, t. XVII, p. 144 (d'après B).

A touz ceuls qui orront et verront ces presentes lettres, le maire et le commun de Poitiers, salut en Dieu Nostre Seigneur perdurable. Sachent touz que, come le cours de l'ayve du Clen passans parmi les murs de la ville, près de la tannerie Guillaume Rossignol¹, assise à l'opposite du Pré l'Abbasse², près de la tour des moulins Bajon, eust pris et eslargi son cours si près et au lonc des diz murs que ladicte ayve les avoit si degasté et cavé que les diz murs estoient en peril de choir en ruyne, pour le quel peril eschiver, nous à qui il appartient la garde, gouvernement et regart de la dicte ville, des murs et forteresses d'icelle, eussions fait destorner ledit cours de la dicte ayve et esloigner des diz murs, ainssi que³ la dicte ayve ne pouvait plus empirer les diz murs, et fait donner son dit cours par un pré du dit Guillaume Rossignol et en son dohaine, si comme faire le povoions pour la dicte garde des diz murs et forteresses, et aiens⁴ fait receper et rappariller les diz murs, que la dicte ayve avoit cavé et empiré, comme dit est ; pour les quelles reparacions a convenu faire pluseurs grosses mises et despens. Et le dit cours ainssi donné, le dit Guillaume nous ait requis que nous vousissièns souffrir lui édifier ou dit cours et sur le dit cours un où pluseurs moulins⁵ à blé ou à tan, en son dit domaine. Nous, pour savoir s'il seroit prouffit ou domage à nous et aus autres habitans de ladicte ville, appelez avecques nous honorable homme et sage maistre Guillaume Langlois, lieu tenant de monseigneur le seneschal de Poitou, Jehan Guischart⁶, Guillaume du Pont⁷, Pierre Caillateau⁸, Robert Florie⁹, Pierre Le Besson, Huguet de la Roche¹⁰, Jehan Régnaut¹¹, Colas de Lile, Pierre Le Rousseau, Guillaume Bajon, bourgeois et habitans de ladicte ville, et pluseurs autres ha-

1. Guillaume Rossignol était en 1337 collecteur de la paroisse Saint-Cybard (n° CCCXXIII) ; en 1364, sa tannerie était passée à Philippon Jacques (n° CCCCXXXII, art. 22). — 2. Le Pré l'Abbesse, qui s'étend entre le Clain et le boulevard Bajon actuel, appartenait à l'abbaye de Sainte-Croix, ainsi que les moulins Bajons, à côté desquels s'élevait une tour de l'enceinte. Voy. notre tome I^{er}, n°s CLXXI et CCXXIV. — 3. de telle façon que. — 4. *aiens* AB, *aions* a. — 5. *moulins* A, *mblins* B a. — 6. Maire en 1324 et en 1334 (cf. n° CCCLXXXI n. 3). — 7. Maire en 1330, 1340, 1341 (n° CCLXXXIX n. 3) et en 1351 (n° CCCLXXXIII n. 2). — 8. Pierre Caillateau figure vers 1340 sur une liste de personnes de la prévôté (n° CCXLVI). — 9. Maire en 1345 (n° CCCLXII). — 10. Huguet (ou Hugues) de la Roche, mentionné comme témoin, ainsi que Pierre Lebesson, sur la transaction du 20 juin 1352 (n° CCCLXXXIV), est cité comme échevin jusqu'en 1377 (n° CCCCXXXVIII, CCCLXXIV). — 11. Jean Régnaut, fermier de l'imposition de 6 deniers pour livre en 1355 (n° CCCLV), est cité comme échevin en 1361 (n° CCOCXXV), 1366 (n° CCCCXXXVIII) ; il fut maire en 1371, 1373 et 1374 : voy. n°

bitanz d'icelle, sommes alez sur le dit cours de la dicte ayve, passans par le domaine dou dit Guillaume, comme dit est, et ycelluy avons veu, visité et regardé, et, euz conseil et deliberacion avecques les diz lieu tenant, bourgeois et autres habitants dessus diz, avons trouvé [que] ¹², se le dit Guillaume ediffloit les diz moulins sur le dit cours de ladicte ayve, en son dit domaine, il seroit sanz domage de nulli et au prouffit du commun de ladicte ville.

Le quel conseil et deliberacion rapportez en nostre esclavignage ¹³, au jour de nostre moys, au quel nous tenons nostre commun conseil, et ycelui declairé aus gens du dit commun, eux ayans le dit conseil et deliberacion ferme et agreable, nous, du conseil et consentement du dit lieu tenant et des diz bourgeois, jurez et eschevins du dit esclavignage ¹⁴, avöns octroïé, octroïons par ces présentes, pour nous et pour noz successeurs au dit Guillaume Rossignol que il, au prouffit de lui et des siens, puissent construyre et ediffier, quant il li plaira, ou dit cours et sur le dit cours de la dicte ayve, passans par son dit domaine, au dedens de la cloison d'iceli, touchans à sa tannerie, un ou plusieurs moulins, si comme bon li semblera, à blé ou à tan. Le quel Guillaume, parmi l'octroy dessus dit et pour aidier à tenir en point les diz murs et forteresses de la dicte ville, et pour ce que nous disoions que le dit cours d'ayve ou ruisseau avoit empiré et cavé les diz murs de la dicte ville pour la foute et coupe du dit Guillaume ou de ses predecesseurs, dont il a cause, le dit Guillaume est et sera tenu et a promis et promet rendre et poier pour lui et pour les siens, à nous et à noz successeurs, dès ores en avant perpetuellement, quinze soulz de rente, monhoie courant à Poitiers, par moitié es chescunes festes de Noel et de la Nativité Saint Jehan Baptiste ¹⁵, par l'obligacion des diz moulins et appartenances et amandemens qui seront faiz sur le dit cours de la dicte ayve... Donné le dernier jour du mois de avril l'an de grace mil CCC cinquante et trois.

CCCCLI. — 12. *que*, omis dans A et B, a été ajouté par a. — 13. *esclavignage* AB, *eschavignage* a. — 14. *esclavignage* A et B, *eschavignage* a. — 15. Cette rente de 15 sous figure sur l'état de 1364, art. 22.

CCCXCI

Mandement de Régnault de Gouillons, sénéchal de Poitou, pour faire annoncer par cri public la translation de la foire de la Pierre Levée.

8 octobre 1353

Original, Arch. de la Vienne H 2, l. 68.

A touz les justiciers, officiers, prevosts et sergens, à qui ces lettres seront presentées, Regnaut de Gouillons¹, chevalier du roi nostre seigneur et seneschal eh Poitou et en Limosin, salut. Comme, par privileges donnez du roy Philippes derrainement mort², que Dieux absoille, et confirmation du roy nostre seigneur qui est à present³, en laz de soie et en cire vert, à noble homme monseigneur Harbert Berlant, chevalier, sire des Hales de Poictiers, sur l'octroy à li fait que la foire apellée la Pierre Levée, qui souloit estre tenue par deux jours, sept jours entredeux, c'est assavoir les deux lundis après la feste Saint Denis, en lieu forain près de la dicte ville, soit doresenavant tenue chascun an par trois jours continuez à Poictiers en son arbergement de Poictiers apellé les Hales, en quel la foire de la mikaresme est et a costume estre tenue, et qu'il en puisse prendre et avoir tels proffiz et esmolumens qu'il prent en la dicte foire de la mikaresme, si comme par les diz privileges nous est apparu, nous vous mandons de par le roy nostre seigneur à vous, noz subgiez des dictes seneschaucies et vous, qui n'estes noz subgiez, requérons de par le roy nostre seigneur et prions de par nous, que la dicte foire chascun de vous en son povoir, dont vous serez requis par le porteur de ces lettres, faciez crier en dit lieu des Hales sauf aler et sauf venir le lundi emprès huicteves S. Denis par les diz trois jours continuez. Donné à Poictiers souz le seel de la seneschaucie le VIII^e jour d'octobre l'an mil CCC cinquante et trois. Viso per me locum tenentem privilegio. Langlois. (*Seing manuel.*)

1. Régnault de Gouillons, sénéchal de Potiou depuis la fin de 1352 ou le début de 1353, fut fait prisonnier à la bataille de Poitiers, mais reprit son poste à son retour de captivité en 1357 : conseiller du roi en octobre 1358, il devint capitaine de la ville de Paris. Cf *Arch. hist. du Poitou*, t. XVII, p. xxx et suiv. — 2. Cf. nos CCCLXVII et CCCLXX, lettres de Philippe VI relatives à la foire de la Pierre Levée. — 3. Jean II confirma les lettres de Philippe VI à ce sujet au mois d'août 1352 (JJ 81, n° 450, fol. 222 v°).

CCCXCII

Charles d'Espagne, connétable de France et lieutenant du roi, octroie au maire de Poitiers un subside de 700 livres pour aider à fortifier la ville.

20 octobre 1353

A. Vidimus donné le 10 août 1354 par Mahi Hargier, lieutenant de Macé Portier, receveur de Poitou et de Limousin, Arch. mun. H 2. — B. Confirmation par le roi Jean, vidimée par Mahi Hargier, Arch. mun. H 2.

Charle d'Espagne¹, comte d'Engolesme, connestable de France, lieutenant de monseigneur le roy, au receveur de Poictou ou à son lieutenant, salut. Savoir vous faisons que, pour la très bonne volonté et souveraine affeccion que, ores et autrefois, avons cogneu par experiance de fait que noz amez le maire et eschevins de la ville de Poictiers ont à monseigneur le roy et en remuneracion de aucune partie des bons services et aides que eulz ont fait et encores font chascun jour à mon dit seigneur, nous, aus diz maire² et eschevins, avons donné et octroïé, donnons et octroions par la teneur de ces presentes, de grace especial et de certaine science, pour aider à repparer et forteffier la dicte ville, sept cenx livres tournois, à prendre et recevoir sur la recepte de l'imposicion de six deniers pour livre, qui prochainement, par notre commandement et ordenance, sera levée en la ville et chastellenie de Poictiers. Si vous mandons et commandons

1. Charles d'Espagne, fils d'Alphonse de la Cerda, cousin issu de germain de Philippe VI de Valois, avait été nommé connétable de France en janvier 1351, en remplacement de Raoul de Brienne. Il^e du nom, comte d'Eu, exécuté le 18 novembre 1350. Jean le Bon lui avait fait don du comté d'Angoulême dès le 23 décembre 1350. Cf. *Arch. hist. du Poitou*, t. XVII, n° CCCLIX. Il fut lieutenant du roi en Poitou d'avril 1351 à sa mort : il fut assassiné à Laigle, en Normandie, à l'instigation de Charles le Mauvais, roi de Navarre, le 6 janvier 1354. — 2. D'après quelques listes, la mairie aurait été occupée 15 ans de suite par Aimeri d'Ayron, de 1352 à 1366. Une si longue magistrature serait extraordinaire et contraire au règlement de 1335 qui n'admettait pas plus de deux élections successives (n° CCCV). Il est d'ailleurs attesté par des documents plus dignes de foi qu'en 1356 le maire était Herbert Guichard et en 1361 Jean Barré. Cf. *Arch. hist. du Poitou*, t. XVII, p. xxxviii, et ci-dessous n° CCCXCXV. Il est certain qu'Aimeri d'Ayron fut maire en 1362 et en 1363 (n°s CCCXCXVII et CCGCXXXII) : il est possible qu'il ait été élu pour la première fois en 1352 et réélu l'année suivante, mais le témoignage des listes est trop suspect pour qu'on

de par monseigneur le roy et de par nous, que, aus diz maire et eschevins ou à leur certain mandement, vous baillez et delivrez entierement la somme dessusdicte des premiers deniers et en telle monnoie comme vous recevrez de la dicte imposition es lieux dessusdiz, pour tourner et convertir es reparacions et fortifiemens de la dicte ville de Poitiers et non ailleurs. Et nous donnons en mandement aus genz des comptes monseigneur le roy à Paris que la dicte somme, en rapportant lettre de quittance d'icelle aveques ces presentes, il alloient en voz comptes et rabatent de vostre recepte sanz aucune difficulté, non obstant autres dons ou graces faiz par monseigneur le roy, nous ou autres ses lieutenans ou capitaines aus diz maire et eschevins et que il ne soient exprimez et desclairez en ces presentes ne ordenances, mandemens ou defenses faiz au contraire. En tesmoing de ce, nous avons fait mettre nostre seignet secret en l'absence de nostre seel à ces presentes. Donné à Beneon³, nostre chastel, le XX^e jour d'octobre, l'an de grace mil CCC cinquante et troys⁴.

puisse l'affirmer. — 3. Benon, Charente-Inférieure. La châtellenie de Benon avait été donnée à Charles d'Espagne par Jean le Bon en même temps que le comté d'Angoulême. — 4. Suit la copie de la confirmation par Jean le Bon, en date du 8 février 1354 (n° CCCXCIII), suivie elle-même de la copie d'un mandement des gens des comptes au receveur de Poitou, donné le 12 mai 1354, pour qu'il accomplisse le contenu des lettres royaux.

CCCXCIII

Jean le Bon confirme le don de 700 livres fait par Charles d'Espagne au maire de Poitiers.

8 février 1354 n. st.

Vidimus donné le 10 août 1354 par Mahi Hargier, Arch. mun. H 2.

Johannes, Dei gracia Francorum rex, receptori Pictavensi vel ejus locum tenenti, salutem. Noveritis nos litteras dilecti et fidelis consanguinei nostri Karoli de Yspania, comitis Engolismensis, quondam¹ constabularii Francie, vidisse, formam que sequitur continentes. (*Lettres de Charles d'Espagne du 20 octobre 1353.*)

1. Cette confirmation est postérieure d'environ un mois à la mort de

Nos autem donum predictum septuagentarum librarum turonensium, per dictum constabularium et locum tenentem nostrum dictis habitatoribus de Pictavia¹, causis et rationibus antedictis, ut predictur, factum, in sua roboris firmitate permanere volentes, ipsum donum et omnia in suprascriptis litteris contenta, de nostra speciali gracia, tenore presencium confirmamus. Mandantes tibi quatenus dictas septingentas libras turonensium eisdem habitatoribus super dicta impositione, in usus predictos et non alibi convertendas, deliberes et deliberari facias, absque alterius expectatione mandati, juxta formam et tenorem dictarum litterarum, de quibus tibi liquebit. Quam quidem summam septingentarum librarum turonensium, per dilectas et fideles gentes compotorum nostrorum, Parisius, in tuis compotis volumus allocari et de tua recepta deduci sine aliqua difficultate, quibuscumque donis aut graciis per nos aut predecessores nostros vel alios dictis habitatoribus factis et ordinacionibus, deffensionibus aut mandatis ad hec contrariis non obstantibus. Datum Parisius VIII die Februarii anno Domini millesimo CCC^{mo} quinquagesimo tercio.

Charles d'Espagne (6 janvier 1354). — 2. Sic (= du Poitou) au lieu de *Pictavis* (= de Poitiers).

CCCXCIV

Lettres de Jean le Bon, confirmant celles de Philippe VI du 22 mars 1329, dont l'original s'était perdu lors de la prise de Poitiers.

8 février 1354 n. st.

Original, Arch. mun. F 34.

Johannes, Dei gracia Francorum rex, senescallo Pictavensi vel ejus locum tenenti, salutem. Noveritis nos litteras dilecti et fidelis Arnulphi domini d'Odenehan, marescalli Francie, locum tenentis nostri inter ripparias Ligeris et Dordonie, vidisse, formam que sequitur, continentes : (*Vidimus donne par Arnoul d'Audrechem le 7 janvier 1353*¹.)

Verum quia, per litteras suprascriptas dicti marescalli et locum tenentis nostri, nobis legitime constitit, quod origina-

1. Ci-dessus n° CCCLXXXVI.

lia litterarum dicti domini et genitoris nostri amissa fuerunt, quando villa predicta Pictavis per inimicos nostros capta extitit et depredata, attentis et consideratis dampnis et gravaminibus per habitatores ville predictae passis et illatis, volentes eisdem majori et scabinis de remedio provideri, ipsas litteras et omnia in eis contenta de speciali gracia tenore presencium confirmamus, vobis committendo mandantes quatenus, in causis et negociis in suprascriptis litteris contentis, summarie et de plano de die in diem in dicta villa Pictavis procedatis extra vestras magnas assisias, juxta formam et tenorem litterarum predictarum, amissione originalium litterarum dicti domini nostri et litteris subrepticiis in contrarium impetratis vel impetrandis non obstantibus quibuscumque. Damus autem omnibus justiciariis et subditis nostris tenore presencium in mandatis ut vobis super hoc et ea tangentibus pareant efficaciter et intendant. Datum Parisius VIII die Februarii anno. Domini millesimo CCC° quinquagesimo tercio.

Per regem in consilio suo, J. Roger. Collacio fit.

CCCCXCV

Mandement de Jean le Bon enjoignant au sénéchal de Poitou d'obliger les monétaires de Poitiers à contribuer aux impositions levées pour les fortifications de cette ville.

8 février 1354 n. st.

Man. d'Auzance, fol. 78 v°.

Johannes, Dei gratia Francorum rex, senescallo Pictavensi vel ejus locum tenenti, salutem. Supplicantibus nobis majore et scabinis villæ nostræ Pictavensis, recepimus quod, cum clausura et fortalitia murorum dictæ villæ non sint completa nec sufficiant ad ipsius custodiam et securitatem, quin ea non obstante clausura posset sibi damnum et habitantibus in ea irreparabile intervenire, quod absit, nisi super hoc provideretur celeriter de remedio condecienti. Ipsi tamen supplicantes, qui ab inimicis nostris quam plura sunt passi damna et gravamina, de suo clausuram hujusmodi facere non possent absque adjutorio monetariorum ejusdem villæ, qui plures redditus et possessiones habent in dicta villa et locis circumvicinis, et ad eam et ejus fortalitia pro suorum bonorum conservatione possent habere refugium, prout dicunt, requirentes per nos super hoc provideri. Nos igitur, attendentes quod construc-

tio clausuræ hujusmodi communem utilitatem respicit et rem publicam concernit, mandamus et committimus vobis quatenus predictos monetarios et eorum quemlibet, attentis redditibus et possessionibus, quas ipsi tenent in dictis partibus, pro modo possessionum predictarum ad contribuendum sumptibus qui fient pro clausuris et fortalitiis ac custodia dictæ villæ, prout quemlibet eorum tangit vel tangere poterit, compellatis et debite compelli faciatis, non obstantibus privilegiis vel franchisiis eisdem monetariis per nos aut prædecessores nostros concessis seu literis subrepticiis in contrarium impetratis vel impetrandis quibuscunque, proviso tamen quod quidquid inde exactum et levatum fuerit, in usus prædictos et non alibi committatur, si quod ob defectum clausuræ et custodiæ hujusmodi damnum et periculum ibidem nequeat imminere. Datum Parisius die VIII^a Februarii anno Domini 1353. — Per regem in consilio suo. Royer.

CCCXCVI

Lettres de Jean le Bon aux maîtres des forêts, confirmant un mandement du maréchal Guy de Nesle du 19 janvier 1351.

8 février 1354

Man. d'Auzance, fol. 46 v^o.

Johannes, Dei gratia Francorum rex, dilectis et fidelibus magistris forestarum nostrarum ac viridariis forestæ nostræ de Mouliere vel eorum loca tenentibus, salutem et dilectionem. Noveritis nos litteras dilecti et fidelis nostri Guidonis de Nigella, militis, quondam¹ marescalli nostri, vidisse, formam quæ sequitur continentes : (*Mandement du maréchal Guy de Nesle du 19 janvier 1351*².)

Nos autem donum prædictum sexaginta librarum, per dictum marescallum et locum tenentem nostrum, ut prædicitur, habitatoribus antedictis de Pictavia³, causis et rationibus prædictis, factum, in sua roboris firmitate permanere volentes, ipsum et omnia in suprascriptis litteris contenta de speciali gratia tenore presentium confirmamus. Mandantes vobis et vestrum cuilibet, ut ad eum pertinuerit, quatenus dictas sexa-

1. Guy de Nesle était mort le 14 août 1352 et avait été remplacé comme maréchal de France par Jean de Clermont. — 2. Cf. ci-dessus n° CCCLXXV. — 3. Sic. Voy. ci-dessus, n° CCCXCIII, n. 2.

ginta libras nemoris eisdem habitatoribus deliberetis et deliberari faciatis in dicta foresta de Molere in locis supradictis, absque alterius expectatione mandati, juxta formam et tenorem dictarum litterarum, de quibus vobis liquebit. Quam quidem summam per dilectas et fideles gentes compotorum nostrorum Parisius, in compotis illius ad quem decebit, volumus allocari et de sua recepta deduci sine aliqua difficultate, quibuscunque donis aut gratiis per nos aut prædecessores nostros dictis habitatoribus factis et ordinationibus aut mandatis ad hæc contrariis non obstantibus. Datum Parisius VIII die Februarii anno Domini 1353. — Per regem in consilio suo, Royer. Collacio fit.

CCCXCVII

Lettres de Jean le Bon aux maîtres des forêts, confirmant un mandement du maréchal Arnoul d'Audrehem du 7 janvier 1353.

8 février 1354

Man. d'Auzance, fol. 78 v°.

Johannes, Dei gratia Francorum rex, dilectis et fidelibus magistris forestarum nostrarum vel eorum loca tenentibus, salutem et dilectionem. Noveritis nos literas dilecti et fidelis nostri Arnulphi domini d'Odanehan, marescalli Franciæ, et tunc locum tenentis nostri inter riparias Ligeris et Dordoniæ¹, vidisse formam quæ sequitur continentes : (*Mandement du maréchal Arnoul d'Audrehem du 7 janvier 1353*².) Nos autem donum prædictum centum librarum per dictum marescallum et locum tenentem nostrum dictis habitatoribus de Pictavia³, causis et rationibus enumeratis, ut prædicitur, factum in sua roboris firmitate permanere volentes, ipsum donum ac omnia in suprascriptis literis contenta de speciali gratia tenore præsentium confirmamus. Mandantes etc. Datum Parisius VIIIa die Februarii anno Domini 1353. Per regem in suo consilio, Royer. Collacio facta.

1. Arnoul d'Audrehem était lieutenant du roi en Normandie depuis le mois de juin 1353. — 2. Ci-dessus n° CCCLXXXVII. — 3. Sic. Voy. ci-dessus, n° CCCXCII, p. 2.

CCCXCVIII

Jean le Bon confirme la permission accordée par le maire et la commune de Poitiers à Guillaume Rossignol¹.

mai 1354

A. Original, Arch. de la Vienne E 6.1.5. — B. Copie sur les registres de la Chancellerie royale, Arch. nat. JJ 82, n° 170, fol. 116. — EDITION. Guérin, *Arch. hist. du Poitou*, t. XVII, p. 143 et suiv.

1. Voy. ci-dessus, n° CCCLXXXIX, CCCXC. — Les religieuses de Sainte-Croix ayant accusé Guillaume Rossignol d'avoir mis des peaux à sécher sur le Pré-l'Abbesse et d'avoir indûment fait curer le canal passant le long de ce pré, Jean Oujart, pris comme arbitre, déclara le 27 juin 1354 Guillaume Rossignol innocent (Arch. de la Vienne, Sainte-Croix, l. 13).

CCCXCIX

Mandement de Jean de Clermont, sire de Chantilly, maréchal de France, lieutenant du roi, invitant le receveur de Poitou et de Limousin à payer au maire de Poitiers 400 livres tournois pour aider à fortifier la ville.

31 janvier 1355 n. st.

Copie délivrée par le garde de la prévôté de Paris le 17 septembre 1355, Arch. mun. H 3.

Jehan de Clermont¹, sire de Chantilli, mareschal de France, lieutenant du roy nostre seigneur es pais d'entre lez rivieres de Loire et de la Dordogne et en tout le pais d'Auvergne, au receveur de Poitou et de Limosin ou à son lieutenant, salut. Savoir vous faisons que pour la très bonne volenté et souveraine affection que ores et autresfoiz avons cogneu par experience de fait que noz amez le maire et eschevins de la ville de Poitiers ont à monseigneur le roy et en remuneracion d'aucu-

1. Jean de Clermont avait été nommé maréchal de France en août 1352, après la mort de Guy de Nesle. Les lettres de commission l'investissant du titre de lieutenant du roi en Poitou, Saintonge, Limousin et dans les pays entre la Loire et la Dordogne sont datées du 1^{er} janvier 1355 ; mais il exerçait ces fonctions dès le 8 août 1354. Cf. *Arch. hist. du Poitou*, t. XVII, p. 192. Il fut tué à la bataille de Poitiers et enterré

ne partie des bons offices et aides que eulx ont fait et font chascun jour à mon dit seigneur, nous aus diz maire et eschevins avons donné et octroyé, donnons et octroions par la teneur de ces presentes, de grace especial et de certein science, pour aider [à] reparer et fortiffler la dicte ville, quatre cenx livres tournois, à prendre et recevoir sur la recepte de l'imposicion de six deniers pour livre, qui prouchainement par nostre comendement et ordenance sera levée en la ville et chastellenie de Poitiers². Si vous mandons *etc.* Donné à Poitiers le derrenier jour de janvier l'an mil CCC cinquante et quatre.

aux Jacobins (Cf. ci-dessous, n° CCCCVIII, 2). — 2. Ce mandement de Jean de Clermont est calqué sur celui de Charles d'Espagne du 20 octobre 1353 (n° CCCXCII).

CCCC

Les maire et commune de Poitiers afferment pour trois ans à Jean Floret de Gençay¹ toute la terre de Rochemioux², tenue auparavant par André Nyvet et Pierre Aubert, pour le prix de trente livres tournois par an.

22 mai 1355

Titre perdu. ANALYSES. A. Reg. 13, p. 148 (Kv). — B. Man. d'Auzance, fol. 26.

1. Voy. ci-dessus, n° CCCLXXI, n. 1. — 2. Commune de Saint-Secandin, canton de Gençay. Voy. notre tome I^{er}, n°s CVI, CXIII, CCL.

CCCCI

Mandement de Jean de Clermont, lieutenant du roi, au receveur de Poitou et au châtelain du château de Poitiers, pour qu'ils contraignent tous les habitants de la ville et de la châteltenie de Poitiers à contribuer aux réparations du château.

14 août 1355

Copie du 23 août suivant sous le sceau royal établi à Poitiers, Arch. mun. E 10.

Jehan de Clermont, sire de Chantilli, mareschal de France, lieutenant du roy nostre seigneur es parties d'entre les rivie-

res de Loire et de la Dordogne et en tout le païs d'Auvergne. A touz ceuls qui ces lettres verront, salut. Comme, à la requeste du maire et eschevins de la ville de Poitiers, nous eussions nagaires ordonné que les habitans de la ville et chastellenie de Poitiers fussent contrains à contribuer aus reparacions de la dicte ville de Poitiers, chascun selon sa faculté, pour la garde et seurté d'icelle ¹ ; et depuis, par la deliberacion et conseil de pluseurs sages, aiens entendu que les dictes reparacions seroient plus neccessaires estre faictes ou chastel de Poitiers ² que en la dicte ville, par le quel la dicte ville porroit estre plus briefment secourue et confortée, se mestier en estoit, et que à ce faire les diz habitanz sont plus tenuz que à la dicte ville, savoir fesos que nous, pour les causes dessus dictes, avons revoqué et revoquons la dicte ordonnance et mise du tout au neant par la teneur de ces lettres. Et deffendons aus diz maire et jurez de la dicte ville de Poitiers que de contraindre les diz habitanz ne se entremectant dores en avant pour celle cause. Si donnons en mandement, en connectant par ces presentes, au receveur de Poictou et de Limosin et au chastellain du dit chastel ou à leurs lieutenans et à chascun d'eulz que les diz habitanz de la dicte ville et chastellenie de Poitiers et chascun d'eulz, soient gens d'iglise, religieux de l'ospital et religieux de Fontevrault et de quelconques autres religieux que il soient et leurs subgiez, excepté les ordres mendiens, il contraignent vigueureusement et sans delay, sicomme en tel cas appartient à faire, à contribuer aus dictes reparacions du dit chastel, chascun selon sa faculté, affin que le dit chastel puisse estre briefment en bon estat pour eschiver les perilz qui s'en porroient ensuire. Et ou cas que vous en trouverez aucuns ou aucunes rebelles ou desobeissans à ce, adjornez les en propre personne par devant nous à certain jour, quelque part que nous soions, du quel jour vous nous certiffiez suffisamment, pour nous dire et monstrar les causes et resons pour quoy il ne seroient tenuz aus chouses dessus dictes, et que sur ce puissions ordonner ce que reson sera. De ce faire à vous et à chascun de vous donnons povoir et mandement especial. Mandons à touz les sergens du roy nostre dit seigneur de la dicte seneschaucie de Poictou et à chascun d'eulx, que à ce faire vous obeissent et facent obeir diligemment. Et vous, receveur ou vostre lieutenant, prenez et recevez les deniers de ce et en donnez quictance souz vostre seel aus diz habitans et yceulz deniers convertissez en paiement des dictes repa-

1. Ce mandement antérieur de Jean de Clermont ne nous est pas parvenu. — 2. Le château de Poitiers s'élevait au confluent du Clain et de la Boivre ; il en subsiste encore une tour.

cions et non ailleurs. Et gardez bien que en ce n'ait faute. Donné à Poitiers souz nostre seel le XIII^e jour d'aoust l'an mil CCG cinquante et cinq. — Par monseigneur le lieutenant, Loys.

CCCCII

Mandement de Jean de Clermont pour la requisition de tous les matérlaux et moyens de transport nécessaires pour réparer les fortifications de Poitiers.

6 octobre 1355

Original, Arch. mun. E 11.

Jehan de Clermont, sire de Chantilli, mareschal, lieutenant du roy nostre seigneur ès païs d'entre les rivières de Loire et de la Dourdongne. Au prevost et à touz les sergens de la ville et chastellenie de Poitiers et du ressort d'icelle, salut. Comme la ville de Poitiers ait tres grant necessité d'estre reparable et fortifiée, à la quele chose fere il convient grant quantité de bois, de pierre et d'autre matere, nous vous mandons et commandons et à chescun de vous que vous, sur quanque vous povez meffere vers le roy nostre seigneur et sur paine de perdre voz offices, vous preignez chevaux, charretes, bois, pierres et autres matieres neccessaires pour les dictes reparacions, en la chastellenie de Poitiers et ès chastellenies voisines, en contraignant à ce touz les rebelles ou contredisans par toutes justes compulcions et par prinse de corps et de biens, si mestier est. Et nous mandons à touz les justiciers et subgiz du roy nostre dit seigneur ès dictes chastellenies, que à vous et à chescun de vous sur ce obeissent et entendent diligemment et vous prestent faveur et aide, si mestier en avez. Donné à Poitiers souz nostre seel, le VI^e jour d'octobre l'an de grace mil CCC cinquante et cinq. — Par monseigneur le lieutenant, Pouch.

CCCCIII

Mandement de Jean de Clermont pour le paiement des 400 livres précédemment octroyées par lui au maire de Poitiers.

6 octobre 1355

Copie contenue dans un mandement du lieutenant du receveur de Poitou du 10 octobre, Arch. mun. II 4.

Jehan de Clermont, sire de Chantilli, mareshal de France, lieutenant du roy nostre seigneur es pais d'entre les rivières de Loire et de la Dordogne et en tout le pais d'Auvergne. Au receveur de Poictou et de Limosin ou à son lieutenant, salut. Comme, à la supplicacion du maire et habitans de la ville de Poitiers, pour fortiffier la dicte ville et convertir es reparacions d'icelle, nous aiens autrefois donné aus diz maire et habitans quatre cens livres tornois à prendre sur l'imposicion de VI deniers pour livre¹, et vous [aiens]² mandé que icelles III^e livres vous baillessez et delivressez aus diz maire et habitans ou à leur procureur, des deniers de la dicte imposicion, et vous de riens encoré ne aiez baillé ne païé la dicte somme ne partie d'icelle, sicomme nous avons entendu, nous, considéré la grant et evident neccessité, qui est de present, de fortiffier la dicte ville pour les ennemis du roy nostre seigneur, qui, à tout leur povoir, s'efforcent de conreer³ et domager le pais, avons assigné et assignons aus diz maire et habitans de la dicte ville la dicte somme de III^e livres sur Jehan Regnaut⁴ et ses compaignons, fermiers de l'imposicion de la dicte ville, pour tant come il en pourront devoir pour la hastiveté qui est de present. Aus quix Jehan Regnaut et ses compaignons et à chascun d'eux, nous mandons par ces presentes qu'il doresenavant de ce qu'il devront et pourront devoir de la dicte imposicion, il paient et delivrent aus diz maire et habitans ou à leur certain procureur, sanz autre mandement actendre, jucques à la dicte somme. Et ou cas que la somme qu'il devront ne pourroit assez suffire, nous vous mandons que vous le demourant d'icelle somme de III^e livres baillez et delivrez aus diz maire et habitans tantoust et sanz delay. Et en oultre vous mandons que le reste qui deu leur est des dons des deniers à eulz faiz pour cause des dictes reparacions par feu messire Charle d'Espagne, conestable de France, sicome par les lettres qu'il en ont et confirmatoires d'icelles du roy nostre seigneur puet aparoir⁵, vous paiez et delivrez tantost et sanz delay aus diz maire et habitans selon le contenu des dictes lettres desquelles vous apparra. Et la somme que les fermiers de la dicte imposicion dessus diz bandront aus diz maire et habitans pour la dicte cause, en prenant lettres de quittance

1. Mandement du 31 janvier 1355, ci-dessus n° CCCXCIX. — 2. Mot omis. — 3. D'après le Dictionnaire de Godefroy, ce verbe signifie « afran-ger, traiter ». Ici il a le sens de « maltraiter », qu'indique le Dictionnaire de La Curne de Sainte Palaye. — 4. Jean Régnaut, qui était en 1355 un des fermiers de l'impôt de 6 deniers pour livre, fut maire de Poitiers en 1371, 1373 et 1374 : voy. ci-dessous n° CCCCLI. — 5. Ci-dessus n° CCCXCII, CCCXCIII.

de eulz et icelle raportant avet ces presentes, vous mandons que vous rebatez de la dicte somme qu'il devront à cause de la dicte ferme. Laquelle somme nous voulons que vous soit allouée en voz comptes et rabatue de vostre recepte sanz contredit par les gens des comptes du roy nostre seigneur à Paris. Et ce faitez en telle maniere que par faute de vous damage n'en puisse venir au roy nostre seigneur ne à ses subgez. Car nous nous en deschargerions sur vous. Et ou cas que les diz fermiers seroient reffusans ou contredisans de paier aus diz maire et habitans, nous mandons par ces presentes au seneschal de Poictou et de Limosin ou à son lieutenant et au dit maire et à chascun d'euls qu'il les contraignent à paier par prinse et vente de leur biens et arrest et detencion de corps et par toutes autres compulcions acostumées en faire en tel cas. Mandons à touz les subgez du roy nostre seigneur que sur ce obeissent et entendent diligenment.

Donné à Poitiers souz nostre seel le VI^e jour d'octobre l'an mil CCC cinquante et cinq.

CCCCIV

Lettres de Jean le Bon confirmant l'ordonnance de Guy, comte de Forez pour la défense de Poitiers¹.

8 octobre 1355

A. Original, Arch. mun. E. 11 bis. — B. Arch. nat. JJ. 84, n° 458, fol. 237. — EDITIONS. a. Thibaudeau, *Histoire du Poitou*, t. II, p. 409. — b. *Recueil des Ordonnances*, t. IV, p. 168. — c. Guérin, *Arch. hist. du Poitou*, t. XVII, p. 205.

1. Du 16 juillet 1347. Ci-dessus n° CCCLXV.

CCCCV

Mandement de Mahi-Hargier, lieutenant du receveur de Poitou, aux fermiers de l'imposition de 6 deniers pour livre, pour le paiement du subside de 400 livres octroyé au maire de Poitiers par le maréchal Jean de Clermont.

10 octobre 1355

Original, Arch. mun. H 4.

Mahi Hargier, lieutenant de honorable homme et sage Macé Portier¹, receveur de Poitou et de Limosin, à Jehan Bonin², Jehan Regnaut et Jehan Verrer³, fermiers de l'imposition de VI deniers pour livre de la ville de Poitiers, salut. Nous avons receu et retenu par devers nous l'original des lettres de noble et puissant seigneur monseigneur Jehan de Clermont, mareschal de France, lieutenant du roi nostre seigneur ès pais d'entre les rivières de Loire et de la Dordogne, contenant la forme qui s'ensuyt : (*Mandement de Jean de Clermont du 6 octobre 1355*⁴.)

Par la vertu des quelles lettres nous vous mandons et à chacun de vous par le tout que vous le contenu des dictes lettres accomplissez en tant comme il vous touche. C'est assavoir que vous paieiez aus diz maire et habitans ou à leur procureur la somme de trois cens trente et sept livres dix soulds, que vous devez et pourrez devoir pour cause de la dicte ferme pour quatre mois et demi prochainement à cheoir et à venir. Et en prenant lettre de quittance des diz maire et habitans ou de leur procureur de la dicte somme, par laquelle rapportant avec ces presentes, nous la vous alloerons et rabatrons de vostre dicte ferme. Donnée à Poitiers souz nostre seel le X^e jour d'octobre l'an mil CCC cinquante et cinq.

CCCCVI

Jean de Chailly, de la paroisse d'Amberre, fait don de tous ses biens à la commune de Poitiers.

17 décembre 1355

Original, Arch. mun. F 37.

Universis presentes litteras inspecturis et audituris, Johannes Bonini, gerens sigillum regium apud Pictavis constitu-

1. Macé Portier était receveur de Touraine en 1348. Cf. *Arch. hist. du Poitou*, t. XIII, p. 428. — 2. Jean Bonin, qui, d'après ce mandement, était un des fermiers de l'imposition de 6 deniers pour livre, était en même temps garde du sceau royal en 1355 (n° CCCCVI) et en 1357 (Arch. de la Vienne G 1110) ; il le redevint au début de l'occupation anglaise en 1361 (n° CCCCXXV) et en 1362 (Arch. de la Vienne, Saint Cyprien l. 5). Il était de plus échevin de Poitiers d'après le procès-verbal de la délivrance à Jean Chandos (n° CCCCXXV). — 3. Jean Verrier était sergent du roi en 1353 (n° CCCLXXXVIII). — 4. Ci-dessus n° CCCCI.

tum¹, salutem in Domino sempiternam: Noveritis quod, in jure personaliter constitutis Johanne de Barra², clerico, procuratore venerabilium virorum majoris et communie Pictavensis nomine procuratorio predicto, ex una parte, et Johanne de Chaylli³, parrochiano de Amberria prope Mirabellum, ex altera, dictus vero Johannes de Chailli, sponte, non coactus, non vi, dolo nec metu nec aliqua fraude seu machinatione ad hec quoquo modo adductus, sed sua mera, licita et spontanea voluntate et de facto sub cercioratus ad plenum, ut dicebat, considerans et attendens grata servicia, amores, curialitates et beneficia eidem a dictis venerabilibus multipliciter impensa et de quibus se tenuit et tenet pro contento, in recompensationem premissorum et quia sibi placuit et placet, confessus fuit se dedisse, donasse, solvisse, cessisse, quiptasse et penitus dimisisse, et adhuc dat, donat, solvit, cedit, quiptat perpetuo et dimittit donacione pura, simplici et irrevocabili facta inter vivos, non spe vel animo revocanda, predictis venerabilibus majori et communie Pictavensi in personam dicti procuratoris sui presentis et acceptantis pro se et suis successoribus, videlicet omnia et singula bona ipsius Johannis de Chaylli, mobilia seu immobilia, seu hereditaria, in quibuscumque bonis, rebus et locis consistant... Datum presentibus Colino Mainguy⁴ et Johanne Dauffin, civibus Pictavensibus, die XVIIa mensis decembris anno Domini millesimo CCCo quinquagesimo quinto. — D. Frouger.

CCCCVII

Jean de Chailly reconnaît avoir pris à rente perpétuelle, du maire et de la commune de Poitiers, leur hébergement

1. Jean Bonin était déjà garde du sceau royal en septembre 1355. Voy. Rédet, *Liste des gardes du scel à Poitiers*, Arch. de la Vienne, Man. de la Soc. des Ant. de l'Ouest, n° 245, et ci-dessus n° CCCCV n. 2. — 2. Sur Jean de la Barre, procureur de la commune depuis 1351 et jusqu'en 1364, garde du sceau royal en 1360, 1363 et 1364, voy. ci-dessus n° CCCLXXIX, n. 1. — 3. Le nom de ce donateur, qui, le même jour, prit à rente perpétuelle l'hébergement d'Amberre, comme le montre l'acte suivant, est écrit Johan de Chaillé sur l'état de 1364 (ci-dessous n° CCCCXXXII, art. 73). Il est difficile d'apprécier la raison d'être de cette donation et son importance matérielle. L'acte du 27 mars 1314 relatif à l'hébergement d'Amberre, publié dans notre tome I^{er} (p. 322 et suiv.), mentionne l'hébergement de Nicolas de Chaillé (p. 328). — 4. Colin Mainguy figure comme échevin sur des ordonnances municipales de 1377 (n°s CCCCLXXIV. CCCCLXXV).

d'Amberre, au prix de huit setiers de froment par an, à la mesure de Mirebeau.

17 décembre 1355

Original, Arch. mun. F 38.

Universis presentes litteras inspecturis et audituris, Johannes Bonini, gerens sigillum regium apud Pictavis constitutum, et officialis curie Pictavensis, salutem in Domino. Noveritis quod in utraque curia, ita quod una per aliam in aliquo non vicietur, in jure personaliter constitutus, Johannes de Chaylli, parrochianus de Amberria prope Mirabellum, sponte confessus fuit se accepisse et ad firmam perpetuam retinuisse pro se et suis heredibus a venerabilibus viris majore et communia Pictavensibus, tradentibus pro se et suis successoribus, videlicet arbergamentum et trilliam ipsorum venerabilium de Amberria¹ et quandam peciam prati sitam prope seu coram dicto arbergamento, quartos et quintos vinearum de pertinentiis dicti arbergamenti, pro precio seu firma octo sextariorum frumenti boni, novi et recipialis, ad mensuram de Mirabello², habenda, tenenda, possidenda et perpetuo explectanda dicta bona cum fundo et proprietate eorundem a dicto Johanne et suis ex nunc titulo firme predictæ, pure, libere, pacifice et quiete, salvis, retentis et reservatis dictis majori et communie et suis successoribus garenna dicti loci³, censibus et costumis et aliis deberiis quibuscumque et exercicio jurisdictionis in dicto loco et pertinenchiis consuete, prout in litteris ipsorum venerabilium dicto Johanni et suis super hoc concessis plenius continetur... Datum presentibus Hugone de Rocha⁴, clerico, Colino Mainguy, civibus Pictavensibus, Johanne et Johanne Boschet⁵ et Michaeli Nobileti, die XVII^a mensis decembris, anno Domini millesimo CCC^o quinquagesimo quinto. — D. Frouger pro utraque curia.

1. La commune de Poitiers possédait depuis 1294 cet hébergement d'Amberre près de Mirebeau. Voy. notre tome I^{er}, n^{os} CLVIII, CXCIII, CCXXX. — 2. 8 setiers à la mesure de Mirebeau en valaient 12 à la mesure de Poitiers. Voy. t. I, p. 151, n. 2. — 3. La garenne d'Amberre, que les bailleurs s'étaient réservée en 1355, était tenue par Jean de Chaillé en 1364 d'après l'état reproduit ci-dessous (n^o CCCCXXXII, art. 73), bien que la rente fût encore fixée à 8 setiers de froment.

4. Hugues (ou Huguet) de la Roche était échevin, ainsi que Colin Mainguy et est aussi cité comme tel jusqu'en 1377 (n^o CCCCLXXIV). — 5. Ces deux Jean Bouchet sont peut-être ceux qui, en 1351, avaient pris toutes les terres de la maison d'Amberre à la rente perpétuelle de 16 setiers de froment (cf. n^o CCCLXXIX), et qui figurent encore pour cette rente sur l'état de 1364 (art. 74).

CCCCVIII

*Liste des chevaliers et écuyers tués à la bataille de Poitiers
et enterrés au couvent des Jacobins de Poitiers.*

19 septembre 1356

A. Calendrier de l'an 1419, Arch. de la Vienne H 1, l. 78. — B. Coll. Fonteneau, t. LXVII, p. 331. — C Copie de A par Rédet, Arch. de la Vienne, Man. de la Soc. des Ant. de l'Ouest, n° 245. — EDITIONS. a. Jean Bouchet, *Annales d'Aquitaine*, p. 204¹. — b. Thibaudeau, *Histoire du Poitou*, t. II, p. 418 (d'après A). — c. Thibaudeau, *ibid.*, p. 415 (d'après a).

Hec sunt nomina illorum qui fuerunt sepulti in domo Fratrum Predicatorum Pictavensium² anno Domini M° CCC^m° LVI° et obierunt XIX^a die septembris anni supradicti in quodam bello facto ad duas leucas vel circa de Pictavis.

1. Primo, in ecclesia, dux Borbonii³ a parte dextra magni altaris juxta piscinam.

2. Item, a parte opposita, dominus marescallus de Claro Monte⁴.

3. Item, immediate descendendo juxta eum, dominus Ober-tus de Hangest⁵.

4. Item, post eum juxta sepulturam domini Johannis Guichardi, dominus vicecomes de Rochechouart⁶.

1. Cette liste que donne Jean Bouchet est une traduction plus ou moins exacte de l'original latin. — 2. Le couvent des Frères Prêcheurs ou Jacobins, fondé à Poitiers au XIII^e s., était situé près de l'emplacement actuel du Collège Saint-Stanislas, de l'impasse des Jacobins à la rue des Cordeliers. — 3. Pierre I^{er}, fils aîné de Louis I^{er}, lui avait succédé au duché de Bourbon en 1342. Il était lieutenant général en Languedoc et en Gascogne en 1345 ; il était lieutenant du roi à Arras en 1351. Cf. Bertrand, *Etudes sur les chroniques de Froissart*, p. 27 et 260. — 4. Jean de Clermont, maréchal de France depuis le mois d'août 1352, était lieutenant du roi en Poitou depuis le mois d'août 1354 (cf. n° CCCXCIX). — 5. Des lettres de Jean le Bon datées de Breteuil en juillet ou août 1356 mentionnent la présence d'Aubert de Hangest au siège de cette place (cf. Froissart, éd. Luce, t. IV, p. lxxi). Il était parent de Jean de Hangest, qui avait été nommé en 1352 lieutenant et capitaine général en Bretagne, Normandie, Anjou et Maine et reçut la charge de capitaine général en Poitou et en Saintonge immédiatement après la bataille de Poitiers, à laquelle il avait pris part. Cf. Arch. hist. du Poitou, t. XVII, p. xxv. — 6. Jean I^{er}, vicomte de Rochechouart, seigneur de Tonnay-Charente, conseiller et chambellan du roi. Cf. général comte de Rochechouart, *Histoire de la*

5. Item, in choro, quasi in medio a parte dextra, dominus Ademarus de Ruppe Fulcaudi⁷.

6. Item, in introitu chori a parte sinistra, immediate juxta sedes, dominus Johannes de Sanseurre⁸.

7. Item, in cappella Magdalene juxta ostium, dominus Johannes de Sancto Desiderio.

8. Item, in eadem cappella, juxta murum, dominus Theobaldus de Laval⁹.

9. Item, in cappella apostolorum juxta murum, Thomas de Motuz.

10. Item, in cappella Beate Virginis juxta sepulturam elevatam, dominus Guillelmus de Montagu.

11. Item, post ipsum, dominus Radulphus Rabinardi.

12. Item, in navi ecclesie juxta januam que est ante altare Beati Dominici, Johannes Ferchaut¹⁰.

13. Item, immediate post eum, dominus Petrus Marcadier et Heliotus frater suus.

14. Item, ante ymaginem Sancti Michaelis, dominus Oliverus de Monteville.

15. Item, a parte opposita, juxta sepulturam Joannis Friquet, Philippus de Forgiis.

16. Item, immediate ante portam ecclesie, Bertrandus de Porta¹¹, Guillelmus de Bar, dominus J. de Milly.

17. Item, in claustro, a parte dormitorii, unus qui vocabatur Miloton.

18. Item, post eum, Johannes de Chambes¹².

19. Item, post eum, ante ymaginem majestatis, Johannes Matillon.

maison de Rochechouart, p. 118 et suiv. — 7. Aymar de la Rochefoucauld était le 4^e fils de Guy VII, seigneur de la Rochefoucauld, de Blanzac, de Marthon, de Cellefroid et de Bayers, décédé en 1344. Cf. P. Anselme, *Histoire généalogique*, t. IV, p. 422. — 8. Peut-être Jean de Sancerre, chevalier, seigneur de Sagonne (canton de Sancoins, Cher), qui rendit aveu de la terre de Sagonne au duc de Bourbon en 1350 et mourut avant 1357. Cf. P. Anselme, *Histoire généalogique*, t. II, p. 850. — 9. Thibault de Laval, seigneur de Loué, était fils de Guy VII de Laval. Cf. Anselme, *Histoire généalogique*, t. III, p. 627. — 10. Jean Ferchaut était écuyer d'après la liste suivante (n° CCCXCIX, 65). Il est cité par Beauchet-Filleau, *Dict. des familles du Poitou*, t. III, p. 389 ; mais rien ne prouve qu'il appartienne à une famille poitevine. — 11. Bertrand de la Porte est cité par Beauchet-Filleau, *Dict. des familles du Poitou*, 1^{re} éd., t. II, p. 541, et A. de la Porte, *Histoire généalogique des familles du nom de la Porte*, p. 282 ; mais on ne possède aucun renseignement précis à son sujet. — 12. Jean de Chambes, chevalier, était seigneur de Vilhonneur en Angoumois. Cf. de la Ché-

20. Item, juxta ymaginem crucifixi, dominus Oliverus de Sancto Georgio¹³.

21. Item, ante aquilam, dominus Hymbertus de Sancto Saturnino.

22. Item, ante fenestras capituli, Johannes de Redde.

23. Item, in capitulo, ante fenestram a parte sinistra, dominus Hugo Odardi¹⁴.

24. Item, prope eum juxta sedes, dominus Egidius Cerchemont¹⁵.

25. Item, ex altera parte claustrum, a parte putei juxta ostium per quod itur ad coquinam, dominus J. de Faya.

26. Item, juxta eum dominus Dygoyne et filius ejus.

27. Item, post eos dominus Johannes Drouyn de Metz en Lorrenne.

28. Item, post eum dominus Robertus de Aunay¹⁶.

29. Item, post eum dominus Johannes de Dannemarie¹⁷.

30. Item, post eum dominus Johannes de la Layng.

31. Item, post eum dominus Symon de Renouville et dominus Phillipus de Pierrefite.

32. Item, ante puteum dominus Guillelmus de Mausignaco.

33. Item, post eum Guillelmus de Miners et dominus Radulphus Le Bouteiller¹⁸.

34. Item, post eos dominus Petrus de la Rochete et dominus de La Fayette¹⁹.

35. Item, post eum unus Alemanus vocatus Eroys Pynnorre.

36. Item, post eum dominus Boulenviller vicecomes de Alba Mala.

naye, *Dictionnaire de la noblesse*, t. V, p. 44. — 13. Olivier de Saint-George paraît être le fils de Hugues de Saint-George, chevalier, qui fit hommage le 16 déc. 1339 à l'abbé de Saint-Martial de Limoges. Cf. Beauchet-Filleau, *Dict. des familles du Poitou*, 1^{re} éd., t. II, p. 648. — 14. Hugues Odart, écuyer, seigneur de Verrières, fils aîné de Jean Odart, seigneur de Verrières et de Véniers, et d'Agathe de Leczay. Cf. Beauchet-Filleau, *ibid.*, 1^{re} éd., t. II, p. 458. — 15. Sans doute apparenté à Jean de Cherchemont, qui fut chancelier sous Philippe V et Charles IV. Cf. ci-dessus n° CCCXXXVI, n. 1, et Beauchet-Filleau, *Dict.*, t. II, p. 391. — 16. Ce chevalier était probablement originaire de Picardie d'après Beauchet-Filleau, *Dict.*, t. I, p. 183. — 17. Jean Vasselot, seigneur d'Annemarie, fils de Paul Vasselot, seigneur d'Annemarie, et d'Isabelle de Lusignan. Cf. Beauchet-Filleau, *Dict.*, 1^{re} éd., t. II, p. 775. — 18. Raoul Le Bouteiller, seigneur de Montépilloy (canton de Senlis, Oise), fils de Guy Le Bouteiller de Senlis et de Blanche de Chauvigny. Cf. P. Anselme, *Histoire généalogique*, t. VI, p. 257. — 19. Gilbert Motier II^e du nom, seigneur de La Fayette, avait servi dans les guerres de Saintonge en 1338 et 1339 sous Aubert de Sassenage. Cf. de la Chénaye, *Dictionnaire de la noblesse*, t. VII, p. 851.

37. Item, post eum, ante ymaginem Beate Virginis, Johannes Fretart ²⁰.

38. Item, post dominus Robertus d'Ancre.

39. Item, immediate juxta portam claustrī veniendo de cimiterio ad dormitorijū, dominus Johannes Lagarde et unus vocatus Filz de roy.

40. Item, post eos dominus Ludovicus de Stomel, dominus Johannes de Verincourt, dominus de Nigra Terra, Petrus Aubouyn ²¹, Johannes de Vernoyl Cenomanensis.

41. Item, post eos dominus Johannes de Montmorillon et filius ejus et Huguelin de Vace.

42. Item, in eadem parte claustrī, ante ymaginem Beate Virginis et Beati Dominici, dominus S. de...

43. Item, in ecclesia subtus ostium per quod ascenditur super ecclesiam, in una fovea dominus de Spectain, dominus Henrycus de Launo, dominus Gerardus de Helchemance, dominus Gourrardus Guenille, dominus ...leau, Henricus..., Johannes de Brye et Radulphus Seis.

44. Item, in cimiterio, juxta murum per quem itur supra ecclesiam, dominus Symon de Blesy.

45. Item, ante januam ecclesie, dominus Hugo Horry de Metulo.

46. Item, in tribus foveis septem vel octo quorum nomina ignorantur, quorum unus erat miles cum scuto de gulez à un chevron d'or.

47. Item, dominus Thomas de Baignel.

48. Item, dominus Petrus Baillon.

49. Item, dominus Hugo de Tynetes.

50. Item, dominus Seguy de Cluys.

51. Item, dominus de Sancto Gildario.

— 20. Jean Frétart appartenait sans doute à une famille noble de ce nom établie dès le XII^e s. en Loudunais, où elle possédait les seigneuries de Turzay (comm. de Clunay, cant. de Loudun) et de Sautonne (comm. de Martaisé, cant. de Moncontour). Cf. Beauchet-Filleau, *Dict.*, t. III, p. 597. — 21. Le nom d'Aubouyn est commun à plusieurs familles. Cf. Beauchet-Filleau, *ibid.*, t. I, p. 155.

CCCCIX

*Autre liste des guerriers enterrés au couvent des Jacobins
après la bataille de Poitiers¹.*

19 septembre 1356

A. Manuscrit du xvi^e siècle, Arch. de la Vienne H 1, l. 79. — B. Coll. Fonteneau, t. LXVII, p. 329. — C. Copie de A par Rédet, Man. de la Soc. des Ant. de l'Ouest, n° 245. — ÉDITION. Thibaudau, *Histoire du Poitou*, t. II, p. 422.

Cy ensuivent les noms de ceulx qui furent enterrés ou couvent des Freres Prescheurs de Poictiers, qui morurent en la bataille avec le roy Jehan au champ de Alexandre², à deulx lieues de Poictiers ou environ, en l'an de l'Incarnation mil troy cens cinquante et six, qui fut ung lundi dix et neufme jour de septembre.

1. Et premierement le duc de Borbon.
2. Item, messire Aubert de Angeou³.

1. Cette seconde liste n'est pas une simple traduction de la liste latine qui précède : car elle renferme des indications qui lui sont propres, notamment sur le lieu de la bataille. La première comprend 71 noms, dont trois incomplets (n°s 42 et 43). La seconde en comprend 73, dont 2 sont répétés deux fois : *Jehan Matillon* (n°s 22 et 31) et *Phelippes* ou *Phelippon de Pierreficte* (n°s 23 et 55). Si l'on supprime ces répétitions, la seconde liste se ramène à 71 noms. Néanmoins la ressemblance de ces deux listes n'est pas complète. Sur les 71 noms de la seconde, 60 seulement correspondent assez exactement à ceux de la première, à part quelques différences d'orthographe. Le nom incomplet de la première liste qui a pour prénom *Henricus* peut correspondre soit à *Henry de Launay* (n° 9) soit à *Henry de Meschinac* (n° 11) de la seconde. On ne voit pas à quels noms de la seconde liste peuvent correspondre les deux autres noms incomplets de la première : *dominus S. de...* (n° 42) et *dominus... leau* (n° 43). Les noms suivants de la première liste ne se retrouvent pas sur la seconde : *J. de Faya* (n° 25), *Eroys Pynnorre* (n° 35), *Robertus d'Ancre* (n° 38), *Johannes de Brye* et *Radulphus Seis* (n° 43), *dom. Hugo de Tynetes* (n° 49), *dom. Seguygn de Cluys* (n° 50), *dom. de Sancto Gildario* (n° 51). En revanche les noms suivants de la seconde ne se trouvent pas sur la première : *Guillaume de Saint Dyddier* (n° 15), *Guillaume d'Aunay* (n° 16), *le seigneur de Finelerre* (n° 25), *monseigneur de Esprainge* (n° 34), *Berart de Horgusson* (n° 45), *Ymbert Leone* (n° 46) *Jean de Grez* (n° 59), *Renabier de Droyze* (n° 62), *Jean Ferquzel* (n° 65). — 2. Cette indication, rapprochée de documents d'archives concernant le tènement d'Alexandre, près le village des Bordes, dans la vallée du Miosson, a permis à Rédet de préciser le lieu de la funeste bataille où le roi Jean le Bon fut fait prisonnier. Cf. *Revue Anglo-Française*, 1^{re} série, t. V, p. 207. — 3. *Angeou* est une altéra-

3. Item, messire Jehan de Sanceurre.
4. Item, messire Thybault de Laval.
5. Item, messire Guillaume de Montagu.
6. Item, messire Pierre Marchadier et Helyot son frere.
7. Item, messire Phelippes de Forges.
8. Item, messire Guillaume Bar.
9. Item, messire Henry de Launay.
10. Item, messire Gourrant Guy¹.
11. Item, messire Henry de Meschinac.
12. Item, messire Ymbert de Saint Saturnyn.
13. Item, messire Gilles de Serchemont.
14. Item, messire Jehan Droyn de Mes en Lorraine.
15. Item, messire Guillaume de Saint Dyder.
16. Item, messire Guillaume d'Aunay.
17. Item, messire Thomas de Bagnel.
18. Item, messire Symon de Renouville.
19. Item, messire Guillaume de Monssignac².
20. Item, messire Raoul Le Bouteiller.
21. Item, messire Robert d'Aunay.
22. Item, messire Jehan Matillon et messire de Noyre Terre.
23. Item, messire Phellippon de Pierreficte.
24. Item, messire Loys d'Estomel.
25. Item, le seigneur de Fineterre.
26. Item, messire Pierre de Baillon, nepveu du mareschal.
27. Item, messire Symon de Blesy.
28. Item, messire Henry de Melle.
29. Item, Thomas de Hectur³, escuyer.
30. Item, Jehan Fretart, escuyer et ung autre appellé Millo-ton.
31. Item, Jehan Matillon, escuyer.
32. Item, Pierre Auboy, escuyer.
33. Item, Huguelin de Vace, escuyer.
34. Item furent mis en une fousse monseigneur de Esprainge, messire Henry de Launo et messire Gyrart de Hel-semenche.
35. Item en une aultre fousse ung chevalier portant un escu de gules à ung chevron d'or.
36. Item, en une aultre fousse cinq desqueulx on ne sa-voit les noms.
37. Item, le mareschal de Clermont.
38. Item, le conte de Rochechouart.
39. Item, messire Hemar de La Rochefoulquault.

tion de *Hangest*. Cf. la liste précédente, n°3. — 4. La liste latine porte *Gourrardus Guenifle* (n° 43). — 5. La liste latine porte *de Mausignaco* (n° 32). — 6. La liste latine porte *Thomas de Motuz* (n° 9).

40. Item, messire Jehan de Saint Didier.
41. Item, messire Raoul Rabinart.
42. Item, messire Oliver de Monteville.
43. Item, messire Bertrand de La Porte.
44. Item, monseigneur de Spectaing.
45. Item, messire Berart de Horgusson.
46. Item, messire Ymbert Leone.
47. Item, messire Oliver de Saint George.
48. Item, messire Hugues Audart.
49. Item, monseigneur de La Fayette appelé Guillaume.
50. Item, messire Guillaume d'Yagoyne.
51. Item, messire Jacques son filz.
52. Item, messire Jehan de Dannemarie.
53. Item, messire Jehan de la Layng.
54. Item, messire Guillaume de Mirenero.
55. Item, messire Phelippes de Pierrefecte.
56. Item, messire Pierre de La Rochete.
57. Item, le viconte d'Aumale appelé Boulenvillé.
58. Item, messire Jehan de La Garde.
59. Item, messire Jehan du Grez.
60. Item, le seigneur de Verincourt.
61. Item, messire Jehan de Montmorillon et son filz.
62. Item, messire Renabier de Droyze.
63. Item, messire Jehan de Milly.
64. Item, ung appelé Filz de Roy.
65. Item, Jehan Ferchault et Jehan Ferquel, escuyers.
66. Item, Jehan de Jambes et Jehan de Redde, escuyers.
67. Item, Jehan de Vergnoil, escuyer.

7. La liste latine porte *dominus de Dyggoyne* (n° 26). — 8. La liste latine porte *Guillelmus de Miners* (n° 33). — 9. La liste latine porte *Johannes de Chambes* (n° 18).

CCCCX

Liste des chevaliers et écuyers enterrés au couvent des Cordeliers après la bataille de Poitiers.

19 septembre 1356

A. Coll. Fonteneau, t. LXVII, p. 295¹. — B. Coll. Fonteneau, t. XLVI, p. 11. ÉDITIONS. a. Jean Bouchet, *Annales d'Aquitaine* (éd. de 1644), p. 202. — b. Thibaudau, *Histoire du Poitou*, t. II, p. 426

1. Ce document est suivi de cette note de dom Fonteneau : « On ne voit plus l'original de cette pièce au couvent des Cordeliers, mais

Cy sont les noms de ceux qui ont esté enterrez chez les Freres Mineurs de Poitiers, au temps de la descouffiture qui fut faite devant la dite ville l'an mil trois cens cinquante six, le dix-neufiesme jour du mois de septembre, au jour de lundy.

Premierement les chevaliers qui s'ensuivent :

1. Monsieur le duc d'Athenes, connestable de France¹.
2. L'evesque de Chalons².
3. Monsieur André de Chauvigné viconte³.
4. Messire Loïs de Brosse⁴.
5. Messire Jean seigneur de Milly en Berry.
6. Messire Geoffroy de Charny en Champagne⁵.
7. Monsieur de Montjouan⁶.

seulement une copie en veslin sur un tableau, au bas duquel on lit : *M^r Bonnin de ceste ville m'a fait refaire par Gabriel Bonnin l'un de ses eeffans pour la memoire de M^{re} Hugues Bonnin cy nommé en may mil six cens trente.* — 2. Gauthier VI, comte de Brienne, duc d'Athènes, avait été élevé à la dignité de connétable de France le 6 mai 1356 en remplacement de Jacques de Bourbon qui s'était démis de son office en sa faveur. Cf. P. Anselme, *Histoire généalogique*, t. VI, p. 165 : « Son corps fut apporté en l'abbaye de Beaulieu au comté de Brienne où se voit sa sépulture devant le grand autel avec cette inscription : « Cy gist tres excellent prince monseigneur Gauthier duc d'Athènes, comte de Brienne, seigneur de Liche et connetable de France, qui trepassa MCCCLVI en la bataille devant Poitiers quand le roi Jean fut pris ». — 3. Renaud Chauveau était membre de la Chambre des Comptes depuis 1345 quand il fut élu évêque de Châlons le 28 février 1352 (*Gallia Christiana*, t. IX, p. 802). — 4. André de Chauvigny, vicomte de Brosse, fils d'André II de Chauvigny, baron de Châteauroux, avait épousé en 1323 Alix d'Harcourt, fille de Jean comte d'Harcourt, vicomte de Châtellerault. Cf. Beauchet-Filleau, *Dictionnaire des familles du Poitou*, t. II, p. 354. — 5. *de la Brosse A. de Brosse* a b. Louis de Brosse, chevalier, seigneur de Boussac et de Sainte-Sévère, était fils de Pierre I de Brosse, petit-fils de Roger de Brosse chef de la branche des seigneurs de Boussac et de Sainte-Sévère. D'après le P. Anselme, *Histoire généalogique*, t. V, p. 571, son corps fut apporté de Poitiers et enterré en l'église de Saint-Martin d'Humiel (Allier). — 6. Geoffroy de Charny, seigneur de Pierre-Perthuis sous Vézelay (Yonne), était capitaine de Saint-Omer en 1349 et avait cherché à reprendre Calais aux Anglais : fait prisonnier par trahison après une lutte acharnée le 1^{er} janv. 1350, il reçut du roi le 31 janv. 1351 12.000 écus d'or pour payer sa rançon. Cf. P. Anselme, *Histoire généalogique*, t. VIII, p. 201. Choisi le 25 juin 1355 pour porter l'oriflamme, ce vaillant chevalier se fit tuer à Poitiers en couvrant le roi Jean de son corps. Voy. Froissart, éd. S. Luce, t. IV, p. xxxi. — 7. *Montjouan* Ba, *Montjan* A. Robert d'Avesbury, qui donne une liste des principaux seigneurs tués à la bataille de Poitiers (éd. de 1720, p. 252), cite : « *le sire de Mountrehan* (lire : *Mountjehan*) », c'est-à-dire de Montjean. La généalogie des seigneurs de Montjean en Anjou (P. Anselme, *Histoire général.*, t. VII, p. 174) n'en indique pas qui soit mort à la bataille

8. Messire Jean de l'Isle⁹.
9. Messire Gris Mouton de Chambely⁹.
10. Messire Pierre de Chambely son frere.
11. Monsieur de Chasteau Villain de Champagne¹⁰.
12. Messire Jean de Montigny.
13. Messire Jean de Maumont¹¹.
14. Messire Jean de Bourbon.
15. Messire Phelippes de Boutennillier¹².
16. Messire Hue de Maillé¹².
17. Messire Geoffroy de S. Digier¹⁴.
18. Messire Aimery de la Barre.
19. Messire Guillaume de Blesse¹⁵.
20. Messire Jean de Grillon.
21. Monsieur de Chistré, seigneur de Rademont.
22. Monsieur Clerin de Cherves.
23. Messire Baudin de Gargalingaen¹⁶.
24. Messire Anseau de Hois¹⁷.
25. Messire Micheau de Pommoy.
26. Messire Richard de Beaulieu¹⁸.
27. Messire Guillaume de Fuilles.

de Poitiers. — 8. Robert d'Avesbury (*l. l.*) cite « *mounsire Johan de Lisle* ». Peut-être ce chevalier est-il celui qui était capitaine général en Poitou en 1349 et 1350 (voy. ci-dessus n° CCCLXXII). Cependant on trouve à cette époque plusieurs personnages de ce nom. — 9. Philippe de Chambly dit Grismouton avait pris part au siège d'Aiguillon en 1346 avec Jean, duc de Normandie, le futur Jean le Bon, dont il était, comme le dit Froissart, un des favoris. Voy. Froissart, éd. S. Luce, t. IV, p. 5, 207. — 10. Robert d'Avesbury (*l. l.*) cite parmi les seigneurs tués à Poitiers : « *le sire de Chatel Vilain* ». Jean de Châteauvillain figure aussi sur la courte liste des morts de Poitiers que renferme la Chronique normande du XIV^e s. (éd. Molinier, p. 116). Le P. Anselme (*Hist. généal.*, t. II, p. 337 et suiv.) donne la généalogie de la maison de Châteauvillain (Haute-Marne), sans spécifier lequel de ses membres est mort à Poitiers. Il s'agit sans doute, non de Jean III, seigneur de Châteauvillain, d'Arc-en-Barrois et Nueilly, qui épousa en 1321 Marguerite de Noyers, fille de Miles VI, seigneur de Noyers, maréchal, porte-oriflamme et grand bouteiller de France, et dont les derniers actes sont de l'an 1343, ni de leur fils Jean qui mourut jeune, mais du mari de leur fille et principale héritière Jeanne, à savoir Jean, seigneur de Thil en Auxois et de Marigny en Champagne, conseiller de Philippe VI de Valois et connétable de Bourgogne, qui devint par son mariage seigneur de Châteauvillain et en transmit le nom et les armes à ses descendants. — 11. Fils puîné de Bertrand, chevalier, seigneur de Maumont. Cf. J. Nadaud, *Nobiliaire du diocèse de Limoges*, t. IV, p. 371. — 12. *Boulainvilliers* B. — 13. *Mailly* B. — 14. *Saint Didier* B. — 15. *de Blesse* a. — 16. *Carlinghaen* B. — 17. *Anseau de Hois* Ba, *Anceau de Choix* A. — 18. On peut se demander si ce nom n'est pas une altération de celui de Guichard de Beaujeu, qui figure sur la liste de Robert d'Avesbury et sur celle de

28. Messire Hugues Bonnin¹⁹.
29. Messire Danée de Melon²⁰.
30. Messire Guillaume de Crevent²¹.
31. Messire Guillaume de Liniers²².
32. Messire Ollivier de Saint Gilles.
33. Messire Guillaume de Romeneuil.
34. Messire Jean de Cranches.
35. Messire Yvon du Pont, seigneur de la Rocheserviere²³.
36. Messire Guillaume de Mongy.
37. Messire Jean de Tigny.
38. Messire Jean Brigdent²⁴.
39. Messire Jean de Noireterre.
40. Messire Guillaume de Paty.
41. Messire Robert de Chalus.
42. Messire Adam de Beauvillier.
43. Messire Bonnabes²⁵ de Roges.
44. Messire Vinies de Saint Denis.
45. Messire Macé de Grosbois.
46. Messire Louis de Nully.
47. Messire Simon Oyenpuille²⁶ et Henry son frere.
48. Monsieur de Champrecour.
49. Messire Guillaume Sauvage²⁷.
50. Messire Guillaume du Retail²⁸.
51. Messire Seguin du Cloux.
52. Monsieur Le Budan de Rochedagon²⁹.
53. Messire Raoul de Rezay³⁰.
54. Monsieur Jean de Mirebeau.
55. Monsieur Guichard de Chastillon³¹.

la Chronique normande. — 19. C'est en mémoire de ce chevalier que la copie de cette liste fut faite en 1630 par un de ses descendants. Voy. ci-dessus, p. 170, n. 1. D'après Beauchet-Filleau, *l. l.*, t. I, p. 619, ce chevalier était sans doute le même que Hugues Bonnin, maître d'hôtel de la reine en 1349, dont le sceau porte un écu chargé de trois pals (Clairambault, n° 1163). — 20. *Dancé de Melun* B. — 21. D'après le P. Anselme (*Hist. généal.*, t. V, p. 764), ce chevalier appartenait à la maison de Crevant, en Touraine, illustrée au XVII^e s. par Louis de Crevant d'Humières, grand-maître de l'artillerie et maréchal de France, créé en 1690 duc d'Humières. — 22. *Linieres* Ba. — Guillaume de Liniers, écuyer, seigneur de la Meilleraye (com. de Beaulieu-sous-Parthenay, cant. de Mazières-en-Gâtine, Deux-Sèvres). Cf. Beauchet-Filleau, *Dict.*, 1^{re} éd., t. II, p. 303. — 23. *la Rochecherviere* A, *la Rocheservieres* B, *Rocheserviere* a. — 24. *de Brigdene* A, *Brigdent* B, *Brigdene* a. — 25. *Bonnabes* a, *Boimabes* A, *Bonabes* B. — 26. *Oyempeville* B. — 27. Peut-être Guillaume Sauvage, seigneur du Plessis-Guérif. Cf. P. Anselme, *Hist. généalogique*, t. III, p. 631. — 28. Guillaume du Retail était peut-être fils de Jean du Retail et d'Aiglantine de Pressigny. Cf. *Arch. hist. du Poitou*, t. XXI, p. 57 note. — 29. *de Cochedagon* A. — 30. *Lesay* B. — 31. *Guichon de Chamillon* A, *Gui-*

- 56. Monsieur Ancelin de Carou³², seigneur de Hes.
- 57. Messire Guy des Barrés, seigneur de Chaumoy³³.
- 58. Messire Jean de Cluys³⁴.
- 59. Monsieur le Bourgne de Prie.

Les Escuyers :

- 60. Bernard de Donzenac.
- 61. Robert Messire.
- 62. Gilles de Miraumont.
- 63. Guicheux de Marconnay³⁵.
- 64. Girard de Pierres³⁶.
- 65. Guillaume de la Fosse³⁷.
- 66. Robert de la Roche³⁸.
- 67. Pierre de Bras³⁹.
- 68. Jean Ribriche, seigneur de Corbon.
- 69. Celard Heraussant.
- 70. Hopart de Hanpedourt⁴⁰.
- 71. Guimont Pery.
- 72. Guillaume de la Jarracere⁴¹.
- 73. Guillaume Griauc.
- 74. Ollivier de Rosay.
- 75. Girard Delee⁴².
- 76. Berart de Lemont.
- 77. Heymonnet Embert.
- 78. Jobert d'Artois.
- 79. Richard de Vendel⁴³.
- 80. Guillaume Sevrin.
- 81. Jean du Flume⁴⁴.
- 82. Jean de Fleat⁴⁵.
- 83. Guy de Bournay.
- 84. Le Moine de Montigny.
- 85. Guinet de Buisson.

cher de Chuintylon a. — 32. Celon A, Carroux B, Carou a. — 33. Chaumont B. — 34. Claje A, Cluis B, Cluys a. — 35. Le fief de Marconnay (com. du Verger-sur-Dive, cant. de Moncontour) relevait de la seigneurie de Mirebeau. Cf. de Fouchier, La baronnie de Mirebeau, Mém. Soc. Ant. de l'Ouest, t. I (1877), p. 197. Guicheux de Marconnay est le père de Louis, Renaud et Aimery de Marconnay, mentionnés dans des lettres de remission d'avril 1380. Cf. Arch. hist. du Poitou, t. XXI, p. 132 note. — 36. Pierre B. — 37. de la Fousse A, de la Fosse B a. — 38. de la Riche A, de la Roche B a. — 39. de Bris A. — 40. Cham-pedourt A. — 41. Jarocere B. — 42. Delée B. — 43. Vandelles B. — 44. du Fleuve A, de Flumes B. — 45. de Fleat A, de Leat B, Desleat a.

86. Jean de Brinac ⁴⁶.
87. Ymbert de Chamborant ⁴⁷.
88. Brunet Daugun.
89. Jean Sarrin ⁴⁸.
90. Pierre de Sainct Denis.
91. Perrinet de Paché.
92. Ferry Pate ⁴⁹.
93. Jean Dinye.
94. Le Petit Dinchequin ⁵⁰.
95. Jeannot de Montaubis ⁵¹.
96. Jolivet Buffart ⁵².
97. Jean de Bourneville ⁵³.
98. Jean Martin.
99. Ardouin de la Touche ⁵⁴.
100. Guillaume de Lusange ⁵⁵.
101. Le petit Bidault de la Roche Dagon ⁵⁶.

Plusieurs autres corps occis à la dite bataille furent, par licence de l'official de Poitiers et du maire de la dite ville, amehés en charrettes par les dits Freres Mineurs en icelle ville pour estre enterrez en de grandes fosses en leur cymetiere, qui est hors l'eglise, le jour de Sainct Valentin, au dit an mil trois cent cinquante et six. Et furent faites obseques honorables par toutes les eglises, convents et monasteres et par quantité de bons bourgeois d'icelle dite ville.

Lire peut-être de *Fleac*. — 46. *Brillac* B. — 47. La seigneurie de Chamborant était située en Poitou sur les confins de la Marche et du Limousin ; auj. Chamborant, commune du canton du Grand-Bourg, arrondissement de Guéret (Creuse). Cf. Beauchet-Filleau, *Dict. des familles du Poitou*, t. I, p. 222, le chevalier de Chamborant de Droux, *Inventaire des titres généalogiques de la maison de Chamborant*, p. 22. — 48. *Sarrain* A. — 49. *Pact* A. — 50. *d'Enchequin* B. — 51. *Montaubis* A. — 52. *Bouffart* A. — 53. *Bourmeuille* A. — 54. Cf. Beauchet-Filleau, *Dict.*, 1^{re} éd., t. II, p. 732. — 55. *Delulange* A. — 56. *De Gon A, d'Agen B, Dragon a*.

CCCCXI

Jean Morreil¹, aumônier de l'échevinage de Poitiers, baille à Germain Guynart, de la paroisse de Cissé, une maison de l'aumônerie de l'échevinage au village de Ribouart², à la rente de trois mines de froment, un chapon et une poule.

9 novembre 1356

Titre perdu. ANALYSES. A Reg. 13 p. 342 (BBBBB xxvi). — B Man. d'Auzance, fol. 29.

1. Morin A, Morreil B. Voy. n^{os} CCCCXIII et CCCXVIII. — 2. Commune de Cissé.

CCCCXII

Le dauphin Charles, lieutenant du roi, sur la demande du maire de Poitiers, autorise la levée d'un fouage sur la ville et la châteltenie pour les fortifications de Poitiers.

7 mai 1357

Man. d'Auzance, fol. 79.

Karolus, regis Franciæ primogenitus ejusque locum tenens, dux Normanniæ et delphinus Viennensis, senescallo Pictavensi vel ejus locum tenenti, salutem. Ad supplicationem majoris¹, scabinorum et aliorum habitantium villæ Pictavensis, dicentium quod, cum dicta villa sit dicti domini nostri magnisque fortificationibus indigeat, mandamus vobis quatenus, vocatis dictis majore, scabinis ac majorum et sanorum parte habitantium dictæ villæ, si vobis constiterit pro securitate ipsius villæ et proximæ circumviciniæ fore necessarium et utile dictam villam claudere et fortificare, et pro præmissis faciendis et adimplendis quoddam foagium imponere super quolibet foco habitantium in dicta villa et in castellania ejusdem et in locis circumvicinis, qui ad dictam villam in casu necessitatis refugium et recursum haberent et habere possent, videlicet super divitibus potentioribus duodecim denariorum qualibet septimana usque ad annum juxta bonorum suorum facultates et ipsorum cujuslibet, ac minus, prout in fortalitia dictæ villæ vel prope illud existunt, usque ad unum denarium descendendo, vos, in casu prædicto, hujus modi foagium modo prædicto levandum et exigendum imponatis ac exigi et levare permittatis usque ad annum a die qua dictum foagium levare et exigi inceptum fuerit, terrasque² bonas, idoneas et sufficientes personas ad dictum foagium seu assiettam ejusdem faciendam ipsumque colligendum et levandum, vocatis ad hoc dictis majore et scabinis, ex parte nostra deputetis et instituatis, qui collectores coram vobis seu vestro deputato computum et rationem de recepta

1. Le maire était alors Herbert Guichard, ainsi qu'il résulte d'un document publié *Arch. hist. du Poitou*, t. XVII, p. xxxviii note. Il était tombé au pouvoir d'un Anglais nommé Begmoz, dans un combat qu'il avait eu lieu non loin de Poitiers quelques semaines avant la bataille de Maupertuis. Voy. ci-dessous n° CCCCXIX. — 2. Le mot *terras*, que donne le manuscrit, n'a pas de sens ici, d'après le reste de la phrase : il convient sans doute de le corriger en *tres*, qui a pu facilement être

hujusmodi foagii, vocatis ad hoc dicto majore ac quibusdam aliis sufficientibus et idoneis, prout vobis visum fuerit expedire, computabunt et computare tenebuntur, proviso quod, quidquid inde receptum fuerit, in hujusmodi fortalitiis et non alibi convertatur, ac etiam quod dicti contribuentes in dicta villa, in casu necessitatis, cum familiis et bonis suis, portando vel mittendo vitæ necessaria, recipiantur et amicaliter tractentur, proviso etiam quod, occasione hujusmodi foagii, subsidium pro guerris dicti domini nostri ac nostris ordinatum seu etiam ordinandum minime impediatur seu retardetur aut diminuatur. Datum Parisius die VII maii anno Domini 1357 sub sigillo Castelleti Parisiensis in absentia magni dicti domini nostri.

Per consilium, in quo erant domini G. de Cubr.³ et Philippus de Tribus Montibus⁴, [milites]⁵ et de Coquerello⁶ et J. Barraut⁷. — Legros.

CCCCXIII

Commission donnée de par le sénéchal de Poitou aux sergents royaux pour défendre au prévôt de Poitiers de connaître dorénavant d'une cause pour laquelle le maire avait appelé.

altéré par le copiste en *terras*. — 3. Ce nom, écrit en abrégé, paraît altéré. Peut-être faut-il lire : G. de Ambr(evilla). Guillaume d'Ambreville, chevalier, était conseiller au Parlement en 1352. Cf. Extraits de journaux du trésor, *Bibl. de l'Ecole des Chartes*, t. XLIX, p. 183. Il figure comme présent au conseil sur une ordonnance de juin 1357 avec Philippe de Troismonts, Firmin de Coquerel et Jean Barraut (*Ordonnances*, t. III, p. 174). — 4. Philippe de Troismonts, chevalier, conseiller au Parlement en 1352, chargé à plusieurs reprises de missions par Jean le Bon, plus tard maître des requêtes de l'hôtel sous Charles V, figure comme présent au conseil sur beaucoup d'ordonnances de 1357 et de 1358. Voy. *Ordonnances*, t. III, p. 146, 164, 174, 175, 179, 210, P. Anselme, t. VI, p. 159, L. Delisle, *Mandements de Charles V*, n° 42, Noël Valois, *Le gouvernement représentatif en France, Revue des questions historiques*, 1885, p. 107. — 5. Le manuscrit porte : *nubt*. Nous corrigeons en *milit(es)*. — 6. Firmin de Coquerel, bourgeois d'Amiens, partisan du roi de Navarre, qui fut introduit dans le conseil du roi par les Etats généraux le 10 mars 1357 et fut mis à mort comme traître en 1358 après avoir favorisé l'entrée des Navarrais dans Amiens, ne doit pas être confondu avec Firmin de Coquerel, conseiller du roi, maître des requêtes de l'hôtel, doyen de l'église de Paris, puis évêque de Paris, qui succéda à Guillaume Flote, seigneur de Revel, comme chancelier de France le 5 janvier 1348 et mourut vers 1350. Cf. P. Anselme, t. VI, p. 329, N. Valois, *l. l.*, p. 96. — 7. Jean Barraut était au nombre des 6 ou 7 nouveaux membres du conseil royal élus par les Etats généraux en 1357. Cf. N. Valois, *l. l.*, p. 96.

19 juillet 1357

Original, Arch. mun. D 9.

De par le seneschal de Poictou, à Guion de Peruze¹, Jehan Chappea², Philippot Caro³, Simonet Daustruit, sergens du roy nostre seigneur et à touz autres sergens du dit seigneur, salut. Comme le maire de Poictiers et le procureur du dit maire et commun, tant pour eulx que pour leur hommes et subgez, aient appellé à nostre court du prevost de Poictiers et de sa court en certaine forme et maniere, sauve à declairer et à poursuivre leur appel, ait obligé le dit procureur les biens du dit commun et donné plege, si mestier est, Jehan Morreil⁴, qui si establist et en fut jugé, nous vous mandons et commectons et à chescun de vous, que vous les teignez en la exemption du dit prevost et de sa court et en l'obeissance de nostre court comme souveraine, et en deffendez au dit prevost, son lieu tenant et à ses sergens et à chescun d'eux toute obeissance et cognoissance. Et adjournez le dit prevost, si requis en estes, à la prochaine assise de Poictiers aus jours du bailliage du dit lieu, pour proceder et aler avant avecques le procureur des diz maire et commun en cause d'appel et faire en oultre ce que reson donnera. Et deffendez au dit prevost, son lieu tenant et ses sergens et à chescun, sur ce que il se pevent meffaire envers le roy nostre seigneur et à la paine de cent livres, que pendant le dit appel ne pour cause ou occasion d'icelli, il ne actemptent, innovent ou agravent aucunes chouses indeues contre le dit maire et commun, contre leur subgez ny leur biens, et leur enjoingnez à semblable paine que, s'il ont fait ou actempté aucunes chouses au contraire, que il le revoquent et mectent à estat deu et premier tantost et sanz delay. Donné sous le seel de la dicte seneschaucie le XIX^{me} jour de juillet l'an mil CCC cinquante et sept.

1. Guyon de Péruse est déjà mentionné comme sergent du roi en 1353 (ci-dessus n° CCCLXXXVIII). — 2. Jean Chapeau figure sur une liste de procureurs de la commune en 1339 (n° CCCXXXVI) et sur une liste de sergents du roi en 1340 (n° CCCXXXIX). — 3. A cette commission est annexé le rapport de Philippot Caron, déclarant qu'il a signifié cette défense à « *Jehan Bonim, garde de la prevosté de Poictiers, Richart Luyler, Denis Morchoine, Stevenot de Milli et Huguet de la Vallée, sergens du roy en la dicte prevosté.* » Ce Jean Bonim, garde de la prévôté, n'est autre sans doute que Jean Bonin, garde du sceau royal en 1355 et 1357. Cf. n° CCCCIV, n. 2. Le sergent Philippot Caro fut tué en 1358 dans une rixe (Arch. hist. du Poitou, t. XVII, p. 268). — 4. Jean Morreil était aumônier de l'échevinage. Cf. n°s CCCCXI et CCCCXXIII.

CCCCXIV

Jean, fils du roi de France, comte de Poitou, octroie à la ville de Poitiers la continuation du barrage pendant deux ans, à condition d'en affecter le produit aux fortifications.

27 juillet 1357

Original, Arch. mun. H 5.

Jehan, filz du roy de France, conte de Poitou¹. A touz ceuls qui ces presentes lettres verront, salut.

Oye la supplicacion du maire et habitans de la ville de Poitiers, disans que, comme il leur ait convenu et conviegne faire et soustenir de jour en jour plusieurs fraiz et mises pour repaier et mettre en estat la cloison de la dicte ville, laquelle chose il ne pavoient faire ne soustenir en consideration aus grans pertes et damages qu'il ont sostenu par les enemis de monseigneur, se sur ce ne leur estoit pourveu de remede gracieux, savoir faisons que, pour consideration des choses dessus dictes, aus diz maire et habitans avons donné et octroïé, donons et octroions par la teneur de ces presentes, de grace especial et de certaine science, le barrage en la dicte ville de Poitiers, à prendre, cueillir et lever par les diz maire et habitans ou leur deputez, selon ce qu'il a acoustumé de estre levé pour le temps passé par le don de mon dit seigneur ou ses lieux tenans², jusques à deux ans continuez du jour de Nostre Dame de aoust prochainement venant, pour torner et convertir ès reparacions de la dicte ville et non ailleurs. Si donons en mandement au seneschal de Poitou ou à son lieutenant que du dit barrage les diz maire et habitans et leur deputez lesse et facce joir et user paisiblement durant le dit temps par my ce que, en la fin de chascun des deux ans dessusdiz, les diz maire et habitans, leur deputez ou receveurs establiz sur ce, rendent et soient tenuz de rendre compte

1. Jean le Bon avait donné le comté de Poitou en apanage à son 3^e fils Jean avant le 8 juin 1356, date à laquelle des lettres de commission instituant ce prince lieutenant général en Poitou, Saintonge, Limousin, Berry, etc., le qualifient de comte de Poitou. Cf. *Arch. hist. du Poitou*, t. XVII, p. xxii. Il prend déjà le titre de comte de Poitiers sur une pièce datée du 30 mai 1356 (Bibl. nat. Pièces originales 1850, d. 42731). Le Poitou ayant été cédé à l'Angleterre par le traité de Brétigny, le roi lui donna en échange le Berry qu'il érigea en duché-pairie par lettres d'octobre 1360 (Arch. nat. JJ 91, fol. 102, n° 203). — 2. Cf. ci-dessus n° CCCLXIV, CCCLXXX, CCCLXXXV.

au dit seneschal, son lieutenant ou autres deputez sur ce, des prouffiz du dit barrage et de là où il aura esté converty. Et aussi volons et mandons au dit seneschal ou à son lieutenant que, appelé avec lui le dit maire de la dicte ville, il contraingne hastivement et vigueureusement touz ceuls qui ou temps passé ont receu ou fait lever le dit barrage ou queconques autres subsides, impositions ou autres exploiz pour mettre et convertir ès dictes reparacions, à li rendre compte de tout ce qu'il en auront fait. Et touz ceuls qu'il trouvera par le comptes devoir aucune chose, contraingne et facce contraindre, par toutes les voies et manieres que faire le porra, à rendre et paier hastivement et senz nul deport³, pour convertir et mettre ès dictes reparacions de la dicte ville et non ailleurs. Et de ce faire et ce qui s'en depent, donons plain pouvoir et especial mandement au dit seneschal ou à son lieutenant, et mandons à touz nos justiciers et subgez que au dit seneschal ou à son lieutenant en ce faisant entendent et obeissent diligamment. Donné à Paris soubz le seel de nostre secré, le XXVII^e jour de jullet l'an de grace M CCC L sept.

Par monseigneur le conte, à la relacion de son conseil, ouquel estoient messires Philippe d'Aunay, Gauthier du Ru, chevaliers, Oddot Le Cousperel et mestre Jehan Rivaut⁴. — (*Signé :*) Ascelin⁵.

CCCCXV

Mandement de Jean, comte de Poitou, au sénéchal de Poitou et au maire de Poitiers, leur enjoignant de s'opposer aux usurpations de Jacques Pontin, qui se disait lieutenant des maréchaux de France.

17 septembre 1357

Man. d'Auzance, fol. 101.

Jehan, filz du roi de France, comte de Poictou, à nos amez

— 3. C'est-à-dire sans retard. — 4. M^e Jean Rivaut, qui était en 1357 conseiller du comte de Poitou, fut nommé le 23 septembre 1361 conseiller du roi d'Angleterre en Poitou. Cf. n^o CCCXXV. — 5. Ascelin de Maches, secrétaire du comte de Poitiers, fut chargé en 1356, avec Jean de Crusy, de juger un différend entre le maire et le châtelain de Poitiers (voy. ci-dessous n^o CCCCXIX). Il était encore secrétaire du duc de Berry en 1377. Cf. *Arch. hist. du Poitou*, t. XXI, p. 309 ; *Registre de Barthélemy de Noces, Bibl. de l'Ecole des Chartes*, 1891, p. 251, 520.

et feaux senechal et maire de Poictiers ou à leurs lieutenans, salut. On nous a de nouvel donné à entendre que Jacques Pontin, soy portant lieutenant des mareschaux de France¹, se veult efforcer de exercer jurisdiction en nostre ville de Poictiers en empeschant la nostre jurisdiction ordinaire, en venant et faisant contre les ordonnances royaux faictes et passées par monseigneur en son conseil, seellées en lacz de soye et en cire verte, pour la tution et garde des subjects du royaume, disant le dit Jacques Pontin soy avoir lettres de nostre très cher et seigneur frere monsieur le duc de Normandie, par lesquelles, nonobstant lesd. ordonnances, il peult cognoistre en nostre dicte ville pour lesd. mareschaux des gens demeurans en icelle, qui ne sont gens d'armes ne n'ont accoustumé à suivre les armées. Par quoy, si sur ce n'estoit par nous pourveu de hastif convenable remede, grand nombre des habitans de nostre ville de Poictiers s'en departiroient pour lesd. molestations, et ainsi demeureroit en grand doubte, mesmement que nostred. ville est grande et spacieuse et y convienne grand nombre de gens à la garder. Pourquoi nous, qui ne voulons tels griefz ne molestations estre faictes à nous ne à nos subjects, vous mandons et commettons et à chacun de vous que, en ensuivant de point en point lesd. ordonnances royaux, vous ne laissiez ne souffriez doresnavant lesd. gens estre molestez, grevez ne traictez contre la teneur d'icelles ordonnances ne respondre par devant ledit Jacques Pontin ne autres lieutenans desd. mareschaux de France ne autres juges extraordinaires, nonobstant lettres impetrées ou à impetrer au contraire. Et de ce soyez si diligens que, par vostre default, les dites gens [ne]² s'en doivent autrefois complaindre par devers nous et que, pour ce, peril et dommage [n'] en advienne à nostre dicte ville ne à nos subjects. De ce faire vous donnons pouvoir, mandons et commandons à tous nos officiers et subjects que. à vous et à chacun de vous en ce faisant obeissent et entendent diligemment et vous prestant et donnent confort et ayde, si mestier en avez et par vous en sont requis. Donnée à Maubuisson lez Pontoise le XVII^e jour de septembre l'an de grace mil trois cent cinquante et sept, et sous le seel de nostre secretaire³.

1. Les maréchaux de France étaient alors Arnoul d'Audrehem, qui, lieutenant du roi en Poitou en 1352, puis en Normandie depuis le mois de juin 1353, avait été fait prisonnier à la bataille de Poitiers, et Jean Le Maingre dit Boucicaut, qui fut nommé lieutenant du roi en Poitou le 22 mai 1358. Voy. ci-dessus, n^{os} CCCLXXXI n. 5 et CCCLXXXV n. 1. — 2. Mot omis que le sens réclame. — 3. Lire : *de nostre secret*. Voy. ci-dessus n^o CCCCXIV et *Arch. hist. du Poitou*, t. XVII, p. 288.

Par monseigneur le comte, à la relation de son conseil, auquel estoient messire frere Jean de Laval, messire Jean de Bray et plusieurs autres. — Locu.

CCCCXVI

Le dauphin, duc de Normandie, requiert les bourgeois de Poitiers d'envoyer un ou deux députés à Paris le mardi après la Toussaint, afin de voter une aide pour la guerre contre les Anglais.

15 octobre 1357

A. Original, Arch. mun. I. 5. — EDITION. a. Delachenal, *Histoire de Charles V*, t. II, p. 392.

De par le duc de Normandie, dalphin de Viennois, ainsné¹ filz et lieutenant du roy de France.

Les bourgeois et habitans de la ville de Poitiers.

Il est pure neccessité de resister incontinent, sanz plus attendre jour ne heure, aus très mauvais et desloiaux fais des ennemis de monseigneur, de nous et de vous et de tout le royaume, les quieux sanz cesser jour et nuyt s'efforcent, si comme vous savez, de grever et dommager, par touz les lieux et par toutes les voies et maneres que ils pevent, les feauls et loiaux subgez de monseigneur et de nous ; la quelle chose nous entendons² à faire sanz plus de delay, à l'aide de Dieu et du bon confort et aide que vous nous y ferez, si comme nous esperons et tenons fermement, considérée la vroie³ amour et la parfaite obeissance et loyalté que vous avez touz-jours eue et encores avez à monseigneur et à nous. Car sanz l'aide de vous et des autres bons et loiaux⁴ feaulx et subgez de monseigneur et de nous, nous ne le pourriens faire. Et pour ce, affin de savoir quel confort et quel aide vous nous y voudrez faire, nous, par la deliberacion de nostre grant conseil, avons ordené que, de chascune des bonnes villes et lieux de langue d'oïl, soient devers nous, à Paris, le mardi après la feste de Toussains prochain venant⁵, deux ou une bonnes personnes, fondées souffisanment et touz avisez de octroier et de nous faire l'aide qu'il nous voudront faire. Si vous prions et requérons et nyentmoins mandons sur toute l'amour, foy et loyalté que vous avez et devez avoir à monseigneur et à

1. ainsné A, ainsné a. — 2. entendons A, actendons a. — 3. vroie A, vraie a. — 4. loiaux A, loiaux a. — 5. 7 novembre.

nous et tant comme vous vous povez meffaire envers luy et envers nous, que aus jour et lieu dessusdiz, vous envoieez sanz faillir en la manere dessus dicte. Sachanz pour certain que, s'il avenoit que vous faussiez de y envoyer, comme dit est, si seroit il et est dès maintenant nostre entencion, et ainssi le reputons et tenons fermement, que nientmoins vous nous feriez et ferez autel aide, selon vostre estat, comme les autres qui seront venuz à la dicte journée. Si gardez que vous n'en faillez, comment que soit, et nous certesiez tantost par le porteur de ces presentes du jour et de la recepcion d'icelles. Donné à Paris le XV^e jour d'octobre.

(Signé :) J. Varenne.

CCCCXVII

Lettres du roi Jean chargeant Jean Le Maingre dit Boucicaut¹, maréchal de France, le sénéchal de Poitou, Guillaume Larchevêque² et l'abbé de Saint Cyprien d'inviter tous les prélats et gens d'église, nobles, communes et habitants de la province à se cotiser pour aider à payer sa rançon.

3 juin 1358

Copie contemporaine sous le sceau « dou contraiz establi à Poitiers » du 17 juillet 1358. Arch. mun. I 6. — EDITION. Delachenal, *Histoire de Charles V*, t. II, p. 412.

1. Voy. ci-dessus n° CCCLXXXI, n. 5. — 2. Guillaume VII Larchevêque, sire de Parthenay de 1358 à 1401, avait été nommé par lettres du dauphin Charles, en date du 22 mai précédent, lieutenant général en Poitou, Saintonge et Touraine, en même temps que le maréchal Boucicaut (Arch. mun. de Poitiers C 11).

CCCCXVIII

Le dauphin Charles, régent du royaume, enjoint aux bourgeois de Poitiers de remettre à Jean de Neste, trésorier des guerres, le produit des aides qu'ils ont votées pour le paiement des gens d'armes qui sont en Poitou.

10 octobre 1358

Man. d'Auzance, fol. 47 v^o.

Charles, aîné filz du roy de France, regent le royaume¹, duc de Normandie et daulphin de Viennois, à nos amez subjects les bourgeois et habitans de Poitiers, salut et dilection. Comme, pour le profit et sauuation du pays de Poictou, il vous a pleu ordonner certaine ayde et subside pour paier les gens d'armes estans audit pays, laquelle chose nous avons agreable et acceptable, neantmoins voulons et vous mandons lesd. aydes et subsides estre baillées à Jean de Neesle, tresorier de nos guerres, ou son lieutenant, pour les bailler au nom de nous aux gens d'armes et de pied estans et qui seront aud. pays et non ailleurs, afin que led. tresorier en puisse rendre compte par devers les gens de la Chambre des Comptes de monseigneur et de nous, à Paris, et sans ce que luy ou son lieutenant en puissent tourner ne convertir denier ailleurs fors que au dit pays et par l'ordonance de nostre lieutenant ou capitaine estant esd. parties. Car ainsi le voulons nous estre fait et nous plaist. Donné le X^e jour d'octobre l'an de grace 1358.

Par monseigneur le regent, à la relation du conseil. — de Montagu.

1. Le dauphin Charles prenait le titre de régent du royaume depuis le 1^{er} mars 1358. Voy. Bibl. nat. Pièces originales 1474, d. 33408 ; Delachenal, *Histoire de Charles V*, t. I, p. 370.

CCCCXIX

Sentence de Jean de Crusy et d'Ascelin de Maches, commissaires du comte de Poitiers, sur un différend qui s'était élevé au sujet du guet entre le châtelain du château de Poitiers, Martellet du Mesnil, et le maire de Poitiers, Herbert Guichard.

17 mars 1359 n. st.

Copie contenue dans un mandement d'exécution donné par le sénéchal de Poitou le 1^{er} mai 1359, Arch. mun. E 12.

A touz ceuls qui ces presentes lettres verront, Jehan de Crusy, conseiller de monseigneur le conte de Poitiers, et Ascelin de Maches¹, secretaire dudit seigneur, ses gennerauls

1. Ce document montre qu'Ascelin de Maches était déjà secrétaire du comte de Poitiers pendant la mairie d'Herbert Guichard, en 1356-7.

depputez en son conté de Poitiers et ressort, salut. Savoir faisons que, comme d'autrefois certain debat eust esté meuz par devant nous entre Martellet du Mesnil, escuyer, chastellain du chastel de Poitiers, d'une partie, et Arbert Guichart, mayre de Poitiers¹, d'autre, sur ce que ledit Martellet disoit que, à cause dudit chastel, touz les habitans de la chastellenie de Poitiers estoient tenuz de fere guez, rere-guez et garde au dit chastel et que ledit maire li empeschoit que la greigneur partie des habitanz de ladicte chastellenie venissent guaitier au dit chastel et les faisoit guaitier en ladicte ville, qui estoit en grant prejudice dudit chastelain et grant damage qui, pour deffaut de guet, porroit avenir au dit chastel ; pour quoy requeroit que l'empeschement, que ledit maire li mettoit et avoit mis en celi, li fust ousté, affin qu'il peust fere guaitier tous les diz habitanz au dit chastel, si comme estoit de raison ; ledit maire disant le contraire et que, par vertuz de certains privileges, que le roy nossire et ses predecesseurs avoient donné et autroyé aus habitans de ladicte ville, les quieux, si comme il disoit, il avoit par devers luy en laz de soye et en cire vert, les habitanz de ladicte chastellenie estoient tenuz de venir fere guez, rere-guez et gardes à ladicte ville ; et comme lors nous feussons à plain informé que cest mesme debat avoit d'autrefois esté entre les dictes parties par devant noble homme messire Reignaut de Goillons², seneschal de Poitou, lequel, par maniere de ordonnance et de provision, du consentement des dictes parties et pour ce qu'il ne pavoit pas lors bien disputer du droit d'icelles sanz prejudice de l'une et de l'autre, ordenna que ledit chastelain auroit pour le guet du dit chastel les habitanz de diz parroiches, qui s'ensuyvent, c'est assavoir Jaunay, Chassenneil, Biart, Quinzcay, Sissec³, Vonnueil près de Poitiers⁴, Maignaleur⁵, Dissay, Saint George et de Avention, et ledit maire auroit le demourant de ladicte chastellenie juesques à tant que, par nostre dit seigneur ou son conseil, fust autrement ordonné du droit des dictes parties, lequel il reservoit à chescune d'icelles ; et nous, les dictes parties présentes et oyés en tout ce que avoient volu dire et propouser sur ce, ayanz

Voy. ci-dessus n° CCCCXIV, n. 5. — 2. Herbert Guichard avait été maire de Poitiers du 14 juillet 1356 au 13 juillet 1357. Voy. ci-dessus n° CCCXII, n. 1. C'est à cette époque que remonte son différend avec le châtelain du château de Poitiers. — 3. Régnault de Gouillons avait été sénéchal de Poitou depuis la fin de 1352 jusqu'à la bataille de Poitiers, où il fut fait prisonnier. Cf. ci-dessus n° CCCXCI, n. 1. Cette ordonnance de Régnault, de Gouillons relative au guet ne nous est pas parvenue. — 4. Cissé, canton de Neuville. — 5. Vonneuil-sous-Biard. — 6. Mignaloux, canton de Saint-Julien-l'Ars.

agreable la dicte ordonnance et provision faite par le dit seneschal par la maniere dessus dicte, eussions confermé la dicte ordonnance et provision, et mandé au dit seneschal ou à son lieutenant que la feist tenir et garder sanz effraindre, si comme ces chouses sont plus à plain contenues en noz autres lettres sur ce faites ; — et, depuis ladicte confirmacion, ledit chastellain ait empetré et obtenu certaines lettres ouvertes de nostre dit seigneur, par lesquelles il ordennoit et vouloit que touz les habitanz de ladicte chastellenie fussent tenuz de fere guez, reregaiz et garde au dit chastel, [par] my ce qu'il estoit sa entende que, pourveu ledit chastel de suffisant gait, pour ce que la ville de Poitiers est longue et estendue et ne se porroit garder sanz grant garde, que le demourant du dit guet fust baillé au dit mayre par la main du dit chastellain, si comme nous avons veu contenu plus à plain ès lettres de nostre dit seigneur ; et nous requist ledit chastellain ou instance que icelles lettres nous feissions metre à exequcion de point en point, selonc la teneur d'icelles, et que du contenu en ycelles nous le feissions joir paysiblement, ainsi comme nostre dit seigneur avoit mandé.

Et sur ce, nous, ayans eu avis et deliberacion avec le conseil de nostre dit seigneur et ayons appelé par devant nous ledit mayre, auquel nous avons monstre les dictes lettres ; et il aussi nous a monstre certains privilegez ouctroyez aus habitanz de la dicte ville, nous, par deliberacion de conseil et par certaines et justes causes qui à ce nous ont esmeu, ou nom de nostre dit seigneur, en la presence du dit mayre, avons ordonné et ordonnons que nostre ordonnance et provision, laquelle nous avons confermée et approuvée par avant la exhibicion des dictes lettres de nostre dit seigneur, comme ci dessus est escript, se tendra de point en point, selonc que est contenu en noz autres lettres sur ce faites, c'est assavoir que ledit chastellain aura pour le guet du dit chastel les habitans des diz parroiches dessus escriptes et nommées, et le mayre aura le demourant des habitanz de la dicte chastellenie pour le guet de la dicte ville. Et, par ainssi, nous avons mis en suspens l'exequcion des dictes lettres de nostre dit seigneur jusques à tant que nous ayons parlé à li et à son conseil. Si mandons au seneschal de Poictou ou à son lieutenant que nostre dicte ordonnance et provision par nous d'autrefois confermée et approuvée, comme dit est, il face tenir et garder de point en point, et ne souffre en aucune maniere aucune chouse estre faite au contraire en prejudice d'icelle, et qu'il compellisse ou face compellir touz les habitans des dictes diz parroiches à venir fere guet et rereguet au

dit chastel, ainssi comme il appartiendra, non obstant que aucuns des habitans d'icelles se soient retraiz en la dicte ville pour doubte des ennemis. Et deffendons au dit mayre par la teneur de ces lettres et à touz autres justiciers et officiers de nostre dit seigneur, que contre la teneur de la dicte ordennance ou provision il ne veignent, facent ou attemptent aucune chouse au contraire, ainz la tieignent et gardent sanz effrindre par la maniere que dessus escript. En tesmoign de ce, nous avons mis à ces presentes noz propres seeuls. Donné à Poitiers le XVII^e jour de mars l'an de grace mil CCC cinquante et huit.

CCCCXX

*Lettres du régent invitant la ville de Poitiers à envoyer trois ou quatre députés pour conseiller le roi touchant la réponse qu'il faut faire sur le traité avec le roi d'Angleterre*¹.

22 avril [1359]²

Titre perdu. Analyse. Reg. 13 p. 89 (E xxviii).

1. Il s'agit du traité signé à Londres le 24 mars 1359 par Edouard III et Jean le Bon, traité publié par Lécointre-Dupont, *Revue anglo-française*, t. I, p. 388, et Cosneau, *Grands traités de la guerre de Cent ans*, p. 3. Ce traité fut apporté en France par le chambellan de Tancarville et le maréchal Arnoul d'Audrehem ; les Etats généraux se réunirent à Paris le 25 mai pour l'examiner et ne l'approuvèrent pas. Voy. *Chronique de Jean le Bel*, t. II, p. 287 et suiv. — 2. L'analyse que donne l'inventaire de 1506 a omis la date d'année.

CCCCXXI

Mandement du sénéchal pour l'exécution de la sentence de Jean de Crusy et d'Ascelin relative au quet.

1^{er} mai 1359

Original, Arch. mun. E 12.

De par le seneschal de Poictou¹. A Stevenot de Milli, Rychart Luylier, Renyer Le Platier, Denys Morchoyne, Symo-

1. On ne sait qui était alors sénéchal du Poitou : ce n'était plus Régnauld de Gouillons (voy. ci-dessus n° CCCXCI, n. 1), ce n'était

net Daustruit, sergens de monseigneur le conte de Poictiers et à touz autres sergens et à leur alloe et à Jehan Eveillart et Estienne Brisson, salut. Nous avons veu les lettres de discrez hommes des gennerauls depputez de monseigneur le conte de Poictiers en son dit conté et ressort, contenant la forme qui s'ensuit : (*Sentence du 17 mars 1359* ¹.)

Par la vertuz desquelles lettres nous vous mandons et commandons et comectons et à chescun de vous par le tout, que les chouses toutes et chescunes contenues ès dictes lettres vous faites et accomplissez de point en point selonc le contenu d'icelles, et ne souffrez aucunes chouses estre faictes ou attemptées contre la teneur d'icelles. Et si aucuns avoit fait le contrayre, si li comandons qu'il le remenent et le faictes ramener au premier et deu estat tentoust et sanz dellay. Et nous mandons à touz les justiciers, officiers et subgez du dit monseigneur le conte que à vous et à chescun de vous sur les chouses dessus dictes et chescune d'icelles vous obeissent et entendent diligenment et vous prestent conseil, confort et ayde, si mestier en avez.

Donné souz le seel de la dicte seneschaucie le premier jour de may l'an mil III^e cinquante et neuf.

(*Signé* :) Faber. Facta est collacio cum originali.

pas encore Guy d'Azay, qui était capitaine de la Roche-Posay en 1359. Cf. *Arch. hist. du Poitou*, t. XVII, p. xxxii, et 319 (lettres du 18 juin 1361 où Guy d'Azay porte le titre de sénéchal du Poitou). — 2. Ci-dessus n° CCCCXIX.

CCCCXXII

Jean, comte de Poitiers, confirme à Herbert Berland son privilège pour la foire de la mi-carême.

6 mars 1360 n. st.

Vidimus dans une confirmation donnée par Jean duc de Berry le 25 août 1372¹, *Arch. mun.* D 10.

Jehan, filz de roy de France, comte de Poictiers et de Mâcon, à tous ceulx qui ces presentes lettres verront, salut. A la supplicacion de nostre bien amé Arbert Berlant², sire des Hales de nostre ville de Poictiers, disant que, comme, pour

1. Ci-dessous n° CCCCXLV. — 2. Herbert III Berland, fils aîné de Herbert II, mort en 1357. Cf. ci-dessus n° CCCLXVII, n. 1.

le don et octroy de noz predecesseurs, comtes de Poictiers, les foires seans en quaresme en nostre dicte ville de Poictiers aient acoustumé estre tenues ès dictes hales, le quel don et octroy a esté confermé par mon dit seigneur et ses predecesseurs rois de France, sicomme il dit estre contenu ès lettres seellées en laz de soye et en cire vert des predecesseurs de monseigneur, roys de France, et aussi de noz predecesseurs comtes de Poictiers, sur ce faictes, nous, pour consideracion des bons et agreables services que ledit Arbert a fait ou temps passé à mon dit seigneur et à nous et que nous esperons qu'il nous face ou temps avenir, voulons et nous plaist ledit don avoir son bon et vray effet, jouxte la forme et contenu des dictes lettres de mon dit seigneur et de ses predecesseurs roys de France et de noz predecesseurs comtes de Poictiers. Si donnons en mandement à nostre seneschal de Poitou ou son lieutenant que ledit Arbert laissent, souffrent et facent joir et user paisiblement du dit don et octroy, en contraignant les marchans à porter leurs denrées et marchandises en la dicte foire, touteffoiz qu'elle sera au dit lieu des Hales dessus dictes, en la menere acoustumée et jouxte la forme des dictes lettres de mon dit seigneur et de ses predecesseurs rois de France et de noz predecesseurs comtes de Poictiers, et aussi l'avons octroïé et octroions au dit Aubert de grace especial et de certaine science, par la teneur de ces presentes, nonobstant que en icelles ne soient incorporées les dictes lettres de mon dit seigneur et de ses predecesseurs rois de France et de noz predecesseurs comtes de Poictiers, ordonnances, mandemens ou deffences à ce contraires. Donné à Cholet le VI^e jour de mars l'an mil CCC LIX, souz nostre contreseel. — Par monseigneur le comte, à la relacion de son conseil. Locus.

CCCCXXIII

Jean Morreil¹, aumônier de l'échevinage, arrente à Jean Chappeau², charpentier, un jardin et une place aux Arènes³,

1. Moureuil A, Moreil B. Cf. n^{os} CCCCXI et CCCCXIII. Jean Morreil, aumônier de l'échevinage en 1356 et 1360, paraît avoir été en même temps échevin, du moins en 1377 (n^o CCCCLXIX), et vivait encore en 1380 (n^o CCCCLXXVI). — 2. Jehan Chappea A, Johannes Capelli B. — 3. Sur les anciennes Arènes de Poitiers, attenantes au prieuré de Saint-Nicolas, voy. notre tome I^{er}, p. xxii, et *Mém. Soc. Ant. de l'Ouest*, t. III, 1837, p. 124, t. X, 1843, p. 137.

près de la treille du prieur de Saint-Nicolas, à la rente de 15 sous tournois.

1^{er} mai 1360

Titre perdu. ANALYSES. A. Reg. 13, p. 344 (BBBBB xxxiiii). — B. Man. d'Auzance, fol. 30.

CCCCXXIV

Lettres du roi Jean le Bon aux maire, jurés et habitants de Poitiers les informant que, d'après le traité de paix conclu entre le roi d'Angleterre et lui, il était tenu de livrer la cité de Poitiers et tout le pays de Poitou, et les requérant de prêter hommage au roi d'Angleterre.

12 août 1361

A. Copie du procès-verbal de délivrance à Jean Chandos, Musée Britannique, Bibliothèque Cottonienne, Julius E. IV, n° 5¹. — B. Man. d'Auzance, fol. 99. — EDITION. a. Bardonnnet, *Société de Statistique des Deux-Sèvres*, 1866, p. 141 (d'après A.).

Jehan, par la grace de Dieu roy de France, à noz bien amés lez maire², jurez, consulz, université³ et habitans de la cité, chastel et ville⁴ de Poictiers, salut et dilection. Comme, parmy le traictié de la paix et accort fait entre nous et nostre très chier frere le roy d'Angleterre, nous li soions tenus bailler et delivrer⁵, entre pluseurs terres et autres choses, la cité, le chastel et la comtié de Poictiers et toute la terre et le pais de Poictou, ensemble les fieus de Thouart⁶ et la terre de Belleville⁷, et à ce soyons obligiez par foy et serement fait sur le corps Jesus Christ sacré, si comme on dit traictié et en noz autres lettres sur ce baillées à nostre dit frere ou à sez gens pour luy est plus à plein contenu, nous vous prions, requerons et nyenmoins mandons, commandons et enjoignons estreictement, sur toute l'amour, foyauté, loyauté⁸ et serement que vous

1. Voy. ci-dessous, n° CCCCXXV. — 2. *maire* B, *maires* A. — 3. *université* B, *universités* A. — 4. B omet les mots *la cité, chastel et ville de*. — 5. A omet les mots *et delivrer*. — 6. Thouarsais-Bouildroux, Vendée. — 7. Cant. du Poirée, Vendée. — 8. *foyauté*,

avés à nous et à quoy⁹ vous nous estes tenus, que vous entrés en la foy et homage de nostre dit frere le roy d'Angleterre ou de ses deputés, de tout ce que vous tenez de nous, tant en la dicte cité, chastel et comtié de Poitiers, terre et païs de Poitou, fieux de Thoart et terre de Belleville, comme ailleurs en tous lez païs que nous avons transportés et sommes tenuz à¹⁰ bailler et delivrer à nostre dit frere le roy d'Angleterre et à ses deputez, quant et si tost que vous en serés sur ce requis et que cez presentes lettres vous seront monstrées et baillées. Et avecques ce soiés doresenavant, vous, voz hommes, voz gens et voz subgiez, entendans et obeissans en toutes choses à nostre dit frere le roy d'Angleterre, ses hoirs et successeurs et à tous leur deputez et commis de par eux, tant, si avant et par tiele maniere que vous avez esté avant ces heures à nos predecesseurs roys de France, à nous et à noz deputez et commis de par nous. Et en entrent ainsi et font à nostre dit frere le roy d'Angleterre, ses hoirs, successeurs et¹¹ leur deputez, la foy, homages, ligienges et fealtez, seremens, recognoissances et obeissances devant dictez, nous, pour nous, noz heritiers et successeurs, dès maintenant et pour tous jours, vous quiptons et absolvons¹² des dictez foyes, homages, ligiengez, fealtés et seremens, recognoissances et obeissances, en quoy vous nous estiez tenuz ou poyez¹³ estre, selon la fourme et teneur de noz autres lettres dessus dictes. Et voulons que ces presentz soyent à vous, à vos hoirs et successeurs, tesmoignance et garent envers tous, perpetuellement et à tous jours mès¹⁴, des choses dessus dictez, sans avoir de nous, noz hoirs ou¹⁵ successeurs, jamès¹⁶ autres lettres, mandement ou commandement.

Donné au Bois de Vincennes, le XII^e jour d'aoust, l'an de grace mil CCC soixante et un.

Par le roy en son conseil. P.¹⁷ Blanchet.

loyauté A, *feaulté* B (om. *loyauté*). — 9. *en quoy* B. — 10. *tenuz de* B. — 11. *ou* B. — 12. *absolvons* B, *absolons* A. — 13. *pouviez* B. — 14. *à tousjours* B (om. *mès*). — 15. *et* B. — 16. *à jamais* B. — 17. J. B. M^e Pierre Blanchet est indiqué comme présent au conseil du roi tenu au Bois de Vincennes le 11 août 1361. Voy. Procès verbal de délivrance, *Soc. Stat. des Deux-Sèvres*, 1866, p. 127.

CCCCXXV

Procès-verbal de délivrance à Jean Chandos¹, commissaire du roi d'Angleterre, des places françaises abandonnées par le traité de Brétigny.

septembre 1361

A. Copie envoyée au roi d'Angleterre Henri V le 4 avril 1419, par l'archevêque de Bordeaux David de Montferrand, Musée Britannique, Bibliothèque Cottonienne, Julius E. IV, n° 5. — B. Transcription de A par Brequigny, Bibl. nat. Edition. Bardonnnet, *Société de Statistique des Deux-Sèvres* 1866, p. 124 et suiv.

...² Le samedi XI^e jour de septembre ensuivent, ou moustier des Freres Cordeliers de Chastellerault, fist messire Loys d'Harecourt³, vicomte de Chastellerault, serment et foyauté ainsi et en la maniere qu'il est contenu ou livre des seremens de foyautés⁴, presens messire Richard Totesham⁵, messire

1. Jean Chandos appartenait à une famille établie dans le comté de Derby, qui descendait de Robert de Chandos, compagnon de Guillaume le Conquérant. Il avait pris part à la bataille de Crécy en 1346 et à celle de Poitiers en 1356. Dans cette dernière, il sauva la vie du Prince Noir, dont il était l'ami dévoué et il fut récompensé par le don du manoir de Kirkton dans le comté de Lincoln (Rymer, *Fœdera*, t. V, p. 874). Après le traité de Brétigny, conclu le 8 mai 1360, définitivement ratifié à Calais le 24 octobre, Edouard III lui fit don, le 24 octobre 1360, de la terre de Saint-Sauveur-le-Vicomte dans le Cotentin, acheté à Godefroy d'Harcourt (Rymer, t. VI, p. 290). Nommé capitaine général du roi d'Angleterre en France, il fut chargé de remettre au roi de France les places qui devaient lui être rendues d'après le traité de paix et de recevoir en échange les places cédées par le roi de France (Rymer, *ibid.*, p. 304). Le texte de la commission en date du 1^{er} juillet 1361, délivrée à cet effet par Edouard III, est reproduit à la fin du procès-verbal de délivrance (*Soc. de Statistique des Deux-Sèvres, ibid.*, p. 254). En 1362, Jean Chandos reçut le Prince Noir à Poitiers et fut fait connétable de Guyenne (*Dict. of nat. Biography*, t. X, p. 43). Deux ans plus tard, il vint en aide à Jean de Montfort en Bretagne et commandait à la bataille d'Auray (6 oct. 1364), où Charles de Blois fut tué. Il fut sénéchal de Poitou pendant la 2^e moitié de l'année 1369 et mourut le 2 janvier 1370, dans une escarmouche près du pont de Luseac-les-Châteaux. — 2. Nous ne reproduisons ici que la partie du procès-verbal de délivrance qui concerne Poitiers. — 3. Louis I^{er} d'Harcourt, fils de Jean IV, comte d'Harcourt, vicomte de Châtellerault, mort à la bataille de Crécy (1346), avait succédé à son frère aîné Jean V, exécuté à Rouen le 5 avril 1355. Gouverneur et lieutenant général en Normandie depuis 1360, il mourut sans enfants le 26 mai 1388. — 4. Le serment de féauté prêté par Louis d'Harcourt pour sa vicomté de Châtellerault est reproduit à la fin du procès-verbal de délivrance (*Soc. de Stat. des Deux-Sèvres, ibid.*, p. 239). — 5. Richard Totesham fut établi par Jean Chandos, au début d'octobre, sénéchal de Saintonge et d'Angoumois et gouverneur de La Rochelle

Guillaume de Felinton⁶, messire Girart de Tartas, sire de Puyanne, messire Thomas Chandos⁷, messire Johan Basset, chevaliers, maistre Pierre Pigache et plusieurs autres.

Et pendant le temps que le dit messire Jehan Chandos attendoit les responses du roy et deson conseil⁸ et la venue du dit Bouciquaud, tous dis demourerent coy à Chastelleraut et tastent et asseyent la volenté⁹ de la ville de Poitiers, qui voluntiers eust obeï, si le dit mareschal eust esté present, si comme il disoient. Adoncques vindrent unes lettres du roy de France, adroissées au dit messire Johan Chandos, contenant seulement credensse au dit mareschal. Et le dit mareschal envoya unes lettres au dit messire Jehan Chandos, qu'il estoit bien hastivement retournez de Paris, par le commandement du roy et estoit venus à Saumur et dedans deux jours il seroit devers luy, et ce fu le XVIII^e jour de septembre.

Et le XXI^e jour ensuivent, vint le dit mareschal Bouciquaut devers le dit messire Jehan Chandos à Chastelleraut, et avec le dit mareschal estoient messire Guy de Azay¹⁰, pour lors seneschal de Poitou, messire Guichard d'Angle¹¹, pour lors seneschal de Xantonge, et commissaires avec le dit mareschal, et le quel mareschal descendit à l'ostel des Cordeliers du dit lieu de Chastelleraut. Et tantost emprès ce, le dit Bouciquaut, le quel estoit un pou malades, envoya devers le dit messire Jehan Chandos les dits messire Guy et messire

(Procès-verbal de délivrance, *ibid.*, p. 167). — 6. Créé sénéchal de Poitou par Jean Chandos à Poitiers, le 23 septembre 1361, ainsi qu'il est rapporté plus loin, Guillaume de Felton occupa cette charge jusqu'à sa mort (mars 1367) : il fut tué à Vitoria, en Espagne, pendant l'expédition du prince de Galles (Froissart, éd. S. Luce, t. VII, p. ix, 21-25). — 7. Thomas Chandos appartenait à une famille établie dans le comté d'Hereford, qui, comme celle de Jean Chandos, descendait du compagnon de Guillaume le Conquérant. Son père, Roger de Chandos, avait été membre du Parlement en 1333 et 1353. — 8. Le début du procès-verbal rapporte que Jean Chandos avait exposé de vive voix au roi de France et à son conseil, au Bois de Vincennes, le 11 août, l'objet de sa mission : il lui avait été répondu que les villes et châteaux de Poitou, Saintonge, Angoumois et Limousin lui seraient remis et Jean Chandos était parti de Paris le 21 août pour Tours, où il devait trouver le maréchal Boucicaud, commissaire du roi de France pour cette délivrance. Etant arrivé à Tours le 27 août sans y trouver le maréchal, il s'était rendu le 7 septembre à Châtelleraut et n'ayant pas de nouvelles des commissaires royaux, il avait écrit au roi et à son conseil en requérant l'accomplissement du traité sans plus de délai. — 9. = sondent les dispositions. — 10. Voy. ci-dessus n° CCCXXI, n. 1. — 11. Guichard II, seigneur d'Angle et de Pleumartin, était capitaine de Niort à la fin de septembre 1346, quand le comte de Derby tenta de s'emparer de cette ville (Froissart, éd. S. Luce, t. IV, p. 13). Il était sénéchal de Saintonge depuis le début

Guichart et maistre Laurens de Faie comme messagiers, disens ces paroles ou semblables : « Sire, le mareschal Bouci-quaude nous envoie devers vous et vous prie et requiert que, comme monseigneur le duc de Berry soit mandé par le roy de France s'y traire devers vous pour la delivrance du pais de Poictou, dont il fu naguères comtes, aus gens duquel pais il n'a pas quité les foiz ne leurs seremens, il vous plaise attendre sa venue avant que vous demandés vous faire delivrance, et alons comancier au pais de Xanttonge ; et, pendant le temps que la delivrance se fera, le dit monseigneur le duc de Berry sera venus, et lors venrez et retournerés en Poictou. Quer, sire, il est mieulx que le dit monseigneur le duc face la delivrance que le dit mareschal, et, par avanture, l'en pourroit savoir mal gré. Et, sire, ne cuidiés mie que ce soit par alongement, ne par mal engin, mès seulement pour celle cause. »

Et, après ces paroles oyées, le dit messire Jehan Chandos respondit aus diz messagez que cez choses li sembloient bien estranges, selon le propos qu'il avoit, et aussy loingtaines de la fin à quoy il tendoit. Quer, autant l'en peust ou deust avoir dit ou escript le dit mareschal, dez le temps qu'il estoient à Tours, coment il li en fait dire maintenant, sans le avoir [fait] " tant muser en oyseuseté, et que ores, pour leur fait et pour eux mesmes, ly fesoient connoistre et appercevoir que les choses dessus dites et cestès presentez n'ont mie esté ne ores sunt sans mal engin. Et, oultre ce, leur dit et respondit de soy mesmes, à courtes paroles, que, comme la cité, le chastel et la ville de Poictiers et tout le pays de Poictou estoient premierement nomez pour estre baillez et delivrez au roy d'Angleterre, nostre seigneur, si comme apparessoit de premiere face par leur commissaires generals et especials et par lez chartres du transport fait par le roy de France au roy d'Angleterre, qui presentement estoient de monstrier, son entente n'estoit en aucune maniere de soy remuer de son dict propos ny de comancier ailleurs que à Poictiers, qui auprès VII lieues d'ilecquez estoit, ny de attendre nuls autres commissaires que eulx mesmes, qui avoient especial pouvoir de ce faire. Quer il ly avoient acez donné de dilacions et, sans ce qu'il en volest plus nullez avoir de eux ne de nul autre, savoit bien que la volonté du roy d'Angleterre n'estoit pas que il, ou nom de luy, deust souffrir estre demené par tant de parolez. Toutefois leur prioit et requeroit, de par le roy d'Angleterre, nostre sieur, si chierement comme il plus po-

de 1351. Cf. *Arch. hist. du Poitou*, t. XVII, p. 258. — 12. Mot omis.

voit que, non obstant toutes les choses dessus dictes, il pleust au dit mareschal et aus autres commissaires li bailler et delivrer la dicte cité, chastel et ville de Poitiers, avant toute euvre, à bon commencement, sans plus delay, et perseverer ou demourant, si avant comme le paiz de nos seigneurs les roys le porte ; ou autrement son entente estoit de penser à soy taillier à l'aide de Dieu, de garder l'onneur et l'estat du roy d'Angleterre, en tant comme à luy estoit, au mieulx qu'il pouvoit, soy metant toudis en son devoir qu'il le voulessent corregier, comme preux seigneurs que eux estoient et si bons chevaliers, s'il avoit droit de ce fere ou non mie.

Après lesquelles parollez, eux s'en retournerent devers le dit mareschal Bouciquaud et acez tantost retournerent devers le dit messire Jehan Chandos, au lieu où il estoit logiez, disens et raportans à ly les paroles qui ensuivent ou semblables : « Sire, nous avons dit au mareschal Bouciquaud vostre responce, lequel, puisque ainsy vous plaist, nous a dit qu'il veut obeir à vostre volenté et est tout prest de commencer de par Dieu à Poitiers. » Dont ce dist le dit messire Jehan Chandos : « En nom de nostre Seigneur Jesus Christ. »

Et l'endemain se partirent de Chastelleraud tous ensemble, et vindrent devant Poitiers, à la porte Saint Ladre¹³. Et trouverent les ponts levés et les portes closez ; et, au dehors, en une basse court, passée la premiere barriere, fu procédé en la fourme et maniere que ensuyt.

Le XXII^e jour de septembre, l'an mil CCC soixante et un, à heure de vespres, vint messire Jehan Chandos, vicomte de Saint Sauveur et lieutenant du roy d'Angleterre, nostre seigneur, es parties de France et commissaire en ceste partie ; avec lui messire Richard Totesham, messire Guillaume de Felynton, et en leur compaignie estoient nobles hommes et puissans seigneurs, messire Louys de Harecourt, vicomte de Chastelleraud, messire Jehan Le Mangre dit Bouciquaut, mareschal de France, messire Guichard d'Angle, seigneur de Plain Martin¹⁴, messire Guy seigneur d'Azay, pour lors seneschal de Poictou et commissaire en ceste partie pour le roy de France, si comme par leur commission peut apparoir, dont la teneur ensuyt :

Jehan par la grace de Dieu roy de France, à noz amez et foyaulx les mareschals d'Audenham et Jehan Le Maingre

— 13. La porte Saint Ladre ou Saint Lazare était située à l'extrémité Nord de Poitiers, du côté de Châtellerault, près de l'aumônerie des Lépreux, à laquelle elle devait son nom, vers l'extrémité de la rue de la Chaussée. Cf. *Mém. Soc. Ant. de l'Ouest*, 1911, p. 153 et suiv. *Bull. Soc. Ant. de l'Ouest* 1913, p. 132 et suiv. — 14. Pleumartin, arr. de Châtellerault.

dit Bouciquaut, Loys de Harecourt vicomte de Chastelleraut, Guichart d'Angle, le sire d'Aubigny, seneschal de Tholose et Le Begue de Vilaines, seneschal de Carcassonne, salut et dileccion. Comme, la paix faite et reformée nouvellement entre nous et nostre très cher frere le roy d'Angleterre, nous ly eussions promis et juré à bailler et deleissier, et depuis, en accomplissent nostres dites promesses et convenances, li avons baillé, delivré et delessié à tous jours, pour luy et pour sez hoirs et successeurs, toutes les terres qui s'ensuivent, c'est assavoir : la cité, le chastel et la comtié de Poictiers et toute la terre et le païs de Poictou ; ensemble les fiez de Thouars et la terre de Belleville ; la cité et le chastel de Xainttez et toute la terre et le païs de Xanttonge, par deça et par della la Charante ; la cité et le chastel d'Agen, et la terre et le païs d'Agenois ; la cité, le chastel et toute la comtié de Peregord, et la terre et le païs de Peregord ; la cité et le chastel de Limoges, et la terre et le païs de Limosin ; la cité et le chastel de Caores, et la terre et le païs de Caoursin ; la cité, le chastel et le païs de Tarbe, et la terre, le païs et la comtié de Bigorre ; la comtié, la terre et le païs de Gaure ; la cité et le chastel d'Angolesme, et la comtié, la terre et le païs d'Engolmois ; la cité et le chastel de Rodès, et la terre et le païs de Rouergue, avecques toutes les islez adjacens aus dictez terre et païs, ensemble leur appartenances et appendences et tout ce que nous avons et nous appartient ès dis païs et terres, tant en saisine et propriété ; et d'icellez nous soions desvestus et dessaisiz et en aions vestu et saisy nostre dit frere, et les transporté en luy avec touz les fiez et jurisdictions, seigneuries, homages, vassaulx et vasselages, obeyssansses et subjections, recognoyssansses, reverences, gardes, advooisons, patronages mere et mixte, impere, droittures, rentes, reve-nues et tout ce que nous avons et avoir poions ès choses sus-dites, à tenir, posséder et avoir du dit roy d'Angleterre et de sez hoirs et successeurs perpetuellement ; c'est assavoir en domaine ce qui est en domaine et en fié ce qui est en fié ; sauf et réservé à nous la souveraineté et le derrain ressort jusques à tant que certaines reverences, que nostre dit frere doit fere, soient faictes, si comme il est plus à plen contenu ès lettres sur ce faictes, nous vous mandons et commettons et estroitement comandons et à chacun de vous que, tantost cez lettres veez, vous à nostre dit frere ou au commis et deputez à ce de part luy, un ou plusieurs, baillez et delivrés ou faictes bailler et delivrer réalment et de fet, sans contredit et sans attendre autre mandement de nous, la possession et saisine de citez, villes et chasteaulx, islez, terres, pays et

autres chosez dessusdictes et chacun d'icellez, et à luy comme à seigneur d'icellez ou à ses deputez de par luy, fettes obeir et entendre par touz les homes feaulz et subgiez des dites citez, villes et chasteaulx, isles et autres terres des dits païs, et ly fere les foyaultez et homages, reverences, subjeccions, obeissansses et autres devoirs qu'exconques, qui, avant la dite pais, estoient acoustumées ou devoient estre fetes aus roys de France, en contreignent ou faisant contraindre à ce vigoureusement ou roydement, se mestiers est, touz les rebelles ou desobeissans, se aucuns en y avoit, par toutez les plus fortes manierez qu'ils y pourront estre contrains, si qu'il ne soit mestier d'en retourner par devers nous. Et nous mandons et estroitement comandons par cez presentes à touz nos seneschals, baillifs, prevos et autres justiciers et officiers et subgiez et à chescun d'eux et autres à qui ce peut et pourra appartenir, que à vous six, cinq, quatre, trois ou deux ensemble et à chacun de vous et tous voz deputez en toutes les choses dessus dites, appartenances et appendences, obeissent et entendent diligemment, et à ce fere vous donnent conseil et aide, se mestier est, toutez les foys qu'il en seront requis. Donné au Bois de Vinciennes le XII^e jour d'aoust l'an de grace mil CCC soixante et un. — Et estoient ainsi signées : Par le roy en son conseil, J. Royer.

Devant la porte Saint Ladre à Poitiers. — Et illec les dictz commissaires par le roy d'Angleterre firent lire aus pardessus nommez commissaires par le roy de France, en la presence de pluseurs prelaz et autres gens d'eglise et du maire et bourgeois plus notables de la dite ville de Poitiers, certenes lettres contenant en effet comme, par le traictié de la paix, le roy de France se estoit demis et dessaissis du chastel, cité et ville de Poitiers et baillé au roy d'Angleterre nostre seigneur, avec pluseurs autres, si comme il est contenu ès dictes lettres dont la teneur ensuit :

Jehan par la grace de Dieu roy de France, à noz amez et feauls l'evesques et les autres prelaz et la clergie tant d'eglises cathedrauls comme autres, les dus, comtes, vicomtes, barons, chevaliers et noblez, les maires, jurez, consuls, universitez et habitans du chastel, cité et païs de Poitou, la terre de Belleville et ou fié de Thoart et des islez adjacentes à icellez et à touz autres *etc.*¹⁵. Par lequel traictié nous, entre les au-

15. La suite de ces lettres du roi Jean est en grande partie conforme au texte publié d'après les registres de la chancellerie royale, *Arch. hist. du Poitou*, t. XVII, p. 310, où sont omis seulement les passages spécifiant que la terre de Belleville, le fief de Thouars et les îles de la côte sont com-

trés choses, avons promis et devons bailler, delivrer et deles-ser à nostre dit frere le roy d'Angleterre, pour luy et pour ces hoirs et successeurs à tous jours, le dit chastel, cité et païs de Poictou, la terre de Belleville et le fieu de Thouart, et les autres villes et chasteaulx et tout ce que à nous appartient ou païs de Poictou et autres lieux dessus dits. Pour quoy nous, voullens les convenansses et promesses de par nous sur ce faictez, tenir et adcomplir, par assent et consent dez pers de France et autres dessus diz, baillons, delivrons et delaissons à nostre dit frere le roy d'Angleterre, par ces presentes lettres, pour luy et pour ces hoirs et successeurs, le dit chastel, cité et païs de Poictou *etc.* Donné au Bois de Vinciennes le XXVII^e jour de juillet, l'an de grace mil CCC soyxante et un. — Et estoient signées : Par le roy en son grant conseil. J. Royer.

Et après ce requistrent les diz commissaires pour le roy d'Angleterre, nostre seigneur, par vertu de leur povoir, aus diz commissaires de par le roy de France, que, par vertu de leur dit povoir à eux monstré et par vertu de certennés lettres pendentes transmises par le roy de France au maire et bourgeois de Poictiers et au chastelain du chastel de Poictiers, contenant en effait comme il les quiptoit de la foy et serement qu'il li avoient, si par la maniere contenue es dittes lettres, dont la teneur ensuyt : (*Lettres du roi Jean en date du 12 août 1361* ¹⁶.)

Convenoit il baillassent saisine et possession realment et de fait du dit chastel et ville de Poictiers aus ditz commissaires de par le roy d'Angleterre.

Emprès plusieurs paroles dictes par les ditz commissaires d'Angleterre aus ditz commissaires de France. le dit messire Jean Le Mangre dit Bouciquaut, mareschal de France, pour li et pour ses compaignons commissaires, comme dit est, respondit au dit monseigneur Jehan Chandos pour li et pour ses compaignons commissaires, qu'il savoit bien, tant par lettres quant par la bouche du roy de France, qu'il ly avoit dit que leur requeste estoit juste et que il, pour luy et pour sez compaignons commissaires, estoit prest d'y obeir et le adcomplir ; et que il estoit prest de bailler saisine et possession du chastel et ville dessusdite et comanda au maire ¹⁷, qui ilecqués estoit, qu'il ly baillast les clés de la dicte ville à fin de lez bailler au dit monseigneur Jehan Chandos et que il obeist au dit

pris dans le territoire cédé. Rymer (t. VI, p. 331) a publié ces lettres telles que les donne ici le procès-verbal de délivrance. — 16. Ci-dessus n° CCCCXXIV. Ces lettres ne sont pas adressées spécialement au châtelain du château de Poitiers. — 17. Jean Barré. Voy. ci-des-

messire Jehan dorez en avant pour nom du roy d'Angleterre. Lequel maire respondit au dit mareschal que il obeiroit volontiers au dit monseigneur Jehan Chandos pour nom du roy d'Angleterre, ou ce que¹⁸ le dit messire Jehan leur confirmast leur privileges, droiz, franchises, usages anciens et libertés ; entre lesquelles chosez le dit maire disoit que les cliés de la dicte ville li appartenoint à garder. Ausquelles choses fu respondu par le dit monseigneur Jehan Chandos que leur droiz, usages et libertés, desquies eux enseigneront deuement, il leur tendroit et garderoit et feroit confirmer au roy d'Angleterre, nostre seigneur, et leur feroit grace là où il escheroit. Et emprès lezquelles choses, ledit maire prinst lez cliés de la ditte ville en sa main et les bailla en la main du dit mareschal ; lequel mareschal les prinst pour nom du roy de France et les bailla en la main du dit monseigneur Jehan Chandos, pour nom du roy d'Angleterre, en disent cez paroles :

« Sire, veez ci les cliés de la cité et ville de Poitiers, lesquelles je vous baille, en vous livrant la dicte cité et ville de Poitiers, et vous en baille saisine et possession realment et defait de par le roy de France, et aussi du chastel qui est dedans la dicte ville. Et commande au maire qui ci est, qu'il vous obeisse, et à Jehan Garineau¹⁹ aussi, qui est ci par nom du chastelain qui est malade, qu'il vous obeisse aussi et qu'il vous baille possession du chastel, et je la vous baille dès maintenant. »

Les quieux respondirent que si feroient il volontiers, et prist le dit monseigneur Jehan Chandos, en nom du roy d'Angleterre, nostre seigneur, en sa main, les dites cliés en signe de vraie possession.

Emprès lesquelles chosez, le dit mareschal le mist en la dicte ville par la dicte porte de Saint Ladre et li bailla le torail de la dicte porte, en continuant et confirmant la dite possession.

Et d'ilecques s'en alerent au chastel de Poitiers et entreurent dedans, et bailla la possession d'iceli au dit monseigneur Jehan Chandos, lequels la prinst pour nom de nostre seigneur le roi d'Angleterre realment et defait. Et du dit chastel en fors en alent par my le long de la ville, alerent à la porte de la Trenchée, et prinst les cliés de la dicte porte qui li furent bailliez, et visiterent la ville pour la greigneur partie. Et le dit monseigneur Jehan Chandos emprès bailla lez cliés de là

sous. — 18. = à condition que. — 19. C'est sans doute le même qui est mentionné plus loin comme échevin et qui fut maître en 1367

dicte ville en garde au dit maire jusque à l'endemain, heure de prime, pour nom du roy d'Angleterre, lequel les prinst au nom que dessus.

Emprès les quelles chosez ainsi faictes et prinses, le dit monseigneur Jehan Chandos fit fere en la dicte ville, ès lieux acostumez fere criz, un general cri dont la teneur ensuit :

« L'on fait assavoir, de par nostre seigneur le roi d'Angleterre, seigneur d'Irlande et de Aquitaine, et de par monseigneur Jehan Chandos, son lieutenant, à vous tous, prelatz et gens d'eglise, et chiefs d'ostels de Poitiers, tant religieux, clergie, noblez, bourgeois comme autres, que demain, dedans heures de prime, soyés devant le lieutenant dessusdit, en la grant sale du roy » nostre seigneur dessusdit, pour ouyr ce que l'on vous vouldra dire de par nostre dit seigneur. »

Le XXIII^e jour du mois devant dit, à heure de prime, ledit monseigneur Jehan Chandos, en la grant sale de Poitiers, assemblez plusieurs prelatz et gens d'eglise, notables et nobles, et le maire et bourgeois de la dicte ville, et la greigneur et plus saynne partie d'icelle ville, fist dire et exposer que, comme il fussent venuz de l'obeyssance du roy de France à l'obeissance du roy d'Angleterre, nostre seigneur, les presens et chacuns d'eux li feysent serment pour nom du roy d'Angleterre, nostre dit seigneur, lesquielx seremens leur furent exposés en la maniere qui ensuit :

« Nous jurons et promettons à vous, sire lieutenant du roy d'Angleterre, nostre seigneur, que dores en avant serons à nostre dit seigneur, le roy d'Angleterre et à sez hers et successeurs, vous et autres sez lieutenans, comis et deputés, pour nous et pour noz hoirs et touz les nostres, bons et loyaulx, obeyssans et subgez ; son corps, vie et membres garderons, sauverons et deffendrons, ses biens et ses droys, mesmement la cité et ville de Poitiers, à lui et à ses hoirs et successeurs, à son obeyssance, garderons et deffendrons contre toutes personnes qui pevent vivre ou mourir, à noustre loiaut pouvoir, sans jamais recognoistre aultre seigneur ou souverain, et à vous, sire lieutenant, et à touz aultres ses ministres et officiers, ferons ou nom de luy les obeissances et seremens acoustumés, bon aide et conseil dourroins, son secret selevons, sans reveler à nullz ses enemiz ; damages et destorbances deffendrons et contradirons, les homages, services et revenances à luy dehues, en la seigneurie d'Aquitayne et ou conté de Poitou, bien et loialement ferons ; ses rentes et autres devoirs li payerons et rendrons, et ce prometrons et jur-

(cf. n^o CCCCXLI). — 20. Aujourd'hui salle des Pas Perdus au Palais

rons sur les saintz Evvangelis de Diu, sur le signe de la croys, sur nostre habtesme, sur nostre foy et nostre creance, sur nostre part de Paradis, sur le dampnement de noz ames, pour nous, noz hers et successeurs.»

Emprès le quel serement ainssi exposé et la requeste à eulx faite par le dit monseigneur Chandos de fere le dit serement en la maniere qu'il est dessus desclairé, feu respondu par les dessusdiz de Poitiers que voluntiers feroient ledit serement en la maniere dessus dite. Et incontinent le firent le maire et esclevins et jurez dont les noms ensuivent : sire Jehan Barré, maire²¹, sire Jehan Guichard²², sire Guillaume Gorgailleu²³, sire Aymeri d'Ayron²⁴, sire Herbert Guichard²⁵, sire Jehan Garineau²⁶, sire Hugues de la Roche²⁷, sire Jehan Regnaud²⁸, sire Arnaud Charletons, sire Jehan Bonin²⁹, sire Jehan Coynté³⁰, sire Guillaume Aymer, sire Yvon Favre.

Item les noms dez jurés : Colin Choisi, Pierre de Besson³¹, Guillaume Bayon³², Johan du Port, Pierre Moyson, Robin Aubort³³, G. Meisteireau, Jehan Audouet, Jehan deu Bruilli, Jehan Bourgoignon, Robin Pelle, Michel d'Aux, Robbert de Lavauceau.

Et en outre firent serement les maire et esclevins à cause de leur mairie ; et ce fait touz les aultres assemblés en la dite sale, en levant touz comunelment les mains aux sans Evvangiles, firent le serement en la fourme et maniere davant dite.

Et illecques feu ordonné et député par le dit monseigneur

de Justice. — 21. Jean Barré avait été élu maire de Poitiers cinq fois, en 1346, 1347, 1349, 1350 et 1361. Voy. ci-dessus n° CCCL, n. 1. — 22. Ce Jean Guichard, premier échevin en 1361, est peut-être le même qui avait été maire de Poitiers dès 1324, puis en 1334 et 1335. Voy. ci-dessus n° CCXCVIII, CCCIV, CCCV, CCCLXXXI, CCCXC. — 23. Guillaume Gargouilleau, dont le nom est ici un peu altéré, était échevin dès 1333 (n° CCXCIX, CCCV) ; il fut maire en 1337 (n° CCCXXVII, CCCXXIX) et vivait encore en 1372 (n° CCCCL). — 24. Aimeri d'Ayron, qui, d'après le témoignage de quelques listes, fut peut-être maire en 1352, le fut en tout cas en 1362 et en 1363. Cf. n° CCCXCII, CCCCXXVII, CCCCXXXII. Il vivait encore en 1379 (n° CCCCLXXVI). — 25. Herbert Guichard était maire en 1356. Cf. n° CCCCXIX n. 2. — 26. Jean Garineau fut maire en 1367 (n° CCCCLXI). — 27. Hugues de la Roche est cité comme échevin de 1353 (n° CCCXC) à 1377 (n° CCCCLXXV). — 28. Jean Regnault fut maire en 1371, 1373 et 1374. Cf. n° CCCXC, CCCIII, CCCCLI. — 29. Jean Bonin était garde du sceau royal en 1355 (n° CCCCVI) et le redevint en 1361 comme on le voit plus loin. — 30. Il convient sans doute de lire *Coyndé* : ce doit être le fils aîné de Guillaume Coindé qui avait été maire de 1316 à 1320, puis en 1323 et 1332. Voy. n° CCXCIV. — 31. Lire sans doute : *Lebesson* (ou *le Besson*). Cf. n° CCCLXXXIV, CCCXC. — 32. Lire *Bajon*. Voy. n° CCCXC. — 33. Robin Aubourc fut

le lieutenant le doyen de Saint Pere³⁴ et maistre Jehan Rivau³⁵ ou l'un d'eulx, pour recevoir, ou nom de nostre seigneur le roy d'Angleterre, le serment du demourant des gens par parroiche, et pour rediger et retenir les noms par escript et yceulx reppourter devers le dit monseigneur le lieutenant ou le seneschal.

Et par emprès, le dit monseigneur le lieutenant prinst les cliefs de la dite ville, lasquielles il avoit pardevant baillé au dit maire, et derrechef les ly bailla en garde jusques à les Touz Saintz prochaine, et volut qu'il en eust la garde et usast de touz sés droys, ainssi qu'il faisoit au temps du roy de France, jusques au dit terme de Tous Saintz, sans préjudicé du droit du roy et sans aquerre nouvel droit à le ville; et entre deux infourmeront de leur drois devant les par dessus nommés, le doyen de Poitiers et maistre Jehan de Clerce, conseiller du roy d'Angleterre, nostre seigneur, apellé ouvec eulx le procureur du roy en Poitou, lesquieulx recevront l'infourmacion, si aucune en font les diz maires et aultres de Poitiers, et icelles repourteront dedantz ledit temps au dit monseigneur le lieutenant, affin d'en fere ce qui en sera à fere et qu'il appartendra de rayson, et selonc le traictié de la paix.

Celuy jour, en l'ostel du dit monseigneur Jehan Chandos, lieutenant comme dit est, feu ourdenné par luy en son conceillz, ou quel estoient nobles hommes messire Richard Totesham, messire Guillaume de Felinton, messire Guillaume de Seriz, chevaliers, le deen de Saint Pere de Poitiers, maistre Massé d'Aiguechave, maistre Jehan Ribau³⁶ et maistre Helies Baugis, en la maniere qui ensuit :

Premierement messire Guillaume de Felynton, chevalier, feu ourdenné et établi seneschal de Poitou, aux gaiges et emolumentz acostumés, durant la volünté du roy nostre sire et du dit monseigneur le lieutenant ; et fist le serement acostumé en tel cas sur les Saintz Evvangelis.

Item Jehan Le Breton³⁷, qui par avant estoit receveur pour

procureur de la commune en 1364. Cf. n° CCCCXXI. — 34. Le doyen de Saint-Pierre de Poitiers, qui fut nommé par Jean Chandos conseiller du roi d'Angleterre, s'appelait Jean de Revellone. Cf. *Gallia christiana*, t. II, c. 1217. — 35. M^e Jean Rivaut; que Jean Chandos nomma conseiller du roi d'Angleterre, était antérieurement conseiller du comte de Poitou, Voy. ci-dessus n° CCCCXIV. — 36. Lire Rivau. — 37. Jean Le Breton était encore receveur de Poitou en 1373 d'après le Registre de Barthélemy de Noces (*Bibl. de l'Ecole des Chartes*, 1891, p. 555). En 1379, il était receveur sur le fait des finances des nouveaux acquêts et amortissements du comté de Poitou et secrétaire de Jean duc de Berry (Lettres de Jean duc de Berry du 9 sept. 1379,

le roy de France, feu establi receveür pour nostre seigneur le roy d'Angleterre, en Poitou, Lemosin et ez terres de Belle-ville, aux gaiges, proffiz et esmolumentz acostümez ; et fist le serement acostümé en tiel cas sur les saintz Evvangelis.

Item au dit lieu, maistre Helles Baugis feu establi procureur en Poytou et fist le serement acostümé en tiel cas.

Item feurent ourdennés et establiz conceilliers du roy d'Angleterre messire le deeyen de Saint Pere de Poitiers et maistre Jehan Rivau, lesquelz firent le serement de bien et loiaulment conceillier le roy nostre dit seigneur.

Item feu ourdenné maistre Maurice Raclet³⁸ lieutenant general du seneschal.

Item la gardé du seel roiaul establi az contraix en la ville de Poitiers pour les dites ville, chastellenie et ressort, de par le roy nostre sire, feu baillé et comise à Jehan Bonin au plaisir du roy, lequel le jura etc.

Item Regnaud Potillailler³⁹ feu, celui jour, fait et establi prevost de la ville de Poitiers, pour et ou nom de nostre dit seigneur le roy d'Angleterre, comme il estoit davant pour le roy de France, au plaisir du roy nostre seigneur et de monseigneur le lieutenant, lequel Regnaud fist le serement etc.

Item, celui jour, feu fait maistre Jean Bonneau jutgé du seel aus contraiz establi à Poitiers et jura etc.

Item, celui jour, Wautier Sprydlynton⁴⁰ et Willem de Pechlvoysin⁴¹ feurent establiz chastelenz de Poytiers et firent le serement etc. Celui jour, les pardessus nommés Wautier Sprydlynton et Willem feurent establis maîtres des yaux et forestz de Poitou durant la volonté etc.

Le XXV^e jour du mois de septembre, à Poitiers, en la tour de l'ostel des Hales, ouquel estoit monseigneur Boudicquaut,

Arch. de la Vienne, Trinité, liasse 15). — 38. Maurice Raclet était conseiller du vicomte de Thouars en 1351 (*Arch. hist. du Poitou*, t. XVII, p. 83). — 39. Regnaud Poullailler avait obtenu de Philippe VI en 1348 des lettres de rémission pour le meurtre d'Armand de Brabant, partisan anglais de la garnison de Lusignan (*Arch. hist. du Poitou*, t. XIII, p. 394). — 40. Gautier Spridlington commandait au Blanc pour les Anglais au commencement de 1370, quand Jean de Villemur reprit cette ville (JJ 100 n° 751, fol. 222). Cf. Guérin, *Arch. hist. du Poitou*, t. XIX, p. 5 note. — 41. Guillaume d'Appelvoisin, 3^e fils de Guillaume I^{er}, seigneur d'Appelvoisin (commune de Saint-Paul-en-Gâtine, Deux-Sèvres), avait servi en 1351 sous les ordres de Charles d'Espagne (Beauchet-Filleau, *Dictionnaire des familles du Poitou*, t. I, p. 87). Il figure, avec le seigneur de Parthenay, le vicomte de Châtellerault, au nombre des principaux seigneurs poitevins qui signèrent la convention conclue le 18 septembre 1373, devant Surgères, avec Jean de Berry et stipulant les conditions de la soumission du Poitou à Charles V. Cf. Froissart, éd. S. Luce, t. VIII, p. clv.

mareschal de France, lequieulx avoit, pour et ou nom du roy de France, la garde et gouvernement du chastel et ville de Lesignen, le dit monseigneur le lieutenant requist pour et ou nom du roy d'Angleterre nostre seigneur, au dit Bouciquaut, comme aient le dit garde et gouvernement du dit chastel et ville, coment il lui baillast, ou nom que dessus, la saisine et pocession, ainssi et par la fourme et maniere contenue ez lettres du roy de France, dont la tenour est devant escript et selonc la tenour de la paix. Et emprès ce, ledit Boucicaud, pour le roy de France, tant comme ayent la garde et gouvernement du dit chastel et ville que comme devant est dit, bailla au dit monseigneur le lieutenant, pour et ou nom de nostre dit seigneur le roy d'Angleterre, la saisine et pocession des diz chastel et ville de Lesignen, par la tradicion d'une verge ou baston, pour ce que bonnement il ne pouvoit venir as ditz chastel et ville, pour occupation de maladie qu'il avoit, laquelle pocession et saisine ledit monseigneur le lieutenant prinst et accepta, ès noms que dessus, c'est assavoir pour et ou nom de nostre seigneur le roy d'Angleterre. Et, ce fait, le dit monseigneur lieutenant bailla, pour nom de nostre dit seigneur le roy d'Angleterre, au dit Bouciquaud le dit chastel et ville de Lesignen en garde et gouvernement par la tradicion de la dite verge ou baston ; laquelle garde et gouvernement le dit messire Bouciquaud, en son nom privé, prinst et accepta et promist et jura le dit chastel et ville garder et tenir au profit et honneur de nostre dit seigneur d'Angleterre et de ses hoirs et successeurs, bien et loyaulment contre toutes personnes pour vivre et pour morir sans riens accepter, et le rendre à li ou à ses comis franchement, quand et si tost il en sera requis et il verra deu garent de le faire, aux gaiges de VI^e livres tournois.

CCCCXXVI

Lettres d'Edouard III, roi d'Angleterre, enjoignant aux habitants de Poitiers de reconnaître son fils le prince de Galles comme prince d'Aquitaine.

19 juillet 1362

A Original, Arch. mun. C 12. — B. Man. d'Auzance, fol. 99 v.
EDITION. a. Rymer, *Foedera*, t. VI, p. 386.

Edward, par la grace de Dieu roi d'Engleterre, seigneur d'Irlande et d'Aquitaine¹, à noz chers et feaulx prelatz, ercevesques, evesques, abbés, deanes², priours, chapitres, colleges et autres queconques gens d'eglise, conntes, viscontes, barons, chivalers et autres nobles seigneurs des lieux, de païs et des terres, aus capitains, mairs, conceulx, jurez, chasteleins, universités et comunes et autres touz de quel estat ou condicion q'ils soient, noz subgiz habitantz nostre païs d'Aquitaine et de Gascoigne et par especial au meir et comunaltée de nostre citée de Poyters³, saluz et dilection.

Pour certaines causes, les queles nous ont à ce muz, nous avons par nos lettres patentes volu, ordené et ottroié à nostre très cher eisé fitz Edward, prince de Gales⁴, que desore en avant tout le cours de sa vie, il soit nomé prince d'Aquitaine et à ly avons donez et ottroiez à tote sa vie totes les terres, seigneuries, cités, villes, chasteux, forterescs, lieux et païs queux nous avons et à nous appartenoint ou porront appartenir en queconque manere és dites parties de Gascoigne et d'Aquitaine, tant pour cause du transport que le roi de France, nostre frere, nous ad fait parmy la pees faite entre nous et ly come autrement. Et aussi avons volu, ordené et ottroié, volons, ordenons et à nostre dit eisé fitz ottroions que à ly totes persones, de queconque estat ou condicion q'ils soient, gens d'eglise, prelatz, ercevesques, evesques, abbés, deans, chapitres, colleges et autres queconques persones d'eglise, ducs, conntes, viscontes, barons, chivalers et autres nobles, mairs, conceulx, jurez et eantz⁵ touz gouvernementz et regimentz des cités, villes et lieux et touz autres nos subgiz habitantz en noz ditz païs, terres, seigneuries dessusdites, facent homages et reconisances, sermentz, services, obeissances et paient et rendent et delivrent tout ce en quoi à nous estoient ou poient⁶ estre tenuz, fuissent rentes, cens, droitz, devoirs ou queconques autres redibentes⁷, servitutes, proffitz ou emolumentz, sicome ces choses sont plus à plein contenues en noz lettres patentes faites sur les choses dessusdites et par nous ottroiez à nostre dit eisnez fitz.

1. *Le Roi a.* — 2. *doyens B, deans a.* — 3. *habitans en la citée, counté, païs et terres de Poitiers et de Poitou, appartenantz et dependantz d'icelle counté de Poitou a.* — 4. Le prince de Galles, dit le Prince Noir, le vainqueur de la bataille de Poitiers, né en 1330, mort le 8 juillet 1376, avait été créé duc de Cornwall en 1337, prince de Galles en 1343. Les lettres (en latin) d'Edouard III, conférant à son fils aîné le prince de Galles, le titre de prince d'Aquitaine, qui sont ici résumées, sont datées aussi du 19 juillet 1362 (Rymer, *Fœdera*, t. VI, p. 384). — 5. *ayans B.* — 6. *pouvoient B, pouvoient a.* — 7. *re-*

Pour ce est il que nous vous mandons et comandons estreitement et à chescun de vous, sicome à ly appartendra, que, à la requeste ou comandement de Thomas de Beauchamp¹, connte de Warewyk et de Johan Chandos, visconnte de Seint Sauveur, noz commissairs sur ce donez, ou de l'un de eux ou des commis ou deputez par eux ou par l'un de eux, où que ces presentes lettres vous seront presentez, à nostre dit eisé fitz, prince et seigneur à sa vie d'Aquitaigne, faites et rendés les homages, reconisances, fois, sermentz, obeisantz, et à ly ou à ces² officiers ou commis à ce par ly paieiz et rendez desore en avant tptes rentes, cens, droitz, devoirs, revenues, redibentes, servitudes et profitz, es queux ou queles vous et chescun de vous nous estes ou porrez estre en queconge manere tenuz, et ly rendez et delivrez totes cités, villes, chasteux, forteresces, cleves³, possessions et saisines à nous appartenantz es ditz cité, connté, terres et appartenances et de nostre citée dessusdite, et à ly, come à prince et seigneur à sa vie d'Aquitaigne et à ces officiers, justices et ministres obeissez desore en avant en touz cas de seigneurie, le cours de sa vie durant, tout en la forme et manere contenues en noz lettres dessusdites faites sur le dit donné. Et ce facez sanz aucune contredit ou debate ou autre mandement attendre, en retenant par devers vous ces presentes ou copie par vidimus de ycelles souz le seal de nostre dit eisé fitz, prince d'Aquitaigne, à la ceurté de vous et du chescun de vous et des vostres pour le temps avenir, à quele copie ou vidimus souz le dit seal volons et otroions que soit en touz temps et lieux doné tant de foi come seroit à ces presentes, les queles en tesmoignance des choses dessusdites avons faites seler de nostre grant seal.

Donné en nostre palais de Westminster le XIX jour de juyl⁴ l'an de nostre regne trente sisme⁵.

devances B, redivences a. — 8. Thomas de Beauchamp, comte de Warwick, était le frère de Jean de Beauchamp qui fut nommé capitaine de Calais le 1^{er} septembre 1347 (Rymer, t. V, p. 584). Il mourut de la peste le 13 novembre 1369 (Froissart, éd. Kervyn de Lettenhove, t. XXIII, p. 277 et suiv.). — 9. *ses a.* — 10. *lieux a. Cleves* semble être une forme exceptionnelle du mot *clef*. — 11. *juillet B.* — 12. Les années du règne d'Edouard III partent du 24 janvier 1327, date à laquelle fut proclamée l'abdication d'Edouard II. La 36^e année de son règne est donc 1362.

CCCCXXVII

Ordonnance de l'échevinage relative au pain.

16 décembre 1362

A. Man. Saint-Hilaire, fol. 41. — B. Man. Saint-Hilaire, fol. 56 v^o.
— C. Reg. 12, p. 386 (d'après A.).

Le vendredi après¹ la feste Sainte Luce, l'an mil CCC LXII, maire sire Aymeri d'Ayron², appelez par devant lui en l'esclavignage la plus grant et saine partie des fourniers de Poitiers, pour cause de ce que les blez ne sont pas si bons comme ilz souloient estre, par³ le conseil des gens experts en telle escience, fut ordonné que, tant quant froment vaudra et sera le sextier pour XIII, XIIIII, XV et XVI souls, les fourniers feront pain blant appellé choyne, bien cuit, salé, [de quatre deniers]⁴, du poys de XXVIII onces, et de deux deniers, de XIIIII onces, et pain de Villers⁵ de XXXII unces, quatre deniers, et de XVI unces, deux deniers; choyne sans sel, cuit, de quatre deniers, de XXVI unces, et de II deniers, XIII unces.

A quatre livres XVI souls cuisse de froment⁶, choyne cuit salé, de quatre deniers⁷, doit poiser XXII unces, et celui de deux deniers, XI unces. Item, le choyne sans sel, cuit, de quatre deniers⁸, doit poiser XXI unce, et celui de deux deniers, X unces et demye.

Pain de froment de quatre deniers⁹, cuyt ou⁹ toute sa flour, doit poiser XXV unces, et celui de deux deniers doit poiser XII unces et demie.

Item, reboutet de fouace, cuit, de quatre deniers, doit poiser XXXI once. Item, reboutet de deux deniers, cuit, XV unces et demie.

Item, fouace de quatre deniers, cuite, doit poiser XX unces, quant elle est apportée de dehors la ville. Item, fouace cuite de deux⁹ deniers doit poiser dix unces.

1. après A, amprès B. — 2. Ce document atteste qu'Aimeri d'Ayron fut maire du 14 juillet 1362 au 13 juillet 1363. — 3. par B, pour A. — 4. Mots omis dans les manuscrits; B a ajouté, au-dessus de la ligne, après de XXVIII unces : *vouldra IIIII d.* — 5. Villiers, canton de Neuville. — 6. La cuisse équivaut à 4 setiers : si elle est à 4 livres 16 sous, le setier est à 24 sous. — 7. *quart denier* AC. Nous corrigeons en *quatre deniers*. — 8. = avec. — 9. Mot ajouté de 2^e main dans A en interligne. Le passage est tout différent dans B. Au lieu du texte ci-dessus depuis : *A quatre livres*, on y lit : *Pain ou sa flour salé de IIIII deniers, XXXII unces et reboutet de XXXVI unces. La fouace de la ville bien cuite, de IIIII deniers, de XXVI unces; et celle de dehors, de XXVIII unces.*

CCCCXXVII (Suite)

A. Man. Saint-Hilaire, fol. 40¹. — B. Man. Saint-Hilaire, fol. 56. — C. Reg. 12, p. 386 (d'après A.).

Item, la fouace cuyte en la ville de Poitiers, de quatre deniers, doit poiser XIX onces. Et fouace de deux deniers cuite doit poiser neuf onces.

1. Ce second fragment est placé dans le manuscrit entre la concession de la noblesse héréditaire aux maire et échevins (n° CCCCL) et l'ordonnance du 7 juillet 1245 relative aux fourniers (t. I, n° XLVI). Sa place est évidemment ici ; il fait suite à ce qui précède : la fouace doit peser une once de plus quand elle est apportée du dehors. Cf. Boissonnade, *Mém. Soc. Ant. de l'Ouest*, t. XXI, p. 142.

CCCCXXVII (Suite)

A. Man. Saint-Hilaire, fol. 40 v^ol. — B. Man. Saint-Hilaire, fol. 56. — C. Reg. 12 p. 386.

Si froment est à XXX sols le sextier, le pain blanc qui vient de dehors², de quatre deniers, doit poiser XVIII onces. Le choyne bien cuyt de la ville, salé, de quatre deniers, doit poiser XVII onces, froment pour le dit pris. Et le choyne sans sel de quatre deniers doit poiser XVI onces, froment pour le dit pris. Et le pain ou sa flour, salé, de quatre deniers, doit poiser XX onces. Reboutet de fouace, de quatre deniers, doit poiser XXVI onces.

Grant pain faitiz de froment fait pour mesnage, qui est en regart au³ pain ou toute sa flour dessusdit, froment pour XXX sols le sextier, le pain de III sols IIII deniers doit poiser II^e onces⁴.

Le pain de mestail de deux soulds huit deniers doit poiser IX^{xx}XII onces⁵, froment pour le dit pris.

1. Ce troisième fragment est placé dans le manuscrit avant le premier et précédé du titre : *Ordinacio panis*. Cette ordonnance indique la réduction du poids des diverses sortes de pain correspondant à l'élévation progressive du prix du froment. — 2. Ce pain apporté du dehors est appelé « pain de Villers » au début de cette ordonnance. — 3. *en toute en regart au A, au regart du B.* — 4. Ce grand pain de ménage, qui correspond au pain « avec toute sa fleur », est au même prix, puisque 200 onces valent 40 deniers et 20 onces de pain « ou sa flour » 4 deniers. — 5. Le prix de ce grand pain de méteil est inférieur d'un cinquième à celui du grand pain de ménage précédent, puisqu'on a 192 onces pour 32 deniers, autrement dit 24 onces pour 4 deniers.

Fouace cuyte de quatre deniers, aportée de dehors la ville, doit poiser XVI onces, le sextier de froment à XXX sols, et celle qui est de la ville, de quatre deniers, doit poiser quinze unces.

CCCCXXVIII

Commission donnée par Edouard, prince de Galles, au sénéchal de Poitou, pour prendre des informations sur les avantages et les inconvénients de la concession faite à Herbert Berland de la foire de la Pierre Levée.

23 novembre 1363

Original, Arch. de la Vienne H 2 l. 68.

Edward, ainsné filz au noble roy d'Engleterre, prince d'Aquitaine et de Guales, duc de Cornewaille et comte de Cestre, à nostre seneschal de Poictou ou à son lieutenant, salut. Savoir vous faisons que Aubert Berlant, escuier¹, est venus par devers nous, si nous a démontré que le très noble Phelip roy qui fut de France, qui tenoit lors le comté de Poitiers, à la requeste de Aubert Berlant, chevalier, avoit ordonné que une foire appelée la foyre de la Pierre Levée, quelle souloit estre tenue au dehors de Poitiers par deux jours, sept jours entre deux, c'est assavoir le lundi après la Saint Denys et le lundi ensuivant, fusse tenue perpetuellement dedens la ville de Poitiers par trois jours continuez à commencer le lundi emprès la Saint Denis, ou abergement du dit chevalier appelé les Hales, ou quel abergement la foire de la mikaresme a costume estre tenue, et qu'il en peust pranre et avoir telz proffis et esmolument qu'il avoit acostumé à prandre de la foire de la mikaresme, c'est assavoir l'estage tant seulement, si ait fet foy des lettres du dit roy de France, qui furent données l'an mil trois cens XLVIII ou mois de aoust² et de plusieurs autres lettres confirmant les choses dessus dictes³, et en oultre ait monstre une lettrez selléez de vous dit seneschal par

1. Herbert III Berland porte seulement le titre d'écuyer, tandis que son père, mort en 1357, était chevalier. — 2. Ces lettres de Philippe VI, du mois d'août 1348 (ci-dessus n° CCCLXX), confirmaient des lettres antérieures du même roi, en date du 16 déc. 1347 (ci-dessus n° CCCLXVII). — 3. Jean le Bon avait confirmé les lettres de Philippe VI au mois d'août 1352 et le sénéchal de Poitou avait ordonné, par mandement du 8 oct. 1353, d'annoncer la translation de la foire de

nostre dit seigneur et pere le roy d'Engleterre, certiffians comment vous faites sur ce deue informacion et appellé le procureur royal, la dicte ordenance et muance de la dicte foire et choses dessus dictes estoient au proffit du dit nostre seigneur et pere le roy et de ses successeurs, et nous ait requis que les choses dessus dictes li vosissons confermer et octroier, pour ce est il que nous, voulans estre enfourmeez entierement des choses dessus dictes, si comme appartient, vous mandons et comectons par icestes que, appellé nostre procureur, le maire de nostre cité de Poitiers et autres que ferons appeller, vous enformés deueinment et bien si la ordenance et muance de la foire dessus dicte et choses dessus dictes sont ou pourront estre ou tourner au dommage ou au prouffit de nous ou de noz successeurs, et, prise et faicte la dicte enformacion, si la portez ou faites apporter à nous ou à nostre conseil soulz vostre seel fealment encloses, au plus tost que vous pourrez, affin que sur ce soit pourueu de tel remede comme appartenra. Si vous mandons en deffendant que, tant que par nous soit pourueu sur les choses dessus dictes ou aiez receu autre mandement de nous, icelles demeurent en l'estat, si comme sont à present, sans rien innouer. En tesmoing de ce, cez noz lettres auons fait faire patentes sellées de nostre grant seel le vint troisieme jour du mois de novvembre l'an de grace mil trois cens sexante trois.

CCCCXXIX

Confirmation par Edouard, prince d'Aquitaine, des privilèges de la ville de Poitiers.

5 mars 1364 n. st.

A. Original, Arch. mun. A 17. — B. Man. d'Auzance, fol. 89 v^o. — EDITION. Thibaudeau, *Histoire du Poitou*, t. II, p. 435.

Edwardus, illustrissimi domini Dei gracia regis Anglie primogenitus, princeps Aquitanie et Wallie, dux Cornubie et comes Cestrie, omnibus ad quos presentes littere pervenerint, salutem. Duas patentes litteras bone memorie Philippi quon-

la Pierre Levée (ci-dessus n^o CCCXCI). De plus, Jean, comte de Poitiers, qui avait confirmé à Herbert Berland son privilège pour la foire de la mi-carême par lettres du 6 mars 1360 (n^o CCCCXXII), lui avait sans doute confirmé aussi la concession relative à la foire de la Pierre Levée.

dam regis Francie inspeximus, tenores que sequuntur continentes : : (*Charte de Philippe Auguste de 1024*¹). Item : (*Charte de Philippe Auguste de 1222*²).

Que omnia et singula in predictis litteris contenta, si et quatenus, virtute ac vinculo pacis inhite inter prefatum progenitorem nostrum Anglie et carissimum avunculum nostrum Francie reges, astringimur et tenemur, ea rata et grata habentes ratificamus, approbamus et tenore presencium confirmamus. In cujus rei testimonium licteras nostras fieri fecimus has patentes, sigilli nostri munimine in pendentibus roboratas, teste me ipso, apud civitatem nostram Pictavensem, die quinta mensis Marci, anno Domini millesimo tricentesimo sexagesimo tercio.

1. Voy. notre tome I, n° XXXIII. — 2. T. I, n° XXXVII.

CCCCXXX

Mandement d'Edouard prince d'Aquitaine au sénéchal de Poitou pour contraindre les habitants de Poitiers et d'autres lieux du voisinage à rebâtir l'église et plusieurs bâtiments de l'abbaye de Fontaine-le-Comte, qu'ils avaient incendiés dans la crainte que les Anglais ne s'en emparassent pour s'y fortifier.

11 mars 1364 n. st.

A. Original (à demi effacé), Arch. de la Vienne, Fontaine-le-Comte
l. 1. — B. Vidimus de Guillaume de Felton, du 27 août 1364, *ibid.*

Edwart, aîné filz au noble roy d'Angleterre, prince d'Aquitaine et de Gales, duc de Cornoilhe et conte de Cestre, à nostre seneschal de Poictou et de Limosin ou à son lieutenant, salut. Supplié nous ont humblement l'abbé et couvent de la Fontaynne le Comte, fondez par noz predecesseurs¹, que, comme la dicte iglise et plusieurs maisons appartenans à icelle ayent esté fondues, minées, arses et rasées par les genz et habitanz de la ville de Poictiers et d'autres lieux circumvicins, pour doubte qu'elles fussent emparées des genz de nostre partie ou d'autre et pour eschiver le dommage du païs et des ha-

1. L'abbaye de Fontaine-le-Comte avait été fondée par Guillaume VIII, comte de Poitou, duc d'Aquitaine (1126-1137). Voy. Rédet, *Mém. Soc. Ant. de l'Ouest*, 1837, p. 226.

bitanz en iceluy, la quelle chouse est et a esté en grant grief, prejudice et dommage des diz supplianz et en amenuement du divin office, car le dit lieu est en tel estat que par les diz religieux aucunement ne pourroit estre réparé, si comme il disent, que il nous pleust sur ce leur pourvoir de remede convenable. Pour ce est il que nous, voulanz garder et soustenir le droit de l'Iglise et tout autre à nostre pooir, et mesmement comme les dictes chouses ont esté faictes pour eschiver le dommage du païs, vous mandons et commectons, si mestier est, et à chescun de vous, que, de et sur le fait de la dicte demolicion et autres chouses dessusdictes, vous informés diligemment et bien ; si vous trouvez les dictes chouses estre vraies par la dicte information, contraignez et faites contraindre les personnes et les habitanz de la dicte ville de Poitiers et du païs voisin et autres, quex vous semblera estre tenuz de raison à la reparacion et edifiement de la dicte iglise et plusieurs maisons surdictes, aians regart aus chouses dessusdictes, eux et chescun d'eux contraignez par taillées ou autrement, bien et loyalment, si comme bon vous semblera, à reparer et refaire la dicte iglise et mesons du dit lieu vigueusement par prinse et distraction de leurs biens et par toutes voies raisonnables, en gardant les lois et coustumes du païs. Et ce faites en telle maniere qu'ils, en defaute de vous, n'aient cause de retourner plaintif devers nous. Tesmoing nous mesmes à Poitiers, le onziesme jour de mars l'an de grace mil trois cenx soixante et troys.

CCCCXX XI

Robin Aubourc, procureur de la Commune de Poitiers, afferme à Jean Massé pour une redevance annuelle de trente sous, une maison renfermant le four de la commune, près du portail de la Tranchée.

12 mars 1364 n. st.

Original, Arch. mun. F 40.

A touz ceulx qui ces presentes lettres verront et orront, Jehan de la Barre¹, clerc, portanz le seel aus contraiz establi à

1. Sur Jean de la Barre, garde du sceau royal en 1360, puis en 1363, 1364, procureur de la commune depuis 1351, voy. ci-dessus n° CCCLXXIX, n. 1.

Poictiers pour monseigneur le prince d'Aquitaine, salut en Dieu Nostre Seigneur. Sachent touz que, en droit en la court du dit seel personnellement establiz, Robin Aubourc, procureur de honnorables hommes le maire et commun de Poictiers, d'une part, et Jehan Massé, d'autre part, le dit procureur pour nom de procureur confessa avoir baillé et affermé et encores bailhet et affermet perpetuellement pour les diz honnorables et pour leurs successeurs au dit Jehan Mascé, present, prenent et acceptant à perpetuité pour soy, ses hoirs et successeurs et pour ceulx qui de luy ont et auront cause, à annuelle et perpetuelle cense ou ferme de trente soulz monnoie courant, à paier par moitié chascun an à Noel et à la Saint Jehan Babtiste, une maison des diz honnorables avecques ses appartenances, en la quelle est le four des diz honnorables, au plus près du portal de la Tranchée, que souloit tenir feu Jehan Garnier et depuis l'a tenu feu la Luce, deguerpie du dit feu Jean Garnier et fame du dit Mascé, la quelle maison et appartenances le dit procureur pour nom de procureur promist pour les diz honnorables et pour leurs successeurs, par la foy de son corps, en leurs ames et sur l'obligacion de touz et chescuns leurs biens meubles, immeubles, presens et avenir, deffendre et garir perpetuellement au dit Jehan Mascé et aus siens vers touz et contre touz, de touz et chescuns empoichemens qu'excomques, aus devoirs et charges anciens pour tout devoir et à la ferme dessusdicte, et sur ce garder ledit Jehan Mascé et les siens de tout dommage. Et le dit Jehan Mascé a promis pour soy et les siens par la foy et serement de son corps, et sur l'obligacion de touz et chescuns ses biens meubles et immeubles, presens et avenir, rendre et paier perpetuellement deci en avant aus diz honnorables et à leurs successeurs ou à leur procureur ladicte cense ou ferme perpetuelle chescun an par moitié ès termes dessusdiz, et sur ce les garder de tout dommage... En tesmoing de laquelle chouse, nous, Jehan de la Barre dessusdit portanz le dit seel, à la requeste des dictes parties, ad ces presentes de leur consentement originalment doubles, avons mis et apposé. Donné et fait le XII^e jour du mois de mars l'an mil trois cens soixante et troys. — A. de Fren.

CCCCXXXII

Etat des rentes et des domaines de la commune de Poitiers.

[mars] 1364 n. st.

Original, cahier in-4° de 8 feuilles de parchemin, Arch. mun. F 39.

En cetuy livre sunt escriptes les rendes, domaines, heritages et establimens de honorables homes le maire et la commune de Poyters, et qu'il doivent et que dehu leur est chescun an et les nons de tous les jurés de la dicte commune¹ en l'an mil CCC sexante et trois², maire sire Aymeri d'Airon, et procureur Johan de la Barre, lors portant le seel aus contraiz à Poitiers établi pour nostre seignour le prince d'Aquitaine.

(A). Rentes en deners dehues en la ville de Poyters, païés par moitié à Noel et à la Saint Johan.

1. Johan Mascé, pour cause de la meson, en la quelle est le four touchant au portal de la Transchée et du vergier et appartenances d'icelle, à li baillés nouvelement, XXX s.

2. Les heritiers feu Johan Blondeau du Marché Viel, pour cause de leur vigne assise sur ou devant la dove de devant les murs de la Trenchée devers l'estang, X s.

3. Raymonde de la Crois, pour cause de sa meson du Noer, assise en la parroisse de la Cele³, XII s.

4. Penot Myllea, pour cause de sa meson, qui fut feu Perrot de Plesance, assise à la Barre⁴, VIII s.

5. Johan de Limors, pour cause de sa meson assise en la Guyllerie⁵ devant la meson Johan Ganter, XXX s.

6. Les hers Philipon de Tiffauges, pour cause d'une place, qui fut feu Perrotin Chevalier, assise au quarrefour de la Regraterie⁶, XXX s.

1. Cette liste de tous les jurés de la commune fait actuellement défaut. — 2. L'article 1 montre que cet état a été rédigé peu après le 12 mars 1364 n. st. Cf. ci-dessus n° CCCCXXXI. Ce document atteste qu'Aimeri d'Ayron fut élu maire en 1363, comme il l'avait été déjà en 1362 (n° CCCCXXVII). — 3. L'église de Saint-Hilaire-de-la-Celle, qui subsiste près du plan de la Celle et constitue la chapelle des Carmélites de Poitiers, était communément appelée église de la Celle. Voy. notre tome I^{er}, n°^s XVIII et LVIII. — 4. La rue de l'Arceau s'appelait rue de la Barre avant 1501. — 5. L'Aguillerie est l'ancien nom de la rue Gambetta actuelle. V. ci-dessus n° CCCLXXXIV, n. 9. — 6. Ce carrefour était situé au croisement des rues de la Regratte-

7. Johan Odonnet sur tous ses biens, dont il a retrait jusques à l'an sexante et VI, X s.

8. Guillaume Convers, pour cause d'une autre place touchant à l'autre devant dicte place, laquelle il a aquis desd. heritiers du dit Philipon de Tiffauges, XXX s.

9. Pierre Larcher, pour sa meson, la quelle fu feu Guillaume Crolleboys⁷, assise à la porte le Comte⁸, V s.

10. Les heritiers feu Johan Savin, pour cause de leurs mesons assises (près du four Nostre Dame, les quelles furent Robert de Londres⁹), L s.

11. Maistre Johan de Londres, pour cause de son herbergement et appartenances du Vergnay¹⁰, en la chastellenie de Genssay, X l.

12. Jamet Guichart, pour cause de sa meson et verger qui fut feu Guillaume du Mouter Neuf, C s.

13. Jeuffrion Le Gainneur, pour cause de sa meson assise près du quayrefour Saint Poul¹¹, XXX s.

14. Johan Garineau, pour cause de sa meson, qui fut Johan Pointre, assise devant la meson du dit Joffrion, V s.

15. Guiot de Cerzé, pour cause de sa meson touchant à la meson Johan Lanbert en la paroisse Saint Liger¹², XX s.

16. La deguerpie Regnaut Maleton, pour cause de sa meson assise devant la meson du dit Guiot, XX s.

17. Les heritiers Johan Brunea, pour cause de la meson où est la forge devant l'eglise Saint Michea¹³, XXX s.

18. Li heritiers Johan Richart, pour cause de leur meson, assise en la paroisse Saint Michea, XX s.

19. Guillaume Renaudea, pour cause de sa meson touchant à la meson des diz heritiers Johan Richart, XX s.

rie, du Moulin-à-Vent et des Vieilles-Boucheries. — 7. Guillaume Crolleboys était échevin en 1333 (n° CCXCIX) et en 1335 (n° CCCV). — 8. Porte de l'ancienne enceinte gallo-romaine, située sur la paroisse Saint-Didier près du palais des comtes de Poitou. Voy. notre tome I, p. 70 n. 3. — 9. Les mots entre parenthèses ont été ajoutés de 2^e main sur un grattage. Sur Robert de Londres, voy. notre tome I, p. 304, n. 9. — 10. Le domaine du Vergnay avait été acquis le 20 janvier 1287 par la commune de Poitiers, qui l'avait baillé à cens à Robert de Londres le 27 janvier 1318, moyennant 30 livres par an. Voy. notre tome I, n° CXXIX, CCL. Après la mort de Robert de Londres en 1341, son fils aîné Jean de Londres lui avait succédé au Vergnay, pour lequel il ne payait plus à la commune qu'une rente de dix livres. Ses héritiers figurent sur le registre des comptes de 1387 à 1391 pour cette rente de 10 livres, à cause de cet hébergement du Vergnay (Arch. mun. K 1). — 11. Saint Paul. — 12. Saint Léger. Cette église était située dans une rue à laquelle elle avait jadis donné son nom et qui s'appelle aujourd'hui rue Montgautier. Cf. ci-dessous n° CCCCLXXXII, A, n° 19, note. — 13. L'église Saint-Michel était située à l'angle de la Grand'Rue et de la rue des Feuil-

20. Estene Minaut, pour cause de sa meson où est la forge assise à la Cuille Blanche¹, X s.

21. Penot Rivaut, pour cause de sa meson assise au pont Enjobert², qui fut Johan Billet, XX s.

22. Philipon Jaques, pour cause de la tannerie qui fut Guillaume Rocigneo³, assise au Pré l'Abasse, XV s.

23. Le dit Philipon Jaquez, pour cause de ses bans assis en la Boucherie de Poitiers, IIII l.⁴.

24. Les heritiers Pierre de la Saunerie, pour cause de leur meson assise en la Saunerie, V s.

25. Johan Maledenrree, pour cause d'une petite meson et veste touchant à sa meson, IIII s.

26. Les heritiers feu Joffrion Bonet⁵, pour cause de leur meson assise en quarrefour de l'Estang⁶, la quelle fu feu Dangui du Monter Neuf, XX s.

27. Estene Huaut, pour cause de sa meson et verger touchant au moulin de l'estang, V s. et I chapon.

28. Robinet le Guereneur, pour cause de sa meson assise sur la chaucée desd. moulins, IX s.

29. Les heritiers feu Johan Rivau, pour cause de leur tannerie assise sus la dicte chaussée, XVI s.

(B) Rentes en deners dehuees en jour de la Tous Sains en la ville de Poitiers.

30. Johan de Pontaise, pour cause de sa meson assise en la Nonerie⁷, XXX s.

31. Johan Menager et Macé de la Crois, pour cause de leur vignes de Parrigné⁸, XX s.

32. Le chapitre de Manigoste, pour cause de leur here demere du Bruyl de Chenay⁹, LI s.

lants. — 14. La Cueille Blanche, partie haute du faubourg de Montbernage à Poitiers. — 15. Aujourd'hui le pont Joubert. — 16. Voy. ci-dessus n^o CCCLXXXIX, CCCXC. — 17. Voy. ci-dessus n^o CCCLXXXIV. — 18. Joffroy Bonet était en 1337 collecteur de la paroisse de Saint-Germain (ci-dessus n^o CCCXXIII, art. 7). — 19. Le carrefour de l'Estang de Montierneuf était au bas de la rue de la Chaîne. Cf. n^o CCCCXXV n. 1.

1. Rue de l'Annonerie, aujourd'hui rue de la Regratterie. — 2. Parigny, ancien village, commune de Saint-Benoît. — 3. Le chapitre de Ménigoute, seigneur de Chenay, avait conclu en 1339 un accord avec la commune de Poitiers et s'était porté garant d'une rente de 52 sous assignée jadis à la commune sur l'aire dîmière du Breuil de Chenay, au devoir de 12 deniers de franc service (ci-dessus n^o CCCXXXVI).

33. (Pierre Pain le jeune du Bruil¹) et Johan Ferré, pour cause des choses qui furent Guillaume Ferré, X s. I d.

34. Huguet Prevost, pour cause des chouses qui furent Renaud Maçon, assises au Bruyl de Chenay, à li nouvellement affermees, XX s⁵.

35. Ay. Heymonea et G. son frere, du Bruyl de Chenay, pour cause de certaines terres à euls nouvellement afermees, LV s.

36. Les ventes des bestes à pié forché², qui ont acostumé à paier les fermiers d'icelles à la mi quaresme chescun an X l.

37. Renaut Grimaud, seigneur de Dougé, de la parroisse de Turagea, sur tous ces biens en jour de Nouel, XL et IX s¹.

38. Penot Mau Moigne, seigneur de Basses près de Loudun, pour cause de son herbergement et appartenances du Boschet en la parroisse de (Jonay³), en jour de la meoust, C s.

(C) Rentes en froment dehu chescun an en jour de la Saint⁴ Michea¹ en la ville de Poitiers, en la meson de l'esclavignage.

39. Robert le Gareneur, pour cause de certaines terres assises en la garenne, que souleït tenir Johan Aucher, I sextier.

— 4. Les mots entre parenthèses ont été ajoutés de 2^e main sur un blanc réservé par la première main. — 5. La seconde main a ajouté en note pour remplacer l'article 34 :

Pierre Pain du Bruil de Chenay, pour les chouses qui furent à Regnaut Mason, assises au Bruil de Chenay, à li nouvellement affermees, XX s.

Item, au dit Pierre Pain le jeune les chouses qui furent à Johan Demelier et Michea Bonimant à li nouvellement affermeez, VIII s.

Item, Johan Brochet et Guillaume Brochet et Tiffaine Brochete pour les choses qui furent au Roigne, IX s.

6. Cette rente de 10 livres sur les ventes des bêtes à pied fourchu, payée par les fermiers de ces droits, figure de même sur le Compte des recettes de la commune de Poitiers pour l'année 1387 (Arch. mun. K 1). — 7. Thibaut Grimaud, seigneur de Dougé, paroisse de Turageau, avait vendu à la commune de Poitiers en 1279 une rente de 49 sous et de 17 setiers de froment. Voy. notre tome I^{er}, p. 140. La rente en deniers est seule indiquée ici comme due par le descendant de Thibaut Grimaud. — 8. Ce nom de la paroisse a été ajouté de 2^e main. Sur le Compte des recettes pour 1387, cette rente figure comme due par Penot Maumoigne pour son hébergement du *Bouchet*, en la paroisse de *Montercillé*, aujourd'hui Mouterre-Silly, canton de Loudun.

1. 29 septembre. — 2. Jean Garineau, qui figure déjà ci-dessus à l'article 14 pour cause de sa maison, était échevin en 1361 (n^o

40. Johan Garinea³, pour cause de une treille assise sus Maubevroys³, la quelle fut Robert Doré, II sexters.

41. Johan Barré, moner, pour cause d'une piece de terre que souloit tenir Aymon le Costurer, assise en la parroisse Saint Saournin⁴, mine⁵.

42. Huguet Nyver de la Forest et Johan Poyné, pour leur arbergement et les tenemens et les Baudaus, I prebender⁶ de froment et X boyceaux d'aveine.

43. Les hoirs G. Martin de la Seigle⁷, parroissien de Saint Morice de Gençay, V prevenders de froment. Item, III gelines.

44. Les hoirs J. et G. Douceraux de la Seigle, IIII prevenders de froment et II gelines.

45. Johan et Guillaume Bareas de Saint Morice de Gençay, IIII quartes de froment et une geline.

46. Johan Doucin de Plambo⁸, parroissien de Saint Morice, V quartes⁹ de segle.

47. Johan Martinet de Touche Ronde¹⁰, pour les chouses feu Perrin Quareil, I prevender de froment.

48. La Coline, de Brigeroux, parroissienne de S. Morice, V quartes de froment, une geline.

49. Beau Guillaume et son frere, de Brigeroux, II quartes de froment.

50. Item, le terrage de Brigeroux¹¹, qui puet valoir par an...

51. Item, le gaingnage de Rochemeo¹².

CCCCXXV) et fut maire de Poitiers en 1367 (n° CCCCXLI). — 3. Cette même treille est indiquée comme assise à *Trenchepié*, sur le compte des dépenses de Pierre Chartren, receveur général de la commune de Poitiers, pour un an à partir du 14 juillet 1387 (Arch. mun. K 1, fol. 29 et suiv.) ; le compte des recettes pour la même année porte : *Hilairét Larcher, à cause de sa feme, heritiere de feu Johan Guerineau, pour cause d'une treille assise sur Maubovrais, laquelle fut Robert Doré* (ibid., fol. 2 et suiv.). Les anciennes grottes de Tranchepied sont voisines de la gare actuelle. Un bail à rente de 1370 (Arch. de la Vienne, Fontaine-le-Comte l. 20) est relatif à une pièce de terre en la rivière de Malbevrois, tenant à l'étang de Montierneuf. — 4. Saint-Saturnin, faubourg de Poitiers sur la rive droite du Clain. — 5. La mine valait un demi setier. — 6. Le prévendier de Gençay équivalait au setier de Poitiers et valait comme lui 8 boisseaux. — 7. La Saille, lieu détruit près le Dognon, commune de Saint-Maurice. — 8. Plamboux, ferme, commune de Saint-Maurice. — 9. La quartie était le quart du prévendier et valait deux boisseaux. — 10. Touche-ronde, hameau, commune de Saint-Maurice. — 11. Le Dictionnaire topographique de la Vienne par Rédet n'indique pas ce nom de lieu, qui est écrit Bergeroux sur le Compte des recettes pour 1387. Le manuscrit a laissé en blanc ce que peut valoir ce terrage, c'est-à-dire la redevance annuelle sur les produits de cette terre. — 12. Aujourd'hui Rochemioux, ferme, commune de Saint-Secoudin. Mathieu de Rochemioux avait vendu à la commune de Poitiers en 1232 une rente assise sur ses prés, cens, rentes et terrages au village de Vitré et à

52. Item, le bois et appartenances de Rochemeo, les prés de Rochemeo et les prés de Vitré.

53. Le seigneur de Vitré¹³ est home de foy du maire et commune de Poitiers à cause de leur terre de Rochemeo et doit VI s. de chamberlage à muance d'ome.

54. Huguet Niver de Vitré est home de foy à cause de ce qu'il tient au Brigeroux et doit à muance de home (V s.)¹⁴.

55. Les hoirs P. Giraut, de Gomichez¹⁵, parroissiens de Varnon¹⁶, à la Saint Michea, III s. et une geline.

56. Le maire et la commune de Poitiers ont en toute leur terre de Vitré la moitié en la desme des bestes et des blés et le terrage des blés de leur terres non amoysonnées¹⁷, qui porront valoir par an de VIII à X prevenders de blés. Tous les homes dessus diz de Vitré sont homes couchans et levans¹⁸ des diz maire et commune ; et puant¹⁹ avoir là un sergent et tenir leurs assises par toute la terre de Rochemeo, et ont basse veerie et amande juques à VII s. VI d.²⁰. Nuls des homes dessus diz n'ont nul explet ny usage à euls ne au leurs bestes en boys des diz maire et commune, s'il ne paient avenage à la coustume du païs, qui ne sera ja si le maire et commune ne le veulent. Et aussi nulles autres gens ne li ont. Les homes de Vitré sunt tenus de affener les feins²¹ des diz maire et commune de leur dicte terre de Rochemeo.

Le maire de Poitiers, si tost comme monseigneur Bouchart de l'Isle sera mort, ou enprès sa mort, dedans le temps que costume de païs donet, doit faire homage au seigneur de Gençay, de qui il est home à cause de la dicte terre de Rochemeo²², et li paier, ainsi come il est contenu ès letres confectes sur ce²³.

l'entour dans la paroisse de Saint-Secondin. Voy. notre tome I^{er}, p. 157. La commune avait acquis plus tard l'hôtel de Rochemieux, relevant de la seigneurie de Gençay ; voy. ci-dessus n° CCCLXXI. — 13. Hameau, commune de Saint-Secondin. — 14. Addition de 2^e main. — 15. Le compte de 1387 porte Gomichez corrigé en Gonechez. Aujourd'hui Gonnèche, commune de Vernon. — 16. Vernon, canton de La Villedieu. — 17. = données à rente. Cf. n° CCCI, *baillhé et admoesné, ferme moeson ou rente*. — 18. = justiciables. — 19. = ils peuvent. — 20. Cf. ci-dessous art. 95. — 21. = faner les foins. — 22. Voy. ci-dessus n° CCCLXXI. Bouchart VIII, chevalier baron de l'Isle-Bouchard, qui était seigneur de Gençay en 1364, était l'arrière-petit-fils de Barthélemy III de l'Isle-Bouchard, mort avant 1288, le fils de Barthélemy IV mort en 1335 : il mourut lui-même après 1365, date d'un vicimus délivré par lui, que cite Carré de Busserolle, *Dictionnaire d'Indre-et-Loire*, t. III, p. 370. — 23. Additions de 2^e main :

L'abbé et convent de la Fontenelle le Conte doivent à cause des boiz communaus XX sexters de seyle (cf. n° CCCXXXIX).

Item, une place en la quelle soloit avoir maison assise à Saint Sournin près Poitiers, la quelle soloit tenir Masse Beler.

57. Le maire et la commune de Poitiers on sur chescune solme²⁴ de pain amenée à Poitiers dehors pour vendre, de vente I denier. Item, de chescune pipe de vin²⁵ vendue à Poitiers, à la mesure nostre seigneur le prince, de vente IIII d. Et qui ne païet si tost comme le vin est vendu, il doit LX s. d'aman-de, des quex il ont VII s. VI d. et le prevost de Poitiers pour le seigneur le demourent²⁶.

(D) Rentes dehues à Rochemeo en la paroisse Saint Segondin.

58. Huguet Nyver de Vitré et ces parsonniers¹, pour leur herbergemens et appartenances, assis à Vitré, chascun an, en jour Saint Michea, querables à la mesure de Gençay, V prevenders de froment. Item, en dit jour, III prevenders d'avené, II gelines, II pousins de terrage. Item, en dit jour, de taillée, XII s.

59. Johan Touzer, I prevender de froment, I geline, II pousins de terrage.

60. Guillaume Gaudin, une geline et III s. de taillée.

61. G. Godart dit Genciaut et Huguet Mourer, pour les choses Simon Toussac, X quartes de froment, I prevender d'avené, I geline, II pousins de terrage.

62. Aymeri Richart, I prevender de froment, I prevender

Item, une disme assise à Monter Seilher près Loudun, qui fut monseigneur Guillaume Odart et à present la tient monseigneur Jehan de la Jaille, chevalier.

Item, une maison et vergier assise en la paroisse Saint Pol, qui fut Thomas Lescrivain.

24. = somme ou charge. Voy. dans notre tome I^{er}, p. 54, l'article 5 du Tarif de la prévôté de Poitiers : *somma panis reddit de venda unum denarium, que venit de foras*. Cf. *ibid.*, n° CLI. — 25. La pipe équivalait à peu près à 476 litres, d'après Rédet, *Mém. Soc. des Ant. de l'Ouest*, 1839, p. 388. Renaud de Pressigny avait vendu en 1292 à la commune de Poitiers ce droit sur le vin vendu à Poitiers, qui était de 4 deniers par tonneau, petit ou grand. Voy. notre tome I^{er}, n° CLI, p. 231. — 26. = le reste. — Addition de 2^e main :

Le maire et commun ont sur chascune charretée de sel amenée et vendue en la ville de Poitiers, des gens dehors la ville, six houlz de sel.

Houle, du latin *olla*, désigne une sorte de vase dont on ne saurait préciser la contenance. Ce droit sur le sel, qui appartenait au comte de Poitou au XII^e siècle, d'après le Tarif de la prévôté (t. I, p. 57, art. 43), avait été vendu à la commune de Poitiers en 1292 par Renaud de Pressigny (t. I, p. 231).

1. = ses parsonniers, c'est-à-dire ses associés. Cf. art. 63, 65. —

d'aveine, I geline, II pousins de terrage. Item doit chascun an XVIII d. de taillée.

63. Perrot Guiot et sa suer, pour leur herbergement et appartenances de Guillonieres², II prevenders de froment, le deux pars³ de II gelines et de II posins de terrage.

64. Le dit Perrot Guiot, pour le cortiou⁴ feu Servent, le quel est tenuz à homage liege de XXX s. de devoir à muance de home, I prevender de froment.

65. Le dit G. Godart dit Genciaut, pour son herbergement et appartenances, assis à Guillonieres, qui part ou⁵ le dit Perrot Guiot, I prevender de froment, le tiers de II gelines et de II pousins de terrage.

66. ...⁶ pour les chouses Clocher, I prevender de froment, I geline et II pousins de terrage.

67. Item, Johan Touzer, IX d. de cens.

68. Penin Pinpaut des Sescheres⁷, pour les chouses à la Brune, VI quartes de froment, IIII boiceas d'aveine, I geline, III pousins de terrage.

69. Penim Colet de la Ferrere⁸, pour le pré Chosic, III s. de cens.

70. (Johan Nant des Guillonneres⁹), pour les choses Guillaume Nent des Guillonneres, VI quartes de froment, IIII boiceaus d'aveine, une geline et II pousins de terrage. /

71. Doenin de la Codre¹⁰ près de Brion¹¹, pour son herbergement et appartenances de la Codre, rendus à Rochemeo ou à Gençay, chascun an en jour de Saint Micheau (un prevender froment. Tient J. Morea son filz).

72. Item, doit le terrage de certaines terres à luy baillées, qui peut valoir par an de V à VI prevenders de froment et de segle¹².

(E), Ceu sunt les rentes, cens et heritages et revenues du dit

2. Lionnière, ferme, commune de Saint-Secondin. — 3. = les deux tiers. Cf. ci-dessous, art. 65. — 4. = verger. Cf. ci-dessus n° CCCXXXVI. — 5. = partage avec. Cf. ci-dessus, art. 63. — 6. Le manuscrit laisse un blanc. — 7. Séchère, hameau et moulin sur la Clouère, commune de Saint-Secondin. — 8. Ferrière, ferme, commune de Saint-Secondin, ou plutôt la Ferrière, commune, canton de Gençay. — 9. Les mots entre parenthèses ont été ajoutés de 2° main. — 10. La Coudre, ferme, commune de Saint-Secondin. — 11. Commune au N.-O. de Saint-Secondin. — 12. Addition de 2° main : *Guillaume Girardon parroissien de Chiré a pris une petite maison fondue et trois quartelées de terres, nommé la Boynelere, qui fut fehu Peleter, assise près du simentire de Chiré, à une quarte et demie de froment en chascune feste de S. Michea. Chiré-les-Bois, village, commune de Vernon. simentire = cimetière.*

maire et commune de Poitiers, en la chastelenie de Mirebea, à Amberre, à cause de leur meson que il y ont¹.

73. Le dit maire et commune ont en la parroisse d'Amberre une meson, laquelle souloit tenir Johan Larcher², avec la treille et cloison et par devant un pré et une thouche, la garene que souleit tenir Johan de Chaillé³, à VIII seters de froment de rente à la mesure de Mirebea, ou ferme.

74. Item, le dit maire et commune ont là XII seterées de terre appartenans à la dicte meson, que soloient tenir les Bouchez à XVI seters de froment à la dicte mesure de ferme ou rente⁴.

75. Et à cause de la dicte meson leur sont dehus illec les cens qui s'en suyvent. Premerement les hers P. Garner de Pois⁵.

76. Aymeri Franchoneau. (I geline, II s.⁶).

77. Johan Bigot et Jehanne sa suer, (I geline, XII d.).

78. Les hoirs feu Aymeri Rouceau.

79. Les hoirs feu Martin Meinart, (XII d., I geline).

80. Aymeri Nobilea, (I geline, XII d.).

81. Guillaume Daler (le jeune, XII d., I geline).

82. Les hoirs feu Saboraut (II gelines, II s., III d.).

83. Les hoirs feu Johan Bouchet (du Poez, II gelines, II s.).

84. Bertrand Bouchet, (XV d., II gelines).

85. Johan Nobilea.

86. Guillaume Daler, (II gelines, II s.).

87. Pierre Orria de Reigné⁷, maçon.

88. Johan Orria, maçon (II gelines, III s.).

89. Denis Barea, (I geline, II s.).

90. Perrot Bernart de Champeiné⁸, (I geline, XII d.).

91. Johan Estivaut de la Bruere⁹, (XVIII d.).

92. Les hers Denya Roncea, (VI d.).

93. Perre de Gelis, (I geline, XII d.).

1. Voy. notre t. I^{er}, n^{os} CLVIII, CXCIII, CCXXX et ci-dessus n^{os} CCCLXXIX, CCCCVI et CCCCVII. — 2. On peut se demander si ce Jean Larcher est celui qui avait fait en 1333 un échange de cens et de rentes avec la commune de Poitiers (ci-dessus n^o CCXCIII) et qui, en 1342, condamné à payer 50 l. à la commune, avait été l'objet d'une réquisition de saisie pour ses biens situés dans le ressort de Mirebeau (n^o CCCLV). — 3. Voy. ci-dessus n^o CCCCVII. — 4. Voy. ci-dessus n^o CCCLXXIX. 16 setiers à la mesure de Mirebeau en valaient 24 à la mesure de Poitiers. Voy. notre tome I^{er}, p. 151, note 2. — 5. Poué, village, commune de Cubon, canton de Mirebeau. — 6. Les mots entre parenthèses ont été ajoutés de 2^e main. Ce recensement a été complété après coup ; quelques articles ne l'ont pas été. — 7. Rigny, village, commune d'Amberre. — 8. Champigny-le-Sec, canton de Mirebeau. — 9. La Bruyère, commune de Champigny-le-Sec. —

94. Les hers P, de Chaillé, (V s.).

95. Et tous ceus dessus nomez, à cause des choses qu'il tenent, pour lesquelles il doivent les cens et rentes dessus diz, sont subgis audiz maire et commune, et ont les diz maire et commune illeques basse veyrie et amande juques à VII s. VI d.¹⁰. Et le tient du seigneur ou dame de Mirebea à un besant d'or à muance de seigneur sans foy et sans homage ni autre servitude. Et sur les dictes choses le dit seigneur ou dame ont V seters de froment de rente et V mançois de cens rendables chescun an en chatea de Mirebea¹¹.

96. Le maire et commune de Poitiers ont la moitié des cens dehuz au valet de Usseau¹² chescun an à Mirebea en marché au blé, le jour de la feste au deffuns, et souloit valoir la partie à chescun XVI s. et II gelines.

97. Les diz maire et commune ont XX s, de rente sur une meson que souloit tenir monseigneur Johan de Puy Raveau¹³, assise en la parroisse Saint Hylaïre de Mirebeau, que tient à present Johan Vinosea de Censay¹⁴, suyre¹⁵, à la dicte rente,

98. Le maire et le commun ont sur les choses feu Renaut Milon, assises à la Grimaudere¹⁶, que souloit tenir Guillaume de Puy Jourdain, et de quoy il ont eu sentence contre luy en la court de Saumur, VI seters de froment à la mesure de Mirebeau, et L s. en deners de rente.

99. Le maire et le commun ont en la parroisse de Charay¹⁷

10. Voy. ci-dessus, art. 56. La basse « voierie » ou basse justice confèrait le droit d'infliger des amendes jusqu'à 7 sous 6 deniers. Cf. *Coutume de Poitou*, titre I, art. xvii, et ci-dessous n° CCCCLXXI. —

11. Guy Chamailard avait cédé son hôtel d'Amberre à la commune de Poitiers le 28 avril 1294, à charge par elle de payer au seigneur de Mirebeau 5 setiers de froment de rente à la mesure de Mirebeau, payables chaque année à la Saint Michel, et le seigneur de Mirebeau avait concédé au maire de Poitiers l'hommage du fief d'Amberre à un besant à payer à chaque changement de seigneur. Voy. notre tome I^{er}, p. 246. En 1364, la seigneurie de Mirebeau appartenait à la comtesse de Roucy, veuve de Jean de Roucy, seigneur de Mirebeau de 1311 à 1346. Cf. de Fouchier, *Mémoires de la Soc. des Antiquaires de l'Ouest*, 1877, p. 81. — Le denier mansois était un peu inférieur au denier tournois : il en fallait 20 de plus pour faire une livre, 260 au lieu de 240. Voy. du Cange, *Glossarium*, t. IV, p. 521. —

12. Usseau, aujourd'hui masure, ancien fief de la paroisse d'Amberre. Cf. *Mém. Soc. Ant. de l'Ouest*, 1877, p. 126. — 13. Puyraveau, hameau, commune de Saint-Jean-de-Sauves, ancien fief relevant de la seigneurie de Mirebeau. — 14. Sanxay, cant. de Lusignan. — 15. = cordonnier (du latin *sutor*). — 16. La Grimaudière, commune du canton de Moncontour, comprenait 7 fiefs, entre autres le fief Jourdain, relevant de la seigneurie de Mirebeau, qui faisait elle-même partie du comté d'Anjou, du ressort de Saumur. Cf. *Mém. Soc. Ant. de l'Ouest*, 1877, p. 188 et suiv. — 17. Charrais, canton de Neuville. Jodoin de Font-Geoffroy avait vendu à la commune de Poitiers, le 25 janv. 1281,

grant quantité de terres, qui sont tenues du sire de Chiré¹⁸ à XVI deners de cens paiables chescun an le jour de la Saint Johan à Chiré, les quelles tiennent à present les Goduz, Payn Minea et leurs parsoners¹⁹ à la ferme de XX seters de froment de rente à la mesure de Poitiers, rendus en chacune feste Saint Michea.

100. Le maire et commun ont à Forges²⁰ certaines terres que tiennent Aymeri de la Barre et Michea Commun, à IIII seters de froment de rente à la mesure de Poitiers, requerablez à Forgez.

101. Le maire et commun ont au Marchoys²¹, en la paroisse de la Chapelle²², certaines terres que tient Rapail, parroissien de Liners²³, à II seters de froment de rente à la mesure de Poitiers, paiables en dit leu.

102. Le maire et le commun ont en la paroisse de Saint Cerde²⁴ certains prés, une meson et treille, assis à Vileines²⁵, que tient Perrot Pougeolea, à XX s. de rente, payablez en jour de Tous Sains.

103. Le maire et commun ont à Bonuillet²⁶ certainez terres, qui soloient valoir XXV seters de froment de rente à la mesure de Poitiers et X chapons de rente. Des quelles terres Katherine Delomea en tient, dont elle doit II seters de froment et I chapon de rente, rendus à Poitiers en jour de la Saint Micheau.

(Item une pièce de terre assise devant la fontene de Bonyllet, le Clen entr'eux, qui puet valoir par an XV s. de rente.)²⁷.

104. Colin Greller de Exolesse²⁸ et sa fame, pour raison d'elle, en tiennent, dont il devient IIII seters de froment et II chapons de rente, rendus à Poitiers en la feste Saint Michea.

105. Les hoirs feu Johan Bernart, autrement Roucea, en tiennent, dont il devont V seters II boyceaux de froment à la

une rente assise sur ses terres en la paroisse de Charrais (t. I, p. 151, r.^o CIII). Guy de Bauçay ayant acquis les biens de Jodoin de Font-Geoffroy, chargés de la rente précédente et n'ayant pas payé cette rente, ses exécuteurs testamentaires cédèrent à la commune, par un acte du 16 mai 1333, les biens que possédait Jodoin dans la paroisse de Charrais. Voy. ci-dessus n.^o CCXCVIII. — 18. Chiré-en-Montreuil, canton de Vouillé. D'après l'acte du 16 mai 1333, le cens de 16 deniers était dû à P. de Cherves. — 19. Voy. ci-dessous n.^o CCCCXXXVI la transaction du 9 octobre 1365 au sujet des arrérages de cette rente. — 20. Hameau, commune de Saint-Georges. — 21. Le Marchais, commune de Liniers. — 22. La Chapelle-Moulière, canton de Saint-Julien-l'Ars. — 23. Liniers, canton de Saint-Julien-l'Ars. — 24. Saint-Cyr, canton de Saint-Georges. — 25. Vilaine, commune de Saint-Cyr. — 26. Bonuillet, village et moulin sur le Clain, commune de Chasse-neuil. — 27. Les mots entre parenthèses ont été ajoutés de 2.^e main. — 28. Ansoulesse, village, commune de Montamisé.

dicte mesure et II chapons de rente, rendus en dit lieu et en dit jour.

106. Les autres sont baillées à part à gangnier.

107. Le maire et commun ont certaines terres, près du gibet²⁹ de Poitiers, qui souloient valoir X seters de froment de rente³⁰.

CCCCXXXIII

Guillaume Barré cède à la commune de Poitiers tous ses droits sur la succession de son frere Jean Barré, moyennant la somme de 25 guyenois d'or.

12 juin 1364

Original en deux expéditions l'une (A) sous le scel établi aux contrats à Poitiers pour le roi d'Angleterre, l'autre (B) sous le scel établi pour le prince d'Aquitaine, Arch. mun. F 41.

A touz ceulz qui ces presentes lettres verront et orront, Jehan de la Barre, clerc, portant le seel real establi aus contraiz à Poictiers pour nostre seigneur le roy d'Angleterre¹, salut.

29. Mot effacé. L'article correspondant du compte des recettes pour 1387 porte : de la Justice. — 30. Au bas du verso du 6^e feuillet, on lit :

« Le III^e jour de septembre l'an mil III^e IIII^{xx} et sept, je, Guillaume Lucas, baillay à Perrot Chartrain, en la presence de Jehan Bernart, cetuy present livre, ou quel sont contenuz VIII fuylllet, faisans mention des rentes appartenanz à la commune de Poictiers et des domaynes. Tesmoign mon seign manuel.

(Signé) Guill. Lucas. »

Les additions de seconde main, que renferme cet état, sont peut-être de la main de Guill. Lucas, qui, comme procureur de la commune, se servit de cet inventaire pour établir les comptes de la commune et le transmet à Pierre Chartrain, devenu receveur de la commune en 1387, ainsi qu'on le voit dans le compte des recettes et des dépenses pour les années 1387 et suiv. conservé dans les Archives municipales de Poitiers (K 1).

1. Au lieu de : *Jehan de la Barre*, etc., texte de A, B porte : *Guillaume Gabereau portant le seel aus contraiz à Poictiers establi pour nostre seigneur le prince d'Aquiptaine et de Galles*. Guillaume Gabereau (et non Gaboreau, comme l'indique à tort Rédet, *Liste des gardes du scel à Poitiers*, Arch. de la Vienne, Man. de la Soc. des Ant. de l'Ouest, n° 245) était encore garde du scel à Poitiers en 1370 (le 2 juillet, Arch. de la Vienne G 1101), en 1371 (le 23 janvier Arch. de la Vienne, S. Cyprien l. 9, concurremment avec Jean Gastineau), en 1374 (1^{er} déc., Montierneuf l. 13), 1375 (déc., H 1, 58, S. Hilaire de la Celle), 1376 (Arch. de la Vienne, S. Cyprien l. 8, 6 mai)

Sachent touz que, en droit en la dicte court¹ personnellement establiz Guillaume Barré, frere et heriter de feu Jehan Barré² ou benefice d'inventaire³, sicomme il confessa autrefois en la court du⁴ seneschal de Poictou, d'une part⁵, et Johan⁶ de la Barre, clerc, procurour⁷ de honorables hommes le maire et commin⁸ de Poicters, d'autre⁹, les dictes parties et chascune d'elles recognurent et confesserent¹⁰ que, comme ja pieça le dit procurour eust faist requeste en la court dudit seneschal contre le dit Guillaume en nom que dessus, par vertu de lettres reaux¹¹ exhibées¹² et leues en jugement, en la sonne de quatre cens vint livres demourans de la sonne de sept cens livres, marc d'argent en la valour¹³ de onze livres huit soulds¹⁴, en la quelle sonne le dit Johan Barré estoit tenuz aus diz honorables, et à icelle rendre et paier¹⁵ avoit obligé soy, ses hoirs et touz ses biens, sicomme par les dictes lettres seellées du seel lors aus contraiz à Poicters establi, desquelles la date est du onzeme jour de may l'an mil CCC cinquante et sept, puet¹⁶ plus à plain apparoir ; et requist le dit procurour exequcion estre faicte sur les biens meubles du dit feu, s'il suffisoient, et si non, sur les biens immeubles vanduz, criez et subastés¹⁷ en manere dehue.

Le dit Guillaume Barré, acertainé des dictes lettres et du contrait estre vray, disant que sur les biens meubles du dit feu se pouroit¹⁸ petitement faire exequcion : car il en a convenu vandre¹⁹ pour faire l'obsequie du dit feu et pour paier autres de ses crediteurs, et aussi que, par avant la date des dictes lettres, le dit feu Johan Barré li estoit tenuz en plusieurs et grosses sonnes de deniers et de blez et autres chous, siconne il ouffroit²⁰ à prouver ; le dit procurour disans²¹ que, par avant que le dit feu li fust en riens tenuz, le dit feu estoit tenuz aus diz honorables en plusieurs grosses et di-

et de nouveau en 1390 (mai, S. Cyprien 1. 8). — 2. *en la court du dit seel* B. — 3. A omet : *de feu Jehan Barré*. Cf. ci-dessus n° CCCI. — 4. *de inventaire* B. — 5. *de monseigneur le* B. — 6. *partie* B. — 7. *Jehan* B. — 8. *procureur* B. — 9. *commun* B. — 10. *d'autre partie* B. — 11. B ajoute *publiquement*. — 12. *royaux* B. — 13. *exhibées* B. — 14. *valeur* B. — 15. La valeur du marc d'argent était très variable : c'est ainsi que, d'après le registre de comptes de la Monnaie de Poitiers (Arch. nat., reg. Z 1 b, 935), le prix du marc fut de 15 livres tournois du 24 sept. au 24 oct. 1359, puis s'éleva en novembre et au début de décembre à 20 livres, à 25 et enfin à 30 livres, pour redescendre à 11 livres 10 sous du 11 au 25 décembre. Cf. *Arch. hist. du Poitou*, t. XVII, p. 282 note. Le poids du marc monétaire, qui était la moitié de la livre royale, était de 244 grammes 75. — 16. B ajoute *aus diz honorables*. — 17. *puet* B. — 18. *subastez* B. Subasté signifiait en vieux français vendu à l'encan. — 19. *povoit* B. — 20. *vendre* B. — 21. *ouffroit* B. — 22. *disant* B.

verses sommes de deniers et desquelles il protestoit à faire demandes quant il verroit son bon ; toutevoies le dit Guillaume et le dit procurour, au jour d'uy en droit en la court du seel aus contraiz à Poicters establi personnellement establiz, cognurent et confesserent estre venuz²³ à cel accord de et sur les chouses dessusdictes en la manere qui s'ensuit. C'est assavoir que, pour ce que²⁴ le dit Guillaume a mis du sien et convient chascun jour froier²⁵ pour le fait du dit feu, le dit procurour baillera et paiera au dit Guillaume vint et cinq guyennois d'or, affin que les meubles du dit feu, telx²⁶ qu'iel sont, choient en l'exequcion des diz honorables. Et en oultre²⁷ le dit Guillaume veust²⁸ et consant²⁹ que le dit procurour facet faire exequcion sur touz et chascuns les biens du dit feu, quelque part qu'il³⁰ soient, tant meubles que immeubles et heritages qu'ielconques, sans ceu³¹ que le dit Guillaume, tant pour cause de ceu³¹ en quoy son dit feu frere li estoit tenuz que autrement, par soy ne par autre se puisse oppouser³² ne dire encontre.

Et toutes et chascunes les chouses dessusdictes et chascune d'elles³³ le dit Guillaume confessa estre vraies et promist³⁴ par la foy de son corps et sur l'obligacion de touz et chascuns ses biens meubles et immeubles, presens et futurs, les³⁵ tenir, garder³⁶, enteriner el accomplir de point en point³⁷ fermement et lealment³⁸, sans enffraindre ne sans jamais faire ne venir encontre en aucune manere³⁹.

Item le dit Guillaume, pour soy et les siens, cessa et transporta perpetuellement es diz honorables tout le droit et toute la accion et quantque de droit, de accion, nom, reson, petition, seigneurie et domaine il avoit, avoir pavoit et devoit en la succession ou escheute de son dit feu frere et biens à li appartenans et devans appartenir pour la mort, succession ou escheute du dit feu Jehan Barré son frere. Par ainsi que le dit Guillaume est et demeuret quipte perpetuellement pour soy et les siens vers les diz honorables de tout le temps passé jusques à la date de ces presentes. Et le dit procureur a volu et octroïé que, si les biens meubles, immeubles et heritages du dit feu assis et resseans en la ville et chastellenie de Poic-

23. Au lieu de : *le dit Guillaume et le dit procurour, etc.*, B. porte : *les dictes parties sont venues.* — 24. A omet *pour ce que.* — 25. = « est obligé chaque jour de faire des frais ». — 26. *lielx* B. — 27. B omet *en oultre.* — 28. *veulst* B. — 29. *consent* B. — 30. *qu'ilz* B. — 31. *ce* B. — 32. *opposer* B. — 33. Au lieu de : *Et toutes, etc.*, B porte : *Et ces choses.* — 34. *icelles promist* B. — 35. B omet *par la foy... les.* — 36. *et garder* B. — 37. B omet *enteriner... point.* — 38. *loialment et fermement* B. — 39. *sans faire ou venir encontre* B.

tiers ne suffisent à faire et accomplir l'exécution des diz honorables, que ceulx de la chastellenie de Monstereul⁴⁰ y seront compris, et faite la dicte exécution pour et en nom des diz honorables, les delessier au dit Guillaume et iceulx li faire cesser⁴¹ par les diz honorables et li en faire donner lettre sur ce.

Et toutes ces choses susdictes, sicomme elles sont divisées et expressées, les dictes parties et chascune de elles confesseront pour soy et les siens, par la foy et serement de leurs corps et sur l'obligacion des biens des diz honorables et du dit feu et du dit Guillaume, presens et avenir, tenir, garder et accomplir loialment et fermement, sans jamès faire ny venir encontre par elles ou autres, par aucun cas qui aviegnet. Et mesmement le dit Guillaume deffendre et garir perpetuellement aus diz honorables les diz biens du dit feu vers touz et contre touz de touz et chascuns empeichemens mis par son fait. Et amander l'une partie à l'autre touz damages, coux, missions et despens que l'une partie aura, fera ou soustendra par deffaut de l'autre en accompliment des choses dessusdictes, à la partie endommagée à son simple serement pour toute preuve⁴².

Renuncians en cestuy leur fait, sur la foy et obligacion que dessus, à toute excepcion et deception de dol, de mal, fraude, barat, machinacion, force, paour, lesion, circonvention, à toute grace et privilege de roy et de prince, à tout aide de droit canon et civil, à excepcion de une chose faite et autre escripte, de plus escript et mains fait, de plus fait et mains escript, à privilege de croiz prise et à prendre, à touz droiz et establimens faiz et à faire, et à toutes autres exceptions, deceptions, allegacions, causes, deffenses, raisons, oppositions, droiz, usages, cautelles et establimens, qui contre la teneur de ces presentes porroient estre dictes, objectées ou opposées, et au droit disant general renunciation non valoir⁴³.

Et sur toutes et chescunes ces choses les dictes parties et chascune de elles à leur requeste furent jugées et condamnées par le jugement de la court du dit seel, à la jurisdiction

40. Montreuil-Bonnin, cant. de Vouillé. — 41. = céder. — 42. Les deux paragraphes précédents depuis *Item* sont propres à B. — 43. Texte de B. — A porte : *Renunciant le dit Guillaume Barré pour luy et pour les s'ens en cestui son fait à toutes exceptions, deceptions de mal, de fraude, de barat, de lesion, de machinacion et de circonvention, de crainte, de paour, à touz droiz canons et civilz, à toutes ordenances de roy et d'autres princes faites et à faire et generalment à toutes autres exceptions, deceptions, cautelles et cavillacions, par lesquelles la tenour et effet de ces presentes lettres en tout ou en partie pourroient estre destruites, enffrainctes ou adnullées, et au droit disant que general*

et cohercion duquel elles supposerent quant ad ce de leur bon gré elles et leurs biens ⁴⁴.

En tesmoign de la quelle chouse, nous dit Johan de la Barre, portant le dit seel, icelluy avons mis et appousé à ces presentes lettres ⁴⁵.

Donné et fait presens Johan Ymbert et Johan Codray ⁴⁶ le XII^e jour de juin l'an mil CCC soixante et quatre.

Et voulu et consenti le dit Guillaume que la meillour lettre qui s'en pourra faire, gardée la matere des convenances, en soit faicte. Donné comme dessus ⁴⁷.

Ph. Aubourc (*Seing manuel*) ⁴⁸.

CCCCXXXIV

Le sénéchal de Poilou, Guillaume de Felton, charge trois commissaires de contraindre les habitants de Poitiers à procéder aux réparations de l'abbaye de Fontaine le Comte, en exécution du mandement d'Edouard prince d'Angleterre en date du 11 mars précédent.

27 août 1364

Original, Arch. de la Vienne, Fontaine-le-Comte, l 1.

Guillaume de Felton, chevalier de monseigneur le prince d'Acquitaine et de Gales et son seneschal en Poictou, à nous bien amés sire Jehan de Felton ¹, chevalier, mestre Jehan de

renunciacion ne vaul pas. — 44. Texte de B. — A porte : Et sur ceu furent jugées et condampnées les dictes parties par le jugement de la dicte court, à la jurisdiction et cohercion de laquelle court les dictes parties supposerent elles et leurs biens quant à ceu. — 45. Texte de A. — B porte : En tesmoign desquelles choses, nous, Guillaume Gabereau susdit, portant le dit seel, iceli à ces presentes de consentement des dictes parties originalment doublées avons mis et apposé. — 46. B ajoute : clerks nolaïres de la court du dit seel. — 47. Addition propre à A. — 48. B ajoute : Seellé du seel aus contraiz à Poictiers établi pour monseigneur le comte, pour ce que l'on ne uset point de l'autre, le XVII^e jour de juin l'an mil III^e quatre vings et un.

1. Le nom de ce chevalier, effacé ici, se lit sur la commission annexée du 10 janvier 1366 (ci-dessous n° CCCCXXXVII). Jean de Felton était sans doute parent du sénéchal, peut-être son frère, comme Thomas de Felton, sénéchal d'Aquitaine, qui fut tué en même temps que

Londres², seigneur de Lais³, Aymeri d'Ayron⁴, citaien de Poitiers, salut. Nous avons veu et receu les lettres de nostre devant dit seigneur, contenens la forme qui s'ensuyt : (*Mandement d'Edouard, prince d'Aquitaine, du 11 mars 1364*)⁵.

Par la vertu et auctorité desquelles lettres, nous, empeschiés de pluseurs negoces touchans nostre devant dit seigneur, confians de vos discreccions et loyaltés, vous mandons et connectons à chescun de vous que, comme, de et sur le fait de la dicte demolicion et autres choses contenues ès dictes lettres, nous nous tenons pleinement por informés, tant comme de chose notoire et par vertu de mandement et lettres à nous fait de nostre dit seigneur et diligente inquisicions faicte par nous sur ce, que au dit lieu declinames, appelez avecques nous pluseurs gens digne de foy, vous contraignez et faictes contraindre les personnes et habitans de la ville de Poitiers et du pais vesins et autres que bon vous semblera, à reparer et rediffier la dicte eglise et mesons, à ceu les contraignans par taillées ou autrement, bien et loyalment, selon que bon vous semblera et par prinse et distraccion de leurs biens et par toutes autres bonnes voies raisonnables, si comme raison porra donner, selon le contenu des dictes lettres, et faictes et acomplissés toutes et chescunes les choses contenues ès dictes lettres selon le contenu d'icelles. Et de ceu faire vous donnons plen pover, à vous et à chescun de vous, ainci et par telle maniere que ce que par l'un de vous sera comaincé, par l'autre puisse estre fait et parachevé. Mandons et commandons à touz les subgiez de nostre dit seigneur que à vous et à chescun de vous en ce faisant obeissent et entendent diligenment et vous dongent conseil, confort et ayde, si mestier en avez. Donnée souz le seel des dictes seneschaucies le XXVII^e jour d'aoust l'an mil CCC sexante et quatre.

Guillaume en mars 1367, pendant l'expédition d'Espagne. — 2. Jean de Londres figure sur l'état des rentes et domaines de la commune établi en mars 1364 pour son hébergement du Vergnay (ci-dessus n° CCCCXXXII, art. 11). — 3. Village, commune de Rom, canton de Lezay (Deux-Sèvres). — 4. Aimeri d'Ayron, qui fut élu maire de Poitiers en 1362 et en 1363 d'après le témoignage de documents incontestables (ci-dessus n° CCCCXXVII et CCC'XXXII), l'aurait été encore les deux années suivantes si l'on s'en rapporte à quelques listes de maires. Mais cela paraît douteux d'après la simple qualification de citoyen de Poitiers qui lui est donnée ici. — 5. Ci-dessus n° CCCCXXX.

CCCCXXXV

Mandement de Guillaume de Felton, sénéchal de Poitou, pour que les habitants du Bois-Dousset, en la paroisse de Lavoux, fassent le guet à Poitiers.

25 août 1365

Copie contemporaine (endommagée), Arch. de la Vienne G 31.

Copie. Guillaume de Feltoun, chevalier, seneschal de Poictou pour nostre seigneur le prince d'Acquitaine et de Gales, à Jehan Jour, Denis Morchaine¹, Jehan de Latour, Guillaume de Limoges, sergens de nostre dit seigneur le prince, et à touz autres sergens d'icelui seigneur et à leurs allouez, salut. Le procureur en Poictou de nostre dit seigneur nous a signifié en soy complaignant, disant que les habitans en village du Boys Dussé², en la parroisse de Laveour, sont en et de la chastellenie de Poictiers et à la ville du dit lieu ont acoustumé d'encienneté et sont tenuz de faire gaiz, gardes et contribuer ès reparacions d'icelle, toutesfoiz et quantes foiz que les cas si sont offers et non ailleurs ; neent moins reverent pere en Dieu l'evesque de Poictiers³, son cappitaine chastellain ou autres officiers de son chastel de Chauvigné⁴... s'efforcent de jour en jour de contraindre les diz habitanz en dit village à faire guez, gardes et contribuer aus reparacions du dit chastel de Chauvigné, auquel ils ne sont en riens tenuz par droit de chas[tellenie] ny autrement ; pour lesque⁵... declairer en lieu et temps, quant mestier sera. Le dit procureur... s'est opposé... Pour quoy nous vous mandons et commendons... et à chascun de vous que vous adjourniez par devant [nous ou nostre] lieutenant, ès prouchaines assises de Poictiers, au jour du bailliage du dit lieu, le dit reverent pere en Dieu, son cappitaine [chastellain ou] autres officiers, dont serez requis, pour proceder [et aller] avant en la dicte oposicion... le dit

1. Denis Morchoine était déjà sergent du roi en 1353 (ci-dessus n° CCCLXXXVIII). Le 8 février 1368, il prenait à ferme perpétuelle de Thomas Affroy une maison située au bourg de Montierneuf sur la grant rue par où l'on va du quarroy (c'est-à-dire du carrefour) de l'estang du Monsterneuf droit à la prevosté de Poitiers, c'est-à-dire rue de la Chalne (Arch. de la Vienne, S. Cyprien l. 9). — 2. Le Bois-Dousset, hameau, commune de Lavoux, canton de Saint-Julien-l'Ars. — 3. L'évêque de Poitiers était alors Aimery de Mons (1363-1370). Cf. Gallia christiana, t. II, col. 1191. — 4. Chauvigny. Ce mot est suivi d'une lacune. — 5. Lacune.

procureur, tant comme reson [donnera] ; et leur deffendiez et à chascun d'eulx que, pendent le dit adjournement, ils ne contraignent les diz hommes et habitants en dit village ny aucun d'eulx à faire au dit chastel de Chauvigné guez, gardes ny contribuer ès dictes reparacions en prejudice de la dicte opposicion. Et de ce que vous en ferez faictez competente relation. Mandons et commendons à touz les sergens de nostre dit seigneur que à vous et à chescun de vous en ce faisant obeissent et entendent diligenment. Donné à Poitiers soubz le seel de la dicte seneschaucie le XXV^e jour d'aoust l'an mil III^e soixante et cinq.

CCCCXXXVI

Transaction entre Jean de Foix, procureur de la commune, et Pierre Mineau, Pierre Godu le jeune, Pierre Godu l'aîné, Jean Godu, Berthomé Nouzillleau et Pierre Garart, au sujet des arrérages d'une rente de vingt setiers de froment.

9 octobre 1365

A. Original (mutilé). Arch. mun. F 155. — B. Copie délivrée le 25 octobre 1385, *ibid.*

A tous ceulx qui ces presentes lettres verront et orront, Guyon Grassin ¹, portant le seel aus contraiz establi à Poitiers pour nostre seigneur le prince d'Acquitaine et de Galles, salut en Dieu Nostre Seigneur perdurable. Sachent tous que, sur les debaz meuz ou en esperence d'esmovoir entre Johan de Foiz ², procureur de honorables homes le maire et commun de Poitiers, demandeurs, d'une part, et Pierre Minea, Pierre Goduz le jeune et Pierre Goduz l'aysné, Johan Goduz, Berthomé Nouzillea et Pierre Garart ³, deffendeurs, d'autre part, sur ceu,

1. Guyon Grassin, dont le prénom est parfois écrit Guyart, succéda à Jean de la Barre comme garde du sceau aux contrats à Poitiers en 1365 et exerça ces fonctions jusqu'en mai 1367. Cf. Arch. de la Vienne H 1, l. 64, G 1029 (9 mai 1367). Il fut remplacé par Pierre Blanchard dont le nom figure sur des documents du 16 juin 1367 et du 8 février 1368 (Arch. de la Vienne, S. Cyprien l. 8 et 9). Celui-ci eut lui-même pour successeur Pierre Beau Jau (Arch. de la Vienne, Montierneuf l. 13, sept. 1368, 1369). — 2. Jean de Foix, procureur de la commune en 1365, fut garde du sceau aux contrats de 1392 à 1399. Cf. Rédet, Man. de la Soc. des Ant. de l'Ouest, n° 245, Arch. de la Vienne, S. Cyprien l. 8 et 9, G 1101, 1140. — 3. L'article 99 de l'état des rentes et domaines de la commune établi en 1364 indique *les Goduz, Payn Minea*

c'est assavoir que le dit procureur des diz honorables disoit et propousoit contre les dessusdiz et chascun d'eux qu'il tenoient certaines terres des diz honorables à vint sexters de froment de rente ou moison, de la quelle rente il avoient foit saisine et possession et en estoient obligés, et requeroit les arrerages à lui estre paiez de trois années derrèrement passées, et requeroit qu'ilz fussent contrainz et condamnés à rendre et paier les diz arrerages et continuer la possession d'icelle, les dessus diz disans et propousans plusieurs causes et raisons à leurs deffences et qu'il n'y estoient pas tenuz, et mesmement pour ce qu'il disoient que, à la Saint Michea l'an sexante quatre, ilz avoient expoux au dit procureur et par plusieurs autres causes et raisons qu'il disoient au contraire, au jour d'uy les dessus diz establis en droit en la court du seel dessusdit ont parlé et, pour bien de paiz, a esté transigé, paciffié et acordé des chouses dessus dictes et en la manière qui s'ensuyt, c'est assavoir que les dessus nomez et chascun d'eulx et les leurs heritiers et successeurs et qui cause auront d'eulx rendront et paieront perpetuellement ladicte rente aus diz honorables, c'est assavoir chascun d'eux trois sexters de froment deux boiceaux et deux tiers ' chascun an en chascune feste Saint Michea, et des arrerages dessusdiz sont quiptes et delivres en paient de ceste derrere feste Saint Michea vint sexters de froment, les quelx paieront les dessus diz chascun trois sexters deux boiceaux et deux tiers dedens huit jours après la feste de Toussains prochainement venant, ont promis pour la foy et serment de leur corps sur ce donné et sur l'obligacion de leurs biens et de chascun d'eux, meublez et immeublez, presens et futurs ; et paiera le dit procureur au sire de Chiré seze deniers de cens deuz sur les dictes terres le jour de la Saint Johan Baptiste chascun an... Donné presens Huguet de la Roche, Berthomé Feoper et Jacques Johan le IX^e jour d'octobre l'an mil III^e sexante et cincq. — Dubois (*Seing manuel*).

et leurs parsoners comme tenant les terres de la commune situées dans la paroisse de Charrais à la rente de 20 setiers de froment. Voy. ci-dessus n^o CCCXXXII. — 4. La rente de 20 setiers est divisée en 6 parts égales, le setier étant de 8 boisseaux.

CCCCXXXVII

Commission du sénéchal Guillaume de Felton, annexée à celle du 27 août 1364, au sujet de l'abbaye de Fontaine-le-Comte.

10 janvier 1366 n. st.

Original, Arch. de la Vienne, Fontaine-le-Comte l. 1.

Guillaume de Feltoun, chevalier, seneschal de Poictou pour nostre seigneur le prince d'Acquitaine et de Gales, à noz bien amez Gautier Skidemore¹, escuier, mestre des fourests en Poitou, et Aymeri d'Ayron, bourgeois de Poictiers, salut. Nous vous mandons, commandons et à chescun de vous par le tout commectons que, en l'absence de sire Jehan de Feltoun, chevalier, et de maistre Jehan de Londres, sire de Lays, vous faictes et accomplissez toutes et chescunes les chouses contenues en noz lettres parmi lesquelles ces presentes sont annexées, de point en point selon la forme et teneur d'icelles. Et nous mandons à touz les subgiz de nostre dit seigneur que à vous et à chescun de vous en ce faisant obeissent diligemment et entendent. Donné souz le seel de la dicte seneschaucie le X^e jour du mois de janver l'an mil III^e sexante et cinq.

1. Ce nom, peu lisible, ne semble pas pouvoir être le même que celui de Gautier Spridlington, que Jean Chandos avait établi le 23 sept. 1361 maître des eaux et forêts de Poitou (n° CCCCXXV n. 40).

CCCCXXXVIII

Transaction entre la commune de Poitiers et Regnaut de Porchent, écuyer, au sujet des arrérages de la rente vendue à la commune par Regnaut d'Agressay.

18 décembre 1366

Original, Arch. mun. F 42.

A touz ceuls qui ces presentes lettres verront et orront, Guyon Grassin, portant le seel aus contraiz établi à Poictiers pour nostre seigneur le prince d'Aquitene et de Galles, et l'official de Poictiers, salut perdurable en Nostre Seigneur.

Sachent touz que, ès cours du dit seel et de nous, l'official

dessusdit et en chascune d'icelles, ainci que à l'une par l'autre ne soit en aucune manere derogué, mès plus confirmé, en droit personnellement establiz honorablez hommes Symon Mourraut¹, maire de Poitiers, Aymeri d'Ayron, Johan Regnaut², Huguet de la Roche³, Perrot Regnaut⁴, Geffroy de la Grollière⁵ et Guillaume Chevalier, bourgeois et eschevins de la commune de Poitiers, et Perrot Grippon⁶, procureur suffisamment fundé pour le dit maire et pour tout le commun, avans pouvoir en sa procuracion de transiger, pacifier et acorder et de donner, passer et acorder lettres de transaccions, acors et quiptances, si come par la dicte procuracion, de la quelle la teneur est ci dessouz incorporée, puet apparoir, d'une partie ; et Regnaut de Porchent, vallet, parroissien de Turageau, d'autre partie ; ont queneu et confessé les dictes partiez que, sur ceu que le dit procureur des diz honorablez maire et commun disoit et propousoit contre le dit Regnaut que feu Regnaut d'Agrissay⁷ et Mahaut sa femme, au temps qu'il vivoyent, avoyent vendu et ottroyé à perpetuité, pour euls et pour leurs hoirs et successeurs et pour ceulx qui d'eulx auroient cause en temps avenir, aus diz maire et commun et à leurs successeurs, vint sexters de froment à la mesure de Mirebeau de annuelle et perpetuelle rente, assise et assignée sur tous et chascuns les biens des diz vendeurs et de chascun d'eulx, à la quelle rente rendre, paier et conduyre à leurs cous et despens, chascun an, en chascune feste Saint Michel, [aus] diz maire et commun à Poitiers, à leur meson de l'esclavignage, les diz vendeurs et chascun d'eulx, sans benefice de division, avoient obligé euls, leus heritiers et successeurs et touz leurs biens meublez et inmeublez, presens et avenir, si come le dit procureur monstroït et ensaignoit par lettres sur ceu faictes et confaictes souz le seel aus contraiz lors establiz à Poitiers pour le roy de France⁸.

1. Simon Mourraut, dont le nom est parfois écrit *Morraut*, par exemple dans les lettres de Charles V de déc. 1372, accordant la noblesse aux maires et échevins de Poitiers (ci-dessous n° CCCCL), était maître de la monnaie de Poitiers en 1359. Cf. *Arch. hist. du Poitou*, t. XVII, p. xxix, note 2, 282 note (lire *Simon Moraut*, et non *Morant*). Il fut maire de Poitiers du 14 juillet 1366 au 13 juillet 1367, ainsi que l'atteste ce document. — 2. Sur Jean Regnaut, maire en 1371, 1373 et 1374, voy. ci-dessous n° CCCCLI. — 3. Cf. n° CCCXC, CCCCLXXIV. — 4. Pierre Regnaut, d'après le témoignage des listes, fut 11 fois maire, en 1375, 1376, 1377, 1380 (voy. n° CCCCLXXXII), 1381, 1382, 1383, 1383, 1384, 1389, 1402 et 1403. — 5. D'après le document suivant, le nom de cet échevin serait *Geoffroy Prevost dit de la Grollière*. — 6. Pierre Grippon fut receveur de la commune de 1385 à 1388. Cf. *Arch. mun.* J 191, 4. — 7. Agressay, village, commune de Thurageau, canton de Mirebeau. — 8. Cet acte, dont il ne nous reste que l'analyse sans date, paraît se placer vers 1280. Voy. notre tome I^{er}, p. 150, n° CI.

Et disoit le dit procureur des diz honorablez que euls et leurs predecesseurs avoient joï de la dicte rente et que les diz mariez vendeurs la leur avoient païé tant come il vesquirent après la dicte vencion, et depuys, après la mort des diz vendeurs, Johanne d'Agrissay, mere du dit Regnaut de Porchent et fille et heritiere seule et en tout des diz mariez vendeurs, avoit continuellement païé la dicte rente aus diz maire et commun, tant come elle vesquit, après la mort de ses diz pere et mere, et aussi le dit Regnaut de Porchent, filz et heritier en la moyté de la dicte Johanne d'Agrissay, sa mere, après la mort de lie, avoit fait possession et païé aus diz honorablez la moyté de la dicte rente et estoit obligé aus diz honorablez ou à leur procureur en certaine quantité de arrerages cheuz de la dicte moyté de la dicte rente. Et disoit le dit procureur que le dit Regnaut avoit cessé par trois années derrainement passées de paier la dicte moyté de la dicte rente, à laquelle moyté paier aus diz maire et commun le dit Regnaut, come heritier de la dicte Johanne sa mere, est tenu et obligé par les causes et raisons devant dictes. Et requeroit le dit procureur au dit Regnaut qu'il paiast aus diz honorablez la dicte moyté de la dicte rente, avec les diz arrerages deuz d'icelle des diz trois années.

A la parffin, le dit Regnaut, confessant li estre suffisamment acertené des obligations et autres chouses dessusdictes et, come heritier en la moyté de sa dicte mere, estre tenu et obligé à paier la moyté de la dicte rente, c'est assavoir dix sexters de froment à la dicte mesure de Mirebeau, et estre tenu ès diz arrerages des dictes trois années derrainement passées, c'est assavoir en trente sexters de froment à la dicte mesure ; requérant le dit Regnaut aus diz honorables qu'il li voulussent faire grace de prandre assiete de leur dicte rente et quipter et remettre aucune partie des diz arrerages, les diz honorables esmeuz de faire grace et cortoisie au dit Regnaut, à sa requeste a esté parlé, fait et acordé entre les dessusdiz maire et bourgeois et leur dit procureur d'une partie et le dit Regnaut d'autre, en la maniere qui s'ensuyt.

C'est assavoir que le dit Regnaut, come bien avisé et acertené de son fait, sicome il disoit, a promis et promet, pour luy et pour ses hoirs et successeurs et pour ceuls qui de luy auront cause en temps avenir, par la foy et serement de son corps et sur l'obligacion de touz et chascuns ses biens meublez et inmeublez, presens et avenir, rendre et paier desores en avant perpetuellement et conduyre, à ses propres cous et despens, aus diz maire et commun et à leurs successeurs à Poictiers, à leur dicte meson de l'esclavignage, la dicte moyté

de la dicte rente, c'est assavoir dix sexters de froment à la dicte mesure de Mirebeau, chascun an en chascune feste de la Saint Micheau, sans ceu que par cest acort et obligacion soit faicte innovacion ne aucun prejudice aus lettres et obligations des diz maire et commun, mès demourent en leur force et vertu. Et pour cause des diz arrerages des dictes trois années, le dit Regnaut rendra et paiera et a promis rendre et paier, par la foy, serement et obligacion que dessus, aus diz maire et commun, à Poitiers, à leur dicte meson de l'esclavignage, quinze sexters de froment à la dicte mesure de Mirebeau, c'est assavoir dix à present et cinc sexters à la prochaine feste de la Saint Micheau. Et les diz maire, bourgeois et procureur dessusdiz ont quipté et donné au dit Regnaut le surplus des diz arrerages dehuz de la dicte moyté de la dicte rente des dictes trois années derrainement passées et de tout le temps passé juques au jour d'uy.

Et en oultre les diz maire, bourgeois et procureur, à la requeste du dit Regnaut, li ont acordé que, touteffoiz que le dit Regnaut baillera et asserra bien et convenablement aus diz maire et commun, ès chastellenies de Poitiers ou de Mirebeau, en bon et convenable lieu et tout ensemble les diz dix sexters de froment de rente à la dicte mesure, assis à l'ordenance de deux bourgeois ou eschevins à eslire par les diz maire et commun et deux prodes hommes à eslire par le dit Regnaut, les diz maire et commun seront tenuz de prandre la dicte assiete, par ainci toutevoiz que la dicte assiete soit quipte et franche de tout homage et autres charges fors seulement un franc devoir non excedant la somme de cinq soulds à muance de seigneur, et qu'elle soit amortie, les diz maire et commun seront tenuz de la prandre. Et, ycelle par euls prise et acceptée, le dit Regnaut et touz ses biens demoureront quiptes de ceste obligacion et autres, en tant come touche les diz dix sexters de froment de rente, par ainci qu'il ne pourra avoir exencion de non paier la dicte rente juques à tant que les diz maire et commun aient prise et acceptée la dicte assiete...

En tesmoing de verité, nous dit Guion Grassin, portant le dit seel de nostre dit seigneur le prince, yceluy seel à ces presentes, et nous l'official dessusdit, le seel de nostre dicte court à ces presentes avons fait mettre et appouser⁹. Donné et fait

9. Le sceau établi aux contrats à Poitiers pour le prince d'Aquitaine et de Galles subsiste en pendant sur double queue de parchemin : rond, en cire verte, il porte un écu écartelé de France et d'Angleterre, chargé en chef d'un lambel à trois pendants, avec un fragment de la

presens Johan Josseume, Pierre Bertaut dit Boisson et Regnaut Grimaud¹⁰, neveu du dit Regnaut de Porchent, le XVIII^e jour de decembre l'an de grace mil CCC soixante et six.

(Suit la *procuracion* donnée par le maire et la commune de Poitiers à Pierre Gripon, en date du 9 novembre 1366.)

(Signé :) Aymbert. Dupplicata de consensu partium.

R. Aubourc. Pro utraque curia.

CCCCXXXIX

Transaction entre Geoffroy Prévost dit de la Grollière et Perrot Gripon, procureurs de la commune de Poitiers, et frères Guillaume de Saintes et Pierre Duchaigne, chanoines de l'abbaye de Fontaine-le-Comte, par laquelle la commune a renoncé à l'usage qu'avaient les habitants de Poitiers dans les bois le Comte¹ et, en échange, les religieux de Fontaine-le-Comte ont promis de payer dorénavant à la commune, chaque année à la Saint Michel, vingt setiers de seigle à la mesure de Poitiers², en la maison des dits religieux située à Poitiers³.

18 mars 1367 n. st.⁴.

Titre perdu. ANALYSES. A. Reg, 13, p. 182 (KK IIII). — B. Man. d'Auzance, fol. 25 v^o.

légende : *quiltaine de Galles* ; mêmes armoiries au contre-scel. — 10. Sans doute Regnaut Grimaud, seigneur de Dougé, qui figure sur l'état de 1364, art. 37 (n^o CCCCXXXII).

1. Les droits d'usage dans les bois le Comte, situés entre Poitiers et Béruges, avaient été fixés par la transaction du 3 juillet 1286, publiée dans notre tome I^{er}, p. 172 et suiv. Après avoir rappelé cette transaction, A ajoute : *Lesquelz boys estans au dedans desd. mettez (limites) avoient esté degastez et dissippez en maniere que lesd. maire et commun ne povoient joir de leurs usages et exploictz pour la faulte desd. religieux. Au moien de quoy s'estoient meuz plusieurs procès entre lesd. maire et religieux, lesquelles parties vinrent à transaction et appointèrent que lesd. maire et commun se sont departiz de tout leur damage et doleance et de la poursuite d'icelle et de tout le droit qu'ils avoient esd. boys et ont voulu que lesd. religieux les peussent labourer, essarter et exploicter comme leur propre domaine.* —

2. Cette redevance a été ajoutée de seconde main sur l'état des rentes de la commune (n^o CCCCXXXII, art. 56 note). — 3. A ajoute : *où le dit abbé fait sa residance.* Cette maison était située dans le bourg Saint-Hilaire, près de la porte de la Tranchée, Voy. ci-dessus n^o CCCIV. — 4. Cette transaction est datée d'après A et B, du 18 mars 1366 ; mais B spécifie qu'elle eut lieu sous la mairie de Simon Mourraut, c'est-à-dire entre le 14 juillet 1366 et le 13 juillet 1367. Cf. n^o CCCCXXXVIII n. 1. On continua donc à suivre le style de l'Annonciation à Poitiers pendant l'occupation anglaise.

CCCCXL

Mandement d'Edouard, prince d'Aquitaine, au sénéchal de Poitou, lui défendant de contraindre les habitants du Bois-Dousset à faire le guet à Poitiers jusqu'aux prochains grands jours d'Aquitaine, qui devront statuer sur l'appel de l'évêque à ce sujet.

24 mai 1367

Original, Arch. de la Vienne G 31.

Eduuard, ainsné filz du roy d'Angleterre, prince d'Aquitaine et de Gales, duc de Cornouailles et comte de Cestre, à nostre amé seneschal de Poictou ou à son lieutenant, salut.

De la partie de reverent pere en Dieu, l'évesque de Poitiers, nous a esté donné à entendre que, ja soit ce que ' il ait appellé à nous ou à nostre court de certains griefs à lui par vous faiz à l'instance de nostre procureur en vostre seneschaucie sur la contrainte des homes et habitans en village du Bois du Sief¹, subgiz et justiciables du dit evesque à cause de son chastel et chastellanie de Chauvigné, auquel chastel les diz habitans sont tenuz et ont acoustumé d'encienneté et especialment durant les guerres passées, à faire guaiz et gardes et à contribuer à la reparacion d'icellui, neantmoins vous, à la requeste de nostre dit procureur et à la promocion des maire et bourgeois de Poitiers, vous efforcez de jour en autre de contraindre et compellir les diz habitans à faire gaiz et gardes à la dicte ville de Poitiers, en grant grief et damage du dit evesque et en attemptant contre son dit appel, si come il dit.

Nous vous adjornons aus jours de vostre seneschaucie de noz grans jours d'Aquitaine prochains avenir et là où il seront tenuz, pour venir soustenir ce que par vous aura esté fait des choses dessus dictes. Et intimez à nostre dit procureur et aus diz maire et bourgeois que soient aus diz jours, si il quident que en rien leur appartiegne, pour proceder, faire et aler avant avec le dit appellant, si comme raison sera. Et vous deffendons que, pendent la dicte appellacion, ne attemptez ou innovez ne suffrez estre attempté ou innové aucune chose contre le dit evesque en prejudice de lui ne de son dit appel. Et tout ce que vous trouverez estre ou avoir esté fait

1. = bien que. — 2. Ce village est appelé le *Boys Dussé* dans le mandement du sénéchal du 25 août 1365 (n° CCCXXXV).

au contraire depuis la dicte appellacion faite, remettez le au premier et dehu estat, sanz delay. Et en oultre vous informez dehuement par quieux les diz attemptaz auront esté faiz et touz ceuls que par la dicte informacion trouverez sur ce coul-pables, contraignez à amander à nous et à partie selonc la qualité du fait et si come se devra faire de raison.

Donné à Boneville³ le XXIII^e jour de may l'an mil troicenz sexante et sept.

CCCCXLI

Le maire de Poitiers, Jean Garineau, obtient une sentence du lieutenant général du sénéchal de Poitou pour que les hommes de Saint-Denis-en-Vaux, de Saint-Romain, de Cernay fassent le guet à Poitiers.

31 juillet 1367

A. Man. Saint-Hilaire, fol. 84 v^o. — B. Reg. 12, p. 427. — C. Coll. Fonteneau, t. XXIII, p. 313.

En l'an mil CCC LXVII, en celui an J. Garinea¹, maire de Poitiers, fit approucher par devant Johan Narllandeau, general lieutenant de noble homme messire Baudoin de [Freville]², chevalier, seneschal de Poitou pour nostre seigneur le prince d'Acquitaine et de Gales, les hommes du prierré de Saint Denis en Vaux³, les hommes de l'abbasse de Sainte Croix du village de Saint Romain⁴ et touz les hommes appar-

3. Bien que ce mot soit en partie effacé, il semble qu'on puisse lire *Boneville* et identifier ce nom de lieu avec Bonneville, canton de Rouillac, arr. d'Angoulême, Charente.

1. Jean Garineau, qui était échevin dès 1361 (n^o CCCCXXV), habitait près du carrefour Saint-Paul (n^o CCCCXXXII, art. 14). Elu maire de Poitiers en 1367, comme l'atteste ce document, il fut réélu les deux années suivantes, d'après le témoignage de quelques listes. Il figure sur les comptes du duc de Berry « pour frais fais en la compagnie et au service du dit seigneur » aux mois de septembre et d'octobre 1372 (Arch. nat. KK 251, fol. 99 v^o). Il était mort avant le 14 juin 1375 d'après le registre de Barthélemy de Noces (*Bibl. de l'Ecole des Chartes*, 1891, p. 555). — 2. *Sonille* ABC. Lire *Freville*. Baudouin de Freville succéda comme sénéchal du Poitou à Guillaume de Felton mort en Espagne en mars 1367. Il porte déjà ce titre dans une obligation souscrite à Burgos par dom Pèdre le 2 mai 1367 (Rymer, t. VI, p. 560). — 3. Aujourd'hui commune de Vaux, canton de Leigné-sur-Usseau, arr. de Châtellerault. Le prierré de Saint-Denis-en-Vaux dépendait de l'abbaye de Saint-Denis près Paris. — 4. Saint-Romain-sur-Vienne, canton de Leigné-sur-Usseau. La seigneurie de ce village appartenait à l'ab-

tenant au dit prieurré^s de Saint Romain, les hommes du seigneur de Saint Flour^s estans à Salennes^s, à Nentre^s et en païs d'environ ; les hommes du prieur de Cernay^s estans à Cernay et environ, les quiex estoient et se advouherent^u estre de la chastellenie de Poitiers, et pour ce requeroit le dit maire qu'il fusset contrains à faire gaiz et gardes et reparacions à la dicte ville comme les autres habitans de la dicte chastellenie, lesquiex gaiz, gardes et reparacions leur fu commandé en jugement par le dit lieutenant, presens le procureur du dit monseigneur, le prieur de Vaux, le procureur de l'abbasse de Sainte Croix, sire Aymeri d'Ayron, sire Johan Regnaut, Hugues de la Roche et plusieurs autres, et commaincerent les [hommes]^u dessus nommez à faire les diz gaiz, gardes et reparacions, le semadi derrer jour de juillet, l'an que dessus, auquel jour furent condempnés ad ce faire par le dit lieutenant.

baye de Sainte-Croix de Poitiers. — 5. *prieurté* A. Lire *prieurré*. Le prieuré de Saint-Romain dépendait de l'abbaye de Saint-Cyprien de Poitiers. — 6. Aujourd'hui Saint-Fleur, village, commune de Colombiers, canton de Châtellerault. Le fief de Saint-Flour fut uni en 1373 au domaine de la vicomté de Châtellerault. — 7. Hameaux détachés en 1825 de la commune de Naintré et rattachés à celle de Colombiers. — 8. Naintré, canton de Châtellerault. — 9. Canton de Lencloître. Le prieur de Cernay dépendait de l'abbaye de Marmoutiers près Tours. — 10. *advouheent* A, *advouhent* B. Lire *advouherent*. — 11. *jours* ABC. Lire *hommes*.

CCCCXLII

Le procureur de la commune de Poitiers, Guillaume Gaboreau^s arrente à perpétuité à M^e Jean Rivaut, conseiller du prince d'Aquitaine^s la moitié d'une maison^s située rue de l'Aguillerie^s, paroisse de Saint-Didier, à la rente annuelle de cent sous tournois.

10 juillet 1368

Titre perdu. ANALYSES. A. Reg. 13, p. 179 (JJ 1). — B. Man. d'Auzance fol. 25.

1. Ce Guillaume Gaboreau était peut-être fils de l'ancien maire du même nom (ou plutôt Jean Gaboreau) mort en 1339. Voy. ci-dessus n° CCCLXIX. — 2. *à honorable homme et saige M^e Jehan Rivau A, à Jean Rivaut, conseiller de M^e le Prince d'Aquitaine* B. Cf. n° CCCCXI, CCCCXXII. — 3. *une maison* A, *la moitié d'une maison* B. — 4. *rue de l'Aiguillerie* A, *rue de la Guinguelerie* B.

CCCCXLIII

Edouard prince d'Aquitaine concède à la commune de Poitiers le droit de haute justice sur tous les habitants de la ville.

17 octobre 1369

A. Original, Arch. mun. A 18. — B. Copie de la fin du xiv^e siècle, Man. Saint-Hilaire, fol. 37 v^o. — C. Confirmation par Louis XI, de mai 1463, Arch. mun. A 25. — D. Confirmation par Charles VIII, de 1485, Arch. mun. A 29. — E. Coll. Fonteneau, t. XXIII, p. 315. — EDITIONS. a. Thibaudeau, *Histoire du Poitou*, t. II, p. 436. — b. Ordonnances, t. XV, p. 675. — c. Giry, *Etablissements de Rouen*, t. I, p. 367 note.

Eduuard, ainsné filz du roy de France¹ et d'Angleterre, prince d'Aquitaine et de Gales, duc de Cornouaille, comte de Cestre, seigneur de Biscaye et de Castre d'Ordiales. Savoir faisons à touz, presens et avenir, que, oye et entendue la supplicacion à nous faite par noz chiers et feaulx le maire et eschevins de nostre cité de Poitiers, à yceulx et à leurs successeurs, de nostre certaine science et grace espediale, avons donné et octroïé, donnons et octroions par ces presentes que touz les habitans de nostre dicte cité, qui à present sont et par le temps avenir seront, soient du serement du dit maire et commun de nostre dite cité², et que de touz et chescuns les homes et jurez du dit maire et de leurs familles, icelli maire ait la conoissance, juridiction et obeissance de touz cas criminels et civils et de toutes actions et causes tant reelles, personnelles que mixtes, nonobstant que le demandeur soit personne privilégiée, sanz riens y retenir à nous, exceptez cas de crim de lese magesté ou faiz touchanz noz monnoies et la falsificacion de nostre seel et l'execucion en cas de mort, souveranneté et ressort. Et en oultre, touz les privileges, franchises, libertez, costumes, exploiz, droiz, usages et longues observances, desquieux ils ont anciennement usé et joy, ratiffions, loons,

1. Edouard III avait repris le titre de roi de France et d'Angleterre depuis le 3 juin 1369, en raison de la rupture de la paix de Brétigny (Cf. Rymer, t. VI, p. 621). Poitiers étant devenu le quartier général des forces anglaises sous la direction de Jean Chandos, qui fut sénéchal de Poitou pendant la 2^e moitié de l'année 1369, le prince d'Aquitaine chercha à s'assurer la fidélité de la commune en lui concédant de nouveaux privilèges. — 2. Jusqu'alors une partie des habitants de Poitiers ne faisaient pas partie de la commune et n'étaient pas justiciables du maire, mais du prévôt. V. ci-dessus n^o CCLXXXIV,

approvons et par la teneur de ces presentes confermons, sauve en autres choses nostre droit et l'autrui. Si mandons à noz amez seneschal de Poytou et provost de nostre dicte cité de Poitiers et à touz noz autres officiers, justiciers et ministres qui ores sont et par le temps avenir seront ou à leurs lieutenanz et à chescun d'eulx, que les diz maire, homes et jurez de la dicte comune, facent, seuffrent et laissent user et joïr paisiblement de nostre dicte grace et octroy, selonc le rapport de ces noz presentes lettres, sanz leur faire ne seuffrir estre fait aucune chose contre la teneur d'icelles en aucune maniere.

En tesmoing desquelles choses et à plus grant confirmation et force, nous avons fait mettre nostre grant seel empendent en laz de soye et cyre vert à cestes noz lettres patentes. Donné à nostre chastel de Compnhac³, le dix et septiesme jour d'octobre l'an de grace mil trois cenx sexante et neuf.

(Signé :) Geffro d'Eshina.

(Sur le repli :) J. B. canc.⁴ — G. ab V.⁵ — J. Rivaut. Per dominum principem in consilio suo, presentibus reverendo in Christo patre domino J. episcopo Bathomensi, cancellario Aquitanie, G. abbate Sancti Maxencii, dominis Nygello Loheryng, camarario domini et Arnaldo Savage⁶, militibus, ac Arnaldo Ruphi, scolastico ecclesie Xanctonensis, magistro Johanne Rivalli et pluribus aliis, consiliariis domini principis supradicti.

CCCCXLIV

Ordonnance de l'échevinage relative au pain.

7 novembre 1370

A. Man. Saint-Hilaire, fol. 57 v°. — B. Reg. 12, p. 401.

art. 1, n. 5. — 3. Cognac, Charente. — 4. Signature du chancelier d'Aquitaine, Jean Harewell, évêque de Bath (15 déc. 1366-juillet 1386). Cf. Gams, *Series episcoporum*, p. 182. — 5. Signature de Guillaume de Vezançay, abbé de Saint-Maixent (1363-1381). Cf. *Arch. hist. du Poitou*, t. XVI, p. LXXXVII. Il fut en 1372 garde du scel aux contrats pour le roi d'Angleterre et en même temps chancelier de Gascogne ; en 1373, Charles V le nomma membre de son conseil privé. — 6. Arnold Savage, qui appartenait à une famille établie à Bobbing, dans le comté de Kent, servit en France en 1345 ; il siégea au Parlement de janvier 1352, fut chargé de la garde des côtes de Kent en 1355, fut maire de Bordeaux du 12 mars 1359 à 1363 et mourut en 1375. Cf. *Dictionary of national Biography*, vol. L, p. 335.

Le VII^e jour du moys de novembre, l'an mil CCC soixante et dix, maire sire Jehan de Taunay¹, appelé la plus grant et sayne partie des fourners de la ville de Poitiers, fut ordonné que, tant comme froment sera à XXXVI sols le sextier², ilz feront pain blant salé, bien cuit, de VI deniers, qui poise XXI unce³, et le pain sans sel à VI deniers, XX unces, et le pain à VI deniers, o⁴ sa flour, poisant XXV unces, et fouace à VI deniers poisant XX unces, et le rebotet à VI deniers poisant XXXII unces et demie. Item grant pain de mesnage ou sa flour à III sols, heu regart aux autres blez, doit poiser IX^{xx} unces.

1. Jean de Taunay était sans doute fils de Guillaume de Taunay, qui était échevin en 1333 (n° CCXCIX), 1335 (n° CCCV), 1348 (n° CCCLXIX). Il avait succédé comme maire à Jean Garineau le 14 juillet 1370 ; cf. n° CCCCXLI. Il n'exerça ces fonctions qu'une année. — 2. D'après l'ordonnance de l'échevinage relative au pain en date du 16 décembre 1362 (ci-dessus n° CCCXXVII), le prix du setier de froment variait alors de 13 à 16 sous et l'on prévoyait qu'il pourrait s'élever à 24 et même à 30 sous. La guerre qui sévissait depuis le début de 1369 avait amené un renchérissement notable de la vie. — 3. Pour ce pain de qualité supérieure, le renchérissement est un peu supérieur à celui du prix du froment. Car non seulement le prix est augmenté de moitié (6 deniers au lieu de 4) par rapport au tarif de 1362 pour le cas où le setier était à 24 sous, mais le poids est en même temps diminué d'une once. Il en est de même pour le pain sans sel, dont le poids reste inférieur d'une once au pain blanc salé correspondant. Pour le pain de qualité courante dit « pain avec sa fleur », l'augmentation correspond exactement à celle du froment ; pour le grand pain de ménage il n'y a pas d'augmentation : le prix est diminué d'un dixième en même temps que le poids. — 4. a A, o B. ...

CCCCXLV

Jean, duc de Berry, comte de Poitiers, confirme les lettres qu'il avait octroyées à Herbert Berland le 6 mars 1360.

25 août 1372

Original, Arch. mun. D 10.

Jehan, filz de roy de France, duc de Berry et d'Auvergne, comte de Poitiers¹ et de Mascon, lieutenant de monseigneur le roy ès diz païs et en pluseurs autres parties de son reaume.

1. Charles V avait restitué à son frère Jean duc de Berry, en novembre 1369, le comté de Poitiers confisqué sur les Anglais. La ville de Poitiers avait été réoccupée par du Guesclin le 7 août 1372. Cf.

A touz ceulx qui ces lettres verront, salut. Autrefois, ou temps que nous tenoions le dit comté de Poitiers, donnâmes et octroyâmes à nostre bien amé Arbert Berlant, escuier, seigneur des Hales de Poitiers, unes lettres seellées de nostre contre seel, des quelles la teneur s'ensuit : (*Lettres du 6 mars 1360*) ².

Lesquelles lettres à nous ainci exhibées par le dit Arbert, pour consideration des bons services que le dit Arbert a fait à mon dit seigneur et à nous et esperons qu'il fera par le temps avenir, voulons et nous plaist les choses contenues ès dictes lettres avoir leur bon et vray effet, jòuxte et selon la forme des dictes lettres dessus transcriptes. Et mandons à nostre seneschal de Poictou ou son lieutenant, que le dit Arbert lasset, facet et souffret user et joïr paisiblement de la grace et octroy susdictes, en contraignant les marchans à faire venir et apporter leurs denrées et marchandises en la dicte foire, touteffoiz qu'elle sera au dit lieu des Hales dessusdictes par la menere acoustumée et selon la teneur des dictes lettres de mon dit seigneur et de ses predecesseurs roys de France et de noz predecesseurs comtes de Poitiers. Car ansi le voulons et l'avons octroïé au dit Arbert de certaine science et grace especial et de l'auctorité et puissance royal dont nous usons, non obstant que en ces presentes ne soient incorporées les dictes lettres de mon dit seigneur le roy et de ses predecesseurs roys de France et de noz predecesseurs comtes de Poitiers, mandemens, ordonnances ou deffences à ce contraires.

Donné à nostre ville de Poitiers, souz nostre seel le XXV jour d'aoust l'an mil III^e soixante et douze.

(*Sur le repli :*) Par monseigneur le duc, à la relacion de son conseil, ouquel estoient l'official de Poitiers, Jehan Taveau ³ et autres.

(*Signé :*) J. P. de Leon.

Frôissart, éd. S. Luce, t. VIII, p. xxxiii. — 2. Ci-dessus n° CCCCXXII. — 3. Jean Taveau, dont le nom est parfois écrit Tavel (cf. *Arch. hist. du Poitou*, t. XXI, p. 310), conseiller du duc de Berry, était apparenté à Guillaume Taveau, qui fut maire de Poitiers de 1387 à 1389, de 1395 à 1400 et de 1412 à 1414.

CCCCXLVI

Lettres de Charles V portant qu'aucune taille ne serait imposée pendant dix ans sur la ville de Poitiers.

30 décembre 1372

Man. d'Auzance, fol. 102¹.

Charles, par la grace de Dieu roy de France. A tous ceux qui ces lettres verront, salut. Comme nos amez et feaux subjects les maire, bourgeois et habitans de nostre ville de Poitiers ayent euz et soustenuz très grands pertes et domages depuis grand temps en ça pour le faict des guerres ja pieça passées et de ces presentes, dont ils sont très grandement appauvris, tant pour cause de ce que les vivres y sont petitement venuz puis quatre ans en ça et les leur a convenu aller querir ailleurs à grands fraiz et mises, comme autrement, ainsi qu'ils dient, en nous supplians que il nous plaise leur octroyer que jusques à dix ans aucunes tailles, impositions, gabelles, subsides, quart, treiziesme ou autres subventions ou exactions quelsconques n'ayent cours en la dite ville, par quoy les marchands et autres, soy voyans francz des choses dessusdictes, y puissent venir et la frequenter et mener leurs marchandises plus volontiers, dont lad. ville puisse estre aucunement relevée des pertes et domages dessusdits, savoir faisons que nous, eue consideration à ce que dit est, desirans remedier et pourveoir à tous nos bons, vrays et loyaux subjects du pays de Guienne sur le relevement d'eux et de leurs villes ainsi domagées, le plus que nous pouvons, à iceux maire et habitans avons octroyé et octroyons de nostre autorité royale, certaine science et grace speciale, que, jusques au dit terme de dix ans à compter de la datte de ces presentes, les dites tailles, impositions, gabelles et les autres subventions et choses dessusdictes ou aucunes d'icelles n'ayent cours ne ne soient imposées en nostre dicte ville, si ce n'estoit de la volonté et consentement desd. maire et habitans d'icelle. Si donnons en mandement à nos amez et feaux les généraux conseillers sur les aydes de la guerre, au senechal de Poictou et à tous nos autres officiers, justiciers et subjects ou à leurs lieutenans et à chacun d'eux, qui à present sont ou seront pour le temps advenir,

1. Guérin (*Arch. hist. du Poitou*, t. XIX, p. 212) croyait que ce document était perdu et qu'il n'était connu que par la mention qu'en renferme l'inventaire de 1506 (reg. 13, p. 14). Cf. Rêdet, *Inventaire des*

que lesd. maire et habitans ils fassent, laissent et souffrent jouyr et user paisiblement de nostre presente grace et octroy et contre la teneur de ces presentes ne les empeschent ou souffrent estre empeschez en aucune maniere.

En tesmoing desquelles choses nous avons faict mettre nostre seel à ces presentes lettres. Donné à Paris, en nostre chasteau du Louvre, le penultiesme jour du mois de decembre l'an de grace mil trois cent soixante et douze et de nostre regne le neufiesme¹.

Par le roy en son conseil : Tabary.

archives de la ville de Poitiers, p. 311. — 2. Le compte des années du règne de Charles V part du 8 avril 1364, date de la mort de Jean le Bon.

CCCCXLVII

Confirmation des privilèges de la ville de Poitiers par Jean, duc de Berry, comte de Poitiers.

décembre 1372

A. Original, Arch. mun. A 20. — B. Confirmation par Louis XI de mai 1463, Arch. mun. A 25. — C. Copie de la confirmation par Louis XI sur les registres de la chancellerie royale, Arch. nat. JJ 199, n° 252, fol. 145. — D. Confirmation par Charles VIII, juin 1485, Arch. mun. A 29. — E. Man d'Auzance, fol. 76. — Editions a. *Ordonnances*, t. XV, p. 673. — b. Guérin, *Arch. hist. du Poitou*, t. XIX, p. 222 (d'après C).

Johannes, regis Francie filius, dux Biturie et Auvergne, comes Pictavensis, Xantonensis et Angolimensis. Notum facimus universis, presentibus pariterque futuris, nos vidisse duas patentes litteras bone memorie Philippi, condam regis Francie, tenores que secuntur continentes : (*Charte de Philippe Auguste de 1204*¹). Item : (*Charte de Philippe Auguste de 1222*²).

Nos vero dictas litteras et omnia alia et singula in eisdem contenta rata habentes et grata, ea volumus, laudamus, approbamus et de nostra certa sciencia et speciali gracia, māturo super hiis habito consilio, confirmamus perpetue valitura, salvo in aliis jure nostro et in omnibus quolibet alieno,

1. Voy. notre tome I, n° XXXIII. — 2. *Ibid.*, n° XXXVII.

senescallo nostro Pictavensi ceterisque justiciariis nostris et eorum loca tenentibus, presentibus pariterque futuris, tenore presencium dantes in mandatis, quatinus dictos cives de omnibus et singulis in dictis litteris contentis uti et gaudere pacifice faciant ac permittant, nec ipsos aut eorum alterum contra nostre presentis gracie et confirmationis tenorem inquietent, vexent aut perturbent, inquietari, vexari seu perturbari nunc et in posterum a quoquam quomodolibet paciantur.

Quod ut perpetue roboris stabilitati firmetur, presentes litteras nostras sigilli nostri munimine fecimus roborari. Datum Parisius, mense decembris, anno Domini millesimo triscentesimo septuagesimo secundo.

(*Sur le repli :*) Per dominum ducem, dominis Laudunensi episcopo¹, Johanne domino de Nantolio et pluribus aliis presentibus. — J. Villers (*Seing manuel*). Ego certifico teste signo meo quod presens confirmacio tunc non potuit sigillari propter absenciam magni sigilli domini mei. — J. Villers (*Seing manuel*).

CCCCXLVIII

Charles V confirme la charte de Jean duc de Berry, de décembre 1372, relative aux privilèges de la ville.

décembre 1372

A. Copie dans une charte de Charles VII du 17 mars 1424, Arch. mun. A 23. — B. Confirmation par Louis XI de mai 1463, Arch. mun. A 25. — C. Copie de la confirmation par Louis XI, Arch. nat. JJ 199, n° 252, fol. 145. — D. Man. d'Auzance (d'après l'original perdu), fol. 90. — EDITIONS. a. *Ordonnances*, t. XV, p. 673. — b. Guérin, *Arch. hist. du Poitou*, t. XLIX, p. 221 (d'après C).

CCCCXLIX

Charles V prend les habitants de Poitiers sous sa protection et sauvegarde.

décembre 1372

A. Original, Man. de la Soc. des Antiquaires de l'Ouest, Arch. de la Vienne, Carton 189, n° 191. — B. Confirmation par Charles VII du 17 mars 1424, Arch. mun. A 24. — C. Confirmation par Louis XI de mai 1463, Arch. mun. A 25. — D. Copie de la confirmation par Louis XI,

3. Pierre Aycelin, cardinal de Montaigu, qui fut évêque-duc de Laon de janvier 1371 à 1385, était membre du conseil du roi.

Arch. nat. JJ 199, n° 252, fol. 148. — *E.* Confirmation par Charles VIII de juin 1485, Arch. mun. A 29. — *F.* Copie du xvii^e siècle, Man. d'Auzance, fol. 105. — *G.* Coll. Fonteneau, t. XI, p. 549. — EDITIONS. *a.* *Ordonnances*, t. XV, p. 680. — *b.* Guérin, *Arch. hist. du Poitou*, t. XIX, p. 229 (d'après *D.*). — *c.* A. Barbier, *Bull. Soc. des Ant. de l'Ouest*, 1895, p. 77 (d'après *A.*, avec quelques inexactitudes).

Charles, par la grace de Dieu roy de France. Savoir faisons à tous, presens et advenir, que nous, à la supplicacion de noz amez et feaulz les maire, eschevins, bourgoiz, conseillers jurez et de toute la commune de nostre ville de Poitiers, les quelx, comme noz bons, vraiz et loyaulz subgiez, se sont soubzmis de nouvel et liberalment à nostre subgeccion et obeissance et ont volenté et entencion de y estre et perpetuelement demourer, et par ainsi considérans leur bonne et vraye affection, aiens inclination de nous condescendre à leur dicte supplicacion, adfin que, quant ilz se verront par nostre puissance estre gardez en leurs droiz et maintenuz en paix et tranquillité et preservez de toutes oppressions, ilz aient plus grant desir de garder leur loyauté envers nous et de y tousjours fermement perseverer, iceulz maire, eschevins, bourgoiz, conseillers jurez et tous autres qui sont ou seront de ladicte commune, tant conjointement que deviseement, avons pris et mis, prenons et mettons, de nostre auctorité royal, certaine science et grace especial, avecques tous les biens appartenans à la dicte commune et leurs autres biens particuliers, leur famille et autres choses et possessions quelconques, estans en nostre royaume, à la conservacion de leur droit tant seulement, en la proteccion et especial sauvegarde de nous et de noz successeurs à tousjours maiz par ces presentes, par la teneur desquelles nous mandons et connectons au seneschal de Poitou, qui est ou sera pour le temps advenir, ou à son lieutenant, que aus diz maire, eschevins, bourgoiz et conseillers jurez et tous autres dessusdiz, il depute, touteffoiz que le cas advendra et qu'il en sera requis, un ou plusieurs de noz sergenz, qui soient leurs gardiens, aus quelx gardiens et à chascun d'eulz nous mandons et connectons par ces mesmes presentes que les diz maire, eschevins, bourgoiz et conseillers jurez et tous autres dessus diz et chascun d'eulz, les biens de leur dicte commune et autres biens particuliers, leur famille, possessions et autres choses quelconques, à eulz appartenans, defendent de toutes injures, violences, griefs, oppressions, molestacions, force d'armes, puissance de laiz et quelconques autres nouvelletez indeues, et les gardent et maintiengnent en leurs justes possessions, franchises, libertez, usages, coutumes et saisines, es quelles il les treuveront estre et leurs

prede[ce]sseurs avoir esté paisiblement d'ancienneté, et ne permectent à l'encontre de eulz, des biens de leur dicte commune et autres biens particuliers, leur famille, choses et possessions, aucunes injures ou violences indeues estre faictes, lesquelles se il les treuvent avoir esté ou estre faictes au contraire, ou prejudice d'eulz et de nostre dicte sauvegarde, si les remettent ou facent remettre au premier estat et deu, et à nous et à partie faire pour ce amende convenable et de toutes les personnes, desquelles ilz ou aucuns d'eulz requerront avoir asseurement, le leur facent donner bon et loyal, selon la coustume du pais, par ceulz à qui il appartendra. Et signifient et publient nostre presente sauvegarde aus personnes et aus lieux dont, de par les diz maire, eschevins, bourgeois et conseillers jurez et autres dessus diz et chascun d'eulz, seront requis, et mettent noz penunciaux ès lieux, maisons, biens et autres possessions d'eulz et de leur dicte commune, afin que aucuns ne se puissent de ignorance sur ces choses excuser ; et defendent expressement de par nous à tous ceulz, dont il seront requis par les dessus nommez et chascun d'eulz, sur certaines paines et amendes à appliquer à nous, que aus diz maire, eschevins, bourgeois et conseillers jurez et autres dessus diz, aus biens de leur dicte commune, à leurs autres biens particuliers, leur famille et autres choses et possessions quelconques, il ne meffacent en aucune maniere, et tous les desobeissans ou enfreingnans nostre dicte sauvegarde ou qui aus diz gardiens ou à l'un d'eulz feroient injures ou violences ou aucunement, en faisant leur office, sur ce desobeiroient, adjournent à certains jours et competens devant les juges, à qui par raison la congnoissance en devra appartenir, en certiffiant iceulz juges des diz adjournemens et de tout ce que fait en auront sur ce ; aus quelz juges mandons par la teneur de ces presentes, que, sur les choses dessus dictes, il facent, ainsi qu'il appartendra, entre les parties bon et brief accomplissement de justice. Et en oultre avons donné et donnons aus diz gardiens et à chascun d'eulz par soy plain pouvoir, auctorité et mandement especial par ces presentes, de faire toutes autres choses touchans nostre presente sauvegarde, qui pevent ou doivent appartenir à office de bon gardien. Toutefois nous ne voulons pas que eulz ou aucun d'eulz s'entremettent aucunement de chose qui requiere congnoissance de cause. Et aussi n'est pas nostre entencion que aucun de la dicte commune se puisse aidier ou joir de nostre presente sauvegarde contre nostre très amé frere le duc de Berry et conte de Poitiers, à present leur seigneur senz moyen, et contre aucun autre d'icelle commune.

Si donnons en mandement à tous noz justicables et subgiez que aus diz gardiens et à chascun d'eulz, en faisant les choses dessus dictes et chascune d'icelles, obeissent et entendent diligenment et prestant aide, conseil et confort, se mestier est et requis en sont. Et d'abundant, en leur ampliant nostre dicte grace, voulons et desclairons que au vidimus de ces presentes, fait et collacionné soubz seel royal, soit adjoustée aussi plaine foy que au propre original d'icelles. Et adfin que ce soit ferme chose et estable peerpetuelment, nous avons fait mectre nostre seel à ces presentes lectres, sauf en autres choses nostre droit et l'autrui en toutes.

Donné à Paris en nostre chastel du Louvre, l'an de grace mil trois cenz soixante et douze, et de nostre regne le neuvième, ou moiz de decembre.

Par le roy en son conseil. Tabari (*Seing manuel*).

CCCCCL

Charles V accorde la noblesse héréditaire aux maires, échevins et conseillers jurés de la ville de Poitiers.

décembre 1372

A. Original. Arch. mun. A 19. — B. Confirmation par Charles VII du 17 mars 1424, Arch. mun. A 23. — C. Confirmation par Louis XI de mai 1463, Arch. mun. A 25. — D. Copie de la confirmation par Louis XI, Arch. nat. JJ 199, n° 252, fol. 146. — E. Confirmation par Charles VIII de juin 1485, Arch. mun. A 29. — F. Man. Saint-Hilaire. fol. 38 v°. — G. Man. d'Auzance, fol. 103. — H. Coll. Fonteneau, t. XI, p. 553. — ÉDITIONS a. *Ordonnances*, t. V, p. 563. — b. Thihaudeau, *Histoire du Poitou*, t. II, p. 437. — C. Guérinière, *Histoire générale du Poitou*, t. I, p. 579. — d. Guérin, *Arch. hist. du Poitou* t. XIX, p. 233 (d'après D).

Charles, par la grace de Dieu roy de France.

Savoir faisons à tous, presens et avenir, que nous, considérans la très grant loyauté et obeissance, la très bonne volonté et affection que tousjours ont eu à la couronne de France et à nous noz bien amez le maire, les douze eschevins et les douze conseillers jurez de la commune et ville de Poitiers, qui ont esté ou temps passé et sont encores, et du nombre desquelz sont à present Jehan Bigot¹, maire, Aymeri

1. Jean Bigot était devenu maire le 14 juillet 1372, peu avant que la ville ne redevint française (7 août) ; il n'exerça ces fonctions qu'un an, c'est à tort que quelques listes portent son nom pour les cinq années suivantes. Des lettres spéciales d'anoblissement lui furent en même temps octroyées, ainsi qu'à son prédécesseur et successeur Jean

d'Airon¹, Guillaume Gargouilleau², Jehan Regnaut, Symon Morraut⁴ et Jehan de Taunay, lesquels ont esté maires de la dicte ville et à present sont du nombre des douze eschevins, et aussi leur bon port, leur bon estat et bon gouvernement, tant en commun comme de leurs personnes singulieres, lesquels ont esté et sont recommandés de très grant bien, honneur et commendable souffisance et de très pourveue ordonnance, adornez de nobles vertus et autres dignes et louables merites ; considerans aussi les grans et bons services que ilz ont faiz à noz predecesseurs et à nous ou temps passé et esperons que ilz facent ou temps avenir ; attendu aussi et considéré que, pour le gouvernement de la dicte ville, a esté d'ancienneté, et esperons que il sera aussi ou temps avenir, acoustumé de eslire, à excercer les diz offices de maire, eschevins et conseilliers jurez, des plus notables et bonnes personnes de bonne vie et honneste conversacion et plaines de grans vertus et merites, afin que ce soit exemple aus autres habitants de la dicte ville, quant ilz verront les dessus diz estre essaucieuz, eslevez et preferez en hautesce, honneur, preeminence et dignité, yceuls maire, eschevins et conseilliers jurez et les diz Jehan Bigot, maire, Aymeri d'Airon, Guillaume Gargouilleau, Jehan Regnaut, Simon Morraut et Jehan de Taunay, qui à present sont du nombre dessus dit, et tous ceuls qui ou temps avenir et perpetuellement seront, avec toute leur lignée descendant, née et à naistre de loyal mariage, masculine et feminine, non obstant qu'il ne sont mie ou aient esté nez, extraiz ou procreés de noble sanc, de nostre certaine science, auctorité royal, plaine puissance et grace especial, avons anobliz et anoblissons par ces presentes, et leur octroyons et voulons que ilz soient tenus et reputez dès maintenant et à tousjours mais, pour nobles en jugement, en faiz d'armes et aillieurs, en quelconques lieux que ce soit, et que eulz et leurs enfans masles et leur dicte lignée masculine, procréé et à procreer, puissent, se et quant il leur plaira, estre par quelconques autre chevalier aournez d'ordre et estat de chevalerie ; et avec ce, que eulz et toute leur dicte lignée masculine et féminine et chascun d'eulz puissent acquerir et conquerer par tout le royaume de France, et s'aucuns ont desja acquestés, tenir, avoir et possider à tousjours fiefs, arrierefiefs, terres, possessions, heritages, justices, seignories

Regnaut et au maire de 1370 Jean de Taunay (Arch. nat. JJ 104, fol. 19, *Arch. hist. du Poitou*, t. XIX, p. 240). — 2. Ces cinq échevins sont cités sans doute par ordre d'ancienneté. Sur Aimeri d'Ayron, voy. n^{os} CCCXCII, CCCXXVII, CCCXXXII, CCCCLXXV. — 3. Cf. n^{os} CCXCIX, CCCV, CCCXXVII, CCCXXIX, CCCCLXXV. — 4. Sur Simon Mourraut,

et quelconques autres choses nobles et de noble condicion, sanz ce que pour ce ilz soient jamais tenuz de paier aucune finance à nous ne à noz successeurs, roys de France ; laquelle finance, quelle et combien grande que elle soit ou puist monter, nous, de nostre auctorité et puissance dessus dicte, leur avons quictée, remise et donnée, quictons, donnons et remettons par la teneur de ces presentes.

Et avec ce, leur octroyons et voulons que ilz joïssent de tous privileges, droiz, immunitéz, franchises, coustumez, libertéz, usaiges et de toutes autres choses comme font et ont acoustumé et doivent faire chevaliers et escuiers et autres nobles du dit pays et de nostre dit royaume, donnans en mandement au seneschal de Poitou et à tous les justiciers, officiers et subgiez de nous et de nostre dit royaume ou à leurs lieutenans, presens et avenir, et à chascun d'eulz, que les diz maire, eschevins et conseilliers jurez et les dessus nommez qui à present sont et tous leurs successeurs ès diz offices, qui ou temps avenir seront, et toute leur dicte lignée et chascun d'eulz, facent et laissent joïr et user de nostre presente grace et de nostre present octroy, sanz leur faire ou souffrir estre fait au contraire destourbier ou empeschement aucun, lequel se il treuvent estre fait, si le rapellent et facent rapeller et mectre au premier estat et deu.

Et, pour ce que les diz maire, eschevins et conseilliers jurez et les dessus nommez et leurs successeurs ne pourroient mie bonnement ou aisiement ces presentes monstrier, quant ilz voudroient ou mestier leur seroit, pour ce que elles touchent et pourront touchier plusieurs personnes et leurs successeurs ou temps avenir, nous voulons et leur avons octroyé et octroyons que au transcript ou vidimus de ces presentes soubz seaulx royaux confectés soit adjoustée plaine foy et que il leur vaillent et proufissent et aient tel effect comme original.

Et que ce soit ferme chose et estable à tousjours, nous avons fait mettre nostre seel à ces presentes, sauf en autres choses nostre droit et l'autrui en toutes. Donné à Paris en nostre chastel du Louvre, l'an de grace mil trois cens soixante et douze et de nostre regne le neufviesme, ou mois de decembre.

(*Sur le repli :*) Par le roy en son conseil. Tabari (*Seing manuel*).

(*Au dedans :*) Registrata in Camera Compotorum XXVIIIa die januarii CCCLXXII°. — H. de Rocha⁶.

maire en 1366, voy. n° CCCXXXVIII, n. 1. — 5. Hue de la Roche, conseiller de Charles V.

CCCCLI

*Lettres d'anoblissement octroyées à Jean Regnaut, ancien
maire de Poitiers.*

décembre 1372

Arch. nat. JJ 104, n° 43, fol. 19. — EDITION. *Arch. hist. du Poitou*, t. XIX, p. 236¹.

1. D'après l'armorial des maires de Poitiers (Bibl. nat., ms. fr. 20.084), la ville de Poitiers se serait rendue au roi de France contre l'avis de Jean Regnaut, qui était maire et appartenait à la faction anglaise. En réalité, il n'était plus maire quand du Guesclin entra à Poitiers (7 août 1372), et, s'il avait été dévoué jusqu'alors aux Anglais, ce que ces lettres d'anoblissement ne permettent pas de contester formellement, il s'empressa sans doute d'offrir ses services au duc de Berry. Cf. n° CCCXC, CCCCV, CCCCLVII, CCCCLXIII, CCCCLXV.

CCCCLII

*Lettres d'anoblissement octroyées à Jean de Taunay, ancien
maire de Poitiers.*

décembre 1372

Arch. nat. JJ 104, n° 44, fol. 19. — EDITION. *Arch. hist. du Poitou*, t. XIX, p. 241.

CCCCLIII

Vidimus d'un acte par lequel Guillaume Gaboreau¹, procureur de la commune de Poitiers, s'oblige à payer à Jean Regnaut 124 livres employées par lui pendant qu'il était maire².

décembre 1372

Titre perdu. ANALYSE. Man. d'Auzance, fol. 61 v°.

1. Guillaume Gaboreau était déjà procureur de la commune en 1368 (n° CCCCLII). Il ne faut sans doute pas le confondre avec Guillaume Gabereau qui fut garde du sceau à Poitiers de 1364 à 1390 (cf. n° CCCXXXIII n. 1). — 2. Du 14 juillet 1371 au 13 juillet 1372. — Le manuscrit d'Auzance ajoute à cette analyse : « Il y a la procuration du dit Gaboreau par le corps de ville, où il y a sire Jean Bigot, maire. »

CCCCCLIV

Mandement de Jean, duc de Berry, au maire de Poitiers pour contraindre tous les habitants de Poitiers, excepté les nobles et les mendiants, à faire le guet et contribuer aux réparations.

14 juillet 1373

Original perdu. ANALYSES. A. Reg. 13, p. 68 (C XVII, 9°). — B. Man. d'Auzance, fol. 55 v^o. — EDITION. Thibaudeau, *Histoire du Poitou*, t. II, p. 446.

Jehan, fils du roi de France¹, duc de Berri, d'Auvergne, comte de Poitou, Saintonge et d'Angouleme, à notre amé le maire de notre cité de Poitiers, salut. Comme tous et chascun les habitans mensionnaires de notre dite cité, de quelque estat et condition qu'ils soient, excepté nobles et mendiants, sont tenus d'y faire guet et gardes, et il y en ait aucuns contredisant et desobeissant de les y faire, tant pour ce qu'ils dient qu'ils sont nos officiers de notre hôtel et en notre service, que pour aucuns privileges, franchises et libertés qu'ils se disent avoir que en tel cas ne doivent avoir lieu, et aussi sont contredisant de poier reparation et autres aydes necessaires à la garde et defense de la dite ville et du pays, lesquelles choses sont en grands griefs dommages des autres de la dicte ville et du pays, en tant qu'il leur conviendrait porter le fait et taxe que sur ceux qui ainsi se veuillent excepter devoit choir, dont très grands dommages pourroient advenir si sur ce par nous n'y estoit pourvu de remede convenable, savoir vous faisons qu'il n'est point notre entente, ne oncques ne fut, qu'aucuns des dits habitans, officiers, serviteurs ou privilegiés, soient exempts de contribuer aux chouses susdites et chascuns d'iceux. Si vous mandons et commandons, commettons et etroitement enjoignons que vous les contraigniés et parforciés par vous ou vous deputés à faire les dits guet et garde et à poyer reparations et autres choses necessaires pour la garde de la ville, et les contraignez à ce par prise de corps et de biens, les lays et les gens d'Eglise, qui à ce sont tenus, par la prise de leur temporel et par toutes autres voies de fait, si comme il est accoutumé à faire pour notre propre

1. Ces deux inventaires sont d'accord pour dater ce mandement du 14 juillet 1373, tandis que le texte publié par Thibaudeau le date du 10 juillet. — 2. Lire : *filz de roy de France*. Cf. ci-dessus n° CCCXLV.

fait, nonobstant les choses susdites et lettres impetrées ou à impetrer au contraire. Si donnons en mandement à tous et chacuns nos officiers, sergents et sujets que en ce faire et à vous et chacun de vous obeissent diligemment et entendent.

Donné sous notre seel en notre cité de Poitiers, le dixieme jour de juillet, l'an de grace 1373. Par M. le Duc, à la relation de son conseil. Seguin.

CCCCLV

Mandement de Jean duc de Berry au sénéchal de Poitou pour contraindre les habitants de diverses localités de la châtellenie de Poitiers, telles que Vivonne, Château-Larcher, Saint-Martin-l'Ars, à payer leur quote part d'un subside de 2.000 francs d'or promis par les gens d'église et les habitants de Poitiers¹ pour la construction d'une bastide devant le château de Gençay².

23 juillet 1373³

Titre perdu. — ANALYSES A. Reg. 13, p. 67 (C xvii). B. Man. d'Auzance, fol. 26 v^o.

CCCCLVI

Jean, duc de Berry, mande au maire de Poitiers de ne laisser entrer en ville aucun des hommes d'armes qui sont à ses gages dans ses bastides devant Lusignan, si ce n'est sur l'ordre formel du duc lui-même ou du sénéchal de Poitou et du maréchal d'Auvergne, qui sont à leur tête.

26 août 1373

Original, Arch. mun. E 13.

Jehan, filz de roy de France, duc de Berri et d'Auvergne,

1. sçavoir les gens d'Eglise VI^e l. et le reste par lesd. habitans, avec eux compris ceux de la chastellenie de Poitiers qui sont exprimez, comme Vivonne, Chastelarcher, et cet. jusques à Saint Martin Lars et Lareau B. Cf. n^{os} CCCCLVIII, CCCCLX. — 2. Le château de Gençay ne se rendit que le 17 février 1375, Cf. Froissart, éd. S. Luce, t. VIII, p. LX. — 3. 23 juillet 1373 B, 14 juillet 1373 d'après A, qui ajoute : Signé : Par mons. le duc à la relation de son conseil ouquel mons. le comte de Sansarre (Jean III, comte de Sancerre), le vicomte de Chastellerault, mons. de Crusant (lire : Cousant), vous et Nau Caillet (lire : mess're de Nantoillet) estiez. G. Seguin.

conte de Poitou, de Xanctonge et d'Engoumoys. A nostre amé et féal le maire de nostre ville de Poitiers ou à son lieutenant, salut. Nous vous mandons et deffendons par ces presentes que dores en avant vous ne laissiez entrer en nostre dicte ville de Poitiers nulles des gens d'armes qui soient à noz gages en noz bastides davant Lesignen¹, si vous n'avez exprès mandement de noz ou de noz amez les seneschal de Poitou² et le mareschal d'Auvergne³, [les] quieux sont de par nous ès dictes bastides. Aus quieux nous avons enchargié que ou cas qu'il seroit nécessité [qu'il] venist des dictes gens d'armes à Poitiers, qu'il preignent congié de eulx et lettre soubz leurs seels. Donné en nostre ville de Poitiers, soubz nostre seel, le XXVI jour du moys d'aougst l'an de grace mil trois cens soixante et treze.

Par monseigneur le duc en son conseil. (*Signé :*) J. Berge-reau.

CCCCLVII

Jehan duc de Berry mande au maire de Poitiers de défendre aux hommes d'armes en garnison à Poitiers d'en sortir pour prendre du blé, de l'avoine, des bestiaux ou des étoffes.

27 août 1373

Original, Arch. mun. E 14.

Jehan, filz de roy de France, duc de Berri et d'Auvergne, conte de Poitou, de Xanctonge et d'Engoumoys, à nostre amé et féal Jehan Regnaut, maire de nostre ville de Poitiers ou à son lieutenant, salut.

Il est venu à nostre notice que pluseurs gens d'armes, les-

1. Lusignan capitula le 1^{er} octobre 1374. Cf. *Bibl. de l'Ecole des Chartes*, 1891, p. 227, et ci-dessous n° CCCCLXVI. — 2. Le sénéchal de Poitou était peut-être Jean La Personne, vicomte d'Aunay, qui, pourvu de ces fonctions au plus tard en août 1372, les exerçait encore sûrement au mois de juillet 1373. Son successeur Alain de Beaumont figure avec ce titre sur un acte du 26 octobre 1373. Cf. *Arch. hist. du Poitou*, t. XIX, p. 297, 418. — 3. Hugues de Froideville, chevalier, maréchal d'Auvergne, servait en Poitou en 1373, sous les ordres du duc de Berry, à la tête d'une compagnie de 5 chevaliers et de 24 écuyers. Cf. *Arch. hist. du Poitou*, t. XIX, p. Lxv, extrait d'un compte de Jean Le Mercier, trésorier des guerres. Il dirigeait en août 1373 les opérations du siège de Lusignan. Il devint sénéchal de Poitou vers 1376, en tous cas avant le 1^{er} sept. 1378. Cf. dom Fonteneau, t. VIII, p. 155, 157, et ci-dessous n° CCCCLXXIX.

quieux sont à noz gages et autres, eulx estans en nostre ville de Poitiers, envoient chascun jour ou¹ fourrage pour prandre vivres, avoynes, blez, maugoign[e]s², bestes bellines³, pors, beufs, darée⁴ et autres vivres, et prenent lars, draps et drappille⁵, la quelle chouse est en grant grief, prejudice et domage de nos subgiz, et nous desplest forment⁶ s'il est ainsi. Pour quoy nous vous mandons et estroictement enjoignons que, incontinent ces lettres vehues, vous faictes crier publiquement en nostre dicte ville de Poitiers que nuz ne soit si hardi d'aler hors nostre dicte ville pour prandre nul fourrage de blé ne d'avoyne ne de bestes quieuxconques ne draps ne hostillement⁷ d'ostelx, si ce n'est de foin ou de paille seulement. Ou quel cas, si vous les trouvez faisant ou apportant aus portes de nostre dicte ville le contraire et contre nostre ordonnance, nous vous mandons que iceulx vous ne laissez en aucune maniere entrer en nostre dicte ville, et tout[ce] qu'il auront pris m]ettez en lieu certain pour rendre à ceulx de qui il sera. Et les corps de ceulx amen[ans] faictes amener en nostre prison [de la prev]ousté de Poitiers pour en ordenner ce que reson donrra. Et de ce soiez si diligent par vous ou voz deputez que noz subgiz [n'aient] cause de eulx emplandre devers vous, sachens que, si faute y a en aucune maniere, nous en prandrions à vous. Donné en nostre dicte ville de Poitiers, soubz notre seel, le XXVII^e jour du moys d'aougst l'an de grace mil trois cenx soixante et treze.

1. = au. — 2. L'e a été omis. Le Dictionnaire de Godefroy indique *malgaigne* au sens de pillerie, extorsion. — 3. = moutons. — 4. = denrée, marchandise que l'on pourrait avoir pour un denier. — 5. = vêtement de drap. — 6. = fortement. 7. = ustensile, mobilier.

CCCCLVIII

Mandement de Jean duc de Berry enjoignant aux commissaires chargés de lever certaines impositions dans les châtellenies de Poitiers, de Chauvigny, Mortemer, Gençay et Château-Larcher, d'apporter sans délai à Poitiers les sommes reçues par eux¹.

14 octobre 1373

Original (à demi effacé et déchiré), Arch. mun. I 7.

1. Cf. n° CCCCLV.

CCCCLIX

Jean duc de Berry mande aux maire, châtelain et prévôt de Poitiers de ravitailler la ville et d'y donner retraite aux habitants de la châtellenie pour leur sureté¹.

20 octobre 1373

Titre perdu. ANALYSES. A. Reg. 13, p. 68 (C XVII). — B. Man. d'Auzance, fol. 26 v°.

1. *un mandement dudit duc de Berry... par lequel led. comte mande au maire, chastelain et prevost de la ville de Poictiers de avitailler lad. ville A, idem au maire, chustelain et prevost de Poictiers, mandement de donner retraite en lad. ville aux habitants de la chastellenie pour leur seureté B.*

CCCCLX

Mandement d'Alain de Beaumont, sénéchal de Poitou¹, pour l'exécution de l'ordonnance de Jean duc de Berry du 14 octobre précédent et notamment pour faire contraindre les commissaires chargés de lever les impositions pour le fait de Gençay dans la châtellenie de Chauvigny² au delà de la Vienne, à lever et apporter au receveur Estienne Daniel la somme de 250 livres.

26 octobre 1373

Original. Arch. mun. 17.

1. Alain de Beaumont avait succédé comme sénéchal de Poitou à Jean La Personne, vicomte d'Aunay, dont le dernier acte connu est daté du 5 juillet 1373 (Arch. de la Vienne G 31). Cf. *Arch. hist. du Poitou*, t. XIX, p. 418, t. XXI, p. xv et suiv. — 2. L'inventaire du manuscrit d'Auzance, fol. 55 v°, indique, outre ce mandement, un autre analogue en date du 25 octobre concernant la contribution des villes et bourgs de la châtellenie de Poitiers.

CCCCLXI

Jean duc de Berry mande à Denis Gillier, trésorier de France, de donner à d'autres fermiers la recette du barrage qu'il a

accordé pour un an à la ville de Poitiers, les adjudicataires n'ayant pas tenu leurs engagements.

7 novembre 1373

Original, Arch. mun. H 6.

Jehan, filz de roy de France, duc de Berry et d'Auvergne, conte de Poitou, de Xantonge et d'Angolesme. A nostre amé et feal conseiller Denis Gilier¹, tresorier de France, salut. Nostre procureur en Poitou, messire Pierre Gayniaut, chanoine de Sainte Arragonde² de Poitiers, commissaire par les gens de l'eglise de nostre dicte cité de Poitiers, et le procureur de noz chiers et bien amés le maire et commun de nostre dicte cité et autres nous ont signifié que, comme, par la deliberacion et conseil des dictes gens d'eglise, nobles, maire et habitans de nostre dicte cité, et de leur acort, assentement et volonté, eust esté ordené estre levé en nostre dicte cité un soquet, barrage ou entrage de toutes et queconques danrées qui enterront ou seront apportées en nostre dicte cité, c'est assavoir de chascune denrée certaine somme d'argent, à durer et estre levé jusques à un an à compter du jour de la date de la dicte ordenance, pour estre mis et converti en la repaacion de nostre dicte cité, si comme ces choses sont plainement contenues et declairées en noz dictes lettres et instructions sur ce faictes, le quel soquet, barrage ou entrage fu baillé et mis à l'enquant et à enchere, comme noz propres rentes, fermes et demaines, et emprès les premiers preneurs et pluseurs autres encherissent, le dit soquet, barrage ou entrage fu baillé et demora à Jehan Marchampré, Jehan Miletea et Arnaut Orillus à la somme et pour le pris ou somme de vint et six cens livres monnoye corrant, comme à plus offrans et derriers encherisseus ; et depuis, pour paier la dicte somme par porcion par chascune sepmaine durant le dit temps, eulx et chascun d'eux pour le tout, sans benefice de division, se obligerent par la foy et serement de leurs corps

1. Denis Gillier avait été lieutenant de son père Philippe, alors que celui-ci était receveur du roi en Poitou, puis en Dauphiné. Cf. ci-dessus n° CCCLXXXIII et *Arch. hist. du Poitou*, t. XXI, p. 18. Il fut nommé trésorier de France par Charles V pour avoir contribué à la reprise de Poitiers sur les Anglais (*Catalogue des archives du baron de Joursanvault*, t. II, p. 77). Il fut élu maire de Poitiers en 1392 (*Arch. mun. J 32*), en 1393 (*ibid.*, J 36) et en 1394 (*ibid.*, J 60), mais non en 1391 comme le dit à tort Guérin (*Arch. hist. du Poitou*, t. XXI, p. 17 note) : le document qu'il cite (*Arch. mun. J 39*) est daté du 9 déc. 1393 et non de l'année 1391. — 2. Sainte Radegonde.

sur ce donné et sur l'obligacion de tous et queconques leurs biens, meubles et immeubles, presens et avenir, sicomme ces choses apparent plus à plain par lettres sur ce faictes, seellées soubz seel autentique. La quelle chose il n'ont pas fait ne acompli, et reste à paier certaine grant somme, sauve plus à plain à desclairer, et se efforcent et veulent efforcer de venir temerement contre leurs accors et convenances, vallez³, promis et jurées, comme dit est, en disant qu'ilz ont quipté et espons⁴ ou veulent quipter et espondre la dicte ferme et qu'il sont de ceuz oultre moitié de juste pris et que, pour ceste cause, il laisseront tout et s'en yront hors du païs, et de fait ont lessé de recevoir et faire recevoir et amasser aus portes de nostre dicte cité le dit soquet, barrage ou entrage, si comme il faisoient et avoient acoustumé de faire, si comme les diz signifians dient, et de ce sommes souffisanment enformés.

Et comme ce soit en très grant grief et dommage de la chose publique et de tout le commun de nostre dicte ville, et considéré que, par deffaut de ce, les dictes reparacions de nostre dicte ville cessent du tout, pour la quelle chose la dicte ville est en peril de soy mal deffendre et en peril que, pour deffaut de ce, elle ne feust perdue, et aussi que ce que les diz fermiers ou arenteurs dient gist en cognoissance de cause et que à paier la dicte ascence⁵ il soient expressement obligez, vous mandons et commettons que, appelé avec vous nostre amé le maire de nostre dicte ville de Poitiers, le dit messire Pierre Gayniaut et nostre procureur de Poitou, deputés et connectés une ou plusieurs bonnes personnes, qui lievent et facent lever le soquet et barrage dessusdit par la forme et maniere contenue ès lettres de nostre octroy et instruccions dessus dictes, [et] soient tenus et promettent de bailler et paier tout ce qu'il recevront du soquet dessusdit au receveur sur ce député pour en faire et faire faire les dictes reparacions et si comme sur [ce]⁶ a esté ordené. Appelez touteffois par devant vous le maire, chanoine et procureur dessusdis, les dessusdis fermiers ou ascenseurs et yceulx sommés et requis qu'il lievent et facent lever le dit soquet et celui paient comme promis ont et sont obligez, et intimé et segnifié yceulx que tout ce qui sera reccu et levé du soquet dessus dit leur sera deduit du pris de leur ferme ou ascense, et que le sur-plus p[ai]ent ainsi comme tenus sont à ce et y sont obligez, protesté contre eulx que ce n'est mie nostre entente que, du

3. = (accords) validés. — 4. = abandonné. — 5. = « ferme ». Cf. ci-dessous *ferme ou ascense*. — 6. Mot omis.

pris qu'il ont promis de leur dicte a[scense], il soient quittes ne absolz pour ce en aucune maniere.

Et gardez que en ce n'ait aucun deffaut, attendu le peril qui s'en puet ensuir, et que nostre entente est que les reparacions dessus dietes se facent. Et nous mandons à touz noz justiciers ou à leurs lieutenans que à vous et à voz deputés, en ce faisant et ce qui s'en depent, entendent et obeissent diligement.

Donné à Chastelleraut le VII^e jour de novembre l'an de grace mil trois cens soixante et treze.

Par monseigneur le duc, à la relacion de son conseil, ouquel messires de Sancerre', de Chastelairaut', vous, le sire de Nantolhet' et messire Guichart de Marzé estiez.

(Signé :) Ascelin.

CCCCLXII

Jean duc de Berry défend au maire de Poitiers de laisser entrer en ville des hommes d'armes, quels qu'ils soient, si ce n'est sur son ordre.

3 mars 1374 n. st.

Original, Arch. mun. E 15.

Jehan, filz de roy de France, duc de Berry et d'Auvergne, comte de Poictou, de Xaintonge et d'Angolesme. A nostre amé et feal le maire de nostre ville de Poictiers, qui à present est et par le temps avenir sera, salut. Nous vous mandons que, sur toute la feaulté en quoy vous nous estes tenus et sur paine de encorre nostre indignacion, et deffendons ex-

7. Jean III comte de Sancerre, qui avait succédé à son père Louis I^{er}, tué à la bataille de Crécy (1346), joua un rôle important dans la guerre en Poitou depuis 1369, ainsi que ses deux frères cadets, Louis institué maréchal de France le 20 juin 1368 et Robert. Il figure en tête de la liste des conseillers du duc de Berry sur l'avis de finances dressé le 3 fév. 1374, avec des gages annuels de 1.200 fr., tandis que le chancelier n'a que 1.000 fr., monseigneur de Cousant 800 fr., le sire de Nantoillet et Guichard de Marzé 600 fr. Cf. *Bibl. de l'Ecole des Chartes*, 1891, p. 241. — 8. Louis d'Harcourt, vicomte de Châtelleraut, était resté fidèle au prince de Galles depuis 1361 jusqu'à la capitulation de Thouars. Quand il se fut soumis à Charles V suivant les conditions fixées par les lettres du 15 déc. 1373 (*Arch. hist. du Poitou*, t. XIX, p. 190), il devint conseiller du duc de Berry aux gages de 5 fr. d'or par jour (compte de 1373, Arch. nat. KK 251, fol. 120 v^o). — 9. Nantouillet, canton de Claye-Souilly, arr. de Meaux, Seine-et-Marne.

pressement que vous ne laissiez ne suffrez entrer aucunes gens d'armes, quelz qu'il soient, en nostre dicte ville de Poictiers, si ce n'est par nostre propre et especial commandement ou mandement, duquel il vous apparaisse, et gardez que en ce n'ait aucun deffaut. Donné à Mirebeau, le III^e jour de mars l'an mil CCC soixante et treze.

Par monseigneur le duc, messire de Chastelairaut et vous present.

(Signé :) Ascelin.

CCCCLXIII

Jean duc de Berry défend d'exercer le droit de prise sur les habitants de Poitiers.

25 mars 1374 n. st.

Original, Arch. mun. A 21. — EDITION. Thibaudeau, *Histoire du Poitou*, t. II, p. 448.

Jehan, filz de roy de France, duc de Berry et d'Auvergne, conte de Poitou, de Xantonge et d'Angomoys. A nostre amé et feal nostre seneschal de Poitou et à tous noz autres capitaines¹... ou à leurs lieutenans et à queconques autres à qui il appartient ou appartendra, salut.

Oye la complainte de noz amez et feaulx le maire, bourgeois et habitans de nostre ville de Poictiers, contenant comme pour cause des prises de leurs biens et marchandises, vivres, chevaux, charretes, forrages, voitures et buefs, qui ont esté faites ou temps passé et s[ont faites] chascun jour par plusieurs, de leur autorité, puissance et de fait et souventesfois, sans paier ne agreer² ceulx à qui sont les dictes choses, pour lesquelles les dessus [diz] ont esté et sont moult grevez et dommagés et ne sont osés ne se pueent asseurer de tenir leurs diz biens et choses en appert ne marchander ne faire le[urs be]souignes, comme faire devroient et est expedient pour le bien du peuple et la chose publique en une telle ville, qui doit à chascun desplaie[r] [for]ment³, et pour ce les dessus diz maire, bourgeois et habitans de nostre dicte cité nous aient humblement supplié que sur ce par nous leur soit pourveu, [savoir] faisons que nous, enclinans à leur dicte supplicacion et considéré les choses dessus dictes, aus dessus dis

tué à labataille de Crécy (1346), joua un rôle important dans la guerre en

maire, bourgeois et habitants, de nostre certaine science [et grace] especial, avons octroyé et octroyons par la teneur de ces presentes que nul queconques ait prise ne puisse prendre ne lever de leur autorité ne de fait aucuns biens, marchandise, vivres ne autres choses queconques en nostre dicte cité, ne sur les bourgeois et habitants d'icelles ne d'aucuns d'eulx, se ce n'est nous ou noz officiers pour nous, pour nostre fait, pour noz provisions et neccessités et de nostre très chere et très amée compaignie la duchesse et de noz enfans, et que sire Jehan Regnaut, maire de Poitiers, Aymeri d'Airon, Jehan de Taunay⁴, Jehan Nallandea, Huguet de la Roche⁵, Pierre Larcher, Jehan Bigot⁶, Simon Mourraut⁷, Jamet Guischart⁸, Pierre Regnaut⁹, Harbert Regnaut, Pere Bellant, Jehan Bernart¹⁰, André Malvoisin, Guillaume Rivaut, Jehan de Beaupuy¹¹, Lepappe Espicer, Gieffroy de la Groliere¹², Gailart Sauner¹³, Arnaut Chailletom, Jehan Maignen, Guillaume de Sauves, Thevenot Daniel, Philipom Jacques¹⁴, Thomas Affroy, Pierre Baillif, Anthau d'Aux, Pierre Robert, Pierre Morin, Pierre de Monberon, Pierre de Leon, Jehan Bloy, Jehan Maigne, André Gallet, Durand Lorio, Regnaut Borreau, Helyot Raymont, Robinet Vaillant, Perronneau Fradin, Bodin Johannea aient et puissent tenir chevaux [sans que nous] ne autres pour nous ne autres queconques leurs diz chevaux prennent ne puissent prendre ne faire mener de fait, se ce n'est [de la volenté] et assentement des dessus nommés, à qui il sont et seront, porveu que il en ce ne facent fraude ne advoent les autres chevaux d'autrui et tiengnent pour leur.

Cf. ci-dessus, n° CCCCLVII n. 6. — 4. Maire en 1370 (n° CCCCLIV). Cf. n°s CCCCLII, CCCCLXXV, CCCCLXXVII, CCCCLXXIX. — 5. Cité comme échevin en 1353 (CCCXC), 1361 (CCCCXXV), 1377 (CCCCCLXXV). — 6. Maire en 1372 (n° CCCCL). — 7. Maire en 1366 (n° CCCCLXXXVIII). — 8. Elu maire en 1378 (n° CCCCLXXVII), James ou (Jamet) Guischart fut réélu en 1379, 1385 et 1386 ; il mourut le 2 août 1386, étant maire de Poitiers et le corps de ville célébra ses funérailles en grande pompe (Bibl. nat. fr. 20.084). — 9. Maire de Poitiers trois ans de suite de 1375 à 1378, puis cinq ans de suite de 1380 à 1385, Pierre Regnaut fit fonction de maire après la mort de James Guischart jusqu'au 13 juillet 1387 et fut réélu encore en 1389, 1402 et 1403. Cf. n° CCCCLXXXII. — 10. C'est peut-être le même qui en 1380 fut un des trois bourgeois chargés de répartir la taillée de mille livres octroyée pour les fortifications et fut en même temps le receveur de cette taillée (n° CCCCLXXIX et suiv.). — 11. Jean de Beaupuy fut un des trois commissaires chargés de vérifier les comptes du receveur de la ville Pierre Chartren de 1387 à 1391 (Arch. mun. K 1). Il fut garde du scel aux contrats à Poitiers en 1388 et 1389 (Arch. de la Vienne G 1101). — 12. Cf. n°s CCCCLXXXVIII et CCCCLXXXIX. — 13. Ce Gailard Saunier est peut-être le fils de l'échevin du même nom qui est cité en 1348 avant Aimeri d'Ayron (n° CCCLXIX). — 14. Boucher. et

Si vous mandons et commandons et, se mestier est, com-mettons et à chascun de vous, que les dessus diz maire, bourgois et habitans dessus diz et chascun d'eulx vous laissez et faciez joïr et user paisiblement et à plain de nostre dicte grace et octroy, et vous [signi]ffions expressement que contre ycelle vous ne venez ne souffrez venir en aucune maniere et que tous ceulx qui feront ou se efforceront [de faire au contrai]re, pugnissiez et le nous faciez amender, tellement civillement que ce soit exemple à tous autres, lettres subreptices empetrées ou à empetrer nonobstant au contraire.

Donné en nostre ville de Nyort le XXV^e jour de mars, l'an de grace mil trois cens soixante et [treize] "... jusques à un an à compter de la date de ces presentes lettres. Donné comme dessus.

(Signé :) Ascelin.

Par monseigneur le duc à la relation de son conseil, où messires de Sancerre, l'abbé de Noualhé^{re}, vous et le sire de Nantolhet estiez. — (Signé :) Ascelin.

CCCCLXIV

Confirmation par Jean duc de Berry du mandement du 25 mai 1299 pour l'exécution des lettres de Philippe le Bel du 12 septembre 1298, obtenues par les religieuses de Sainte-Croix pour faire cesser les dommages que leur causaient les habitants de Poitiers en se promenant au Pré-l'Abbesse.

23 avril 1374

Original, Arch. de la Vienne, Sainte-Croix, liasse 13.

Jehan filz de Roy de France, duc de Berry et d'Auvergne, Conte de Poitou. A touz ceulx qui verront ces presentes lettres, salut. Nous avons veu unes lettres exeutoires des lettres de feu le Roy Phelippe nostre aieul, données par feu sire Jehan de S. Denis, chevalier du roy et son seneschal de Poi-

tanneur (n^o CCCLXXXIV, CCCCXXXII, art. 22 et 23). — 15. Une note ajoutée postérieurement en haut du parchemin, sans doute au XVII^e s., porte : XXV mars 1373. La chancellerie de Jean duc de Berry datait « selon l'usage de France ». Cf. n^o CCCCLXIV. — 16. André de Montjean (*Gallia Christiana*, t. II, col. 1243).

tou et de Limosin, contenant la forme qui s'ensuit : (*Mandement du 25 mai 1299*)¹.

Les quelles lettres, à la supplication et requeste de l'abbesse² et convent de Sainte Crois de Poitiers, nous avons louées et approuvées, louons et approuvons par ces presentes, en tant comme il nous touche et puet appartenir. Si donnons en mandement à nostre seneschal de Poitou, au maire de nostre ville de Poitiers et à touz noz autres justicers et officers ou à leurs lieux tenans presens et à venir et à chascun d'eux, si comme à luy appartendra, que les dictes abbesse et convent lessent, facent et seuffrent joïr et user pasiblement du contenu ès dictes lettres sanz les empescher ou souffrir estre empeschées au contraire en aucune manere et tout ce que eulx et chascun d'eulx trouveront estre fait ou avoir esté attempté au contraire, que touteffoiz et quanteffoiz besoing il sera, ilz le facent somerement et de plain remettre à estat deu. Quar ainssi le voullons estre fait et ès dictes abbesse et convent l'avons octroïé et octroïons par ces presentes, de nostre certaine science et grace especial. En tesmoing de ce, nous avons fait metre nostre seel en ces presentes. Donné en nostre cité de Poitiers le XXIII^e jour d'avril l'an de grace mil CCC soixante et quatorze selon l'usage de France³.

(*Sur le repli :*) Par monseigneur le duc en son conseil, ouquel vous et le procureur de Poitou estiez (*Signé :*) Seguin.

1. Nous avons publié ce mandement de Jean de Saint-Denis dans notre tome I^{er}, p. 268, et les lettres de Philippe le Bel du 12 sept. 1298, *ibid.*, p. 264. — 2. L'abbesse de Sainte-Croix était alors Gallienne du Pouget (1371-1396). Cf. *Gallia christiana*, t. II, col. 1302, *Arch. hist. du Poitou*, t. XXI, p. 28 note, *Arch. de la Vienne*, Sainte-Croix, liasses 97 (Homagia a. 1373), 13 (bail à cens de 2 pas du Pré-l'Abbesse affermé le 22 avril 1374 à Simon Chauvet, apprêteur de draps de laine, à charge d'y construire un moulin à drap) et ci-dessous n° CCCCLXXII. — 3. S'il est spécifié dans ces lettres de Jean duc de Berry, données à Poitiers, qu'elles sont datées « selon l'usage de France », c'est-à-dire suivant le style de Pâques, c'est que le style généralement employé à Poitiers était non celui de Pâques, mais celui de l'Annonciation. Cf. ci-dessus n° CCXCIV, n. 1.

L'année suivante, des lices ayant été établies au Pré-l'Abbesse pour un de ces tournois que l'on y donnait parfois, ainsi que l'attestent les lettres de Philippe le Bel du 12 sept. 1298, Jean duc de Berry, par lettres du 23 juin 1375, donna aux religieuses de Sainte-Croix le bois de ces lices pour les indemniser du dommage qu'elles en avaient éprouvé (*Arch. de la Vienne*, Sainte-Croix liasse 1).

CCCCLXV

Mandement de Charles V pour le prêt de 6,000 francs d'or à Guillaume Larchevêque, seigneur de Parthenay et à Jean Regnaut, maire de Poitiers.

15 septembre 1374

Original, Arch. Nat. J 382 n° 6 ter.

De par le roy.

Maistres Hue de Roche, Bertran du Clos et toy, Jehannin de Vaudetar¹, Nous voulons et vous mandons que, des deniers de noz coffres, vous bailliez et delivrez par maniere de prest à nostre amé et feal Guillaume Larcevesque, sire de Partenay² et Jehan Regnaut, maire de Poitiers, la somme de six mille frans d'or, en prenant d'iceulx lettres obligatoires de nous rendre et restituer la dicte somme. Et gardez que en ce n'ait aucun deffaut. Donné à Meleun le XV^e jour de septembre l'an mil CCC LXXIII.

Par le roy. (*Signé* :) Tabari.

1. Cf. ci-dessous n° CCCCLXVIII. — 2. Guillaume VII Larchevêque, seigneur de Parthenay (1358-1401) avait été lieutenant général du roi en Poitou du 22 mai 1358 à sept. 1361. Cf. n° CCCCLXVII.

CCCCLXVI

Jean duc de Berry ayant reçu du seigneur de Parthenay et du maire de Poitiers la somme de 5.600 de francs, destinée à hâter la reddition du château de Lusignan, remet en gage à Denis Gillier deux couronnes d'or garnies de pierreries.

5 novembre 1374

Registre de Barthélemy de Noces, Arch. mun. de Clermont-Ferrand, fol. 28 v°. — Edition. Teilhard de Chardin, *Bibl. de l'Ecole des Chartes*, 1891, p. 251.

Le V^e jour de novembre, l'an mil CCC LXXIII, en la ville de Poitiers, presens messeigneurs de Sanceurre, de Chastellerault, le chancellier de monseigneur le duc de Berri et d'Auvergne¹, conte de Poitou, le tresorier monseigneur Colas

1. Pierre de Giac, chancelier du duc de Berry depuis 1371, devint

Mengin¹ et plusieurs autres, mon dit seigneur bailla à Denis Gilier, bourgeois de Poitiers, deux grans chapeaux² d'or, garnis de grans rubis, esmeraudes, saffirs et perles, lesquielx le dit tresorier, maistre Ascelin de Masches, secretaire de mon dit seigneur, et Harpin, son varlet de chambre, avoient apourtés de Avignon, où monseigneur les avoit, et tesmoigne le dit tresorier que qui eust voulu vendre les diz chapeaux au dit lieu d'Avignon, que l'en en eust eu XII^m frans. Toutefois mon dit seigneur les a bailliés au dit Denis, comme predict est, pour la cause qui s'ensuit. C'est assavoir que monseigneur de Partenay et le maire de Poictiers avoient emprunsthé à Paris du roy nostre sire la somme de VI^m frans d'or, de laquelle somme les diz monseigneur de Partenay et le maire de Poictiers presterent à mon dit seigneur le duc la somme de cinq mille six cens frans d'or, pour convertir à la delivrance de Lesiguen³. Et pour ycelle somme paier et rendre aus diz creanciers furent pleges les diz monseigneur de Chastelleraut, monseigneur le chancelier, le tresorier, le dit Denis et Barthelomi de Noces⁴, dedens le terme de la Saint André prouchain venant. Et pour ce que les diz pleges soient seurs de eulx acquitter pour mon dit seigneur, mon dit seigneur leur a baillié, c'est assavoir au dit Denis pour eulx touz ensemble, les chapeaux dessusdiz en gaige pour la dite somme de V^m VI^c frans d'or, senz ce que en ne les puisse engager à aucune usure, fors tant seulement pour la dite somme, et toutefois mon dit seigneur a ordonné comment la finance sera payée en France avant le dit terme, se faire se puet en aucune maniere, senz y convertir les diz chapeaulx.

chancelier de France le 19 juillet 1383 et mourut en 1407. Voy. P. Anselme, *Hist. géneal.*, t. VI, p. 343, et Guérin, *Arch. hist. du Poitou*, t. XXI, p. 309 note. — 2. Colas Mengin est inscrit sur l'avis des finances du duc de Berry dressé le 3 février 1374 pour des gages annuels de 150 fr. (*Bibl. de l'Ecole des Chartes*, 1891, p. 242). En 1392, il était trésorier général du duc (Arch. mun. H 9). — 3. Couronnes. Cf. Douët d'Arcq, *Comptes de l'argenterie des rois de France au XIV^e siècle*, p. 168, 359. — 4. Le château de Lusignan capitula le 1^{er} octobre 1374, moyennant la mise en liberté de deux chefs anglais faits prisonniers par les Français, Thomas de Percy, ancien sénéchal de Poitou, pris devant Soubise le 23 août 1372, et Jean Cresvel, capitaine de Lusignan. Cette somme servit à payer leur rançon. — 5. Barthélemi de Noces, l'auteur du registre conservé aux Archives de Clermont-Ferrand, se qualifie de « clerc et lieutenant de sire Raymon Coustave, tresorier general du duc de Berri » sur l'attestation qu'il donne le 15 nov. 1372 à Jean Regnaut de ce que lui doit le duc de Berri (*ibid.*, p. 543). Le 10 mai 1375, il s'intitule « secretaire et clerc de la chambre sur le fait des finances du duc de Berri » (*ibid.*, p. 547).

CCCCLXVII

*Tarif du barrage à Poitiers*¹.

26 janvier 1375 n. st.

Copie sur parchemin, Arch. mun. H 7.

Sextier de froment...
Sextier de potage²...
Sextier de segle...
Sextier de mesteil...
Sextier d'avoine...
Sextier de baillerge...
Sextier d'orge...
Sextier de jarrouce et de vesse...
Sextier de sel...
Poisson frois sec et salé...
Chacun beuf amené pour vendre...
Chacune vache amenée pour vendre...
Moutons, ouilles³ et chevres amené pour vendre...
Pors amenés pour vendre...
Toutes poulailles... eulx et fromages amenez pour vendre...
Some d'uille amenée pour vendre...
Toutes graisses amenées pour vendre...
Chevals et jumens admenez pour vendre. Item, asnes et as-
nesses...
Charge de mercerie et espicerie...
Mercers qui aportet à col, II...
Fardeau de robe dougée⁴, XX...
Fardeau de robe grosse, V s.

1. L'Inventaire des Archives de la Ville de Poitiers (*Mém. Soc. des Ant. de l'Ouest*, 1882, p. 148, n° 707) indique à tort ce document comme étant relatif au barrage de la ville de Bourges. Il est daté de Bourges, mais concerne la ville de Poitiers, ainsi qu'il est dit explicitement à la fin. Le début de ces lettres, émanant de Jean duc de Berry, manque malheureusement, ainsi que le tarif correspondant aux premières denrées énumérées. Sur le droit de barrage, c'est-à-dire d'octroi, concédé par ce prince à la ville de Poitiers, voy. ci-dessus n°s CCCXIV et CCCCLXI. — 2. On appelait potage les légumes à mettre au pot, tels que fèves, pois blancs et pois chiches. Cf. La Curne de Sainte-Palaye, *Dict. hist. de l'ancien langage françois*. — 3. Brebis. Le vieux français ouaille s'emploie en ce sens en Poitou. — 4. Fine.

Sarges, tappiz... telles ⁵ neuves et vielles, coites et coissins ⁶,
VI d. pour livre.

Curs de beufs tanné, amené pour vendre, chacun cuir VI d.
Autres curs et autres bestes, chacun I d.

Cordouan, bazennes et autres curs, exepté ceulx dessusdz,
VI d. pour livre.

Peaux de moutons, d'aigineaux et toute pelleterie amené
pour vendre, VI d. pour livre.

Ferronnerie, tout harnois de fer et d'acier, VI d. pour livre.

Lenage fillé et affiller, chenvre et lin amené pour vendre,
VI d. pour livre.

Charretée de bois [carré] et plat et cercles, X d.

Some de bois carré, plat et cercles, IIII d.

Charretée de bois à ardoir, IIII d.

Charretée de charbon, VI d.

Some de buche, V d.

Charretée de fain ⁷, VI d.

Some de fain, I d.

Charretée de paille, II d.

Charretée de chaux...

Charretée de poterie...

Le fais d'un home de vesrerie...

Some de tebles ⁸ et de carreaux...

Jacques ⁹, juppons, celles, bas, brides, fust de celles et de
bas, VI d. pour livre.

Paillerie ¹⁰, poterie, poz de cuivre et d'estain ; item arbeles-
tes, fusts de glaives ¹¹ et autres chouses d'icelui mestier, VI
d. pour livre.

Piece de draps d'or...

Drap d'argent...

Camocaz ¹²...

Peice de veluya ¹³...

Piece de satin...

Et toutes autres denrées qui ne seroient devisées en ces pre-
sentes paieront au regart de VI d. pour livre.

Item seront crehuz par leurs sermens ceulx qui amanront
ces dites choses en la ville de Poictiers.

Et si aucun debat sourdoit entr'eulx et les fermers des dites

— 5. Toiles. — 6. Couettes et coussins. — 7. Foin. — 8. Tuiles. —
9. Vêtement court et serré. — 10. Chaudronnerie. Le Dictionnaire de
Godefroy indique les formes paellerie, peelerie, poellerie. — 11. Bois
de lances. — 12. Etoffe de soie, tantôt unie, tantôt brodée. Cf. Douët
d'Arcq, *Comptes de l'argenterie des rois de France au XIV^e s.*, p. xxvi
et 355. — 13. Velours. Cf. Douët d'Arcq, *ibid.*, p. xxviii et 407. —

choses, le maire de Poitiers et messire Pierre Gaynaut " en congnoistront.

Item, que si aucun appel y avoit, il vendra devant nostre senechal de Poictou ou son lieutenant.

Item que l'argent se paiera en laffin de chacune sepmaine.

Donné en nostre ville de Bourges le XXVI^e jour de janvier l'an de grace M CCC LXX quatre.

Ascelin.

CCCCCLXVIII

Jehan duc de Berry rembourse au roi les 6.000 francs empruntés par le seigneur de Parthenay et le maire de Poitiers.

11 mars 1375 n. st.

Original, Arch. Nat. J 382 n° 6.

Jehan filz de roy de France, duc de Berry et d'Auvergne, conte de Poitou. A tous ceulz qui ces presentes lettres verront, salut. Comme monseigneur le roy eust par maniere de prest fait bailler et delivrer comptent des deniers de ses coffres à nostre amé et feal compaignon le sire de Partenay et à Jehan Regnaut, maire de nostre ville de Poitiers et à leur requeste la somme de six mile frans d'or par noz amés maistres Hue de Roche, Bertran du Clos¹, clers et conseillers et maistres de la Chambre des comptes et Jehan de Vaudetar², varlet de chambre de mon dit seigneur, en septembre derrien passé, qu'il lui devoient rendre et paier ou aus diz Hue, Bertran et Jehan pour lui, dedenz la Saint Andrieu derrien passé et s'en estoient obligiés en lettres de Chastellet de Paris et mon dit seigneur nous eust hier fait rendre en sa presence, en son hostel de Saint Pol à Paris, la dicte obligacion ou lettres des diz VI^m frans par le dit maistre Bertran, parmi ce que nous avons voulu et encore voulons que la dicte somme soit prise

14. Cf. ci-dessus n° CCCCLXI.

1. Bertrand du Clos était en 1351 trésorier du dauphin. Cf. Douët d'Arcq, *Comptes de l'argenterie des rois de France au XIV^e siècle*, p. 156, 166. — 2. Jean de Vaudetar, valet de chambre de Charles V, reçut le 14 août 1377 un don de 2.000 francs d'or et le 21 nov. 1379 une pension de 600 livres tournois en récompense de ses bons services ; il fut un des exécuteurs testamentaires des dernières volontés du roi. Cf. L. Delisle, *Mandements de Charles V*, p. xi et n° 926, 1427, 1437, 1956.

sur nous par noz bien amés les generaux conseillers de mon dit seigneur sur le fait des guerres, en deducion et rabat de ce en quoy mon dit seigneur nous pavoit estre tenus, et rendue à mon dit seigneur par les diz generaulx, et nous en tenons à païés et en quittons mon dit seigneur, et quittons aussi par ces presentes les diz maistres Hue, Bertran et Jehan de la dicte obligation ainsi receue par nous du dit Bertran, comme dit est. Donné à Saint Pol à Paris le XI^e jour de mars l'an de grace mil CCC soixante quatorze.

Par monseigneur le duc. (*Signé :*) Ascelin.

CCCCLXIX

La commune arrente à Huguet Curaillea un verger situé en la paroisse de Saint-Porchaire, moyennant une redevance de dix sous, au profit de l'aumônerie de l'échevinage.

25 avril 1376

. Original, Arch. mun, F 44.

Sachent touz que nous, le maire et commun de la ville de Poitiers, confessons avoir baillé et affermé à perpetuité pour nous et noz sucesseurs et au prouffit de nostre aumonerie de l'esclavinage à Huguet Curaillea, presens, prenant et acceptant pour luy et pour les siens heriters et sucesseurs et de ceulx qui de lui ont et auront cause ou temps avenir, à la ferme, cense ou moison¹ perpetuelle de dix sols et des monnoies qui auront cours par les paiemens, à paier du dit preneur et des siens heriters et sucesseurs à l'aumoner de nostre dicte aumonerie, qui à present est et qui par le temps avenir sera, perpetuellement chascun an, chascune feste de Touz Sains, c'est assavoir une nostre place ou verger et fons d'icelle assise en la parroiche Saint Porchaire, tenant d'une part à la treille du curé du dit lieu et à la treille de Guillaume Croleboys et au verger de la femme feu Johan d'Orliens, d'autre, à avoir, tenir, posseder et exploitter du dit preneur et des siens la dicte place ou verger, fons et propriété d'icelle, perpetuellement, franchement, quiptement, delivrement et en repos, sans contredit de nous diz maire et commun ny de noz sucesseurs, en paient chascun an la ferme ou cense dessus dicte et par la maniere declairée tant seulement, sans aucun autre

1. = « redevance ». Cf. notre tome I, p. 328 n. 4, et ci-dessus n° CCCI n. 5.

devoir ou charge... Et ne porra le dit preneur ny les siens ne qui cause auront de lui charger la dicte place ou verger de plus grant charge ny vendre rente par dessus, si ce n'estoit de l'assentement de nous diz maire et commun, ny icelle place ou verger vendre, cesser ou transporter en aucune personne, de quelconque estat qu'elle soit, par legaz ou autrement, jques à tant que nous diz maire et commun en soions premierelement requis et refusens... En tesmoing desquelles choses nous avons fait metre à ces presentes le seel de nostre ditte commune, le XXV^e jour du moys de avril l'an de grace mil CCC sixante seze.

CCCCLXX

Jean Daguson, clerc, marchand de Poitiers, vend au maire de Poitiers, pour l'aumônerie de l'échevinage, une rente de cent sous sur tous ses biens.

17 août 1376

Titre perdu. ANALYSES. A, Reg. 13 p. 340 (BBBBB XIII). — B. Man. d'Auzance, fol. 28 v^o 1.

1. A cet acte était jointe la ratification de cette constitution de rente par Jeanne de Romaine, femme Daguson (reg. 13 p. 340, man. d'Auzance fol. 28 v^o).

CCCCLXXI

Jannin¹ Acton², aumônier de l'échevinage, arrente à Jean Ragner de Cissé³, à trois mines de froment de rente, pour l'aumônerie de l'échevinage, deux maisons situées à Cissé⁴ et plusieurs terres.

12 mai 1377

Titre perdu. ANALYSES. A. Reg. 13 p. 341 (BBBBB XVIII). — B. Man. d'Auzance, fol. 29.

1. Jannin A, Genyn B. — 2. Ce garde de l'aumônerie de la commune est le premier représentant connu d'une famille qui donna trois maires à la ville de Poitiers, Nicolas en 1459, Hugues en 1497, Jean en 1531. — 3. Cissec A, Sisec B, auj. Cissé, canton de Neuville. — 4. L'une assise au carrefour en allant dudit lieu de Cissé à Savigni et l'autre tenant au chemin qui va à Yversays (Yversay, canton de Neuville) B.

CCCCCLXXII

*Commission du roi Charles V pour faire assigner ceux qui
avaient démolí un moulin à drap, que les religieuses de
Sainte-Croix avaient fait bâtir sur la rivière du Pré-l'Abbes-
se, où elles avaient basse justice.*

13 mai 1377

Original, Arch. de la Vienne, Sainte-Croix liasse 13.

Charles, par la grace de Dieu roy de France. Au premier
nostre sergent qui seur ce sera requis, salut.

Exposé nous a esté par grief complainte de la partie de nos
bien aimées en Dieu les religieuses abbessé et convent de
Sainte Croix de Poitiers, qui sont de la fondacion de nos pre-
decesseurs roys de France, disans comme, à cause de leur
eglise, elles aient ou circuité de la ville de Poitiers un pré
comme leur propre heritaige appelé le Pré l'Abbesse, ouquel
elles ont basse voyerie, c'est assavoir portans VII s. et demi
d'amende¹, quant aucune personne y est trouvée meffaisant,
entre le quel pré et certains jardins qui sont au dessus du dit
pré, appartenans semblablement aux dictes supplians, court
une petite rivière, en la quelle les dictes supplians ont voyerie
paraillement comme elles ont ou dit pré, et toutes ces choses
tenans comme admorties et, pour le profit et utilité de la dicte
eglise, eussent pieça avisé les dictes supplians de faire et
construire un molin à draps² et de fait l'eussent fait et cons-

1. Cf. ci-dessus n° CCCCXXXII, art. 56 et 95. — 2. L'abbesse de
Sainte-Croix, Gallienne du Pouget, avait affermé le 22 avril 1374 une
bande de terrain de deux pas au Pré-l'Abbesse à Simon Chauvet, ap-
prêteur de draps de laine, à la rente annuelle de 60 sous, à charge
d'y construire un moulin à drap (Arch. de la Vienne, Sainte-Croix
liasse 13) : ...*venerabilis domina domina Galiens, Dei et apostolicæ
sedis [gratia] humilis abbatissa monasterii Sancte Crucis Pictavensis
ex una parte et Simon Chauveti, preparator pannorum laneorum et
Petronilla Girarde, ejus uxor, ex altera... confessæ sunt dictæ partes,
videlicet dicta abbatissa pro se et conventu suo et succedentibus post
tradidisse, afirmasse ac etiam arrendasse seu ad annuam firmam seu
rendam sexaginta solidorum monete currentis, ...dictis Simoni et ejus
uxori... duos passus bene et debite mensuratos prati sui vocati le
Pré l'Abbesse, siti infra civitatem Pictavensem, incipiendo videlicet ab
opposito seu ante viridarium quod tenet a dicta domina abbatissa Rou-
letus le Rouer, continuandum et finiendum ad calciatam, que incipit
ante trilliam defuncti Joannis Meschoin, quam trilliam tenet ad pre-
sens Gaufridus de la Grole, civis Pictavensis, ex uno latere ejusdem*

truit seur le cours de la dicte petite riviere et seur leurs diz fons et, combien que les dictes supplians feussent et soient en nostre sauve garde especial et avec ce criée et publiée souffisanment et nos penunciaux reaulx assez de foiz mis seur le dit molin et seur le lieu d'icely pour doubte d'aucuns malveillans, si que aucuns ne le povoit ne devoit ignorer, neantmoins certaines personnes incogneues sont venues par nuit en agueid et de fait pourpensé, à diverses journées et par plusieurs foiz seur le dit lieu et ont destruit et demoli le dit molin et ce qui y estoit edifié, en commectent crime et force publique et par dessus enfraingnant nostre dicte sauve garde et ou grant prejudice et dommaige des dictes supplians, requerans que seur ce les vueillens, pourveoir de remede convenable. Pour quoy nous, ces choses considérées, te mandons et commectons que, de et seur les choses dessus dictes, tu te enformes bien et diligenment et tous ceulx que des diz crimes et malefices tu trouveras coupables ou vehementement soupconnez, adjourne iceulx de main mise, se trover les pues, ce non en leur hostelz et domicilles ou au lieu où les diz crimes, deliz et malefices ont esté faiz et perpetrez, à comparoir personnellement, seur peine d'estre attains des diz crimes, deliz et malefices, à certain jour ou jours competenz par devant nostre baillly des exemptions de Touraine, d'Anjou et du Maine³ ou son lieutenant, pour respondre seur ce à nostre pro-

trilliae et tendit dicta calciata usque ad portam molendinorum dicte abbatisse vocatorum les moulins des Quatre Roues, et tenentur dicti conjuges de permissu, licentia, assensu et voluntate dicte abbatisse et conventus, edificare in eorum conjugum sumptibus et expensis quoddam molendinum unius rotæ ad preparandum pannos laneos in riparia currentis inter pratum dicte abbatisse et viridarios sitos ab apposito dicti prati et in platea dictorum duorum passuum, per dictam abbatissam, sicut superius dictum est, tradita et affirmata... Datum et actum presentibus dominis Joanne Gaufridi et Joanne Lemovici, presbiteris, vicesima secunda die mensis aprilis anno Domini millesimo tricentesimo septuagesimo quarto. — Le 12 janvier 1382, la même abbesse arrentait à Michel Barre une place sur la chaussée des moulins des Quatre Roues, où était un moulin à émoudre les couteaux et où le preneur était tenu de bâtir un moulin à drap à deux roues, au devoir de cent sous par an (Arch. de la Vienne, Sainte-Croix, l. 15). — 3. Le bailli des exemptions de Touraine, d'Anjou, du Maine et de Poitou, Thomas d'Armeville, qui fut condamné par arrêt du Parlement du 23 juin 1377, puis réhabilité le 30 nov. 1377 (Arch. hist. du Poitou, t. XXI, p. 52), était intervenu le 20 sept. 1376 en faveur des religieuses de Sainte-Croix, en assignant par devant lui au siège royal de son baillage à Tours, un sergent du roi au dit baillage pour venir dire par quel commandement il avait pris et mis en la main du roi le temporel de l'abbesse de Sainte-Croix (Arch. de la Vienne, Sainte-Croix liasse 1). Le 29 septembre 1376, il rendait une sentence donnant main levée de la saisie faite sans son ordre (Arch. de la Vienne, Sainte-

cureur à toutes fins, et aux dictes supplians à fin civile et proceder seur tout sicomme raison sera. En certiffiant souffisanment nostre dit bailliy ou son lieutenant du dit adjournement, des noms des adjornez, et de tout ce que fait auras seur ce et en li reportant ou renvoyant la dicte informacion que faicte auras fiablement close et seellée soubz ton seel. Au quel nostre bailli ou lieutenant nous mandons et pour ce que les choses dessus dictes ont esté faictes ès termes de son baillage et par dessus nostre dicte sauve garde, connectons que aux parties oyés face seur tout bon et brief accomplissement de justice, non obstant quelconques lettres subreptices empétrées ou à empétrer au contraire.

Donné à Paris le XIII^e jour de may l'an de grace mil CCC soixante et dix sept, et de nostre regne le XIII^e, soubz nostre seel ordonné en absence du grant.

Par le conseil estant à Paris. (*Signé :*) P. Houdoyer.

CCCCCLXXIII

Jehan duc de Berry exempte son premier chapelain Etienne de Loypeau, trésorier de Saint-Hilaire, du droit de barrage concédé au maire de Poitiers pour les réparations de la ville.

4 juillet 1377

Original, Arch. de la Vienne G 1002.

Jehan, filz de roy de France, duc de Berri et d'Auvergne, conte de Poitou, lieutenant de monseigneur le roy ès diz païs et plusieurs autres. A noz amez et feaux le seneschal de Poitou, le maire de nostre cité de Poitiers, commissaires, receveurs, sergens quiconques, aus officiers deputez et à deputer en ceste partie ou à leurs lieutenans et à tous quiconques autres à qui il appartient ou appartendra, salut. Savoir faisons et à chascun de vous que nous, de nostre certenne science et grace especial, avons franchi et exempté, franchissons et exemptons nostre amé et feal premer chappellain et familier

Croix liasse 71) : il y est dit que les religieuses, abbesse et couvent de Sainte-Croix sont en la sauvegarde spéciale du roi « de si longtemps que n'est mémoire du contraire » et que le bailli des exemptions est lui-même le gardien spécial des dites religieuses au nom du roi.

messire Estienne de Loypeau¹, tresorer de Saint Hilaire le Grant de Poitiers, de non paier ou estre tenuz et devoir paier le barrage ou entrage des portes de la dicte cité, nouvellement et sur certenne forme ordenné en noz lettres ouvertes baillées à vous, maire², pour les réparacions de la dicte cité de Poitiers, de et pour biens et choses quiconques quelles que soient, les quelles il ou autre pour lui fera venir ou apporter en la dicte ville et passeront et enterront par les dictes portes d'icelle, par mi ce que il ou ceulx aporieront ou feront venir les dictes choses affermeront sans fraude et par leur serment que les dictes choses sont du dit tresorer et de ses propres rentes et de ses eglises et pour ses provisions de son houstel, attendu que le dit tresorer est nostre especial familier, nostre premier chappellain et nostre continuel serviteur. Si vous mandons et à chascun de vous, sicomme à lui appartendra, que le dit tresorier vous lessiez et facez jouir et user de nostre presente grace, franchise et exempcion... Donné à Poitiers sous nostre seel de secret en l'absence du nostre grant le III^e jour de juillet l'an de grace mil CCC soixante dix et sept.

Par monseigneur le duc. (*Signé* :) Ascelin.

CCCCCLXXIV

Lienart Daniel, lieutenant d'Etienne Daniel, receveur de Poitou pour le duc de Berry, donne plein pouvoir à Robin Vailent, fermier de l'imposition de 12 deniers par livre sur toutes bêtes à pied rond ou fourchu, pour lever la dite imposition en usant au besoin de contrainte.

26 août 1377

Original, Arch. mun. F. 45.

A touz ceulz qui ces presentes lettres verront et orront, Lienart Daniel, lieutenant de honorable homme et saige Es-

1. Etienne de Loypeau, conseiller et premier chapelain de Jean duc de Berry, chanoine de Bourges et de Poitiers, avait succédé comme trésorier de Saint-Hilaire à Roger de Felton, frère de Guillaume de Felton, sénéchal de Poitou, (Arch. de la Vienne G 616, a. 1371). Il fut nommé évêque de Luçon le 4 mai 1388. — 2. Les lettres mentionnées ici comme ayant été récemment adressées par Jean duc de Berry au maire de Poitiers au sujet de la concession du barrage, ne nous sont pas parvenues. Cf. ci-dessus nos CCCXIV, CCCCLXI et CCCCLXVII.

tiene Daniel¹, receveur de Poictou pour nostre très cher seigneur le duc de Berry et d'Auvergne, comte de Poictou, sur le fait de l'imposicion de XII deniers pour livre octroïé à nostre dit seigneur en mois de juing derrainement passé, salut.

Savoir faisons que, par l'avis et deliberacion de sire Denis Giler, conseiller de mon dit seigneur, nous avons baillé et affermé à Robin Vaillent², comme au plus offrans et derrain encherisseur l'imposicion de XII d. pour livre de toutes bestes à pié ront et forchié³ vendues, revendues ou enchengées⁴ en la ville de Poictiers, pour le priz ou some de sept vings livres monnoie courant, à tenir, lever, prendre et recevoir la dicte imposicion pour le dit fermer et ses depputez, par un an anterin à compter et commancer dès le XV^e jour de cest mois d'aoust derrainement passé, selon la forme et manere de l'instruccion faicte sur ce, par paient au dit receveur ou à nous les deux pars et le tiers au maire et commun de la ville de Poictiers ou à leur receveur de mois en mois et de la monnoie courant en laffin de chascun mois. Si avons donné et donnons par ces presentes au dit fermer et à ses diz depputez et à chascun d'eulx plain pover et auctorité, en commettant, si mestier est, de prendre, lever et recevoir la dicte imposicion en et par la manere dessus dicte et de contraindre et faire contraindre par les sergens de nostre dit seigneur, par toutes justes et raisonnables compulcions, touz ceulz qui aucune chouse en pourront devoir, à le leur rendre et paier sans aucun contre dit. Et nous mandons à touz les sergens et subgiez de nostre dit seigneur et à chascun d'eulx que au dit fermer et à ses diz depputez et à chascun d'eulx, en faisant et accomplissant les chouses dessus dictes, obeissent diligemment et entendent et leur donnent conseil, confort et aide, si mestier en ont et par eulz en estoient requis.

Donné soubz nostre seel le XXVI^e jour du dit mois d'aoust l'an mil CCC soixante dix et sept.

1. Etienne Daniel avait succédé comme receveur de Poitou à Jean Le Breton entre le 8 nov. 1373 et le 10 mai 1375. Cf. registre de Barthélemy de Noces, *Bibl. de l'Ecole des Chartes*, 1891, p. 545, 555. — 2. Ce Robin Vaillent est peut-être identique au Robinet Vaillant qui figure ci-dessus sur la liste des notables exempts par Jean de Berry de réquisition sur leurs chevaux (n° CCCCLXIII). — 3. = « fourchu ». — 4. = « échangées ».

CCCCLXXV

Ordonnance de l'échevinage relative à la laine cardée et à la draperie.

28 octobre 1377

A. Man. Saint-Hilaire, fol. 74 et 73 v^o. — B. Reg. 12, p. 417. — C. Collection Fontenau, t. 74, p. 543 et 507.

Des laynes pour faire draps.

Le XXVIII^e jour du mois d'octobre, l'an mil CCC LXXVII, fut ordonné par monseigneur le mayre, presens sire Aymeri d'Ayron, Pierre de Léon¹, Guillaume Gaborea², Johan Morrail³ et plusieurs autres, que la layne esquartée⁴ ne sera point meslée parmi autre layne, jusques à tant que les jurez l'ayent veue, et qui autrement le feroit, il seroit en l'amande.

Item⁵, celui jour, furet appellés la plus grant et saine partie des drapiers faisant gros draps en la ville, aus quelx furent leues les ordonnances anciennes⁶ sur les diz draps, et juraret aux sains Evvangeles Nostre Seigneur les tenir et garder ; et à marquer et visiter les draps par la maniere que l'ordonnance le portet, furet commis par monseigneur le maire Perrot Morin⁷, Johan Bareau, Tantin Pochea et Johan Briaut, lesquielx ont juré de faire bien et lealment, presens ad ce Aymery d'Ayron, Johan de Taunay, P. Regnaut, Huguet de la Roche, Guillaume Lucas⁸, Colin Mainguy et plusieurs autres.

Item, fut ordonné que le drapt ne sera point porté au molin jusques ad ce qu'il soit visité par les diz commissaires et seront marqués en la teste du drapt de croix vermeilhe, laquelle sera texue ou dit drapt par celui qui le fera.

1. Pierre de Léon figure ci-dessus (n^o CCCCLXIII) sur la liste des notables exempts de réquisition sur leurs chevaux. — 2. Guillaume Gaboreau était procureur de la commune en 1368 et 1372. Cf. n^{os} CCCCLII et CCCCLIII. — 3. Jean Morreil avait été garde de l'aumônerie de la commune en 1356 et 1360. Cf. n^{os} CCCCXI et CCCCLXIII. En 1380, il était collecteur de la paroisse de Notre-Dame-la-Grande (n^o CCCCLXXXIII, (A), art. 12). — 4. Lire *esquardée* (ou *escardée*) = « cardée ». Cf. Boissonnade, *Organisation du travail en Poitou, Mém. Soc. Ant. de l'Ouest*, t. 1898, p. 271. — 5. Les deux derniers alinéas de cette ordonnance sont placés avant le premier dans le manuscrit Saint-Hilaire et les copies qui en dérivent. — 6. Voy. notre tome I^{er}, p. 364 et suiv. — 7. Pierre (ou Perrot) Morin figure sur la liste des notables de Poitiers exemptés de réquisition sur leurs chevaux (n^o CCCCLXIII). — 8. Guillaume Lucas fut procureur de la commune en 1386. Cf. Arch. mun., Reg. 13, p. 227 (LLL).

CCCCLXXVI

Ordonnance relative au pain

7 décembre 1377

A. Man. Saint-Hilaire, fol. 58. — B. Reg. 12, p. 401.

Le lundi emprés la Saint André, l'an mil CCC soixante dix et sept, fait l'on mouldre un sextier de froment pour savoir que le pain de II deniers et de I denier, froment estans à cinq souls, de matiere poisée¹, et croire par [Colin]² Mainguy et Johan Craiant, que le pain blanc de II deniers devoit poiser III livres et celui de III deniers³... Et est entendu que en la livre aura XIII unces de livre ou XIII de marc⁴. Et ainsi le povoient bien faire les fourners et praindre gain suffisant et paier l'imposicion qui estoit par le temps, sel et boys. Car du dit sextier fut fait, sicomme les pardessus affermerent par serement, VII souldées de pain⁵.

1. *de matiere poisée* A de 2^e main, *de matiere* B. Le passage est corrompu. — 2. *celui* A, *celuy* B. Lire *Colin*. Colin Mainguy était échevin d'après le document précédent. — 3. Il y a évidemment une lacune. — 4. Il faut sans doute corriger ainsi : *en la livre aura [XVIII] unces de livre ou [XVI] de marc*. La livre poids de marc, qui est devenue la livre royale dans la 2^e moitié du XIV^e siècle, se divisait en 16 onces de marc, valant chacune 30 grammes 59. Cette livre, de 489 gr. 506, était égale à une livre romaine et demie, c'est-à-dire à 18 onces romaines : l'usage de la livre romaine avait persisté jusqu'au début du XIV^e s. Cf. Guilhiermoz, *Remarques sur les poids et mesures du moyen âge*, *Bibl. de l'Ecole des Chartes*, a. 1919, t. LXXX. — 5. c'est-à-dire la quantité de pain valant 7 sous.

CCCCLXXVII

Ordonnance relative du pain

9 février 1379 n. st.

A. Man. Saint-Hilaire, fol. 58 v^o. — B. Reg. 12, p. 402.

Le mercredi IX^e jour de fevrier, l'an mil CCC LXXVIII, fut ordonné par honnourables hommes sires James Guischart¹, maire de Poitiers, Aymeri d'Ayron, Jehan de Taunay, Pierre

1. Sur James Guischart, maire en 1378, 1379, 1385 et 1386, voy. n^o

Regnaut, appellé la plus grant et saine partie des fourners de la ville, fut ordonné que, tant comme sextier de froment vauldra cinq sols, choyne salé bien cuyt poysera XLII unces, à II deniers, le pain sans sel à II deniers XL unces, le pain ou sa flour à II deniers XLVIII unces, fouace à II deniers XXXVIII unces, grant pain feititz¹ à V deniers XII livres et demie.

CCCCXLIII, n. 8. — 2. Sur le grand pain de ménage, dit pain *faitis*, cf. n° CCCXXVII : 12 livres et demie ou 200 onces à 16 onces par livre, qui, en 1362, valaient 40 deniers, sont d'un prix 8 fois moindre en 1379, alors que le prix du setier de froment est seulement 6 fois moindre qu'en 1362.

CCCCLXXVIII

Jean duc de Berry concède aux chanoines de Saint-Pierre-le-Puellier le produit du minage et du charnage de Poitiers pendant neuf ans, en remplacement de la rente de cent livres qu'il leur avait donnée par lettres du 1^{er} juillet 1375 et de 350 livres d'arrérages.

février 1380 n. st.

A. Original. Arch. de la Vienne G 1745. — B. Copie contemporaine sur parchemin, *ibid.* — C. Coll. Fonteneau, t. XXIII, p. 125.

Jehan filz de roy de France, duc de Berry et d'Auvergne, conte de Poicto. A touz ceulz qui ces presentes lectres verront, salut. Comme nous eussions donné, par noz autres lectres seellées de nostre grant seel de cire vert en laz de soye, à noz bien amez le chappitre et les chanoyne de l'eglise collegial de Saint Pierre le Pullier de nostre ville de Poictiers cent livres tornois de annuelle et perpetuelle rente à prandre et avoir par les diz chappitre et chanoyne et leurs successeurs chanoyne de lad. eglise par la main de nostre receveur de Poicto present et advenir, c'est assavoir la moitié à la Toussains et l'autre moitié à l'Ascencion chascun an perpetuellement ; et après ce, par nos aultres lettres seellées de nostre seel secret eussions voulu et ordonné que lesdiz chanoyne feussent paieiz chascun an des dictes cent livres de rente par les fermiers de noz minage¹ et charnage² de nostre dicte ville de

1. Le minage, c'est-à-dire le droit sur le blé vendu à Poitiers, avait été donné en 1196, par Richard Cœur de Lion, à l'abbaye du Pin (voy. notre tome I, n° XXIV). Philippe le Bel en avait revendiqué une part (*ibid.*, n° CLXXVIII, CXCIX, CC). — 2. Le charnage, c'est-

Poitiers, et que chascun an les fermiers dud. minage, après le bail et la delivrance de la dicte ferme à eulz faictes par nostre dit receveur, se obligassent aus diz chappitre et chanoines de leur paier chascun an la dicte rente en telle maniere que, se la dicte ferme valoit plus, que il demorast aus diz chanoynes jusques à plainere satisfaccion de ce que jà leur estoit deu des arrerages des dictes cent livres de rente, et se moins des dictes cent livres estoit la dicte ferme baillée, que nostré dit receveur leur feust tenuz du parfaire et de les parpaier entierement de leur dicte rente des autres deniers de la dicte recepte de Poicto, et neantmoins eussions voulu et réservé en espécial à nous que touteffoiz que nous vouldrions faire paier et delivrer ausdiz chanoynes et chappitre mil livres tornois par une foiz, que dès lors nous feussions à touzjours mais quictes et deschargés envers eulx et leurs successeurs chanoynes de la dicte eglise des dictes cent livres de rente, si comme toutes ces choses avecques plusieurs autres sont plus à plain contenues en nos dictes lectres³...

Et comme presentement les diz chappitre et chanoynes aient envoié par devers nous et nous aient fait exposer en eulx griefment complaignent que, à cause des arrerages de la dicte rente, leurs sont deuz trois cens cinquante livres tornois, requerant que de la dicte somme les vousissions faire poier et pourveoir pour le temps advenir en maniere que nostre dit don, volenté et ordenance leur feussent vallables et peussent sortir leur effet selon nostre devocion et la teneur de noz lectres dessus transcriptes, nous adecertes voulens nostre conscience apaisier et noz propoz, desir et volenté en ceste partie acomplir, avons fait traictier, transigier, acorder et composer par noz amez et feaulx gens de noz comptes pour nous avec les diz chappitre et chanoynes à la personne de messire Symon Garineau⁴, chanoyne de la dicte eglise et procureur des diz chappitre et chanoynes, aient pover d'eulx quant à ce qui s'ensuyt, pour estre et demorer quictes à touzjours mais, nous, noz hoirs et les aiens cause de nous de tout ce que nous

à-dire le droit sur la viande vendue à Poitiers, ne paraît signalé dans aucun document antérieur. Le 1^{er} août 1383, Guillaume Coignet, chanoine de Saint-Pierre-le-Puellier et procureur de ce chapitre, affirme à Philippon Jacques l'aîné, pour un an, le minage et le charnage de Poitiers, pour le prix de 100 livres (Arch. de la Vienne G 1745). — 3. Suit la transcription des lettres du duc de Berry du 1^{er} juillet 1375 et de ses autres lettres en date du 2 septembre 1378, résumées dans ce qui précède et dont il serait trop long de reproduire intégralement la teneur. — 4. Simon Garineau figure comme chanoine et celerier de St-Pierre-le-Puellier sur une quittance de 1370 (Arch. de la Vienne, Trinité 1. 10).

sommes, povons et porrions devoir et estre tenuz aus diz chappitre et chanoynes pour cause de la dicte rente et des arrerages d'icelle en la manière qui s'ensuyt : c'est assavoir que, pour les dictes mil livres tornois pour lesquelles paient par une foiz audit chappitre nous devions et povyons demourer et estre plainement et à touzjours mais quictes et deschargés des dictes cent livres de rente et pour les dictes trois cens cinquante livres tornois à eulx deues d'arrerages, comme dit est, lesquelles deux parties font la somme de treize cens cynquante livres tornois, les diz chappitre et chanoynes auront et tiendront par eulx ou leurs adenseurs, deputez et commis, et dès maintenant leur avons cessé, baillé et transporté, cessons et quictons par ces lectres jusques à neuf ans et neuf percepcions et levées de fruiz, esmolumens et issues, à compter et commancer du jour de la Saint Jehan Bapteste derrain passé, noz diz charnage et minage de nostre dicte ville de Poictiers avecques la juridicion et touz autres droiz quelconques à nous appartenans en nostre dicte ville pour cause des diz charnage et minage. Et les diz charnage et minage avec la juridicion et autres choses dessus dictes leur promettons en bonne foy garentir et deffendre envers touz et contre touz durans les dictes neuf années. Et a esté acordé entre noz dictes gens des comptes pour nous et le dit procureur pour le dit chappitre que les dictes choses seront criées en nostre ville de Poictiers pour savoir se aucuns en voudroit donner pour tout le temps des dictes neuf années, sans les autrement divider ou separer, oultre le pris des dictes treize cens cynquante livres tornois et durera le temps de parfaire les dictes cries trois moys à comancier du jour de la premiere crie faicte sur ce, sanz ce que plus ny autressois durant le cours des dictes neuf années les dictes choses soient plus ne autrement criées, encheries ou creues, ne que aucuns y soit receuz en quelque maniere que ce soit, fors seulement ceulx qui voudront mettre sus et encherir durans lesd. trois moys pour tout le temps des neuf ans dessusdiz et en la maniere que dessus. Et se oultre la dicte somme y estoit mis durans les diz trois moys, les fermiers et encherisseurs seront et demorront obligiez et bien pleigez par la meilleur maniere que fere se porra au prouffit des diz chappitre et chanoynes pour leur paier et rendre chascun an egaulment la neufviesme partie des dictes treize cens cynquante livres tornois jusques à plainiere paie et satisfacion d'icelles. Et se, le temps desd. trois moys, aucuns ne met par dessus, elles demorront ausdiz chappitre et chanoynes pour les dictes treize cens cynquante livres tornois par la maniere dessusdicte, ainsi que, se lesdiz chappitre

et chanoynes lievent, reçoivent ou exploictent à leur prouffit les dictes choses par le dit temps oultre les dictes treize cens cynquante livres tornois, y sera et demorra leur, sanz ce que nous ou autre pour nous leur en puisse aucune chose demander, et se il avenoit que ja n'aviegne que, pour quelconque cause que ce feust, ilz perdissent ou se dixissent perdens ou dit marchié, nous ne serions tenuz de leur en faire aucune recompensacion ou grace.

Et avec ce leur avons octroïé et octroions de nostre dicte grace espicial par ces presentes lettres, en empliant et confortant nostre dicte premiere grace, que touz les heritages, rentes et possessions quelzconques acquis ou à acquerir à us et prouffit de la dicte eglise et des diz chappitre et chanoynes d'icelle de lad. somme de treize cens cynquante livres tornois ou d'aucune partie d'icelle, ilz puissent tenir franchement et quictement comme franchises et esmorties sanz nous en paier aucune finance ou autre droit qui, pour droit de fié, rachapt, honneurs, desapareil les vendes ou autres quelzconques droiz, nous en puissent appartenir en quelque maniere que ce soit ou temps advenir. Et lesquelles convenances, promesses et autres choses dessusdictes et chascunes d'icelles, nous, eu premierement bon advis et meure deliberacion avecques nostre grant conseil et les dictes gens de noz comptes, promectons en bonne foy avoir fermes, estables, agreables et vallaables pour nous et les nostres sanz venir, faire ou souffrir faire venir ou attenter au contraire et sanz aucune volenté, propos ou esperance de les rappeler, comment que ce soit, ou temps advenir, mesmement que le dit procureur des diz chappitre et chanoynes nous a quictié plainement et à touzjours mayz des dictes cent livres tornois de rente et des arrerages du temps passé et du droit de les demander sur nous et ad nous et sur noz hers et les biens de nous et de noz diz hoirs, et a volu et consenti pour luy comme chanoyne de la dicte eglise et comme procureur du dit chappitre que nos dictes lectres dessus transcriptes soient cassés, nulles et de nulle valeur à touzjours mayz parmi les adcors, condicions et convenances dessusdictes, lesquelles demeurent et demorront avec tout le contenu en ces presentes lectres tant seulement en leur vigueur, force, valeur et vertu, et que nos dictes autres lectres dessus transcriptes soient rendues par devers noz dictes gens en nostre dicte chambre des comptes.

Si donnons en mandement à noz seneschal et receveur de Poictou qui sont ou qui pour le temps seront et à leurs lieutenans et à chascun d'eulx, sicomme à lui appartendra, que les diz chappitre et chanoynes et leurs adcenseurs, depputez

et commis en ceste partie et chascun d'eulx facent, seuffrent et lessent joir et user et à eulx obeir paisiblement de touz noz subgiez, à qui il appartendra, des convenances, adcors et promesses dessus dictes et de tout le contenu en ces noz presentes lectres, sanz faire ou souffrir estre fait en quelque maniere que ce soit au contraire ; et au dit receveur que les cries des diz minage et charnage et de la juridicion qui y appartient et les obligez^s et plegeries^s ad ce neccessaires il face enteriner et acomplir, sicomme dessus est contenu, et avecques ce, que durans les dictes neuf années, il face recepte et despence en ses comptes chascun an de la neufviesme partie des dictes treize cens cynquante livres tornois ou de ce que plus vauldront les choses dessus dictes, selon ce que dessus est plus plainement contenu et que il appartient à faire en tel cas. Mandons avecques ce à touz noz justiciers, commissaires, officiers presens et advenir, à qui ce porroit appartenir, que les heritages acquis à us et prouffit de la dicte eglise et des diz chanoynes des dictes treize cens cynquante livres tornois, ilz seuffrent et lessent tenir paisiblement comme frans, esmortiz et quictes de tout ce en quoy il nous porroient estre tenuz pour l'acquest des diz heritages, en quelque maniere que ce soit, par la maniere dessus dicte¹. Et que ce soit ferme chose et estable à touzjours mays, nous avons fait metre nostre seel à ces presentes lectres, nostre droit sauf ès autres choses et en toutes l'autrui. Donné en nostre cité de Bourges l'an de grace mil trois cens soixante dix et neuf, ou moys de fevrier.

(*Sur le repli* :) Par monseigneur le duc en son conseil, ouquel messeigneurs vous et les genz des comptes de mon dit seigneur estoient. (*Signé* :) Ascelin. — Collacion est faicte aus lectres originaus cy encorporées par moy. (*Signé* :) Ascelin.

5. Engagements. — 6. Cautions. — 7. A l'original de ces lettres est joint l'original d'autres lettres de Jean duc de Berry, datées du 17 avril 1381 et adressées à Pierre de Juilly, commissaire sur les finances, et Jean Merry, receveur des finances en Poitou, leur défendant de poursuivre les chanoines de Saint-Pierre-le-Puellier, à raison d'acquisitions qu'ils venaient de faire au moyen du produit du minage et du charnage de Poitiers.

CCCCLXXIX

Mandement de Hugues de Froideville, sénéchal de Poitou, chargeant l'abbé de Saint-Hilaire-de-la-Celle, deux chanoines et trois bourgeois de répartir la taillée de mille à onze cents livres, que les gens d'église et les habitants de Poitiers ont octroyée pour réparer et fortifier la ville.

20 mai 1380

Copie contemporaine, Arch. mun. J 3.

Hugues de Froideville¹, chevalier, seneschal de Poitou pour monseigneur le duc de Berri et d'Auvergne, conte de Poitou, à noz amez, reverent pé en Dieu l'abbé de Saint Hilaire de la Celle², messire Pierre Gayniaut³, chenoine de l'eglise de Poictiers, messire Pierre Jamelot, chenoine de Saint Hilaire le Grant, Johan Regnaut, Johan de Taunay et Johan Bernart, bourgeois de la dicte ville, salut. Comme, pour cause des guerres presentes et pour la grant necessité qui est de reparer et fortiffier la dicte ville de Poictiers, pour la garde, seurté, deffense, utilité et profit d'icelle et pour l'advis et deliberacion des prelaz et gens d'eglise, bourgeois et habitans seculiers de la dicte ville, ait esté ordonné et de un consentement deliberé que de present et par ceste foiz sera impousée et levée la somme de mil à onze cens livres monnoie courant sur toutes manieres de gens d'eglise et seculiers habitans et biens aians en la dicte ville et chastellenie, pour metre et convertir ès reparacions, fortificacions et autres choses necessaires pour la dicte ville et non ailleurs, nous vous mandons et connectons que vous ou les quatre de vous, deux d'eglise et deux seculiers, tausez et impousez bien et loyaument la dicte somme

1. Originaire d'Auvergne, Hugues de Froideville portait le titre de maréchal d'Auvergne en 1373 et commandait devant Lusignan (cf. ci-dessus, n° CCCCLVI). On admet généralement qu'il fut sénéchal de Poitou de 1376 à 1383 : il l'était en tout cas avant le 1^{er} sept. 1378 et l'était encore le 27 juin 1382 (reg. 13, p. 86, E xiii). Guérin (Arch. hist. du Poitou, t. XXI, p. 161, n. 2) s'appuie à tort sur les mandements qui suivent pour admettre qu'il exerçait encore ces fonctions en 1385 : il a été induit en erreur par l'Inventaire des archives de la ville de Poitiers (Mém. Soc. Ant. de l'Ouest, a. 1882, p. 175), qui les date de 1385 au lieu de 1380. — 2. Saint-Hilaire-de-la-Celle, qui n'était qu'un prieuré en 1364 (Arch. de la Vienne H liasse 61) était une abbaye avant le 7 février 1372 (*ibid.*, liasse 56) : l'abbé s'appelait Guillaume le 14 janv. 1379 (même liasse) et encore le 30 sept. 1398 (*ibid.*). — 3. Pierre Gayniaut était chanoine de Sainte-Radegonde en 1373 : voy.

de mil à onze cens livres sur vous et sur les personnes dessus dictes, par la forme et maniere contenue en l'instruction dont est faite mention en un instrument sur ce fait et acordé, et les taux, par vous ainsi impousez baillez par devers le dit Jehan Bernart, commis et ordenné à recevoir la dicte somme de mil à onze cens livres, lequel fera lever et amasser icelle par les commissaires qui sur ce seront par vous ordennés de ce faire ; à vous ou au quatre de vous susdiz, vous donnons plain pouvoir et mandement especial. Donné souz le seel de la dicte seneschaucie, le XX^{me} jour de may l'an de grace mil CCC quatre vins.

CCCCLXXX

Bertrand, évêque de Poitiers, donne pouvoir aux délégués des gens d'église et des bourgeois de Poitiers pour répartir la taillée de mille livres octroyée d'un commun accord pour les fortifications de la ville.

24 mai 1380

Copie contemporaine, Arch. mun. J 3.

Bertrandus¹, Dei et apostolice Sedis gracia episcopus Pictavensis, venerabili in Christo patri domino abbati monasterii Sancti Yllarii de Cella Pictavensis, ac providis et venerabilibus viris dominis Petro Botrin Majoris² et Petro Jameloti, Sancti Ilarii Majoris [et]³ Pictavensis ecclesiarum canonicis, Johanni Reginaldi, Johanni de Taunaio et Johanni Bernardi, burgensibus dicte ville Pictavensis, salutem in Domino. Cum, attenta urgente necessitate et consideratis periculis plus solito invalescentibus, nuper ad hoc interveniente consensu omnium incolarum dicte ville Pictavensis et habitancium ibidem et etiam prelatorum et altarum⁴ personarum ecclesiasticarum, nuper fuerit ordinatum inponi, exigi et levari super

n° CCCCLXI. — 4. Jean Bernard fut le receveur de cette taillée (cf. ci-dessous et n° CCCCLXXXI).

1. Bertrand de Maumont, évêque de Poitiers du 17 janvier 1375 au 12 août 1385. Cf. *Galla christiana*, t. II, col. 1194. — 2. Ce passage est peut-être altéré : il ne s'accorde pas avec le mandement précédent où figure Pierre Gaynaut. — 3. Il paraît nécessaire d'ajouter *et* : car ces chanoines appartiennent à deux églises différentes, l'un à Saint-Hilaire-le-Grand, l'autre à l'église (cathédrale) de Poitiers. — 4. Le

omnibus habitantibus in dicta villa et castellania Pictavensi et in eis bona [habentibus] ⁵ personis ecclesiasticis et secularibus, summa mille librarum monete currentis pro reparatione et fortificatione dicte ville Pictavensis et in usum huiusmodi et non alium convertenda, nos, premissorum consideratione et quod hoc in dictarum personarum ecclesiasticarum sicut et aliorum commodum redundare noscitur, certiorati eciam de imparato personarum ecclesiasticarum super hoc adhabito consensu, vobis seu quatuor vestrum, videlicet duobus ecclesiasticis et duobus secularibus, committimus tenore presencium, quatinus, pro solucione dictarum mille librarum, super dictis personis ecclesiasticis fideliter et consideratis earum facultatibus, taxacionem et impositionem faciatis et eciam alia que ad hoc oportuna fuerint et secundum instructionem super hoc ordinatam. Datum sub sigillo nostro, die XXIII^a maii anno Domini millesimo CCC^{mo} LXXX^o.

CCCCLXXXI

Le sénéchal Hugues de Froideville octroie des gages de 25 livres à Jean Bernard, receveur de la taillée de mille livres octroyée par les gens d'église et les bourgeois de Poitiers.

9 juillet 1380

Copie contemporaine, Arch. mun. J 3.

A touz ceuls qui ces presentes lettres verront et orront, Hugues de Froideville, chevalier, seneschal de Poictou pour monseigneur le duc de Berri et d'Auvergne, conte de Poictou, et Nicolas Potereau ¹, official de Poitiers, salut. Comme, ou mois d'avril derrainement passé, les prelaz, gens d'église, bourgeois et habitans de la ville de Poitiers aient octroïé et ordenné estre levée une taillée de mil livres ou environ pour la reparation, fortifficacion et autres choses neccessaires pour la dicte ville de Poitiers, et il soit ainxi que les diz prelaz, gens d'église, bourgeois et habitans susdiz ordennerent, de

manuscrit porte *aliorum*. — 5. *habitantibus* ms. : il faut évidemment corriger en *habentibus*. La faute du copiste se comprend aisément d'après les mots qui précèdent.

1. Ce Nicolas Potereau, official de Poitiers en 1380, n'est autre sans doute que le Nicolas *Potareau*, qui devint prieur de Sainte-Radegonde après 1382. Voy. ci-dessous CCCCLXXXIII, c, n° 40 note.

leur consentement et volonté en nostre presence, nostre amé Jehan Bernart, bourgeois de la dicte ville, receveur à recevoir des collecteurs et autres sur ce ordonnés les dictes mil livres et distribuer d'icelles par l'ordenance des commissaires sur ce ordonnés, pour convertir icelles ès fortifications et reparacions et autres choses neccessaires pour la dicte ville, à gaiges suffisanz qui sur ce li seront par nous ordonnés, et pour ce avons nous ordonné et octroié et omcores ordonnons et octroions par ces presentes au dit Johan Bernart, receveur, pour ses diz gaiges la somme de vint et cincq livres, lesquelles nous voulons qu'il ait et puisse prandre sur sa dicte recepte et que d'icelle li soient allouées, rabatues et deduites en ses comptes par ceulx qui commis seront à les recevoir, sans nul contredit. Donné à Poitiers soubz mon propre seel et souz le seel de nous, official susdit, le IX^m jour de juillet l'an mil CCC quatre vins.

CCCCLXXXII

Mandement du maire Pierre Regnaut à Jean Bernard pour le paiement de la somme de six livres due pour le gros bois employé à la tour de l'étang de Montierneuf.

27 octobre 1380

Original, Arch. mun. J 2.

Pierre Regnaut, maere de Poitiers, et Simon Guillaut¹, arceprestre de Gençay, comis à distribuer l'argent de la reparacion de la ville de Poitiers, à Johan Bernart, receveur du dit argent, salut. Nous vous mandons que, des deniers de vostre recepte, vous bailhez à Guillon de la Chatre, chassepore², six livres à ly dehuz pour avoir baillé le gros boys pour les tenneriez et pour la tour qui est sur l'estanc du Mousterneuf, près du portal de Saint Ladre, et en raportant ces presentes avecques lettres de recognoissance d'avoir baillé au dit Guillon la dicte somme, icelle vous sera alloué en voz comptes par les audicteurs ad ce comis et rabatue de vostre

1. Le testament de Simon Guillaut est daté du 26 nov. 1392 (Arch. de la Vienne G 1745). Il était chanoine de Saint-Pierre-le-Puellier.
— 2. Ce mot semble être mis pour *chassepol*, sergent chargé de la perception des impôts.

recepte. Donné soubz noz seelz le XXVII^e jour du moys d'octobre l'an mil CCC quatre vings.

GCCCLXXXIII

Compte des recettes de la taillée de mille ou onze cents livres octroyée par les gens d'église et les bourgeois de Poitiers.

1380

Original, Arch. mun. J 3.

Le compte des prouffiz et emolumens d'une taillée de VIII^e livres sur les gens loys et de trois cens livres sur les gens d'église, octroïée par les prelatz, gens d'église, maire et bourgeois et habitans de la ville de Poitiers, ou moys d'avril l'an mil CCC IIII^{xx}, pour ycelle convertir aus reparacions et autres choses neccessaires à la dicte ville, si comme il puet plus à plain apparoir par la teneur des mandemens de reverent pere en Dieu monseigneur l'evesque de Poictiers et noble homme et puissant seigneur monseigneur le seneschal de Poictou, desquelz la teneur est ci dessouz incorporée, et ausy par les parroisses de la dicte ville et chastellenie qui s'ensuyvent emprès les copies des diz mandemens, sur ce fait et rendu le dit compte de la dicte taillée par Johan Bernart, commis à recevoir la dicte taillée à vint et cinq livres de gages, si comme il puet plus à plain apparoir par lettre seellée du seel du dit monseigneur le seneschal et du contreseel du dit monseigneur l'evesque, donnée du IX^e jour de juillet l'an mil CCC quatre vings, de laquelle lettre s'ensuit la teneur, emprès la teneur des diz mandemens : (*Mandement de l'évesque de Poitiers, en date du 24 mai 1380. — Mandement du sénéchal en date du 20 mai 1380. — Lettre du sénéchal en date du 9 juillet 1380.*)

Exploiz

(A) 1. La parroisse de Saint Hilaire, de Saint Oustrille¹,

1. L'église de Saint-Hilaire, dite *de très la porte* sur un rôle de répartition entre les paroisses de Poitiers, daté du 23 mars 1386 (Arch. mun. J 192), était située derrière la porte de Sainte-Croix (*de retro portam Sanctae Crucis*). La petite église de Saint-Austrégésile, vulgairement *Saint Oustrille*, était aussi dans l'enceinte du monastère près de l'entrée, sur la place Sainte-Croix. Cf. de Chergé, *Guide*, p. 142. Les deux paroisses n'en faisaient plus qu'une, en 1380 comme en 1386. Cf. Rédet, *Mém. de la Société des Antiquaires de l'Ouest*, 1840, p. 417.

collecteurs Guillaume Orilleux et Guillaume Basoyn², IIII livres.

2. La paroisse de Saint Johan du Monsteneuf¹, collecteurs Guillaume Gauffre et Johan Vaillent, XX livres.

3. La paroisse de Sainte Triaize¹, collecteurs Martin Aymé et Johan Geoux, XXV livres.

4. La paroisse de Saint Palayne², collecteurs Mery Geolen et Lucas Le Sauner, C souls.

5. La paroisse de Sainte Ragond, collecteurs Johan David et Johan de Semes, XX livres.

6. La paroisse de Saint Gregoire¹, collecteurs Pierre du Voau et Perrot Laurencea, XVIII livres.

7. La paroisse de Saint Germain, collecteurs Johan Baireau et Johan Teillon, XXVI livres.

8. La paroisse de Saint Estienne¹, collecteurs Johan Morant et Guiot Levitrer, XII livres.

9. La paroisse de Saint Dider², collecteurs Guillaume de Sauves et Johan Maignen, LXXV livres.

10. La paroisse di la Resurepcion², collecteurs Cornillea et Perrot de Prinsay, IIII livres.

11. La paroisse de la Celle¹⁰, collecteurs Johan de Varnon et Macé Le Texer, XX livres.

12. La paroisse de Nostre Dame la Grant, collecteurs Herbert Regnaut, Pierre Gripon et Johan Morreil, XXXV livres.

Voy. ci-dessous C n° 96 : *Le curé de Saint Hilaire et de Saint Ostrille.*

— 2. Guillaume Basouin fut encore en 1386 un des deux collecteurs de cette paroisse, qui fut taxée alors à 6 livres. — 3. Cette paroisse fut taxée en 1386 à 24 livres 10 sous, la 3^e à 28 livres, la 4^e à 8 l. 15 s., la 5^e à 26 l., la 6^e à 24 l. 10 s., la 7^e à 31 l., la 8^e à 17 l. 10 s., la 9^e à 84 l., la 10^e à 9 l. 10 s., la 11^e à 24 l. 10 s., la 12^e à 42 l., la 13^e à 39 l., la 14^e 5 l. 15 s., la 15^e 6 l. 10 s., la 16^e 10 l., la 17^e 3 l., la 18^e 53 l., la 19^e 35 l., la 20^e 9 l. 10 s., la 21^e 17 l. 10 s., la 22^e 28 l. 10 s., la 23^e 31 l., la 24^e 17 l. 10 s. L'importance relative des 24 paroisses de Poitiers était à peu près la même en 1380 qu'en 1386, d'après la taxe qui frappa chacune d'elles, si ce n'est que Notre-Dame-la-Grande, Saint-Porchaire et Sainte-Triaize payèrent proportionnellement un peu plus en 1380 qu'en 1386. — 4. L'église de Sainte-Triaise était située au n° 7 bis de l'ancienne rue Sainte-Triaise, auj. rue Jules-Ferry. Cf. ci-dessous C n° 83. — 5. L'église de Saint-Pélage, vulgairement *Saint Palesne* (cf. ci-dessous C n° 56), avait donné son nom à l'ancienne rue Saint-Pélage, auj. rue d'Argent. — 6. Sur l'église Saint-Grégoire, voy. notre tome I, n° LXI. — 7. Sur l'église Saint-Etienne, voy. notre tome I, p. 78, n. 6. — 8. L'église Saint-Didier, dont la paroisse était la plus importante de Poitiers, avait donné son nom à l'ancienne rue Saint-Didier, auj. rue du Palais-de-Justice. — 9. L'église de la Résurrection, consacrée en 937 par Albain, évêque de Poitiers, touchait à l'abbaye de la Trinité : l'impasse de la Trinité s'appelait autrefois impasse de la Résurrection. — 10. Sur l'église de Saint-Hilaire-de-la-Celle, ou vulgairement de la Celle, voyez

13. La paroisse de Nostre Dame la petite¹¹, collecteurs Johan Michea et Colin Mainguy, XXVII livres.

14. La paroisse de Saint Hilaire d'Entreglise¹², collecteurs Colas Seguinat et Johan Condun, LX soulds.

15. La paroisse de Saint Supplicien¹³, collecteurs Bertran Cornillea et Guillaume Cornillea, LX soulds.

16. La paroisse de Saint Pere Loustau¹⁴, collecteurs Johan Dalphin et Lemasson, VI livres.

17. La paroisse de Nostre Dame l'Ancienne¹⁵, collecteurs Johan Levesque et Saborin, XX soulds.

18. La paroisse de Saint Cibart¹⁶, collecteurs Pierre de Leschalle, Johan Assailli et Guillaume Barbin, XL livres.

19. La paroisse de Saint Savin¹⁷, collecteurs Michea Daux et Gilet Raison, XXIII livres.

20. La paroisse de la Chandelere¹⁸, collecteurs Jehanin de Thoulouze et Jean Forner, VI livres.

21. La paroisse de Sainte Oportune¹⁹, collecteurs Simon du Pressour et Perrot Masson, IX livres.

22. La paroisse de Saint Poul, collecteurs Guillaume Garinet et Guillaume Bloys, XVIII livres.

23. La paroisse de Saint Pourchaire, collecteurs Martin Lorain et Yvonne Forner, XXVIII livres.

24. La paroisse de Saint Michea, collecteurs Perrot Robert et Guillaume Ranart, XXIII livres.

notre tome I, p. 33 n. 2, p. 69 n. 1. Cf. ci-dessous D n° 47. — 11. Sur l'église Notre-Dame-la-Petite, voy. notre t. I, p. 14 n. 2 et p. 156 n. 3. — 12. L'église Saint-Hilaire-d'Entreglise était située à côté de la cathédrale, sur l'impasse Saint-Jean. Le rôle de 1386 indique comme unies à la paroisse de Saint-Hilaire-d'Entreglise celle de Saint-Jean-Baptiste, dont l'église était le baptistère Saint-Jean vulgairement appelé Temple Saint-Jean, et la paroisse de Notre-Dame (d'Entreglise), dont le curé est mentionné plus loin (C n° 111). Cette dernière église donnait aussi sur l'impasse Saint-Jean. Les deux autres églises avaient aussi chacune son curé (ci-dessous C n°s 115 et 122). — 13. Il subsiste quelques restes de l'église de Saint-Supplicien aux n°s 34 et 36 de la rue Saint-Simplicien. — 14. L'église de Saint-Pierre-l'Hospitalier, ou Saint-Pierre-l'Oustau, avait donné son nom à l'ancienne rue Saint-Pierre-l'Hospitalier, auj. rue du Général-Demarçay. — 15. L'église Notre-Dame-l'Ancienne était située sur la place Saint-Pierre-le-Puellier. Voy. ci-dessus n° CCCXLIV n. 3. — 16. Sur l'église Saint-Cibard, voy. ci-dessus n° CCCXXIII n. 6. — 17. L'église Saint-Savin avait donné son nom à l'ancienne rue Saint-Savin, auj. rue Piorry. Le rôle de 1386 indique comme étant unies les paroisses de Saint-Savin et de Saint-Léger : la seconde est omise ici ; elle est mentionnée sur le rôle de 1364 (ci-dessus n° CCCXXXII, n° 15). Cf. ci-dessous, C, 27 : « *Le curé de Saint Savin et de Saint Léger.* » — 18. Sur l'église Notre-Dame-de-la-Chandelière, appelée vulgairement la Chandelière, voy. notre t. I, p. 132 n. 12. — 19. Sur l'église Sainte-Opportune et l'église Saint-Michel, voy. ci-dessus n° CCCXXIII n. 4 et 5 ; sur l'église Saint-Paul, voy. notre t. I, n° VIII.

(B). S'ensuyvant les paroisses de dehors la ville de Poitiers¹ :

1. La paroisse de la Fontaine le Conte, collecteurs Naudin (Vieille Fontaine²), Chabarite, VIII livres.
2. La paroisse de Ytueil³, collecteurs Chanvillain et Perrot Beau, VIII livres.
3. La paroisse de Legugé, collecteurs Perrot Pourcher et Clemens Biraut, IX livres.
4. La paroisse de Vonneuyl⁴, collecteurs Johan Verteau et Johan Bastard, XVI livres.
- 5 La paroisse de Meigné⁵, collecteurs Perrot Targeau et Guillaume Moret, XXII livres.
6. La paroisse de Beaumont, collecteurs Vincent Possart, Veri Gervais, VIII livres.
7. La paroisse de Chabournay, collecteurs Pierre Abriou et Johan Bassart, VII livres.
8. La paroisse de Buxerolles, collecteurs Laurens Boutineau et Laurens Katerinea, C sous.
9. La paroisse de Saint Saournin⁶, [collecteurs] Johan et Johan Barré, X livres.
10. La paroisse de Saint Julien, collecteurs Johan du Courtiou et Guillaume Baudruer, IX livres.
11. La paroisse de Saint Benoist, collecteurs Beau Guillaume et Percereau, IIII livres.
12. La paroisse de la Villedieu, collecteurs Guillaume Chene et Peletruge, VIII livres.
13. La paroisse de Noailhé⁷, collecteurs Micheau Baoulet et Gaillart, VIII livres.
14. La paroisse de la Chappelle de Molere⁸, collecteurs Johan Briant et Pinon Robin, VIII livres.
15. La paroisse de Saint Marve⁹, collecteurs Estienne de Molins et Johan Brim, IX livres.

1. Cette liste des paroisses de la châtellenie de Poitiers correspond exactement à celle que donne le compte de J. Bourdin de 1479 (Bibl. nat., Supplément français n° 1452, cf. Rédet, *Dictionnaire*, p. 322), si ce n'est que la paroisse de Chéneché ne figure pas ici et que, par contre, on trouve ici Saint-Saturnin, faubourg de Poitiers (n° 9). — 2. Vieille-Fontaine était l'ancien nom de Basse-Fontaine, hameau de la commune de Fontaine-le-Comte. Ce Naudin habitait sans doute ce hameau et en était peut-être le collecteur spécial. — 3. Iteuil, cant. de Vivonne. — 4. Vonneuil-sous-Biard, cant. Sud de Poitiers. — 5. Migné, cant. Nord de Poitiers. — 6. Sur le bourg de Saint-Saturnin, sur la rive droite du Clain à Poitiers, voy. notre t. 1, p. 9, 10 n. 5, 18, 84 n. 2, 254. — 7. Nouaillé, cant. de la Villedieu. — 8. La Chapelle-Moulière, cant. de Saint-Julien-l'Ars. — 9. Smarves, cant. de la Villedieu. —

16. La paroisse de Montamiser, collecteurs Laurens Froger et Guillaume Brient, X livres.

17. La paroisse de Meignaleur¹⁰, collecteurs Huguet Reguillea et Johan Germain, IX livres.

18. La paroisse de Nyoil l'Espaier¹¹, collecteurs Gamgniet et Guillaume Moreau, C souls.

19. La paroisse de Bonnes, collecteur Johan Peletier, LX souls.

20. La paroisse de Jadres¹², collecteur Vontart, C souls.

21. La paroisse de Lavour¹³, collecteur Johan Gentis, C souls.

22. La paroisse de Baigneux¹⁴, collecteur Guillaume Maynard, C souls.

23. La paroisse de Voneilh sur Vienne¹⁵, collecteur Johan Arnaut, C souls.

24. La paroisse de Dissay, collecteurs Michea et Mathié Oyer, X livres.

25. La paroisse de Vendœuvre, collecteur Veri Robert, XVI livres.

26. La paroisse de Exomont¹⁶, collecteur Saborin Garner, IIII livres.

27. La paroisse de Saevre, collecteur Johan Mosner, IIII livres.

28. La paroisse de Liners, collecteur Johan Jacquet, C souls.

29. La paroisse de Savigné¹⁷, collecteur Guillaume Coillaut LX souls.

30. La paroisse de Neufville, collecteur Johan Moreau, XIII livres.

31. La paroisse de Cissé, collecteur Pierre Villaut, XVIII livres.

32. La paroisse de Chassenoil, collecteur Pierre Demblou, X livres.

33. La paroisse d'Aventon, collecteur Johan Ganeret, VII livres.

34. La paroisse de Charay, collecteur..., XIII livres.

35. La paroisse de Quinçay, collecteur Johan Hervé, XX livres.

10. Mignaloux, cant. de Saint-Julien-l'Ars. — 11. Nieuil-l'Espoir, cant. de la Villedieu. — 12. Jardres, cant. de Saint-Julien-l'Ars. — 13. Lavour, cant. de Saint-Julien-l'Ars. — 14. Bignoux, cant. de Saint-Julien-l'Ars. — 15. Vouneuil-sur-Vienne, arrondissement de Châtellerault. — 16. Anxaumont, réunie à la commune de Sèvre (n° 27), cant. de Saint-Julien-l'Ars. — 17. Savigny-l'Évêcault, cant. de Saint-Julien-l'Ars. —

36. La paroisse de Biart, collecteur Bertrant Guiochea, VII livres.

37. La paroisse de Jaunay, collecteur Guillebaut, XII livres.

38. La paroisse de Saint George, collecteur Johan Durer XIII livres.

39. La paroisse de Pailhé², collecteur Gulot du Courtiou, VI livres.

(C). S'ensuyvant les taux desd. gens d'Eglise qui furent impoussez par les diz commissaires en la dicte [tailhée] de XI^e l. dessusd. à III^e l. par la manière qu'il s'ensuit sur les personnes ci dessouz nommées :

Premièrement l'abbé du Monstérneuf¹, pour tout VIII livres.

2. Le prevost moyne², pour tout XX s.

3. Le prieur de Molière³, pour tout XXX s.

4. Mons. Estiehne Dufresne, pour tout XX s.

5. Mons. Jehan Santerre, pour tout X s.

6. Mons. Jehan de Verho, pour tout XV s.

7. Le curé de Saint Cibart, pour tout XX s.

8. L'abbé de Saint Benoist⁴, pour tout III l.

9. Jehan de la Mote, pour tout X s.

10. L'aumosner de Nostre Dame la Grant⁵, pour tout XXX s.

11. Le curé du dit lieu, pour tout XV s.

18. Pouillé, cant. de Saint-Julien-l'Ars.

1. L'abbé de Montierneuf était alors Imbert, qui donnait une procuration le 8 févr. 1369 (Arch. de la Vienne, Montierneuf l. 13) et vécut jusqu'en 1389. Cf. *Gallia Christiana*, t. II, col. 1270. — 2. Sur le prévôt moine de Montierneuf, voy. notre t. I, p. 333. — 3. Le prieur de la Chapelle-Moulière, qui dépendait de l'abbaye de Montierneuf, était seigneur du lieu. — 4. L'abbé de Saint-Benoît de Quincy (cant. Sud de Poitiers) s'appelait alors *Dulcetius* (de 1370 à 1385). Cf. *Mém. de la Soc. des Antiquaires de l'Ouest*, 1851, p. 448, *Gallia Christiana*, t. II, col. 1291. — 5. Sur l'aumônerie de Notre-Dame-la-Grande, voy. Rambaud, *L'assistance publique à Poitiers*, *Mém. Soc. Ant. de l'Ouest*, t. VII (1914), p. 1 et suiv.; M. Rambaud cité comme aumôniers Jean Acton (1375), Pierre Aubeneau (1397). Dans son testament daté de 1383 (Arch. de la Vienne G 1236), Pierre Aubeneau (*Aubenelli*), chanoine et aumônier de Notre-Dame-la-Grande, curé de Vençay, désigne comme exécuteurs testamentaires Pierre Prévôt (*Preposili*), abbé de Notre-Dame, et Jean Blanchard, archiprêtre de Chonay. Les statuts de l'église Notre-Dame réformés le 31 juillet 1387 par Nicolas Potareau (*Potareli*), prieur du chapitre de Sainte-Radegonde, Pierre Guyon, prévôt de la cathédrale, et l'abbé de Saint-Hilaire-de-la-Celle (Arch. de la Vienne G 1091) indiquent comme abbé Pierre Prévôt, comme chantre Jean Gontier (*Gonterii*) et comme aumônier Pierre Aubeneau (*Au-*

12. Messire Pierre Chambon, pour tout V s.
13. Le curé de Sainte Oportune, pour tout V s.
14. Messire James Herbert, pour tout X s.
15. Messire Johan Boillant, pour tout V s.
16. Messire Amail de la Roquete, pour tout XXV s.
17. Messire Pierre Balereau, pour tout XXV s.
18. Messire Pierre Bourdin^o, pour tout XX s.
19. Le curé de Saint Didier, pour tout XXX s.
20. L'abbé du Pinⁱ et ses officiers, par tout VI l.
21. Le curé de Nostre Dame la Petite, par tout XX s.
22. Messire Estienne Quentin, par tout XX s.
23. Messire Estienne Houdin, par tout X s.
24. Le prieur de Saint Poul, par tout XL s.
25. Le curé du dit lieu, par tout XX s.
26. Le curé de Saint Supplicien, par tout X s.
27. Le curé de Saint Savin et Saint Legerⁱ, par tout X s.
28. Maistre Jehan Cornet^o, par tout XL s.
29. Messire Pierre Guion^o, par tout XL s.
30. Messire Jehan Bastard, par tout XX s.
31. Messire Guillaume Coignet^o, par tout X s.
32. Le prieur d'Acquictaine^o, par tout C s.
33. Messire Guillaume Bizart, pour tout XX s.
34. Messire Macias Marre, par tout XX s.
35. Messire Micheau de Vernuyt, par tout XX s.

banelli). Le même aumônier figure sur des actes du 30 janvier 1395 (*Aubenelli*, Arch. de la Vienne G 1236), du 13 nov. 1398 (*Aubanelle*, *ibid.* G 1140), du 12 oct. 1399 (*Aubeneau*, *ibid.* G 1236). — 6. Pierre Bourdin figure comme chanoine de Notre-Dame-la-Grande sur les Statuts réformés du 31 juillet 1387 (Arch. de la Vienne G 1091). — 7. Sur l'abbaye du Pin (com. de Béruges), voy. notre t. I, n° XXIV, XXXIX, CXXXVIII, CLXXVIII, CLXXX, CLXXXVI, CLXXXVIII, CXCLX, CC. — 8. Cf. ci-dessus A, n° 19, note. — 9. M^e Jean Cornet était conseiller du duc de Berry d'après un document du 13 avril 1385 (*Arch. hist. du Poitou*, t. XXI, p. 313). — 10. Pierre Guyon, curé de St-Oustrille en 1376 (Arch. de la Vienne, Sainte-Croix I. 25), était chanoine et prévôt de l'église cathédrale de Poitiers en 1387 (Arch. de la Vienne, G 510) ; il figure sur les Statuts de Notre-Dame-la-Grande réformés le 31 juillet 1387 comme chargé de cette réforme avec le prieur de Sainte-Radegonde et l'abbé de Saint-Hilaire-de-la-Celle (Arch. de la Vienne G 1091). Il avait succédé comme prévôt à Pierre Domaud après 1382 (Arch. de la Vienne, Sainte-Croix I. 9). — 11. Guillaume Coignet était chanoine de St-Pierre-le-Puellier. Voy. ci-dessus n° CCCCLXXXVIII n. 2. — 12. Le prieur d'Aquitaine était alors Regnaud de Nanteuil (1371-1383). Cf. Arch. de la Vienne, H 3, l. 539, acte du 9 août 1375. Charles V avait octroyé le 16 avril 1377 des lettres de sauvegarde au prieur, aux commandeurs et aux frères de l'ordre de l'Hôpital de Saint-Jean-de-Jérusalem, du prieuré d'Aquitaine (*Arch. hist. du Poitou*, t. XXI, p. 24). L'hôtel du Grand Prieur d'Aquitaine était au n° 159 de la Grand'Rue, ainsi que l'atteste une inscription datée de 1667. —

36. Le prieur de Saint Denys¹³, par tout X s.
37. Messire Helias, par tout XV s.
38. Messire Pierre Aubriaud, par tout XV s.
39. Messire Pierre Moreau, par tout X s.
40. Le prieur de Sainte Ragond¹⁴, pour tout LX s.
41. Le chantre du dit lieu¹⁵, pour tout XXX s.
42. Messire Guillaume Sextier¹⁶, pour tout XXX s.
43. Messire Jehan Clerc¹⁷, pour tout XX s.
44. Messire Jehan Ferion¹⁸, pour tout XV s.
45. Messire Jehan de Beavoir, par tout XXX s.
46. Messire Jehan Terrasson¹⁹, par tout XX s.
47. Messire Pierre Buffere, par tout X s.
48. Messire Pierre Gayniaut²⁰, par tout XXX s.
49. Le curé du dit lieu²¹, pour tout X s.
50. Messire Jehan Limosin²², pour tout X s.
51. Messire Jehan Gallent²³, pour tout X s.
52. Messire Estienne Gervais, pour tout V s.

13. La rue Saint-Denis conserve le nom du prieuré de Saint-Denis-des-Treilles, qui dépendait de l'abbaye de Noyers, en Touraine, depuis 1120 (Dom Fonteneau, t. XX, p. 729, *ecclesia Sancti Dionisii juxta murum civitatis, prope portam que vocatur Mainardi*). Cf. Arch. de la Vienne G 415, taux du décime levé en 1383 sur les bénéfices ecclésiastiques, *prior Sancti Dionisii de Trilhiiis*. — 14. Le prieur de Sainte-Radegonde était en 1375 et en 1382 Renoul de Boissie (*Ramnulphus de Buxia*, Arch. de la Vienne G 1359, *Ramnulphus de Boeyssia*, Sainte-Croix I. 9), en 1387 Nicolas Potareau (Statuts de Notre-Dame-la-Grande réformés le 31 juillet 1387, Arch. de la Vienne G 1091, cf. ci-dessus C n° 10 note), qui figure sur un document de 1391 comme étant en outre doyen de Bourges (Arch. de la Vienne G 1523). Cf. ci-dessus n° CCCCLXXXI note. — 15. Le chantre de Sainte-Radegonde était en 1375 Jean Gastineau (*Gastinelli*, Arch. de la Vienne G 1359). Cf. ci-dessous D, n° 42. — 16. Guillaume Sextier était chanoine de Sainte-Radegonde dès 1366 (Arch. de la Vienne G 1523) ; il est mentionné comme tel en 1375 (G 1359) ; son testament (*ibid.*) est daté de 1384. — 17. Jean Clerc était chanoine de Sainte-Radegonde (Arch. de la Vienne G 1415, a. 1379 ; cf. G 1382 et 1684). — 18. Jean Féron est cité comme chanoine de Sainte-Radegonde en 1375 (Arch. de la Vienne G 1359), ainsi que Pierre de Pierre Buffière (*Petrus de Petra Buffere*), mentionné plus loin n° 47. — 19. Jean Terrasson, chanoine de Sainte-Radegonde, fut un des exécuteurs testamentaires de Jean Baillif, curé de Saint-Porchaire (Arch. de la Vienne G 1012, testament du 18 sept. 1382). — 20. Pierre Gayniaut est indiqué comme chanoine de Sainte-Radegonde en 1373 (ci-dessus, n° CCCCLXI) et comme chanoine de l'église cathédrale en 1380 (ci-dessus n° CCCCLXXIX). — 21. Le curé de la paroisse de Sainte-Radegonde. Les 7 ecclésiastiques qui précèdent sont évidemment tous des chanoines de Sainte-Radegonde, ce qui est expressément attesté pour 6 d'entre eux : ils sont diversement taxés, de 30 s. à 10 s. — 22. Jean Limousin, prêtre, est mentionné comme témoin sur un document du 22 avril 1374 cité ci-dessus n° CCCCLXXII, n. 2. — 23. D'après son testament en date du 5 oct. 1427 (Arch. de la Vienne G 1017), Jean Gallent était alors sous-doyen de Poitiers. Il

53. Messire Guillaume Bourgeois², pour tout V s.
54. Messire Symes Troain, pour tout V s.
55. Messire Marsant, pour tout V s.
56. Le curé de Saint Palésne, par tout X s.
57. Messire Martin, pour tout X s.
58. Messire Jehan Bertran, pour tout X s.
59. Messire Jehan de la Roche, X s.
60. Le prieur de Vonnuyt², pour tout XL s.
61. L'aumosnier de Saint Ciprien²⁰ pour tout XL s.
62. Messire Eveillart, pour tout X s.
63. Le prieur de Legugé², pour tout LX s.
64. Le curé de Saint Porchaire², pour tout X s.
65. Le prieur de Saint Nicolas², pour tout XL s.
66. Le curé de la paroisse de la Chandeleré, par tout XV s.
67. Le chantre de Saint Hilaire, par tout XL s.
68. Messire Pierre de la Garniere, par tout XL s.
69. Messire Jehan Detreillers, par tout XX s.
70. Messire Symes Garineau²⁰, par tout XXX s.
71. Messire Hellas, pour tout V s.
72. Le souchantre de Saint Hilaire, pour tout XL s.
73. Messire Antoyne, pour tout X s.
74. Messire Jehan Gobienne, pour tout X s.
75. Le curé de Saint Pé Lostau, pour tout XV s.
76. Mons. Pierre Jamelot², pour tout XL s.

figure sur le rôle du décime levé en 1383 sur les bénéfices ecclésiastiques du diocèse de Poitiers (Arch. de la Vienne G 415), comme chapelain d'une chapellenie en l'église Sainte-Radegonde. — 24. Guillaume Bourgeois, prêtre, chapelain de Sainte-Radegonde habitait au bourg de Saint Aulstille (Arch. de la Vienne; Sainte-Croix l. 11, 14 juillet 1381). Cf. ci-dessus A n° 1 note. — 25. Le prieur de Vonneuil-sous-Biard dépendait de l'abbaye de Saint-Cyprien de Poitiers. — 26. L'aumosnier de l'abbaye de Saint-Cyprien s'appelait en 1375 Guy Lebreton (Arch. hist. du Poitou, t. XVII, p. 425; n. 1). — 27. Le prieur de Ligugé dépendait de l'abbaye de Maillezais (cf. notre t. I, p. 297, n. 4). — 28. Le testament de Jean Baillif (*Bailhif*, alias *Bailther*), prêtre, curé de l'église Saint-Porchaire, est daté du 18 sept. 1382 (Arch. de la Vienne G 1012) : il élit sa sépulture en l'église Saint-Porchaire « devant le crucefiz qui est en lad. eglise » ; il désigne comme ses exécuteurs testamentaires *Monsr Jehan Ferchant, chenoïne et ausmoner de Saint Hilaire le Grant* (cf. ci-dessous n° 90), Mons. Jehan Terrasson, chanoine de Sainte-Radegonde (ci-dessus n° 48), Monsr Guy Faure, chapelain de Saint-Laurent (ci-dessus D, n° 54). — 29. D'après dom Fonteneau (t. 68, p. 203), Jehan Bernard dit Burgensis était prieur de Saint-Nicolas en 1374 et eut pour successeur Jean Male-dame qui passa en 1382 un contrat d'arrentement. — 30. Simon Garineau était chanoine de Saint-Pierre-le-Puellier : cf. ci-dessus n° CCCLXXVIII, n. 4. — 31. Chanoine de Saint-Hilaire-le-Grand, Pierre Jamelot était un des commissaires chargés de répartir la taillée (ci-dessus n° CCCLXXIX et suiv.). En 1394, il était archidiaque de Poi.

77. Messire Jehan Bergereau⁷², pour tout XXX s.
78. Messire Jehan de la Desmerie⁷³, pour tout XL s.
79. Messire Giraut de Farges⁷⁴, pour tout XL s.
80. Messire Pierre Aymont⁷⁵, pour tout XXX s.
81. Messire Pierre Blanchard, pour tout XX s.
82. Colin de Biré, pour tout X s.
83. Sainte Triaise, mestre Jehan Berlant⁷⁶, pour tout XL s.
84. Le mestre escolle de Saint Hilaire, pour tout XL s.
85. Messire Estienne Besle, pour tout XX s.
86. Messire Bertran Babort⁷⁷, pour tout V s.
87. Messire Pierre Vigeron⁷⁸, pour tout XX s.
88. Messire Jehan Taffet, pour tout XV s.
89. Messire Jehan de Blois, pour tout XX s.
90. Messire Jehan Ferchaut⁷⁹, pour tout XL s.
91. Messire Guillaume Gontier⁸⁰, pour tout XXX s.
92. L'abbé de la Fontaine le Conte, pour tout C s.
93. Le prieur de Mézéaux⁸¹, pour tout X s.
94. Le curé de Saint Gregoire, pour tout X s.

tiers (Arch. de la Vienne, Sainte-Croix I. 74). — 32. Jean Bergereau, chanoine de Saint-Hilaire, figure sur un acte du 4 mars 1371 comme procureur du chapitre de Saint-Hilaire (Arch. de la Vienne G 592). — 33. Jean de la Desmerie était chanoine de Saint-Hilaire d'après son testament en date du 5 mars 1403 (Arch. de la Vienne G 515). — 34. Giraud de Farges, chanoine de Saint-Hilaire, figure sur un acte du 1^{er} juillet comme procureur du chapitre (Arch. de la Vienne G 592). — 35. Guichard d'Angle avait un pied-à-terre à Poitiers, dans le bourg de Saint-Hilaire, à côté de la maison de Pierre Aymon, chanoine de Saint-Hilaire (Arch. de la Vienne G 592). — 36. Jean Berlant, chanoine de Saint-Hilaire dès 1360 (Arch. de la Vienne, Fontaine-le-Comte, I. 18), est qualifié à la fois de chanoine de Saint-Hilaire et de trésorier de Ménigoute en 1382 (*ibid.*, I. 19), ainsi que dans son testament en date du 24 avril 1402 (Arch. de la Vienne G 515). Il était seigneur de Frouzille en vertu de sa prébende de Saint-Hilaire (G 852). Il était sans doute en même temps curé de Sainte-Trisaie d'après cet article. — 37. Le testament de Jean de la Desmerie (*de Decimaria*; ci-dessus n° 78) stipule un legs en faveur de Bertrand Babort, prêtre. — 38. Pierre Vigeron, prêtre, était chapelain d'une chapellenie en l'église de Sainte-Radegonde (Arch. de la Vienne G 1859, a. 1371). — 39. Jean Ferchaut, chanoine de Saint-Hilaire dès 1370 (Arch. de la Vienne G 592), est qualifié de chanoine et aumônier de Saint-Hilaire; en 1382, sur le testament de Jean Baillif, curé de Saint-Porchairé (ci-dessus n° 64 note). — 40. Guillaume Gontier figure comme chanoine de Notre-Dame-la-Grande sur les statuts de Notre-Dame réformés en 1387 (Arch. de la Vienne G 1091). — 41. Le prieuré de Mézéaux (harneau, commune de Ligugé, ancienne paroisse de la châtellenie de Lusignan) dépendait de l'abbaye de Fontaine-le-Comte. Le 15 nov. 1382, frère Guillaume de Saintes, prieur de Mézéaux, procureur de l'abbaye de Fontaine-le-Comte, arrende à M^r Jean Berlant, chanoine de Saint-Hilaire et trésorier de Ménigoute, l'hébergement de la Fromagère, paroisse

95. L'abbé de Bonneval^e, pour tout XL s.
96. Le curé de Saint Ilaire et Saint Ostrille, pour tout X s.
97. Messire Jehan Assalais^e, pour tout XX s.
98. Messire Giles Dangui^e, pour tout XV s.
99. Le prieur de Barbaste^e, pour tout XX s.
100. L'abbasse de Sainte Croiz^e, pour tout C s.
101. Messire Jehan Salevart, curé de S. Estienne, pour tout X s.
102. Messire Jehan Amalvin^e, pour tout XXX s.
103. Messire Jehan Saulede, pour tout XX s.
104. Messire Jehan Audry, pour tout X s..
105. Messire Helies Vassant, pour tout XX s.
106. Messire Jehan de la Chasseigne, pour tout XXX s.
107. Le curé de Nostre Dame l'Ancienne, pour tout X s.
108. Messire Lucas, pour tout XXX s.
109. Messire Bertran Prince^e, pour tout XX s.
110. Messire Guillame Gabrin, pour tout X s.
111. Le curé de Nostre Dame d'Antreglise, pour tout X s.
112. L'abbé de Saint Ciprien^e, pour tout VI l.
113. Le chamberer du dit lieu, pour tout XX s.
114. Le segrestain du dit lieu, pour tout XV s.
115. Le curé de Saint Jehan Baptiste, pour tout X s.
116. Le chantre de S. Pé, pour tout III l.
117. Le soudain^e, pour tout XL s.

de Mézeaux (Arch. de la Vienne, Fontaine-le-Comte l. 19). — 42. L'abbé de Bonnevaux (commune de Marçay, canton de Vivonne) possédait un hôtel à Poitiers derrière l'hôtel des Trois-Piliers : de là le nom de la rue du Petit-Bonnevaux. — 43. Jean Assalais était chanoine de Sainte-Radegonde (Arch. de la Vienne G 1684). — 44. Gilet Danguy, prêtre, figure comme procureur des religieuses de Sainte-Croix sur un bail à ferme du 31 déc. 1386 pour des terres de l'abbaye situées entre la Fontaine au Pape et les moulins des Quatre Roues (Arch. de la Vienne, Sainte-Croix l. 14). — 45. Le prieur de *Barbate* ou *Barbaste* figure aussi sur le rôle du décime levé en 1383 (Arch. de la Vienne G 415). C'est sans doute ce prieuré qui a donné son nom à la rue Barbatte. L'ancien logis de Barbaste, qui fut occupé, au début du XVIII^e s., par les Filles de l'Instruction chrétienne, appartenait à l'abbaye de Saint-Jouin de Marnes. Voy. Pouliot, *Une succursale de Saint-Cyr à Poitiers au XVIII^e s.* — 46. Gallienne du Pouget. Cf. ci-dessus n^{os} CCCCLXIV, CCCCLXXII. — 47. Jean Amalvin figure comme chanoine de Notre-Dame-la-Grande sur les Statuts de 1387 (Arch. de la Vienne G 1091), ainsi que Jean de la Chasseigne (n^o 106). — 48. Bertrand Prince est mentionné en 1375 comme notaire de la cour de l'official (Arch. de la Vienne G 1359). — 49. L'abbé de Saint-Cyprien était, d'après *Gallia Christiana*, II col. 1236, Jean Driest ou Diest, qui figurerait sur des documents de 1378 et 1390. On trouve Jean de Charnay sur un acte du 2 sept. 1385 (Arch. de la Vienne, Saint-Cyprien l. 34), en 1375 Alexandre (*ibid.* l. 9), qui avait succédé à Thibaud de Cloistres (*ibid.*, l. 26, 9 fév. 1366, l. 18 26 juin 1369). — 50. Le sous-

118. Messire Pierre Danchiet, pour tout tout XV s.
119. Le chevessier de S. Pierre⁵¹, pour tout IIII l.
120. Messire Jehan Legar, pour tout X s.
121. Le mestre escolle⁵², pour tout XL s.
122. Le curé de S. Ilaire d'Entreglise, pour tout X s.
123. Messire Guillaume Bar⁵³, pour tout XL s.
124. Messire le collecteur⁵⁴, pour tout IIII l.
125. Le commandeur de la Villedieu⁵⁵, pour tout XL s.
126. Messire Jehan Dechantre, pour tout V s.
127. Le baillif de Jaunay⁵⁶, pour tout LX s.
128. Le prieur du dit lieu⁵⁷, pour tout XX s.
129. L'abbé de Bourgueil en Valée, pour tout LX s.
130. Le commandeur d'Aventon⁵⁸, pour tout XX s.
131. Le curé de Chassenoil, pour tout X s.
132. Le curé de Buxerolles, pour tout V s.
133. Le curé de Vonuyl⁵⁹ près de Poitiers, pour tout X s.

doyen de Saint-Pierre était nommé par le doyen, comme le sous-chantre par le chantre (cf. Statuts du chapitre de la cathédrale de Poitiers, Arch. de la Vienne G 182, cart. 25, n° 14, f° 11). — 51. Le dernier chevessier de Saint-Pierre fut Jean de Loubert, qui figure avec ce titre sur un acte de 1370 (*Arch. hist. du Poitou*, t. XXI, p. 153) : son office fut supprimé le 22 avril 1389. — 52. En raison de la pénurie de ses ressources, par suite des pertes subies lors de la prise de Poitiers par les Anglais en 1346, le chapitre de Saint-Pierre avait décidé, le 17 nov. 1351, d'abolir la dignité d'écolâtre (ou maître-école), qui n'était pas prébendée et dont les revenus, unis à la mense commune, devaient être appliqués désormais aux besoins de l'église (dom Fonteneau, t. II, p. 103). Cette décision fut approuvée par une bulle d'Urbain V le 13 fév. 1366. Mais Ameline Dubreuil, ayant prétendu avoir droit à cette dignité, fut mis par le pape en possession du bénéfice, dont la suppression ne devint définitive qu'en vertu d'une bulle de Benoît XIII, du 23 août 1395 (dom Fonteneau, t. II, p. 183). En 1392, l'écolâtre de Poitiers était Jean Rivaut (*Arch. Nat.* X 1 a, 1476, fol. 91). — 53. Guillaume Bar, dont le testament en date du 22 avril 1412 (*Arch. de la Vienne* G 1017) le qualifie de doyen de Saint-Hilaire et chanoine de l'église de Poitiers, était déjà doyen de Saint-Hilaire en 1402 (*Mém. Antiquaires de l'Ouest*, 1852, p. 61). — 54. Pierre Domaud était en 1382 chanoine, prévôt de Saint-Pierre et collecteur du diocèse de Poitiers (*Arch. de la Vienne*, Sainte-Croix l. 9). Il avait succédé comme collecteur à Michel de Verneuil, receveur de la dîme annuelle pour l'évêque de Poitiers, collecteur général (même liasse, fév. 1377). — 55. Le Commandeur de la Villedieu (chef-lieu de canton, arrondissement de Poitiers), de l'ordre de Malte, dépendait du prieur d'Aquitaine (ci-dessus n° 32). — 56. Le bailli de Jaunay administrait le fief, qualifié de châteltenie ou baillie, que l'abbaye de Fontevault possédait à Jaunay (canton de Saint-Georges). Voy. notre t. I, p. 294, n. 1. — 57. Le prieuré et la cure de Jaunay dépendaient de l'abbaye de Bourgueil (Indre-et-Loire), que concerne l'article suivant. — 58. D'après l'Inventaire des archives du Grand Prieuré d'Aquitaine, aux Archives de la Vienne, il n'y avait pas de commanderie à Avanton (canton de Neuville), mais le seigneur d'Avanton devait une rente de 50 sous au commandeur de Saint-Georges. — 59. Vouneuil-sous-Biard. —

134. Le curé de Meigné, pour tout XX s.
135. Le curé de Montamiser, pour tout X s.
136. Le curé de Meignaleur, pour tout X s.
137. Le curé de Cencé^m, pour tout V s.

(D). Restes sur les gens d'Eglise :

1. Mons, l'évesque de Poitiers, de VII l. pour tout nyent, pour ce qu'il n'a rien voulu paier, disens que les prelaz ne doyvent paier mès que font les barons qui n'en païet rien.

2. L'official de Poitiers¹, de XL s. nient, pour ce que Guillemin Maingo et Johan Luyler, sergens de monseigneur de Berri, commis par mons. le seneschal à faire paier les taux imposez sur lesd. gens d'Eglise pour cause de la dicte taillée. dient qu'il n'y povent metre remede et que mons. l'évesque leur deffendit que plus n'en fust levé et qu'il n'avoit ootroïé fors que III^e livres sur lesd. gens d'eglise.

3. Le segrestain de Monsterneuf, de XX s. nient pour la cause dessusdicte.

4. L'enfermer du dit lieu, de XX s. nient pour la cause dessusd.

5. L'aumosner du dit lieu, pour partie de trente sous, pour tout XX s. ; pour le demeurant, qui se montet X s., nient pour la cause dessusd.

6. Le chantrre du dit lieu, de XX s. pour tout nient pour la cause dessusd.

7. Le chappellain de la chapelle d'Alfons², de XX s. pour tout nient pour la cause dessusd.

8. Le curé de Monsterneuf, de X s. pour tout nient pour la cause dessusd.

9. Le curé de Saint Germain, de X s. pour tout nient pour la cause que dessus.

10. Frere Pierre, commandeur de Vellaudon³, pour partie

60. Bien que la paroisse de Chéneché (canton de Neuville) ne figure pas sur la liste précédente (B note 1), sans doute parce qu'elle ne faisait pas partie alors de la châtellenie de Poitiers, le curé est taxé ici parce qu'il dépendait de l'abbaye de Saint-Cyprien de Poitiers, comme le prieur de Chéneché (ci-dessous D n° 43). L'orthographe *Cencé* n'est pas signalée par le Dictionnaire de Rédet.

1. L'official de Poitiers était Nicolas Potereau. Cf. ci-dessus n° CCCCLXXXI. — 2. Sur le legs fait par Alphonse, comte de Poitiers, en faveur de l'abbaye de Montierneuf, voy. Arch. de la Vienne, Montierneuf, l. 13, extrait du testament d'Alphonse. Les statuts de l'abbaye de Montierneuf en date du 11 nov. 1403 (*ibid.* l. 1) mentionnent le chapelain du comte. — 3. La commanderie de Vellaudon, de la paroisse de Saint-Cyr, dépendait de celle d'Auzon (commune de Châtel-

de XXX s., pour tout XX s. ; pour le demeurant qui se montet X s. nient pour la cause que dessus.

11. Messire Jehan de l'Eschalle, de X s. nient pour la cause dessusd.

12. L'aumosner de Saint Benoist¹, pour partie de XX s., pour tout XIII s. IX d. ; pour le demorant qui se montet VI s. III d. nient pour la cause dessusd.

13. Le chantre du dit lieu, de X s. nient pour la cause dessusd.

14. L'enfermer du dit lieu, de X s. nient pour la cause que dessus.

15. Le segrestain du dit lieu, de X s. nient pour la cause que dessus.

16. Le chamberer du dit lieu, de X s. nient pour la cause que dessus.

17. L'abbé de Nostre Dame², pour partie de XL s., pour le denier qui se montet XX s. nient pour la cause dessusd.

18. Messire Pierre Jemeau, de XX s. nient pour la cause dessusd.

19. Le chantre de Nostre Dame³, de XX s. nient pour la cause que dessus.

20. Messire Guillaume Jolivet, de V s. nient pour la cause dessusd.

21. Messire Jehan Quentin⁴, de X s. nient pour la cause dessusd.

22. Messire Jehan Costurer, pour partie de XV s., pour tout V s. ; pour le demourant qui se montet X s. nient pour la cause dessusd.

lerault, cf. notre t. I, p. 77, n. 2). En 1239, Guillaume de Sqnay, commandeur des maisons du Temple en Aquitaine, concédait à Etienne de Saint-Cyr, prêtre, la maison de Velaudon, avec toutes dépendances, moyennant une rente de 12 livres à payer à la maison d'Auzon (Arch. de la Vienne H 3, 799). — 4. D'après un acte du 6 août 1415 (Arch. de la Vienne, Saint-Benoît, l. 6), l'office de l'aumônier de Saint-Benoît jouissait notamment d'une rente de 50 sous sur une maison située à Poitiers, au carrefour de la Barre, sur la rue allant de la porte de S. Cyprien au puy de la Barre, en tournant à Saint Palayne. — 5. L'abbé de Notre-Dame-la-Grande était peut-être déjà Pierre Prévôt, qui figure sur des documents s'échelonnant de 1381 à 1403 et notamment sur les Statuts de Notre-Dame réformés en 1387 (Arch. de la Vienne G 1091 et 1236). Il avait succédé à Guillaume Bernard (1361-1376). Cf. Arch. de la Vienne G 1086, dom Fonteneau, t. II. — 6. Le chantre de Notre-Dame, le premier dignitaire après l'abbé, se nommait Jean Gontier en 1387 d'après les Statuts précités. — 7. Jean Quentin, prêtre, était chapelain de la chapelle de Notre-Dame en l'église Saint-Paul de Poitiers (Arch. de la Vienne G 1415,

23. Mestre Jehan de Londres⁹, de XL s. nient pour la cause dessusd.

24. Messire Aymeri de Saint Denis, de V s. nient pour la cause que dessus.

25. Messire Estienne Peletier, pour partie de X s., pour tout V s., pour le demorant qui se montet V s. nient pour la cause dessusd.

26. Messire Estienne Dartinges, de X s. nient pour la cause dessusd.

27. Messire Jehan Garner, de X s. nient pour la cause dessusd.

28. Le prieur de Montmorillon⁹, de XX s. nient pour la cause que dessus.

29. Messire Estienne Dagernes, pour partie de X s., pour tout V s. ; pour le demorant, qui se montet V s. nient pour la cause dessusd.

30. Le curé de Saint Micheau, de X s. pour tout nient pour la cause dessusd.

31. Messire Guillon Laccorte, pour partie de XL s., pour tout XXX s. ; pour le demorant, qui se montet X s., nient pour la cause dessusd.

32. Messire Estienne Dorat, de XX s. pour tout nient pour la cause dessusd.

33. Les Rabiz¹⁰, de XX s. pour tout nient pour la cause dessusd.

34. Messire Jehan Chioche, de X s. pour tout nient pour la cause dessusd.

35. Messire Gieffroy Michea, de X s. pour tout nient pour la cause que dessus.

36. Messire Pierre Terri, de X s. pour tout nient pour la cause dessusd.

37. L'abbasse de la Trinité¹¹, pour partie de LX s., pour tout XL s. ; pour le demourant, qui se montet XX s., nient pour la cause dessusd.

a. 1379). — 8. Jean de Londres, conseiller du duc de Berry, était trésorier du chapitre de Ménigoute. Cf. *Arch. hist. du Poitou*, t. XXI, p. 310. — 9. Il ne saurait être question ici du chef-lieu d'arrondissement de ce nom, où il y avait deux prieurés, l'un de l'ordre de Grammont, l'autre à la collation de l'abbé de Saint-Martial de Limoges. Ni l'un ni l'autre de ces prieurs ne paraît avoir eu de raison pour être taxé à Poitiers. Le Dictionnaire de Rédet indique un autre Montmorillon,auj. ferme, commune de Poitiers : on n'y signale pas de prieuré. — 10. Le rôle du décime ecclésiastique de 1383 (G 415) porte : *Capellanus capellanie deffuncti Reg. Rabei in ecclesia Beate Radegundis*. — 11. L'abbesse de la Trinité était en 1377 Isabeau Trousselle (*Arch. de la Vienne*, Trinité l. 65). Elle avait succédé à Marie Souaigne (*ibid.*, l. 10, a. 1364, 1370, 1371). Le siège de l'abbesse était vacant le 15 fév.

38. La prieuresse du dit lieu, de X s. nient pour la cause dessusd.

39. La chevessere du dit lieu, de X s. nient pour la cause que dessus.

40. La celerere et les officiers, de XX s. pour tout nient pour la cause que dessus.

41. Le curé¹², de XX s. pour tout nient pour la cause dessusd.

42. Messire Jehan Gastineau¹³, de XX s. nient pour la cause dessusd.

43. Le prieur de Cheniché¹⁴, de XX s. pour tout nient pour la cause que dessus.

44. L'abbé de Saint Hlaire de la Celle¹⁵, pour partie de C s., pour tout IIII l. ; pour le demourant, qui se montet XX s., nient pour la cause dessusd.

45. Messire Berthomé Marssay, prieur de cloistres du dit lieu, de X s. nient pour la cause dessusd.

46. L'enfermer du dit lieu, de X s. pour tout nient pour la cause dessusd.

47. Frere Pierre Guytart, de XX s. pour tout nient pour la cause dessusd.

48. Le prieur de Saint Pourchaire, de XXX s. pour tout nient pour la cause que dessus.

49. Messire Jehan Garineau¹⁶, de V s. pour tout nient pour la cause dessusd.

50. Le chappellain de S. Christoffe¹⁷, de X s. pour tout nient pour la cause dessusd.

51. Mons. Raymont Maleguise, de XX s. pour tout nient pour la cause dessusd.

1382 (*ibid.* l. 28) ; il était occupé en 1384 par Souveraine de Chanac (*Galk'a Christiana*, t. II, col. 1307), qui mourut le 21 nov. 1391 (Trinité l. 4, *Superana de Chanaco*). — 12. Il s'agit sans doute du curé de l'église de la Résurrection, qui touchait à l'abbaye de la Trinité, à laquelle se rapportent les articles précédents. — 13. Jean Gastineau, prêtre, chantre de Sainte-Radegonde en 1375 (Arch. de la Vienne G 1359), était garde du scel aux contrats à Poitiers en 1371 (G 1029, le 30 juin) et en 1372 (H 1, 56, 7 fév., Trinité l. 65, oct.). En 1391, il était receveur général de l'évêque de Poitiers (Trinité l. 10). — 14. Le prieur de Chéneché dépendait de l'abbaye de S. Cyprien de Poitiers. — 15. Guillaume Berlouin (Arch. de la Vienne, Saint-Hilaire-de-la-Celle, l. 56, janv. 1379, sept. 1398). — 16. Le testament de Jean Garineau, sous-diacre, chanoine et maître-école de Saint-Hilaire, en date du 9 mars 1429, prescrit l'exécution du testament de son frère Jean Garineau, chanoine de Saint-Hilaire, qui avait fondé à Lavausseau une aumônerie pour les pauvres (Arch. de la Vienne G 1017). — 17. L'église de Saint-Christophe, antérieurement paroissiale, avait été donnée aux Jacobins, quand ils s'étaient établis à Poitiers ; il en

52. Mons. Pierre Vincent, de XX s. pour tout nient pour la cause dessusd.

53. Le tresaurer de Saint Hilaire ¹⁸, de LX s. pour tout nient pour la cause que dessus.

54. Mons. Guyon Faure ¹⁹, pour partie de XV s. pour tout X s. ; pour le demourant, qui se montet V s., nient pour la cause dessusd.

55. Mons. Jehan de Cazetes, pour partie de XV s. pour tout X s. ; pour le demourant, qui se montet V s., nient pour la cause dessusd.

56. Le chappellain general ²⁰, de X s. nient pour la cause dessusd.

57. Le prieur de Croustelles ²¹, de X s. pour tout nient pour la cause dessusd.

58. Le prevost de Luçon ²², de XL s. pour tout nient pour la cause dessusd.

59. Mons. Jehan Gauffre, pour partie de XX s. pour tout X s. ; pour le demourant, qui se montet X s., nient pour la cause dessusd.

60. Le prieur de la Vaillole ²³, pour partie de XL s., pour tout XXVI s. III d. ; pour le demourant,, qui se montet XIII s. IX d., nient pour la cause dessusd.

61. La prieuresse de Sainte Croiz ²⁴, de X s. pour tout nient pour la cause dessusd.

62. La chevessere du dit lieu ²⁵, de X s. pour tout nient pour la cause dessusd.

63. La reffetourere du dit lieu, de X s. pour tout nient pour la cause dessusd.

subsiste quelques restes rue de l'Ancienne-Comédie, n° 9. — 18. Etienne de Loyseau. Voy. ci-dessus n° CCCCLXXIII. — 19. Voy. ci-dessus C, n° 64 note. — 20. Sur les fonctions du chapelain général de Saint-Hilaire, voy. de Longuemar, *Essai historique sur Saint-Hilaire, Mém. Soc. Ant. de l'Ouest*, 1856, p. 110. — 21. Le prieur de Croustelle (canton Sud de Poitiers) dépendait de l'abbaye de Fontaine-le-Comte. Le 20 nov. 1363, Edouard prince d'Aquitaine avait confirmé les rentes de 60 s. et de 13 s. accordées par ses prédécesseurs aux religieux de Fontaine-le-Comte et à leur maison de Croustelle (Arch. de la Vienne, Fontaine-le-Comte, l. 1). — 22. L'abbaye de Luçon possédait à Poitiers la maison dite les Piliers de Gautier, située à la limite du bourg de Saint-Hilaire. Voy. notre t. I, p. 90 n. 1, 106 n. 1. — 23. La Vayolle, hameau, commune de Nieul-l'Espoir. Le prieuré était de l'ordre de Grandmont. — 24. En 1373, d'après les hommages de Sainte-Croix (Arch. de la Vienne, Sainte-Croix l. 97), la prieuresse claustrale était *Sibille de Saceyo*, la chévécère Isabelle *Odarde*, la réfectorière Hélène du Pouget, la célerièr Marguerite *de Pellio*. — 25. Le rôle des cens appartenant à la chévécère de Sainte-Croix, daté de 1380 (Arch. de la Vienne, Sainte-Croix, l. 25), indique parmi les cens dus le lendemain de la Toussaint : *Le maire de la commune de Poitiers, sur les*

64. La celerere du dit lieu, de X s. pour tout nient pour la cause dessusd.

65. Mons. Gieffroy Villain, de X s. pour tout nient pour la cause dessusd.

66. Le celerer et le pidanser de Saint Ciprien²⁰, de X s. pour tout nient pour la cause que dessusd.

67. L'enfermer du dit lieu, de XV s. pour tout nient pour tout nient pour la cause que dessus.

68. Le maistre de l'œuvre du dit lieu, de XV s. pour tout nient pour la cause dessusd.

69. Le chappellain de la chappellenie de Faugere²¹, de X s. pour tout nient pour la cause que dessus.

70. Les deux chappellains de Saint Just²², pour partie de XX s., pour tout X s. ; pour le demorant, qui se montet X s., nient pour la cause dessusd.

71. L'abbé de la Roiau²³, de XX s. pour tout nient pour la cause dessusd.

72. Le doien de Poitiers, de LX s. pour tout nient pour la cause que dessus.

73. Le souchantre de Saint Pé, de XL s. pour tout nient pour la cause que dessus.

74. Mons. Johan Abibon, pour partie de XX s., pour tout X s. ; pour le demorant, qui se montet X s., nient pour la cause dessusd.

75. Mons. Joñan Blanchard²⁴, de XX s. pour tout nient pour la cause dessusd.

76. Mons. Morice Bouschet²⁵, pour partie de XL s., pour tout XX s. ; pour le demourant, qui se montet XX s., nient pour la cause dessusd.

molins qui furent Joh. Affrey clerc, sis à Chaceignes, XX s. — 26. Le chambrier (camerarius, cf. ci-dessus C n° 113), le sacristain (sacrista, cf. ibid. n° 114), l'infirmier (infirmarius, cf. ci-dessus n° 67) et le maître de l'œuvre (magister operis, cf. ci-dessus n° 68) de l'abbaye de Saint-Cyprien figurent sur le rôle du décime de 1383 (G 415), mais non le célerier et le pitancier, non plus que l'aumônier (cf. ci-dessus C n° 61). — 27. Une chapelle desservie dans l'abbaye de Saint-Cyprien était appelée Notre-Dame de Fougère (Arch. de la Vienne, S. Cyprien l. 4). — 28. Le prieuré de Saint-Just, à Chauvigny, dépendait de l'abbaye de S. Cyprien. — 29. La Reau, commune de Saint-Martin-Lars. Cette abbaye possédait des terres à Mignaloux (voy. notre t. I, p. 379 n. 5) et une maison à Poitiers près du four de l'abbaye de Sainte-Croix (Arch. de la Vienne, Sainte-Croix, l. 11). — 30. Jean Blanchard était archiprêtre de Chonay, d'après le testament de Pierre Aubeneau, aumônier de Notre-Dame, en date de 1383 (Arch. de la Vienne G 1236). — 31. Maurice Bouchet était en 1387 chanoine de Saint-Pierre (Arch. de la Vienne G 1359), en 1392 sous-chantre de Saint-Pierre (Arch. hist.

77. Mons. Ascelin de Maches³², de XL s. pour tout nient pour la cause dessusd.

78. Mons. Guillaume Bitoleau, pour partie de XX s., pour tout X s. ; pour le demorant, qui se montet X s., nient pour la cause dessusd.

79. Monsieur Simes Guillaut³³, de XXX s. pour tout nient pour la cause dessusd.

80. Mons. Bynart, de X s. pour tout nient pour la cause dessusd.

81. Mons. Jehan Chalandray, de V s. pour tout nient pour la cause dessusd.

82. Mons. Regnaut de Bussi, de XX s. pour tout nient pour la cause que dessus.

83. L'abbasse de Fontevraut³⁴, de IIII l. pour tout nient pour la cause que dessus.

84. La prieuresse de Saint Julien³⁵, de X s. pour tout nient pour la cause dessusd.

85. La prieuresse des Roches, de X s. pour tout nient pour la cause dessusd.

86. La prieuresse de Saint Marve, de X s. pour tout nient pour la cause dessusd.

87. L'abbé d'Oyreval³⁶, de XL s. pour tout nient pour la cause dessusd.

S'ensuyvant les restes des curés d'églises :

88. Le curé de la Fontaine le conte, de V s. nient pour la cause que dessus.

89. Le curé de Neufville, de X s. pour tout nient pour la cause que dessus.

90. Le curé de Cisset, de X s. pour tout nient pour la cause que dessus.

91. Le curé d'Aventon, de V s. pour tout nient...

92. Le curé de Charay, de X s. pour tout nient...

93. Le curé d'Ytuyl, de X s. pour tout nient...

du Poitou, t. XVII, p. 409 note). — 32. Ascelin de Maches était secrétaire du duc de Berry. Voy. ci-dessus n^{os} CCCGXIV n. 5, CCCGXIX. — 33. Voy. ci-dessus n^o CCCCLXXXII. — 34. L'abbaye de Fontevraut (Maine-et-Loire) figure déjà sur ce rôle pour son fief de Jaunay (ci-dessus C n^o 127 note). — 35. On voit figurer, sur le procès-verbal de l'élection de l'abbesse de la Trinité, qui eut lieu le 7 déc. 1391, outre la prieuresse claustrale, la prieuresse de Saint-Julien (la seigneurie de la paroisse de Saint-Julien-l'Ars appartenait à l'abbaye de la Trinité) la prieuresse des Roches (la seigneurie des Roches-Prémarty appartenait à l'abbaye de la Trinité), la prieuresse de Smarve (l'abbaye de la Trinité avait droit de haute justice dans son fief de Smarve), et aussi les prieuresses d'Amberre, de Nieuil-l'Espoir et de Pouillé (Arch. de la Vienne, Trinité, 1 4). — 36. Airvault, arrondissement de Parthenay (Deux-Sèvres). —

94. Le curé de Legugé, de X s. pour tout nient...
95. Le curé de Chabornay, de X s. pour tout nient...
96. Le curé de Quinçay, de XV s. pour tout nient...
97. Le curé de Biart, de X s. pour tout nient...
98. Le curé de Jaunay, de X s. pour tout nient...
99. Le curé de Beaumont, de X s. pour tout nient...
100. Le curé Saint Saornin, de X s. pour tout nient...
101. Le curé de Saint Julien, de X s. pour tout nient...
102. Le curé de Saint Benoist, de V s. pour tout nient...
103. Le curé de Noailhé, de X s. pour tout nient...
104. Le curé de la Chapelle de Moliere, de V s. pour tout nient...
105. Le curé de Saint Marve, de X s. pour tout nient...
106. Le curé de Nyeuyl l'Espaier, de X s. pour tout nient...
107. Le curé de Saint George, de V s. pour tout nient...
108. Le curé de Bonnes, de X s. pour tout nient...
109. Le curé de Jadres, de XV s. pour tout nient...
110. Le curé de Lavour, de X s. pour tout nient...
111. Le curé de Beignoux, de V s. pour tout nient...
112. Le curé de Bonuyll Matorre^{er}, de X s. pour tout nient.
113. Le curé de Vonuyll sur Vienne, de X s. pour tout nient...
114. Le curé d'Exomont, de V s. pour tout nient...
115. Le curé de Liners, de X s. pour tout nient...
116. Le curé de Savigné, de X s. pour tout nient...

CCCCLXXXIV

Etat des paiements effectués par Jean Bernard, receveur de la taillée de mille ou onze cents livres pour les fortifications de la ville.

1380

Original, Arch. mun. J 1.

Despance s'ensuit sur les diz exploiz.

1. A monseigneur Hugues de Froideville, seneschal de Poitou, pour la deliberacion et avis des prelaz, gens d'eglise, du maire, bourgeois, commun de la dicte ville, et d'un commun

37. La paroisse de Bonneuil-Matours, canton de Vouneuil-sur-Vienne, ne figure pas sur la la liste des paroisses qui précède (B). Cependant une partie de cette paroisse était de la châtellenie de Poitiers et figure par suite sur le rôle des hommes de la suite du maire et de la commune de Poitiers (voy. notre tome I n° CCLXVIII, et ci-dessus n° CCCXXII).

assentement, pour certaines mises¹ et travaux que le dit monseigneur le seneschal avoit mis, fait et soustenu pour faire retraire les gens d'armes qui estoient logiez entour la dicte ville, lesquels endomagoient le païs molt grandement, si pour li n'y fust pourveu, que pour autres chouses qu'il a faites au prouffit de la ville et païs d'environ, sicomme il appert par la lettre faite et seellée des dictes gens d'eglise que du maire et commun de la dicte ville souz leurs seaux, laquelle lettre est du premier jour du mois d'aoust l'an mil CCC III^{xx}... Pour ce, C l.

2. A Guillame Benoist, charpenter, pour refaire de bois tout neuf la tour appellée la tour Philipom Jacques, assise à Saint Ladre², reparrer la bretresche³ devers la Pisserote⁴, estancher la Chalestre⁵, reparrer les trois bretresches qui sont en⁶ la dicte Chalestre et le chastel⁷, sicomme il appert par le mandement seellé des seaux des diz commissaires, donné du VI^e jour d'aoust l'an mil CCC III^{xx}, la quiptance donnée sur ce souz le seign Colin Ami du dit jour... Pour ce, XXXI l.⁸

3. A Johan Calendreau, charpenter, pour faire huit bretresches neufves et reparrer quatre viesles, qui seront mises dès la porte Bajon jucques à Rochereoux⁹ si comme il appert par mandement des diz commissaires, seellé de leurs seaux du VI^e jour d'aoust et par la quiptance seignée par Colin Ami notaire, du VI^e jour du dit mois l'an mil CCC III^{xx}... Pour ce, LXV l.¹⁰

4. A johan Marchant, charpenter, pour reparrer et redroiser de toutes chouses neccessaires la tour sur l'estant de Saint Ilaire et autres reparacions en pans du mur de la Transchée... Pour ce, LXX l.¹¹

5. A Johan Normant, masson, sur ce que l'on li puet devoir pour paver en l'esve trois archeres assises en la chaucée

1. Dépenses. — 2. Sur la porte Saint Ladre ou Saint Lazare, voy. ci-dessus p. 195 n. 13. — 3. On appelle bretèche un parapet crénelé surmontant les murs. — 4. Le faubourg de la Roche, anciennement la Roche d'Anguitard, près de la Cucille-Mirebalaise, était appelé vulgairement la Pisserote. Cf. Arch. de la Vienne G 1763 (a. 1478) : *le lieu de la Roche, autrement la Pisserote*. — 5. On appelait *chalaistre* les bondes de l'étang de Montierneuf près de la porte Saint Ladre : l'ancien pont sur la Boivre, voisin de l'emplacement actuel de la rue de la Chaussée, était appelé pont de la Chalaistre (Arch. de la Vienne, Montierneuf l. 71). — 6. Lire : *entre*. — 7. Cf. n° CCCCI. — 8. En marge : *Soit ceu, si lesd. ouvrages sont faiz et parfaiz*. — 9. Rochereuil, faubourg de Poitiers, sur la rive droite du Clain, en face de Montierneuf. La porte Bajon était située à côté de la tour des Moulins Bajon et donnait accès au gué des Gallois, en face de la rue des Poules. — 10. En marge : *Lesd. ouvrages ont esté faiz autrement qu'à point et pour ce, soit contraint à les faire et parachever*. — 11. En marge :

de Saint Ciprien, le pris de six cens livres... Pour ce, XXV l.

6. A Guillaume Orilleux, charpenter, pour ordir et planfonner la tour romde près du portal du pont Enjobert, que pour autres ouvrages¹² en pans du dit mur... Pour ce, LIIII l.¹³.

7. A monseigneur Guillame de Torssay¹⁴, chevalier, lors lieutenant de monseigneur le seneschal de Poitou, pour ce qu'il fut establi et ordenné par les gens de mon très redoubté seigneur et pour les bourgeois de la dicte ville, ou que que soit, par la plus grant et saine partie d'iceulx ademourans en la dicte ville, pour icelle visiter, faire reparrer et conforter les habitans de la dicte ville jucques à la venue du dit monseigneur le seneschal, lequel estoit alé pour la dicte ville et païs d'environ devers mon très doubté seigneur, monseigneur le duc de Berri, pour li expouser et dire l'estat de son dit païs et pour avoir secour et confort pour les Anglois, qui estoient molt fors sur le dit païs, lequel chevalier fut ordenné par les dessusdiz qu'il auroit et prandroit sur la recepte de Johan Bernart, receveur de la dicte taillée, un franc par jour jucques à la venue du dit monseigneur le seneschal... Pour ce, pour quinze jours, XV l.

8. Au dit chevalier, par un autre mandement seellé des diz commissaires, donné du VII^e jour de septembre en dit an, pour autres quinze jours, qu'il fut à la visitacion de la dicte ville... Pour ce, XV l.

9. A Johan Champeigneo, pour faire faire tout à neuf et reparrer de tout ce qu'il y faudra en la bretresche aus Mouners... Pour ce, C s.

10. A Meron Guytart, Philipom Jondraut, Aymeri Vincent, massons, pour aussyer de massonne de six piez la tour du molin du Chasteaux¹⁵... Pour ce, XI l.

*Soit ceu, s' lesd. ouvrages furent failles (sic). — 12. Les mots autres ouvrages ont été rayés et l'on a ajouté au-dessus : fere V berteschies neves dès led. portal jucques à S. Ciprien et pour reparer VIII berteschies. — 13. En marge : Facet et parachevet lesd. ouvrages, pour ce qu'il ne furent pas parachevés. — 14. Guillaume de Torsay, seigneur de la Roche-Ruffin et de la Mothe-Saint-Héray, fut conseiller et chambellan du roi et du duc de Berry ; il suivit ce prince en Flandre en 1382 et reçut de Charles VI en 1383 un don de 500 francs d'or. En 1384, il accompagna le duc de Berry à Boulogne-sur-Mer et y assista aux négociations d'une trêve. En 1388, il suivit le roi et le duc de Berry en Allemagne. Il devint sénéchal de Saintonge en 1397. Il mourut avant le 3 janvier 1401. Son fils aîné, Jean de Torsay, chambellan de Charles VI et du duc de Berry, fut sénéchal de Poitou depuis les premières années du XV^e s. jusqu'à sa mort en 1428 et fut pourvu le 8 janvier 1416 des hautes fonctions de maître des arbalétriers de France. Voy. P. Anselme, *Histoire généalogique*, t. VIII, p. 69 et suiv., *Arch. hist. du Poitou*, t. XXIV, p. 375, t. XXVI, p. 242. — 15. Les moulins*

11. A Perrot Giraut, parroissien de la Celle, pour metre et convertir ès reparacions des bretresches de la tour de Maumusar¹⁶ jucques à Saint Ciprien... Pour ce, XV l.

12. A Girart Barbe, pour convertir ès reparacions neccessaires dès le portal du pont Enjobert jucques au portal de Rocheroux... Pour ce, XL l.

13. A Simon Bonchant et Guillaume Gauffre, pour convertir ès reparacions dès le verger aus Tarins jucques au portal de Rochereou... Pour ce, XL l.

14. A Johan Micheau, mercer, pour convertir et mettre ès dictes reparacions dès Saint Ciprien jucques au pont Enjobert... Pour ce, XX l.

15. A Estienne Micheau, Johan de la Barre, Guillaume de Benoiston, mrassons, ou à l'un d'eulx, sur une tasche de L l., sur ce que l'on leur puet devoir pour aussier de douze piez de haut le portal de Bajon et y faire une reprinse pour faire une vouste une autreffoiz et pour faire un dos d'asne davant le dit portal... Pour ce, XX l.

16. A Johan Champeigneo, pour metre ès reparacions neccessaires sur la tour de l'estant Saint Ilaire¹⁷ jucques au bot des murs neufs sur le marois... Pour ce, L l.

17. A Estienne Micheau, Johan de la Barre et Guillaume Benoist, pour aussier de douze piez le portal de Bajon et pour faire devant la porte un doust d'asne de six piez de large... Pour ce, XXX l.

18. A Johan Normant, masson, pour cause d'avoir pavé sous l'esve les trois archeres de la chaucée de Saint Ciprien... Pour ce, XXV l. (Derrer paiement de la somme de VI^{xx} l.)¹⁸.

19. A Johan de Chassenuyl, charpenter, pour faire les bondes de la chaucée de Saint Ciprien et les pons leveis et dormans, derrer paiement de ce¹⁹... Pour ce, XX l.

20. A Simon Bonchant, pour acheter bois pour faire une

de Cornet et du Château, qui appartenaient au chapitre de Saint-Pierre, étaient situés en amont du pont Joubert. Le 26 janvier 1390, le duc de Berry accordait au chapitre de Saint-Pierre une indemnité de 80 livres tournois pour le dommage causé à ces moulins par les travaux de fortifications faits au pont Joubert. Arch. mun. E 16. Les statuts du chapitre de la cathédrale de Poitiers (Arch. de la Vienne, G 182, cart. 25) mentionnent les moulins de *Cornet* et de *Castello*. — 16. La tour de Maumusart était peu éloignée de la porte de la Tranchée. Voy. Rédet, *Mém. de la Soc. des Antiquaires de l'Ouest*, 1839, p. 389 et suiv. — 17. La tour de l'Etang de Saint-Hilaire était voisine de Pont-Achard. Voy. Rédet, *ibid.* — 18. Les mots entre parenthèses ont été ajoutés. — 19. On a ajouté au-dessus : de II^e V l. — 20 Jean de

palisse, ordonnée par monseigneur le seneschal, au long des teneries pour refoiller l'esve contre sus... Pour ce, X l.

21. A Johan de Beaupui, pour sexante et cinq livres de plon pour mettre aus archeres de la dicte chaucée... Pour ce, LIII s. II d.²⁰.

22. A Guillaume le Mareschal, pour grappes de fer mises en pavement des archeres de la chaucée Saint Ciprien... Pour ce, III l. II s. VI d.²¹.

23. A Johan Bernart, pour faire reparrer et redroisser et pourchasser la matere et les ouvres à relever toutes les breches des murs et des querneaux, qui sont dès le Clain jucques à l'estang de Saint Ilaire en la capitainerie du dit Johan, sicomme il appert par le mandement des diz commissaires sur ce donné et seellé sous leurs seaux du VIII^e jour de septembre, le dit mandement sur ce rendu. Et est près d'en compter à ceulx qui à ce seront ordennés et oir les particularités des reparacions de la dicte ville, touteffois qu'il leur plaira. Pour ce, XX l.

24. A Girart Barbe²², pour les gaiges à li ordennés pour les paines et mises qu'il a fait et soustenu pour requerre leurs euvres et faire faire les reparacions de la dicte ville... Pour ce, X l.

25. A Meron Aymeau, pour faire reparrer et ordir tout à neuf deux tours à Saint Ladre... Pour ce, X l.

26. A Micheau Barré, charpenter, pour reparrer et ordir et faire de bois tout neuf deux grousses tours assises ès murs sur le Pré l'Abbase... Pour ce, XV l.

27. A Perrot Delatouche, Perrot Dangiers et Perrot Gervais, massons, pour faire un doux d'asne de VIII piez de large devant la porte Saint Pé²³, darrere Sainte Ragond... Pour ce, VII l.

28. A Lyenart Daniel²⁴, pour mettre et convertir ès repara-

Beaupuy a ajouté à la suite de cet article : *Je ledit Jehan de Beaupuy ay reçu la dicte somme.* (Signé) *Beaupuy.* — Jean de Beaupuy figure sur la liste des notables exempts du droit de prise (ci-dessus n° CCCCLXIII). — 21. On a rayé *II s. VI d.*, mais il faut pas compter pour que le total placé à la fin soit exact. — 22. Girart Barbe paraît avoir été chargé de diriger les travaux. Cf. ci-dessus, art. 12, et plus loin, art. 30. — 23. Cette porte Saint Pierre, située derrière Sainte-Radegonde, était sans doute peu importante. Elle n'est pas mentionnée par Rédet dans son étude sur les anciens murs d'enceinte de Poitiers (*Mém. de la Soc. des Antiquaires de l'Ouest*, 1839, p. 389). Son nom vient sans doute de ce qu'elle donnait accès à des propriétés du chapitre de Saint-Pierre, notamment aux moulins de Cornet et du Château (cf. ci-dessus, art. 10, note). Pour la forme *Saint Pé*, comparer ci-dessus n° CCCCLXXXIII, C, art. 116, *le chanfre de S. Pé.* — 24. Liénart Daniel était lieutenant du receveur de Poitou (ci-dessus n° CCCCLXXIV).

cions dès la tour sur l'estang de Saint Ilaire, au bout des murs neufs sur le maroys... Pour ce, X l.

29. A Johan Micheau, mercer, pour convertir ès reparacions de la dicte ville dès le pont Enjobert jucques à Saint Ciprien... Pour ce, X l.

30. A Girart Barbe, pour faire reparrer de massonne les murs et querneaux dès la tour devant les molins de quatre rouhes²⁵ jucques au molin Bajon... Pour ce, C s.

31. A. Guillon de la Chatre, chasseurorc, pour avoir baillé le gros bois pour les tanneries et pour la tour qui est sur l'estan du Mousterneuf, sicomme il appert par le mandement desdiz commissaires sur ce donné et seellé de leurs seaux du XXVII^e jour du mois d'octobre, et la quiptancé sur ce donnée du dit jour mil CCC IIII^{xx}²⁶... Pour ce, VI l.

32. A Mery Favre, pour avoir ouvré cent et dix livres de fer en grappes pour metre sous les archeres de la chaucée de Saint Ciprien... Pour ce, VI l. VI s.

33. A Johan Bernart, receveur de la dicte taillée, pour ses diz gaiges, ordennés sur ce... Pour ce, XXV l.

34. Pour parchemin, escripture, papier, sire et pour recouvrer les quiptances des notaires des paiemens declairez en la dicte despance... Pour ce, VII l.

Somme : VII^c IIII^{xx} XIX l. II s. VIII d.

— 25. Les moulins des Quatre-Roues, situés au Pré-l'Abbesse, appartenaient à l'abbaye de Sainte-Croix. Voy. ci-dessus n° CCCCLXXII, n. 2.

— 26. Voy. ci-dessus n° CCCCLXXXII.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages.
Liste des membres de la Société des Archives historiques du Poitou	V
Extrait des procès-verbaux des séances de la Société, 1926- 1928.....	IX

RECUEIL DE DOCUMENTS CONCERNANT LA COMMUNE ET LA VILLE DE POITIERS, 1328-1380

INTRODUCTION :

I. Rapports de la commune de Poitiers et du pou- voir central	VIII
II. La commune de Poitiers ; évolution de son régime et de son organisation	XLI
III. L'état social et économique de la commune de Poitiers	LXVI
Texte des documents	1

Le présent ouvrage sera terminé par un troisième volume consacré aux années 1380 à 1412, de façon à se souder à la période pour laquelle nous avons la documentation régulière et si précieuse des délibérations du Corps de ville.

Ce dernier volume comportera une table alphabétique générale.

The Ohio State University



3 2435 028309847

ARCHIVES HISTORIQUES DU POITOU
DC611P732A7

001
V45-46

THE OHIO STATE UNIVERSITY BOOK DEPOSITORY



D	AISLE	SECT	SHLF	SIDE	POS	ITEM	C
8	02	18	26	8	06	002	8